Gouvernement du Canada | Government of Canada

Établis par le
receveur général du Canada

Comptes publics du Canada

2024

Volume II

Détails des charges et des revenus

Canada

© Ministre des Services publics et de l'Approvisionnement 2024

Ce document est disponible en formats substituts

sur le site Web du receveur général du Canada à

https://www.canada.ca/fr/services-publics-approvisionnement/services/paiements-comptabilite/comptes-publics/2024.html

Disponible également en format PDF auprès des

Publications du gouvernement du Canada

www.publications.gc.ca

P51-1F-PDF

ISSN 1483-8583

This publication is also available in English

Erratum

Suite au dépôt des Comptes publics du Canada, des corrections ont été effectuées au volume II, Section 5, Paiements de transfert, page 177. Les informations révisées sont surlignées.

Suite au dépôt des Comptes publics du Canada, des corrections ont été effectuées au volume II, Section 30, Paiements de transfert, page 553. Les informations révisées sont surlignées.

Volume II

Comptes publics du Canada
2023-2024

Table des matières

Section

		Page	
		Français	*Anglais*
	Introduction		
1.	Tableaux sommaires et appendices	9	9
2.	Affaires mondiales	133	247
3.	Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	151	181
4.	Agence de promotion économique du Canada atlantique	159	137
5.	Agriculture et Agroalimentaire	167	125
6.	Anciens Combattants	181	519
7.	Bureau du secrétaire du gouverneur général	191	405
8.	Conseil du Trésor	199	505
9.	Conseil privé	213	435
10.	Défense nationale	227	365
11.	Développement économique des Prairies et du Nord canadien	241	427
12.	Emploi et Développement de la main-d'œuvre	251	189
13.	Environnement et Changement climatique	267	205
14.	Femmes, Égalité des genres et Jeunesse	281	529
15.	Finances	289	219
16.	Immigration, Réfugiés et Citoyenneté	307	283
17.	Infrastructure et Collectivités	317	307
18.	Innovation, Sciences et Industrie	331	319
19.	Justice	357	345
20.	Parlement	377	413
21.	Patrimoine canadien	391	145
22.	Pêches, Océans et Garde côtière canadienne	415	237
23.	Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord	425	169
24.	Ressources naturelles	437	389
25.	Revenu national	455	379
26.	Santé	465	265
27.	Sécurité publique, Institutions démocratiques et Affaires intergouvernementales	485	449
28.	Services aux Autochtones	515	293
29.	Services publics et Approvisionnement	529	479
30.	Transports	543	491
31.	Index	557	537

Introduction aux Comptes publics du Canada

Nature des Comptes publics du Canada

Les Comptes publics du Canada constituent le rapport du gouvernement du Canada préparé annuellement par le receveur général, comme l'exige l'article 64 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*. Il couvre l'exercice du gouvernement se terminant le 31 mars.

L'information contenue dans le rapport provient de deux sources de données :

- le sommaire des opérations financières présentées dans les comptes du Canada, tenus par le receveur général
- les registres détaillés, tenus par les ministères et organismes

Chaque ministère et organisme est responsable de la conciliation de ses comptes avec les comptes de contrôle du receveur général, et tient des registres détaillés des opérations qui y sont portées.

Le rapport englobe les opérations financières du gouvernement au cours de l'exercice. Dans certains cas, l'autorisation du Parlement pour effectuer des opérations a été prévue par voie de législation approuvée au cours des exercices antérieurs.

Présentation des Comptes publics du Canada

Les Comptes publics du Canada sont publiés en trois volumes.

- Le **volume I** présente les états financiers consolidés vérifiés du gouvernement, ainsi que des informations financières et analyses additionnelles
- Le **volume II** présente, par portefeuille ministériel, les opérations financières du gouvernement
- Le **volume III** présente des informations et analyses supplémentaires

Le contenu du volume II se résume comme suit :

Tableaux sommaires et appendices (section 1)

La section 1 comprend des tableaux sommaires qui présentent le sommaire des opérations financières divulguées dans les sections ministérielles.

La section 1 comprend également, comme appendices, les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs, de toutes les autorisations permanentes accordées/abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations relatives à la dépense des produits de la vente de biens excédentaires de l'État.

Sections ministérielles (sections 2 à 30)

Il y a une section pour chaque portefeuille ministériel. Les ministères et les organismes pour lesquels un ministre est responsable au Parlement sont groupés ensemble afin de fournir une présentation ministérielle globale. Chaque section ministérielle présente un énoncé des descriptions des responsabilités essentielles. Chaque section ministérielle comprend également, s'il y a lieu, un ensemble uniforme d'états afin de présenter les opérations financières de chaque portefeuille ministériel. Ces états sont :

Sommaire du portefeuille ministériel

Présente par ministère et organisme la provenance et l'utilisation de chaque autorisation budgétaire et non budgétaire accordée par le Parlement dans les lois de crédits et autres lois.

Détail budgétaire par affectation

Présente par ministère et organisme la répartition des crédits budgétaires par affectation tels qu'approuvés par le Conseil du Trésor en vertu de l'article 31 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, de même que les dépenses connexes de l'exercice en cours. Les détails pertinents à cet état sont présentés ci-dessous :

- **Affectations bloquées**
  Les affectations bloquées sont créées lorsqu'on exige que les ministères et les organismes annulent l'utilisation de fonds ou lorsque l'accès à des fonds est limité jusqu'à ce qu'une condition particulière soit remplie. Les affectations bloquées sont créées pour une variété de raisons, y compris le report de projets aux années à venir.
- **Affectations à but spécial**
  Les affectations à but spécial sont utilisées pour restreindre l'utilisation des fonds à certains programmes ou initiatives. Ces restrictions empêchent les ministères et les organismes de réaffecter leur financement à but spécial à d'autres priorités.
- **Annulées ou (dépassées)**
  Annulées ou (dépassées) est calculé à partir du total des autorisations disponibles pour emploi au cours de l'exercice moins le total a) des autorisations employées au cours de l'exercice et b) des autorisations disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs. La valeur calculée des affectations annulées, également connue sous le nom de « annulées brutes » comprend les fonds inutilisés, placés dans une affectation bloquée ou dans une affectation à but spécial.

Responsabilités essentielles

Présente par ministère et organisme le total des autorisations disponibles pour emploi et les autorisations employées au cours de l'exercice pour chaque responsabilité essentielle sous chaque genre de dépenses (fonctionnement, capital, paiements de transfert, revenus affectés aux dépenses et non budgétaires).

Paiements de transfert

Présente par ministère et organisme la provenance et l'utilisation des autorisations pour chaque paiement de transfert.

Détail des montants disponibles pour être dépensés

Présente par ministère et organisme la nature des revenus et rentrées, lesquels augmentent les montants qui peuvent être dépensés à même les crédits ayant une autorisation nette de dépenser.

Revenus

Présente par ministère et organisme la nature des revenus sous chaque catégorie principale de revenus.

Les états dans les sections ministérielles sont conçus pour que les totaux et sous-totaux pertinents puissent être directement retracés à un état qui précède et ensuite aux tableaux sommaires de la section 1 (ex. : les données de l'état des paiements de transfert peuvent être retracées à l'état des responsabilités essentielles, lesquelles peuvent ensuite être retracées au sommaire du portefeuille ministériel; les données du sommaire du portefeuille ministériel peuvent être retracées aux tableaux sommaires (5, 6 et 7) de la section 1).

Provenance et utilisation des autorisations

Le volume II est conçu de façon à refléter d'aussi près que possible le format et le contenu du Budget principal des dépenses. Certains tableaux sommaires et appendices et le Sommaire du portefeuille ministériel des sections ministérielles montrent la provenance et l'utilisation des autorisations de dépenses. Les renseignements fournis pour ce qui est de la provenance et de l'utilisation des autorisations sont expliqués ci-dessous :

Disponibles des exercices antérieurs
Autorisations de dépenses reportées de l'exercice précédent. Comprennent seulement les autorisations pour lesquelles il existe une limite spécifique quant au montant total à être dépensé, ou sur le solde cumulatif en circulation pour les crédits pour lesquels il est permis de dépenser les revenus et les rentrées. Ces crédits représentent généralement soit des autorisations relatives à des fonds renouvelables, au produit de la vente de biens excédentaires de l'État ou à des prêts. Ces montants sont disponibles pour être dépensés sans aucune autre autorisation du Parlement.

Budget principal et budgets supplémentaires des dépenses
Comprennent les autorisations de dépenses demandées dans les Budgets des dépenses ainsi que les montants estimatifs des dépenses compris dans les Budgets des dépenses en vertu d'autorisations accordées par diverses autres lois y compris les lois de crédits des exercices antérieurs.

Redressements, mandats et virements
Les redressements, mandats et virements comprennent :

- virements de ou à d'autres portefeuilles ministériels tels que les crédits 5, 10, 15, 25, 30 et 35 du Conseil du Trésor ou les modifications dans les responsabilités ministérielles
- virements des crédits d'exécution du budget du Conseil du Trésor
- les virements à l'intérieur du portefeuille ministériel d'un crédit à un autre (en vertu d'une autorisation parlementaire) ou entre paiements de transfert
- les montants non engagés de ou à d'autres portefeuilles ministériels comme des affectations réputées, conformément à l'article 31.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*
- les modifications aux montants législatifs suite à des redressements aux estimés de dépenses compris dans les Budgets des dépenses, suite à l'annulation ou la modification aux lois ou suite à des redressements des autorisations d'emprunt des sociétés d'État
- les montants du suremploi des autorisations des exercices antérieurs versés ou réglés au cours de l'exercice et le produit de la vente de biens excédentaires de l'État
- les mandats spéciaux du gouverneur général pour couvrir les paiements requis lorsque le Parlement est dissous pour une élection générale

Total disponible pour emploi
Autorisations disponibles pour être dépensées au cours de l'exercice (après avoir déduit les montants estimatifs des revenus et rentrées disponibles pour être dépensés).

Employées au cours de l'exercice
Montants dépensés dans l'exercice en cours (après avoir déduit les revenus et rentrées réels disponibles pour être dépensés).

Annulées (écart positif)
Le montant des autorisations annulées correspond au total des autorisations disponibles pour l'emploi au cours de l'exercice moins le total a) des autorisations employées au cours de l'exercice et b) des autorisations disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs.

Dépassées (écart négatif)
Excédent des dépenses sur les autorisations accordées.

Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs
Autorisations de dépenses non employées qui ne sont pas annulées et qui sont reportées à un exercice ultérieur.

Employées au cours de l'exercice précédent
Montants dépensés dans l'exercice précédent (après avoir déduit les revenus et rentrées réels disponibles pour être dépensés). Pour les autorisations ou paiements de transfert qui n'existent plus dans l'exercice en cours, le total des dépenses nettes correspondant de l'exercice précédent est présenté comme un montant seul, en ligne avec l'énoncé « Crédits (Éléments) non requis pour l'exercice en cours ».

Section 1

Comptes publics du Canada 2023-2024

Tableaux sommaires et appendices

Page

Tableaux sommaires
- Tableau 1 – État consolidé des revenus et charges 11
- Tableau 2 – Dépenses ministérielles par catégorie 12
- Tableau 2a – Récapitulation des charges externes par catégorie..... 18
- Tableau 2b – Détail des autres paiements de transfert par portefeuille ministériel 20
- Tableau 3 – Dépenses ministérielles par article courant 21
- Tableau 3a – Rapprochement des dépenses externes par article courant avec les charges..... 30
- Tableau 4 – Revenus ministériels..... 31
- Tableau 4a – Récapitulation des revenus externes par provenance..... 36
- Tableau 4b – Ventes de biens et de services..... 38
- Tableau 5 – Provenance et utilisation des autorisations budgétaires par portefeuille ministériel 42
- Tableau 6 – Provenance et utilisation des autorisations non budgétaires par portefeuille ministériel 48
- Tableau 7 – Provenance et utilisation des autorisations par genre (votées et législatives) 50

Appendices
- Appendice 1 – Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice..... 56
- Appendice 2 – Autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits 105
- Appendice 3 – Autorisations disponibles des exercices antérieurs 119
- Appendice 4 – Autorisations permanentes accordées/abrogées au cours de l'exercice..... 126
- Appendice 5 – Autorisations relatives à la dépense des produits de la vente de biens excédentaires de l'État..... 128

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

Tableau 1

État consolidé des revenus et charges

Le tableau 1 présente les revenus et les charges pour l'exercice financier clos le 31 mars 2024. De plus, des informations détaillées apparaissent à la section 3 du volume I des Comptes publics du Canada.

(en milliers de dollars)

Revenus	2024
Revenus fiscaux	
Revenus d'impôt sur le revenu	
Particuliers	217 695 635
Sociétés	82 467 574
Non-résidents	12 540 775
Total des revenus d'impôt sur le revenu	***312 703 984***
Autres taxes et droits	
Taxe sur les produits et services	51 416 441
Taxes sur l'énergie	
Taxe d'accise – Essence	4 333 239
Taxe d'accise – Essence d'aviation et combustible diesel	1 265 795
	5 599 034
Droits de douane à l'importation	5 571 190
Autres taxes et droits d'accise	
Droits d'accise	5 333 741
Droits pour la sécurité des passagers du transport aérien	827 028
Diverses taxes et droits d'accise	669 019
	6 829 788
Total des autres taxes et droits	***69 416 453***
Total des revenus fiscaux	**382 120 437**
Cotisations d'assurance-emploi	**29 559 859**
Produits issus de la tarification de la pollution	**10 502 956**
Autres revenus	
Sociétés d'État entreprises et autres entreprises publiques	
Quote-part des bénéfices (pertes) annuels	(659 802)
Intérêt et autres	3 876 389
	3 216 587
Revenus nets des opérations de change et revenus de placements	
Compte du fonds des changes	2 951 157
Fonds monétaire international	452 569
Autres	1 015
	3 404 741
Revenus de placements	884 840
	4 289 581
Autres	
Ventes de biens et de services	13 986 391
Revenus divers	15 872 673
	29 859 064
Total des autres revenus	**37 365 232**
Total des revenus	**459 548 484**

Charges	2024
Charges de programmes	
Paiements de transfert	
Prestations de sécurité de la vieillesse, supplément de revenu garanti et allocation au conjoint	76 035 676
Principaux paiements de transfert à d'autres paliers de gouvernement	
Transfert canadien en matière de santé	49 431 244
Transfert canadien en matière de programmes sociaux	16 416 302
Accords fiscaux	28 841 515
Abattement du Québec	(7 103 367)
Autres principaux transferts	12 586 975
	100 172 669
Assurance-emploi et mesures de soutien	23 130 287
Prestations pour enfants	26 339 238
Soutien au revenu lié à la COVID-19 pour les travailleurs	(4 837 776)
Subvention salariale d'urgence du Canada	(420 425)
Retour des produits issus de la tarification de la pollution	9 858 444
Autres paiements de transfert	96 370 820
Total des paiements de transfert	**326 648 933**
Autres charges, excluant les pertes actuarielles nettes [1]	**140 013 621**
Total des charges de programmes, excluant les pertes actuarielles nettes	***466 662 554***
Frais de la dette publique	***47 272 766***
Total des charges, excluant les pertes actuarielles nettes	**513 935 320**
Déficit annuel avant les pertes actuarielles nettes	**(54 386 836)**
Pertes actuarielles nettes	**(7 489 008)**
Déficit annuel lié aux activités	**(61 875 844)**

[1] Le détail des autres charges ministérielles est présenté par portefeuille ministériel au tableau 2a à la section 1 de ce volume.

Tableau 2

Dépenses ministérielles par catégorie

Le tableau 2 présente les dépenses nettes par catégorie pour chaque portefeuille ministériel. La colonne « Total des dépenses ministérielles nettes » présente le total des dépenses nettes déclaré pour chaque portefeuille ministériel aux sections ministérielles de ce volume.

Le tableau 2a fait concorder le total des dépenses ministérielles nettes avec les dépenses externes présentées au tableau 1 de cette section ainsi qu'à l'état consolidé des résultats et du déficit accumulé à la section 2 du volume I.

(en milliers de dollars)

		Paiements de transfert [1]									
Section	Ministère ou organisme	Prestations de sécurité de la vieillesse [2]	Transfert canadien en matière de santé	Transfert canadien en matière de programmes sociaux	Accords fiscaux	Abattement du Québec	Autres [3]	Total des paiements de transfert	Autres dépenses	Frais de la dette publique	Total des dépenses ministérielles nettes
2	**Affaires mondiales**										
	Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement	–	–	–	–	–	5 818 928	5 818 928	2 639 151	–	8 458 079
	Corporation commerciale canadienne	–	–	–	–	–	–	–	13 962	–	13 962
	Exportation et développement Canada (Compte du Canada)	–	–	–	–	–	–	–	10 522 747	–	10 522 747
	Centre de recherches pour le développement international	–	–	–	–	–	–	–	164 606	–	164 606
	Commission mixte internationale (section canadienne)	–	–	–	–	–	–	–	9 192	–	9 192
	Investir au Canada	–	–	–	–	–	–	–	34 272	–	34 272
	Total du portefeuille ministériel	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**5 818 928**	**5 818 928**	**13 383 930**	**–**	**19 202 858**
3	**Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**507 176**	**507 176**	**56 007**	**–**	**563 183**
4	**Agence de promotion économique du Canada atlantique**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**396 799**	**396 799**	**81 632**	**–**	**478 431**
5	**Agriculture et Agroalimentaire**										
	Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire	–	–	–	–	–	3 277 275	3 277 275	886 166	–	4 163 441
	Commission canadienne du lait	–	–	–	–	–	–	–	5 376	–	5 376
	Commission canadienne des grains	–	–	–	–	–	–	–	25 320	–	25 320
	Total du portefeuille ministériel	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**3 277 275**	**3 277 275**	**916 862**	**–**	**4 194 137**
6	**Anciens Combattants**										
	Ministère des Anciens Combattants	–	–	–	–	–	4 636 714	4 636 714	1 416 352	–	6 053 066
	Tribunal des anciens combattants (révision et appel)	–	–	–	–	–	–	–	18 124	–	18 124
	Total du portefeuille ministériel	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**4 636 714**	**4 636 714**	**1 434 476**	**–**	**6 071 190**
7	**Bureau du secrétaire du gouverneur général**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**952**	**952**	**25 464**	**–**	**26 416**

8	**Conseil du Trésor**										
	Secrétariat du Conseil du Trésor	–	–	–	–	–	1 018	1 018	4 249 316	–	4 250 334
	École de la fonction publique du Canada	–	–	–	–	–	–	–	94 777	–	94 777
	Commissariat au lobbying	–	–	–	–	–	–	–	5 767	–	5 767
	Commissariat à l'intégrité du secteur public	–	–	–	–	–	21	21	6 756	–	6 777
	Total du portefeuille ministériel	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**1 039**	**1 039**	**4 356 616**	**–**	**4 357 655**
9	**Conseil privé**										
	Bureau du Conseil privé	–	–	–	–	–	518	518	243 454	–	243 972
	Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports	–	–	–	–	–	–	–	43 529	–	43 529
	Secrétariat de l'Office de surveillance des activités en matière de sécurité nationale et de renseignement	–	–	–	–	–	–	–	19 646	–	19 646
	Bureau du commissaire au renseignement	–	–	–	–	–	–	–	2 228	–	2 228
	Agence de développement économique du Pacifique Canada	–	–	–	–	–	154 065	154 065	36 645	–	190 710
	Commission de la fonction publique	–	–	–	–	–	–	–	106 894	–	106 894
	Total du portefeuille ministériel	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**154 583**	**154 583**	**452 396**	**–**	**606 979**
10	**Défense nationale**										
	Ministère de la Défense nationale	–	–	–	–	–	1 125 459	1 125 459	32 341 366	2 652	33 469 477
	Centre de la sécurité des télécommunications	–	–	–	–	–	–	–	949 022	61 774	1 010 796
	Comité externe d'examen des griefs militaires	–	–	–	–	–	–	–	7 762	–	7 762
	Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire	–	–	–	–	–	–	–	5 634	–	5 634
	Total du portefeuille ministériel	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**1 125 459**	**1 125 459**	**33 303 784**	**64 426**	**34 493 669**
11	**Développement économique des Prairies et du Nord canadien**										
	Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	–	–	–	–	–	327 446	327 446	50 162	–	377 608
	Agence canadienne de développement économique du Nord	–	–	–	–	–	62 130	62 130	25 228	–	87 358
	Total du portefeuille ministériel	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**389 576**	**389 576**	**75 390**	**–**	**464 966**
12	**Emploi et Développement de la main-d'œuvre**										
	Ministère de l'Emploi et du Développement social	76 084 488	–	–	–	–	15 411 182	91 495 670	2 947 711	–	94 443 381
	Organisation canadienne d'élaboration de normes d'accessibilité	–	–	–	–	–	8 500	8 500	13 089	–	21 589
	Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail	–	–	–	–	–	–	–	15 012	–	15 012
	Total du portefeuille ministériel	**76 084 488**	**–**	**–**	**–**	**–**	**15 419 682**	**91 504 170**	**2 975 812**	**–**	**94 479 982**
13	**Environnement et Changement climatique**										
	Ministère de l'Environnement	–	–	–	–	–	930 317	930 317	1 431 557	256	2 362 130
	Agence canadienne d'évaluation d'impact	–	–	–	–	–	21 354	21 354	76 191	–	97 545
	Agence Parcs Canada	–	–	–	–	–	87 958	87 958	1 364 544	46	1 452 548
	Total du portefeuille ministériel	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**1 039 629**	**1 039 629**	**2 872 292**	**302**	**3 912 223**

Tableau 2

Dépenses ministérielles par catégorie – *suite*

(en milliers de dollars)

Section	Ministère ou organisme	Paiements de transfert [1]									
		Prestations de sécurité de la vieillesse [2]	Transfert canadien en matière de santé	Transfert canadien en matière de programmes sociaux	Accords fiscaux	Abattement du Québec	Autres [3]	Total des paiements de transfert	Autres dépenses	Frais de la dette publique	Total des dépenses ministérielles nettes
14	**Femmes, Égalité des genres et Jeunesse**										
	Ministère des Femmes et de l'Égalité des genres	–	–	–	–	–	249 298	249 298	71 601	–	320 899
	Total du portefeuille ministériel	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**249 298**	**249 298**	**71 601**	**–**	**320 899**
15	**Finances**										
	Ministère des Finances	–	51 431 244	16 416 302	29 418 515	(7 103 367)	1 001 560	91 164 254	1 873 079	42 474 118	135 511 451
	Agence de la consommation en matière financière du Canada	–	–	–	–	–	–	–	53 367	–	53 367
	Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada	–	–	–	–	–	–	–	98 623	–	98 623
	Bureau du vérificateur général	–	–	–	–	–	–	–	134 930	–	134 930
	Bureau du surintendant des institutions financières	–	–	–	–	–	–	–	311 472	–	311 472
	Total du portefeuille ministériel	**–**	**51 431 244**	**16 416 302**	**29 418 515**	**(7 103 367)**	**1 001 560**	**91 164 254**	**2 471 471**	**42 474 118**	**136 109 843**
16	**Immigration, Réfugiés et Citoyenneté**										
	Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration	–	–	–	–	–	2 993 638	2 993 638	3 000 618	–	5 994 256
	Commission de l'immigration et du statut de réfugié	–	–	–	–	–	–	–	341 256	–	341 256
	Total du portefeuille ministériel	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**2 993 638**	**2 993 638**	**3 341 874**	**–**	**6 335 512**
17	**Infrastructure et Collectivités**										
	Bureau de l'infrastructure du Canada	–	–	–	–	–	7 298 586	7 298 586	278 922	42 217	7 619 725
	Société canadienne d'hypothèques et de logement	–	–	–	–	–	–	–	5 430 271	–	5 430 271
	Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Inc.	–	–	–	–	–	–	–	156 303	–	156 303
	Autorité du pont Windsor-Détroit	–	–	–	–	–	–	–	1 289 463	–	1 289 463
	Total du portefeuille ministériel	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**7 298 586**	**7 298 586**	**7 154 959**	**42 217**	**14 495 762**
18	**Innovation, Sciences et Industrie**										
	Ministère de l'Industrie	–	–	–	–	–	3 535 512	3 535 512	812 735	–	4 348 247
	Agence spatiale canadienne	–	–	–	–	–	72 895	72 895	377 852	–	450 747
	Commission canadienne du tourisme	–	–	–	–	–	–	–	122 662	–	122 662
	Commission du droit d'auteur	–	–	–	–	–	–	–	4 075	–	4 075
	Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario	–	–	–	–	–	415 654	415 654	46 378	–	462 032
	Conseil national de recherches du Canada	–	–	–	–	–	625 013	625 013	900 968	–	1 525 981
	Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	–	–	–	–	–	1 309 710	1 309 710	73 549	–	1 383 259
	Conseil de recherches en sciences humaines	–	–	–	–	–	1 109 989	1 109 989	50 346	–	1 160 335
	Conseil canadien des normes	–	–	–	–	–	–	–	20 420	–	20 420
	Statistique Canada	–	–	–	–	–	–	–	740 709	–	740 709
	Total du portefeuille ministériel	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**7 068 773**	**7 068 773**	**3 149 694**	**–**	**10 218 467**

19	**Justice**									
	Ministère de la Justice	–	–	–	–	–	681 511	681 511	428 475	–	1 109 986
	Service canadien d'appui aux tribunaux administratifs	–	–	–	–	–	–	–	88 693	–	88 693
	Commission canadienne des droits de la personne	–	–	–	–	–	–	–	44 878	–	44 878
	Commission du droit du Canada	–	–	–	–	–	–	–	1 786	–	1 786
	Service administratif des tribunaux judiciaires	–	–	–	–	–	–	–	125 128	–	125 128
	Bureau du commissaire à la magistrature fédérale	–	–	–	–	–	–	–	752 720	–	752 720
	Bureau du directeur des poursuites pénales	–	–	–	–	–	–	–	223 128	–	223 128
	Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada	–	–	–	–	–	496	496	52 265	–	52 761
	Registraire de la Cour suprême du Canada	–	–	–	–	–	–	–	48 362	–	48 362
	Total du portefeuille ministériel	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**682 007**	**682 007**	**1 765 435**	**–**	**2 447 442**
20	**Parlement**									
	Chambre des communes	–	–	–	–	–	1 417	1 417	636 500	–	637 917
	Bibliothèque du Parlement	–	–	–	–	–	–	–	61 276	–	61 276
	Bureau du commissaire aux conflits d'intérêts et à l'éthique	–	–	–	–	–	–	–	7 713	–	7 713
	Bureau du directeur parlementaire du budget	–	–	–	–	–	–	–	6 581	–	6 581
	Bureau du conseiller sénatorial en éthique	–	–	–	–	–	–	–	952	–	952
	Service de protection parlementaire	–	–	–	–	–	–	–	94 967	–	94 967
	Secrétariat du Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement	–	–	–	–	–	–	–	3 029	–	3 029
	Sénat	–	–	–	–	–	481	481	117 500	–	117 981
	Total du portefeuille ministériel	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**1 898**	**1 898**	**928 518**	**–**	**930 416**
21	**Patrimoine canadien**									
	Ministère du Patrimoine canadien	–	–	–	–	–	1 866 813	1 866 813	285 649	–	2 152 462
	Conseil des Arts du Canada	–	–	–	–	–	–	–	369 339	–	369 339
	Société Radio-Canada	–	–	–	–	–	–	–	1 454 160	–	1 454 160
	Musée canadien des droits de la personne	–	–	–	–	–	–	–	28 794	–	28 794
	Musée canadien de l'histoire	–	–	–	–	–	–	–	85 564	–	85 564
	Musée canadien de l'immigration du Quai 21	–	–	–	–	–	–	–	10 061	–	10 061
	Musée canadien de la nature	–	–	–	–	–	–	–	32 316	–	32 316
	Fondation canadienne des relations raciales	–	–	–	–	–	–	–	9 000	–	9 000
	Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	–	–	–	–	–	–	–	19 906	–	19 906
	Bibliothèque et Archives du Canada	–	–	–	–	–	3 266	3 266	208 135	5 478	216 879
	Société du Centre national des Arts	–	–	–	–	–	–	–	66 359	–	66 359
	Office national du film	–	–	–	–	–	–	–	71 606	1	71 607
	Musée des beaux-arts du Canada	–	–	–	–	–	–	–	50 727	–	50 727
	Musée national des sciences et de la technologie	–	–	–	–	–	–	–	40 360	–	40 360
	Téléfilm Canada	–	–	–	–	–	–	–	155 276	–	155 276
	Commission des champs de bataille nationaux	–	–	–	–	–	–	–	20 144	–	20 144
	Total du portefeuille ministériel	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**1 870 079**	**1 870 079**	**2 907 396**	**5 479**	**4 782 954**
22	**Pêches, Océans et Garde côtière canadienne**									
	Ministère des Pêches et des Océans	–	–	–	–	–	591 513	591 513	3 954 375	174	4 546 062
	Total du portefeuille ministériel	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**591 513**	**591 513**	**3 954 375**	**174**	**4 546 062**

Tableau 2

Dépenses ministérielles par catégorie – *fin*

(en milliers de dollars)

Section	Ministère ou organisme	Paiements de transfert [1]									
		Prestations de sécurité de la vieillesse [2]	Transfert canadien en matière de santé	Transfert canadien en matière de programmes sociaux	Accords fiscaux	Abattement du Québec	Autres [3]	Total des paiements de transfert	Autres dépenses	Frais de la dette publique	Total des dépenses ministérielles nettes
23	**Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord**										
	Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord	–	–	–	–	–	6 227 622	6 227 622	10 122 984	–	16 350 606
	Station canadienne de recherche dans l'Extrême-Arctique	–	–	–	–	–	7 746	7 746	29 686	–	37 432
	Total du portefeuille ministériel	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**6 235 368**	**6 235 368**	**10 152 670**	**–**	**16 388 038**
24	**Ressources naturelles**										
	Ministère des Ressources naturelles	–	–	–	–	–	2 442 523	2 442 523	1 024 087	–	3 466 610
	Énergie atomique du Canada, Limitée	–	–	–	–	–	–	–	1 344 720	–	1 344 720
	Régie canadienne de l'énergie	–	–	–	–	–	2 844	2 844	110 824	–	113 668
	Commission canadienne de sûreté nucléaire	–	–	–	–	–	5 806	5 806	164 239	–	170 045
	Administration du pipe-line du Nord	–	–	–	–	–	–	–	336	–	336
	Total du portefeuille ministériel	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**2 451 173**	**2 451 173**	**2 644 206**	**–**	**5 095 379**
25	**Revenu national**										
	Agence du revenu du Canada	–	–	–	–	–	10 177 964	10 177 964	6 623 966	–	16 801 930
	Total du portefeuille ministériel	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**10 177 964**	**10 177 964**	**6 623 966**	**–**	**16 801 930**
26	**Santé**										
	Ministère de la Santé	–	–	–	–	–	5 244 396	5 244 396	1 597 897	–	6 842 293
	Agence canadienne d'inspection des aliments	–	–	–	–	–	112 730	112 730	966 592	–	1 079 322
	Instituts de recherche en santé du Canada	–	–	–	–	–	1 258 382	1 258 382	90 074	–	1 348 456
	Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés	–	–	–	–	–	–	–	14 044	–	14 044
	Agence de la santé publique du Canada	–	–	–	–	–	560 029	560 029	3 868 502	–	4 428 531
	Total du portefeuille ministériel	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**7 175 537**	**7 175 537**	**6 537 109**	**–**	**13 712 646**
27	**Sécurité publique, Institutions démocratiques et Affaires intergouvernementales**										
	Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile	–	–	–	–	–	1 212 785	1 212 785	271 339	–	1 484 124
	Agence des services frontaliers du Canada	–	–	–	–	–	–	–	2 693 911	–	2 693 911
	Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes	–	–	–	–	–	–	–	7 923	–	7 923
	Service canadien du renseignement de sécurité	–	–	–	–	–	–	–	828 410	–	828 410

Commission civile d'examen et de traitement des plaintes relatives à la Gendarmerie royale du Canada	–	–	–	–	–	–	–	15 795	–	15 795
Service correctionnel du Canada	–	–	–	–	–	5 620	5 620	3 369 342	–	3 374 962
Commission des débats des chefs	–	–	–	–	–	–	–	644	–	644
Bureau du directeur général des élections	–	–	–	–	–	2 274	2 274	246 792	–	249 066
Commissariat aux langues officielles	–	–	–	–	–	–	–	25 086	–	25 086
Bureau de l'enquêteur correctionnel du Canada	–	–	–	–	–	–	–	5 813	–	5 813
Commission des libérations conditionnelles du Canada	–	–	–	–	–	–	–	77 448	–	77 448
Gendarmerie royale du Canada	–	–	–	–	–	708 927	708 927	4 433 823	548	5 143 298
Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada	–	–	–	–	–	–	–	5 372	–	5 372
Total du portefeuille ministériel	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**1 929 606**	**1 929 606**	**11 981 698**	**548**	**13 911 852**
28 Services aux Autochtones										
Ministère des Services aux Autochtones	–	–	–	–	–	19 654 862	19 654 862	26 822 380	–	46 477 242
Agence fédérale de développement économique pour le Nord de l'Ontario	–	–	–	–	–	56 475	56 475	15 301	–	71 776
Total du portefeuille ministériel	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**19 711 337**	**19 711 337**	**26 837 681**	**–**	**46 549 018**
29 Services publics et Approvisionnement										
Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux	–	–	–	–	–	51 293	51 293	5 223 132	100 856	5 375 281
Société canadienne des postes	–	–	–	–	–	–	–	22 210	–	22 210
Commission de la capitale nationale	–	–	–	–	–	–	–	96 902	–	96 902
Services partagés Canada	–	–	–	–	–	–	–	2 784 458	6 331	2 790 789
Total du portefeuille ministériel	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**51 293**	**51 293**	**8 126 702**	**107 187**	**8 285 182**
30 Transports										
Ministère des Transports	–	–	–	–	–	1 652 903	1 652 903	1 366 341	–	3 019 244
Administration canadienne de la sûreté du transport aérien	–	–	–	–	–	–	–	971 163	–	971 163
Office des transports du Canada	–	–	–	–	–	–	–	55 276	–	55 276
Marine Atlantique S.C.C.	–	–	–	–	–	–	–	191 685	–	191 685
La Société des ponts fédéraux Limitée	–	–	–	–	–	–	–	7 045	–	7 045
VIA HFR - VIA TGF Inc.	–	–	–	–	–	–	–	49 503	–	49 503
VIA Rail Canada Inc.	–	–	–	–	–	–	–	803 950	–	803 950
Total du portefeuille ministériel	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**1 652 903**	**1 652 903**	**3 444 963**	**–**	**5 097 866**
Total des dépenses ministérielles nettes	**76 084 488**	**51 431 244**	**16 416 302**	**29 418 515**	**(7 103 367)**	**103 910 345**	**270 157 527**	**162 028 979**	**42 694 451**	**474 880 957**

Si aucun montant n'est présenté, soit qu'il est inférieur à 500 $ ou aucune dépense n'a été rapportée.

[1] Les paiements de transfert d'assurance-emploi sont présentés au tableau 2a.

[2] Comprend le supplément de revenu garanti et l'allocation au conjoint.

[3] Comprend les autres principaux transferts et les autres paiements de transfert.

Tableau 2a

Récapitulation des charges externes par catégorie

Le tableau 2a fait concorder le total des dépenses ministérielles nettes (tableau 2) avec les charges externes déclarées au tableau 1 de cette section ainsi qu'à l'état consolidé des résultats et du déficit accumulé à la section 2 du volume I. Les éléments de rapprochement comprennent les dépenses des comptes à fins déterminées consolidés, les courus et autres redressements, les charges des sociétés d'État et autres entités consolidées, les crédits et remboursements fiscaux et l'élimination des charges internes.

(en milliers de dollars)

Description	Total des dépenses ministérielles nettes	Comptes à fins déterminées consolidés	Courus et autres redressements	Sociétés d'État et autres entités consolidées	Crédits et remboursements fiscaux	Charges internes	Charges externes totales
Charges de programmes							
Paiements de transfert							
Prestations de sécurité de la vieillesse, supplément de revenu garanti et allocation au conjoint	76 084 488	–	(48 812)	–	–	–	76 035 676
Principaux paiements de transfert à d'autres paliers de gouvernement							
Transfert canadien en matière de santé	51 431 244	–	(2 000 000)	–	–	–	49 431 244
Transfert canadien en matière de programmes sociaux	16 416 302	–	–	–	–	–	16 416 302
Accords fiscaux	29 418 515	–	(577 000)	–	–	–	28 841 515
Abattement du Québec	(7 103 367)	–	–	–	–	–	(7 103 367)
Autres principaux transferts	12 686 537	–	(99 562)	–	–	–	12 586 975
Total des principaux paiements de transfert à d'autres paliers de gouvernement	*102 849 231*	–	*(2 676 562)*	–	–	–	*100 172 669*
Assurance-emploi et mesures de soutien	–	23 130 287	–	–	–	–	23 130 287
Prestations pour enfants	(4 417)	–	5 524	–	26 338 131	–	26 339 238
Soutien au revenu lié à la COVID-19 pour les travailleurs	(211 162)	–	(4 626 614)	–	–	–	(4 837 776)
Subvention salariale d'urgence du Canada	–	–	–	–	(420 425)	–	(420 425)
Retour des produits issus de la tarification de la pollution	9 858 444	–	–	–	–	–	9 858 444
Autres paiements de transfert [1]	81 580 943	357 389	6 000 177	148 452	8 283 859	–	96 370 820
Total des paiements de transfert	**270 157 527**	**23 487 676**	**(1 346 287)**	**148 452**	**34 201 565**	**–**	**326 648 933**
Autres charges							
Affaires mondiales	13 383 930	–	(10 407 933)	86 731	–	(25 836)	3 036 892
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	56 007	–	28 425	–	–	(472)	83 960
Agence de promotion économique du Canada atlantique	81 632	–	25 985	–	–	(459)	107 158
Agriculture et Agroalimentaire	916 862	–	66 912	155 580	–	(15 272)	1 124 082
Anciens Combattants	1 434 476	–	(946 763)	–	–	(5 782)	481 931
Bureau du secrétaire du gouverneur général	25 464	–	968	–	–	(184)	26 248
Conseil du Trésor	4 356 616	–	598 008	–	–	119	4 954 743
Conseil privé	452 396	–	4 688	–	–	(6 659)	450 425
Défense nationale	33 303 784	–	(1 234 497)	–	–	(199 587)	31 869 700
Développement économique des Prairies et du Nord canadien	75 390	–	4 333	–	–	(678)	79 045
Emploi et Développement de la main-d'œuvre	2 975 812	2 989 543	4 343 890	–	–	(354 294)	9 954 951
Environnement et Changement climatique	2 872 292	64 769	35 490	–	–	(148 890)	2 823 661
Femmes, Égalité des genres et Jeunesse	71 601	–	595	–	–	(1 170)	71 026
Finances	2 471 471	–	(152 046)	(1 474 725)	–	(10 415)	834 285
Immigration, Réfugiés et Citoyenneté	3 341 874	–	595 561	–	–	(115 506)	3 821 929

Infrastructure et Collectivités	7 154 959	–	(5 381 886)	(917 374)	–	(4 791)	850 908
Innovation, Sciences et Industrie	3 149 694	–	376 839	21 895	–	(35 360)	3 513 068
Justice	1 765 435	–	21 782	–	–	(15 363)	1 771 854
Parlement	928 518	–	8 586	–	–	(4 426)	932 678
Patrimoine canadien	2 907 396	23	60 123	209 102	–	(9 923)	3 166 721
Pêches, Océans et Garde côtière canadienne	3 954 375	11	(794 276)	–	–	(71 418)	3 088 692
Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord	10 152 670	51	1 213 939	–	–	(91 319)	11 275 341
Ressources naturelles	2 644 206	3 173	5 518	(210 960)	–	(19 482)	2 422 455
Revenu national	6 623 966	–	9 053 257	–	–	(143 469)	15 533 754
Santé	6 537 109	–	1 127 479	–	–	(152 579)	7 512 009
Sécurité publique, Institutions démocratiques et Affaires intergouvernementales	11 981 698	–	5 385 316	–	–	(351 302)	17 015 712
Services aux Autochtones	26 837 681	–	(22 571 039)	–	–	(18 274)	4 248 368
Services publics et Approvisionnement	8 126 702	8 727	(1 115 726)	22 050	–	(267 232)	6 774 521
Transports	3 444 963	7 508	(5 331)	335 446	–	(56 607)	3 725 979
Total partiel	162 028 979	3 073 805	(19 651 803)	(1 772 255)	–	(2 126 630)	141 552 096
Provision pour évaluation et autres éléments	–	–	(1 538 475)	–	–	–	(1 538 475)
Total des autres charges, excluant les pertes actuarielles nettes	**162 028 979**	**3 073 805**	**(21 190 278)**	**(1 772 255)**	**–**	**(2 126 630)**	**140 013 621**
Total des charges de programmes, excluant les pertes actuarielles nettes	***432 186 506***	***26 561 481***	***(22 536 565)***	***(1 623 803)***	***34 201 565***	***(2 126 630)***	***466 662 554***
Frais de la dette publique	**42 694 451**	**–**	**4 781 235**	**(202 920)**	**–**	**–**	**47 272 766**
Total des charges, excluant les pertes actuarielles nettes	**474 880 957**	**26 561 481**	**(17 755 330)**	**(1 826 723)**	**34 201 565**	**(2 126 630)**	**513 935 320**
Pertes actuarielles nettes	**–**	**–**	**7 489 008**	**–**	**–**	**–**	**7 489 008**
Total des charges	**474 880 957**	**26 561 481**	**(10 266 322)**	**(1 826 723)**	**34 201 565**	**(2 126 630)**	**521 424 328**

Note : Si aucun montant n'est présenté, soit qu'il est inférieur à 500 $ ou aucune dépense n'a été rapportée.

[1] Le détail des autres paiements de transfert est présenté au tableau 2b.

Tableau 2b

Détail des autres paiements de transfert par portefeuille ministériel

Le tableau 2b présente le détail par portefeuille ministériel des autres paiements de transfert déclarés au tableau 2a.

(en milliers de dollars)

Portefeuille ministériel	Total des dépenses ministérielles nettes	Comptes à fins déterminées consolidés	Courus et autres redressements	Sociétés d'État et autres entités consolidées	Crédits et remboursements fiscaux	Charges internes	Charges externes totales
Affaires mondiales	5 818 929	–	(593 523)	–	–	–	5 225 406
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	507 176	–	(195 889)	–	–	–	311 287
Agence de promotion économique du Canada atlantique	396 799	–	(113 103)	–	–	–	283 696
Agriculture et Agroalimentaire	3 277 275	169 981	853 244	–	–	–	4 300 500
Anciens Combattants	4 636 714	–	(4 586 668)	–	–	–	50 046
Bureau du secrétaire du gouverneur général	952	–	(952)	–	–	–	–
Conseil du Trésor	1 039	–	(310)	–	–	–	729
Conseil privé	154 584	–	(67 052)	–	–	–	87 532
Défense nationale	1 125 459	–	5 227	–	–	–	1 130 686
Développement économique des Prairies et du Nord canadien	389 575	–	(92 783)	–	–	–	296 792
Emploi et Développement de la main-d'œuvre	10 021 916	187 408	4 265 364	–	–	–	14 474 688
Environnement et Changement climatique	963 803	–	(16 125)	–	–	–	947 678
Femmes, Égalité des genres et Jeunesse	249 298	–	(1 108)	–	–	–	248 190
Finances	596 297	–	(1 200 403)	–	–	–	(604 106)
Immigration, Réfugiés et Citoyenneté	2 993 638	–	(12 198)	–	–	–	2 981 440
Infrastructure et Collectivités	4 930 969	–	5 458 414	–	–	–	10 389 383
Innovation, Sciences et Industrie	7 068 773	–	(333 072)	135 433	–	–	6 871 134
Justice	682 007	–	(10 718)	–	–	–	671 289
Parlement	1 898	–	–	–	–	–	1 898
Patrimoine canadien	1 870 080	–	(21 014)	–	–	–	1 849 066
Pêches, Océans et Garde côtière canadienne	591 513	–	(26 485)	–	–	–	565 028
Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord	6 235 368	–	3 352 763	–	–	–	9 588 131
Ressources naturelles	2 451 173	–	(58 717)	–	–	–	2 392 456
Revenu national	395 345	–	–	–	8 283 859	–	8 679 204
Santé	2 875 225	–	(40 947)	–	–	–	2 834 278
Sécurité publique, Institutions démocratiques et Affaires intergouvernementales	1 929 606	–	(170 567)	–	–	–	1 759 039
Services aux Autochtones	19 711 336	–	(88 780)	13 019	–	–	19 635 575
Services publics et Approvisionnement	51 293	–	(51 289)	–	–	–	4
Transports	1 652 903	–	(69 719)	–	–	–	1 583 184
Total partiel	**81 580 943**	**357 389**	**6 183 590**	**148 452**	**8 283 859**	**–**	**96 554 233**
Provision pour évaluation et autres éléments	–	–	(183 413)	–	–	–	(183 413)
Total des autres paiements de transfert	**81 580 943**	**357 389**	**6 000 177**	**148 452**	**8 283 859**	**–**	**96 370 820**

Note : Si aucun montant n’est présenté, soit qu’il est inférieur à 500 $ ou aucune dépense n’a été rapportée.

Tableau 3

Dépenses ministérielles par article courant

Le tableau 3 présente les dépenses par article courant pour chaque portefeuille ministériel tant sur une base brute que sur une base nette. La différence entre les dépenses brutes et nettes constitue les revenus affectés aux dépenses. La présentation des dépenses par article courant est liée aux biens et services acquis, de même qu'aux paiements de transfert effectués par le gouvernement. La colonne « Total des dépenses brutes » représente le total des dépenses imputées aux articles courants 1 à 12 inclusivement. La colonne « Total des dépenses ministérielles nettes » représente le résultat du total des dépenses brutes duquel est soustrait le total des revenus affectés aux dépenses. La colonne « Total des dépenses ministérielles nettes » présente le total des dépenses déclaré pour chaque portefeuille ministériel aux sections ministérielles de ce volume.

Le tableau 3a fait concorder le total des dépenses ministérielles nettes avec les charges externes déclarées au tableau 1 de cette section ainsi qu'à l'état consolidé des résultats et du déficit accumulé à la section 2 du volume I.

(en milliers de dollars)

Section	Ministère ou organisme	Personnel (1)	Transports et communi-cations (2)	Information (3)	Services profession-nels et spéciaux [1] (4)	Location (5)	Réparation et entretien (6)	Services publics, fournitures et approvi-sionne-ments (7)	Acquisition de terrains, bâtiments et travaux [2] (8)	Acquisition de machinerie et matériel [3] (9)	Paiements de transfert [4] (10)	Frais de la dette publique [5] (11)	Autres subventions et paiements (12)	Total des dépenses brutes (1)-(12)	Moins : revenus affectés aux dépenses			Total des dépenses ministérielles nettes
															Revenus externes	Revenus internes	Total	
2	**Affaires mondiales**																	
	Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement	1 684 222	154 374	24 972	385 653	241 136	28 457	47 489	32 242	52 495	5 818 928	–	43 353	8 513 321	54 519	723	55 242	8 458 079
	Corporation commerciale canadienne	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	13 962	13 962	–	–	–	13 962
	Exportation et développement Canada (Compte du Canada)	–	–	–	216 037	–	–	–	–	–	–	–	10 306 710	10 522 747	–	–	–	10 522 747
	Centre de recherches pour le développement international	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	164 606	164 606	–	–	–	164 606
	Commission mixte internationale (section canadienne)	5 395	566	195	2 279	647	45	20	–	41	–	–	4	9 192	–	–	–	9 192
	Investir au Canada	10 344	1 091	18 843	2 908	768	1	31	–	309	–	–	(23)	34 272	–	–	–	34 272
	Total du portefeuille ministériel	**1 699 961**	**156 031**	**44 010**	**606 877**	**242 551**	**28 503**	**47 540**	**32 242**	**52 845**	**5 818 928**	**–**	**10 528 612**	**19 258 100**	**54 519**	**723**	**55 242**	**19 202 858**
3	**Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec**	**47 876**	**873**	**398**	**4 820**	**1 637**	**217**	**95**	**–**	**809**	**507 176**	**–**	**(718)**	**563 183**	**–**	**–**	**–**	**563 183**
4	**Agence de promotion économique du Canada atlantique**	**73 343**	**1 394**	**906**	**2 139**	**1 750**	**88**	**127**	**–**	**927**	**396 799**	**–**	**958**	**478 431**	**–**	**–**	**–**	**478 431**

Tableau 3

Dépenses ministérielles par article courant – *suite*

(en milliers de dollars)

Section	Ministère ou organisme	Personnel (1)	Transports et communi-cations (2)	Information (3)	Services profession-nels et spéciaux [1] (4)	Location (5)	Réparation et entretien (6)	Services publics, fournitures et approvi-sionne-ments (7)	Acquisition de terrains, bâtiments et travaux [2] (8)	Acquisition de machinerie et matériel [3] (9)	Paiements de transfert [4] (10)	Frais de la dette publique [5] (11)	Autres subventions et paiements (12)	Total des dépenses brutes (1)-(12)	Moins : revenus affectés aux dépenses			Total des dépenses ministérielles nettes
															Revenus externes	Revenus internes	Total	
5	**Agriculture et Agroalimentaire**																	
	Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire	625 346	10 037	11 048	134 460	12 359	15 892	37 940	23 398	44 830	3 277 275	–	19 974	4 212 559	23 949	25 169	49 118	4 163 441
	Commission canadienne du lait	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	5 376	5 376	–	–	–	5 376
	Commission canadienne des grains	57 109	2 680	146	3 276	6 158	2 526	1 079	–	3 368	–	–	(30)	76 312	50 621	371	50 992	25 320
	Total du portefeuille ministériel	**682 455**	**12 717**	**11 194**	**137 736**	**18 517**	**18 418**	**39 019**	**23 398**	**48 198**	**3 277 275**	**–**	**25 320**	**4 294 247**	**74 570**	**25 540**	**100 110**	**4 194 137**
6	**Anciens Combattants**																	
	Ministère des Anciens Combattants	407 690	36 922	7 978	583 516	26 278	5 666	340 188	1 577	4 861	4 636 714	–	1 676	6 053 066	–	–	–	6 053 066
	Tribunal des anciens combattants (révision et appel)	16 294	505	8	718	271	–	121	–	201	–	–	6	18 124	–	–	–	18 124
	Total du portefeuille ministériel	**423 984**	**37 427**	**7 986**	**584 234**	**26 549**	**5 666**	**340 309**	**1 577**	**5 062**	**4 636 714**	**–**	**1 682**	**6 071 190**	**–**	**–**	**–**	**6 071 190**
7	**Bureau du secrétaire du gouverneur général**	**20 639**	**1 086**	**462**	**1 375**	**501**	**10**	**932**	**–**	**428**	**952**	**–**	**31**	**26 416**	**–**	**–**	**–**	**26 416**
8	**Conseil du Trésor**																	
	Secrétariat du Conseil du Trésor	5 006 889	1 488	3 480	181 610	34 474	1 358	373	–	1 754	1 018	–	(21 100)	5 211 344	596 650	364 360	961 010	4 250 334
	École de la fonction publique du Canada	85 677	803	575	7 548	10 066	184	77	–	2 461	–	–	(12 614)	94 777	–	–	–	94 777
	Commissariat au lobbying	4 170	76	19	1 327	74	7	9	–	63	–	–	22	5 767	–	–	–	5 767
	Commissariat à l'intégrité du secteur public	5 301	178	28	1 005	93	4	14	–	129	21	–	4	6 777	–	–	–	6 777
	Total du portefeuille ministériel	**5 102 037**	**2 545**	**4 102**	**191 490**	**44 707**	**1 553**	**473**	**–**	**4 407**	**1 039**	**–**	**(33 688)**	**5 318 665**	**596 650**	**364 360**	**961 010**	**4 357 655**
9	**Conseil privé**																	
	Bureau du Conseil privé	192 382	6 473	4 417	31 558	7 111	1 818	1 053	–	6 034	518	–	188	251 552	312	7 268	7 580	243 972
	Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports	33 709	1 584	204	4 589	879	623	225	–	1 704	–	–	12	43 529	–	–	–	43 529
	Secrétariat de l'Office de surveillance des activités en matière de sécurité nationale et de renseignement	12 050	418	10	3 810	240	2 855	52	–	148	–	–	63	19 646	–	–	–	19 646

Bureau du commissaire au renseignement	1 114	12	34	619	325	119	4	–	1	–	–	–	2 228	–	–	–	2 228
Agence de développement économique du Pacifique Canada	24 069	915	599	9 045	888	–	100	–	1 021	154 065	–	8	190 710	–	–	–	190 710
Commission de la fonction publique	105 428	150	151	6 648	1 632	65	197	–	341	–	–	381	114 993	12	8 087	8 099	106 894
Total du portefeuille ministériel	**368 752**	**9 552**	**5 415**	**56 269**	**11 075**	**5 480**	**1 631**	**–**	**9 249**	**154 583**	**–**	**652**	**622 658**	**324**	**15 355**	**15 679**	**606 979**
10 Défense nationale																	
Ministère de la Défense nationale	15 741 423	923 426	27 486	5 601 585	714 766	2 001 986	1 255 867	720 779	5 071 734	1 125 459	2 652	618 421	33 805 584	324 272	11 835	336 107	33 469 477
Centre de la sécurité des télécommunications	483 990	–	–	–	–	–	–	14 567	–	–	61 774	468 869	1 029 200	651	17 753	18 404	1 010 796
Comité externe d'examen des griefs militaires	6 542	26	15	421	616	27	8	21	82	–	–	4	7 762	–	–	–	7 762
Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire	4 351	81	50	696	409	6	6	–	37	–	–	(2)	5 634	–	–	–	5 634
Total du portefeuille ministériel	**16 236 306**	**923 533**	**27 551**	**5 602 702**	**715 791**	**2 002 019**	**1 255 881**	**735 367**	**5 071 853**	**1 125 459**	**64 426**	**1 087 292**	**34 848 180**	**324 923**	**29 588**	**354 511**	**34 493 669**
11 Développement économique des Prairies et du Nord canadien																	
Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	44 179	909	908	5 472	944	114	95	–	1 011	327 446	–	13	381 091	–	3 483	3 483	377 608
Agence canadienne de développement économique du Nord	17 590	1 307	32	2 970	2 361	124	84	500	199	62 130	–	61	87 358	–	–	–	87 358
Total du portefeuille ministériel	**61 769**	**2 216**	**940**	**8 442**	**3 305**	**238**	**179**	**500**	**1 210**	**389 576**	**–**	**74**	**468 449**	**–**	**3 483**	**3 483**	**464 966**
12 Emploi et Développement de la main-d'œuvre																	
Ministère de l'Emploi et du Développement social	3 993 213	87 068	95 152	1 015 706	312 038	2 684	4 729	–	47 183	91 495 670	–	192 741	97 246 184	550 390	2 252 413	2 802 803	94 443 381
Organisation canadienne d'élaboration de normes d'accessibilité	8 014	253	362	4 139	240	21	10	–	22	8 500	–	28	21 589	–	–	–	21 589
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail	12 542	390	52	1 296	626	9	29	–	68	–	–	–	15 012	–	–	–	15 012
Total du portefeuille ministériel	**4 013 769**	**87 711**	**95 566**	**1 021 141**	**312 904**	**2 714**	**4 768**	**–**	**47 273**	**91 504 170**	**–**	**192 769**	**97 282 785**	**550 390**	**2 252 413**	**2 802 803**	**94 479 982**
13 Environnement et Changement climatique																	
Ministère de l'Environnement	1 057 450	36 758	18 254	237 728	40 895	21 459	39 204	4 718	43 790	930 317	256	6 568	2 437 397	49 195	26 072	75 267	2 362 130
Agence canadienne d'évaluation d'impact	64 878	1 174	535	8 321	99	275	253	–	1 200	21 354	–	143	98 232	687	–	687	97 545
Agence Parcs Canada	657 362	20 700	9 667	192 882	51 084	27 396	68 095	180 187	48 946	87 958	46	108 225	1 452 548	–	–	–	1 452 548
Total du portefeuille ministériel	**1 779 690**	**58 632**	**28 456**	**438 931**	**92 078**	**49 130**	**107 552**	**184 905**	**93 936**	**1 039 629**	**302**	**114 936**	**3 988 177**	**49 882**	**26 072**	**75 954**	**3 912 223**

Tableau 3

Dépenses ministérielles par article courant – *suite*

(en milliers de dollars)

Section	Ministère ou organisme	Personnel (1)	Transports et communi-cations (2)	Information (3)	Services profession-nels et spéciaux [1] (4)	Location (5)	Réparation et entretien (6)	Services publics, fournitures et approvi-sionne-ments (7)	Acquisition de terrains, bâtiments et travaux [2] (8)	Acquisition de machinerie et matériel [3] (9)	Paiements de transfert [4] (10)	Frais de la dette publique [5] (11)	Autres subventions et paiements (12)	Total des dépenses brutes (1)-(12)	Moins : revenus affectés aux dépenses			Total des dépenses ministérielles nettes
															Revenus externes	Revenus internes	Total	
14	**Femme, Égalité des genres et Jeunesse**																	
	Ministère des Femmes et de l'Égalité des genres	59 624	991	4 030	4 959	1 069	44	46	50	688	249 298	–	100	320 899	–	–	–	320 899
	Total du portefeuille ministériel	**59 624**	**991**	**4 030**	**4 959**	**1 069**	**44**	**46**	**50**	**688**	**249 298**	**–**	**100**	**320 899**	**–**	**–**	**–**	**320 899**
15	**Finances**																	
	Ministère des Finances	135 524	2 621	2 300	14 603	2 070	283	82 728	–	1 521	91 164 254	42 474 118	1 631 429	135 511 451	–	–	–	135 511 451
	Agence de la consommation en matière financière du Canada	34 817	559	3 474	8 550	3 539	19	76	613	1 390	–	–	330	53 367	–	–	–	53 367
	Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada	71 892	1 464	1 290	9 337	8 286	1 014	266	–	4 948	–	–	126	98 623	–	–	–	98 623
	Bureau du vérificateur général	117 248	2 730	999	10 735	2 087	923	147	–	1 798	–	–	68	136 735	1 805	–	1 805	134 930
	Bureau du surintendant des institutions financières	247 470	2 810	3 400	31 011	17 824	995	382	2 476	5 017	–	–	87	311 472	–	–	–	311 472
	Total du portefeuille ministériel	**606 951**	**10 184**	**11 463**	**74 236**	**33 806**	**3 234**	**83 599**	**3 089**	**14 674**	**91 164 254**	**42 474 118**	**1 632 040**	**136 111 648**	**1 805**	**–**	**1 805**	**136 109 843**
16	**Immigration, Réfugiés et Citoyenneté**																	
	Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration	1 371 547	81 571	12 638	1 629 815	434 041	2 376	42 638	27	18 849	2 993 638	–	23 355	6 610 495	613 454	2 785	616 239	5 994 256
	Commission de l'immigration et du statut de réfugié	283 714	1 976	585	39 870	8 423	199	463	2 518	2 778	–	–	730	341 256	–	–	–	341 256
	Total du portefeuille ministériel	**1 655 261**	**83 547**	**13 223**	**1 669 685**	**442 464**	**2 575**	**43 101**	**2 545**	**21 627**	**2 993 638**	**–**	**24 085**	**6 951 751**	**613 454**	**2 785**	**616 239**	**6 335 512**
17	**Infrastructure et Collectivités**																	
	Bureau de l'infrastructure du Canada	196 302	1 848	2 996	44 639	3 267	21 414	145	7 561	725	7 298 586	42 217	25	7 619 725	–	–	–	7 619 725
	Société canadienne d'hypothèques et de logement	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	5 430 271	5 430 271	–	–	–	5 430 271
	Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Inc.	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	156 303	156 303	–	–	–	156 303
	Autorité du pont Windsor-Détroit	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	1 289 463	1 289 463	–	–	–	1 289 463
	Total du portefeuille ministériel	**196 302**	**1 848**	**2 996**	**44 639**	**3 267**	**21 414**	**145**	**7 561**	**725**	**7 298 586**	**42 217**	**6 876 062**	**14 495 762**	**–**	**–**	**–**	**14 495 762**

18	**Innovation, Sciences et Industrie**																
	Ministère de l'Industrie	804 217	12 647	18 407	212 278	32 111	13 776	3 924	16	23 565	3 535 512	–	15 964	4 672 417	285 237	38 933	324 170	4 348 247
	Agence spatiale canadienne	121 772	8 244	3 022	219 233	7 437	6 190	1 799	–	7 431	72 895	–	2 724	450 747	–	–	–	450 747
	Commission canadienne du tourisme	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	122 662	122 662	–	–	–	122 662
	Commission du droit d'auteur	3 221	41	45	612	85	27	11	–	26	–	–	7	4 075	–	–	–	4 075
	Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario	39 650	651	506	4 334	881	6	65	–	206	415 654	–	79	462 032	–	–	–	462 032
	Conseil national de recherches du Canada	566 480	16 058	1 639	96 554	16 289	25 042	45 324	33 008	84 567	625 013	–	16 007	1 525 981	–	–	–	1 525 981
	Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	64 490	788	479	4 740	1 559	123	48	5	1 289	1 309 710	–	28	1 383 259	–	–	–	1 383 259
	Conseil de recherches en sciences humaines	42 960	797	928	3 792	878	99	48	4	778	1 109 989	–	62	1 160 335	–	–	–	1 160 335
	Conseil canadien des normes	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	20 420	20 420	–	–	–	20 420
	Statistique Canada	764 797	17 638	9 465	33 117	36 472	938	1 888	114	8 454	–	–	826	873 709	27 274	105 726	133 000	740 709
	Total du portefeuille ministériel	**2 407 587**	**56 864**	**34 491**	**574 660**	**95 712**	**46 201**	**53 107**	**33 147**	**126 316**	**7 068 773**	**–**	**178 779**	**10 675 637**	**312 511**	**144 659**	**457 170**	**10 218 467**
19	**Justice**																
	Ministère de la Justice	809 647	9 168	4 662	49 527	8 695	2 032	2 394	–	10 466	681 511	–	2 986	1 581 088	891	470 211	471 102	1 109 986
	Service canadien d'appui aux tribunaux administratifs	100 865	2 021	1 424	10 314	3 342	918	449	–	2 802	–	–	75	122 210	16 787	16 730	33 517	88 693
	Commission canadienne des droits de la personne	38 766	424	535	5 057	888	57	112	34	1 035	–	–	74	46 982	–	2 104	2 104	44 878
	Service administratif des tribunaux judiciaires	90 513	3 353	834	18 441	5 631	644	2 820	448	2 269	–	–	175	125 128	–	–	–	125 128
	Commission du droit du Canada	1 208	61	39	459	–	9	8	–	1	–	–	1	1 786	–	–	–	1 786
	Bureau du commissaire à la magistrature fédérale	698 688	23 322	103	19 142	718	46	34	–	362	–	–	10 305	752 720	–	–	–	752 720
	Bureau du directeur des poursuites pénales	171 719	7 825	687	43 770	3 023	757	1 274	–	1 999	–	–	7 368	238 422	276	15 018	15 294	223 128
	Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada	43 607	670	631	5 105	1 126	116	55	70	1 105	496	–	18	52 999	–	238	238	52 761
	Registraire de la Cour suprême du Canada	39 170	1 330	582	3 046	1 437	335	1 327	–	1 073	–	–	62	48 362	–	–	–	48 362
	Total du portefeuille ministériel	**1 994 183**	**48 174**	**9 497**	**154 861**	**24 860**	**4 914**	**8 473**	**552**	**21 112**	**682 007**	**–**	**21 064**	**2 969 697**	**17 954**	**504 301**	**522 255**	**2 447 442**
20	**Parlement**																
	Chambre des communes	501 952	49 448	14 994	28 976	20 621	10 787	11 553	–	28 776	1 417	–	700	669 224	5 277	26 030	31 307	637 917
	Bibliothèque du Parlement	53 757	302	2 202	1 148	550	49	3 515	–	484	–	–	(14)	61 993	717	–	717	61 276
	Bureau du commissaire aux conflits d'intérêts et à l'éthique	6 369	85	112	926	59	1	14	1	145	–	–	1	7 713	–	–	–	7 713
	Bureau du directeur parlementaire du budget	5 479	73	114	390	319	–	165	–	28	–	–	13	6 581	–	–	–	6 581
	Bureau du conseiller sénatorial en éthique	817	12	–	104	2	5	7	–	5	–	–	–	952	–	–	–	952
	Service de protection parlementaire	84 072	446	181	5 021	797	872	1 404	–	3 301	–	–	335	96 429	202	1 260	1 462	94 967

Tableau 3

Dépenses ministérielles par article courant – *suite*

(en milliers de dollars)

Section	Ministère ou organisme	Personnel (1)	Transports et communi-cations (2)	Information (3)	Services profession-nels et spéciaux [1] (4)	Location (5)	Réparation et entretien (6)	Services publics, fournitures et approvi-sionne-ments (7)	Acquisition de terrains, bâtiments et travaux [2] (8)	Acquisition de machinerie et matériel [3] (9)	Paiements de transfert [4] (10)	Frais de la dette publique [5] (11)	Autres subventions et paiements (12)	Total des dépenses brutes (1)-(12)	Moins : revenus affectés aux dépenses			Total des dépenses ministérielles nettes
															Revenus externes	Revenus internes	Total	
	Secrétariat du Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement	1 723	30	12	1 110	103	4	13	–	33	–	–	1	3 029	–	–	–	3 029
	Sénat	95 830	9 414	1 118	3 764	2 171	1 349	545	–	2 629	481	–	680	117 981	–	–	–	117 981
	Total du portefeuille ministériel	**749 999**	**59 810**	**18 733**	**41 439**	**24 622**	**13 067**	**17 216**	**1**	**35 401**	**1 898**	**–**	**1 716**	**963 902**	**6 196**	**27 290**	**33 486**	**930 416**
21	**Patrimoine canadien**																	
	Ministère du Patrimoine canadien	244 863	3 758	2 420	31 917	5 835	1 724	2 066	–	2 749	1 866 813	–	743	2 162 888	7 284	3 142	10 426	2 152 462
	Conseil des Arts du Canada	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	369 339	369 339	–	–	–	369 339
	Société Radio-Canada	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	1 454 160	1 454 160	–	–	–	1 454 160
	Musée canadien des droits de la personne	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	28 794	28 794	–	–	–	28 794
	Musée canadien de l'histoire	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	85 564	85 564	–	–	–	85 564
	Musée canadien de l'immigration du Quai 21	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	10 061	10 061	–	–	–	10 061
	Musée canadien de la nature	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	32 316	32 316	–	–	–	32 316
	Fondation canadienne des relations raciales	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	9 000	9 000	–	–	–	9 000
	Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	78 118	1 302	2 071	5 368	2 639	672	156	–	1 989	–	–	266	92 581	72 675	–	72 675	19 906
	Bibliothèque et Archives du Canada	123 921	757	139	23 677	6 016	883	4 247	36 380	6 127	3 266	5 478	8 500	219 391	118	2 394	2 512	216 879
	Société du Centre national des Arts	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	66 359	66 359	–	–	–	66 359
	Office national du film	45 015	2 514	1 855	12 064	11 457	340	387	–	2 710	–	1	110	76 453	4 846	–	4 846	71 607
	Musée des beaux-arts du Canada	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	50 727	50 727	–	–	–	50 727
	Musée national des sciences et de la technologie	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	40 360	40 360	–	–	–	40 360
	Téléfilm Canada	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	155 276	155 276	–	–	–	155 276
	Commission des champs de bataille nationaux	6 143	203	649	3 182	146	4 323	1 422	262	1 117	–	–	2 697	20 144	–	–	–	20 144
	Total du portefeuille ministériel	**498 060**	**8 534**	**7 134**	**76 208**	**26 093**	**7 942**	**8 278**	**36 642**	**14 692**	**1 870 079**	**5 479**	**2 314 272**	**4 873 413**	**84 923**	**5 536**	**90 459**	**4 782 954**

22	**Pêches, Océans et Garde côtière canadienne**																
	Ministère des Pêches et des Océans	1 806 117	97 337	11 982	1 024 235	83 456	166 715	158 543	240 820	393 677	591 513	174	17 803	4 592 372	46 310	–	46 310	4 546 062
	Total du portefeuille ministériel	**1 806 117**	**97 337**	**11 982**	**1 024 235**	**83 456**	**166 715**	**158 543**	**240 820**	**393 677**	**591 513**	**174**	**17 803**	**4 592 372**	**46 310**	**–**	**46 310**	**4 546 062**
23	**Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord**																
	Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord	279 969	7 844	766	586 578	2 968	1 175	849	–	1 168	6 227 622	–	9 278 152	16 387 091	–	36 485	36 485	16 350 606
	Station canadienne de recherche dans l'Extrême-Arctique	13 168	2 805	160	4 992	1 425	3 129	2 232	–	1 578	7 746	–	197	37 432	–	–	–	37 432
	Total du portefeuille ministériel	**293 137**	**10 649**	**926**	**591 570**	**4 393**	**4 304**	**3 081**	**–**	**2 746**	**6 235 368**	**–**	**9 278 349**	**16 424 523**	**–**	**36 485**	**36 485**	**16 388 038**
24	**Ressources naturelles**																
	Ministère des Ressources naturelles	702 807	17 782	22 766	183 765	19 426	7 145	31 544	10 673	43 044	2 442 523	–	7 238	3 488 713	17 319	4 784	22 103	3 466 610
	Énergie atomique du Canada, Limitée	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	1 344 720	1 344 720	–	–	–	1 344 720
	Régie canadienne de l'énergie	90 385	2 463	163	12 574	1 600	954	483	–	2 150	2 844	–	52	113 668	–	–	–	113 668
	Commission canadienne de sûreté nucléaire	127 899	5 801	975	18 640	2 775	3 592	562	–	3 772	5 806	–	223	170 045	–	–	–	170 045
	Administration du pipe-line du Nord	40	–	–	291	5	–	–	–	–	–	–	–	336	–	–	–	336
	Total du portefeuille ministériel	**921 131**	**26 046**	**23 904**	**215 270**	**23 806**	**11 691**	**32 589**	**10 673**	**48 966**	**2 451 173**	**–**	**1 352 233**	**5 117 482**	**17 319**	**4 784**	**22 103**	**5 095 379**
25	**Revenu national**																
	Agence du revenu du Canada	5 895 203	104 201	27 780	647 165	303 908	56 688	15 873	–	46 147	10 177 964	–	18 964	17 293 893	–	491 963	491 963	16 801 930
	Total du portefeuille ministériel	**5 895 203**	**104 201**	**27 780**	**647 165**	**303 908**	**56 688**	**15 873**	**–**	**46 147**	**10 177 964**	**–**	**18 964**	**17 293 893**	**–**	**491 963**	**491 963**	**16 801 930**
26	**Santé**																
	Ministère de la Santé	1 262 352	11 713	37 153	400 185	37 909	21 520	20 459	747	44 318	5 244 396	–	5 080	7 085 832	212 589	30 950	243 539	6 842 293
	Agence canadienne d'inspection des aliments	753 870	13 843	4 916	122 186	11 700	11 283	21 372	–	23 237	112 730	–	4 185	1 079 322	–	–	–	1 079 322
	Instituts de recherche en santé du Canada	81 450	625	261	4 284	3 253	218	11	–	191	1 258 382	–	(219)	1 348 456	–	–	–	1 348 456
	Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés	11 192	140	916	907	194	7	10	–	178	–	–	500	14 044	–	–	–	14 044
	Agence de la santé publique du Canada	527 469	8 391	50 581	246 855	10 642	7 525	2 996 860	325	25 380	560 029	–	(4 633)	4 429 424	836	57	893	4 428 531
	Total du portefeuille ministériel	**2 636 333**	**34 712**	**93 827**	**774 417**	**63 698**	**40 553**	**3 038 712**	**1 072**	**93 304**	**7 175 537**	**–**	**4 913**	**13 957 078**	**213 425**	**31 007**	**244 432**	**13 712 646**

Tableau 3

Dépenses ministérielles par article courant – *fin*

(en milliers de dollars)

Section	Ministère ou organisme	Personnel (1)	Transports et communi-cations (2)	Information (3)	Services profession-nels et spéciaux [1] (4)	Location (5)	Réparation et entretien (6)	Services publics, fournitures et approvi-sionne-ments (7)	Acquisition de terrains, bâtiments et travaux [2] (8)	Acquisition de machinerie et matériel [3] (9)	Paiements de transfert [4] (10)	Frais de la dette publique [5] (11)	Autres subventions et paiements (12)	Total des dépenses brutes (1)-(12)	Moins : revenus affectés aux dépenses			Total des dépenses ministérielles nettes
															Revenus externes	Revenus internes	Total	
27	**Sécurité publique, Institutions démocratiques et Affaires intergouvernementales**																	
	Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile	207 377	3 661	4 234	35 933	7 497	9 659	361	–	3 134	1 212 785	–	2 335	1 486 976	640	2 212	2 852	1 484 124
	Agence des services frontaliers du Canada	2 007 181	64 880	4 303	474 892	10 135	42 723	20 674	33 515	54 708	–	–	13 272	2 726 283	32 372	–	32 372	2 693 911
	Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes	4 447	781	28	1 618	493	5	145	–	411	–	–	(5)	7 923	–	–	–	7 923
	Service canadien du renseignement de sécurité	557 902	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	270 508	828 410	–	–	–	828 410
	Commission civile d'examen et de traitement des plaintes relatives à la Gendarmerie royale du Canada	13 037	225	30	1 089	409	8	73	–	262	–	–	662	15 795	–	–	–	15 795
	Service correctionnel du Canada	2 278 072	29 625	782	527 415	39 485	45 327	201 103	179 882	74 078	5 620	–	125 438	3 506 827	4 189	127 676	131 865	3 374 962
	Commission des débats des chefs	471	3	14	155	1	–	–	–	–	–	–	–	644	–	–	–	644
	Bureau du directeur général des élections	152 693	4 653	5 297	58 044	20 235	582	953	–	3 911	2 274	–	424	249 066	–	–	–	249 066
	Commissariat aux langues officielles	21 805	297	414	1 599	221	241	72	–	420	–	–	17	25 086	–	–	–	25 086
	Bureau de l'enquêteur correctionnel du Canada	4 836	258	38	430	47	–	14	–	6	–	–	184	5 813	–	–	–	5 813
	Commission des libérations conditionnelles du Canada	66 130	1 939	118	8 384	482	64	153	41	225	–	–	69	77 605	–	157	157	77 448
	Gendarmerie royale du Canada	4 563 980	243 411	5 164	747 251	173 225	108 853	187 562	79 014	342 599	708 927	548	118 379	7 278 913	2 134 310	1 305	2 135 615	5 143 298
	Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada	4 365	25	26	567	28	1	49	–	62	–	–	249	5 372	–	–	–	5 372
	Total du portefeuille ministériel	**9 882 296**	**349 758**	**20 448**	**1 857 377**	**252 258**	**207 463**	**411 159**	**292 452**	**479 816**	**1 929 606**	**548**	**531 532**	**16 214 713**	**2 171 511**	**131 350**	**2 302 861**	**13 911 852**

28	**Services aux Autochtones**																
	Ministère des Services aux Autochtones	962 877	544 097	10 932	1 033 632	18 926	5 209	699 027	2	74 436	19 654 862	–	23 528 284	46 532 284	5 980	49 062	55 042	46 477 242
	Agence fédérale de développement économique pour le Nord de l'Ontario	11 594	340	111	2 453	30	113	19	–	356	56 475	–	285	71 776	–	–	–	71 776
	Total du portefeuille ministériel	**974 471**	**544 437**	**11 043**	**1 036 085**	**18 956**	**5 322**	**699 046**	**2**	**74 792**	**19 711 337**	**–**	**23 528 569**	**46 604 060**	**5 980**	**49 062**	**55 042**	**46 549 018**
29	**Services publics et Approvisionnement**																
	Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux	2 130 709	77 715	18 203	2 614 511	1 313 248	1 270 596	109 054	1 277 937	125 834	51 293	100 856	425 332	9 515 288	262 176	3 877 831	4 140 007	5 375 281
	Société canadienne des postes	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	22 210	22 210	–	–	–	22 210
	Commission de la capitale nationale	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	96 902	96 902	–	–	–	96 902
	Services partagés Canada	1 187 577	633 584	3 403	436 502	648 442	342 598	6 977	3 907	419 939	–	6 331	1 965	3 691 225	2 927	897 509	900 436	2 790 789
	Total du portefeuille ministériel	**3 318 286**	**711 299**	**21 606**	**3 051 013**	**1 961 690**	**1 613 194**	**116 031**	**1 281 844**	**545 773**	**51 293**	**107 187**	**546 409**	**13 325 625**	**265 103**	**4 775 340**	**5 040 443**	**8 285 182**
30	**Transports**																
	Ministère des Transports	873 402	29 062	11 374	274 084	23 260	22 113	17 877	116 258	69 760	1 652 903	–	27 385	3 117 478	46 939	51 295	98 234	3 019 244
	Administration canadienne de la sûreté du transport aérien	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	971 163	971 163	–	–	–	971 163
	Office des transports du Canada	47 719	492	553	3 418	1 979	119	51	–	871	–	–	74	55 276	–	–	–	55 276
	Marine Atlantique S.C.C.	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	191 685	191 685	–	–	–	191 685
	La Société des ponts fédéraux Limitée	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	7 045	7 045	–	–	–	7 045
	VIA HFR - VIA TGF Inc.	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	49 503	49 503	–	–	–	49 503
	VIA Rail Canada Inc.	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	803 950	803 950	–	–	–	803 950
	Total du portefeuille ministériel	**921 121**	**29 554**	**11 927**	**277 502**	**25 239**	**22 232**	**17 928**	**116 258**	**70 631**	**1 652 903**	**–**	**2 050 805**	**5 196 100**	**46 939**	**51 295**	**98 234**	**5 097 866**
	Total des dépenses ministérielles nettes	**65 326 643**	**3 471 662**	**551 996**	**20 771 477**	**4 860 662**	**4 341 589**	**6 505 433**	**3 004 697**	**7 327 284**	**270 157 527**	**42 694 451**	**60 295 615**	**489 309 036**	**5 454 688**	**8 973 391**	**14 428 079**	**474 880 957**

Notes : Si aucun montant n'est présenté, soit qu'il est inférieur à 500 $ ou aucune dépense n'a été rapportée.

[1] Des renseignements additionnels sont fournis à la section 3 du volume III.

[2] Des renseignements additionnels sont fournis à la section 4 du volume III.

[3] Des renseignements additionnels sont fournis à la section 5 du volume III.

[4] Des renseignements additionnels sont fournis à la section 6 du volume III.

[5] Des renseignements additionnels sont fournis à la section 7 du volume III.

Tableau 3a

Rapprochement des dépenses externes par article courant avec les charges

Le tableau 3a fait concorder le total des dépenses ministérielles nettes (tableau 3) avec le total des charges externes déclarées au tableau 1 de cette section ainsi qu'à l'état consolidé des résultats et du déficit accumulé à la section 2 du volume I. Les éléments de rapprochement comprennent les dépenses des comptes à fins déterminées consolidés, les courus et autres redressements, les charges des sociétés d'État et autres entités consolidées, les crédits et remboursements fiscaux et l'élimination des charges internes et des revenus internes affectés aux charges.

(en milliers de dollars)

Description	Total des dépenses ministérielles nettes	Comptes à fins déterminées consolidés	Courus et autres redressements	Sociétés d'État et autres entités consolidées	Crédits et remboursements fiscaux	Moins : Charges internes	Moins : Revenus internes affectés aux charges	Total des charges externes
Paiements de transfert	270 157 527	23 487 676	(1 346 287)	148 452	34 201 565	–	–	326 648 933
Personnel, excluant les pertes actuarielles nettes	65 326 643	–	4 297 211	2 277 747	–	–	–	71 901 601
Transports et communications	3 471 662	–	(71 257)	125 681	–	31 200	115 338	3 379 548
Information	551 996	–	(8 316)	85 475	–	33 325	123 194	472 636
Services professionnels et spéciaux	20 771 477	–	(149 155)	1 576 836	–	941 659	3 481 070	17 776 429
Location	4 860 662	–	(243 991)	270 227	–	182 727	675 495	4 028 676
Réparation et entretien	4 341 589	–	(40 432)	289 805	–	71 088	262 793	4 257 081
Services publics, fournitures et approvisionnements	6 505 433	–	(743 430)	756 573	–	10 674	39 459	6 468 443
Acquisition de terrains, bâtiments et travaux	3 004 697	–	(3 004 697)	–	–	–	–	–
Acquisition de machinerie et matériel	7 327 284	–	(7 327 284)	–	–	–	–	–
Frais de la dette publique	42 694 451	–	4 781 235	(202 920)	–	–	–	47 272 766
Autres subventions et paiements	60 295 615	371 454	(24 513 772)	(7 684 810)	–	597 504	1 832 144	26 038 839
Amortissement des immobilisations corporelles	–	–	5 127 604	505 170	–	–	–	5 632 774
Perte nette sur cession de biens	–	–	32 553	25 041	–	–	–	57 594
Total brut	489 309 036	23 859 130	(23 210 018)	(1 826 723)	34 201 565	1 868 177	6 529 493	513 935 320
Autres éléments :								
Frais d'administration								
Compte des opérations de l'assurance-emploi	–	2 702 351	–	–	–	258 453	2 443 898	–
Revenus affectés aux dépenses								
Revenus externes	(5 454 688)	–	5 454 688	–	–	–	–	–
Revenus internes	(8 973 391)	–	–	–	–	–	(8 973 391)	–
	(14 428 079)	2 702 351	5 454 688	–	–	258 453	(6 529 493)	–
Total des charges, excluant les pertes actuarielles nettes	**474 880 957**	**26 561 481**	**(17 755 330)**	**(1 826 723)**	**34 201 565**	**2 126 630**	**–**	**513 935 320**
Pertes actuarielles nettes	**–**	**–**	**7 489 008**	**–**	**–**	**–**	**–**	**7 489 008**
Total des charges	**474 880 957**	**26 561 481**	**(10 266 322)**	**(1 826 723)**	**34 201 565**	**2 126 630**	**–**	**521 424 328**

Note : Si aucun montant n'est présenté, soit qu'il est inférieur à 500 $ ou aucune dépense n'a été rapportée.

Tableau 4

Revenus ministériels

Le tableau 4 présente les revenus pour chaque portefeuille ministériel. La colonne « Total des revenus ministériels » représente les revenus provenant de toutes sources. Elle représente les revenus fiscaux et les autres revenus de sources externes et internes. Elle présente le total des revenus ministériels présenté à l'état des « Revenus » dans chaque section ministérielle de ce volume.

Le tableau 4a fait concorder le total des revenus ministériels avec les revenus externes déclarés au tableau 1 de cette section ainsi qu'à l'État consolidé des résultats et du déficit accumulé à la section 2 du volume I.

(en milliers de dollars)

			Autres revenus						
Section	Ministère ou organisme	Revenus fiscaux	Revenus de placements [1]	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	Ventes de biens et de services [2]	Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	Divers [3]	Total des autres revenus	Total des revenus ministériels
2	**Affaires mondiales**								
	Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement	–	17 971	24 176	177 781	1 578	137 938	359 444	359 444
	Exportation et développement Canada (Compte du Canada)	–	842 345	–	–	–	73 887	916 232	916 232
	Commission mixte internationale (section canadienne)	–	–	31	–	–	–	31	31
	Investir au Canada	–	–	295	–	–	–	295	295
	Total du portefeuille ministériel	**–**	**860 316**	**24 502**	**177 781**	**1 578**	**211 825**	**1 276 002**	**1 276 002**
3	**Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec**	**–**	**–**	**10 189**	**–**	**–**	**120 102**	**130 291**	**130 291**
4	**Agence de promotion économique du Canada atlantique**	**–**	**–**	**27 219**	**–**	**40**	**94 110**	**121 369**	**121 369**
5	**Agriculture et Agroalimentaire**								
	Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire	–	212 761	41 871	59 202	7 518	36 639	357 991	357 991
	Commission canadienne du lait	–	–	1	–	–	–	1	1
	Commission canadienne des grains	–	–	13	49 421	14	50	49 498	49 498
	Total du portefeuille ministériel	**–**	**212 761**	**41 885**	**108 623**	**7 532**	**36 689**	**407 490**	**407 490**
6	**Anciens Combattants**								
	Ministère des Anciens Combattants	–	–	47 875	48	11	215	48 149	48 149
	Tribunal des anciens combattants (révision et appel)	–	–	523	–	–	–	523	523
	Total du portefeuille ministériel	**–**	**–**	**48 398**	**48**	**11**	**215**	**48 672**	**48 672**
7	**Bureau du secrétaire du gouverneur général**	**–**	**–**	**31**	**–**	**–**	**19**	**50**	**50**
8	**Conseil du Trésor**								
	Secrétariat du Conseil du Trésor	–	–	2 323	961 125	–	5 119	968 567	968 567
	École de la fonction publique du Canada	–	–	501	11 627	6	–	12 134	12 134
	Commissariat au lobbying	–	–	9	–	–	–	9	9
	Commissariat à l'intégrité du secteur public	–	–	12	–	–	–	12	12
	Total du portefeuille ministériel	**–**	**–**	**2 845**	**972 752**	**6**	**5 119**	**980 722**	**980 722**

Tableau 4

Revenus ministériels – *suite*

(en milliers de dollars)

Section	Ministère ou organisme	Revenus fiscaux	Autres revenus						Total des revenus ministériels
			Revenus de placements [1]	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	Ventes de biens et de services [2]	Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	Divers [3]	Total des autres revenus	
9	**Conseil privé**								
	Bureau du Conseil privé	–	–	421	7 580	3	–	8 004	8 004
	Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports	–	–	101	–	15	9	125	125
	Secrétariat de l'Office de surveillance des activités en matière de sécurité nationale et de renseignement	–	–	139	–	–	–	139	139
	Bureau du commissaire au renseignement	–	–	10	–	–	–	10	10
	Agence de développement économique du Pacifique Canada	–	–	5 593	–	–	63 126	68 719	68 719
	Commission de la fonction publique	–	–	456	8 118	1	1 545	10 120	10 120
	Total du portefeuille ministériel	**–**	**–**	**6 720**	**15 698**	**19**	**64 680**	**87 117**	**87 117**
10	**Défense nationale**								
	Ministère de la Défense nationale	–	1 907	85 449	335 002	11 664	34 765	468 787	468 787
	Centre de la sécurité des télécommunications	–	–	1 714	21 044	24	1 309	24 091	24 091
	Comité externe d'examen des griefs militaires	–	–	51	–	1	1	53	53
	Total du portefeuille ministériel	**–**	**1 907**	**87 214**	**356 046**	**11 689**	**36 075**	**492 931**	**492 931**
11	**Développement économique des Prairies et du Nord canadien**								
	Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	–	–	10 639	4 084	–	100 660	115 383	115 383
	Agence canadienne de développement économique du Nord	–	–	17 597	–	–	5 776	23 373	23 373
	Total du portefeuille ministériel	**–**	**–**	**28 236**	**4 084**	**–**	**106 436**	**138 756**	**138 756**
12	**Emploi et Développement de la main-d'œuvre**								
	Ministère de l'Emploi et du Développement social	–	16 550	577 155	623 936	83	3 184 746	4 402 470	4 402 470
	Organisation canadienne d'élaboration de normes d'accessibilité	–	–	77	–	–	–	77	77
	Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail	–	–	16	7 137	–	–	7 153	7 153
	Total du portefeuille ministériel	**–**	**16 550**	**577 248**	**631 073**	**83**	**3 184 746**	**4 409 700**	**4 409 700**
13	**Environnement et Changement climatique**								
	Ministère de l'Environnement	–	–	22 058	76 919	1 533	236 475	336 985	336 985
	Agence canadienne d'évaluation d'impact	–	–	562	238	–	9	809	809
	Agence Parcs Canada	–	–	4 088	217 321	–	91	221 500	221 500
	Total du portefeuille ministériel	**–**	**–**	**26 708**	**294 478**	**1 533**	**236 575**	**559 294**	**559 294**
14	**Femmes, Égalité des genres et Jeunesse**								
	Ministère des Femmes et de l'Égalité des genres	–	–	1 778	–	–	–	1 778	1 778
	Total du portefeuille ministériel	**–**	**–**	**1 778**	**–**	**–**	**–**	**1 778**	**1 778**

15	**Finances**								
	Ministère des Finances	–	6 740 616	748	–	–	785 972	7 527 336	7 527 336
	Agence de la consommation en matière financière du Canada	–	–	–	52 082	–	–	52 082	52 082
	Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada	–	–	231	–	–	19 973	20 204	20 204
	Bureau du vérificateur général	–	–	103	1 328	50	42	1 523	1 523
	Bureau du surintendant des institutions financières	–	–	–	310 528	2	15	310 545	310 545
	Total du portefeuille ministériel	**–**	**6 740 616**	**1 082**	**363 938**	**52**	**806 002**	**7 911 690**	**7 911 690**
16	**Immigration, Réfugiés et Citoyenneté**								
	Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration	–	–	23 417	2 447 297	40	1 342	2 472 096	2 472 096
	Commission de l'immigration et du statut de réfugié	–	–	2 101	–	40	–	2 141	2 141
	Total du portefeuille ministériel	**–**	**–**	**25 518**	**2 447 297**	**80**	**1 342**	**2 474 237**	**2 474 237**
17	**Infrastructure et Collectivités**								
	Bureau de l'infrastructure du Canada	–	830 000	48 890	2 642	35	22	881 589	881 589
	Société canadienne d'hypothèques et de logement	–	99 135	–	–	–	14 489	113 624	113 624
	Total du portefeuille ministériel	**–**	**929 135**	**48 890**	**2 642**	**35**	**14 511**	**995 213**	**995 213**
18	**Innovation, Sciences et Industrie**								
	Ministère de l'Industrie	–	348 753	23 808	1 078 600	97	266 725	1 717 983	1 717 983
	Agence spatiale canadienne	–	–	1 369	1 055	67	344	2 835	2 835
	Commission du droit d'auteur	–	–	13	–	–	–	13	13
	Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario	–	–	58 150	–	23	105 300	163 473	163 473
	Conseil national de recherches du Canada	–	–	4 654	167 549	197	214	172 614	172 614
	Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	–	–	5 787	161	–	7	5 955	5 955
	Conseil de recherches en sciences humaines	–	–	2 585	116	–	6	2 707	2 707
	Statistique Canada	–	–	2 117	166 288	33	4	168 442	168 442
	Total du portefeuille ministériel	**–**	**348 753**	**98 483**	**1 413 769**	**417**	**372 600**	**2 234 022**	**2 234 022**
19	**Justice**								
	Ministère de la Justice	–	–	13 689	576 645	2	2 662	592 998	592 998
	Service canadien d'appui aux tribunaux administratifs	–	–	120	–	–	40 504	40 624	40 624
	Commission canadienne des droits de la personne	–	–	242	2 104	1	455	2 802	2 802
	Service administratif des tribunaux judiciaires	–	–	275	1 833	15	1 750	3 873	3 873
	Bureau du commissaire à la magistrature fédérale	–	–	4	–	–	20 217	20 221	20 221
	Bureau du directeur des poursuites pénales	–	–	372	18 019	2	67 193	85 586	85 586
	Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada	–	–	127	238	–	1	366	366
	Registraire de la Cour suprême du Canada	–	–	106	105	13	122	346	346
	Total du portefeuille ministériel	**–**	**–**	**14 935**	**598 944**	**33**	**132 904**	**746 816**	**746 816**
20	**Parlement**								
	Chambre des communes	–	–	689	31 194	111	–	31 994	31 994
	Bibliothèque du Parlement	–	–	28	725	–	–	753	753
	Bureau du commissaire aux conflits d'intérêts et à l'éthique	–	–	1	–	–	1	2	2
	Bureau du directeur parlementaire du budget	–	–	52	–	–	–	52	52
	Service de protection parlementaire	–	–	212	1 461	2	–	1 675	1 675
	Sénat	–	–	61	–	2	11	74	74
	Total du portefeuille ministériel	**–**	**–**	**1 043**	**33 380**	**115**	**12**	**34 550**	**34 550**

Tableau 4

Revenus ministériels – *fin*

(en milliers de dollars)

Section	Ministère ou organisme	Revenus fiscaux	Autres revenus						Total des revenus ministériels
			Revenus de placements [1]	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	Ventes de biens et de services [2]	Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	Divers [3]	Total des autres revenus	
21	**Patrimoine canadien**								
	Ministère du Patrimoine canadien	–	–	7 161	10 420	11	89 577	107 169	107 169
	Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	–	–	208	84 121	50	1 201	85 580	85 580
	Bibliothèque et Archives du Canada	–	–	184	3 318	4	7	3 513	3 513
	Office national du film	–	–	68	4 928	–	15	5 011	5 011
	Commission des champs de bataille nationaux	–	–	11	2 563	55	–	2 629	2 629
	Total du portefeuille ministériel	**–**	**–**	**7 632**	**105 350**	**120**	**90 800**	**203 902**	**203 902**
22	**Pêches, Océans et Garde côtière canadienne**								
	Ministère des Pêches et des Océans	–	–	26 176	92 228	2 063	13 857	134 324	134 324
	Total du portefeuille ministériel	**–**	**–**	**26 176**	**92 228**	**2 063**	**13 857**	**134 324**	**134 324**
23	**Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord**								
	Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord	–	4	5 010	42 049	12	10 003	57 078	57 078
	Station canadienne de recherche dans l'Extrême-Arctique	–	–	747	385	–	1	1 133	1 133
	Total du portefeuille ministériel	**–**	**4**	**5 757**	**42 434**	**12**	**10 004**	**58 211**	**58 211**
24	**Ressources naturelles**								
	Ministère des Ressources naturelles	–	–	67 298	539 236	250	463	607 247	607 247
	Régie canadienne de l'énergie	–	–	511	134 145	–	11	134 667	134 667
	Commission canadienne de sûreté nucléaire	–	–	625	134 321	25	119	135 090	135 090
	Administration du pipe-line du Nord	–	–	–	336	–	–	336	336
	Total du portefeuille ministériel	**–**	**–**	**68 434**	**808 038**	**275**	**593**	**877 340**	**877 340**
25	**Revenu national**								
	Agence du revenu du Canada	308 047 689	–	6 749	944 021	129	23 323 346	24 274 245	332 321 934
	Total du portefeuille ministériel	**308 047 689**	**–**	**6 749**	**944 021**	**129**	**23 323 346**	**24 274 245**	**332 321 934**
26	**Santé**								
	Ministère de la Santé	–	–	18 044	521 375	163	2 475	542 057	542 057
	Agence canadienne d'inspection des aliments	–	–	4 372	54 303	570	61	59 306	59 306
	Instituts de recherche en santé du Canada	–	–	5 027	–	–	3	5 030	5 030
	Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés	–	–	81	652	–	11	744	744
	Agence de la santé publique du Canada	–	–	65 149	16 193	3 902	116	85 360	85 360
	Total du portefeuille ministériel	**–**	**–**	**92 673**	**592 523**	**4 635**	**2 666**	**692 497**	**692 497**

27	**Sécurité publique, Institutions démocratiques et Affaires intergouvernementales**								
	Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile	–	–	46 860	2 852	18	677	50 407	50 407
	Agence des services frontaliers du Canada	39 909 183	–	4 531	35 284	1 047	188 149	229 011	40 138 194
	Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes	–	–	19	–	–	394	413	413
	Service canadien du renseignement de sécurité	–	14	557	3 451	947	40	5 009	5 009
	Commission civile d'examen et de traitement des plaintes relatives à la Gendarmerie royale du Canada	–	–	82	–	–	–	82	82
	Service correctionnel du Canada	–	–	12 394	136 058	2 086	854	151 392	151 392
	Commission des débats des chefs	–	–	9	–	–	–	9	9
	Bureau du directeur général des élections	–	–	248	–	2	140	390	390
	Commissariat aux langues officielles	–	–	49	–	–	–	49	49
	Bureau de l'enquêteur correctionnel du Canada	–	–	59	–	–	–	59	59
	Commission des libérations conditionnelles du Canada	–	–	162	847	1	–	1 010	1 010
	Gendarmerie royale du Canada	–	5	22 766	3 247 386	763	3 884	3 274 804	3 274 804
	Total du portefeuille ministériel	**39 909 183**	**19**	**87 736**	**3 425 878**	**4 864**	**194 138**	**3 712 635**	**43 621 818**
28	**Services aux Autochtones**								
	Ministère des Services aux Autochtones	–	96	47 162	55 307	885	22 324	125 774	125 774
	Agence fédérale de développement économique pour le Nord de l'Ontario	–	–	2 034	–	–	12 530	14 564	14 564
	Total du portefeuille ministériel	**–**	**96**	**49 196**	**55 307**	**885**	**34 854**	**140 338**	**140 338**
29	**Services publics et Approvisionnement**								
	Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux	–	10 000	54 016	4 143 146	829	134 628	4 342 619	4 342 619
	Direction des opérations de la paye et de la gestion des services [4]	–	–	24 726	–	–	–	24 726	24 726
	Services partagés Canada	–	–	12 430	904 181	36	41 125	957 772	957 772
	Total du portefeuille ministériel	**–**	**10 000**	**91 172**	**5 047 327**	**865**	**175 753**	**5 325 117**	**5 325 117**
30	**Transports**								
	Ministère des Transports	–	32 662	7 607	604 660	6 740	9 853	661 522	661 522
	Office des transports du Canada	–	–	35	–	–	994	1 029	1 029
	Total du portefeuille ministériel	**–**	**32 662**	**7 642**	**604 660**	**6 740**	**10 847**	**662 551**	**662 551**
	Total des revenus ministériels	**347 956 872**	**9 152 819**	**1 516 091**	**19 138 319**	**43 811**	**29 280 820**	**59 131 860**	**407 088 732**

Note : Si aucun montant n'est présenté, soit qu'il est inférieur à 500 $ ou aucun revenu n'a été rapporté.

[1] Des renseignements additionnels sont fournis à la section 10 du volume III. Le montant total comprend 3 177 551 $ qui se rapporte aux comptes des opérations de change (2 951 157 $ pour le compte du fonds des changes et 226 394 $ pour le Fonds monétaire international), 5 299 389 $ pour les sociétés d'État entreprises, et 675 879 $ pour les autres revenus de placement. Les montants qui se rapportent aux revenus des opérations de change et aux revenus des sociétés d'État ont été respectivement reclassifiés au tableau 4a de ce volume.

[2] Le détail des ventes de biens et de services est présenté au tableau 4b de ce volume.

[3] Inclut les produits issus de la tarification de la pollution de 10 504 518 $, les pièces de monnaie canadienne de 94 418 $ et le gain net de change de 259 807 $. Le montant de 259 807 $ a été reclassifié aux revenus des opérations de change au tableau 4a de ce volume.

[4] Les paiements de transition pour la mise en œuvre de la paye en arrérage ont été transférés à un compte central administré par la Direction des opérations de la paye et de la gestion des services qui n'est pas un organisme nommé dans la *Loi sur la gestion des finances publiques*, mais qui est une direction relevant de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada qui exerce un rôle de soutien administratif central pour l'ensemble du gouvernement.

Tableau 4a

Récapitulation des revenus externes par provenance

Le tableau 4a fait concorder le total des revenus ministériels (tableau 4) avec les revenus externes déclarés au tableau 1 de cette section ainsi qu'à l'état consolidé des résultats et du déficit accumulé à la section 2 du volume I. Les éléments de rapprochement comprennent les revenus des comptes à fins déterminées consolidés, des débiteurs courus et le redressement du Compte du fonds des changes afin de considérer les réserves internationales détenues dans le Compte, les autres revenus courus et reportés, les revenus des sociétés d'État et autres entités, les crédits et remboursements fiscaux et l'élimination des revenus internes.

(en milliers de dollars)

Description	Total des revenus ministériels	Comptes à fins déterminées consolidés	Courus et autres redressements	Sociétés d'État et autres entités	Crédits et remboursements fiscaux	Revenus internes [1]	Total des revenus externes
Revenus fiscaux							
Revenus d'impôt sur le revenu							
Particuliers	186 295 671	–	(38 000)	–	31 437 964	–	217 695 635
Sociétés							
Sociétés	79 119 826	–	–	–	3 347 748	–	82 467 574
Subvention salariale d'urgence du Canada	420 425	–	–	–	(420 425)	–	–
Subvention d'urgence du Canada pour le loyer	148 507	–	–	–	(148 507)	–	–
Programme d'embauche pour la relance économique du Canada	1 787	–	–	–	(1 787)	–	–
Programmes de relance pour le tourisme et l'accueil et les entreprises les plus durement touchées	13 428	–	–	–	(13 428)	–	–
	79 703 973	–	–	–	*2 763 601*	–	*82 467 574*
Non-résidents	12 540 775	–	–	–	–	–	12 540 775
	278 540 419	–	*(38 000)*	–	*34 201 565*	–	*312 703 984*
Autres taxes et droits							
Taxe sur les produits et services	51 416 441	–	–	–	–	–	51 416 441
Taxes sur l'énergie							
Taxe d'accise – Essence	4 333 239	–	–	–	–	–	4 333 239
Taxe d'accise – Essence d'aviation et combustible diesel	1 265 795	–	–	–	–	–	1 265 795
	5 599 034	–	–	–	–	–	*5 599 034*
Droits de douane à l'importation	5 571 190	–	–	–	–	–	5 571 190
Autres taxes et droits d'accise							
Droits d'accise	5 333 741	–	–	–	–	–	5 333 741
Droit pour la sécurité des passagers du transport aérien	827 028	–	–	–	–	–	827 028
Diverses taxes et droits d'accise	669 019	–	–	–	–	–	669 019
	6 829 788	–	–	–	–	–	*6 829 788*
	69 416 453	–	–	–	–	–	*69 416 453*
Total des revenus fiscaux	**347 956 872**	**–**	**(38 000)**	**–**	**34 201 565**	**–**	**382 120 437**
Cotisations d'assurance-emploi	**–**	**30 156 573**	**–**	**–**	**–**	**(596 714)**	**29 559 859**
Produits issus de la tarification de la pollution	**10 504 518**	**–**	**(1 562)**	**–**	**–**	**–**	**10 502 956**

Autres revenus							
Sociétés d'État							
Sociétés d'État entreprises et autres entreprises publiques							
Quote-part des bénéfices (pertes) annuel(le)s	1 423 000	–	–	(2 082 802)	–	–	(659 802)
Intérêt et autres	3 876 389	–	–	–	–	–	3 876 389
	5 299 389	–	–	*(2 082 802)*	–	–	*3 216 587*
Revenus nets des opérations de change et revenus de placements							
Compte du fonds des changes	2 951 157	–	–	–	–	–	2 951 157
Fonds monétaire international	226 394	–	226 175	–	–	–	452 569
Autres	259 807	–	(258 792)	–	–	–	1 015
	3 437 358	–	*(32 617)*	–	–	–	*3 404 741*
Revenus de placements	675 879	–	2 281	207 451	–	(771)	884 840
	4 113 237	–	*(30 336)*	*207 451*	–	*(771)*	*4 289 581*
Autres programmes							
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	1 516 091	–	(1 516 091)	–	–	–	–
Ventes de biens et de services							
Droits et privilèges	2 250 894	–	606 312	–	–	(8 814)	2 848 392
Location et utilisation de biens publics	1 646 403	–	3 604	62 575	–	(800 540)	912 042
Services de nature réglementaire	3 651 338	–	(57 731)	–	–	(634 020)	2 959 587
Services de nature non réglementaire	6 588 371	–	1 322 385	521 706	–	(3 159 862)	5 272 600
Ventes de biens et de produits d'information	2 453 465	–	42 656	837 759	–	(2 336 151)	997 729
Autres frais et droits	2 547 848	–	(750 356)	217 824	–	(1 019 275)	996 041
	19 138 319	–	*1 166 870*	*1 639 864*	–	*(7 958 662)*	*13 986 391*
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	43 811	–	(40 417)	–	–	(3 394)	–
Revenus divers							
Intérêt et pénalités	13 176 400	–	1 213 993	–	–	–	14 390 393
Autres	5 340 095	(388 360)	(280 935)	(51 326)	–	(3 137 194)	1 482 280
	39 214 716	*(388 360)*	*543 420*	*1 588 538*	–	*(11 099 250)*	*29 859 064*
Total des autres revenus	**48 627 342**	**(388 360)**	**513 084**	**(286 813)**	**–**	**(11 100 021)**	**37 365 232**
Total des revenus	**407 088 732**	**29 768 213**	**473 522**	**(286 813)**	**34 201 565**	**(11 696 735)**	**459 548 484**

Note: Si aucun montant n'est présenté, soit qu'il est inférieur à 500 $ ou aucun revenu n'a été rapporté.

[1] Le montant total des revenus internes réduit de 11 100 021 $ le montant total des autres revenus. Ce montant comprend 2 126 630 $ qui représente des charges internes, tel que détaillé au tableau 2a de ce volume et 8 973 391 $ de revenus disponibles pour être dépensés tel que détaillé au tableau 3a de ce volume.

Tableau 4b

Ventes de biens et de services

Le tableau 4b présente le détail des revenus provenant de la vente de biens et de services pour chaque portefeuille ministériel. Ils comprennent ceux provenant des sources internes et externes.

(en milliers de dollars)

Section	Ministère ou organisme	Droits et privilèges	Location et utilisation de biens publics	Services de nature réglementaire	Services de nature non réglementaire	Ventes de biens et produits d'information	Autres frais et droits	Total
2	**Affaires mondiales**							
	Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement	–	80 677	91 809	5 286	8	1	177 781
	Total du portefeuille ministériel	**–**	**80 677**	**91 809**	**5 286**	**8**	**1**	**177 781**
5	**Agriculture et Agroalimentaire**							
	Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire	6 995	1 859	8 472	16 007	–	25 869	59 202
	Commission canadienne des grains	–	–	49 995	1 391	–	(1 965)	49 421
	Total du portefeuille ministériel	**6 995**	**1 859**	**58 467**	**17 398**	**–**	**23 904**	**108 623**
6	**Anciens Combattants**							
	Ministère des Anciens Combattants	–	–	–	48	–	–	48
	Total du portefeuille ministériel	**–**	**–**	**–**	**48**	**–**	**–**	**48**
8	**Conseil du Trésor**							
	Secrétariat du Conseil du Trésor	–	–	–	–	–	961 125	961 125
	École de la fonction publique du Canada	–	–	11 627	–	–	–	11 627
	Total du portefeuille ministériel	**–**	**–**	**11 627**	**–**	**–**	**961 125**	**972 752**
9	**Conseil privé**							
	Bureau du Conseil privé	–	–	–	205	881	6 494	7 580
	Commission de la fonction publique	–	–	–	8 094	–	24	8 118
	Total du portefeuille ministériel	**–**	**–**	**–**	**8 299**	**881**	**6 518**	**15 698**
10	**Défense nationale**							
	Ministère de la Défense nationale	–	141 992	–	141 829	45 247	5 934	335 002
	Centre de la sécurité des télécommunications	–	–	–	–	–	21 044	21 044
	Total du portefeuille ministériel	**–**	**141 992**	**–**	**141 829**	**45 247**	**26 978**	**356 046**
11	**Développement économique des Prairies et du Nord canadien**							
	Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	–	–	–	–	–	4 084	4 084
	Total du portefeuille ministériel	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**4 084**	**4 084**
12	**Emploi et Développement de la main-d'œuvre**							
	Ministère de l'Emploi et du Développement social	–	–	166 023	457 905	–	8	623 936
	Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail	–	–	–	–	7 167	(30)	7 137
	Total du portefeuille ministériel	**–**	**–**	**166 023**	**457 905**	**7 167**	**(22)**	**631 073**

13	**Environnement et Changement climatique**							
	Ministère de l'Environnement	–	5 271	6 587	39 253	22 516	3 292	76 919
	Agence canadienne d'évaluation d'impact	–	–	–	238	–	–	238
	Agence Parcs Canada	–	41 318	–	161 277	2 410	12 316	217 321
	Total du portefeuille ministériel	**–**	**46 589**	**6 587**	**200 768**	**24 926**	**15 608**	**294 478**
15	**Finances**							
	Agence de la consommation en matière financière du Canada	–	–	48 482	–	–	3 600	52 082
	Bureau du vérificateur général	–	–	–	–	–	1 328	1 328
	Bureau du surintendant des institutions financières	–	–	293 130	17 317	–	81	310 528
	Total du portefeuille ministériel	**–**	**–**	**341 612**	**17 317**	**–**	**5 009**	**363 938**
16	**Immigration, Réfugiés et Citoyenneté**							
	Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration	897 849	–	1 549 060	–	17	371	2 447 297
	Total du portefeuille ministériel	**897 849**	**–**	**1 549 060**	**–**	**17**	**371**	**2 447 297**
17	**Infrastructure et Collectivités**							
	Bureau de l'infrastructure du Canada	–	2 642	–	–	–	–	2 642
	Total du portefeuille ministériel	**–**	**2 642**	**–**	**–**	**–**	**–**	**2 642**
18	**Innovation, Sciences et Industrie**							
	Ministère de l'Industrie	854 995	–	80 029	2 600	342	140 634	1 078 600
	Agence spatiale canadienne	–	256	–	799	–	–	1 055
	Conseil national de recherches du Canada	4 720	5 437	–	147 602	4 221	5 569	167 549
	Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	–	–	–	–	–	161	161
	Conseil de recherches en sciences humaines	–	–	–	–	–	116	116
	Statistique Canada	–	–	–	–	166 288	–	166 288
	Total du portefeuille ministériel	**859 715**	**5 693**	**80 029**	**151 001**	**170 851**	**146 480**	**1 413 769**
19	**Justice**							
	Ministère de la Justice	–	–	6 528	21 328	–	548 789	576 645
	Commission canadienne des droits de la personne	–	–	–	–	–	2 104	2 104
	Service administratif des tribunaux judiciaires	–	–	1 815	–	18	–	1 833
	Bureau du directeur des poursuites pénales	–	–	–	18 019	–	–	18 019
	Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada	–	–	–	–	–	238	238
	Registraire de la Cour suprême du Canada	–	–	–	4	5	96	105
	Total du portefeuille ministériel	**–**	**–**	**8 343**	**39 351**	**23**	**551 227**	**598 944**
20	**Parlement**							
	Chambre des communes	–	32	–	15 504	15 548	110	31 194
	Bibliothèque du Parlement	–	–	–	–	725	–	725
	Service de protection parlementaire	–	–	–	1 254	6	201	1 461
	Total du portefeuille ministériel	**–**	**32**	**–**	**16 758**	**16 279**	**311**	**33 380**
21	**Patrimoine canadien**							
	Ministère du Patrimoine canadien	–	15	–	7 221	156	3 028	10 420
	Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	–	–	84 268	–	–	(147)	84 121
	Bibliothèque et Archives du Canada	68	113	–	1	162	2 974	3 318
	Office national du film	1 255	–	–	46	3 621	6	4 928
	Commission des champs de bataille nationaux	3	2 061	–	358	30	111	2 563
	Total du portefeuille ministériel	**1 326**	**2 189**	**84 268**	**7 626**	**3 969**	**5 972**	**105 350**

Tableau 4b

Ventes de biens et de services – *fin*

(en milliers de dollars)

Section	Ministère ou organisme	Droits et privilèges	Location et utilisation de biens publics	Services de nature réglementaire	Services de nature non réglementaire	Ventes de biens et produits d'information	Autres frais et droits	Total
22	**Pêches, Océans et Garde côtière canadienne**							
	Ministère des Pêches et des Océans	44 980	707	–	46 517	24	–	92 228
	Total du portefeuille ministériel	**44 980**	**707**	**–**	**46 517**	**24**	**–**	**92 228**
23	**Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord**							
	Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord	5 611	–	–	7	–	36 431	42 049
	Station canadienne de recherche dans l'Extrême-Arctique	–	385	–	–	–	–	385
	Total du portefeuille ministériel	**5 611**	**385**	**–**	**7**	**–**	**36 431**	**42 434**
24	**Ressources naturelles**							
	Ministère des Ressources naturelles	309 313	1 270	2 225	13 999	1 258	211 171	539 236
	Régie canadienne de l'énergie	–	–	134 093	–	–	52	134 145
	Commission canadienne de sûreté nucléaire	–	–	134 321	–	–	–	134 321
	Administration du pipe-line du Nord	–	–	336	–	–	–	336
	Total du portefeuille ministériel	**309 313**	**1 270**	**270 975**	**13 999**	**1 258**	**211 223**	**808 038**
25	**Revenu national**							
	Agence du revenu du Canada	47	–	494 711	376 971	53	72 239	944 021
	Total du portefeuille ministériel	**47**	**–**	**494 711**	**376 971**	**53**	**72 239**	**944 021**
26	**Santé**							
	Ministère de la Santé	123 537	1	137 305	216 441	–	44 091	521 375
	Agence canadienne d'inspection des aliments	58	1	53 299	–	–	945	54 303
	Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés	–	–	–	–	–	652	652
	Agence de la santé publique du Canada	1 207	23	–	14 781	–	182	16 193
	Total du portefeuille ministériel	**124 802**	**25**	**190 604**	**231 222**	**–**	**45 870**	**592 523**
27	**Sécurité publique, Institutions démocratiques et Affaires intergouvernementales**							
	Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile	–	–	–	2 852	–	–	2 852
	Agence des services frontaliers du Canada	256	–	24 236	10 778	–	14	35 284
	Service canadien du renseignement de sécurité	–	–	937	–	–	2 514	3 451
	Service correctionnel du Canada	–	1 397	–	44 003	86 094	4 564	136 058
	Commission des libérations conditionnelles du Canada	–	–	690	–	–	157	847
	Gendarmerie royale du Canada	–	–	39 825	3 204 832	–	2 729	3 247 386
	Total du portefeuille ministériel	**256**	**1 397**	**65 688**	**3 262 465**	**86 094**	**9 978**	**3 425 878**
28	**Services aux Autochtones**							
	Ministère des Services aux Autochtones	–	–	–	6 244	–	49 063	55 307
	Total du portefeuille ministériel	**–**	**–**	**–**	**6 244**	**–**	**49 063**	**55 307**

29	**Services publics et Approvisionnement**							
	Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux	–	846 949	208 113	620 112	2 095 937	372 035	4 143 146
	Services partagés Canada	–	–	–	904 159	22	–	904 181
	Total du portefeuille ministériel	**–**	**846 949**	**208 113**	**1 524 271**	**2 095 959**	**372 035**	**5 047 327**
30	**Transports**							
	Ministère des Transports	–	513 997	23 422	63 089	709	3 443	604 660
	Total du portefeuille ministériel	**–**	**513 997**	**23 422**	**63 089**	**709**	**3 443**	**604 660**
	Total des ventes de biens et de services	**2 250 894**	**1 646 403**	**3 651 338**	**6 588 371**	**2 453 465**	**2 547 848**	**19 138 319**

Note : Si aucun montant n'est présenté, soit qu'il est inférieur à 500 $ ou aucun revenu n'a été rapporté.

Tableau 5

Provenance et utilisation des autorisations budgétaires par portefeuille ministériel

Le tableau 5 présente la provenance et l'utilisation des autorisations budgétaires par portefeuille ministériel. Les renseignements fournis pour ce qui est de la provenance et de l'utilisation des autorisations sont expliqués à l'Introduction de ce volume. De plus, des renseignements détaillés apparaissent à l'État du « Sommaire du portefeuille ministériel » dans chaque section ministérielle de ce volume.

(en milliers de dollars)

		Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
Section	Ministère ou organisme	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent [1]
2	**Affaires mondiales**									
	Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement	24 296	7 576 637	1 002 738	222 204	8 825 875	8 458 079	344 031	23 765	9 254 204
	Corporation commerciale canadienne	–	13 000	–	962	13 962	13 962	–	–	13 000
	Exportation et développement Canada (Compte du Canada)	–	–	–	10 522 747	10 522 747	10 522 747	–	–	1 606 431
	Centre de recherches pour le développement international	–	152 798	–	11 808	164 606	164 606	–	–	159 036
	Commission mixte internationale (section canadienne)	–	9 272	836	997	11 105	9 192	1 913	–	8 953
	Investir au Canada	–	33 986	–	1 681	35 667	34 272	1 395	–	33 024
	Agence de développement économique du Pacifique Canada	–	176 074	19 625	(195 699)	–	–	–	–	–
	Total du portefeuille ministériel	**24 296**	**7 961 767**	**1 023 199**	**10 564 700**	**19 573 962**	**19 202 858**	**347 339**	**23 765**	**11 074 648**
3	**Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec**	**35**	**484 670**	**101 880**	**5 518**	**592 103**	**563 183**	**28 920**	**–**	**544 115**
4	**Agence de promotion économique du Canada atlantique**	**50**	**390 229**	**123 514**	**12 859**	**526 652**	**478 431**	**48 181**	**40**	**433 126**
5	**Agriculture et Agroalimentaire**									
	Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire	17 054	1 827 073	2 142 728	316 143	4 302 998	4 163 441	123 646	15 911	3 606 545
	Commission canadienne du lait	–	4 223	–	1 153	5 376	5 376	–	–	4 543
	Commission canadienne des grains	130 287	8 823	–	(1 914)	137 196	25 320	–	111 876	23 088
	Total du portefeuille ministériel	**147 341**	**1 840 119**	**2 142 728**	**315 382**	**4 445 570**	**4 194 137**	**123 646**	**127 787**	**3 634 176**
6	**Anciens Combattants**									
	Ministère des Anciens Combattants	–	5 984 416	57 117	63 000	6 104 533	6 053 066	51 467	–	5 422 345
	Tribunal des anciens combattants (révision et appel)	–	15 771	6 872	(2 490)	20 153	18 124	2 029	–	13 620
	Total du portefeuille ministériel	**–**	**6 000 187**	**63 989**	**60 510**	**6 124 686**	**6 071 190**	**53 496**	**–**	**5 435 965**
7	**Bureau du secrétaire du gouverneur général**	**–**	**24 255**	**–**	**3 152**	**27 407**	**26 416**	**991**	**–**	**25 240**
8	**Conseil du Trésor**									
	Secrétariat du Conseil du Trésor	15	8 930 863	4 065 943	(7 015 658)	5 981 163	4 250 334	1 730 829	–	4 162 191
	École de la fonction publique du Canada	7 634	79 415	–	18 664	105 713	94 777	2 503	8 433	88 863
	Commissariat au lobbying	–	5 355	340	531	6 226	5 767	459	–	5 220
	Commissariat à l'intégrité du secteur public	–	5 739	–	1 177	6 916	6 777	139	–	5 794
	Total du portefeuille ministériel	**7 649**	**9 021 372**	**4 066 283**	**(6 995 286)**	**6 100 018**	**4 357 655**	**1 733 930**	**8 433**	**4 262 068**

9	**Conseil privé**									
	Bureau du Conseil privé	15	210 937	16 134	24 634	251 720	243 972	7 746	2	242 937
	Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports	2	35 384	4 358	4 349	44 093	43 529	549	15	36 814
	Secrétariat de l'Office de surveillance des activités en matière de sécurité nationale et de renseignement	–	23 009	–	1 182	24 191	19 646	4 545	–	18 289
	Bureau du commissaire au renseignement	–	2 555	–	134	2 689	2 228	461	–	2 485
	Agence de développement économique du Pacifique Canada	–	–	14 621	197 214	211 835	190 710	21 125	–	222 083
	Commission de la fonction publique	–	94 296	–	15 912	110 208	106 894	3 314	–	98 874
	Total du portefeuille ministériel	**17**	**366 181**	**35 113**	**243 425**	**644 736**	**606 979**	**37 740**	**17**	**621 482**
10	**Défense nationale**									
	Ministère de la Défense nationale	16 205	26 489 124	3 815 392	4 624 357	34 945 078	33 469 477	1 464 450	11 151	26 930 160
	Centre de la sécurité des télécommunications	22	965 909	17 414	56 349	1 039 694	1 010 796	28 874	24	931 248
	Comité externe d'examen des griefs militaires	–	7 085	–	1 506	8 591	7 762	829	–	7 089
	Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire	–	4 856	41	934	5 831	5 634	197	–	4 659
	Total du portefeuille ministériel	**16 227**	**27 466 974**	**3 832 847**	**4 683 146**	**35 999 194**	**34 493 669**	**1 494 350**	**11 175**	**27 873 156**
11	**Développement économique des Prairies et du Nord canadien**									
	Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	–	370 739	45 611	13 403	429 753	377 608	52 145	–	499 408
	Agence canadienne de développement économique du Nord	–	81 433	5 075	2 286	88 794	87 358	1 436	–	105 077
	Total du portefeuille ministériel	**–**	**452 172**	**50 686**	**15 689**	**518 547**	**464 966**	**53 581**	**–**	**604 485**
12	**Emploi et Développement de la main-d'œuvre**									
	Ministère de l'Emploi et du Développement social	971	94 152 311	78 102	633 485	94 864 869	94 443 381	420 424	1 064	88 152 237
	Organisation canadienne d'élaboration de normes d'accessibilité	–	21 216	–	1 122	22 338	21 589	749	–	19 067
	Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail	7 549	10 424	–	4 773	22 746	15 012	697	7 037	13 155
	Total du portefeuille ministériel	**8 520**	**94 183 951**	**78 102**	**639 380**	**94 909 953**	**94 479 982**	**421 870**	**8 101**	**88 184 459**
13	**Environnement et Changement climatique**									
	Ministère de l'Environnement	1 107	2 446 078	332 383	75 056	2 854 624	2 362 130	491 189	1 305	1 929 682
	Agence canadienne d'évaluation d'impact	–	99 343	–	7 955	107 298	97 545	9 753	–	72 506
	Agence Parcs Canada	94 757	1 294 013	57 814	227 356	1 673 940	1 452 548	152 994	68 398	1 156 609
	Total du portefeuille ministériel	**95 864**	**3 839 434**	**390 197**	**310 367**	**4 635 862**	**3 912 223**	**653 936**	**69 703**	**3 158 797**
14	**Femmes, Égalité des genres et Jeunesse**									
	Ministère des Femmes et de l'Égalité des genres	–	290 948	25 517	8 652	325 117	320 899	4 218	–	323 109
	Total du portefeuille ministériel	**–**	**290 948**	**25 517**	**8 652**	**325 117**	**320 899**	**4 218**	**–**	**323 109**
15	**Finances**									
	Ministère des Finances	68 572	128 937 080	7 091 615	(499 973)	135 597 294	135 511 451	17 270	68 573	117 314 990
	Agence de la consommation en matière financière du Canada	–	–	–	53 367	53 367	53 367	–	–	53 952
	Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada	1	112 041	326	7 590	119 958	98 623	21 335	–	88 153
	Bureau du vérificateur général	3	122 550	–	13 995	136 548	134 930	1 568	50	127 856
	Bureau du surintendant des institutions financières	74 466	294 726	–	605	369 797	311 472	–	58 325	239 746
	Total du portefeuille ministériel	**143 042**	**129 466 397**	**7 091 941**	**(424 416)**	**136 276 964**	**136 109 843**	**40 173**	**126 948**	**117 824 697**
16	**Immigration, Réfugiés et Citoyenneté**									
	Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration	295 503	4 488 692	1 839 498	205 713	6 829 406	5 994 256	641 012	194 138	5 209 117
	Commission de l'immigration et du statut de réfugié	–	331 702	–	45 570	377 272	341 256	35 977	39	285 478
	Total du portefeuille ministériel	**295 503**	**4 820 394**	**1 839 498**	**251 283**	**7 206 678**	**6 335 512**	**676 989**	**194 177**	**5 494 595**

Tableau 5

Provenance et utilisation des autorisations budgétaires par portefeuille ministériel – *suite*

(en milliers de dollars)

		Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
Section	Ministère ou organisme	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent [1]
17	**Infrastructure et Collectivités**									
	Bureau de l'infrastructure du Canada	–	9 644 338	273 221	33 964	9 951 523	7 619 725	2 331 763	35	6 828 959
	Société canadienne d'hypothèques et de logement	–	5 105 138	1 488 882	(82 690)	6 511 330	5 430 271	1 081 059	–	4 162 705
	Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes	–	6 091	–	(6 091)	–	–	–	–	–
	Commission des débats des chefs	–	3 454	–	(3 454)	–	–	–	–	–
	Bureau du directeur général des élections	–	204 854	–	(204 854)	–	–	–	–	–
	Commissariat aux langues officielles	–	22 571	–	(22 571)	–	–	–	–	–
	Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Inc.	–	144 126	87 423	122	231 671	156 303	75 368	–	205 278
	Autorité du pont Windsor-Détroit	–	885 179	842 692	(27)	1 727 844	1 289 463	438 381	–	793 291
	Total du portefeuille ministériel	**–**	**16 015 751**	**2 692 218**	**(285 601)**	**18 422 368**	**14 495 762**	**3 926 571**	**35**	**11 990 233**
18	**Innovation, Sciences et Industrie**									
	Ministère de l'Industrie	68 984	5 851 775	173 412	77 380	6 171 551	4 348 247	1 790 163	33 141	3 643 672
	Agence spatiale canadienne	–	537 402	23 838	68 652	629 892	450 747	179 119	26	498 236
	Commission canadienne du tourisme	–	111 153	9 751	1 758	122 662	122 662	–	–	156 225
	Commission du droit d'auteur	–	4 352	–	389	4 741	4 075	666	–	3 996
	Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario	–	431 504	29 555	5 871	466 930	462 032	4 875	23	599 187
	Conseil national de recherches du Canada	166 978	1 548 430	55 220	48 405	1 819 033	1 525 981	90 191	202 861	1 470 757
	Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	–	1 318 067	54 166	15 962	1 388 195	1 383 259	4 936	–	1 381 529
	Conseil de recherches en sciences humaines	–	1 155 330	5 564	4 467	1 165 361	1 160 335	5 026	–	1 062 701
	Conseil canadien des normes	–	17 806	2 344	270	20 420	20 420	–	–	17 968
	Statistique Canada	–	532 095	138 717	108 976	779 788	740 709	39 079	–	682 679
	Total du portefeuille ministériel	**235 962**	**11 507 914**	**492 567**	**332 130**	**12 568 573**	**10 218 467**	**2 114 055**	**236 051**	**9 516 950**
19	**Justice**									
	Ministère de la Justice	1	987 553	90 850	62 537	1 140 941	1 109 986	30 953	2	983 323
	Service canadien d'appui aux tribunaux administratifs	–	80 358	–	10 578	90 936	88 693	2 243	–	82 595
	Commission canadienne des droits de la personne	–	37 756	2 013	6 483	46 252	44 878	1 373	1	39 352
	Service administratif des tribunaux judiciaires	–	101 376	23 816	15 022	140 214	125 128	15 072	14	108 055
	Commission du droit du Canada	–	4 294	–	176	4 470	1 786	2 684	–	–
	Bureau du commissaire à la magistrature fédérale	–	733 463	–	20 505	753 968	752 720	1 248	–	712 162
	Bureau du directeur des poursuites pénales	–	214 685	4 390	16 476	235 551	223 128	12 421	2	208 726
	Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada	2	45 494	2 631	6 678	54 805	52 761	2 044	–	47 346
	Registraire de la Cour suprême du Canada	22	45 544	–	4 090	49 656	48 362	1 294	–	43 554
	Total du portefeuille ministériel	**25**	**2 250 523**	**123 700**	**142 545**	**2 516 793**	**2 447 442**	**69 332**	**19**	**2 225 113**

20	**Parlement**									
	Chambre des communes	–	597 134	44 091	27 058	668 283	637 917	30 366	–	552 552
	Bibliothèque du Parlement	–	57 871	6 051	(706)	63 216	61 276	1 940	–	52 354
	Bureau du commissaire aux conflits d'intérêts et à l'éthique	–	8 333	–	(73)	8 260	7 713	547	–	7 580
	Bureau du directeur parlementaire du budget	–	7 641	–	(123)	7 518	6 581	937	–	6 496
	Bureau du conseiller sénatorial en éthique	–	1 465	–	(37)	1 428	952	476	–	966
	Service de protection parlementaire	–	103 714	–	(1 229)	102 485	94 967	7 518	–	101 612
	Secrétariat du Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement	–	3 654	–	231	3 885	3 029	856	–	2 851
	Sénat	–	126 694	–	890	127 584	117 981	9 603	–	104 900
	Total du portefeuille ministériel	**–**	**906 506**	**50 142**	**26 011**	**982 659**	**930 416**	**52 243**	**–**	**829 311**
21	**Patrimoine canadien**									
	Ministère du Patrimoine canadien	14	1 940 103	235 309	25 753	2 201 179	2 152 462	48 706	11	2 300 555
	Conseil des Arts du Canada	–	364 239	–	5 225	369 464	369 339	125	–	423 423
	Société Radio-Canada	–	1 287 170	–	167 115	1 454 285	1 454 160	125	–	1 287 297
	Musée canadien des droits de la personne	–	25 458	1 340	2 061	28 859	28 794	65	–	30 817
	Musée canadien de l'histoire	–	73 251	5 056	7 321	85 628	85 564	64	–	77 559
	Musée canadien de l'immigration du Quai 21	–	8 112	975	974	10 061	10 061	–	–	8 957
	Musée canadien de la nature	–	27 719	4 638	25	32 382	32 316	66	–	33 006
	Fondation canadienne des relations raciales	–	9 000	–	–	9 000	9 000	–	–	5 116
	Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	–	19 830	–	3 249	23 079	19 906	3 123	50	15 025
	Bibliothèque et Archives du Canada	3	203 835	–	33 922	237 760	216 879	20 877	4	200 501
	Société du Centre national des Arts	–	46 416	13 000	7 857	67 273	66 359	914	–	66 219
	Office national du film	12 880	66 490	5 298	3 490	88 158	71 607	3 306	13 245	72 448
	Musée des beaux-arts du Canada	–	45 778	1 243	3 771	50 792	50 727	65	–	50 373
	Musée national des sciences et de la technologie	–	29 933	5 452	4 975	40 360	40 360	–	–	39 737
	Téléfilm Canada	–	151 908	–	3 493	155 401	155 276	125	–	171 050
	Commission des champs de bataille nationaux	–	14 083	6 101	1 573	21 757	20 144	1 613	–	13 860
	Total du portefeuille ministériel	**12 897**	**4 313 325**	**278 412**	**270 804**	**4 875 438**	**4 782 954**	**79 174**	**13 310**	**4 795 943**
22	**Pêches, Océans et Garde côtière canadienne**									
	Ministère des Pêches et des Océans	3 265	4 111 350	454 391	587 748	5 156 754	4 546 062	608 655	2 037	3 776 828
	Total du portefeuille ministériel	**3 265**	**4 111 350**	**454 391**	**587 748**	**5 156 754**	**4 546 062**	**608 655**	**2 037**	**3 776 828**
23	**Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord**									
	Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord	–	9 133 113	17 149 630	224 760	26 507 503	16 350 606	10 156 884	13	9 132 581
	Station canadienne de recherche dans l'Extrême-Arctique	901	32 476	5 893	733	40 003	37 432	1 284	1 287	34 135
	Total du portefeuille ministériel	**901**	**9 165 589**	**17 155 523**	**225 493**	**26 547 506**	**16 388 038**	**10 158 168**	**1 300**	**9 166 716**
24	**Ressources naturelles**									
	Ministère des Ressources naturelles	9 352	5 096 780	441 518	(988 679)	4 558 971	3 466 610	1 083 789	8 572	2 540 127
	Énergie atomique du Canada, Limitée	–	1 541 555	5 760	–	1 547 315	1 344 720	202 595	–	1 083 200
	Régie canadienne de l'énergie	–	113 423	100	6 586	120 109	113 668	6 441	–	112 417
	Commission canadienne de sûreté nucléaire	4 384	158 588	–	18 060	181 032	170 045	6 525	4 462	152 966
	Administration du pipe-line du Nord	–	573	–	(27)	546	336	210	–	299
	Total du portefeuille ministériel	**13 736**	**6 910 919**	**447 378**	**(964 060)**	**6 407 973**	**5 095 379**	**1 299 560**	**13 034**	**3 889 009**

Tableau 5

Provenance et utilisation des autorisations budgétaires par portefeuille ministériel – *fin*

(en milliers de dollars)

		Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
Section	Ministère ou organisme	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent [1]
25	**Revenu national**									
	Agence du revenu du Canada	908 580	14 874 530	899 860	769 857	17 452 827	16 801 930	88 355	562 542	13 111 474
	Total du portefeuille ministériel	**908 580**	**14 874 530**	**899 860**	**769 857**	**17 452 827**	**16 801 930**	**88 355**	**562 542**	**13 111 474**
26	**Santé**									
	Ministère de la Santé	219	4 100 226	3 205 611	231 459	7 537 515	6 842 293	695 109	113	4 322 308
	Agence canadienne d'inspection des aliments	71 208	842 084	50 258	207 207	1 170 757	1 079 322	28 648	62 787	1 008 445
	Instituts de recherche en santé du Canada	–	1 351 640	5 794	19 198	1 376 632	1 348 456	28 176	–	1 336 912
	Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés	–	17 094	–	1 507	18 601	14 044	4 557	–	12 022
	Agence de la santé publique du Canada	786	4 216 774	857 218	460 153	5 534 931	4 428 531	1 102 498	3 902	5 785 778
	Total du portefeuille ministériel	**72 213**	**10 527 818**	**4 118 881**	**919 524**	**15 638 436**	**13 712 646**	**1 858 988**	**66 802**	**12 465 465**
27	**Sécurité publique, Institutions démocratiques et Affaires intergouvernementales**									
	Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile	7	2 646 842	401 023	(47 321)	3 000 551	1 484 124	1 516 409	18	3 311 573
	Agence des services frontaliers du Canada	147 657	2 717 868	80 778	115 833	3 062 136	2 693 911	209 102	159 123	2 594 542
	Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes	–	–	1 603	6 585	8 188	7 923	265	–	6 300
	Service canadien du renseignement de sécurité	233	662 785	34 342	138 994	836 354	828 410	6 999	945	672 447
	Commission civile d'examen et de traitement des plaintes relatives à la Gendarmerie royale du Canada	–	15 707	–	1 332	17 039	15 795	1 244	–	12 480
	Service correctionnel du Canada	24 850	3 053 056	339 197	281 002	3 698 105	3 374 962	301 334	21 809	3 015 437
	Commission des débats des chefs	–	–	–	3 500	3 500	644	2 856	–	699
	Bureau du directeur général des élections	–	–	–	251 509	251 509	249 066	2 443	–	213 133
	Commissariat aux langues officielles	–	–	–	26 402	26 402	25 086	1 316	–	22 433
	Bureau de l'enquêteur correctionnel du Canada	–	5 575	1 051	652	7 278	5 813	1 465	–	5 762
	Commission des libérations conditionnelles du Canada	24	70 318	–	11 142	81 484	77 448	4 036	–	68 776
	Gendarmerie royale du Canada	396	4 166 620	873 935	433 442	5 474 393	5 143 298	330 341	754	5 807 439
	Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada	–	6 466	–	29	6 495	5 372	1 123	–	4 878
	Total du portefeuille ministériel	**173 167**	**13 345 237**	**1 731 929**	**1 223 101**	**16 473 434**	**13 911 852**	**2 378 933**	**182 649**	**15 735 899**
28	**Services aux Autochtones**									
	Ministère des Services aux Autochtones	32 876	39 607 477	7 905 399	312 198	47 857 950	46 477 242	1 347 772	32 936	22 556 362
	Agence fédérale de développement économique pour le Nord de l'Ontario	1	71 033	5 363	245	76 642	71 776	4 866	–	132 078
	Total du portefeuille ministériel	**32 877**	**39 678 510**	**7 910 762**	**312 443**	**47 934 592**	**46 549 018**	**1 352 638**	**32 936**	**22 688 440**

29	**Services publics et Approvisionnement**									
	Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux	436 993	4 335 606	975 782	198 441	5 946 822	5 375 281	154 711	416 830	4 449 791
	Société canadienne des postes	–	22 210	–	–	22 210	22 210	–	–	22 210
	Commission de la capitale nationale	–	94 765	–	2 137	96 902	96 902	–	–	194 228
	Services partagés Canada	–	2 591 969	123 850	281 378	2 997 197	2 790 789	206 408	–	2 538 101
	Total du portefeuille ministériel	**436 993**	**7 044 550**	**1 099 632**	**481 956**	**9 063 131**	**8 285 182**	**361 119**	**416 830**	**7 204 330**
30	**Transports**									
	Ministère des Transports	3 816	3 612 937	521 000	131 877	4 269 630	3 019 244	1 243 646	6 740	2 279 651
	Administration canadienne de la sûreté du transport aérien	–	561 429	513 086	–	1 074 515	971 163	103 352	–	865 964
	Office des transports du Canada	–	31 388	20 618	3 655	55 661	55 276	385	–	41 130
	Marine Atlantique S.C.C.	–	189 618	21 688	–	211 306	191 685	19 621	–	132 121
	La Société des ponts fédéraux Limitée	–	7 381	–	–	7 381	7 045	336	–	4 423
	VIA HFR - VIA TGF Inc.	–	43 670	–	8 000	51 670	49 503	2 167	–	–
	VIA Rail Canada Inc.	–	1 233 650	247 111	1 750	1 482 511	803 950	678 561	–	689 628
	Total du portefeuille ministériel	**3 816**	**5 680 073**	**1 323 503**	**145 282**	**7 152 674**	**5 097 866**	**2 048 068**	**6 740**	**4 012 917**
	Total du gouvernement	**2 632 976**	**432 941 645**	**59 644 392**	**13 881 594**	**509 100 607**	**474 880 957**	**32 115 219**	**2 104 431**	**390 902 746**

Note: Si aucun montant n'est présenté, soit qu'il est inférieur à 500 $ ou aucune dépense n'a été rapportée.

[1] Certaines données comparatives ont été reclassées afin de se conformer à la structure gouvernementale actuelle. Des informations supplémentaires sont fournies dans les sections ministérielles de ce volume.

Tableau 6

Provenance et utilisation des autorisations non budgétaires par portefeuille ministériel

Le tableau 6 présente la provenance et l'utilisation des autorisations non budgétaires par portefeuille ministériel. Les renseignements fournis pour ce qui est de la provenance et de l'utilisation des autorisations sont expliqués à l'Introduction de ce volume. De plus, des renseignements détaillés apparaissent à l'état du « Sommaire du portefeuille ministériel » dans chaque section ministérielle de ce volume.

(en milliers de dollars)

		Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
Section	Ministère ou organisme	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
2	**Affaires mondiales**									
	Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement	97 360 870	201 000	–	(295 500)	97 266 370	201 984	–	97 064 386	264 930
	Corporation commerciale canadienne	10 000	–	–	–	10 000	–	–	10 000	–
	Exportation et développement Canada (Compte du Canada)	30 164 619	–	–	27 881 489	58 046 108	(30 533 990)	–	88 580 098	20 207 695
	Total du portefeuille ministériel	**127 535 489**	**201 000**	**–**	**27 585 989**	**155 322 478**	**(30 332 006)**	**–**	**185 654 484**	**20 472 625**
5	**Agriculture et Agroalimentaire**									
	Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire	–	–	–	(1 525)	(1 525)	(1 525)	–	–	(21 427)
	Commission canadienne du lait	500 000	–	–	–	500 000	13 214	–	486 786	(2 026)
	Financement agricole Canada	62 070 403	–	–	(993 736)	61 076 667	(1 458 333)	–	62 535 000	(250 000)
	Total du portefeuille ministériel	**62 570 403**	**–**	**–**	**(995 261)**	**61 575 142**	**(1 446 644)**	**–**	**63 021 786**	**(273 453)**
6	**Anciens Combattants**									
	Ministère des Anciens Combattants	605 000	–	–	–	605 000	–	–	605 000	–
	Total du portefeuille ministériel	**605 000**	**–**	**–**	**–**	**605 000**	**–**	**–**	**605 000**	**–**
10	**Défense nationale**									
	Ministère de la Défense nationale	74 475	–	–	–	74 475	(2 717)	–	77 192	(1 248)
	Total du portefeuille ministériel	**74 475**	**–**	**–**	**–**	**74 475**	**(2 717)**	**–**	**77 192**	**(1 248)**
12	**Emploi et Développement de la main-d'œuvre**									
	Ministère de l'Emploi et du Développement social	–	161 519	1 260 265	678 802	2 100 586	2 100 586	–	–	361 875
	Total du portefeuille ministériel	**–**	**161 519**	**1 260 265**	**678 802**	**2 100 586**	**2 100 586**	**–**	**–**	**361 875**
15	**Finances**									
	Ministère des Finances	–	–	1390 000	75 193 974	76 583 974	76 583 974	–	–	68 185 295
	Société d'assurance-dépôts du Canada	32 000 000	–	–	3 000 000	35 000 000	–	–	35 000 000	–
	Monnaie royale canadienne	75 000	–	–	–	75 000	–	–	75 000	–
	Total du portefeuille ministériel	**32 075 000**	**–**	**1 390 000**	**78 193 974**	**111 658 974**	**76 583 974**	**–**	**35 075 000**	**68 185 295**
16	**Immigration, Réfugiés et Citoyenneté**									
	Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration	100 043	–	–	50 000	150 043	104 341	–	45 702	70 867
	Total du portefeuille ministériel	**100 043**	**–**	**–**	**50 000**	**150 043**	**104 341**	**–**	**45 702**	**70 867**

17	**Infrastructure et Collectivités**									
	Société canadienne d'hypothèques et de logement	–	(119 839)	–	–	(119 839)	(119 839)	–	–	(164 413)
	Total du portefeuille ministériel	**–**	**(119 839)**	**–**	**–**	**(119 839)**	**(119 839)**	**–**	**–**	**(164 413)**
18	**Innovation, Sciences et Industrie**									
	Ministère de l'Industrie	1 950	800	–	350 000	352 750	350 000	800	1 950	(4 657 000)
	Total du portefeuille ministériel	**1 950**	**800**	**–**	**350 000**	**352 750**	**350 000**	**800**	**1 950**	**(4 657 000)**
22	**Pêches, Océans et Garde côtière canadienne**									
	Office de commercialisation du poisson d'eau douce	50 000	–	–	–	50 000	–	–	50 000	–
	Total du portefeuille ministériel	**50 000**	**–**	**–**	**–**	**50 000**	**–**	**–**	**50 000**	**–**
23	**Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord**									
	Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord	11 856	25 903	–	–	37 759	19 254	–	18 505	15 031
	Total du portefeuille ministériel	**11 856**	**25 903**	**–**	**–**	**37 759**	**19 254**	**–**	**18 505**	**15 031**
27	**Sécurité publique, Institutions démocratiques et Affaires intergouvernementales**									
	Service correctionnel du Canada	44	–	–	–	44	–	–	44	–
	Total du portefeuille ministériel	**44**	**–**	**–**	**–**	**44**	**–**	**–**	**44**	**–**
28	**Services aux Autochtones**									
	Ministère des Services aux Autochtones	48 517	–	–	–	48 517	–	–	48 517	–
	Total du portefeuille ministériel	**48 517**	**–**	**–**	**–**	**48 517**	**–**	**–**	**48 517**	**–**
29	**Services publics et Approvisionnement**									
	Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux	97 534	–	–	–	97 534	(12 229)	–	109 763	4 281
	Société canadienne des postes	500 000	–	–	–	500 000	–	–	500 000	–
	Total du portefeuille ministériel	**597 534**	**–**	**–**	**–**	**597 534**	**(12 229)**	**–**	**609 763**	**4 281**
	Total du gouvernement	**223 670 311**	**269 383**	**2 650 265**	**105 863 504**	**332 453 463**	**47 244 720**	**800**	**285 207 943**	**84 013 860**

Note : Si aucun montant n'est présenté, soit qu'il est inférieur à 500 $ ou aucune dépense n'a été rapportée.

Tableau 7

Provenance et utilisation des autorisations par genre (votées et législatives)

Le tableau 7 présente la provenance et l'utilisation des autorisations budgétaires et non budgétaires par portefeuille ministériel et par genre d'autorisations (votées et législatives). Les renseignements fournis pour ce qui est de la provenance et de l'utilisation des autorisations sont expliqués à l'Introduction de ce volume. De plus, des renseignements détaillés apparaissent à l'état du « Sommaire du portefeuille ministériel » dans chaque section ministérielle de ce volume.

Le gouvernement soumet ses propositions de dépenses au Parlement au moyen des Budgets des dépenses annuels. Au cours de l'exercice, le gouvernement peut demander des crédits additionnels. La demande initiale est intitulée le « Budget principal des dépenses », et les demandes additionnelles sont intitulées « Budget(s) supplémentaire(s) des dépenses ». Dans ces Budgets des dépenses, le gouvernement demande l'autorisation pour cette portion des propositions de dépenses qui n'est pas déjà couverte par d'autres statuts. Les montants totalisant de telles propositions de dépenses sont autorisés dans les lois de crédits et sont, en général, référés comme des autorisations « annuelles » ou « votées ». Le solde des dépenses prévues est effectué en vertu de l'autorisation d'autres statuts, lesquels autorisent des déboursés pour des fins spécifiques, et pour des montants et des périodes établis par ces lois. L'emploi prévu ou estimatif de presque toutes ces autorisations « législatives » pour l'exercice en cours est compris dans les Budgets des dépenses pour fins de renseignements seulement; cependant, il n'est pas compris dans des lois de crédits puisqu'il a déjà été autorisé par le Parlement.

Les autorisations votées, sauf pour quelques exceptions, s'annulent à la fin de l'exercice si elles ne sont pas employées. Les autorisations législatives, sauf pour quelques exceptions, sont reportées aux exercices futurs. Ces autorisations reportées aux exercices ultérieurs sont référées comme des autorisations qui « ne s'annulent pas ».

Les crédits budgétaires prévoient des autorisations de dépenses pour ces opérations qui entrent dans le calcul du déficit ou de l'excédent annuel du gouvernement. Les crédits non budgétaires prévoient des autorisations de dépenser pour toutes les opérations qui résultent en l'acquisition ou la disposition de prêts, placements et avances. Les soldes des crédits reportés des exercices antérieurs sont disponibles pour être dépensés, de même que les augmentations courantes à ces autorisations.

Les totaux de ces autorisations sont réduits par le montant de l'emploi de l'exercice en cours, afin de déterminer les soldes qui s'annulent, qui sont dépensés en trop ou qui sont reportés aux exercices futurs, selon le genre d'autorisation. Lorsque les remboursements de prêts sont autorisés pour être dépensés, les déboursés non budgétaires sont inscrits sur une base nette, soit en soustrayant de tels remboursements.

(en milliers de dollars)

		Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
Section	Portefeuille ministériel	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements [1]	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent [2]
2	**Affaires mondiales**									
	Budgétaires – Votées	–	7 589 273	1 001 075	7 740	8 598 088	8 250 749	347 339	–	8 872 865
	Budgétaires – Législatives	24 296	372 494	22 124	10 556 960	10 975 874	10 952 109	–	23 765	2 201 783
		24 296	**7 961 767**	**1 023 199**	**10 564 700**	**19 573 962**	**19 202 858**	**347 339**	**23 765**	**11 074 648**
	Non budgétaires – Votées	310 769	201 000	–	(295 500)	216 269	201 984	–	14 285	123 226
	Non budgétaires – Législatives	127 224 720	–	–	27 881 489	155 106 209	(30 533 990)	–	185 640 199	20 349 399
		127 535 489	**201 000**	**–**	**27 585 989**	**155 322 478**	**(30 332 006)**	**–**	**185 654 484**	**20 472 625**
3	**Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec**									
	Budgétaires – Votées	–	478 936	101 647	5 288	585 871	556 986	28 885	–	538 518
	Budgétaires – Législatives	35	5 734	233	230	6 232	6 197	35	–	5 597
		35	**484 670**	**101 880**	**5 518**	**592 103**	**563 183**	**28 920**	**–**	**544 115**

4	**Agence de promotion économique du Canada atlantique**								
	Budgétaires – Votées	–	381 260	122 985	12 837	517 082	468 951	48 131	–	423 860
	Budgétaires – Législatives	50	8 969	529	22	9 570	9 480	50	40	9 266
		50	**390 229**	**123 514**	**12 859**	**526 652**	**478 431**	**48 181**	**40**	**433 126**
5	**Agriculture et Agroalimentaire**								
	Budgétaires – Votées	–	1 018 324	589 354	108 147	1 715 825	1 592 179	123 646	–	1 422 016
	Budgétaires – Législatives	147 341	821 795	1 553 374	207 235	2 729 745	2 601 958	–	127 787	2 212 160
		147 341	**1 840 119**	**2 142 728**	**315 382**	**4 445 570**	**4 194 137**	**123 646**	**127 787**	**3 634 176**
	Non budgétaires – Législatives	**62 570 403**	**–**	**–**	**(995 261)**	**61 575 142**	**(1 446 644)**	**–**	**63 021 786**	**(273 453)**
6	**Anciens Combattants**								
	Budgétaires – Votées	–	5 951 751	57 989	61 464	6 071 204	6 017 708	53 496	–	5 392 421
	Budgétaires – Législatives	–	48 436	6 000	(954)	53 482	53 482	–	–	43 544
		–	**6 000 187**	**63 989**	**60 510**	**6 124 686**	**6 071 190**	**53 496**	**–**	**5 435 965**
	Non budgétaires – Législatives	**605 000**	**–**	**–**	**–**	**605 000**	**–**	**–**	**605 000**	**–**
7	**Bureau du secrétaire du gouverneur général**								
	Budgétaires – Votées	–	20 677	–	2 823	23 500	22 509	991	–	21 520
	Budgétaires – Législatives	–	3 578	–	329	3 907	3 907	–	–	3 720
		–	**24 255**	**–**	**3 152**	**27 407**	**26 416**	**991**	**–**	**25 240**
8	**Conseil du Trésor**								
	Budgétaires – Votées	–	8 969 627	4 062 337	(7 009 179)	6 022 785	4 288 870	1 733 915	–	4 197 777
	Budgétaires – Législatives	7 649	51 745	3 946	13 893	77 233	68 785	15	8 433	64 291
		7 649	**9 021 372**	**4 066 283**	**(6 995 286)**	**6 100 018**	**4 357 655**	**1 733 930**	**8 433**	**4 262 068**
9	**Conseil privé**								
	Budgétaires – Votées	–	325 796	32 950	238 886	597 632	559 892	37 740	–	580 220
	Budgétaires – Législatives	17	40 385	2 163	4 539	47 104	47 087	–	17	41 262
		17	**366 181**	**35 113**	**243 425**	**644 736**	**606 979**	**37 740**	**17**	**621 482**
10	**Défense nationale**								
	Budgétaires – Votées	–	25 673 480	3 599 355	1 103 862	30 376 697	28 882 347	1 494 350	–	26 088 207
	Budgétaires – Législatives	16 227	1 793 494	233 492	3 579 284	5 622 497	5 611 322	–	11 175	1 784 949
		16 227	**27 466 974**	**3 832 847**	**4 683 146**	**35 999 194**	**34 493 669**	**1 494 350**	**11 175**	**27 873 156**
	Non budgétaires – Votées	**74 475**	**–**	**–**	**–**	**74 475**	**(2 717)**	**–**	**77 192**	**(1 248)**
11	**Développement économique des Prairies et du Nord canadien**								
	Budgétaires – Votées	–	445 371	50 439	15 140	510 950	457 369	53 581	–	597 314
	Budgétaires – Législatives	–	6 801	247	549	7 597	7 597	–	–	7 171
		–	**452 172**	**50 686**	**15 689**	**518 547**	**464 966**	**53 581**	**–**	**604 485**
12	**Emploi et Développement de la main-d'œuvre**								
	Budgétaires – Votées	–	11 191 238	734 338	126 041	12 051 617	11 629 749	421 868	–	11 685 712
	Budgétaires – Législatives	8 520	82 992 713	(656 236)	513 339	82 858 336	82 850 233	2	8 101	76 498 747
		8 520	**94 183 951**	**78 102**	**639 380**	**94 909 953**	**94 479 982**	**421 870**	**8 101**	**88 184 459**
	Non budgétaires – Législatives	**–**	**161 519**	**1 260 265**	**678 802**	**2 100 586**	**2 100 586**	**–**	**–**	**361 875**

Tableau 7

Provenance et utilisation des autorisations par genre (votées et législatives) – *suite*

(en milliers de dollars)

		Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
Section	Portefeuille ministériel	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements [1]	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent [2]
13	**Environnement et Changement climatique**									
	Budgétaires – Votées	–	3 501 610	211 530	301 678	4 014 818	3 360 882	653 936	–	2 749 340
	Budgétaires – Législatives	95 864	337 824	178 667	8 689	621 044	551 341	–	69 703	409 457
		95 864	**3 839 434**	**390 197**	**310 367**	**4 635 862**	**3 912 223**	**653 936**	**69 703**	**3 158 797**
14	**Femmes, Égalité des genres et Jeunesse**									
	Budgétaires – Votées	–	284 593	25 312	7 344	317 249	313 031	4 218	–	316 746
	Budgétaires – Législatives	–	6 355	205	1 308	7 868	7 868	–	–	6 363
		–	**290 948**	**25 517**	**8 652**	**325 117**	**320 899**	**4 218**	**–**	**323 109**
15	**Finances**									
	Budgétaires – Votées	–	342 518	293 093	39 774	675 385	635 213	40 172	–	525 977
	Budgétaires – Législatives	143 042	129 123 879	6 798 848	(464 190)	135 601 579	135 474 630	1	126 948	117 298 720
		143 042	**129 466 397**	**7 091 941**	**(424 416)**	**136 276 964**	**136 109 843**	**40 173**	**126 948**	**117 824 697**
	Non budgétaires – Législatives	**32 075 000**	**–**	**1 390 000**	**78 193 974**	**111 658 974**	**76 583 974**	**–**	**35 075 000**	**68 185 295**
16	**Immigration, Réfugiés et Citoyenneté**									
	Budgétaires – Votées	–	4 653 775	1 818 664	221 953	6 694 392	6 017 403	676 989	–	5 005 794
	Budgétaires – Législatives	295 503	166 619	20 834	29 330	512 286	318 109	–	194 177	488 801
		295 503	**4 820 394**	**1 839 498**	**251 283**	**7 206 678**	**6 335 512**	**676 989**	**194 177**	**5 494 595**
	Non budgétaires – Législatives	**100 043**	**–**	**–**	**50 000**	**150 043**	**104 341**	**–**	**45 702**	**70 867**
17	**Infrastructure et Collectivités**									
	Budgétaires – Votées	–	13 425 029	2 713 704	(48 597)	16 090 136	12 163 565	3 926 571	–	9 115 655
	Budgétaires – Législatives	–	2 590 722	(21 486)	(237 004)	2 332 232	2 332 197	–	35	2 874 578
		–	**16 015 751**	**2 692 218**	**(285 601)**	**18 422 368**	**14 495 762**	**3 926 571**	**35**	**11 990 233**
	Non budgétaires – Législatives	**–**	**(119 839)**	**–**	**–**	**(119 839)**	**(119 839)**	**–**	**–**	**(164 413)**
18	**Innovation, Sciences et Industrie**									
	Budgétaires – Votées	–	10 967 658	447 491	351 861	11 767 010	9 652 988	2 114 022	–	9 025 143
	Budgétaires – Législatives	235 962	540 256	45 076	(19 731)	801 563	565 479	33	236 051	491 807
		235 962	**11 507 914**	**492 567**	**332 130**	**12 568 573**	**10 218 467**	**2 114 055**	**236 051**	**9 516 950**
	Non budgétaires – Votées	1 950	800	–	–	2 750	–	800	1 950	–
	Non budgétaires – Législatives	–	–	–	350 000	350 000	350 000	–	–	(4 657 000)
		1 950	**800**	**–**	**350 000**	**352 750**	**350 000**	**800**	**1 950**	**(4 657 000)**

19	**Justice**									
	Budgétaires – Votées	–	1 364 883	121 349	117 009	1 603 241	1 533 909	69 332	–	1 371 413
	Budgétaires – Législatives	25	885 640	2 351	25 536	913 552	913 533	–	19	853 700
		25	**2 250 523**	**123 700**	**142 545**	**2 516 793**	**2 447 442**	**69 332**	**19**	**2 225 113**
20	**Parlement**									
	Budgétaires – Votées	–	674 420	46 134	267	720 821	668 578	52 243	–	617 550
	Budgétaires – Législatives	–	232 086	4 008	25 744	261 838	261 838	–	–	211 761
		–	**906 506**	**50 142**	**26 011**	**982 659**	**930 416**	**52 243**	**–**	**829 311**
21	**Patrimoine canadien**									
	Budgétaires – Votées	–	4 255 811	274 276	268 369	4 798 456	4 719 282	79 174	–	4 740 475
	Budgétaires – Législatives	12 897	57 514	4 136	2 435	76 982	63 672	–	13 310	55 468
		12 897	**4 313 325**	**278 412**	**270 804**	**4 875 438**	**4 782 954**	**79 174**	**13 310**	**4 795 943**
22	**Pêches, Océans et Garde côtière canadienne**									
	Budgétaires – Votées	–	3 925 007	435 991	557 101	4 918 099	4 309 444	608 655	–	3 579 927
	Budgétaires – Législatives	3 265	186 343	18 400	30 647	238 655	236 618	–	2 037	196 901
		3 265	**4 111 350**	**454 391**	**587 748**	**5 156 754**	**4 546 062**	**608 655**	**2 037**	**3 776 828**
	Non budgétaires – Votées	**50 000**	**–**	**–**	**–**	**50 000**	**–**	**–**	**50 000**	**–**
23	**Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord**									
	Budgétaires – Votées	–	9 127 343	17 153 830	222 548	26 503 721	16 345 553	10 158 168	–	8 510 681
	Budgétaires – Législatives	901	38 246	1 693	2 945	43 785	42 485	–	1 300	656 035
		901	**9 165 589**	**17 155 523**	**225 493**	**26 547 506**	**16 388 038**	**10 158 168**	**1 300**	**9 166 716**
	Non budgétaires – Votées	**11 856**	**25 903**	**–**	**–**	**37 759**	**19 254**	**–**	**18 505**	**15 031**
24	**Ressources naturelles**									
	Budgétaires – Votées	–	5 010 225	437 830	87 714	5 535 769	4 236 213	1 299 556	–	3 220 495
	Budgétaires – Législatives	13 736	1 900 694	9 548	(1 051 774)	872 204	859 166	4	13 034	668 514
		13 736	**6 910 919**	**447 378**	**(964 060)**	**6 407 973**	**5 095 379**	**1 299 560**	**13 034**	**3 889 009**
25	**Revenu national**									
	Budgétaires – Votées	908 580	4 514 943	135 387	556 559	6 115 469	5 464 572	88 355	562 542	4 552 213
	Budgétaires – Législatives	–	10 359 587	764 473	213 298	11 337 358	11 337 358	–	–	8 559 261
		908 580	**14 874 530**	**899 860**	**769 857**	**17 452 827**	**16 801 930**	**88 355**	**562 542**	**13 111 474**
26	**Santé**									
	Budgétaires – Votées	–	10 126 498	3 732 602	705 312	14 564 412	12 705 803	1 858 609	–	10 507 581
	Budgétaires – Législatives	72 213	401 320	386 279	214 212	1 074 024	1 006 843	379	66 802	1 957 884
		72 213	**10 527 818**	**4 118 881**	**919 524**	**15 638 436**	**13 712 646**	**1 858 988**	**66 802**	**12 465 465**
27	**Sécurité publique, Institutions démocratiques et Affaires intergouvernementales**									
	Budgétaires – Votées	147 157	12 195 571	1 681 386	1 024 681	15 048 795	12 511 246	2 378 926	158 623	13 280 553
	Budgétaires – Législatives	26 010	1 149 666	50 543	198 420	1 424 639	1 400 606	7	24 026	2 455 346
		173 167	**13 345 237**	**1 731 929**	**1 223 101**	**16 473 434**	**13 911 852**	**2 378 933**	**182 649**	**15 735 899**
	Non budgétaires – Votées	**44**	**–**	**–**	**–**	**44**	**–**	**–**	**44**	**–**

Tableau 7

Provenance et utilisation des autorisations par genre (votées et législatives) – *fin*

(en milliers de dollars)

		Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
Section	Portefeuille ministériel	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements [1]	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent [2]
28	**Services aux Autochtones**									
	Budgétaires – Votées	–	39 528 215	7 902 522	313 269	47 744 006	46 391 369	1 352 637	–	22 555 096
	Budgétaires – Législatives	32 877	150 295	8 240	(826)	190 586	157 649	1	32 936	133 344
		32 877	**39 678 510**	**7 910 762**	**312 443**	**47 934 592**	**46 549 018**	**1 352 638**	**32 936**	**22 688 440**
	Non budgétaires – Votées	**48 517**	**–**	**–**	**–**	**48 517**	**–**	**–**	**48 517**	**–**
29	**Services publics et Approvisionnement**									
	Budgétaires – Votées	–	6 779 486	983 095	447 127	8 209 708	7 848 655	361 053	–	7 005 653
	Budgétaires – Législatives	436 993	265 064	116 537	34 829	853 423	436 527	66	416 830	198 677
		436 993	**7 044 550**	**1 099 632**	**481 956**	**9 063 131**	**8 285 182**	**361 119**	**416 830**	**7 204 330**
	Non budgétaires – Votées	16 865	–	–	–	16 865	(11 740)	–	28 605	(237)
	Non budgétaires – Législatives	580 669	–	–	–	580 669	(489)	–	581 158	4 518
		597 534	**–**	**–**	**–**	**597 534**	**(12 229)**	**–**	**609 763**	**4 281**
30	**Transports**									
	Budgétaires – Votées	–	5 427 628	1 302 100	152 982	6 882 710	4 834 642	2 048 068	–	3 750 135
	Budgétaires – Législatives	3 816	252 445	21 403	(7 700)	269 964	263 224	–	6 740	262 782
		3 816	**5 680 073**	**1 323 503**	**145 282**	**7 152 674**	**5 097 866**	**2 048 068**	**6 740**	**4 012 917**
	Total du gouvernement									
	Budgétaires – Votées	1 055 737	198 150 946	50 068 765	–	249 275 448	216 439 657	32 114 626	721 165	170 250 857
	Budgétaires – Législatives	1 577 239	234 790 699	9 575 627	13 881 594	259 825 159	258 441 300	593	1 383 266	220 651 889
		2 632 976	**432 941 645**	**59 644 392**	**13 881 594**	**509 100 607**	**474 880 957**	**32 115 219**	**2 104 431**	**390 902 746**
	Non budgétaires – Votées	514 476	227 703	–	(295 500)	446 679	206 781	800	239 098	136 772
	Non budgétaires – Législatives	223 155 835	41 680	2 650 265	106 159 004	332 006 784	47 037 939	–	284 968 845	83 877 088
		223 670 311	**269 383**	**2 650 265**	**105 863 504**	**332 453 463**	**47 244 720**	**800**	**285 207 943**	**84 013 860**
	Votées	1 570 213	198 378 649	50 068 765	(295 500)	249 722 127	216 646 438	32 115 426	960 263	170 387 629
	Législatives	224 733 074	234 832 379	12 225 892	120 040 598	591 831 943	305 479 239	593	286 352 111	304 528 977
	Total du gouvernement	**226 303 287**	**433 211 028**	**62 294 657**	**119 745 098**	**841 554 070**	**522 125 677**	**32 116 019**	**287 312 374**	**474 916 606**

Note : Si aucun montant n'est présenté, soit qu'il est inférieur à 500 $ ou aucun montant n'a été rapporté.

[1] Les redressements, mandats et virements comprennent des éléments tels que :

a) les affectations réservées établies afin de fournir l'autorité de paiement relative au suremploi de crédits de l'exercice précédent par suite des créditeurs de l'exercice précédent

b) les redressements aux éléments apparaissant dans les Budgets des dépenses pour fins de renseignements afin de démontrer les dépenses réelles, de même que les redressements à certaines autorisations reportées des exercices antérieurs pour refléter les autorisations disponibles

c) les redressements aux autorisations approuvées dans des lois autres que les lois de crédits.

[2] Certaines données comparatives ont été reclassées afin de se conformer à la structure gouvernementale actuelle. Des informations supplémentaires sont fournies dans les sections ministérielles de ce volume.

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

Appendice 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice

L'appendice 1 fournit les libellés complets de toutes les autorisations (budgétaires et non budgétaires) accordées dans les lois de crédits de l'exercice, par portefeuille ministériel.

(en dollars)

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
2		**Affaires mondiales**		
		Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement		
	1	Dépenses de fonctionnement, y compris celles liées à la nomination de représentants du Canada à l'étranger, à leur personnel et aux Canadiens affectés par le gouvernement canadien au personnel d'organismes internationaux Autorisation de faire des avances recouvrables à des organismes internationaux jusqu'à concurrence de la valeur des actions détenues au sein de ces organismes Dépenses relatives aux locaux de l'Organisation de l'aviation civile internationale Autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables pour aider des citoyens et résidents canadiens qui se trouvent en difficulté à l'étranger, y compris leurs personnes à charge, et pour rapatrier ces personnes Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : a) les foires commerciales et éducatives; b) les publications ministérielles; c) la prestation des services suivants : (i) la formation offerte par l'Institut canadien du service extérieur, (ii) les missions commerciales et autres services de développement du commerce international, (iii) les services de développement des investissements, (iv) les services de télécommunication internationale, (v) les autres services fournis à l'étranger à d'autres ministères, organismes, sociétés d'État et autres organisations non fédérales, (vi) les services consulaires spécialisés. Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la *Loi sur les traitements*, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la *Loi sur le Parlement du Canada*	1 960 768 061	–
	1b	Dépenses de fonctionnement, y compris celles liées à la nomination de représentants du Canada à l'étranger, à leur personnel et aux Canadiens affectés par le gouvernement canadien au personnel d'organismes internationaux Autorisation de faire des avances recouvrables à des organismes internationaux jusqu'à concurrence de la valeur des actions détenues au sein de ces organismes Dépenses relatives aux locaux de l'Organisation de l'aviation civile internationale Autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables pour aider des citoyens et résidents canadiens qui se trouvent en difficulté à l'étranger, y compris leurs personnes à charge, et pour rapatrier ces personnes Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : a) les foires commerciales et éducatives; b) les publications ministérielles; c) la prestation des services suivants : (i) la formation offerte par l'Institut canadien du service extérieur, (ii) les missions commerciales et autres services de développement du commerce international, (iii) les services de développement des investissements, (iv) les services de télécommunication internationale, (v) les autres services fournis à l'étranger à d'autres ministères, organismes, sociétés d'État et autres organisations non fédérales, (vi) les services consulaires spécialisés.		

	Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la *Loi sur les traitements*, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la *Loi sur le Parlement du Canada*	–	79 219 044
1c	Dépenses de fonctionnement, y compris celles liées à la nomination de représentants du Canada à l'étranger, à leur personnel et aux Canadiens affectés par le gouvernement canadien au personnel d'organismes internationaux Autorisation de faire des avances recouvrables à des organismes internationaux jusqu'à concurrence de la valeur des actions détenues au sein de ces organismes Dépenses relatives aux locaux de l'Organisation de l'aviation civile internationale Autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables pour aider des citoyens et résidents canadiens qui se trouvent en difficulté à l'étranger, y compris leurs personnes à charge, et pour rapatrier ces personnes Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : a) les foires commerciales et éducatives; b) les publications ministérielles; c) la prestation des services suivants : (i) la formation offerte par l'Institut canadien du service extérieur, (ii) les missions commerciales et autres services de développement du commerce international, (iii) les services de développement des investissements, (iv) les services de télécommunication internationale, (v) les autres services fournis à l'étranger à d'autres ministères, organismes, sociétés d'État et autres organisations non fédérales, (vi) les services consulaires spécialisés. Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la *Loi sur les traitements*, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la *Loi sur le Parlement du Canada*	–	115 087 858
5	Dépenses en capital	197 425 761	–
5b	Dépenses en capital	–	1 961 170
5c	Dépenses en capital	–	11 729 170
10	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice Contributions, y compris les paiements à d'autres fins précisées et la fourniture de biens et de services pour : a) la promotion du commerce et de l'investissement; b) l'aide humanitaire internationale et l'aide fournie en lien avec la sécurité internationale, le développement international et la paix mondiale	4 946 749 600	–
10b	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice Contributions, y compris les paiements à d'autres fins précisées et la fourniture de biens et de services pour : a) la promotion du commerce et de l'investissement; b) l'aide humanitaire internationale et l'aide fournie en lien avec la sécurité internationale, le développement international et la paix mondiale	–	721 839 340
10c	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice Contributions, y compris les paiements à d'autres fins précisées et la fourniture de biens et de services pour : a) la promotion du commerce et de l'investissement; b) l'aide humanitaire internationale et l'aide fournie en lien avec la sécurité internationale, le développement international et la paix mondiale	–	45 531 285
15	Paiements effectués dans le cadre : a) de programmes de pension, d'assurance et de sécurité sociale ou d'autres ententes pour les employés recrutés sur place à l'extérieur du Canada; b) de l'administration de ces programmes ou ententes, y compris les primes, contributions, avantages, frais et autres dépenses engagés pour les employés recrutés sur place à l'extérieur du Canada et pour d'autres personnes déterminées par le Conseil du Trésor.	102 536 000	–
15c	Paiements effectués dans le cadre : a) de programmes de pension, d'assurance et de sécurité sociale ou d'autres ententes pour les employés recrutés sur place à l'extérieur du Canada; b) de l'administration de ces programmes ou ententes, y compris les primes, contributions, avantages, frais et autres dépenses engagés pour les employés recrutés sur place à l'extérieur du Canada et pour d'autres personnes déterminées par le Conseil du Trésor.	–	5 246 011
20	Aide financière fournie par la ministre des Affaires étrangères, en consultation avec la ministre des Finances, à titre de contributions aux institutions financières internationales pour l'exercice 2023 à 2024, qui, conformément au paragraphe 12(2) de la *Loi d'aide au développement international (institutions financières)*, ne dépasse pas 241 074 568 $	1	–
L30	Prêts effectués en vertu de l'alinéa 3(1)a) de la *Loi sur l'aide financière internationale*	201 000 000	–

Appendice 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice – *suite*

(en dollars)

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
		Corporation commerciale canadienne		
	1	Paiements à la Corporation	13 000 000	–
		Centre de recherches pour le développement international		
	1	Paiements au Centre	152 798 272	–
		Commission mixte internationale (section canadienne)		
	1	Dépenses du programme Dépenses de la section canadienne, y compris les traitements Dépenses relatives aux études, enquêtes et relevés exécutés par la Commission en vertu du mandat international qui lui est confié Dépenses faites par la Commission en vertu de l'Accord entre le Canada et les États-Unis relatif à la qualité de l'eau dans les Grands Lacs	8 659 481	–
	1b	Dépenses du programme Dépenses de la section canadienne, y compris les traitements Dépenses relatives aux études, enquêtes et relevés exécutés par la Commission en vertu du mandat international qui lui est confié Dépenses faites par la Commission en vertu de l'Accord entre le Canada et les États-Unis relatif à la qualité de l'eau dans les Grands Lacs	–	836 000
		Investir au Canada		
	1	Dépenses du programme	33 986 146	–
		Agence de développement économique du Pacifique Canada [1]		
	1	Dépenses de fonctionnement Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la *Loi sur les traitements*, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la *Loi sur le Parlement du Canada*	30 346 092	–
	1a	Dépenses de fonctionnement Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la *Loi sur les traitements*, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la *Loi sur le Parlement du Canada*	–	794 500
	5	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice Contributions	143 003 919	–
	5a	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice Contributions	–	18 830 223
		Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**7 589 273 333**	**1 001 074 601**
		Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	**201 000 000**	**–**

3		**Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec**		
		Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec		
	1	Dépenses de fonctionnement		
		Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la *Loi sur les traitements*, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la *Loi sur le Parlement du Canada*	45 282 675	–
	1b	Dépenses de fonctionnement		
		Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la *Loi sur les traitements*, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la *Loi sur le Parlement du Canada*	–	905 216
	5	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
		Contributions	433 653 184	–
	5b	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
		Contributions	–	100 741 576
		Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**478 935 859**	**101 646 792**
		Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	**–**	**–**
4		**Agence de promotion économique du Canada atlantique** [2]		
		Agence de promotion économique du Canada atlantique [3]		
	1	Dépenses de fonctionnement		
		Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la *Loi sur les traitements*, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la *Loi sur le Parlement du Canada*	68 404 079	–
	1a	Dépenses de fonctionnement		
		Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la *Loi sur les traitements*, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la *Loi sur le Parlement du Canada*	–	2 078 192
	1b	Dépenses de fonctionnement		
		Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la *Loi sur les traitements*, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la *Loi sur le Parlement du Canada*	–	253 645
	5	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
		Contributions	312 855 591	–
	5a	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
		Contributions	–	92 150 000
	5b	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
		Contributions	–	28 503 550
		Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**381 259 670**	**122 985 387**
		Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	**–**	**–**

Appendice 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice – *suite*

(en dollars)

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
5		**Agriculture et Agroalimentaire**		
		Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire		
	1	Dépenses de fonctionnement		
		Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit :		
		a) les ententes de recherche concertée et les services de recherche;		
		b) les activités de pâturage et de reproduction du Programme de pâturages communautaires;		
		c) l'administration du programme « Agri-stabilité »;		
		d) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi.		
		Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la *Loi sur les traitements*, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la *Loi sur le Parlement du Canada*	463 606 864	–
	1a	Dépenses de fonctionnement		
		Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit :		
		a) les ententes de recherche concertée et les services de recherche;		
		b) les activités de pâturage et de reproduction du Programme de pâturages communautaires;		
		c) l'administration du programme « Agri-stabilité »;		
		d) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi.		
		Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la *Loi sur les traitements*, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la *Loi sur le Parlement du Canada*	–	177 272 407
	1b	Dépenses de fonctionnement		
		Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit :		
		a) les ententes de recherche concertée et les services de recherche;		
		b) les activités de pâturage et de reproduction du Programme de pâturages communautaires;		
		c) l'administration du programme « Agri-stabilité »;		
		d) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi.		
		Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la *Loi sur les traitements*, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la *Loi sur le Parlement du Canada*	–	16 108 492
	5	Dépenses en capital	31 963 435	–
	5a	Dépenses en capital	–	7 932 200
	5b	Dépenses en capital	–	11 383 559
	5c	Dépenses en capital	–	36 036

10	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice Contributions	513 062 360	–
10a	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice Contributions	–	342 410 750
10b	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice Contributions	–	34 211 000
	Commission canadienne du lait		
1	Dépenses du programme	4 222 621	–
	Commission canadienne des grains		
1	Dépenses du programme	5 467 952	–
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**1 018 323 232**	**589 354 444**
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	**–**	**–**
6	**Anciens Combattants**		
	Ministère des Anciens Combattants		
1	Dépenses de fonctionnement Dépenses afférentes à l'entretien des biens immeubles ou biens réels, y compris celles relatives à des travaux de génie et de recherche technique qui n'ajoutent aucune valeur tangible au bien ainsi que le paiement des taxes, assurances et services publics Sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, les dépenses afférentes : a) aux travaux de réparation nécessaires sur des propriétés construites en vertu de contrats particuliers à prix ferme et vendues conformément à la *Loi sur les terres destinées aux anciens combattants* (S.R.C. (1970), ch. V-4), afin de corriger des défectuosités dont ni l'ancien combattant ni l'entrepreneur ne peuvent être tenus financièrement responsables; b) à tout autre travail qui s'impose sur d'autres propriétés afin de sauvegarder le droit ou l'intérêt que le directeur possède à l'égard de ces propriétés. Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la *Loi sur les traitements*, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la *Loi sur le Parlement du Canada*	1 338 917 705	–
1b	Dépenses de fonctionnement Dépenses afférentes à l'entretien des biens immeubles ou biens réels, y compris celles relatives à des travaux de génie et de recherche technique qui n'ajoutent aucune valeur tangible au bien ainsi que le paiement des taxes, assurances et services publics Sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, les dépenses afférentes : a) aux travaux de réparation nécessaires sur des propriétés construites en vertu de contrats particuliers à prix ferme et vendues conformément à la *Loi sur les terres destinées aux anciens combattants* (S.R.C. (1970), ch. V-4), afin de corriger des défectuosités dont ni l'ancien combattant ni l'entrepreneur ne peuvent être tenus financièrement responsables; b) à tout autre travail qui s'impose sur d'autres propriétés afin de sauvegarder le droit ou l'intérêt que le directeur possède à l'égard de ces propriétés. Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la *Loi sur les traitements*, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la *Loi sur le Parlement du Canada*	–	35 736 891
5	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice, le montant inscrit à chacune des subventions pouvant être modifié sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor Contributions	4 598 995 179	–
5b	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice, le montant inscrit à chacune des subventions pouvant être modifié sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor Contributions	–	1
5c	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice, le montant inscrit à chacune des subventions pouvant être modifié sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor Contributions	–	16 584 000

Appendice 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice – *suite*

(en dollars)

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
		Tribunal des anciens combattants (révision et appel)		
	1	Dépenses du programme	13 837 908	–
	1b	Dépenses du programme	–	5 667 725
		Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**5 951 750 792**	**57 988 617**
		Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	**–**	**–**
7		**Bureau du secrétaire du gouverneur général**		
		Bureau du secrétaire du gouverneur général		
	1	Dépenses du programme Dépenses relatives aux anciens gouverneurs généraux, y compris celles relatives à leur conjoint, durant leur vie et pendant les six mois suivant leur décès, en lien avec l'exercice des attributions qui leur sont échues par suite de leurs fonctions de gouverneur général	20 677 200	–
		Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**20 677 200**	**–**
		Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	**–**	**–**
8		**Conseil du Trésor**		
		Secrétariat du Conseil du Trésor		
	1	Dépenses du programme Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi et de ses autres activités Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la *Loi sur les traitements*, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la *Loi sur le Parlement du Canada*	312 841 340	–
	1b	Dépenses du programme Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi et de ses autres activités Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la *Loi sur les traitements*, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la *Loi sur le Parlement du Canada*	–	35 069 981
	1c	Dépenses du programme Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi et de ses autres activités Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la *Loi sur les traitements*, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la *Loi sur le Parlement du Canada*	–	8 967 667

5	Dépenses éventuelles du gouvernement		
	Autorisation donnée au Conseil du Trésor d'augmenter tout crédit		
	Autorisation donnée au Conseil du Trésor de payer pour diverses dépenses urgentes ou imprévues – auxquelles il n'est pas pourvu par ailleurs –, notamment pour l'octroi de nouvelles subventions ou contributions ou l'augmentation du montant de toute subvention prévue dans un budget des dépenses pour l'exercice, dans la mesure où ces dépenses sont conformes au mandat du ministère ou de l'organisme pour lequel celles-ci sont effectuées		
	Autorisation de réemployer les sommes affectées à des besoins, tirées d'autres crédits et versées au présent crédit	750 000 000	–
10	Initiatives pangouvernementales		
	Autorisation donnée au Conseil du Trésor d'augmenter tout crédit accordé pour l'exercice, pour appuyer la mise en œuvre d'initiatives entreprises dans l'administration publique fédérale en matière de gestion stratégique	71 120 731	–
10b	Initiatives pangouvernementales		
	Autorisation donnée au Conseil du Trésor d'augmenter tout crédit accordé pour l'exercice, pour appuyer la mise en œuvre d'initiatives entreprises dans l'administration publique fédérale en matière de gestion stratégique	–	17 600 000
15b	Rajustements à la rémunération		
	Autorisation donnée au Conseil du Trésor d'augmenter tout crédit accordé pour l'exercice qui peut nécessiter un financement partiel ou intégral par suite de rajustements effectués aux modalités de service ou d'emploi de l'administration publique fédérale, notamment la Gendarmerie royale du Canada, des membres des Forces canadiennes, des personnes nommées par le gouverneur en conseil et des employés des *sociétés d'État*, au sens du paragraphe 83(1) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*	–	2 090 072 958
15c	Rajustements à la rémunération		
	Autorisation donnée au Conseil du Trésor d'augmenter tout crédit accordé pour l'exercice qui peut nécessiter un financement partiel ou intégral par suite de rajustements effectués aux modalités de service ou d'emploi de l'administration publique fédérale, notamment la Gendarmerie royale du Canada, des membres des Forces canadiennes, des personnes nommées par le gouverneur en conseil et des employés des *sociétés d'État*, au sens du paragraphe 83(1) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*	–	1 171 701 202
20	Assurances de la fonction publique		
	À l'égard de tout ou partie de la fonction publique et de toutes autres personnes déterminées par le Conseil du Trésor, paiements effectués dans le cadre des programmes d'assurance, de pension, d'avantages sociaux ou d'autres ententes – ou de l'administration de ces programmes ou ententes –, notamment au titre des primes, contributions, avantages sociaux, frais et autres dépenses		
	Autorisation d'affecter tous revenus ou toutes autres sommes perçues dans le cadre des programmes d'assurance, de pension, d'avantages sociaux ou d'autres ententes :		
	a) pour compenser notamment les primes, contributions, avantages sociaux, frais et autres dépenses liés à ces programmes ou autres ententes;		
	b) pour rembourser les employés admissibles, en application du paragraphe 96(3) de la *Loi sur l'assurance-emploi*, pour l'excédent des primes retenues	3 412 149 682	–
20b	Assurances de la fonction publique		
	À l'égard de tout ou partie de la fonction publique et de toutes autres personnes déterminées par le Conseil du Trésor, paiements effectués dans le cadre des programmes d'assurance, de pension, d'avantages sociaux ou d'autres ententes – ou de l'administration de ces programmes ou ententes –, notamment au titre des primes, contributions, avantages sociaux, frais et autres dépenses		
	Autorisation d'affecter tous revenus ou toutes autres sommes perçues dans le cadre des programmes d'assurance, de pension, d'avantages sociaux ou d'autres ententes :		
	a) pour compenser notamment les primes, contributions, avantages sociaux, frais et autres dépenses liés à ces programmes ou autres ententes;		
	b) pour rembourser les employés admissibles, en application du paragraphe 96(3) de la *Loi sur l'assurance-emploi*, pour l'excédent des primes retenues	–	359 344 340
20c	Assurances de la fonction publique		
	À l'égard de tout ou partie de la fonction publique et de toutes autres personnes déterminées par le Conseil du Trésor, paiements effectués dans le cadre des programmes d'assurance, de pension, d'avantages sociaux ou d'autres ententes – ou de l'administration de ces programmes ou ententes –, notamment au titre des primes, contributions, avantages sociaux, frais et autres dépenses		
	Autorisation d'affecter tous revenus ou toutes autres sommes perçues dans le cadre des programmes d'assurance, de pension, d'avantages sociaux ou d'autres ententes :		
	a) pour compenser notamment les primes, contributions, avantages sociaux, frais et autres dépenses liés à ces programmes ou autres ententes;		
	b) pour rembourser les employés admissibles, en application du paragraphe 96(3) de la *Loi sur l'assurance-emploi*, pour l'excédent des primes retenues	–	179 303 530
25	Report du budget de fonctionnement		
	Autorisation donnée au Conseil du Trésor d'augmenter tout crédit accordé pour l'exercice en raison du report de tout budget de fonctionnement de l'exercice précédent	3 000 000 000	–
30	Besoins en matière de rémunération		
	Autorisation donnée au Conseil du Trésor d'augmenter tout crédit accordé pour l'exercice pour :		
	a) des prestations parentales et de maternité;		
	b) des versements liés à la cessation de service ou d'emploi;		
	c) des rajustements apportés aux modalités de service ou d'emploi de l'administration publique fédérale, notamment la Gendarmerie royale du Canada, et des membres des Forces canadiennes, qui n'ont pas été pourvus par le crédit 15, Rajustements à la rémunération	600 000 000	–

Appendice 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice – *suite*

(en dollars)

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
	30c	Besoins en matière de rémunération Autorisation donnée au Conseil du Trésor d'augmenter tout crédit accordé pour l'exercice pour : a) des prestations parentales et de maternité; b) des versements liés à la cessation de service ou d'emploi; c) des rajustements apportés aux modalités de service ou d'emploi de l'administration publique fédérale, notamment la Gendarmerie royale du Canada, et des membres des Forces canadiennes, qui n'ont pas été pourvus par le crédit 15, Rajustements à la rémunération	–	200 000 000
	35	Report du budget des dépenses en capital Autorisation donnée au Conseil du Trésor d'augmenter tout crédit accordé pour l'exercice en raison du report de tout budget des dépenses en capital de l'exercice précédent	750 000 000	–
		École de la fonction publique du Canada		
	1	Dépenses du programme	63 502 781	–
		Commissariat au lobbying		
	1	Dépenses du programme	4 843 470	–
	1b	Dépenses du programme	–	278 089
		Commissariat à l'intégrité du secteur public		
	1	Dépenses du programme Contributions	5 169 293	–
		Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**8 969 627 297**	**4 062 337 767**
		Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	–	–
9		**Conseil privé**		
		Bureau du Conseil privé		
	1	Dépenses du programme, y compris : a) les dépenses de fonctionnement des commissions d'enquête non prévues; b) les contributions relatives aux frais engagés par des personnes comparaissant devant des commissions d'enquête; c) le fonctionnement de la résidence du premier ministre. Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : a) la formation en matière d'analyse du renseignement; b) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi. Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la *Loi sur les traitements*, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la *Loi sur le Parlement du Canada*	188 647 735	–
	1b	Dépenses du programme, y compris : a) les dépenses de fonctionnement des commissions d'enquête non prévues; b) les contributions relatives aux frais engagés par des personnes comparaissant devant des commissions d'enquête; c) le fonctionnement de la résidence du premier ministre.		

	Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : a) la formation en matière d'analyse du renseignement; b) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi.		
	Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la *Loi sur les traitements*, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la *Loi sur le Parlement du Canada*	–	535 653
1c	Dépenses du programme, y compris : a) les dépenses de fonctionnement des commissions d'enquête non prévues; b) les contributions relatives aux frais engagés par des personnes comparaissant devant des commissions d'enquête; c) le fonctionnement de la résidence du premier ministre.		
	Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : a) la formation en matière d'analyse du renseignement; b) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi.		
	Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la *Loi sur les traitements*, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la *Loi sur le Parlement du Canada*	–	14 170 551
	Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports		
1	Dépenses du programme	31 469 976	–
1b	Dépenses du programme	–	3 748 724
	Secrétariat de l'Office de surveillance des activités en matière de sécurité nationale et de renseignement		
1	Dépenses du programme	21 253 996	–
	Bureau du commissaire au renseignement		
1	Dépenses du programme	2 384 034	–
	Agence de développement économique du Pacifique Canada [1]		
1b	Dépenses de fonctionnement		
	Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la *Loi sur les traitements*, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la *Loi sur le Parlement du Canada*	–	678 840
5b	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
	Contributions	–	13 815 985
	Commission de la fonction publique		
1	Dépenses du programme		
	Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la fourniture de produits et services de dotation, d'évaluation et de counseling et de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi	82 040 443	–
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**325 796 184**	**32 949 753**
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	**–**	**–**

Appendice 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice – *suite*

(en dollars)

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
10		**Défense nationale**		
		Ministère de la Défense nationale		
	1	Dépenses de fonctionnement		
		Autorisation de contracter, sous réserve d'affectation par le Conseil du Trésor, des engagements totalisant 43 260 566 476 $ à l'égard des crédits 1, 5 et 10 du ministère, quelle que soit l'année au cours de laquelle sera effectué tout paiement afférent à l'un ou l'autre de ces engagements (et dont il est estimé qu'une tranche de 18 594 771 852 $ deviendra payable dans les années à venir)		
		Autorisation de faire des dépenses ou des avances recouvrables, sous réserve des directives du Conseil du Trésor, à l'égard du matériel fourni à des particuliers, des sociétés, des organismes extérieurs, d'autres ministères ou organismes fédéraux et d'autres administrations, ou des services rendus en leur nom		
		Paiements effectués dans le cadre :		
		a) de programmes de pension, d'assurance et de sécurité sociale ou d'autres ententes pour les employés recrutés sur place à l'extérieur du Canada;		
		b) de l'administration de ces programmes ou ententes, y compris les primes, contributions, avantages, frais et autres dépenses engagés pour les employés recrutés sur place à l'extérieur du Canada et pour d'autres personnes déterminées par le Conseil du Trésor.		
		Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent notamment de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi		
		Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la *Loi sur les traitements*, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la *Loi sur le Parlement du Canada*	17 912 761 663	–
	1b	Dépenses de fonctionnement		
		Autorisation de contracter, sous réserve d'affectation par le Conseil du Trésor, des engagements totalisant 43 260 566 476 $ à l'égard des crédits 1, 5 et 10 du ministère, quelle que soit l'année au cours de laquelle sera effectué tout paiement afférent à l'un ou l'autre de ces engagements (et dont il est estimé qu'une tranche de 18 594 771 852 $ deviendra payable dans les années à venir)		
		Autorisation de faire des dépenses ou des avances recouvrables, sous réserve des directives du Conseil du Trésor, à l'égard du matériel fourni à des particuliers, des sociétés, des organismes extérieurs, d'autres ministères ou organismes fédéraux et d'autres administrations, ou des services rendus en leur nom		
		Paiements effectués dans le cadre :		
		a) de programmes de pension, d'assurance et de sécurité sociale ou d'autres ententes pour les employés recrutés sur place à l'extérieur du Canada;		
		b) de l'administration de ces programmes ou ententes, y compris les primes, contributions, avantages, frais et autres dépenses engagés pour les employés recrutés sur place à l'extérieur du Canada et pour d'autres personnes déterminées par le Conseil du Trésor.		
		Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent notamment de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi		
		Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la *Loi sur les traitements*, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la *Loi sur le Parlement du Canada*	–	779 448 765
	1c	Dépenses de fonctionnement		
		Autorisation de contracter, sous réserve d'affectation par le Conseil du Trésor, des engagements totalisant 43 260 566 476 $ à l'égard des crédits 1, 5 et 10 du ministère, quelle que soit l'année au cours de laquelle sera effectué tout paiement afférent à l'un ou l'autre de ces engagements (et dont il est estimé qu'une tranche de 18 594 771 852 $ deviendra payable dans les années à venir)		
		Autorisation de faire des dépenses ou des avances recouvrables, sous réserve des directives du Conseil du Trésor, à l'égard du matériel fourni à des particuliers, des sociétés, des organismes extérieurs, d'autres ministères ou organismes fédéraux et d'autres administrations, ou des services rendus en leur nom		

	Paiements effectués dans le cadre : a) de programmes de pension, d'assurance et de sécurité sociale ou d'autres ententes pour les employés recrutés sur place à l'extérieur du Canada; b) de l'administration de ces programmes ou ententes, y compris les primes, contributions, avantages, frais et autres dépenses engagés pour les employés recrutés sur place à l'extérieur du Canada et pour d'autres personnes déterminées par le Conseil du Trésor. Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent notamment de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la *Loi sur les traitements*, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la *Loi sur le Parlement du Canada*	–	798 634 501
5	Dépenses en capital	6 076 583 477	–
5b	Dépenses en capital	–	233 356
5c	Dépenses en capital	–	1 128 236 527
10	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice et contributions, y compris : a) les montants versés à un bénéficiaire ou ce qui en tient lieu, notamment pour : (i) la fourniture de biens ou de services, (ii) l'utilisation d'installations; b) les contributions pouvant être approuvées par le gouverneur en conseil, aux termes de l'article 3 de la *Loi de 1950 sur les crédits de défense*, pour : (i) l'acquisition ou le transfert d'équipement de défense, (ii) la fourniture de services aux fins de défense, (iii) l'acquisition ou le transfert de fournitures ou d'installations aux fins de défense.	319 808 513	–
10b	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice et contributions, y compris : a) les montants versés à un bénéficiaire ou ce qui en tient lieu, notamment pour : (i) la fourniture de biens ou de services, (ii) l'utilisation d'installations; b) les contributions pouvant être approuvées par le gouverneur en conseil, aux termes de l'article 3 de la *Loi de 1950 sur les crédits de défense*, pour : (i) l'acquisition ou le transfert d'équipement de défense, (ii) la fourniture de services aux fins de défense, (iii) l'acquisition ou le transfert de fournitures ou d'installations aux fins de défense.	–	623 800 000
10c	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice et contributions, y compris : a) les montants versés à un bénéficiaire ou ce qui en tient lieu, notamment pour : (i) la fourniture de biens ou de services, (ii) l'utilisation d'installations; b) les contributions pouvant être approuvées par le gouverneur en conseil, aux termes de l'article 3 de la *Loi de 1950 sur les crédits de défense*, pour : (i) l'acquisition ou le transfert d'équipement de défense, (ii) la fourniture de services aux fins de défense, (iii) l'acquisition ou le transfert de fournitures ou d'installations aux fins de défense.	–	253 920 555
15	Paiements effectués dans le cadre : a) de programmes d'assurance et d'avantages sociaux ou d'autres ententes pour les militaires de la force régulière et de la force de réserve des Forces canadiennes; b) de l'administration de ces programmes ou ententes, notamment au titre des primes, contributions, avantages sociaux, frais et autres dépenses engagés pour ces militaires et pour d'autres personnes déterminées par le Conseil du Trésor.	446 727 532	–
	Centre de la sécurité des télécommunications		
1	Dépenses du programme Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ses activités, notamment la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi	906 759 081	–
1b	Dépenses du programme Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ses activités, notamment la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi	–	15 041 064

Appendice 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice – *suite*

(en dollars)

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
		Comité externe d'examen des griefs militaires		
	1	Dépenses du programme	6 430 370	–
		Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire		
	1	Dépenses du programme	4 408 587	–
	1b	Dépenses du programme	–	41 700
		Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**25 673 479 223**	**3 599 356 468**
		Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	**–**	**–**
11		**Développement économique des Prairies et du Nord canadien** [2]		
		Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien [4]		
	1	Dépenses de fonctionnement Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la *Loi sur les traitements*, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la *Loi sur le Parlement du Canada*	42 305 692	–
	1b	Dépenses de fonctionnement Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la *Loi sur les traitements*, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la *Loi sur le Parlement du Canada*	–	728 414
	5	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice Contributions	323 808 800	–
	5b	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice Contributions	–	31 886 275
	5c	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice Contributions	–	12 863 822
		Agence canadienne de développement économique du Nord [5]		
	1	Dépenses de fonctionnement	21 196 977	–
	1b	Dépenses de fonctionnement	–	630 708
	5	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice Contributions	58 060 500	–

	5b	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice Contributions	–	4 329 784
		Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**445 371 969**	**50 439 003**
		Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	**–**	**–**
12		**Emploi et Développement de la main-d'œuvre** [6]		
		Ministère de l'Emploi et du Développement social		
	1	Dépenses de fonctionnement Autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables liées à l'application du *Régime de pensions du Canada* et de la *Loi sur l'assurance-emploi* Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : a) les services visant à aider les provinces à administrer les programmes provinciaux financés aux termes des ententes sur le développement du marché du travail; b) les services de soutien internes fournis en vertu de l'article 29.2 de cette loi; c) tout montant facturé à une société d'État en vertu de l'alinéa 14b) de la *Loi sur l'indemnisation des agents de l'État* en lien avec les coûts de litige pour les recours par subrogation pour les sociétés d'État; d) la portion des coûts de litige découlant des règlements pour les demandes de réclamation auprès de tiers pour les ministères et les organismes faits en vertu de la *Loi sur l'indemnisation des agents de l'État*. Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la *Loi sur les traitements*, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la *Loi sur le Parlement du Canada*	1 273 326 965	–
	1a	Dépenses de fonctionnement Autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables liées à l'application du *Régime de pensions du Canada* et de la *Loi sur l'assurance-emploi* Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : a) les services visant à aider les provinces à administrer les programmes provinciaux financés aux termes des ententes sur le développement du marché du travail; b) les services de soutien internes fournis en vertu de l'article 29.2 de cette loi; c) tout montant facturé à une société d'État en vertu de l'alinéa 14b) de la *Loi sur l'indemnisation des agents de l'État* en lien avec les coûts de litige pour les recours par subrogation pour les sociétés d'État; d) la portion des coûts de litige découlant des règlements pour les demandes de réclamation auprès de tiers pour les ministères et les organismes faits en vertu de la *Loi sur l'indemnisation des agents de l'État*. Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la *Loi sur les traitements*, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la *Loi sur le Parlement du Canada*	–	6 799 395
	1b	Dépenses de fonctionnement Autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables liées à l'application du *Régime de pensions du Canada* et de la *Loi sur l'assurance-emploi* Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : a) les services visant à aider les provinces à administrer les programmes provinciaux financés aux termes des ententes sur le développement du marché du travail; b) les services de soutien internes fournis en vertu de l'article 29.2 de cette loi; c) tout montant facturé à une société d'État en vertu de l'alinéa 14b) de la *Loi sur l'indemnisation des agents de l'État* en lien avec les coûts de litige pour les recours par subrogation pour les sociétés d'État; d) la portion des coûts de litige découlant des règlements pour les demandes de réclamation auprès de tiers pour les ministères et les organismes faits en vertu de la *Loi sur l'indemnisation des agents de l'État*. Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la *Loi sur les traitements*, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la *Loi sur le Parlement du Canada*	–	107 795 823

Appendice 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice – *suite*

(en dollars)

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
	1c	Dépenses de fonctionnement Autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables liées à l'application du *Régime de pensions du Canada* et de la *Loi sur l'assurance-emploi* Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : a) les services visant à aider les provinces à administrer les programmes provinciaux financés aux termes des ententes sur le développement du marché du travail; b) les services de soutien internes fournis en vertu de l'article 29.2 de cette loi; c) tout montant facturé à une société d'État en vertu de l'alinéa 14b) de la *Loi sur l'indemnisation des agents de l'État* en lien avec les coûts de litige pour les recours par subrogation pour les sociétés d'État; d) la portion des coûts de litige découlant des règlements pour les demandes de réclamation auprès de tiers pour les ministères et les organismes faits en vertu de la *Loi sur l'indemnisation des agents de l'État*. Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la *Loi sur les traitements*, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la *Loi sur le Parlement du Canada*	–	56 340 750
	5	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice Contributions	9 892 285 081	–
	5a	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice Contributions	–	27 000 000
	5b	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice Contributions	–	308 676 346
	5c	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice Contributions	–	12 206 836
	10c	Radiation, au titre du paragraphe 25(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, de 20 201 dettes relatives à des prêts d'études octroyés au titre de la *Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants*, et de la *Loi sur les prêts aux apprentis* dues à Sa Majesté du chef du Canada et s'élevant au total à 215 518 566 $	–	215 518 566
		Organisation canadienne d'élaboration de normes d'accessibilité		
	1	Dépenses de fonctionnement	11 892 041	–
	5	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice Contributions	8 500 000	–
		Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail		
	1	Dépenses du programme	5 234 213	–
		Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**11 191 238 300**	**734 337 716**
		Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	**–**	**–**
13		**Environnement et Changement climatique**		
		Ministère de l'Environnement		
	1	Dépenses de fonctionnement Autorisation au ministre de l'Environnement d'engager des experts-conseils dont les commissions peuvent avoir besoin et versement à ceux-ci des traitements déterminés par celles-ci Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette		

loi et de la prestation de services, de la vente de produits d'information, de la perception de droits d'accès ou de l'octroi de baux, de licences ou d'autres autorisations, notamment :

a) les services de recherche, les services d'analyse et les services scientifiques;
b) les relevés hydrologiques;
c) les services de réglementation;
d) les services de surveillance, notamment les activités de surveillance des sables bitumineux;
e) les droits d'accès à des biens immeubles fédéraux ou à des biens réels fédéraux;
f) les permis;
g) les services relatifs à des biens immeubles fédéraux ou des biens réels fédéraux, notamment l'octroi de baux de surface à des compagnies pétrolières et gazières et l'octroi de licences autorisant le pâturage.

Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la *Loi sur les traitements*, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la *Loi sur le Parlement du Canada* ..... 998 976 093 –

1b Dépenses de fonctionnement

Autorisation au ministre de l'Environnement d'engager des experts-conseils dont les commissions peuvent avoir besoin et versement à ceux-ci des traitements déterminés par celles-ci

Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi et de la prestation de services, de la vente de produits d'information, de la perception de droits d'accès ou de l'octroi de baux, de licences ou d'autres autorisations, notamment :

a) les services de recherche, les services d'analyse et les services scientifiques;
b) les relevés hydrologiques;
c) les services de réglementation;
d) les services de surveillance, notamment les activités de surveillance des sables bitumineux;
e) les droits d'accès à des biens immeubles fédéraux ou à des biens réels fédéraux;
f) les permis;
g) les services relatifs à des biens immeubles fédéraux ou des biens réels fédéraux, notamment l'octroi de baux de surface à des compagnies pétrolières et gazières et l'octroi de licences autorisant le pâturage.

Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la *Loi sur les traitements*, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la *Loi sur le Parlement du Canada* ..... – 123 940 186

1c Dépenses de fonctionnement

Autorisation au ministre de l'Environnement d'engager des experts-conseils dont les commissions peuvent avoir besoin et versement à ceux-ci des traitements déterminés par celles-ci

Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi et de la prestation de services, de la vente de produits d'information, de la perception de droits d'accès ou de l'octroi de baux, de licences ou d'autres autorisations, notamment :

a) les services de recherche, les services d'analyse et les services scientifiques;
b) les relevés hydrologiques;
c) les services de réglementation;
d) les services de surveillance, notamment les activités de surveillance des sables bitumineux;
e) les droits d'accès à des biens immeubles fédéraux ou à des biens réels fédéraux;
f) les permis;
g) les services relatifs à des biens immeubles fédéraux ou des biens réels fédéraux, notamment l'octroi de baux de surface à des compagnies pétrolières et gazières et l'octroi de licences autorisant le pâturage.

Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la *Loi sur les traitements*, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la *Loi sur le Parlement du Canada* ..... – 20 889 772

Appendice 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice – *suite*

(en dollars)

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
	5	Dépenses en capital		
		Autorisation de faire des paiements aux provinces et aux municipalités à titre de contributions aux travaux de construction entrepris par ces administrations		
		Autorisation de faire des avances recouvrables ne dépassant pas la part des frais de projets conjoints assumée par des organismes provinciaux et des organismes de l'extérieur, y compris les dépenses faites à l'égard de propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral	100 902 516	–
	5b	Dépenses en capital		
		Autorisation de faire des paiements aux provinces et aux municipalités à titre de contributions aux travaux de construction entrepris par ces administrations		
		Autorisation de faire des avances recouvrables ne dépassant pas la part des frais de projets conjoints assumée par des organismes provinciaux et des organismes de l'extérieur, y compris les dépenses faites à l'égard de propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral	–	2 286 981
	5c	Dépenses en capital		
		Autorisation de faire des paiements aux provinces et aux municipalités à titre de contributions aux travaux de construction entrepris par ces administrations		
		Autorisation de faire des avances recouvrables ne dépassant pas la part des frais de projets conjoints assumée par des organismes provinciaux et des organismes de l'extérieur, y compris les dépenses faites à l'égard de propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral	–	129 600
	10	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
		Contributions, y compris celles aux pays en développement via le Fonds multilatéral pour l'application du Protocole de Montréal, sous forme de paiements en argent ou de fourniture de biens, d'équipement ou de services	1 234 196 797	–
	10b	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
		Contributions, y compris celles aux pays en développement via le Fonds multilatéral pour l'application du Protocole de Montréal, sous forme de paiements en argent ou de fourniture de biens, d'équipement ou de services	–	7 500 114
	10c	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
		Contributions, y compris celles aux pays en développement via le Fonds multilatéral pour l'application du Protocole de Montréal, sous forme de paiements en argent ou de fourniture de biens, d'équipement ou de services	–	995 047
		Agence canadienne d'évaluation d'impact		
	1	Dépenses de fonctionnement		
		Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit :		
		a) la réalisation d'évaluations par une commission;		
		b) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi.	70 317 336	–
	5	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
		Contributions	21 453 903	–
		Agence Parcs Canada		
	1	Dépenses de fonctionnement		
		Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
		Contributions, notamment :		
		a) les dépenses afférentes à des propriétés autres que celles du gouvernement fédéral;		
		b) les paiements aux provinces et aux municipalités à titre de contributions à l'égard des engagements assumés par ces dernières	663 382 945	–
	1b	Dépenses de fonctionnement		
		Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
		Contributions, notamment :		
		a) les dépenses afférentes à des propriétés autres que celles du gouvernement fédéral;		
		b) les paiements aux provinces et aux municipalités à titre de contributions à l'égard des engagements assumés par ces dernières	–	13 649 460

	1c	Dépenses de fonctionnement Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice Contributions, notamment : a) les dépenses afférentes à des propriétés autres que celles du gouvernement fédéral; b) les paiements aux provinces et aux municipalités à titre de contributions à l'égard des engagements assumés par ces dernières	–	37 286 892
	5	Dépenses en capital	331 076 015	–
	5b	Dépenses en capital	–	4 852 000
	10	Sommes créditées au Compte des nouveaux parcs et lieux historiques pour les fins visées au paragraphe 21(3) de la *Loi sur l'Agence Parcs Canada*	81 304 508	–
		Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**3 501 610 113**	**211 530 052**
		Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	**–**	**–**
14		**Femmes, Égalité des genres et Jeunesse**		
		Ministère des Femmes et de l'Égalité des genres		
	1	Dépenses de fonctionnement Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la *Loi sur les traitements*, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la *Loi sur le Parlement du Canada*	59 176 748	–
	1b	Dépenses de fonctionnement Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la *Loi sur les traitements*, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la *Loi sur le Parlement du Canada*	–	1 121 104
	5	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice Contributions	225 416 914	–
	5b	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice Contributions	–	24 190 703
		Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**284 593 662**	**25 311 807**
		Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	**–**	**–**
15		**Finances**		
		Ministère des Finances		
	1	Dépenses du programme Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice Contributions Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la *Loi sur les traitements*, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la *Loi sur le Parlement du Canada*	128 498 703	–
	1a	Dépenses du programme Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice Contributions Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi		

Appendice 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice – *suite*

(en dollars)

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
		Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la *Loi sur les traitements*, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la *Loi sur le Parlement du Canada*	–	280 166 028
	1b	Dépenses du programme		
		Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
		Contributions		
		Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi		
		Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la *Loi sur les traitements*, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la *Loi sur le Parlement du Canada*	–	3 661 732
	1c	Dépenses du programme		
		Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
		Contributions		
		Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi		
		Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la *Loi sur les traitements*, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la *Loi sur le Parlement du Canada*	–	8 939 529
	5	Aide financière fournie par le ministre des Finances à l'Association internationale de développement, en vertu du paragraphe 8(2) de la *Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes*, sous forme de paiements directs n'excédant pas, au total, 486 916 000 dollars canadiens pour l'exercice 2023 à 2024	1	–
		Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada		
	1	Dépenses du programme	103 642 303	–
	1b	Dépenses du programme	–	326 329
		Bureau du vérificateur général		
	1	Dépenses du programme		
		Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit :		
		a) les services professionnels de vérification aux membres du Conseil canadien des vérificateurs législatifs;		
		b) les enquêtes effectuées au titre de l'article 11 de la *Loi sur le vérificateur général*	109 132 300	–
		Bureau du surintendant des institutions financières		
	1	Dépenses du programme	1 244 352	–
		Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**342 517 659**	**293 093 618**
		Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	–	–

16		**Immigration, Réfugiés et Citoyenneté**		
		Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration		
	1	Dépenses de fonctionnement Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice pour la prestation de services dans le cadre du programme « Expérience internationale Canada », les recettes perçues au cours de cet exercice qui proviennent de la prestation de ces services Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la *Loi sur les traitements*, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la *Loi sur le Parlement du Canada*	1 854 455 344	–
	1a	Dépenses de fonctionnement Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice pour la prestation de services dans le cadre du programme « Expérience internationale Canada », les recettes perçues au cours de cet exercice qui proviennent de la prestation de ces services Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la *Loi sur les traitements*, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la *Loi sur le Parlement du Canada*	–	531 728 308
	1b	Dépenses de fonctionnement Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice pour la prestation de services dans le cadre du programme « Expérience internationale Canada », les recettes perçues au cours de cet exercice qui proviennent de la prestation de ces services Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la *Loi sur les traitements*, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la *Loi sur le Parlement du Canada*	–	184 427 335
	1c	Dépenses de fonctionnement Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice pour la prestation de services dans le cadre du programme « Expérience internationale Canada », les recettes perçues au cours de cet exercice qui proviennent de la prestation de ces services Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la *Loi sur les traitements*, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la *Loi sur le Parlement du Canada*	–	153 555 201
	5	Dépenses en capital	104 704 726	–
	5b	Dépenses en capital	–	1 681 870
	5c	Dépenses en capital	–	216 362
	10	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice Contributions, y compris la fourniture de biens et de services	2 394 529 894	–
	10a	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice Contributions, y compris la fourniture de biens et de services	–	59 151 730
	10b	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice Contributions, y compris la fourniture de biens et de services	–	475 168 265
	10c	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice Contributions, y compris la fourniture de biens et de services	–	412 735 000
		Commission de l'immigration et du statut de réfugié		
	1	Dépenses du programme	300 084 683	–
		Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**4 653 774 647**	**1 818 664 071**
		Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	**–**	**–**

Appendice 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice – *suite*

(en dollars)

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
17		**Infrastructure et Collectivités** [7]		
		Bureau de l'infrastructure du Canada		
	1	Dépenses de fonctionnement Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la *Loi sur les traitements*, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la *Loi sur le Parlement du Canada*	247 556 443	–
	1b	Dépenses de fonctionnement Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la *Loi sur les traitements*, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la *Loi sur le Parlement du Canada*	–	20 243 368
	5	Dépenses en capital	93 866 503	–
	10	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice Contributions	6 916 338 456	–
	10b	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice Contributions	–	250 064 330
		Société canadienne d'hypothèques et de logement		
	1	Paiements à la Société visant à la rembourser pour les remises accordées par elle sur les prêts consentis, les subventions et contributions versées, les dépenses contractées, les pertes subies et les frais et débours engagés, selon le cas : a) au titre de la *Loi nationale sur l'habitation;* b) dans le cadre des attributions qui lui sont conférées par toute autre loi fédérale et qu'elle exerce en conformité avec la *Loi sur la Société canadienne d'hypothèques et de logement*	5 059 038 048	–
	1a	Paiements à la Société visant à la rembourser pour les remises accordées par elle sur les prêts consentis, les subventions et contributions versées, les dépenses contractées, les pertes subies et les frais et débours engagés, selon le cas : a) au titre de la *Loi nationale sur l'habitation;* b) dans le cadre des attributions qui lui sont conférées par toute autre loi fédérale et qu'elle exerce en conformité avec la *Loi sur la Société canadienne d'hypothèques et de logement*	–	1 003 722 430
	1b	Paiements à la Société visant à la rembourser pour les remises accordées par elle sur les prêts consentis, les subventions et contributions versées, les dépenses contractées, les pertes subies et les frais et débours engagés, selon le cas : a) au titre de la *Loi nationale sur l'habitation;* b) dans le cadre des attributions qui lui sont conférées par toute autre loi fédérale et qu'elle exerce en conformité avec la *Loi sur la Société canadienne d'hypothèques et de logement*	–	408 566 117
	1c	Paiements à la Société visant à la rembourser pour les remises accordées par elle sur les prêts consentis, les subventions et contributions versées, les dépenses contractées, les pertes subies et les frais et débours engagés, selon le cas : a) au titre de la *Loi nationale sur l'habitation;* b) dans le cadre des attributions qui lui sont conférées par toute autre loi fédérale et qu'elle exerce en conformité avec la *Loi sur la Société canadienne d'hypothèques et de logement*	–	100 993 247

	Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes [8]		
1	Dépenses du programme	5 638 744	–
	Commission des débats des chefs [9]		
1	Dépenses du programme	3 363 347	–
	Bureau du directeur général des élections [10]		
1	Dépenses du programme	49 722 365	–
	Commissariat aux langues officielles [11]		
1	Dépenses du programme	20 199 364	–
	Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Inc.		
1	Paiements à la société à affecter au paiement de l'excédent des dépenses sur ses revenus – exception faite de l'amortissement des immobilisations et des réserves – relativement à l'exploitation du pont Jacques-Cartier, de l'estacade du pont Champlain, du tunnel Melocheville, du pont de contournement de l'Île des Sœurs et des tronçons fédéraux du pont Honoré-Mercier et de l'autoroute Bonaventure et à la déconstruction du pont Champlain d'origine Paiements à la société pour la fourniture de services de soutien au Bureau de l'infrastructure du Canada à l'égard de projets au Québec	144 126 071	–
1a	Paiements à la société à affecter au paiement de l'excédent des dépenses sur ses revenus – exception faite de l'amortissement des immobilisations et des réserves – relativement à l'exploitation du pont Jacques-Cartier, de l'estacade du pont Champlain, du tunnel Melocheville, du pont de contournement de l'Île des Sœurs et des tronçons fédéraux du pont Honoré-Mercier et de l'autoroute Bonaventure et à la déconstruction du pont Champlain d'origine Paiements à la société pour la fourniture de services de soutien au Bureau de l'infrastructure du Canada à l'égard de projets au Québec	–	87 423 475
	Autorité du pont Windsor-Détroit		
1	Paiements à l'Autorité pour l'exécution de son mandat, conformément à ses lettres patentes et à l'Accord sur le passage Canada-Michigan	885 179 373	–
1b	Paiements à l'Autorité pour l'exécution de son mandat, conformément à ses lettres patentes et à l'Accord sur le passage Canada-Michigan	–	335 362 310
1c	Paiements à l'Autorité pour l'exécution de son mandat, conformément à ses lettres patentes et à l'Accord sur le passage Canada-Michigan	–	507 329 726
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**13 425 028 714**	**2 713 705 003**
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	**–**	**–**

18 Innovation, Sciences et Industrie

Ministère de l'Industrie

1 Dépenses de fonctionnement

Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit :

a) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi et de services de soutien internes à l'Office de la propriété intellectuelle du Canada;
b) les activités liées aux recherches sur les communications au Centre de recherches sur les communications;
c) les services et la procédure d'insolvabilité, au titre de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*, au Bureau du surintendant des faillites;
d) les activités de Corporations Canada au titre de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*, de la *Loi sur les chambres de commerce*, de la *Loi canadienne sur les coopératives* et de la *Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif*;
e) les services et la procédure réglementaire au Bureau de la concurrence pour les fusions et toute chose s'y rapportant, y compris les avis préalables à une fusion, les certificats de décision préalable et les avis consultatifs au titre de la *Loi sur la concurrence*.

Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la *Loi sur les traitements*, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la *Loi sur le Parlement du Canada* ..... 613 545 412 –

1b Dépenses de fonctionnement

Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit :

a) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi et de services de soutien internes à l'Office de la propriété intellectuelle du Canada;
b) les activités liées aux recherches sur les communications au Centre de recherches sur les communications;
c) les services et la procédure d'insolvabilité, au titre de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*, au Bureau du surintendant des faillites;

Appendice 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice – *suite*

(en dollars)

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
		d) les activités de Corporations Canada au titre de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*, de la *Loi sur les chambres de commerce*, de la *Loi canadienne sur les coopératives* et de la *Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif*;		
		e) les services et la procédure réglementaire au Bureau de la concurrence pour les fusions et toute chose s'y rapportant, y compris les avis préalables à une fusion, les certificats de décision préalable et les avis consultatifs au titre de la *Loi sur la concurrence*.		
		Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la *Loi sur les traitements*, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la *Loi sur le Parlement du Canada*	–	9 398 438
	1c	Dépenses de fonctionnement		
		Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit :		
		a) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi et de services de soutien internes à l'Office de la propriété intellectuelle du Canada;		
		b) les activités liées aux recherches sur les communications au Centre de recherches sur les communications;		
		c) les services et la procédure d'insolvabilité, au titre de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*, au Bureau du surintendant des faillites;		
		d) les activités de Corporations Canada au titre de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*, de la *Loi sur les chambres de commerce*, de la *Loi canadienne sur les coopératives* et de la *Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif*;		
		e) les services et la procédure réglementaire au Bureau de la concurrence pour les fusions et toute chose s'y rapportant, y compris les avis préalables à une fusion, les certificats de décision préalable et les avis consultatifs au titre de la *Loi sur la concurrence*.		
		Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la *Loi sur les traitements*, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la *Loi sur le Parlement du Canada*	–	12 965 980
	5	Dépenses en capital	29 222 750	–
	10	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
		Contributions	5 025 685 237	–
	10a	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
		Contributions	–	1
	10b	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
		Contributions	–	46 661 581
	10c	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
		Contributions	–	82 000 000
	L15	Paiements effectués en vertu du paragraphe 14(2) de la *Loi sur le ministère de l'Industrie*	300 000	–
	L20	Prêts effectués en vertu de l'alinéa 14(1)a) de la *Loi sur le ministère de l'Industrie*	500 000	–
		Agence spatiale canadienne		
	1	Dépenses de fonctionnement	221 481 683	–
	1c	Dépenses de fonctionnement	–	20 348 391
	5	Dépenses en capital	225 847 556	–
	5b	Dépenses en capital	–	3 382 000
	10	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
		Contributions	77 912 538	–

	Commission canadienne du tourisme		
1	Paiements à la Commission	111 152 829	–
1c	Paiements à la Commission	–	9 750 687
	Commission du droit d'auteur		
1	Dépenses du programme	3 918 577	–
	Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario		
1	Dépenses de fonctionnement		
	Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la *Loi sur les traitements*, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la *Loi sur le Parlement du Canada*	36 459 899	–
1b	Dépenses de fonctionnement		
	Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la *Loi sur les traitements*, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la *Loi sur le Parlement du Canada*	–	1 006 196
5	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
	Contributions	390 892 092	–
5b	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
	Contributions	–	28 332 460
	Conseil national de recherches du Canada		
1	Dépenses de fonctionnement	537 914 382	–
1b	Dépenses de fonctionnement	–	29 654 978
5	Dépenses en capital	105 785 000	–
5b	Dépenses en capital	–	1 000 000
10	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
	Contributions, y compris la fourniture de biens et de services pour le Télescope de trente mètres	651 151 632	–
10b	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
	Contributions, y compris la fourniture de biens et de services pour le Télescope de trente mètres	–	22 806 500
10c	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
	Contributions, y compris la fourniture de biens et de services pour le Télescope de trente mètres	–	1
	Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie		
1	Dépenses de fonctionnement	52 005 336	–
1a	Dépenses de fonctionnement	–	1 023 901
1b	Dépenses de fonctionnement	–	1 508 255
1c	Dépenses de fonctionnement	–	852 522
5	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice	1 259 424 499	–
5a	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice	–	11 412 000
5b	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice	–	37 040 000
5c	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice	–	1 803 968
	Conseil de recherches en sciences humaines		
1	Dépenses de fonctionnement	43 157 521	–
1a	Dépenses de fonctionnement	–	1 941 764
5	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice	1 107 095 776	–
5a	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice	–	3 384 000
5b	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice	–	1
5c	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice	–	1

Appendice 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice – *suite*

(en dollars)

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
		Conseil canadien des normes		
	1	Paiements au Conseil au titre de l'alinéa 5a) de la *Loi sur le Conseil canadien des normes*	17 805 586	–
	1b	Paiements au Conseil au titre de l'alinéa 5a) de la *Loi sur le Conseil canadien des normes*	–	1 868 000
	1c	Paiements au Conseil au titre de l'alinéa 5a) de la *Loi sur le Conseil canadien des normes*	–	476 635
		Statistique Canada		
	1	Dépenses du programme Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent notamment de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi	457 199 717	–
	1a	Dépenses du programme Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent notamment de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi	–	73 171 244
	1b	Dépenses du programme Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent notamment de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi	–	42 458 120
	1c	Dépenses du programme Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent notamment de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi	–	3 243 336
		Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**10 967 658 022**	**447 490 960**
		Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	**800 000**	**–**
19		**Justice**		
		Ministère de la Justice		
	1	Dépenses de fonctionnement Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : a) les services juridiques fournis de manière obligatoire aux ministères et organismes fédéraux; b) les services juridiques – conformes au mandat du ministère – fournis de manière facultative à des sociétés d'État et à des organisations non fédérales ou internationales; c) les services de soutien internes fournis en vertu de l'article 29.2 de cette loi. Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la *Loi sur les traitements*, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la *Loi sur le Parlement du Canada*	281 780 119	–

1a	Dépenses de fonctionnement Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : a) les services juridiques fournis de manière obligatoire aux ministères et organismes fédéraux; b) les services juridiques – conformes au mandat du ministère – fournis de manière facultative à des sociétés d'État et à des organisations non fédérales ou internationales; c) les services de soutien internes fournis en vertu de l'article 29.2 de cette loi. Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la *Loi sur les traitements*, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la *Loi sur le Parlement du Canada*	–	5 065 178
5	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice Contributions	606 730 391	–
5a	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice Contributions	–	12 135 000
5b	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice Contributions	–	43 500 000
5c	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice Contributions	–	29 300 000
	Service canadien d'appui aux tribunaux administratifs		
1	Dépenses du programme Autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables liées à l'application du *Régime de pensions du Canada* et de la *Loi sur l'assurance-emploi*	67 956 136	–
	Commission canadienne des droits de la personne		
1	Dépenses du programme Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi	33 522 865	–
1b	Dépenses du programme Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi	–	2 013 282
	Service administratif des tribunaux judiciaires		
1	Dépenses du programme	92 592 873	–
1b	Dépenses du programme	–	22 743 433
	Commission du droit du Canada		
1	Dépenses du programme	4 106 946	–
	Bureau du commissaire à la magistrature fédérale		
1	Dépenses de fonctionnement Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services administratifs et de la formation judiciaire Traitements, indemnités et dépenses pour les juges, y compris les juges adjoints de la Cour suprême du Yukon, de la Cour suprême des Territoires du Nord-Ouest et de la Cour de justice du Nunavut, non prévus dans la *Loi sur les juges*	10 442 577	–
5	Dépenses de fonctionnement – Conseil canadien de la magistrature	2 641 758	–
	Bureau du directeur des poursuites pénales		
1	Dépenses du programme Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : a) les services de poursuites et les services connexes; b) les services de poursuites et les services connexes – conformes au mandat du Bureau – fournis de manière facultative à des sociétés d'État et à des organisations non fédérales ou internationales; c) les services de soutien internes fournis en vertu de l'article 29.2 de cette loi	192 631 768	–

Appendice 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice – *suite*

(en dollars)

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
	1b	Dépenses du programme		
		Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit :		
		a) les services de poursuites et les services connexes;		
		b) les services de poursuites et les services connexes – conformes au mandat du Bureau – fournis de manière facultative à des sociétés d'État et à des organisations non fédérales ou internationales;		
		c) les services de soutien internes fournis en vertu de l'article 29.2 de cette loi	–	4 390 000
		Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada		
	1	Dépenses du programme – Commissariat à l'information	14 212 216	–
	5	Dépenses du programme – Commissariat à la protection de la vie privée		
		Contributions – Commissariat à la protection de la vie privée		
		Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi	26 250 549	–
	5b	Dépenses du programme – Commissariat à la protection de la vie privée		
		Contributions – Commissariat à la protection de la vie privée		
		Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi	–	2 201 973
		Registraire de la Cour suprême du Canada		
	1	Dépenses du programme	32 014 979	–
		Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**1 364 883 177**	**121 348 866**
		Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	**–**	**–**
20		**Parlement**		
		Chambre des communes		
	1	Dépenses du programme, notamment les paiements liés au fonctionnement des bureaux de circonscription des députés		
		Contributions		
		Autorisation de dépenser les recettes perçues au cours de l'exercice qui proviennent de ses activités	423 319 199	–
	1b	Dépenses du programme, notamment les paiements liés au fonctionnement des bureaux de circonscription des députés		
		Contributions		
		Autorisation de dépenser les recettes perçues au cours de l'exercice qui proviennent de ses activités	–	19 762 766
	1c	Dépenses du programme, notamment les paiements liés au fonctionnement des bureaux de circonscription des députés		
		Contributions		
		Autorisation de dépenser les recettes perçues au cours de l'exercice qui proviennent de ses activités	–	21 118 479
		Bibliothèque du Parlement		
	1	Dépenses du programme		
		Autorisation de dépenser les recettes perçues au cours de l'exercice qui proviennent de ses activités	51 510 148	–
	1c	Dépenses du programme		
		Autorisation de dépenser les recettes perçues au cours de l'exercice qui proviennent de ses activités	–	5 252 209

	Bureau du commissaire aux conflits d'intérêts et à l'éthique		
1	Dépenses du programme	7 421 554	–
	Bureau du directeur parlementaire du budget		
1	Dépenses du programme	6 850 418	–
	Bureau du conseiller sénatorial en éthique		
1	Dépenses du programme	1 325 451	–
	Service de protection parlementaire		
1	Dépenses du programme Autorisation de dépenser les recettes perçues au cours de l'exercice qui proviennent de ses activités	91 983 908	–
	Secrétariat du Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement		
1	Dépenses du programme	3 409 410	–
	Sénat		
1	Dépenses du programme, notamment les paiements liés au fonctionnement des bureaux des sénateurs et le versement d'une allocation de logement au président du Sénat au lieu de la mise à sa disposition d'une résidence Contributions Autorisation de dépenser les recettes perçues au cours de l'exercice qui proviennent de ses activités	88 600 627	–
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**674 420 715**	**46 133 454**
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	–	–
21	**Patrimoine canadien**		
	Ministère du Patrimoine canadien		
1	Dépenses de fonctionnement Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : a) les activités de l'Institut canadien de conservation, du Réseau canadien d'information sur le patrimoine et du Bureau de certification des produits audiovisuels canadiens; b) les activités afférentes au programme « Expérience de la capitale »; c) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi. Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la *Loi sur les traitements*, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la *Loi sur le Parlement du Canada*	202 886 911	–
1a	Dépenses de fonctionnement Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : a) les activités de l'Institut canadien de conservation, du Réseau canadien d'information sur le patrimoine et du Bureau de certification des produits audiovisuels canadiens; b) les activités afférentes au programme « Expérience de la capitale »; c) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi. Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la *Loi sur les traitements*, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la *Loi sur le Parlement du Canada*	–	7 475 093
1b	Dépenses de fonctionnement Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : a) les activités de l'Institut canadien de conservation, du Réseau canadien d'information sur le patrimoine et du Bureau de certification des produits audiovisuels canadiens; b) les activités afférentes au programme « Expérience de la capitale »; c) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi.		

Appendice 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice – *suite*

(en dollars)

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
		Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la *Loi sur les traitements*, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la *Loi sur le Parlement du Canada*	–	15 163 561
	1c	Dépenses de fonctionnement		
		Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit :		
		a) les activités de l'Institut canadien de conservation, du Réseau canadien d'information sur le patrimoine et du Bureau de certification des produits audiovisuels canadiens;		
		b) les activités afférentes au programme « Expérience de la capitale »;		
		c) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi.		
		Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la *Loi sur les traitements*, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la *Loi sur le Parlement du Canada*	–	3 591 172
	5	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
		Contributions	1 707 891 504	–
	5a	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
		Contributions	–	11 000 000
	5b	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
		Contributions	–	187 769 811
	5c	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
		Contributions	–	6 171 679
		Conseil des Arts du Canada		
	1	Paiements au Conseil devant servir aux fins générales prévues à l'article 8 de la *Loi sur le Conseil des Arts du Canada*	364 238 813	–
		Société Radio-Canada		
	1	Paiements à la Société pour les dépenses de fonctionnement	1 173 123 435	–
	5	Paiements à la Société pour le fonds de roulement	4 000 000	–
	10	Paiements à la Société pour les dépenses en capital	110 046 000	–
		Musée canadien des droits de la personne		
	1	Paiements au Musée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	25 458 013	–
	1b	Paiements au Musée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	–	1 340 000
		Musée canadien de l'histoire		
	1	Paiements au Musée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	73 251 251	–
	1b	Paiements au Musée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	–	5 056 000
		Musée canadien de l'immigration du Quai 21		
	1	Paiements au Musée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	8 111 694	–
	1b	Paiements au Musée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	–	975 000
		Musée canadien de la nature		
	1	Paiements au Musée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	27 718 568	–
	1b	Paiements au Musée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	–	4 638 000

	Fondation canadienne des relations raciales		
1	Paiements à la Fondation pour ses activités, au titre de l'alinéa 5(1)c) de la *Loi sur la Fondation canadienne des relations raciales*	9 000 000	–
	Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes		
1	Dépenses du programme Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci au titre du *Règlement de 2010 sur les droits de télécommunication*, du *Règlement de 1997 sur les droits de licence de radiodiffusion* et du *Règlement sur les droits relatifs aux télécommunications non sollicitées* et dans le cadre de ses autres activités, jusqu'à concurrence des montants approuvés par le Conseil du Trésor	9 896 828	–
	Bibliothèque et Archives du Canada		
1	Dépenses de fonctionnement Contributions Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : a) les droits d'accès à la collection et les frais de reproduction d'éléments de celle-ci; b) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi.	147 786 024	–
5	Dépenses en capital	40 537 795	–
	Société du Centre national des Arts		
1	Paiements à la Société pour les dépenses de fonctionnement	46 416 148	–
1b	Paiements à la Société pour les dépenses de fonctionnement	–	13 000 000
	Office national du film		
1	Dépenses du programme	66 490 205	–
1b	Dépenses du programme	–	5 298 220
	Musée des beaux-arts du Canada		
1	Paiements au Musée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	37 778 278	–
1b	Paiements au Musée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	–	1 243 000
5	Paiements au Musée à l'égard de l'acquisition d'objets pour la collection du Musée et des frais connexes	8 000 000	–
	Musée national des sciences et de la technologie		
1	Paiements au Musée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	29 933 096	–
1b	Paiements au Musée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	–	5 452 000
	Téléfilm Canada		
1	Paiements à la société devant servir aux fins prévues par la *Loi sur Téléfilm Canada*	151 908 479	–
	Commission des champs de bataille nationaux		
1	Dépenses du programme	11 337 820	–
1b	Dépenses du programme	–	6 101 297
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**4 255 810 862**	**274 274 833**
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	**–**	**–**

22 Pêches, Océans et Garde côtière canadienne

	Ministère des Pêches et des Océans		
1	Dépenses de fonctionnement Participation du Canada aux dépenses des commissions internationales des pêches Autorisation de fournir gratuitement des locaux aux commissions internationales des pêches Autorisation de faire des avances recouvrables équivalentes aux montants de la quote-part de ces commissions dans les programmes à frais partagés Autorisation de faire des avances recouvrables pour des services de transport et d'arrimage et d'autres services de la marine marchande fournis à des particuliers, à des organismes indépendants et à d'autres gouvernements en lien avec l'exercice de sa compétence en matière de navigation, y compris les aides à la navigation et à la navigation maritime		

Appendice 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice – *suite*

(en dollars)

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
		Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : a) les activités de la Garde côtière canadienne; b) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi.		
		Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la *Loi sur les traitements*, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la *Loi sur le Parlement du Canada*	2 010 994 201	–
	1b	Dépenses de fonctionnement		
		Participation du Canada aux dépenses des commissions internationales des pêches Autorisation de fournir gratuitement des locaux aux commissions internationales des pêches Autorisation de faire des avances recouvrables équivalentes aux montants de la quote-part de ces commissions dans les programmes à frais partagés Autorisation de faire des avances recouvrables pour des services de transport et d'arrimage et d'autres services de la marine marchande fournis à des particuliers, à des organismes indépendants et à d'autres gouvernements en lien avec l'exercice de sa compétence en matière de navigation, y compris les aides à la navigation et à la navigation maritime Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : a) les activités de la Garde côtière canadienne; b) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi. Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la *Loi sur les traitements*, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la *Loi sur le Parlement du Canada*	–	95 518 458
	1c	Dépenses de fonctionnement		
		Participation du Canada aux dépenses des commissions internationales des pêches Autorisation de fournir gratuitement des locaux aux commissions internationales des pêches Autorisation de faire des avances recouvrables équivalentes aux montants de la quote-part de ces commissions dans les programmes à frais partagés Autorisation de faire des avances recouvrables pour des services de transport et d'arrimage et d'autres services de la marine marchande fournis à des particuliers, à des organismes indépendants et à d'autres gouvernements en lien avec l'exercice de sa compétence en matière de navigation, y compris les aides à la navigation et à la navigation maritime Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : a) les activités de la Garde côtière canadienne; b) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi. Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la *Loi sur les traitements*, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la *Loi sur le Parlement du Canada*	–	46 761 062
	5	Dépenses en capital		
		Autorisation de faire des paiements aux provinces, aux municipalités et à des autorités locales ou privées à titre de contributions à des travaux de construction entrepris par ces administrations ou autorités Autorisation d'acheter des bateaux de pêche commerciale et d'en disposer	1 381 611 297	–

5b	Dépenses en capital		
	Autorisation de faire des paiements aux provinces, aux municipalités et à des autorités locales ou privées à titre de contributions à des travaux de construction entrepris par ces administrations ou autorités		
	Autorisation d'acheter des bateaux de pêche commerciale et d'en disposer	–	50 642 476
5c	Dépenses en capital		
	Autorisation de faire des paiements aux provinces, aux municipalités et à des autorités locales ou privées à titre de contributions à des travaux de construction entrepris par ces administrations ou autorités		
	Autorisation d'acheter des bateaux de pêche commerciale et d'en disposer	–	115 000
10	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
	Contributions	532 401 762	–
10b	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
	Contributions	–	192 377 963
10c	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
	Contributions	–	50 575 637
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**3 925 007 260**	**435 990 596**
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	**–**	**–**
23	**Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord**		
	Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord		
1	Dépenses de fonctionnement		
	Dépenses relatives aux ouvrages, bâtiments et matériel		
	Autorisation d'effectuer des dépenses – recouvrables ou non – relatives aux travaux effectués sur des propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral et aux services fournis à l'égard de celles-ci		
	Autorisation d'affecter des fonds dans le cadre d'activités favorisant le progrès économique des Indiens et des Inuits, relatives au développement de la capacité des Indiens et des Inuits et à l'approvisionnement en matériaux et en matériel		
	Autorisation de vendre de l'électricité, conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil, aux consommateurs qui sont des particuliers vivant dans des centres éloignés lorsque ces derniers n'ont pas accès aux sources alternatives locales d'approvisionnement		
	Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi		
	Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la *Loi sur les traitements*, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la *Loi sur le Parlement du Canada*	4 246 075 402	–
1a	Dépenses de fonctionnement		
	Dépenses relatives aux ouvrages, bâtiments et matériel		
	Autorisation d'effectuer des dépenses – recouvrables ou non – relatives aux travaux effectués sur des propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral et aux services fournis à l'égard de celles-ci		
	Autorisation d'affecter des fonds dans le cadre d'activités favorisant le progrès économique des Indiens et des Inuits, relatives au développement de la capacité des Indiens et des Inuits et à l'approvisionnement en matériaux et en matériel		
	Autorisation de vendre de l'électricité, conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil, aux consommateurs qui sont des particuliers vivant dans des centres éloignés lorsque ces derniers n'ont pas accès aux sources alternatives locales d'approvisionnement		
	Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi		
	Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la *Loi sur les traitements*, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la *Loi sur le Parlement du Canada*	–	1 469 421 059

Appendice 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice – *suite*

(en dollars)

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
	1b	Dépenses de fonctionnement		
		Dépenses relatives aux ouvrages, bâtiments et matériel		
		Autorisation d'effectuer des dépenses – recouvrables ou non – relatives aux travaux effectués sur des propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral et aux services fournis à l'égard de celles-ci		
		Autorisation d'affecter des fonds dans le cadre d'activités favorisant le progrès économique des Indiens et des Inuits, relatives au développement de la capacité des Indiens et des Inuits et à l'approvisionnement en matériaux et en matériel		
		Autorisation de vendre de l'électricité, conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil, aux consommateurs qui sont des particuliers vivant dans des centres éloignés lorsque ces derniers n'ont pas accès aux sources alternatives locales d'approvisionnement		
		Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi		
		Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la *Loi sur les traitements*, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la *Loi sur le Parlement du Canada*	–	5 769 683 115
	1c	Dépenses de fonctionnement		
		Dépenses relatives aux ouvrages, bâtiments et matériel		
		Autorisation d'effectuer des dépenses – recouvrables ou non – relatives aux travaux effectués sur des propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral et aux services fournis à l'égard de celles-ci		
		Autorisation d'affecter des fonds dans le cadre d'activités favorisant le progrès économique des Indiens et des Inuits, relatives au développement de la capacité des Indiens et des Inuits et à l'approvisionnement en matériaux et en matériel		
		Autorisation de vendre de l'électricité, conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil, aux consommateurs qui sont des particuliers vivant dans des centres éloignés lorsque ces derniers n'ont pas accès aux sources alternatives locales d'approvisionnement		
		Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi		
		Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la *Loi sur les traitements*, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la *Loi sur le Parlement du Canada*	–	2 800 600
	5	Dépenses en capital		
		Dépenses relatives aux bâtiments, ouvrages, terrains et matériel dont la gestion, le contrôle et la propriété peuvent être transférés : a) soit aux gouvernements provinciaux, selon les conditions approuvées par le gouverneur en conseil; b) soit à des bandes indiennes ou à des Indiens, à titre collectif ou particulier, à la discrétion du ministre des Relations Couronne-Autochtones.		
		Dépenses relatives aux bâtiments, ouvrages, terrains et matériel engagées à l'égard de propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral		
		Autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables pour des montants ne dépassant pas la part des frais assumés par les gouvernements provinciaux pour des routes et ouvrages connexes	140 000	–
	5a	Dépenses en capital		
		Dépenses relatives aux bâtiments, ouvrages, terrains et matériel dont la gestion, le contrôle et la propriété peuvent être transférés : a) soit aux gouvernements provinciaux, selon les conditions approuvées par le gouverneur en conseil; b) soit à des bandes indiennes ou à des Indiens, à titre collectif ou particulier, à la discrétion du ministre des Relations Couronne-Autochtones.		

	Dépenses relatives aux bâtiments, ouvrages, terrains et matériel engagées à l'égard de propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral		
	Autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables pour des montants ne dépassant pas la part des frais assumés par les gouvernements provinciaux pour des routes et ouvrages connexes	–	4 067 835
10	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
	Contributions	4 851 166 848	–
10a	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
	Contributions	–	6 650 498 570
10b	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
	Contributions	–	3 239 042 689
10c	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
	Contributions	–	12 491 284
L15	Prêts à des revendicateurs autochtones, conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil, pour le paiement des frais afférents aux revendications autochtones (recherche, négociation et élaboration de documents)	25 903 000	–
	Station canadienne de recherche dans l'Extrême-Arctique		
1	Dépenses du programme		
	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
	Contributions	29 961 393	–
1a	Dépenses du programme		
	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
	Contributions	–	4 877 403
1b	Dépenses du programme		
	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
	Contributions	–	946 999
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**9 127 343 643**	**17 153 829 554**
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	**25 903 000**	**–**
24	**Ressources naturelles**		
	Ministère des Ressources naturelles		
1	Dépenses de fonctionnement		
	Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit :		
	a) la vente de produits d'information et de produits forestiers;		
	b) la délivrance de licences, de permis et de certificats en vertu de la *Loi sur les explosifs* et du *Règlement de 2013 sur les explosifs*;		
	c) la formation et les attestations de formation liées à la loi et au règlement visés à l'alinéa b);		
	d) la perception, dans le cadre des activités du ministère, de frais pour des services de recherche, de consultation, d'évaluation, d'analyse et d'administration et pour l'accès à des travaux de recherche;		
	e) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*.		
	Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la *Loi sur les traitements*, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la *Loi sur le Parlement du Canada*	767 362 423	–
1a	Dépenses de fonctionnement		
	Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit :		
	a) la vente de produits d'information et de produits forestiers;		
	b) la délivrance de licences, de permis et de certificats en vertu de la *Loi sur les explosifs* et du *Règlement de 2013 sur les explosifs*;		
	c) la formation et les attestations de formation liées à la loi et au règlement visés à l'alinéa b);		
	d) la perception, dans le cadre des activités du ministère, de frais pour des services de recherche, de consultation, d'évaluation, d'analyse et d'administration et pour l'accès à des travaux de recherche;		
	e) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*.		

Appendice 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice – *suite*

(en dollars)

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
		Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la *Loi sur les traitements*, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la *Loi sur le Parlement du Canada*	–	46 918 699
	1b	Dépenses de fonctionnement		
		Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : a) la vente de produits d'information et de produits forestiers; b) la délivrance de licences, de permis et de certificats en vertu de la *Loi sur les explosifs* et du *Règlement de 2013 sur les explosifs*; c) la formation et les attestations de formation liées à la loi et au règlement visés à l'alinéa b); d) la perception, dans le cadre des activités du ministère, de frais pour des services de recherche, de consultation, d'évaluation, d'analyse et d'administration et pour l'accès à des travaux de recherche; e) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*.		
		Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la *Loi sur les traitements*, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la *Loi sur le Parlement du Canada*	–	61 186 195
	1c	Dépenses de fonctionnement		
		Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : a) la vente de produits d'information et de produits forestiers; b) la délivrance de licences, de permis et de certificats en vertu de la *Loi sur les explosifs* et du *Règlement de 2013 sur les explosifs*; c) la formation et les attestations de formation liées à la loi et au règlement visés à l'alinéa b); d) la perception, dans le cadre des activités du ministère, de frais pour des services de recherche, de consultation, d'évaluation, d'analyse et d'administration et pour l'accès à des travaux de recherche; e) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*.		
		Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la *Loi sur les traitements*, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la *Loi sur le Parlement du Canada*	–	5 049 850
	5	Dépenses en capital	29 227 432	–
	5a	Dépenses en capital	–	2 323 000
	5b	Dépenses en capital	–	3 589 673
	5c	Dépenses en capital	–	95 168
	10	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
		Contributions	2 517 543 940	–
	10a	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
		Contributions	–	111 534 500
	10b	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
		Contributions	–	161 232 659

10c	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
	Contributions	–	40 040 000
	Énergie atomique du Canada, Limitée		
1	Paiements à la société pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	1 541 555 307	–
1c	Paiements à la société pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	–	5 760 000
	Régie canadienne de l'énergie		
1	Dépenses du programme		
	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
	Contributions		
	Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi	102 009 593	–
1b	Dépenses du programme		
	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
	Contributions		
	Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi	–	100 219
	Commission canadienne de sûreté nucléaire		
1	Dépenses du programme		
	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
	Contributions	51 986 215	–
	Administration du pipe-line du Nord		
1	Dépenses du programme	539 949	–
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**5 010 224 859**	**437 829 963**
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	**–**	**–**
25	**Revenu national**		
	Agence du revenu du Canada [12]		
1	Dépenses de fonctionnement		
	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
	Contributions		
	Autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables liées à l'application du *Régime de pensions du Canada* et de la *Loi sur l'assurance-emploi*	4 393 470 330	–
1b	Dépenses de fonctionnement		
	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
	Contributions		
	Autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables liées à l'application du *Régime de pensions du Canada* et de la *Loi sur l'assurance-emploi*	–	12 457 503
1c	Dépenses de fonctionnement		
	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
	Contributions		
	Autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables liées à l'application du *Régime de pensions du Canada* et de la *Loi sur l'assurance-emploi*	–	122 929 204
5	Dépenses en capital		
	Autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables liées à l'application du *Régime de pensions du Canada* et de la *Loi sur l'assurance-emploi*	121 472 814	–
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**4 514 943 144**	**135 386 707**
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	**–**	**–**

Appendice 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice – *suite*

(en dollars)

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
26		**Santé**		
		Ministère de la Santé		
	1	Dépenses de fonctionnement Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : a) la prestation de services – ou la vente de produits – se rattachant à la santé, au bien-être et aux activités de réglementation; b) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi. Autorisation de contracter, au cours de l'exercice, des engagements à l'égard du présent crédit jusqu'à concurrence d'une somme qui ne peut, à aucun moment pendant l'exercice, dépasser le total des soldes ci-après, disponibles et non grevés : a) le solde des crédits 1, 5 et 10 du ministère pour l'exercice; b) le solde des postes des crédits 1, 5 et 10 du ministère pour l'exercice, figurant dans les prévisions de dépenses alors déposées devant la Chambre des communes; c) le solde des recettes visées à l'alinéa 32(1)d) de la *Loi sur la gestion des finances publiques* du ministère Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la *Loi sur les traitements*, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la *Loi sur le Parlement du Canada*	1 032 415 062	–
	1b	Dépenses de fonctionnement Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : a) la prestation de services – ou la vente de produits – se rattachant à la santé, au bien-être et aux activités de réglementation; b) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi. Autorisation de contracter, au cours de l'exercice, des engagements à l'égard du présent crédit jusqu'à concurrence d'une somme qui ne peut, à aucun moment pendant l'exercice, dépasser le total des soldes ci-après, disponibles et non grevés : a) le solde des crédits 1, 5 et 10 du ministère pour l'exercice; b) le solde des postes des crédits 1, 5 et 10 du ministère pour l'exercice, figurant dans les prévisions de dépenses alors déposées devant la Chambre des communes; c) le solde des recettes visées à l'alinéa 32(1)d) de la *Loi sur la gestion des finances publiques* du ministère Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la *Loi sur les traitements*, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la *Loi sur le Parlement du Canada*	–	208 210 915
	1c	Dépenses de fonctionnement Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : a) la prestation de services – ou la vente de produits – se rattachant à la santé, au bien-être et aux activités de réglementation; b) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi. Autorisation de contracter, au cours de l'exercice, des engagements à l'égard du présent crédit jusqu'à concurrence d'une somme qui ne peut, à aucun moment pendant l'exercice, dépasser le total des soldes ci-après, disponibles et non grevés : a) le solde des crédits 1, 5 et 10 du ministère pour l'exercice; b) le solde des postes des crédits 1, 5 et 10 du ministère pour l'exercice, figurant dans les prévisions de dépenses alors déposées devant la Chambre des communes; c) le solde des recettes visées à l'alinéa 32(1)d) de la *Loi sur la gestion des finances publiques* du ministère		

	Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la *Loi sur les traitements*, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la *Loi sur le Parlement du Canada*	–	2 115 291
5	Dépenses en capital	27 991 054	–
5b	Dépenses en capital	–	957 627
10	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice Contributions, sous forme de paiements en argent ou de fourniture de biens ou de services	2 858 624 470	–
10a	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice Contributions, sous forme de paiements en argent ou de fourniture de biens ou de services	–	2 630 500 000
10b	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice Contributions, sous forme de paiements en argent ou de fourniture de biens ou de services	–	14 548 742
10c	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice Contributions, sous forme de paiements en argent ou de fourniture de biens ou de services	–	1 599 999
	Agence canadienne d'inspection des aliments		
1	Dépenses de fonctionnement Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice Contributions	643 834 807	–
1a	Dépenses de fonctionnement Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice Contributions	–	12 741 849
1b	Dépenses de fonctionnement Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice Contributions	–	19 763 134
1c	Dépenses de fonctionnement Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice Contributions	–	11 200 380
5	Dépenses en capital	47 529 437	–
5a	Dépenses en capital	–	83 314
	Instituts de recherche en santé du Canada		
1	Dépenses de fonctionnement	72 521 635	–
5	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice	1 270 253 442	–
5a	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice	–	5 794 000
5b	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice	–	1
5c	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice	–	1
	Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés		
1	Dépenses du programme	15 740 193	–
	Agence de la santé publique du Canada		
1	Dépenses de fonctionnement Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la vente de produits, de la prestation de services d'inspection et de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi	3 654 335 640	–
1a	Dépenses de fonctionnement Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la vente de produits, de la prestation de services d'inspection et de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi	–	542 000 000
1b	Dépenses de fonctionnement Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la vente de produits, de la prestation de services d'inspection et de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi	–	210 142 218

Appendice 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice – *suite*

(en dollars)

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
	5	Dépenses en capital	41 347 000	–
	5b	Dépenses en capital	–	118 750
	10	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice, le montant prévu pour chaque subvention pouvant être modifié sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor Contributions	461 905 392	–
	10a	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice, le montant prévu pour chaque subvention pouvant être modifié sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor Contributions	–	5 000 000
	10b	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice, le montant prévu pour chaque subvention pouvant être modifié sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor Contributions	–	67 825 956
	10c	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice, le montant prévu pour chaque subvention pouvant être modifié sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor Contributions	–	1
		Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**10 126 498 132**	**3 732 602 178**
		Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	**–**	**–**
27		**Sécurité publique, Institutions démocratiques et Affaires intergouvernementales** [13]		
		Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile		
	1	Dépenses de fonctionnement Dépenses en capital Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent notamment de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la *Loi sur les traitements*, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la *Loi sur le Parlement du Canada*	204 526 475	–
	1b	Dépenses de fonctionnement Dépenses en capital Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent notamment de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la *Loi sur les traitements*, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la *Loi sur le Parlement du Canada*	–	20 901 540
	1c	Dépenses de fonctionnement Dépenses en capital Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent notamment de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi		

	Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la *Loi sur les traitements*, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la *Loi sur le Parlement du Canada*	–	16 418 570
5	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice Contributions	2 421 776 944	–
5b	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice Contributions	–	155 157 532
5c	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice Contributions	–	203 638 708
	Agence des services frontaliers du Canada [12]		
1	Dépenses de fonctionnement Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : a) les droits – liés aux activités à la frontière – perçus pour la prestation d'un service, l'utilisation d'une installation, l'achat d'un produit ou l'exercice d'un droit ou d'un privilège; b) les paiements reçus au titre de contrats conclus par l'Agence	2 307 628 892	–
1b	Dépenses de fonctionnement Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : a) les droits – liés aux activités à la frontière – perçus pour la prestation d'un service, l'utilisation d'une installation, l'achat d'un produit ou l'exercice d'un droit ou d'un privilège; b) les paiements reçus au titre de contrats conclus par l'Agence	–	23 051 792
1c	Dépenses de fonctionnement Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : a) les droits – liés aux activités à la frontière – perçus pour la prestation d'un service, l'utilisation d'une installation, l'achat d'un produit ou l'exercice d'un droit ou d'un privilège; b) les paiements reçus au titre de contrats conclus par l'Agence	–	45 175 498
5	Dépenses en capital	182 507 859	–
5c	Dépenses en capital	–	138 666
	Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes [8]		
1b	Dépenses du programme	–	1 428 839
	Service canadien du renseignement de sécurité		
1	Dépenses du programme	604 300 921	–
1b	Dépenses du programme	–	32 964 572
1c	Dépenses du programme	–	1 130 325
	Commission civile d'examen et de traitement des plaintes relatives à la Gendarmerie royale du Canada		
1	Dépenses du programme	14 133 193	–
	Service correctionnel du Canada		
1	Dépenses de fonctionnement Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice Contributions Autorisation de verser à la Caisse de bienfaisance des détenus les revenus tirés, au cours de l'exercice, des activités des détenus financées par cette caisse Autorisation d'exploiter des cantines dans les établissements fédéraux et de verser les recettes, au cours de l'exercice, à la Caisse de bienfaisance des détenus Paiements, selon les conditions fixées par le gouverneur en conseil : a) aux détenus libérés aux prises avec une incapacité physique résultant de leur participation aux activités normales dans des établissements fédéraux ou pour le compte de tels détenus; b) aux personnes à charge de détenus – libérés ou non – décédés à la suite de leur participation à de telles activités.		

Appendice 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice – *suite*

(en dollars)

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
		Autorisation au ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, de conclure une entente avec le gouvernement de toute province en vue, selon le cas : a) de l'incarcération, dans les établissements de cette province, de personnes condamnées ou transférées dans un pénitencier; b) de l'indemnisation afférente à l'entretien de ces personnes; c) du paiement des frais de construction et d'autres frais connexes de ces établissements.		
		Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi....	2 594 051 090	–
	1b	Dépenses de fonctionnement		
		Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
		Contributions		
		Autorisation de verser à la Caisse de bienfaisance des détenus les revenus tirés, au cours de l'exercice, des activités des détenus financées par cette caisse		
		Autorisation d'exploiter des cantines dans les établissements fédéraux et de verser les recettes, au cours de l'exercice, à la Caisse de bienfaisance des détenus		
		Paiements, selon les conditions fixées par le gouverneur en conseil : a) aux détenus libérés aux prises avec une incapacité physique résultant de leur participation aux activités normales dans des établissements fédéraux ou pour le compte de tels détenus; b) aux personnes à charge de détenus – libérés ou non – décédés à la suite de leur participation à de telles activités.		
		Autorisation au ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, de conclure une entente avec le gouvernement de toute province en vue, selon le cas : a) de l'incarcération, dans les établissements de cette province, de personnes condamnées ou transférées dans un pénitencier; b) de l'indemnisation afférente à l'entretien de ces personnes; c) du paiement des frais de construction et d'autres frais connexes de ces établissements.		
		Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi....	–	278 433 286
	1c	Dépenses de fonctionnement		
		Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
		Contributions		
		Autorisation de verser à la Caisse de bienfaisance des détenus les revenus tirés, au cours de l'exercice, des activités des détenus financées par cette caisse		
		Autorisation d'exploiter des cantines dans les établissements fédéraux et de verser les recettes, au cours de l'exercice, à la Caisse de bienfaisance des détenus		
		Paiements, selon les conditions fixées par le gouverneur en conseil : a) aux détenus libérés aux prises avec une incapacité physique résultant de leur participation aux activités normales dans des établissements fédéraux ou pour le compte de tels détenus; b) aux personnes à charge de détenus – libérés ou non – décédés à la suite de leur participation à de telles activités.		
		Autorisation au ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, de conclure une entente avec le gouvernement de toute province en vue, selon le cas : a) de l'incarcération, dans les établissements de cette province, de personnes condamnées ou transférées dans un pénitencier; b) de l'indemnisation afférente à l'entretien de ces personnes; c) du paiement des frais de construction et d'autres frais connexes de ces établissements.		
		Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi....	–	23 974 123

5	Dépenses en capital, notamment les paiements : a) aux corps dirigeants ou organismes autochtones, au sens de l'article 79 de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*, au titre d'un accord visé à l'article 81 de cette loi et prévoyant la prestation de services correctionnels; b) aux organisations à but non lucratif prenant part aux mesures correctionnelles communautaires, aux provinces et aux municipalités, à titre de contributions pour leurs travaux de construction respectifs	197 572 246	–
5b	Dépenses en capital, notamment les paiements : a) aux corps dirigeants ou organismes autochtones, au sens de l'article 79 de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*, au titre d'un accord visé à l'article 81 de cette loi et prévoyant la prestation de services correctionnels; b) aux organisations à but non lucratif prenant part aux mesures correctionnelles communautaires, aux provinces et aux municipalités, à titre de contributions pour leurs travaux de construction respectifs	–	12 154 826
5c	Dépenses en capital, notamment les paiements : a) aux corps dirigeants ou organismes autochtones, au sens de l'article 79 de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*, au titre d'un accord visé à l'article 81 de cette loi et prévoyant la prestation de services correctionnels; b) aux organisations à but non lucratif prenant part aux mesures correctionnelles communautaires, aux provinces et aux municipalités, à titre de contributions pour leurs travaux de construction respectifs	–	10 595 696
10c	Diminution de 20 000 000 $ à 17 000 000 $ du montant par lequel le total des dépenses effectuées pour le Fonds renouvelable de CORCAN, établi par le crédit 11c de la *Loi de crédits n° 4 pour 1991-1992* (Service correctionnel), modifié par le crédit 16b de la *Loi de crédits n° 4 pour 2001-2002* (Service correctionnel) et le crédit 10a de la *Loi de crédits n° 3 pour 2020-2021* (Service correctionnel du Canada), peut dépasser les recettes de ce fonds	–	1
	Bureau de l'enquêteur correctionnel du Canada		
1	Dépenses du programme	4 957 474	–
1b	Dépenses du programme	–	906 724
	Commission des libérations conditionnelles du Canada		
1	Dépenses du programme Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi	62 909 681	–
	Gendarmerie royale du Canada		
1	Dépenses de fonctionnement Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent notamment de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi	3 109 941 360	–
1a	Dépenses de fonctionnement Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent notamment de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi	–	20 203 377
1b	Dépenses de fonctionnement Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent notamment de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi	–	12 053 828
1c	Dépenses de fonctionnement Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent notamment de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi	–	171 916 340
5	Dépenses en capital	284 004 352	–
5a	Dépenses en capital	–	86 250
5b	Dépenses en capital	–	21 620 991
5c	Dépenses en capital	–	69 910 266
10	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice, le montant prévu pour chaque subvention pouvant être modifié sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor Contributions	201 445 483	–
10a	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice, le montant prévu pour chaque subvention pouvant être modifié sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor Contributions	–	459 295 000
10b	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice, le montant prévu pour chaque subvention pouvant être modifié sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor Contributions	–	80 724 133
10c	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice, le montant prévu pour chaque subvention pouvant être modifié sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor Contributions	–	19 505 000

Appendice 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice – *suite*

(en dollars)

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
		Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada		
	1	Dépenses du programme	5 814 400	–
		Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**12 195 570 370**	**1 681 385 883**
		Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	**–**	**–**
28		**Services aux Autochtones**		
		Ministère des Services aux Autochtones		
	1	Dépenses de fonctionnement Dépenses relatives aux ouvrages, bâtiments et matériel Autorisation d'effectuer des dépenses – recouvrables ou non – relatives aux travaux effectués sur des propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral et aux services fournis à l'égard de celles-ci Autorisation d'affecter des fonds dans le cadre d'activités favorisant le progrès économique des Indiens et des Inuits, relatives au développement de la capacité des Indiens et des Inuits et à l'approvisionnement en matériaux et en matériel Autorisation de vendre de l'électricité, conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil, aux consommateurs qui sont des particuliers vivant dans des centres éloignés lorsque ces derniers n'ont pas accès aux sources alternatives locales d'approvisionnement Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : a) la prestation de services ou la vente de produits se rattachant à la protection de la santé et aux services médicaux; b) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi. Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la *Loi sur les traitements*, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la *Loi sur le Parlement du Canada*	23 462 199 484	–
	1a	Dépenses de fonctionnement Dépenses relatives aux ouvrages, bâtiments et matériel Autorisation d'effectuer des dépenses – recouvrables ou non – relatives aux travaux effectués sur des propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral et aux services fournis à l'égard de celles-ci Autorisation d'affecter des fonds dans le cadre d'activités favorisant le progrès économique des Indiens et des Inuits, relatives au développement de la capacité des Indiens et des Inuits et à l'approvisionnement en matériaux et en matériel Autorisation de vendre de l'électricité, conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil, aux consommateurs qui sont des particuliers vivant dans des centres éloignés lorsque ces derniers n'ont pas accès aux sources alternatives locales d'approvisionnement Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : a) la prestation de services ou la vente de produits se rattachant à la protection de la santé et aux services médicaux; b) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi. Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la *Loi sur les traitements*, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la *Loi sur le Parlement du Canada*	–	3 523 252 938

1b	Dépenses de fonctionnement		
	Dépenses relatives aux ouvrages, bâtiments et matériel		
	Autorisation d'effectuer des dépenses – recouvrables ou non – relatives aux travaux effectués sur des propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral et aux services fournis à l'égard de celles-ci		
	Autorisation d'affecter des fonds dans le cadre d'activités favorisant le progrès économique des Indiens et des Inuits, relatives au développement de la capacité des Indiens et des Inuits et à l'approvisionnement en matériaux et en matériel		
	Autorisation de vendre de l'électricité, conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil, aux consommateurs qui sont des particuliers vivant dans des centres éloignés lorsque ces derniers n'ont pas accès aux sources alternatives locales d'approvisionnement		
	Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit :		
	a) la prestation de services ou la vente de produits se rattachant à la protection de la santé et aux services médicaux;		
	b) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi.		
	Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la *Loi sur les traitements*, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la *Loi sur le Parlement du Canada*	–	399 821 108
1c	Dépenses de fonctionnement		
	Dépenses relatives aux ouvrages, bâtiments et matériel		
	Autorisation d'effectuer des dépenses – recouvrables ou non – relatives aux travaux effectués sur des propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral et aux services fournis à l'égard de celles-ci		
	Autorisation d'affecter des fonds dans le cadre d'activités favorisant le progrès économique des Indiens et des Inuits, relatives au développement de la capacité des Indiens et des Inuits et à l'approvisionnement en matériaux et en matériel		
	Autorisation de vendre de l'électricité, conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil, aux consommateurs qui sont des particuliers vivant dans des centres éloignés lorsque ces derniers n'ont pas accès aux sources alternatives locales d'approvisionnement		
	Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit :		
	a) la prestation de services ou la vente de produits se rattachant à la protection de la santé et aux services médicaux;		
	b) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi.		
	Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la *Loi sur les traitements*, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la *Loi sur le Parlement du Canada*	–	119 764 036
5	Dépenses en capital		
	Dépenses relatives aux bâtiments, ouvrages, terrains et matériel dont la gestion, le contrôle et la propriété peuvent être transférés :		
	a) soit aux gouvernements provinciaux, selon les conditions approuvées par le gouverneur en conseil;		
	b) soit à des bandes indiennes ou à des Indiens, à titre collectif ou particulier, à la discrétion du ministre des Services aux Autochtones.		
	Dépenses relatives aux bâtiments, ouvrages, terrains et matériel engagées à l'égard de propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral		
	Autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables pour des montants ne dépassant pas la part des frais assumés par les gouvernements provinciaux pour des routes et ouvrages connexes	6 102 934	–
5a	Dépenses en capital		
	Dépenses relatives aux bâtiments, ouvrages, terrains et matériel dont la gestion, le contrôle et la propriété peuvent être transférés :		
	a) soit aux gouvernements provinciaux, selon les conditions approuvées par le gouverneur en conseil;		
	b) soit à des bandes indiennes ou à des Indiens, à titre collectif ou particulier, à la discrétion du ministre des Services aux Autochtones.		
	Dépenses relatives aux bâtiments, ouvrages, terrains et matériel engagées à l'égard de propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral		
	Autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables pour des montants ne dépassant pas la part des frais assumés par les gouvernements provinciaux pour des routes et ouvrages connexes	–	160 000
5b	Dépenses en capital		
	Dépenses relatives aux bâtiments, ouvrages, terrains et matériel dont la gestion, le contrôle et la propriété peuvent être transférés :		
	a) soit aux gouvernements provinciaux, selon les conditions approuvées par le gouverneur en conseil;		
	b) soit à des bandes indiennes ou à des Indiens, à titre collectif ou particulier, à la discrétion du ministre des Services aux Autochtones.		

Appendice 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice – *suite*

(en dollars)

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
		Dépenses relatives aux bâtiments, ouvrages, terrains et matériel engagées à l'égard de propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral		
		Autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables pour des montants ne dépassant pas la part des frais assumés par les gouvernements provinciaux pour des routes et ouvrages connexes	–	3 528 588
	10	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
		Contributions, sous forme de paiements en argent ou de fourniture de biens ou de services	15 990 911 482	–
	10a	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
		Contributions, sous forme de paiements en argent ou de fourniture de biens ou de services	–	1 349 597 800
	10b	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
		Contributions, sous forme de paiements en argent ou de fourniture de biens ou de services	–	581 833 069
	10c	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
		Contributions, sous forme de paiements en argent ou de fourniture de biens ou de services	–	1 919 246 153
	15c	Autorisation, pour l'application de l'article 29 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* et conformément au crédit 5 (Affaires indiennes et Nord canadien) de la *Loi n^o^ 3 de 1972 portant affectation de crédits*, de porter de 2 200 000 000 $ à 3 000 000 000 $ le montant des prêts que le ministre des Services aux Autochtones peut garantir selon les conditions approuvées par le gouverneur en conseil	–	1
		Agence fédérale de développement économique pour le Nord de l'Ontario		
	1	Dépenses de fonctionnement		
		Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la *Loi sur les traitements*, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la *Loi sur le Parlement du Canada*	16 267 547	–
	1b	Dépenses de fonctionnement		
		Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la *Loi sur les traitements*, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la *Loi sur le Parlement du Canada*	–	183 922
	5	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
		Contributions	52 733 192	–
	5b	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
		Contributions	–	5 134 230
		Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**39 528 214 639**	**7 902 521 845**
		Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	**–**	**–**
29		**Services publics et Approvisionnement**		
		Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux		
	1	Dépenses de fonctionnement pour la prestation de services de gestion des locaux et de services communs et centraux		
		Autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables liées à l'application du *Régime de pensions du Canada*, de la *Loi sur l'assurance-emploi* et de la *Loi sur l'administration des biens saisis*		
		Autorisation de dépenser les recettes perçues au cours de l'exercice qui proviennent de la prestation de services de gestion des locaux et de services communs et centraux		
		Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent notamment de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi		

	Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la *Loi sur les traitements*, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la *Loi sur le Parlement du Canada*	2 633 766 246	–
1a	Dépenses de fonctionnement pour la prestation de services de gestion des locaux et de services communs et centraux Autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables liées à l'application du *Régime de pensions du Canada*, de la *Loi sur l'assurance-emploi* et de la *Loi sur l'administration des biens saisis* Autorisation de dépenser les recettes perçues au cours de l'exercice qui proviennent de la prestation de services de gestion des locaux et de services communs et centraux Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent notamment de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la *Loi sur les traitements*, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la *Loi sur le Parlement du Canada*	–	391 170 931
1b	Dépenses de fonctionnement pour la prestation de services de gestion des locaux et de services communs et centraux Autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables liées à l'application du *Régime de pensions du Canada*, de la *Loi sur l'assurance-emploi* et de la *Loi sur l'administration des biens saisis* Autorisation de dépenser les recettes perçues au cours de l'exercice qui proviennent de la prestation de services de gestion des locaux et de services communs et centraux Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent notamment de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la *Loi sur les traitements*, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la *Loi sur le Parlement du Canada*	–	63 293 770
1c	Dépenses de fonctionnement pour la prestation de services de gestion des locaux et de services communs et centraux Autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables liées à l'application du *Régime de pensions du Canada*, de la *Loi sur l'assurance-emploi* et de la *Loi sur l'administration des biens saisis* Autorisation de dépenser les recettes perçues au cours de l'exercice qui proviennent de la prestation de services de gestion des locaux et de services communs et centraux Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent notamment de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la *Loi sur les traitements*, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la *Loi sur le Parlement du Canada*	–	36 215 793
5	Dépenses en capital, y compris les dépenses relatives à des ouvrages autres que des biens fédéraux Autorisation d'effectuer des remboursements à des locataires d'immeubles fédéraux ou de biens réels fédéraux relativement à des améliorations à ceux-ci autorisées par le ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux	1 559 955 319	–
5b	Dépenses en capital, y compris les dépenses relatives à des ouvrages autres que des biens fédéraux Autorisation d'effectuer des remboursements à des locataires d'immeubles fédéraux ou de biens réels fédéraux relativement à des améliorations à ceux-ci autorisées par le ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux	–	175 073 435
5c	Dépenses en capital, y compris les dépenses relatives à des ouvrages autres que des biens fédéraux Autorisation d'effectuer des remboursements à des locataires d'immeubles fédéraux ou de biens réels fédéraux relativement à des améliorations à ceux-ci autorisées par le ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux	–	200 000 000
10b	En vertu de l'article 12 de la *Loi sur les fonds renouvelables*, a) le paragraphe 5.5(1) de cette loi est remplacé par ce qui suit : « Le ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux peut engager des dépenses sur le Trésor, au titre des postes prévus aux alinéas 6a) et b) de la *Loi sur le ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux* et au poste des objectifs visés à l'article 6 de la *Loi sur les biens de surplus de la Couronne*. »; b) le paragraphe 5.5(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit : « La somme des dépenses visées au paragraphe (1) ne peut, à aucun moment, dépasser de plus de quarante-cinq millions de dollars la somme des recettes perçues. »	–	1
	Société canadienne des postes		
1	Paiements à la Société à des fins spéciales	22 210 000	–

Appendice 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice – *suite*

(en dollars)

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
		Commission de la capitale nationale		
	1	Paiements à la Commission pour les dépenses de fonctionnement	69 725 156	–
	5	Paiements à la Commission pour les dépenses en capital	25 040 049	–
		Services partagés Canada		
	1	Dépenses de fonctionnement Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice pour la prestation de services de technologie de l'information au titre de la *Loi sur Services partagés Canada*, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de ces services	2 199 108 970	–
	1b	Dépenses de fonctionnement Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice pour la prestation de services de technologie de l'information au titre de la *Loi sur Services partagés Canada*, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de ces services	–	48 527 737
	1c	Dépenses de fonctionnement Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice pour la prestation de services de technologie de l'information au titre de la *Loi sur Services partagés Canada*, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de ces services	–	62 821 171
	5	Dépenses en capital Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses en capital engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de technologie de l'information au titre de la *Loi sur Services partagés Canada*	269 680 471	–
	5b	Dépenses en capital Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses en capital engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de technologie de l'information au titre de la *Loi sur Services partagés Canada*	–	5 992 000
		Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**6 779 486 211**	**983 094 838**
		Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	**–**	**–**
30		**Transports**		
		Ministère des Transports		
	1	Dépenses de fonctionnement Autorisation d'engager des dépenses pour des biens autres que fédéraux dans le cadre de l'exercice d'une compétence en matière d'aéronautique Autorisation de payer des commissions pour le recouvrement de revenus en vertu de la *Loi sur l'aéronautique* Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent notamment de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la *Loi sur les traitements*, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la *Loi sur le Parlement du Canada*	1 019 788 928	–

1b	Dépenses de fonctionnement Autorisation d'engager des dépenses pour des biens autres que fédéraux dans le cadre de l'exercice d'une compétence en matière d'aéronautique Autorisation de payer des commissions pour le recouvrement de revenus en vertu de la *Loi sur l'aéronautique* Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent notamment de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la *Loi sur les traitements*, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la *Loi sur le Parlement du Canada*	–	124 893 005
1c	Dépenses de fonctionnement Autorisation d'engager des dépenses pour des biens autres que fédéraux dans le cadre de l'exercice d'une compétence en matière d'aéronautique Autorisation de payer des commissions pour le recouvrement de revenus en vertu de la *Loi sur l'aéronautique* Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent notamment de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la *Loi sur les traitements*, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la *Loi sur le Parlement du Canada*	–	18 359 503
5	Dépenses en capital	165 973 915	–
5b	Dépenses en capital	–	83 323 314
5c	Dépenses en capital	–	2 156 158
10	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice Contributions	2 178 360 403	–
10b	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice Contributions	–	271 891 744
10c	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice Contributions	–	2 880 000
	Administration canadienne de la sûreté du transport aérien		
1	Paiements à l'Administration pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	561 429 271	–
1a	Paiements à l'Administration pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	–	468 300 000
1b	Paiements à l'Administration pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	–	44 785 772
	Office des transports du Canada		
1	Dépenses du programme	27 756 954	–
1a	Dépenses du programme	–	16 710 766
	Marine Atlantique S.C.C.		
1	Paiements à la société pour les dépenses liées à sa gestion Paiements à la société pour les dépenses en capital Paiements à la société pour les services de transport, y compris les services de transport maritime entre la Nouvelle-Écosse et Terre-Neuve-et-Labrador, et les navires, terminaux et infrastructures connexes	189 617 507	–
1b	Paiements à la société pour les dépenses liées à sa gestion Paiements à la société pour les dépenses en capital Paiements à la société pour les services de transport, y compris les services de transport maritime entre la Nouvelle-Écosse et Terre-Neuve-et-Labrador, et les navires, terminaux et infrastructures connexes	–	21 688 000
	La Société des ponts fédéraux Limitée		
1	Paiements à la Société	7 381 000	–
	VIA HFR - VIA TGF Inc. [14]		
1	Paiements à la société pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	43 670 000	–

Appendice 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice – *fin*

(en dollars)

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
		VIA Rail Canada Inc.		
	1	Paiements à la société pour les dépenses liées à sa gestion Paiements à la société pour les dépenses en capital Paiements à la société en vue de la prestation d'un service ferroviaire au Canada, conformément aux contrats conclus en vertu du sous-alinéa c)(i) du crédit 52d (Transports) de la *Loi nº 1 de 1977 portant affectation de crédits*	1 233 649 830	–
	1b	Paiements à la société pour les dépenses liées à sa gestion Paiements à la société pour les dépenses en capital Paiements à la société en vue de la prestation d'un service ferroviaire au Canada, conformément aux contrats conclus en vertu du sous-alinéa c)(i) du crédit 52d (Transports) de la *Loi nº 1 de 1977 portant affectation de crédits*	–	247 111 189
		Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**5 427 627 808**	**1 302 099 451**
		Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	**–**	**–**
		Total du gouvernement – Budgétaire	**198 150 946 696**	**50 068 764 227**
		Total du gouvernement – Non budgétaire	**227 703 000**	**–**

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).

1 Au cours de l'exercice, l'Agence de développement économique du Pacifique Canada a été transférée du portefeuille ministériel des Affaires mondiales à celui du Conseil privé.

2 Deux nouveaux portefeuilles ministériels, Agence de promotion économique du Canada atlantique et Développement économique des Prairies et du Nord canadien, ont été créés.

3 L'Agence de promotion économique du Canada atlantique a été transférée du portefeuille ministériel de l'Innovation, des Sciences et de l'Industrie à celui de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique.

4 Le Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien a été transféré du portefeuille ministériel de l'Innovation, des Sciences et de l'Industrie à celui du Développement économique des Prairies et du Nord canadien.

5 L'Agence canadienne de développement économique du Nord a été transférée du portefeuille ministériel de l'Innovation, des Sciences et de l'Industrie à celui du Développement économique des Prairies et du Nord canadien.

6 Au cours de l'exercice, le portefeuille ministériel de l'Emploi, Développement de la main-d'œuvre et Inclusion des personnes en situation de handicap est devenu celui de l'Emploi et du Développement de la main-d'œuvre.

7 Au cours de l'exercice, le portefeuille ministériel des Affaires intergouvernementales, de l'Infrastructure et des Collectivités est devenu celui de l'Infrastructure et des Collectivités.

8 Au cours de l'exercice, le Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes a été transféré du portefeuille ministériel de l'Infrastructure et des Collectivités à celui de la Sécurité publique, des Institutions démocratiques et des Affaires intergouvernementales.

9 Au cours de l'exercice, la Commission des débats des chefs a été transférée du portefeuille ministériel de l'Infrastructure et des Collectivités à celui de la Sécurité publique, des Institutions démocratiques et des Affaires intergouvernementales.

10 Au cours de l'exercice, le Bureau du directeur général des élections a été transféré du portefeuille ministériel de l'Infrastructure et des Collectivités à celui de la Sécurité publique, des Institutions démocratiques et des Affaires intergouvernementales.

11 Au cours de l'exercice, le Commissariat aux langues officielles a été transféré du portefeuille ministériel de l'Infrastructure et des Collectivités à celui de la Sécurité publique, des Institutions démocratiques et des Affaires intergouvernementales.

12 Pour cet organisme, les sommes accordées dans l'annexe 2 de la *Loi de crédits* peuvent être imputées à l'exercice en cours et à l'exercice suivant.

13 Au cours de l'exercice, le portefeuille ministériel de la Sécurité publique est devenu celui de la Sécurité publique, des Institutions démocratiques et des Affaires intergouvernementales.

14 VIA HFR - VIA TGF Inc., une filiale détenue à cent pour cent par VIA Rail Canada Inc., a été créée et ajoutée sous le portefeuille ministériel des Transports.

Appendice 2

Autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits [1]

L'appendice 2 fournit le détail des autorisations législatives (budgétaires et non budgétaires) lesquelles ont été accordées au cours de l'exercice par des lois autres que les lois de crédits, par portefeuille ministériel.

(en dollars)

Section	Ministère ou organisme	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
2	**Affaires mondiales**		
	Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement		
	Paiements aux institutions financières internationales – Paiements directs (*Loi d'aide au développement international (institutions financières)*)	241 074 568	–
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	126 898 982	22 123 964
	Paiements en vertu de la *Loi sur la pension spéciale du service diplomatique* (L.R.C. (1985), ch. D-2)	900 000	–
	Ministre des Affaires étrangères – Traitement et allocation pour automobile (*Loi sur les traitements* et *Loi sur le Parlement du Canada*)	94 700	–
	Ministre du Commerce international, de la Promotion des exportations, de la Petite Entreprise et du Développement économique – Traitement et allocation pour automobile (*Loi sur les traitements* et *Loi sur le Parlement du Canada*)	94 700	–
	Ministre du Développement international – Traitement et allocation pour automobile (*Loi sur les traitements* et *Loi sur le Parlement du Canada*)	94 700	–
	Commission mixte internationale (section canadienne)		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	612 212	–
	Agence de développement économique du Pacifique Canada [2]		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2 724 179	–
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**372 494 041**	**22 123 964**
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	**–**	**–**
3	**Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec**		
	Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	5 733 781	233 418
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**5 733 781**	**233 418**
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	**–**	**–**
4	**Agence de promotion économique du Canada atlantique** [3]		
	Agence de promotion économique du Canada atlantique [4]		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	8 967 542	528 797
	Ministre d'État (ministre des Langues officielles et ministre responsable de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique) – Allocation pour automobile (*Loi sur le Parlement du Canada*)	2 000	–
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**8 969 542**	**528 797**
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	**–**	**–**

Appendice 2

Autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits [1] – *suite*

(en dollars)

Section	Ministère ou organisme	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
5	**Agriculture et Agroalimentaire**		
	Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire		
	Paiements de contribution pour le programme Agri-stabilité (*Loi sur la protection du revenu agricole*)	246 408 961	93 249 227
	Paiements de contribution pour le programme Agri-protection (*Loi sur la protection du revenu agricole*)	243 448 000	790 335 000
	Paiements de subvention pour le programme Agri-investissement (*Loi sur la protection du revenu agricole*)	116 764 500	7 698 707
	Paiements relatifs à la *Loi sur les programmes de commercialisation agricole* (L.C. 1997, ch. C-34)	113 300 000	34 247 187
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	58 805 665	24 744 205
	Paiements de contribution pour le programme Agri-investissement (*Loi sur la protection du revenu agricole*)	15 487 500	1 223 951
	Prêts garantis en vertu de la *Loi canadienne sur les prêts agricoles*	13 111 013	–
	Paiements de subvention pour le programme Agri-stabilité (*Loi sur la protection du revenu agricole*)	8 901 419	43 161 911
	Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel (*Loi sur les fonds renouvelables*)	2 018 122	–
	Subventions aux offices établis conformément à la *Loi sur les offices des produits agricoles* (L.R.C. (1985), ch. F-4)	100 000	–
	Ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire – Traitement et allocation pour automobile (*Loi sur les traitements* et *Loi sur le Parlement du Canada*)	94 700	–
	Paiements de subventions pour le Programme de paiements directs pour les producteurs laitiers (*Loi sur la protection du revenu agricole*)	–	300 000 000
	Paiements de contribution pour le programme d'aide en cas de catastrophe agricole – Agri-relance (*Loi sur la protection du revenu agricole*)	–	254 713 335
	Paiements de contribution pour le programme d'assurance des prix du bétail (*Loi sur la protection du revenu agricole*)	–	4 000 000
	Commission canadienne des grains		
	Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains (*Loi de crédits n° 4 pour 1994-1995*)	2 624 231	–
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	731 260	–
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**821 795 371**	**1 553 373 523**
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	**–**	**–**
6	**Anciens Combattants**		
	Ministère des Anciens Combattants		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	46 212 087	4 796 030
	Rajustement des engagements actuariels de l'assurance des anciens combattants (*Loi sur l'assurance des anciens combattants*)	175 000	–
	Ministre des Anciens Combattants et ministre associé de la Défense nationale – Traitement et allocation pour automobile (*Loi sur les traitements* et *Loi sur le Parlement du Canada*)	94 700	–
	Rajustement des engagements actuariels de l'assurance des soldats de retour au pays (*Loi de l'assurance des soldats de retour au pays*)	10 000	–
	Remboursements, en vertu de l'article 15 de la *Loi sur les indemnités de services de guerre*, de redressements de compensation effectués en conformité avec la *Loi sur les terres destinées aux anciens combattants* (L.R.C. (1970), ch. V-4)	10 000	–
	Crédits de réadaptation, en vertu de l'article 8 de la *Loi sur les indemnités de services de guerre* (L.R.C. (1970), ch. W-4)	2 000	–
	Tribunal des anciens combattants (révision et appel)		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 932 525	1 204 414
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**48 436 312**	**6 000 444**
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	**–**	**–**

7	**Bureau du secrétaire du gouverneur général**		
	Bureau du secrétaire du gouverneur général		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2 257 553	–
	Pensions payables en vertu de la *Loi sur le gouverneur général* (L.R.C. (1985), ch. G-9)	969 785	–
	Traitement du gouverneur général (L.R.C. (1985), ch. G-9)	350 355	–
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**3 577 693**	**–**
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	**–**	**–**
8	**Conseil du Trésor**		
	Secrétariat du Conseil du Trésor		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	34 656 544	3 883 671
	Présidente du Conseil du Trésor – Traitement et allocation pour automobile (*Loi sur les traitements* et *Loi sur le Parlement du Canada*)	94 700	–
	École de la fonction publique du Canada		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	9 188 434	–
	Dépense des recettes conformément au paragraphe 18(2) de la *Loi sur l'École de la fonction publique du Canada*	6 723 332	–
	Commissariat au lobbying		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	511 532	61 866
	Commissariat à l'intégrité du secteur public		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	569 592	–
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**51 744 134**	**3 945 537**
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	**–**	**–**
9	**Conseil privé**		
	Bureau du Conseil privé		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	21 906 104	1 427 971
	Premier ministre – Traitement et allocation pour automobile (*Loi sur les traitements* et *Loi sur le Parlement du Canada*)	194 200	–
	Leader du gouvernement à la Chambre des communes – Traitement et allocation pour automobile (*Loi sur les traitements* et *Loi sur le Parlement du Canada*)	94 700	–
	Président du Conseil privé du Roi pour le Canada et ministre de la Protection civile – Traitement et allocation pour automobile (*Loi sur les traitements* et *Loi sur le Parlement du Canada*)	94 700	–
	Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	3 913 678	608 986
	Secrétariat de l'Office de surveillance des activités en matière de sécurité nationale et de renseignement		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 755 229	–
	Bureau du commissaire au renseignement		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	171 353	–
	Agence de développement économique du Pacifique Canada [2]		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	125 785
	Commission de la fonction publique		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	12 255 890	–
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**40 385 854**	**2 162 742**
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	**–**	**–**

Appendice 2

Autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits [1] – *suite*

(en dollars)

Section	Ministère ou organisme	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
10	**Défense nationale**		
	Ministère de la Défense nationale		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés – Membres militaires	1 402 013 774	219 990 213
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	330 464 584	11 127 777
	Versements en vertu de la *Loi sur les prestations de retraite supplémentaires*	550 000	–
	Versements en vertu des parties I à IV de la *Loi sur la continuation de la pension des services de défense* (L.R.C. (1970), ch. D-3)	120 000	–
	Ministre de la Défense nationale – Traitement et allocation pour automobile (*Loi sur les traitements* et *Loi sur le Parlement du Canada*)	94 700	–
	Centre de la sécurité des télécommunications		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	59 150 278	2 372 531
	Comité externe d'examen des griefs militaires		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	654 273	–
	Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	447 144	–
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**1 793 494 753**	**233 490 521**
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	**–**	**–**
11	**Développement économique des Prairies et du Nord canadien** [3]		
	Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien [5]		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	4 625 187	132 600
	Agence canadienne de développement économique du Nord [6]		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2 175 385	114 642
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**6 800 572**	**247 242**
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	**–**	**–**
12	**Emploi et Développement de la main-d'œuvre** [7]		
	Ministère de l'Emploi et du Développement social		
	Versements de la Sécurité de la vieillesse (L.R.C. (1985), ch. O-9)	58 126 000 000	(1 005 000 000)
	Versements du Supplément de revenu garanti (L.R.C. (1985), ch. O-9)	17 779 000 000	(85 000 000)
	Bourses canadiennes aux fins d'études destinées aux étudiants à temps plein et à temps partiel admissibles aux termes de la *Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants*	1 937 859 143	499 201 074
	Paiements liés aux modalités de financement direct accordés en vertu de la *Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants*	1 443 970 740	30 648 045
	Paiements de Subventions canadiennes pour l'épargne-études aux fiduciaires de régimes enregistrés d'épargne-études au nom des bénéficiaires des régimes enregistrés d'épargne-études afin d'encourager les Canadiens à épargner pour les études postsecondaires de leurs enfants (*Loi canadienne sur l'épargne-études*)	1 040 000 000	(10 000 000)
	Versements d'allocations (L.R.C. (1985), ch. O-9)	646 000 000	4 000 000
	Paiements de Subventions canadiennes pour l'épargne-invalidité aux émetteurs de régimes enregistrés d'épargne-invalidité au nom des bénéficiaires du régime enregistré d'épargne-invalidité afin d'encourager la sécurité financière à long terme des personnes handicapées admissibles (*Loi canadienne sur l'épargne-invalidité*)	631 444 065	(171 957 262)

Dépenses des recettes conformément au paragraphe 5.2(2) de la *Loi sur le ministère de l'Emploi et du Développement social*	388 439 850	125 818 612
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	352 942 081	17 186 684
Paiements de Bons canadiens pour l'épargne-invalidité aux émetteurs de régimes enregistrés d'épargne-invalidité au nom des bénéficiaires du régime enregistré d'épargne-invalidité afin d'encourager la sécurité financière à long terme des personnes handicapées admissibles (*Loi canadienne sur l'épargne-invalidité*)	265 962 674	(72 887 482)
Paiements de Bons d'études canadiens aux fiduciaires de régimes enregistrés d'épargne-études au nom des bénéficiaires des régimes enregistrés d'épargne-études afin d'appuyer l'accès à l'éducation postsecondaire des enfants de familles à faible revenu (*Loi canadienne sur l'épargne-études*)	180 000 000	(9 000 000)
Paiements pour la Prestation canadienne de la relance économique en vertu de la *Loi sur les prestations canadiennes de relance économique*	60 488 723	4 661 541
Paiements en vertu du Programme de protection des salariés aux personnes admissibles pour les salaires et les indemnités de vacances, les indemnités de départ et les indemnités de cessation d'emploi qui sont dus par les employeurs en faillite ou mis sous séquestre, de même que les paiements aux syndics et aux séquestres qui fourniront les renseignements nécessaires pour déterminer l'admissibilité (*Loi sur le programme de protection des salariés*)	49 250 000	–
Paiements d'indemnités à des agents de l'État (L.R.C. (1985), ch. G-5) et à des marins marchands (L.R.C. (1985), ch. M-6)	31 444 511	–
Paiements pour la Prestation canadienne de maladie pour la relance économique en vertu de la *Loi sur les prestations canadiennes de relance économique*	17 821 488	474 838
Paiements pour la Prestation canadienne de la relance économique pour proches aidants en vertu de la *Loi sur les prestations canadiennes de relance économique*	15 877 753	14 410 894
Paiements pour la prestation canadienne pour les travailleurs en cas de confinement en vertu de la *Loi sur la prestation canadienne pour les travailleurs en cas de confinement*	15 869 252	(787 009)
Paiements liés aux modalités de financement direct accordés en vertu de la *Loi sur les prêts aux apprentis*	3 811 610	939 894
Prestation universelle pour la garde d'enfants (*Loi sur la prestation universelle pour la garde d'enfants*)	900 000	1 100 000
Paiements d'intérêts et autres obligations aux institutions de crédit en vertu de la *Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants*	347 209	(45 412)
Redressements du passif actuariel de l'assurance de la fonction publique (*Loi sur l'assurance du service civil*)	145 000	–
Ministre de la Famille, des Enfants et du Développement social – Traitement et allocation pour automobile (*Loi sur les traitements* et *Loi sur le Parlement du Canada*)	94 700	–
Ministre de l'Emploi, du Développement de la main-d'œuvre et de l'Inclusion des personnes en situation de handicap – Traitement et allocation pour automobile (*Loi sur les traitements* et *Loi sur le Parlement du Canada*)	94 700	–
Ministre du Travail – Traitement et allocation pour automobile (*Loi sur les traitements* et *Loi sur le Parlement du Canada*)	94 700	–
Ministre d'État (Ministre des Aînés) – Allocation pour automobile (*Loi sur le Parlement du Canada*)	2 000	–
Paiements relatifs aux obligations contractées sous forme de prêts garantis en vertu de la *Loi fédérale sur les prêts aux étudiants*	(1 161 307)	–
(L) Prêts consentis en vertu de la *Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants*	150 440 584	1 255 256 815
(L) Prêts consentis en vertu de la *Loi sur les prêts aux apprentis*	11 079 066	5 007 911
Organisation canadienne d'élaboration de normes d'accessibilité		
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	823 871	–
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail		
Dépenses des recettes conformément à l'alinéa 6(1)g) de la *Loi sur le Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail*	4 500 000	–
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	689 635	–
Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**82 992 712 398**	**(656 235 583)**
Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	**161 519 650**	**1 260 264 726**

13	**Environnement et Changement climatique**		
	Ministère de l'Environnement		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	111 907 568	21 248 746
	Ministre de l'Environnement et du Changement climatique – Traitement et allocation pour automobile (*Loi sur les traitements* et *Loi sur le Parlement du Canada*)	94 700	–
	Distribution des revenus provenant des redevances pour émissions excédentaires versées en vertu du Système de tarification fondé sur le rendement conformément à l'article 188 de la *Loi sur la tarification de la pollution causée par les gaz à effet de serre*	–	152 893 579
	Distribution des revenus provenant de la redevance sur les combustibles conformément à l'article 165 (2) de la *Loi sur la tarification de la pollution causée par les gaz à effet de serre*	–	2 498 900
	Agence canadienne d'évaluation d'impact		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	7 572 008	–
	Agence Parcs Canada		
	Dépenses correspondant aux recettes d'exploitation en vertu de l'article 20 de la *Loi sur l'Agence Parcs Canada*	155 000 000	–
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	63 249 663	2 025 497
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**337 823 939**	**178 666 722**
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	**–**	**–**

Appendice 2

Autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits [1] – *suite*

(en dollars)

Section	Ministère ou organisme	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
14	**Femmes, Égalité des genres et Jeunesse**		
	Ministère des Femmes et de l'Égalité des genres		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	6 260 151	205 130
	Ministre des Femmes et de l'Égalité des genres – Traitement et allocation pour automobile (*Loi sur les traitements* et *Loi sur le Parlement du Canada*)	94 700	–
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**6 354 851**	**205 130**
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	**–**	**–**
15	**Finances**		
	Ministère des Finances		
	Transfert canadien en matière de santé (partie V.1 – *Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces*)	49 420 572 000	–
	Intérêt sur la dette non échue (*Loi sur la gestion des finances publiques*)	32 939 000 000	3 898 000 000
	Péréquation fiscale (partie I – *Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces*)	23 963 000 000	–
	Transfert canadien en matière de programmes sociaux (partie V.1 – *Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces*)	16 416 302 000	–
	Autres frais d'intérêts	4 838 000 000	37 000 000
	Financement des territoires (partie I.1 – *Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces*)	4 834 417 818	–
	Paiements à la Banque d'infrastructures du Canada	2 921 312 000	–
	Paiements à l'Association internationale de développement (*Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes*)	486 916 000	–
	Achat de la monnaie canadienne (*Loi sur la Monnaie royale canadienne*)	84 000 000	(2 000 000)
	Paiements de dettes à des organisations internationales au nom des pays pauvres en vertu du paragraphe 18(1) de la *Loi sur la reprise économique*	51 823 068	–
	Subventions législatives (Lois constitutionnelles de 1867 à 1982, et autres autorisations législatives)	42 639 341	1 946 620
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	15 947 561	728 749
	Vice-première ministre et ministre des Finances – Traitement et allocation pour automobile (*Loi sur les traitements* et *Loi sur le Parlement du Canada*)	94 700	–
	Ministre d'État (ministre du Tourisme et ministre associé des Finances) – Allocation pour automobile (*Loi sur le Parlement du Canada*)	2 000	–
	Recouvrement ayant trait aux allocations aux jeunes (*Loi de 1964 sur la révision des arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces*)	(1 302 720 510)	22 966 860
	Paiements de remplacement au titre des programmes permanents (partie VI – *Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces*)	(5 902 725 000)	106 844 000
	Paiements liés au Transfert canadien en matière de santé (article 24.74 – *Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces*)	–	2 000 000 000
	Stabilisation Fiscale (partie II – *Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces*)	–	576 511 311
	Paiement à Terre-Neuve-et-Labrador lié à l'Entente sur les paiements annuels de ristournes liées au projet Hibernia (article 200 – *Loi n^{o} 1 d'exécution du budget de 2021*)	–	156 850 000
	(L) Paiement pour l'acquisition d'actions du Fonds de croissance du Canada en vertu de la *Loi d'exécution de l'énoncé économique de l'automne 2022*	–	1 390 000 000
	Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	8 398 602	–
	Bureau du vérificateur général		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	13 418 150	–
	Bureau du surintendant des institutions financières		
	Dépense des revenus conformément au paragraphe 17(2) de la *Loi sur le Bureau du surintendant des institutions financières*	293 481 635	–
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**129 123 879 365**	**6 798 847 540**
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	**–**	**1 390 000 000**

16	**Immigration, Réfugiés et Citoyenneté**		
	Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	128 325 471	20 833 818
	Fonds renouvelable de Passeport Canada (*Loi sur les fonds renouvelables* [L.R.C. (1985), ch. R-8])	6 582 537	–
	Ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté – Traitement et allocation pour automobile (*Loi sur les traitements* et *Loi sur le Parlement du Canada*)	94 700	–
	Commission de l'immigration et du statut de réfugié		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	31 617 341	–
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**166 620 049**	**20 833 818**
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	**–**	**–**
17	**Infrastructure et Collectivités** [8]		
	Bureau de l'infrastructure du Canada		
	Contributions relatives au Fonds pour le développement des collectivités du Canada (*Loi sur le soutien de la croissance, de l'économie et de l'emploi au Canada*)	2 367 617 331	–
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	18 770 059	2 913 230
	Ministre de l'Infrastructure et des Collectivités – Traitement et allocation pour automobile (*Loi sur les traitements* et *Loi sur le Parlement du Canada*)	94 700	–
	Ministre du Logement et de la Diversité et de l'Inclusion – Traitement et allocation pour automobile (*Loi sur les traitements* et *Loi sur le Parlement du Canada*)	94 700	–
	Société canadienne d'hypothèques et de logement		
	Paiement unique à titre de prestation pour logement locatif et à l'exécution et au contrôle d'application de la *Loi sur la prestation pour logement locatif*	46 100 000	(24 400 000)
	(L) Avances consenties en vertu de la *Loi nationale sur l'habitation* (L.R.C. (1985), ch. N-11)	(119 838 866)	–
	Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes [9]		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	452 447	–
	Commission des débats des chefs [10]		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	90 389	–
	Bureau du directeur général des élections [11]		
	Dépenses électorales (*Loi électorale du Canada* et *Loi référendaire*)	140 136 372	–
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	13 668 683	–
	Dépenses en vertu de la *Loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales*	954 590	–
	Traitement du directeur général des élections (*Loi électorale du Canada*)	372 200	–
	Commissariat aux langues officielles [12]		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2 371 184	–
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**2 590 722 655**	**(21 486 770)**
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	**(119 838 866)**	**–**
18	**Innovation, Sciences et Industrie**		
	Ministère de l'Industrie		
	Obligations contractées en vertu de la *Loi sur le financement des petites entreprises du Canada* (L.C. 1998, ch. 36)	79 427 567	–
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	77 101 480	93 234
	ICRA pour la Stratégie pancanadienne en matière d'intelligence artificielle (*Loi n° 1 d'exécution du budget de 2017*)	15 312 999	1 080 560
	Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada (*Loi de crédits n° 3 pour 1993-1994*)	11 383 045	21 211 776
	Ministre de l'Innovation, des Sciences et de l'Industrie – Traitement et allocation pour automobile (*Loi sur les traitements* et *Loi sur le Parlement du Canada*)	94 700	–
	Ministre d'État (Développement économique rural) – Allocation pour automobile (*Loi sur le Parlement du Canada*)	2 000	–
	Agence spatiale canadienne		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	12 160 460	108 247

Appendice 2

Autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits [1] – *suite*

(en dollars)

Section	Ministère ou organisme	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
	Commission du droit d'auteur		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	433 636	–
	Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	4 149 495	216 557
	Ministre d'État (Ministre responsable de l'Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario) – Allocation pour automobile (*Loi sur le Parlement du Canada*)	2 000	–
	Conseil national de recherches du Canada		
	Dépense des recettes conformément à l'alinéa 5(1)e) de la *Loi sur le Conseil national de recherches* (L.R.C. (1985), ch. N-15)	182 000 000	–
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	71 579 186	1 758 195
	Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	6 433 554	524 947
	Dépenses des revenus en vertu du paragraphe 4(2) de la *Loi sur le Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie*	203 223	–
	Conseil de recherches en sciences humaines		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	4 969 029	238 259
	Dépenses des revenus en vertu du paragraphe 4(2) de la *Loi sur le Conseil de recherches en sciences humaines*	107 962	–
	Statistique Canada		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	74 895 542	19 843 865
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**540 255 878**	**45 075 640**
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	**–**	**–**
19	**Justice**		
	Ministère de la Justice		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	98 947 546	849 930
	Ministre de la Justice et procureur général du Canada – Traitement et allocation pour automobile (*Loi sur les traitements* et *Loi sur le Parlement du Canada*)	94 700	–
	Service canadien d'appui aux tribunaux administratifs		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	12 401 922	–
	Commission canadienne des droits de la personne		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	4 232 748	–
	Service administratif des tribunaux judiciaires		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	8 783 938	1 071 974
	Commission du droit du Canada		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	187 042	–
	Bureau du commissaire à la magistrature fédérale		
	Traitements, indemnités et pensions des juges, pensions aux conjoints et aux enfants des juges et montants forfaitaires versés aux conjoints des juges qui décèdent pendant leur mandat (L.R.C. (1985), ch. J-1)	719 315 411	–
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 063 473	–

	Bureau du directeur des poursuites pénales		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	22 053 315	–
	Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	5 031 029	429 066
	Registraire de la Cour suprême du Canada		
	Traitements, indemnités et pensions des juges, pensions aux conjoints et aux enfants des juges décédés et montants forfaitaires versés aux conjoints des juges qui décèdent pendant leur mandat (L.R.C. (1985), ch. J-1 et ses modifications)	9 945 548	–
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	3 583 106	–
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**885 639 778**	**2 350 970**
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	**–**	**–**
20	**Parlement**		
	Chambre des communes		
	Députés – Traitements et indemnités des agents supérieurs et des députés de la Chambre des communes en vertu de la *Loi sur le Parlement du Canada*	105 776 343	–
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	47 838 191	3 210 009
	Députés – Contributions au compte d'allocations de retraite des parlementaires et au compte de convention de retraite des parlementaires en vertu de la *Loi sur les allocations de retraite des parlementaires*	20 200 000	–
	Bibliothèque du Parlement		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	6 361 530	798 336
	Bureau du commissaire aux conflits d'intérêts et à l'éthique		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	911 620	–
	Bureau du directeur parlementaire du budget		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	790 563	–
	Bureau du conseiller sénatorial en éthique		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	139 225	–
	Service de protection parlementaire		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	11 729 840	–
	Secrétariat du Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	244 482	–
	Sénat		
	Agents supérieurs du Sénat et sénateurs – Traitements, allocations et autres paiements versés au président du Sénat, aux sénateurs et autres dignitaires du Sénat en vertu de la *Loi sur le Parlement du Canada*; contributions au compte d'allocations de retraite des parlementaires et au compte de convention de retraite des parlementaires (L.R.C. (1985), ch. M-5)	28 321 984	–
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	9 771 775	–
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**232 085 553**	**4 008 345**
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	**–**	**–**
21	**Patrimoine canadien**		
	Ministère du Patrimoine canadien		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	27 119 694	4 137 310
	Traitements des lieutenants-gouverneurs (*Loi sur les salaires*)	1 196 000	–
	Paiements en vertu de la *Loi sur la pension de retraite des lieutenants-gouverneurs* (L.R.C. (1985), ch. L-8)	637 000	–
	Prestations de retraite supplémentaires – lieutenants-gouverneurs précédents (*Loi sur les prestations de retraite supplémentaires*)	182 000	–
	Ministre du Patrimoine canadien – Traitement et allocation pour automobile (*Loi sur les traitements* et *Loi sur le Parlement du Canada*)	94 700	–
	Ministre des Sports et ministre responsable de l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec – Traitement et allocation pour automobile (*Loi sur les traitements* et *Loi sur le Parlement du Canada*)	94 700	–

Appendice 2

Autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits [1] – *suite*

(en dollars)

Section	Ministère ou organisme	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
	Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	9 933 271	–
	Bibliothèque et Archives du Canada		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	15 511 154	–
	Commission des champs de bataille nationaux		
	Dépenses aux termes du paragraphe 29.1(1) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*	2 000 000	–
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	745 230	–
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**57 513 749**	**4 137 310**
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	**–**	**–**
22	**Pêches, Océans et Garde côtière canadienne**		
	Ministère des Pêches et des Océans		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	186 248 386	18 400 225
	Ministre des Pêches, des Océans et de la Garde côtière canadienne – Traitement et allocation pour automobile (*Loi sur les traitements* et *Loi sur le Parlement du Canada*)	94 700	–
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**186 343 086**	**18 400 225**
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	**–**	**–**
23	**Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord**		
	Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	29 534 942	1 624 479
	Subventions aux organismes autochtones identifiés pour recevoir des paiements à l'égard des revendications en vertu des lois sur le règlement des revendications territoriales globales	4 125 988	–
	Paiements d'indemnités aux bénéficiaires des revendications territoriales globales pour des redevances sur les ressources (lois sur le règlement des revendications territoriales globales)	1 865 718	–
	Ministre des Relations Couronne-Autochtones – Traitement et allocation pour automobile (*Loi sur les traitements* et *Loi sur le Parlement du Canada*)	94 700	–
	Ministre des Affaires du Nord – Traitement et allocation pour automobile (*Loi sur les traitements* et *Loi sur le Parlement du Canada*)	94 700	–
	Comité chargé des cas d'invalidité dus au mercure dans les bandes indiennes de Grassy Narrows et d'Islington (*Loi sur le règlement des revendications des bandes indiennes de Grassy Narrows et d'Islington [pollution par le mercure]*)	15 000	–
	Station canadienne de recherche dans l'Extrême-Arctique		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 781 935	68 616
	Dépense des recettes conformément au paragraphe 6(2) de la *Loi sur la Station canadienne de recherche dans l'Extrême-Arctique*	732 099	–
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**38 245 082**	**1 693 095**
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	**–**	**–**

24	**Ressources naturelles**		
	Ministère des Ressources naturelles		
	Paiements au Fonds terre-neuvien des recettes provenant des ressources en hydrocarbures extracôtières (*Loi de mise en œuvre de l'Accord atlantique Canada – Terre-Neuve*)	1 699 445 814	–
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	68 918 420	9 547 954
	Contribution à l'Office Canada – Terre-Neuve-et-Labrador des hydrocarbures extracôtiers (*Loi de mise en œuvre de l'Accord atlantique Canada – Terre-Neuve*)	11 805 000	–
	Contribution à l'Office Canada – Nouvelle-Écosse des hydrocarbures extracôtiers (*Loi de mise en œuvre de l'Accord Canada – Nouvelle-Écosse sur les hydrocarbures extracôtiers*)	2 382 500	–
	Ministre des Ressources naturelles – Traitement et allocation pour automobile (*Loi sur les traitements* et *Loi sur le Parlement du Canada*)	94 700	–
	Régie canadienne de l'énergie		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	11 412 951	–
	Commission canadienne de sûreté nucléaire		
	Dépenses aux termes du paragraphe 21(3) de la *Loi sur la sûreté et la réglementation nucléaires*	101 056 223	–
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	5 545 411	–
	Administration du pipe-line du Nord		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	32 680	–
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**1 900 693 699**	**9 547 954**
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	**–**	**–**
25	**Revenu national**		
	Agence du revenu du Canada		
	Distribution des redevances sur les combustibles (paiement de l'incitatif à agir pour le climat) en vertu de l'article 165 de la *Loi sur la tarification de la pollution causée par les gaz à effet de serre* et de l'article 122.8 de la *Loi de l'impôt sur le revenu*	8 999 000 000	596 000 000
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	585 812 975	3 473 213
	Versements d'allocations spéciales pour enfants (*Loi sur les allocations spéciales pour enfants*)	368 000 000	–
	Dépense des recettes résultant de la poursuite des opérations en vertu de l'article 60 de la *Loi sur l'Agence du revenu du Canada*	357 678 813	–
	Distribution des redevances sur les combustibles (aux provinces et territoires) en vertu de l'article 165 de la *Loi sur la tarification de la pollution causée par les gaz à effet de serre*	49 000 000	–
	Ministre du Revenu national – Traitement et allocation pour automobile (*Loi sur les traitements* et *Loi sur le Parlement du Canada*)	94 700	–
	Distribution des redevances sur les combustibles (aux entreprises agricoles) en vertu de l'article 165 de la *Loi sur la tarification de la pollution causée par les gaz à effet de serre* et de l'article 127.42 de la *Loi de l'impôt sur le revenu*	–	165 000 000
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**10 359 586 488**	**764 473 213**
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	**–**	**–**
26	**Santé**		
	Ministère de la Santé		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	129 543 408	8 577 990
	Dépense des recettes provenant des autres ministères pour lesquels le ministre est responsable, conformément au paragraphe 4.2(4) de la *Loi sur le ministère de la Santé*	51 462 891	–
	Ministre de la Santé – Traitement et allocation pour automobile (*Loi sur les traitements* et *Loi sur le Parlement du Canada*)	94 700	–
	Ministre de la Santé mentale et des Dépendances et ministre associé de la Santé – Traitement et allocation pour automobile (*Loi sur les traitements* et *Loi sur le Parlement du Canada*)	94 700	–
	Paiements pour les prestations dentaires en vertu de la *Loi sur la prestation dentaire*	–	339 100 000

Appendice 2

Autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits [1] – *suite*

(en dollars)

Section	Ministère ou organisme	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
	Agence canadienne d'inspection des aliments		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	85 219 228	6 469 787
	Dépense des recettes conformément à l'article 30 de la *Loi sur l'Agence canadienne d'inspection des aliments*	53 000 000	–
	Paiements d'indemnisation conformes aux exigences prévues par les règlements pris en application de la *Loi sur la santé des animaux* et de la *Loi sur la protection des végétaux* et autorisés en vertu de la *Loi sur l'Agence canadienne d'inspection des aliments* (L.C. 1997, ch. 6)	12 500 000	–
	Instituts de recherche en santé du Canada		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	8 865 704	–
	Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 353 481	–
	Agence de la santé publique du Canada		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	45 772 699	32 131 090
	Dépense des recettes provenant des autres ministères pour lesquels le ministre est responsable, conformément au paragraphe 4.2(4) de la *Loi sur le ministère de la Santé*	13 412 742	–
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**401 319 553**	**386 278 867**
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	**–**	**–**
27	**Sécurité publique, Institutions démocratiques et Affaires intergouvernementales** [13]		
	Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	20 444 116	4 906 357
	Ministre de la Sécurité publique – Traitement et allocation pour automobile (*Loi sur les traitements* et *Loi sur le Parlement du Canada*)	94 700	–
	Agence des services frontaliers du Canada		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	227 731 646	12 411 768
	Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes [9]		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	173 950
	Service canadien du renseignement de sécurité		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	58 483 951	247 123
	Commission civile d'examen et de traitement des plaintes relatives à la Gendarmerie royale du Canada		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 573 860	–

	Service correctionnel du Canada		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	263 268 236	14 039 518
	Fonds renouvelable CORCAN	(1 835 604)	–
	Bureau de l'enquêteur correctionnel du Canada		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	617 131	144 015
	Commission des libérations conditionnelles du Canada		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	7 408 510	–
	Gendarmerie royale du Canada		
	Pensions et autres prestations des employés – Membres de la Gendarmerie royale du Canada	482 695 485	10 309 393
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	83 532 881	8 311 195
	Pensions aux termes de la *Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada* (L.R.C. (1970), ch. R-10)	5 000 000	–
	Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	651 521	–
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**1 149 666 433**	**50 543 319**
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	**–**	**–**
28	**Services aux Autochtones**		
	Ministère des Services aux Autochtones		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	111 685 218	8 194 986
	Contributions relatives au Fonds pour le développement des collectivités du Canada (*Loi sur le soutien de la croissance, de l'économie et de l'emploi au Canada*)	32 382 668	–
	Rentes versées aux Indiens – Paiements en vertu de traités (*Loi sur les Indiens*)	2 100 000	–
	Obligations relatives aux garanties de prêts accordés aux Indiens pour le logement et le développement économique (*Loi sur les Indiens*)	2 000 000	–
	Ministre des Services aux Autochtones – Traitement et allocation pour automobile (*Loi sur les traitements* et *Loi sur le Parlement du Canada*)	94 700	–
	Agence fédérale de développement économique pour le Nord de l'Ontario		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2 032 194	45 527
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**150 294 780**	**8 240 513**
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	**–**	**–**
29	**Services publics et Approvisionnement**		
	Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	130 405 815	79 928 478
	Fonds renouvelable du Bureau de la traduction (*Loi de crédits n° 4 pour 1994-1995*)	8 068 695	–
	Fonds renouvelable des Services immobiliers (*Loi sur les fonds renouvelables*)	3 500 000	30 100 000
	Ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux (ministre des Services publics et de l'Approvisionnement) – Traitement et allocation pour automobile (*Loi sur les traitements* et *Loi sur le Parlement du Canada*)	94 700	–
	Fonds renouvelable des Services optionnels (*Loi sur les fonds renouvelables*)	(185 084)	–
	Services partagés Canada		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	123 179 982	6 508 636
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**265 064 108**	**116 537 114**
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	**–**	**–**

Appendice 2

Autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits [1] – *fin*

(en dollars)

Section	Ministère ou organisme	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
30	**Transports**		
	Ministère des Transports		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	95 178 374	17 496 374
	Paiement de subvention pour l'ouvrage de franchissement du détroit de Northumberland selon la *Loi sur l'ouvrage de franchissement du détroit de Northumberland* (L.C. 1993, ch. 43)	75 617 690	–
	Paiements versés conformément aux ententes de la Voie maritime du Saint-Laurent conclues dans le cadre de la *Loi maritime du Canada* (L.C. 1998, ch. 10)	74 623 000	–
	Versements à la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada à l'égard de l'abolition des péages sur le pont Victoria à Montréal, et pour la réfection de la voie de circulation du pont (crédit 107, *Loi des subsides n° 5 de 1963*, [L.C. 1963, ch. 42])	3 300 000	–
	Ministre des Transports – Traitement et allocation pour automobile (*Loi sur les traitements* et *Loi sur le Parlement du Canada*)	94 700	–
	Office des transports du Canada		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	3 630 850	3 906 792
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**252 444 614**	**21 403 166**
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	**–**	**–**
	Total du gouvernement – Budgétaire	**234 790 698 111**	**9 575 626 776**
	Total du gouvernement – Non budgétaire	**41 680 784**	**2 650 264 726**

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).

[1] Le détail des autorisations législatives non présentées dans les Budgets des dépenses n'est pas inclus dans cet appendice.

[2] Au cours de l'exercice, l'Agence de développement économique du Pacifique Canada a été transférée du portefeuille ministériel des Affaires mondiales à celui du Conseil privé.

[3] Deux nouveaux portefeuilles ministériels, Agence de promotion économique du Canada atlantique et Développement économique des Prairies et du Nord canadien, ont été créés.

[4] L'Agence de promotion économique du Canada atlantique a été transférée du portefeuille ministériel de l'Innovation, des Sciences et de l'Industrie à celui de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique.

[5] Le Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien a été transféré du portefeuille ministériel de l'Innovation, des Sciences et de l'Industrie à celui du Développement économique des Prairies et du Nord canadien.

[6] L'Agence canadienne de développement économique du Nord a été transférée du portefeuille ministériel de l'Innovation, des Sciences et de l'Industrie à celui du Développement économique des Prairies et du Nord canadien.

[7] Au cours de l'exercice, le portefeuille ministériel de l'Emploi, du Développement de la main-d'œuvre et de l'Inclusion des personnes en situation de handicap est devenu celui de l'Emploi et du Développement de la main-d'œuvre.

[8] Au cours de l'exercice, le portefeuille ministériel des Affaires intergouvernementales, de l'Infrastructure et des Collectivités est devenu celui de l'Infrastructure et des Collectivités.

[9] Au cours de l'exercice, le Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes a été transféré du portefeuille ministériel de l'Infrastructure et des Collectivités à celui de la Sécurité publique, des Institutions démocratiques et des Affaires intergouvernementales.

[10] Au cours de l'exercice, la Commission des débats des chefs a été transférée du portefeuille ministériel de l'Infrastructure et des Collectivités à celui de la Sécurité publique, des Institutions démocratiques et des Affaires intergouvernementales.

[11] Au cours de l'exercice, le Bureau du directeur général des élections a été transféré du portefeuille ministériel de l'Infrastructure et des Collectivités à celui de la Sécurité publique, des Institutions démocratiques et des Affaires intergouvernementales.

[12] Au cours de l'exercice, le Commissariat aux langues officielles a été transféré du portefeuille ministériel de l'Infrastructure et des Collectivités à celui de la Sécurité publique, des Institutions démocratiques et des Affaires intergouvernementales.

[13] Au cours de l'exercice, le portefeuille ministériel de la Sécurité publique est devenu celui de la Sécurité publique, des Institutions démocratiques et des Affaires intergouvernementales.

Appendice 3

Autorisations disponibles des exercices antérieurs

L'appendice 3 fournit le détail des autorisations (budgétaires et non budgétaires) disponibles des exercices antérieurs, par portefeuille ministériel. Les autorisations budgétaires reliées à la dépense des produits de la vente de biens excédentaires de l'État sont exclues de cet appendice. Le détail de ces autorisations est présenté à l'appendice 5.

(en dollars)

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Montant
2		**Affaires mondiales**	
		Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement	
	(S)	*Loi de crédits n° 5 pour 2009-2010*	
		Conformément à l'article 24.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, faire grâce d'un montant jusqu'à concurrence de 449 533 044 $ que doit le gouvernement de la République islamique du Pakistan relativement à des ententes de prêt, sous réserve des conditions énoncées dans le protocole d'entente signé le 20 avril 2006 entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de la République islamique du Pakistan	22 187 530
	L11	*Loi n° 1 de 1971 portant affectation de crédits*	
		Le montant de la réserve imputable en tout temps au compte d'avances de fonds de roulement des prêts et avances consentis aux employés en mission à l'étranger ne doit pas dépasser 38 200 000 $, établi par le crédit L12c de la *Loi n° 1 de 1971 portant affectation de crédits*, et modifié par le crédit L11 de la *Loi de crédits n° 3 de 1989-1990* (Net)	16 472 621
	L12	*Loi des subsides n° 2 de 1954*	
		Le montant de la réserve imputable en tout temps au compte d'avances de fonds de roulement relativement aux avances consenties aux employés en mission à l'étranger ne doit pas dépasser 50 000 000 $, établi par le crédit 630 (prêts, placements et avances) de la *Loi des subsides n° 2 de 1954*, et modifié par le crédit L12 de la *Loi de crédits n° 3 de 1989-1990* (Net)	(1 203 496)[1]
	L30	Prêts – *Loi sur l'aide financière internationale*	
		Conformément au paragraphe 3(1) a), sous réserve des règlements, en vue d'appuyer un programme fédéral de prêts souverains, le ministre compétent peut consentir des prêts à des pays étrangers ou à toute personne ou entité	295 500 000
	(S)	(L) *Loi sur l'expansion des exportations*, article 11	
		Paiements représentant la souscription, par le secrétaire d'État aux Affaires extérieures tel qu'approuvé par le ministre des Finances, de capital-actions à la Société en vertu de l'article 11. Le capital autorisé de la Société est de 15 000 000 000 $ (Brut)	1 666 800 000
	(S)	(L) *Loi sur l'expansion des exportations*, autorisation selon les conditions prescrites aux articles 12, 13 et 14;	
		L'article 14 prévoit que le total non remboursé des emprunts de la Société fait en application des articles 12 et 13 ne doit pas dépasser un montant égal à quinze fois le total obtenu en ajoutant : a) au capital payé de la Société, et b) le montant, le cas échéant, de ses bénéfices non répartis, établi selon ses derniers états de comptes pour un exercice financier qui ont été vérifiés par le vérificateur général du Canada (Net)	95 383 300 284
		Corporation commerciale canadienne	
	(S)	(L) *Loi sur la Corporation commerciale canadienne*, article 11	
		Le ministre des Finances doit, à la requête du Ministre, déposer de temps à autre, au crédit de la Corporation, à la Banque du Canada ou dans une banque à charte désignée par le Ministre, un ou plusieurs montants n'excédant pas, dans l'ensemble, 10 000 000 $, versés à même les deniers non attribués du Trésor (Net)	10 000 000
		Exportation et développement Canada (Compte du Canada)	
	(S)	(L) *Loi sur l'expansion des exportations*, article 23	
		Autorisation selon les conditions prescrites à l'article 23, les comptes administrés pour le Canada, la responsabilité au titre de prêts tels que limités par l'article 24 ne doit jamais dépasser 115 000 000 000 $ (Net) (Conformément aux articles 11, 23 et 24 de la *Loi sur l'expansion des exportations*, l'autorisation maximale de 115 000 000 000 $ consiste en des prêts en vue d'appuyer l'expansion des exportations. Au moment où l'autorisation a été accordée, ces prêts étaient comptabilisés sur une base non budgétaire. Le gouvernement a subséquemment modifié ses politiques comptables pour comptabiliser des prêts conditionnels sur une base budgétaire. Donc, cette autorisation est valide pour les opérations budgétaires et non budgétaires. Cependant, puisque cette autorisation consiste en des prêts, elle est démontrée comme étant non budgétaire pour fins de rapport.)	30 164 619 254
		Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**22 187 530**
		Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	**127 535 488 663**

Appendice 3

Autorisations disponibles des exercices antérieurs – *suite*

(en dollars)

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Montant
5		**Agriculture et Agroalimentaire**	
		Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire	
	(S)	*Loi sur les offices des produits agricoles*, article 28 Subventions pour permettre à chaque office de faire face à ses dépenses initiales d'exploitation et à ses frais de premier établissement. L'autorisation maximale en vertu du paragraphe 28(2) de la Loi est de 1 000 000 $ moins l'autorisation employée jusqu'à la fin de l'exercice 1993 à 1994 au montant de 400 000 $	600 000
	(S)	Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel – *Loi sur les fonds renouvelables*, article 2 Pour effectuer des paiements sur le Trésor pour fins de roulement, d'acquisitions d'immobilisations et de financement temporaire des déficits accumulés d'exploitation, le montant total ne peut excéder 2 000 000 $ en aucun temps	9 952 775
		Commission canadienne du lait	
	(S)	(L) *Loi sur la Commission canadienne du lait*, article 16 À la demande de la Commission, le ministre des Finances peut, sur le Trésor et selon les modalités qu'approuve le gouverneur en conseil, consentir des prêts à la Commission en vue de l'exercice de l'un quelconque des pouvoirs de la Commission mentionnés aux alinéas 9(1)a) et b) afin de faire le commerce de tout produit laitier, des paiements aux fins de stabiliser le prix, des recherches sur toute question relative à la production, au traitement ou à la commercialisation, d'aider à encourager la consommation et l'amélioration des produits laitiers et faire tous actes nécessaires ou accessoires aux pouvoirs ou fonctions de la Commission. Le montant total des prêts consentis à quelque moment que ce soit, tel que modifié par le crédit 50a de la *Loi n° 4 de 1975 portant affectation de crédits*, ne doit pas dépasser 500 000 000 $ (Net)	500 000 000
		Commission canadienne des grains	
	(S)	Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains – *Loi de crédits n° 4 pour 1994-1995* Dépenser pour les besoins du Fonds, tous les revenus que ce dernier générera; l'ensemble des dépenses faites pour les besoins du Fonds ne devra jamais dépasser les revenus générés par le Fonds de plus de 2 000 000 $; diminution de l'autorisation en vertu du crédit 36b, *Loi de crédits n° 2 pour 2001-2002*	130 287 107
		Financement agricole Canada	
	(S)	(L) *Loi sur Financement agricole Canada* Paragraphe 11(1). Le ministre des Finances peut, à la demande de la Société et avec l'approbation du gouverneur en conseil, verser à la Société, sur le Trésor, des montants ne dépassant pas au total 2 500 000 000 $, et les montants ainsi versés constituent une partie de son capital (Net)	1 041 667 000
		Paragraphe 12(3). La Société peut, avec l'approbation du ministre des Finances, contracter des emprunts, par quelque moyen que ce soit, et le ministre des Finances, peut, à la demande de la Société, consentir à celle-ci des prêts sur le Trésor, aux conditions agréées par le gouverneur en conseil. Le montant total non remboursé du principal des emprunts contractés par la Société et du principal des prêts visés aux paragraphes (1) et (2) respectivement, qui lui ont été consentis, ne doit jamais dépasser douze fois le capital de la Société (Net)	61 028 736 000
		Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**140 839 882**
		Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	**62 570 403 000**
6		**Anciens Combattants**	
		Ministère des Anciens Combattants	
	(S)	(L) *Loi sur les terres destinées aux anciens combattants* Il peut être avancé, sur le Trésor, les montants nécessaires pour l'application des parties I, II et III, pour la Caisse de la *Loi sur les terres destinées aux anciens combattants*. Le montant imputable en tout temps, tel que modifié par le crédit L55 de la *Loi n° 3 de 1970 portant affectation de crédits*, ne doit pas dépasser 605 000 000 $ (Net)	605 000 000
		Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**–**
		Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	**605 000 000**

8		**Conseil du Trésor**	
		École de la fonction publique du Canada	
	(S)	*Loi sur l'École de la fonction publique du Canada*, paragraphe 18(2)	
		Conformément au paragraphe 18(2) de la *Loi sur l'École de la fonction publique du Canada* et sous réserve des conditions fixées par le Conseil du Trésor, l'École peut, au cours de deux exercices consécutifs, dépenser à ses fins les recettes tirées de ses redevances d'exploitation perçues durant le premier de ceux-ci	7 632 336
		Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**7 632 336**
		Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	–
10		**Défense nationale**	
		Ministère de la Défense nationale	
	L11b	*Loi de crédits n° 4 pour 2001-2002*	
		Pour autoriser, conformément aux conditions approuvées par le Conseil du Trésor, l'exploitation d'un compte d'avance du fonds de roulement de la Défense nationale durant l'exercice financier en cours et les exercices ultérieurs, dans le but de financer des avances temporaires de fonds publics et des comptes d'avances de fonds publics, des avances permanentes, des avances et des prêts autorisés à l'intention des employés affectés à l'étranger et des avances recouvrables autorisées pour établir des mess militaires et des cantines, le montant de la réserve imputable en tout temps tel qu'établi par le crédit L20b de la *Loi n° 1 de 1976 portant affectation de crédits*, et tel que modifié par le crédit L16c, *Loi n° 4 de 1984 portant affectation de crédits*, le crédit L11c de la *Loi de crédits n° 4 pour 1990-1991*, et le crédit L11b, *Loi de crédits n° 4 pour 2001-2002* ne devant pas dépasser 120 000 000 $ (Net)	74 474 414
		Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	–
		Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	**74 474 414**
12		**Emploi et Développement de la main-d'œuvre** [2]	
		Ministère de l'Emploi et du Développement social	
	(S)	*Loi canadienne sur l'épargne-études*, paragraphe 12(4)	
		Le ministre peut, avec l'approbation du ministre des Finances, conclure des accords avec tout gouvernement provincial en vue de l'administration de programmes provinciaux compatibles avec l'objet de la présente loi. Sous réserve des conditions fixées par le Conseil du Trésor, le ministre peut affecter à l'administration des programmes provinciaux visés au paragraphe (1) les sommes perçues pour la prestation des services	892 456
		Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail	
	(S)	Dépenses des recettes conformément au paragraphe 6(1)g) de la *Loi sur le Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail*	7 549 362
		Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**8 441 818**
		Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	–
13		**Environnement et Changement climatique**	
		Agence Parcs Canada	
	(S)	Dépenses correspondant aux recettes d'exploitation en vertu de l'article 20 de la *Loi sur l'Agence Parcs Canada*	94 756 969
		Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**94 756 969**
		Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	–
15		**Finances**	
		Ministère des Finances	
	(S)	*Loi sur l'indemnité aux déposants de certaines institutions financières*, article 16	
		Indemnité aux déposants de la Banque Commerciale du Canada, de la Compagnie de placements hypothécaires CCB et de la Norbanque relativement aux dépôts non assurés. Sont affectés à l'application de la présente loi 875 000 000 $ à prélever sur le Trésor au fur et à mesure des besoins	68 571 831
		Société d'assurance-dépôts du Canada	
	(S)	(L) *Loi sur la Société d'assurance-dépôts du Canada*, paragraphe 10.1	
		À la demande de la Société, le ministre peut lui consentir, aux conditions qu'il fixe, des prêts sur le Trésor	32 000 000 000

Appendice 3

Autorisations disponibles des exercices antérieurs – *suite*

(en dollars)

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Montant
		Bureau du surintendant des institutions financières	
	(S)	*Loi sur le Bureau du surintendant des institutions financières*, articles 16 et 17	
		Le Ministre peut prélever des fonds sur le Trésor pour le paiement des dépenses afférentes aux activités du Bureau. L'autorisation maximale dont le montant ne peut dépasser de plus de 40 000 000 $, le total des cotisations et revenus reçus et autorisés de dépenser lesquelles sont assujetties à l'approbation du Conseil du Trésor	74 466 061
		Monnaie royale canadienne	
	(S)	(L) *Loi sur la Monnaie royale canadienne* : paragraphe 20(1)	
		Dans l'exécution de sa mission, la Monnaie peut procéder, auprès du Trésor ou d'autres sources, à des emprunts d'un montant global maximal de 75 000 000 $ ou d'un montant supérieur fixé par une loi de crédits (Net)	75 000 000
		Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**143 037 892**
		Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	**32 075 000 000**
16		**Immigration, Réfugiés et Citoyenneté**	
		Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration	
	(S)	Fonds renouvelable de Passeport Canada – *Loi sur les fonds renouvelables*, article 4	
		Pour effectuer des paiements sur le Trésor pour fins de fonds de roulement, d'acquisition d'immobilisations et de financement temporaire des déficits accumulés d'exploitation. La somme des dépenses ne peut pas dépasser de plus de 1 $ la somme des recettes perçues	295 499 856
	(S)	(L) *Loi sur l'immigration de 1976*, article 119	
		Le ministre des Finances peut, sur le Trésor, avancer au Ministre les sommes qu'il demande pour faire des prêts aux immigrants et aux catégories de personnes prescrites, en vue de leur permettre d'acquitter les frais d'admissibilité, de transport, ainsi que les frais raisonnables de leur séjour. Le montant total non remboursé, tel que modifié par CT814449 et en vertu de l'article 88 de la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés* ne pourra à aucun moment dépasser 250 000 000 $ (Net)	100 043 385
		Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**295 499 856**
		Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	**100 043 385**
18		**Innovation, Sciences et Industrie**	
		Ministère de l'Industrie	
	(S)	Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada – *Loi de crédits n° 3 pour 1993-1994* (crédit 2b)	
		Pour effectuer des paiements sur le Trésor pour fins de fonds de roulement, d'acquisition d'immobilisations et de financement temporaire des déficits accumulés d'exploitation, diminution de l'autorisation de 15 000 000 $ à 5 000 000 $ en vertu du crédit 2b, *Loi de crédits n° 4 pour 2001-2002*	68 912 109
	L97b	*Loi n° 1 de 1970 portant affectation de crédits*	
		Autorisation de consentir des avances aux bureaux régionaux et aux employés affectés à l'étranger, y compris l'imputation au compte des avances consenties au personnel en service à l'étranger. Le solde du compte ne doit jamais dépasser 1 950 000 $ (Net)	1 950 000
		Agence spatiale canadienne	
	(S)	*Loi sur l'Agence spatiale canadienne*, sous-paragraphe 5(3) h)	
		Dans le cadre de sa mission, l'Agence peut acquérir, par don ou legs, des meubles ou des biens personnels, notamment sous forme d'argent ou de valeurs mobilières, et les employer ou gérer ou en disposer, sous réserve des conditions dont sont assorties ces libéralités	1
		Conseil national de recherches du Canada	
	(S)	*Loi sur le Conseil national de recherches*, alinéa 5(1)e)	
		Montant non dépensé rapporté de l'exercice précédent en vertu de la *Loi sur le Conseil national de recherches*	166 696 778
		Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**235 608 888**
		Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	**1 950 000**

21		**Patrimoine canadien**	
		Office national du film	
	(S)	Fonds renouvelable de l'Office national du film – *Loi sur les fonds renouvelables*, article 12 Pour effectuer des paiements sur le Trésor pour fins de fonds de roulement, de financement temporaire des coûts d'exploitation, d'acquisition d'immobilisations et pour permettre l'enregistrement de l'augmentation de la valeur nette comptable des immobilisations en vertu de cette autorisation, qui prévoit que le montant cumulatif du fonds de roulement admissible et de la valeur nette comptable ne peut excéder 15 000 000 $ en aucun temps. Diminution de l'autorisation en vertu du crédit 86b, *Loi de crédits n° 4 pour 2001-2002*	12 880 020
		Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**12 880 020**
		Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	–
22		**Pêches, Océans et Garde côtière canadienne**	
		Office de commercialisation du poisson d'eau douce	
	L30b	L'Office de commercialisation du poisson d'eau douce a été constitué en vertu de la *Loi sur la commercialisation du poisson d'eau douce, 1968-1969*, afin de réglementer le commerce interprovincial et le commerce d'exportation du poisson d'eau douce et créer l'Office de commercialisation du poisson d'eau douce. Aux fins de permettre à l'Office de poursuivre ses activités en vertu de la présente loi, l'article 16 stipule que le gouverneur en conseil peut autoriser le ministre des Finances, selon les modalités à convenir entre eux : a) à garantir le remboursement de prêts consentis à l'Office par une banque et le paiement de l'intérêt sur ces prêts; et b) à consentir des prêts à l'Office Le crédit L30b, *Loi n° 1 de 1974 portant affectation de crédits* et modifié en 2006. Le total non remboursé des montants ayant été, d'une part, empruntés par l'Office au titre de l'alinéa 7g) et, d'autre part, prêtés par le ministre des Finances en vertu de l'article 16 de la *Loi sur la commercialisation du poisson d'eau douce* ne peut, à aucun moment, dépasser 50 000 000 $ (Net)	50 000 000
		Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	–
		Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	**50 000 000**
23		**Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord**	
		Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord	
	L40	*Loi n° 3 de 1975 portant affectation de crédits* Prêts au gouvernement du Territoire du Yukon pendant l'exercice financier en cours et les exercices ultérieurs, selon les conditions approuvées par le gouverneur en conseil, pour consentir des prêts en deuxième hypothèque aux habitants du territoire pour l'achat ou la construction de maisons au Yukon, aux termes de la *Loi nationale sur l'habitation*. Le solde non déboursé des prêts autorisés est de 320 000 $ (Brut)	305 503
	L55	*Loi des subsides n° 3 de 1953* Pour autoriser et ouvrir un compte spécial permanent reconnu comme le Fonds de prêts aux Inuits duquel des prêts ou placements peuvent être consentis à ou à l'égard de particuliers ou groupes d'Inuit afin de promouvoir les activités commerciales telles qu'établies par le crédit 546 de la *Loi des subsides n° 3 de 1953*. Le montant de la réserve imputable en tout temps, telle que modifiée par le crédit 37b de la *Loi de crédits n° 4 pour 1995-1996*, ne doit pas dépasser 6 633 697 $ (Net)	6 550 860
	L81a	*Loi n° 4 de 1969 portant affectation de crédits* Pour autoriser, à l'égard du présent exercice financier et des exercices ultérieurs, conformément aux modalités et conditions approuvées par le gouverneur en conseil, des prêts destinés à l'établissement ou à l'expansion des petites entreprises du Territoire du Yukon et pour établir un compte spécial connu sous le nom de Compte de prêts aux petites entreprises du Territoire du Yukon : a) auquel tous les emprunts et intérêts payables sur les emprunts contractés en vertu de la présente autorisation seront imputés, et b) auquel seront crédités les remboursements du principal des emprunts et de l'intérêt de ces emprunts. Le montant total exigible en vertu de la présente autorisation ne devant à aucun moment dépasser 5 000 000 $ (Net)	5 000 000
		Station canadienne de recherche dans l'Extrême-Arctique	
	(S)	Dépenses des recettes conformément au paragraphe 6(2) de la *Loi sur la Station canadienne de recherche dans l'Extrême-Arctique*	901 312
		Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**901 312**
		Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	**11 856 363**
24		**Ressources naturelles**	
		Ministère des Ressources naturelles	
	(S)	Fonds renouvelable de Géomatique Canada – *Loi de crédits n° 3 pour 1993-1994* Pour effectuer des paiements sur le Trésor pour fins de fonds de roulement, d'acquisition d'immobilisations et de financement temporaire des déficits accumulés d'exploitation, le montant total ne peut excéder 5 000 000 $ en aucun temps; diminution de l'autorisation en vertu du crédit 3b, *Loi de crédits n° 4 pour 2001-2002*	9 284 211

Appendice 3

Autorisations disponibles des exercices antérieurs – *fin*

(en dollars)

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Montant
		Commission canadienne de sûreté nucléaire	
	(S)	Dépense des recettes conformément à l'article 21(3) de la *Loi sur la sûreté et la règlementation nucléaires*	4 380 509
		Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**13 664 720**
		Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	–
25		**Revenu national**	
		Agence du revenu du Canada	
	1	Dépenses de fonctionnement; la partie non utilisée à la fin d'un exercice des crédits affectés par le Parlement à l'usage de l'Agence, après le rapprochement visé à l'article 37 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, est annulée à la fin de l'exercice suivant en vertu de l'article 60 (1) de la *Loi sur l'Agence du revenu du Canada*	872 369 606
	5	Dépenses en capital; la partie non utilisée à la fin d'un exercice des crédits affectés par le Parlement à l'usage de l'Agence, après le rapprochement visé à l'article 37 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, est annulée à la fin de l'exercice suivant en vertu de l'article 60 (1) de la *Loi sur l'Agence du revenu du Canada*	36 210 341
		Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**908 579 947**
		Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	–
26		**Santé**	
		Agence canadienne d'inspection des aliments	
	(S)	L'Agence peut employer à ses fins les sommes affectées par ses recettes d'exploitation conformément au paragraphe 30 de la *Loi sur l'Agence canadienne d'inspection des aliments*	71 180 713
		Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**71 180 713**
		Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	–
27		**Sécurité publique, Institutions démocratiques et Affaires intergouvernementales** [3]	
		Agence des services frontaliers du Canada	
	1	Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1 (2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, autorisations de dépenser durant l'année en cours les revenus perçus pendant l'exercice qui se rapportent aux activités à la frontière de l'Agence des services frontaliers du Canada : droits pour la prestation d'un service ou pour l'utilisation d'une installation ou pour un produit, droit ou privilège; et paiements reçus en vertu de contrats conclus par l'Agence	96 012 714
	5	Dépenses en capital	51 144 232
		Service correctionnel du Canada	
	(S)	Fonds renouvelable CORCAN – *Loi de crédits n° 4 pour 1991-1992* (crédit 11c) Pour effectuer des paiements sur le Trésor pour fins de roulement, d'acquisitions d'immobilisations et de financement temporaire des déficits accumulés d'exploitation, le montant total ne peut excéder 20 000 000 $ en aucun temps, tel que modifié par le crédit 10a, *Loi de crédits n° 3 pour 2020-2021*	22 531 911
	L14b	*Loi n° 1 de 1969 portant affectation de crédits* Pour étendre la portée du Compte des prêts aux libérés conditionnels, établi par le crédit L103b (Solliciteur général) de la *Loi n° 1 de 1969 portant affectation de crédits* : a) pour autoriser des prêts à des personnes sous surveillance obligatoire; et b) pour porter de 10 000 $ à 50 000 $ le montant de la réserve imputable en tout temps à même ledit compte, telle que modifiée par le crédit L14b, *Loi n° 3 de 1982-83 portant affectation de crédits* (Net)	44 859
		Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**169 688 857**
		Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	**44 859**

28		**Services aux Autochtones**	
		Ministère des Services aux Autochtones	
	(S)	Paiement sur le Trésor en vertu de prêts garantis émis du Compte d'expansion économique des Indiens (limite autorisée 60 000 000 $)	32 490 796
	L20	Prêts et garanties de prêts en vertu du Compte d'expansion économique des Indiens. Tel que modifié par le crédit 7b de la *Loi de crédits n° 4 pour 1996-1997*. Limite de 48 550 835 $ (Net)	48 517 156
		Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**32 490 796**
		Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	**48 517 156**
29		**Services publics et Approvisionnement**	
		Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux	
	(S)	Fonds renouvelable des services optionnels – *Loi sur les fonds renouvelables*, article 8 Pour effectuer des paiements sur le Trésor pour fins de roulement, d'acquisitions d'immobilisations et de financement temporaire des déficits accumulés d'exploitation, le montant total ne peut excéder 35 000 000 $ en aucun temps, tel que modifié par le crédit 6b de la *Loi de crédits n° 4 pour 2001-2002*	38 602 955
	(S)	Fonds renouvelable du Bureau de la traduction – *Loi de crédits n° 4 pour 1994-1995* Engager des dépenses sur le Trésor selon les modalités et conditions approuvées par le Conseil du Trésor, pour la prestation des services de traduction et de services connexes, et autoriser le Ministre à dépenser aux fins du Fonds les revenus reçus à ces fins; la somme des dépenses effectuées pour les objectifs du Fonds ne doit en aucun temps dépasser 10 000 000 $ les revenus reçus en fonction des objectifs du Fonds; diminution de l'autorisation en vertu du crédit 12b, *Loi de crédits n° 4 pour 2001-2002*; radier un montant de 13 606 000 $ représentant les pertes d'exploitation subies durant la période de transition de trois ans vers l'autosuffisance tel que modifié par le crédit 22b de la *Loi de crédits n° 4 pour 1995-1996*	31 340 153
	(S)	Fonds renouvelable des Services immobiliers – *Loi sur les fonds renouvelables*, article 5 Pour effectuer des paiements sur le Trésor pour fins de fonds de roulement, le montant total ne peut excéder 150 000 000 $ en aucun temps	266 910 028
	(S)	Fonds renouvelable de la production de défense – *Loi sur la production de défense*, article 15 Pour effectuer des paiements sur le Trésor dans le but de financer l'accumulation de stocks de fournitures de défense ou de matériel stratégique et permettre des paiements anticipés au titre de livraison de fournitures, le montant total ne pouvant excéder en aucun temps 100 000 000 $ moins les prêts et avances du Compte de prêts de la production de défense	100 000 000
	L10	*Loi de crédits n° 4 pour 2018-2019* Élargir les fins du crédit L29g (Finances) de la *Loi des subsides n° 2 de 1967* : a) remplacer les mots « des avances permanentes de voyage, des avances pour dépenses imprévues et des comptes de petite caisse ainsi que telles autres avances comptables » suivant immédiatement « ministères et organismes » par les mots suivants : « des caisses d'avances fixes, des avances à justifier et des avances recouvrables »; et b) accroître de 36 000 000 $ à 50 000 000 $ le montant qui peut être dû à n'importe quel moment aux fins du présent crédit (Net)	16 864 283
	(S)	(L) *Loi sur l'administration des biens saisis de 1993*, article 12, paragraphes 1, 2, 3 et 4. Limite 50 000 000 $ (Net)	80 669 039
		Société canadienne des postes	
	(S)	(L) *Loi sur la Société canadienne des postes*, articles 28, 29 et 30 Sur demande de la Société approuvée par le Ministre, le ministre des Finances peut, aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil, consentir des prêts à la Société sur le Trésor. Le principal global des prêts consentis à la Société mais non remboursés ne doit pas dépasser 500 000 000 $ (Net)	500 000 000
		Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**436 853 136**
		Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	**597 533 322**
		Total du gouvernement – Budgétaire	**2 594 244 672**
		Total du gouvernement – Non budgétaire	**223 670 311 162**

(S) Autorisation législative.
(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).

[1] Crédit 630 de la *Loi des subsides nº 2 de 1954*, modifié par le crédit L12 de la *Loi de crédits nº 3 de 1989-1990*. Les avances de fonds de roulement relativement aux avances consenties aux missions à l'étranger ne doivent pas dépasser 50 000 000 $, et ce, en tout temps. En 2022-2023, le ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement a dépassé sa limite d'autorisation de 1 203 496 $ en raison d'une série de facteurs, notamment l'inflation et les besoins accrus de financement.

[2] Au cours de l'exercice, le portefeuille ministériel de l'Emploi, du Développement de la main-d'œuvre et de l'Inclusion des personnes en situation de handicap est devenu celui de l'Emploi et du Développement de la main-d'œuvre.

[3] Au cours de l'exercice, le portefeuille ministériel de la Sécurité publique est devenu celui de la Sécurité publique, des Institutions démocratiques et des Affaires intergouvernementales.

Appendice 4

Autorisations permanentes accordées/abrogées au cours de l'exercice

L'appendice 4 fournit les libellés complets de la plupart des autorisations (budgétaires et non budgétaires) permanentes qui ont été accordées/abrogées au cours de l'exercice, par portefeuille ministériel. Les autorisations budgétaires permanentes reliées à la dépense des produits de la vente de biens excédentaires de l'État sont exclues de cet appendice. Le détail de ces autorisations est présenté à l'appendice 5.

(en dollars)

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Montant [1]
8		**Conseil du Trésor**	
		École de la fonction publique du Canada	
	(S)	Dépense des recettes conformément au paragraphe 18(2) de la *Loi sur l'École de la fonction publique du Canada*	4 903 263
		Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**4 903 263**
13		**Environnement et Changement climatique**	
		Agence Parcs Canada	
	(S)	Dépenses qui équivalent aux revenus résultant de la poursuite des opérations en vertu de l'article 20 de la *Loi sur l'Agence Parcs Canada*	68 397 909
		Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**68 397 909**
15		**Finances**	
		Société d'assurance-dépôts du Canada	
	(S)	(L) Prêts en vertu de la *Loi sur la Société d'assurance-dépôts du Canada*, paragraphe 10.1	
		Augmentation de la limite à 35 000 000 000 $ (Net)	3 000 000 000
		Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	**3 000 000 000**
16		**Immigration, Réfugiés et Citoyenneté**	
		Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration	
	(S)	(L) Prêts aux immigrants et aux réfugiés en vertu du paragraphe 88 (1) de la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés*	
		Augmentation de la limite à 300 000 000 $ (Net)	50 000 000
		Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	**50 000 000**
18		**Innovation, Sciences et Industrie**	
		Conseil national de recherches du Canada	
	(S)	Dépense des recettes conformément à l'alinéa 5(1) e) de la *Loi sur le Conseil national de recherches*	170 540 158
		Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**170 540 158**
23		**Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord**	
		Station canadienne de recherche dans l'Extrême-Arctique	
	(S)	Dépenses des recettes conformément au paragraphe 6(2) de la *Loi sur la Station canadienne de recherche dans l'Extrême-Arctique*	385 442
		Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**385 442**

25		**Revenu national**	
		Agence du revenu du Canada	
	1	Dépenses de fonctionnement, contributions et dépenses recouvrables au titre du *Régime de pensions du Canada* (loi) et de la *Loi sur l'assurance-emploi*; les crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2024, peuvent être imputés à l'exercice suivant se terminant le 31 mars	509 935 135
	5	Dépenses en capital et dépenses recouvrables au titre du *Régime de pensions du Canada* (loi) et de la *Loi sur l'assurance-emploi*; les crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2024, peuvent être imputés à l'exercice suivant se terminant le 31 mars	52 606 835
		Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**562 541 970**
27		**Sécurité publique, Institutions démocratiques et Affaires intergouvernementales**	
		Agence des services frontaliers du Canada	
	1	Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) a) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, autorisation de dépenser durant l'exercice en cours les recettes perçues pendant l'exercice qui se rapportent aux activités à la frontière de l'Agence des services frontaliers du Canada : droits pour la prestation d'un service ou pour l'utilisation d'une installation ou pour un produit, droit ou privilège; et paiements reçus en vertu de contrats conclus par l'Agence; les crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2024, peuvent être imputés à l'exercice suivant se terminant le 31 mars	120 757 036
	5	Dépenses en capital; les crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2024, peuvent être imputés à l'exercice suivant se terminant le 31 mars	37 865 948
		Service correctionnel du Canada	
	(S)	Fonds renouvelable CORCAN (*Loi de crédits n^{o} 4 de 1991-1992*)	
		Diminution de l'autorisation de prélèvement	(3 000 000)
		Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**155 622 984**
29		**Services publics et Approvisionnement**	
		Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux	
	(S)	Fonds renouvelable des Services optionnels (*Loi sur les fonds renouvelables*)	
		Augmentation de l'autorisation de prélèvement	10 000 000
		Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**10 000 000**
		Total du gouvernement – Budgétaire	**972 391 726**
		Total du gouvernement – Non budgétaire	**3 050 000 000**

(S) Autorisation législative.
(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).
[1] Ne comprend pas la plupart des redressements dus aux taux de change.

Appendice 5

Autorisations relatives à la dépense des produits de la vente de biens excédentaires de l'État

L'appendice 5 fournit le détail, par portefeuille ministériel, de la provenance et de l'utilisation des autorisations reliées à la dépense des produits de la vente de biens excédentaires de l'État.

En vertu des articles 13(2) et 14 de la *Loi sur les biens de surplus de la Couronne*, les ministères tels que définis à l'annexe 2 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* (excluant la Chambre des communes, le Sénat, la Bibliothèque du Parlement, le Bureau du commissaire aux conflits d'intérêts et à l'éthique, le Bureau du directeur parlementaire du budget, le Bureau du conseiller sénatorial en éthique et le Service de protection parlementaire) ont le pouvoir d'établir une autorisation de dépenser égale aux produits reçus de la vente de biens excédentaires de l'État. Les produits reçus dans un exercice et qui n'ont pas été dépensés au cours de cet exercice sont reportés à l'exercice ultérieur, pour emploi dans cet exercice seulement.

(en dollars)

		Provenance des autorisations			Utilisation des autorisations		
Section	Ministère ou organisme	Disponibles de l'exercice précédent	Produits reçus dans l'exercice courant	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans l'exercice ultérieur
2	**Affaires mondiales**						
	Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement	2 108 358	1 577 693	3 686 051	2 108 358	–	1 577 693
	Total du portefeuille ministériel	**2 108 358**	**1 577 693**	**3 686 051**	**2 108 358**	**–**	**1 577 693**
3	**Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec**	**35 045**	**–**	**35 045**	**–**	**35 045**	**–**
4	**Agence de promotion économique du Canada atlantique**	**49 405**	**39 859**	**89 264**	**–**	**49 405**	**39 859**
5	**Agriculture et Agroalimentaire**						
	Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire	6 500 867	7 518 066	14 018 933	7 394 778	–	6 624 155
	Commission canadienne des grains	–	14 383	14 383	14 383	–	–
	Total du portefeuille ministériel	**6 500 867**	**7 532 449**	**14 033 316**	**7 409 161**	**–**	**6 624 155**
6	**Anciens Combattants**						
	Ministère des Anciens Combattants	–	11 023	11 023	11 023	–	–
	Total du portefeuille ministériel	**–**	**11 023**	**11 023**	**11 023**	**–**	**–**
8	**Conseil du Trésor**						
	Secrétariat du Conseil du Trésor	14 843	–	14 843	–	14 843	–
	École de la fonction publique du Canada	1 960	5 960	7 920	1 960	–	5 960
	Total du portefeuille ministériel	**16 803**	**5 960**	**22 763**	**1 960**	**14 843**	**5 960**
9	**Conseil privé**						
	Bureau du Conseil privé	14 360	2 410	16 770	14 360	–	2 410
	Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports	2 285	14 993	17 278	2 286	–	14 992
	Commission de la fonction publique	–	908	908	908	–	–
	Total du portefeuille ministériel	**16 645**	**18 311**	**34 956**	**17 554**	**–**	**17 402**

10	**Défense nationale**						
	Ministère de la Défense nationale	16 205 120	11 663 843	27 868 963	16 717 779	–	11 151 184
	Centre de la sécurité des télécommunications	22 058	24 051	46 109	22 058	–	24 051
	Comité externe d'examen des griefs militaires	–	1 144	1 144	1 144	–	–
	Total du portefeuille ministériel	**16 227 178**	**11 689 038**	**27 916 216**	**16 740 981**	**–**	**11 175 235**
11	**Développement économique des Prairies et du Nord canadien**						
	Agence canadienne de développement économique du Nord	177	6	183	–	177	6
	Total du portefeuille ministériel	**177**	**6**	**183**	**–**	**177**	**6**
12	**Emploi et Développement de la main-d'œuvre**						
	Ministère de l'Emploi et du Développement social	78 291	82 598	160 889	76 585	1 706	82 598
	Total du portefeuille ministériel	**78 291**	**82 598**	**160 889**	**76 585**	**1 706**	**82 598**
13	**Environnement et Changement climatique**						
	Ministère de l'Environnement	1 106 782	1 533 089	2 639 871	1 334 477	–	1 305 394
	Total du portefeuille ministériel	**1 106 782**	**1 533 089**	**2 639 871**	**1 334 477**	**–**	**1 305 394**
14	**Femmes, Égalité des genres et Jeunesse**						
	Ministère des Femmes et de l'Égalité des genres	89	461	550	550	–	–
	Total du portefeuille ministériel	**89**	**461**	**550**	**550**	**–**	**–**
15	**Finances**						
	Ministère des Finances	290	472	762	–	290	472
	Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada	748	–	748	–	748	–
	Bureau du vérificateur général	2 670	50 161	52 831	2 670	–	50 161
	Bureau du surintendant des institutions financières	–	1 633	1 633	1 633	–	–
	Total du portefeuille ministériel	**3 708**	**52 266**	**55 974**	**4 303**	**1 038**	**50 633**
16	**Immigration, Réfugiés et Citoyenneté**						
	Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration	2 762	40 340	43 102	42 565	–	537
	Commission de l'immigration et du statut de réfugié	–	40 297	40 297	1 237	–	39 060
	Total du portefeuille ministériel	**2 762**	**80 637**	**83 399**	**43 802**	**–**	**39 597**
17	**Infrastructure et Collectivités**						
	Bureau de l'infrastructure du Canada	–	34 809	34 809	–	–	34 809
	Commissariat aux langues officielles	587	(587)	–	–	–	–
	Total du portefeuille ministériel	**587**	**34 222**	**34 809**	**–**	**–**	**34 809**

Appendice 5

Autorisations relatives à la dépense des produits de la vente de biens excédentaires de l'État – *fin*

(en dollars)

		Provenance des autorisations			Utilisation des autorisations		
Section	Ministère ou organisme	Disponibles de l'exercice précédent	Produits reçus dans l'exercice courant	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans l'exercice ultérieur
18	**Innovation, Sciences et Industrie**						
	Ministère de l'Industrie	71 879	97 384	169 263	39 057	32 822	97 384
	Agence spatiale canadienne	–	66 907	66 907	40 680	–	26 227
	Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario	48	22 528	22 576	–	48	22 528
	Conseil national de recherches du Canada	281 423	197 219	478 642	281 423	–	197 219
	Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	369	215	584	–	369	215
	Statistique Canada	–	32 837	32 837	32 837	–	–
	Total du portefeuille ministériel	**353 719**	**417 090**	**770 809**	**393 997**	**33 239**	**343 573**
19	**Justice**						
	Ministère de la Justice	925	1 547	2 472	925	–	1 547
	Service canadien d'appui aux tribunaux administratifs	36	454	490	–	36	454
	Commission canadienne des droits de la personne	–	905	905	99	–	806
	Service administratif des tribunaux judiciaires	159	14 612	14 771	159	–	14 612
	Bureau du directeur des poursuites pénales	–	1 974	1 974	111	–	1 863
	Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada	1 723	89	1 812	1 522	201	89
	Registraire de la Cour suprême du Canada	22 072	13 088	35 160	35 155	–	5
	Total du portefeuille ministériel	**24 915**	**32 669**	**57 584**	**37 971**	**237**	**19 376**
21	**Patrimoine canadien**						
	Ministère du Patrimoine canadien	14 032	11 450	25 482	13 683	349	11 450
	Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	–	49 875	49 875	–	–	49 875
	Bibliothèque et Archives du Canada	2 573	3 970	6 543	2 573	–	3 970
	Commission des champs de bataille nationaux	–	54 925	54 925	54 925	–	–
	Total du portefeuille ministériel	**16 605**	**120 220**	**136 825**	**71 181**	**349**	**65 295**
22	**Pêches, Océans et Garde côtière canadienne**						
	Ministère des Pêches et des Océans	3 265 291	2 063 077	5 328 368	3 291 310	–	2 037 058
	Total du portefeuille ministériel	**3 265 291**	**2 063 077**	**5 328 368**	**3 291 310**	**–**	**2 037 058**
23	**Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord**						
	Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord	–	12 370	12 370	–	–	12 370
	Total du portefeuille ministériel	**–**	**12 370**	**12 370**	**–**	**–**	**12 370**
24	**Ressources naturelles**						
	Ministère des Ressources naturelles	68 108	249 826	317 934	192 143	–	125 791
	Régie canadienne de l'énergie	199	412	611	–	199	412
	Commission canadienne de sûreté nucléaire	3 720	24 949	28 669	–	3 720	24 949
	Total du portefeuille ministériel	**72 027**	**275 187**	**347 214**	**192 143**	**3 919**	**151 152**

25	**Revenu national**						
	Agence du revenu du Canada	–	128 881	128 881	128 881	–	–
	Total du portefeuille ministériel	**–**	**128 881**	**128 881**	**128 881**	**–**	**–**
26	**Santé**						
	Ministère de la Santé	218 840	162 406	381 246	268 840	–	112 406
	Agence canadienne d'inspection des aliments	26 726	569 645	596 371	596 371	–	–
	Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés	231	23	254	254	–	–
	Agence de la santé publique du Canada	786 265	3 902 381	4 688 646	408 501	377 764	3 902 381
	Total du portefeuille ministériel	**1 032 062**	**4 634 455**	**5 666 517**	**1 273 966**	**377 764**	**4 014 787**
27	**Sécurité publique, Institutions démocratiques et Affaires intergouvernementales**						
	Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile	6 755	17 776	24 531	–	6 755	17 776
	Agence des services frontaliers du Canada	499 398	1 047 402	1 546 800	1 047 918	–	498 882
	Service canadien du renseignement de sécurité	232 653	947 103	1 179 756	234 824	–	944 932
	Service correctionnel du Canada	2 319 261	2 085 692	4 404 953	4 264 440	–	140 513
	Bureau du directeur général des élections	–	2 248	2 248	2 248	–	–
	Commissariat aux langues officielles	–	587	587	–	587	–
	Commission des libérations conditionnelles du Canada	24 065	587	24 652	24 652	–	–
	Gendarmerie royale du Canada	395 889	763 388	1 159 277	405 161	–	754 116
	Total du portefeuille ministériel	**3 478 021**	**4 864 783**	**8 342 804**	**5 979 243**	**7 342**	**2 356 219**
28	**Services aux Autochtones**						
	Ministère des Services aux Autochtones	385 201	885 356	1 270 557	825 669	–	444 888
	Agence fédérale de développement économique pour le Nord de l'Ontario	1 260	–	1 260	–	1 260	–
	Total du portefeuille ministériel	**386 461**	**885 356**	**1 271 817**	**825 669**	**1 260**	**444 888**
29	**Services publics et Approvisionnement**						
	Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux	140 072	829 189	969 261	75 516	64 556	829 189
	Services partagés Canada	–	36 264	36 264	36 264	–	–
	Total du portefeuille ministériel	**140 072**	**865 453**	**1 005 525**	**111 780**	**64 556**	**829 189**
30	**Transports**						
	Ministère des Transports	3 816 030	6 739 556	10 555 586	3 816 030	–	6 739 556
	Office des transports du Canada	–	69	69	69	–	–
	Total du portefeuille ministériel	**3 816 030**	**6 739 625**	**10 555 655**	**3 816 099**	**–**	**6 739 556**
	Total du gouvernement	**38 731 900**	**43 696 778**	**82 428 678**	**43 870 994**	**590 880**	**37 966 804**

Note: Si aucun montant n'est présenté, soit qu'il est inférieur à 500 $ ou aucun revenu n'a été rapporté.

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

Section 2

Comptes publics du Canada
2023-2024

Affaires mondiales

Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement

Corporation commerciale canadienne

Exportation et développement Canada (Compte du Canada)

Centre de recherches pour le développement international

Commission mixte internationale (section canadienne)

Investir au Canada

Table des matières

Page

Description des responsabilités essentielles 134
Sommaire du portefeuille ministériel 136
Détail budgétaire par affectation 141
Responsabilités essentielles 143
Paiements de transfert 144
Détail des montants disponibles pour être dépensés 149
Revenus 149

Description des responsabilités essentielles

Services internes

Les Services internes comprennent les groupes d'activités et de ressources connexes que le gouvernement fédéral considère comme étant des services à l'appui de programmes ou nécessaires pour permettre à une organisation de s'acquitter de ses obligations générales. Les Services internes désignent les activités et ressources des dix services distincts qui soutiennent l'exécution des programmes au sein de l'organisation, peu importe le modèle de prestation des Services internes utilisé. Ces services sont : Services de gestion des acquisitions, Services de communication, Services de gestion financière, Services de gestion des ressources humaines, Services de gestion de l'information, Services de technologie de l'information, Services juridiques, Services de gestion du matériel, Services de gestion et de surveillance, Services de gestion des biens immobiliers.

Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement

Programmation en matière de développement, de paix et de sécurité

La programmation d'Affaires mondiales Canada contribue à réduire la pauvreté et à offrir de meilleures possibilités aux peuples de la terre, en plus d'alléger la souffrance dans les crises humanitaires et de favoriser la paix et la sécurité et, ce faisant, contribuent à l'avancement des Objectifs de développement durable.

Soutien à la présence du Canada à l'étranger

Affaires mondiales Canada gère et assure la prestation des ressources, de l'infrastructure et des services permettant la présence du Canada à l'étranger, y compris par l'entremise d'ambassades, de hauts-commissariats et de consulats.

Diplomatie et défense des intérêts à l'échelle internationale

Affaires mondiales Canada fait valoir les intérêts et les valeurs du Canada grâce à l'élaboration de politiques, la diplomatie, la défense des intérêts et une mobilisation efficace.

Commerce et investissements

Affaires mondiales Canada appuie l'augmentation des investissements et du commerce de manière plus diversifiée afin de relever le niveau de vie pour l'ensemble des Canadiens et pour permettre aux entreprises canadiennes de prospérer à l'étranger et de créer des débouchés économiques.

Aide aux Canadiens à l'étranger

Affaires mondiales Canada offre au moment opportun des services consulaires adéquats aux Canadiens à l'étranger, ce qui contribue à assurer leur sécurité.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Corporation commerciale canadienne

Contribuer à l'expansion du commerce extérieur du Canada en aidant les exportateurs canadiens à accéder aux marchés étrangers et les acheteurs étrangers à se procurer des marchandises au Canada.

Exportation et développement Canada (Compte du Canada)

Toutes les opérations portées au Compte du Canada doivent respecter le mandat d'Exportation et développement Canada, qui consiste à soutenir et à développer, directement ou indirectement, le commerce extérieur du Canada ainsi que la capacité du pays d'y participer et de profiter des débouchés offerts sur le marché international. En recourant au Compte du Canada, le gouvernement du Canada peut appuyer des opérations qui dépassent la capacité financière ou la capacité de risque d'Exportation et développement Canada au titre du Compte de la Société, mais qui sont considérées comme servant l'intérêt national.

Centre de recherches pour le développement international

Le Centre de recherches pour le développement international aide les pays en développement à trouver des solutions à des problèmes qu'ils jugent cruciaux pour les habitants de leurs communautés. Pour remplir cette mission, le Centre de recherches pour le développement international investit dans le savoir, l'innovation et des solutions qui, ensemble, impulseront la recherche pour le développement et l'aideront à avoir un impact de taille. Il y parvient en aidant des chefs de file dans la sphère publique et dans le milieu de la recherche et des affaires des pays en développement, en renforçant les sociétés et en tissant des liens importants pour le Canada.

Commission mixte internationale (section canadienne)

Gestion des ressources communes en eau

La Commission mixte internationale se fonde sur des recherches scientifiques pour aider les gouvernements du Canada et des États-Unis à éviter et à résoudre les conflits liés aux ressources communes en eau, en servant le bien commun à titre de conseiller indépendant et objectif en vertu du Traité des eaux limitrophes. La Commission se prononce aussi sur les demandes d'approbation et la gestion des projets qui peuvent avoir une incidence sur les niveaux et les débits des eaux limitrophes et transfrontalières. Elle peut également, sur demande, surveiller la qualité de l'eau et fournir des conseils à cet égard.

Gestion de la qualité de l'eau des Grands Lacs

En vertu de l'Accord relatif à la qualité de l'eau dans les Grands Lacs, la Commission a la responsabilité clé d'évaluer les progrès réalisés par les gouvernements en vue de rétablir et de conserver l'intégrité chimique, physique et biologique des eaux du bassin des Grands Lacs que se partagent le Canada et les États-Unis. En vertu de cet Accord, la Commission a aussi le mandat de fournir à ces gouvernements des conseils et des recommandations sur les enjeux actuels et émergents liés à la qualité de l'eau des Grands Lacs.

Investir au Canada

Attirer de l'investissement direct étranger

Diriger les efforts déployés par le gouvernement du Canada pour attirer de l'investissement direct étranger en faisant du Canada une destination de choix pour les investisseurs étrangers et en offrant des services visant à faciliter la prise de décision des investisseurs d'élargir leurs activités en sol canadien.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Sommaire du portefeuille ministériel

(en dollars)

		Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
Crédit	Description	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement									
1	Dépenses de fonctionnement	–	1 960 768 061	–	–	1 960 768 061				
1b	Dépenses de fonctionnement	–	–	79 219 044	–	79 219 044				
1c	Dépenses de fonctionnement	–	–	115 087 858	–	115 087 858				
	Virement du :									
	crédit 1 (Agence canadienne d'inspection des aliments)	–	–	–	309 522	309 522				
	crédit 1 (Service canadien du renseignement de sécurité)	–	–	–	3 230 511	3 230 511				
	crédit 1 (Centre de la sécurité des télécommunications)	–	–	–	1 315 108	1 315 108				
	crédit 1 (Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire)	–	–	–	167 256	167 256				
	crédit 1 (Ministère du Patrimoine canadien)	–	–	–	120 000	120 000				
	crédit 1 (Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration)	–	–	–	7 677 073	7 677 073				
	crédit 1 (Ministère de la Défense nationale)	–	–	–	2 200 364	2 200 364				
	crédit 1 (Ministère des Ressources naturelles)	–	–	–	160 000	160 000				
	crédit 1 (Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile)	–	–	–	500 000	500 000				
	crédit 1 (Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux)	–	–	–	221 307	221 307				
	crédit 1 (Gendarmerie royale du Canada)	–	–	–	590 046	590 046				
	crédit 1 (Secrétariat du Conseil du Trésor)	–	–	–	25 000	25 000				
	crédit 10	–	–	–	9 715 693	9 715 693				
	CT, crédit 10[1]	–	–	–	280 480	280 480				
	CT, crédit 15[1]	–	–	–	95 622 785	95 622 785				
	CT, crédit 25[1]	–	–	–	51 136 681	51 136 681				
	CT, crédit 30[1]	–	–	–	23 640 357	23 640 357				
	Virement au :									
	crédit 1 (Agence des services frontaliers du Canada)	–	–	–	(4 522)	(4 522)				
	crédit 1 (Service canadien du renseignement de sécurité)	–	–	–	(266 268)	(266 268)				
	crédit 1 (Ministère de l'Industrie)	–	–	–	(56 152)	(56 152)				
	crédit 1 (Société du Centre national des Arts)	–	–	–	(2 000 000)	(2 000 000)				
	crédit 1 (Secrétariat du Conseil du Trésor)	–	–	–	(45 000)	(45 000)				
	crédit 5	–	–	–	(5 593 694)	(5 593 694)				
	crédit 10	–	–	–	(950 000)	(950 000)				
	crédit 10 (Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord)	–	–	–	(1 035 000)	(1 035 000)				
	crédit 10 (Ministère des Services aux Autochtones)	–	–	–	(60 000)	(60 000)				
	Total – Crédit 1	–	1 960 768 061	194 306 902	186 901 547	2 341 976 510	2 200 746 255	141 230 255	–	2 040 832 493

5	Dépenses en capital	–	197 425 761	–	–	197 425 761				
5b	Dépenses en capital	–	–	1 961 170	–	1 961 170				
5c	Dépenses en capital	–	–	11 729 170	–	11 729 170				
	Virement du :									
	crédit 1	–	–	–	5 593 694	5 593 694				
	crédit 10	–	–	–	15 000 000	15 000 000				
	CT, crédit 15[1]	–	–	–	330 670	330 670				
	CT, crédit 35[1]	–	–	–	14 922 493	14 922 493				
	Total – Crédit 5	–	197 425 761	13 690 340	35 846 857	246 962 958	143 995 844	102 967 114	–	117 230 329
10	Subventions et contributions	–	4 946 749 600	–	–	4 946 749 600				
10b	Subventions et contributions	–	–	721 839 340	–	721 839 340				
10c	Subventions et contributions	–	–	45 531 285	–	45 531 285				
	Virement du :									
	crédit 1	–	–	–	950 000	950 000				
	crédit 1 (Centre de la sécurité des télécommunications)	–	–	–	2 700 636	2 700 636				
	crédit 1 (Ministère de l'Emploi et du Développement social)	–	–	–	500 000	500 000				
	Virement au :									
	crédit 1	–	–	–	(9 715 693)	(9 715 693)				
	crédit 1 (Centre de recherches pour le développement international)	–	–	–	(6 000 000)	(6 000 000)				
	crédit 5	–	–	–	(15 000 000)	(15 000 000)				
	crédit 5 (Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec)	–	–	–	(350 000)	(350 000)				
	crédit 10 (Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration)	–	–	–	(1 500 000)	(1 500 000)				
	crédit 10 (Ministère des Ressources naturelles)	–	–	–	(2 500 000)	(2 500 000)				
	crédit 10 (Ministère de l'Environnement)	–	–	–	(6 000 000)	(6 000 000)				
	crédit 10 (Conseil national de recherches du Canada)	–	–	–	(524 260)	(524 260)				
	Total – Crédit 10	–	4 946 749 600	767 370 625	(37 439 317)	5 676 680 908	5 578 000 268	98 680 640	–	6 412 400 808
15	Paiements au titre des programmes de pension, d'assurance et de sécurité sociale ou d'autres ententes pour les employés recrutés sur place à l'extérieur du Canada, ou au titre de l'administration de ces programmes ou conventions	–	102 536 000	–	–	102 536 000				
15c	Paiements au titre des programmes de pension, d'assurance et de sécurité sociale ou d'autres ententes pour les employés recrutés sur place à l'extérieur du Canada, ou au titre de l'administration de ces programmes ou conventions	–	–	5 246 011	–	5 246 011				
	Total – Crédit 15	–	102 536 000	5 246 011	–	107 782 011	106 629 725	1 152 286	–	89 017 454
20	Conformément au paragraphe 12(2) de la *Loi d'aide au développement international (institutions financières)*, paiements aux institutions financières internationales – Paiements directs	–	1	–	–	1	–	1	–	–
(S)	Conformément à l'article 24.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, faire grâce d'un montant jusqu'à concurrence de 449 533 044 $ que doit le gouvernement de la République islamique du Pakistan relativement à des ententes de prêt, sous réserve des conditions énoncées dans le protocole d'entente signé le 20 avril 2006 entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de la République islamique du Pakistan	22 187 530	–	–	–	22 187 530	–	–	22 187 530	–

Sommaire du portefeuille ministériel – *suite*

(en dollars)

		Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
Crédit	Description	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	126 898 982	22 123 964	8 417 476	157 440 422	157 440 422	–	–	135 862 436
(S)	Ministre des Affaires étrangères – Traitement et allocation pour automobile (*Loi sur les traitements* et *Loi sur le Parlement du Canada*)	–	94 700	–	100	94 800	94 800	–	–	92 400
(S)	Ministre du Commerce international, de la Promotion des exportations, de la Petite Entreprise et du Développement économique – Traitement et allocation pour automobile (*Loi sur les traitements* et *Loi sur le Parlement du Canada*)	–	94 700	–	100	94 800	94 800	–	–	92 400
(S)	Ministre du Développement international – Traitement et allocation pour automobile (*Loi sur les traitements* et *Loi sur le Parlement du Canada*)	–	94 700	–	100	94 800	94 800	–	–	92 400
(S)	Paiements aux institutions financières internationales – Paiements directs (*Loi d'aide au développement international (institutions financières)*)	–	241 074 568	–	(845 753)	240 228 815	240 228 815	–	–	337 566 994
(S)	Paiements en vertu de la *Loi sur la pension spéciale du service diplomatique* (L.R.C. (1985) ch. D-2)	–	900 000	–	(216 585)	683 415	683 415	–	–	408 546
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	2 108 358	–	–	1 577 693	3 686 051	2 108 358	–	1 577 693	1 621 845
(S)	Remboursements de montants portés aux revenus d'exercices antérieurs	–	–	–	1 239	1 239	1 239	–	–	1 155
(S)	Pertes sur opérations de change	–	–	–	27 960 558	27 960 558	27 960 558	–	–	118 984 367
	Total budgétaire	24 295 888	7 576 637 073	1 002 737 842	222 204 015	8 825 874 818	8 458 079 299	344 030 296	23 765 223	9 254 203 627
L11	Avances de fonds de roulement relativement aux prêts et avances consentis aux employés en mission à l'étranger selon le crédit L12c de la *Loi nº 1 de 1971 portant affectation de crédits*. Limite 38 200 000 $ (Net)	16 472 621	–	–	–	16 472 621	169 515	–	16 303 106	(207 692)
L12	Avances de fonds de roulement relativement aux avances consenties aux missions à l'étranger selon le crédit 630 de la *Loi des subsides nº 2 de 1954*, modifié par le crédit L12 de la *Loi de crédits nº 3 de 1989-1990*. Limite 50 000 000 $ (Net)	(1 203 496)	–	–	–	(1 203 496)	814 278	–	(2 017 774)[2]	3 433 672
L30	Prêts – *Loi sur l'aide financière internationale*	295 500 000	201 000 000	–	(295 500 000)	201 000 000	201 000 000	–	–	120 000 000
(S)	(L) Paiements pour souscription de capital-actions de la Société en vertu de la *Loi sur le développement des exportations*, article 11. Limite 15 000 000 000 $ (Brut)	1 666 800 000	–	–	–	1 666 800 000	–	–	1 666 800 000	–
(S)	(L) Emprunt de la Société en vertu des articles 12, 13 et 14 de la *Loi sur le développement des exportations*, limité par du capital payé et des bénéfices non répartis (Net)	95 383 300 284	–	–	–	95 383 300 284	–	–	95 383 300 284	–
	Crédits non requis pour l'exercice en cours	–	–	–	–	–	–	–	–	141 704 503
	Total non budgétaire	97 360 869 409	201 000 000	–	(295 500 000)	97 266 369 409	201 983 793	–	97 064 385 616	264 930 483
	Total du ministère – Budgétaire	**24 295 888**	**7 576 637 073**	**1 002 737 842**	**222 204 015**	**8 825 874 818**	**8 458 079 299**	**344 030 296**	**23 765 223**	**9 254 203 627**
	Total du ministère – Non budgétaire	**97 360 869 409**	**201 000 000**	**–**	**(295 500 000)**	**97 266 369 409**	**201 983 793**	**–**	**97 064 385 616**	**264 930 483**

	Corporation commerciale canadienne									
1	Paiements à la Corporation	–	13 000 000	–	–	13 000 000				
	Virement du CT, crédit 15[1]	–	–	–	962 379	962 379				
	Total – Crédit 1	–	13 000 000	–	962 379	13 962 379	13 962 379	–	–	13 000 000
(S)	(L) Versements à la Corporation en vertu de la *Loi sur la Corporation commerciale canadienne*, article 11. Limite 10 000 000 $ (Net)	10 000 000	–	–	–	10 000 000	–	–	10 000 000	–
	Total de l'organisme – Budgétaire	**–**	**13 000 000**	**–**	**962 379**	**13 962 379**	**13 962 379**	**–**	**–**	**13 000 000**
	Total de l'organisme – Non budgétaire	**10 000 000**	**–**	**–**	**–**	**10 000 000**	**–**	**–**	**10 000 000**	**–**
	Exportation et développement Canada (Compte du Canada)									
(S)	Frais administratifs	–	–	–	216 047 025	216 047 025	216 047 025	–	–	252 879 933
(S)	Renonciation de prêts non budgétaires en vertu de l'article 23(6) de la *Loi sur le développement des exportations*	–	–	–	10 306 700 332	10 306 700 332	10 306 700 332	–	–	1 353 550 947
	Total budgétaire	–	–	–	10 522 747 357	10 522 747 357	10 522 747 357	–	–	1 606 430 880
(S)	(L) L'autorisation maximale de 115 000 000 000 $ en vertu de l'article 24 de la *Loi sur le développement des exportations* relatif aux prêts effectués conformément à l'article 23	30 164 619 254	–	–	27 881 488 995	58 046 108 249	(30 533 989 683)	–	88 580 097 932	20 207 694 925
	Total de l'organisme – Budgétaire	**–**	**–**	**–**	**10 522 747 357**	**10 522 747 357**	**10 522 747 357**	**–**	**–**	**1 606 430 880**
	Total de l'organisme – Non budgétaire	**30 164 619 254**	**–**	**–**	**27 881 488 995**	**58 046 108 249**	**(30 533 989 683)**	**–**	**88 580 097 932**	**20 207 694 925**
	Centre de recherches pour le développement international									
1	Paiements au Centre	–	152 798 272	–	–	152 798 272				
	Virement du :									
	crédit 5 (Instituts de recherche en santé du Canada)	–	–	–	210 604	210 604				
	crédit 10 (Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement)	–	–	–	6 000 000	6 000 000				
	CT, crédit 15[1]	–	–	–	5 596 765	5 596 765				
	Total de l'organisme – Budgétaire	**–**	**152 798 272**	**–**	**11 807 369**	**164 605 641**	**164 605 641**	**–**	**–**	**159 036 540**
	Commission mixte internationale (section canadienne)									
1	Dépenses du programme	–	8 659 481	–	–	8 659 481				
1b	Dépenses du programme	–	–	836 000	–	836 000				
	Virement du :									
	CT, crédit 15[1]	–	–	–	395 499	395 499				
	CT, crédit 25[1]	–	–	–	412 191	412 191				
	CT, crédit 30[1]	–	–	–	147 350	147 350				
	Total – Crédit 1	–	8 659 481	836 000	955 040	10 450 521	8 537 225	1 913 296	–	8 322 564
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	612 212	–	42 600	654 812	654 812	–	–	630 634
	Total de l'organisme – Budgétaire	**–**	**9 271 693**	**836 000**	**997 640**	**11 105 333**	**9 192 037**	**1 913 296**	**–**	**8 953 198**
	Investir au Canada									
1	Dépenses du programme	–	33 986 146	–	–	33 986 146				
	Virement du CT, crédit 25[1]	–	–	–	1 680 578	1 680 578				
	Total de l'organisme – Budgétaire	**–**	**33 986 146**	**–**	**1 680 578**	**35 666 724**	**34 271 743**	**1 394 981**	**–**	**33 024 123**

Sommaire du portefeuille ministériel – *fin*

(en dollars)

		Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
Crédit	Description	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Agence de développement économique du Pacifique Canada [3]									
1	Dépenses de fonctionnement	–	30 346 092	–	–	30 346 092				
1a	Dépenses de fonctionnement	–	–	794 500	–	794 500				
	Reclassé sous Conseil privé (crédit 1) aux fins de présentation	–	–	–	(31 140 592)	(31 140 592)				
	Total – Crédit 1	–	30 346 092	794 500	(31 140 592)	–	–	–	–	–
5	Subventions et contributions	–	143 003 919	–	–	143 003 919				
5a	Subventions et contributions	–	–	18 830 223	–	18 830 223				
	Reclassé sous Conseil privé (crédit 5) aux fins de présentation	–	–	–	(161 834 142)	(161 834 142)				
	Total – Crédit 5	–	143 003 919	18 830 223	(161 834 142)	–	–	–	–	–
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	2 724 179	–	(2 724 179)	–	–	–	–	–
	Total de l'organisme – Budgétaire	**–**	**176 074 190**	**19 624 723**	**(195 698 913)**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**24 295 888**	**7 961 767 374**	**1 023 198 565**	**10 564 700 425**	**19 573 962 252**	**19 202 858 456**	**347 338 573**	**23 765 223**	**11 074 648 368**[3]
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	**127 535 488 663**	**201 000 000**	**–**	**27 585 988 995**	**155 322 477 658**	**(30 332 005 890)**	**–**	**185 654 483 548**	**20 472 625 408**

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).

[1] Conseil du Trésor, crédit 10 – Initiatives pangouvernementales.
Conseil du Trésor, crédit 15 – Rajustements à la rémunération
Conseil du Trésor, crédit 25 – Report du budget de fonctionnement.
Conseil du Trésor, crédit 30 – Besoins en matière de rémunération.
Conseil du Trésor, crédit 35 – Report du budget des dépenses en capital.

[2] *Loi des subsides n° 2 de 1954*, crédit 630, modifié par le crédit L12 de la *Loi de crédits n° 3 de 1989-1990*. L'avance de fonds de roulement relativement aux avances consenties aux missions à l'étranger ne doit pas dépasser 50 000 000 $ en tout temps. Au cours de l'exercice financier, Affaires mondiales Canada a dépassé sa limite d'autorisation de 2 017 774 $ en raison d'une série de facteurs, notamment l'inflation et l'augmentation des besoins de financement.

[3] Les décrets C.P. 2023-0763 et 2023-0764 ont nommé le président du Conseil privé du Roi pour le Canada à titre de ministre responsable de l'Agence de développement économique du Pacifique Canada, à compter du 26 juillet 2023. Avant ce transfert, l'Agence était sous la responsabilité du ministre du Développement international et des dépenses non législatives d'environ 17 345 333 $ ont été approuvées par le ministre du Développement international. Les dépenses de l'exercice précédent ont été redressées de 222 083 047 $.

Détail budgétaire par affectation

(en dollars)

Description	Affectations	Dépenses	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement				
Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement				
Budget de fonctionnement	1 758 163 385	1 671 888 842	86 274 543	–
Participants au règlement des différends	609 134	450 197	158 937	–
Mécanisme de décaissement rapide de fonds du compte de crises	250 000	250 000	–	–
Enveloppe de l'aide internationale	395 559 491	395 559 491	–	–
Bois d'œuvre résineux	21 004 905	18 718 439	2 286 466	–
Devoir de diligence à l'égard des missions canadiennes à l'étranger	168 544 038	168 544 038	–	–
Solutions innovatrices Canada	1 300 000	375 795	924 205	–
Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés	265 869	201 871	63 998	–
Affectations bloquées				
Report	21 170 027	–	21 170 027	–
Transfert/réaffectation	6 375 401	–	6 375 401	–
Réduction	27 602 000	–	27 602 000	–
Autre	3 637 260	–	3 637 260	–
Revenus affectés aux dépenses	(62 505 000)	(55 242 418)	(7 262 582)	–
	2 341 976 510	*2 200 746 255*	*141 230 255*	–
Crédit 5 – Dépenses en capital				
Budget en capital	107 003 783	82 896 188	24 107 595	–
Devoir de diligence à l'égard des missions canadiennes à l'étranger	61 099 656	61 099 656	–	–
Affectations bloquées				
Report	76 354 026	–	76 354 026	–
Transfert/réaffectation	2 505 493	–	2 505 493	–
	246 962 958	*143 995 844*	*102 967 114*	–
Crédit 10 – Subventions et contributions				
Subventions et contributions	509 981 179	477 208 811	32 772 368	–
Mécanisme de décaissement rapide de fonds du compte de crises	224 750 000	224 750 000	–	–
Enveloppe de l'aide internationale	4 883 239 733	4 876 041 457	7 198 276	–
Affectations bloquées				
Report	58 709 996	–	58 709 996	–
	5 676 680 908	*5 578 000 268*	*98 680 640*	–
Crédit 15 – Paiements au titre des programmes de pension, d'assurance et de sécurité sociale ou d'autres ententes pour les employés recrutés sur place à l'extérieur du Canada, ou au titre de l'administration de ces programmes ou conventions				
Autre autorisation	106 899 486	106 629 725	269 761	–
Affectations bloquées				
Autre	882 525	–	882 525	–
	107 782 011	*106 629 725*	*1 152 286*	–
Crédit 20 – Conformément au paragraphe 12(2) de la *Loi d'aide au développement international (institutions financières)*, paiements aux institutions financières internationales – Paiements directs				
Autre autorisation	*1*	–	*1*	–

Détail budgétaire par affectation – *fin*

(en dollars)

Description	Affectations	Dépenses	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs
Montants législatifs	452 472 430	428 707 207	–	23 765 223
	8 825 874 818	8 458 079 299	344 030 296	23 765 223
Corporation commerciale canadienne				
Crédit 1 – Paiements à la Société d'État				
Paiements à la Société d'État	13 962 379	13 962 379	–	–
Exportation et développement Canada (Compte du Canada)				
Montants législatifs	10 522 747 357	10 522 747 357	–	–
Centre de recherches pour le développement international				
Crédit 1 – Paiements au Centre				
Paiements à la Société d'État	164 605 641	164 605 641	–	–
Commission mixte internationale (section canadienne)				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement	10 450 521	8 537 225	1 913 296	–
Montants législatifs	654 812	654 812	–	–
	11 105 333	9 192 037	1 913 296	–
Investir au Canada				
Crédit 1– Dépenses du programme				
Dépenses de fonctionnement	35 298 724	34 271 743	1 026 981	–
Affectations bloquées				
Réduction	368 000	–	368 000	–
	35 666 724	34 271 743	1 394 981	–
Total du portefeuille ministériel	**19 573 962 252**	**19 202 858 456**	**347 338 573**	**23 765 223**

Responsabilités essentielles

(en dollars)

Description	Budgétaire										Non budgétaire	
	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Total budgétaire			
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement												
Programmation en matière de développement, de paix et de sécurité	238 482 518	190 229 369	5 924 753	5 247 492	5 221 261 044	5 173 295 530	–	–	5 465 668 315	5 368 772 391	201 000 000	201 000 000
Soutien à la présence du Canada à l'étranger	1 224 920 167	1 186 603 440	191 544 442	95 495 072	–	–	56 925 000	53 063 003	1 359 539 609	1 229 035 509	15 269 125	–
Diplomatie et défense des intérêts à l'échelle internationale	462 676 411	421 522 298	4 369 103	3 351 302	620 914 550	581 795 170	–	–	1 087 960 064	1 006 668 770	–	–
Commerce et investissements	320 959 037	309 327 122	8 480 550	7 865 614	74 750 351	63 154 605	2 000 000	91 500	402 189 938	380 255 841	97 050 100 284	–
Aide aux Canadiens à l'étranger	88 767 805	86 854 246	1 159 150	614 678	–	–	2 400 000	1 491 626	87 526 955	85 977 298	–	–
Services internes	388 001 562	355 860 678	35 484 960	31 421 686	683 415	683 415	1 180 000	596 289	422 989 937	387 369 490	–	983 793
Total partiel	2 723 807 500	2 550 397 153	246 962 958	143 995 844	5 917 609 360	5 818 928 720	62 505 000	55 242 418	8 825 874 818	8 458 079 299	97 266 369 409	201 983 793
Revenus affectés aux dépenses	(62 505 000)	(55 242 418)	–	–	–	–	(62 505 000)	(55 242 418)	–	–	–	–
Total du ministère	**2 661 302 500**	**2 495 154 735**	**246 962 958**	**143 995 844**	**5 917 609 360**	**5 818 928 720**	**–**	**–**	**8 825 874 818**	**8 458 079 299**	**97 266 369 409**	**201 983 793**
Corporation commerciale canadienne	**13 962 379**	**13 962 379**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**13 962 379**	**13 962 379**	**10 000 000**	**–**
Exportation et développement Canada (Compte du Canada)	**10 522 747 357**	**10 522 747 357**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**10 522 747 357**	**10 522 747 357**	**58 046 108 249**	**(30 533 989 683)**
Centre de recherches pour le développement international	**164 605 641**	**164 605 641**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**164 605 641**	**164 605 641**	**–**	**–**
Commission mixte internationale (section canadienne)												
Gestion des ressources communes en eau	9 285 271	7 373 474	–	–	–	–	–	–	9 285 271	7 373 474	–	–
Gestion de la qualité de l'eau des Grands Lacs	1 820 062	1 818 563	–	–	–	–	–	–	1 820 062	1 818 563	–	–
Total de l'organisme	**11 105 333**	**9 192 037**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**11 105 333**	**9 192 037**	**–**	**–**
Investir au Canada												
Attirer de l'investissement direct étranger	28 201 792	28 116 015	–	–	–	–	–	–	28 201 792	28 116 015	–	–
Services internes	7 464 932	6 155 728	–	–	–	–	–	–	7 464 932	6 155 728	–	–
Total de l'organisme	**35 666 724**	**34 271 743**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**35 666 724**	**34 271 743**	**–**	**–**
Total du portefeuille ministériel	**13 409 389 934**	**13 239 933 892**	**246 962 958**	**143 995 844**	**5 917 609 360**	**5 818 928 720**	**–**	**–**	**19 573 962 252**	**19 202 858 456**	**155 322 477 658**	**(30 332 005 890)**

Paiements de transfert

(en dollars)

Description	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement									
Subventions									
Subventions du programme d'aide au développement international pour la programmation multilatérale	–	2 872 124 512	225 500 000	(650 316 400)	2 447 308 112	2 400 675 231	46 632 881	–	3 565 823 105
Subventions du programme d'aide au développement international pour la programmation des partenariats avec les Canadiens	–	169 359 948	–	(62 851 600)	106 508 348	106 508 348	–	–	69 794 959
Subventions à l'appui du Programme pour la stabilisation et les opérations de paix	–	118 726 040	12 077 750	(13 592 073)	117 211 717	117 211 717	–	–	103 456 892
Subventions à l'appui du Programme CanExport	–	33 663 448	5 000 000	(5 913 465)	32 749 983	31 497 372	1 252 611	–	28 570 725
Subventions dans le cadre du Programme de réduction des menaces liées aux armes	–	25 550 000	4 772 000	(6 814 844)	23 507 156	23 507 156	–	–	23 323 130
Subventions en remplacement de taxes sur les propriétés diplomatiques, consulaires et celles des organisations internationales au Canada conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil	–	15 854 000	–	–	15 854 000	14 649 976	1 204 024	–	13 913 957
Subventions pour le Programme visant à renforcer les capacités de lutte contre la criminalité	–	15 250 000	1 000 000	12 547 284	28 797 284	28 676 049	121 235	–	13 028 733
Subventions pour le Programme d'aide au renforcement des capacités antiterroristes	–	11 470 000	28 650 000	(14 286 669)	25 833 331	25 833 331	–	–	23 017 013
Subventions du programme d'aide au développement international pour la programmation bilatérale visant des régions ou des pays donnés	–	10 867 760	9 617 340	(16 285 100)	4 200 000	4 200 000	–	–	5 600 000
Subventions dans le domaine des relations avec les universités	–	4 550 000	–	(1 947 964)	2 602 036	1 916 286	685 750	–	1 883 251
Soutien financier annuel pour le pays hôte de la Convention des Nations Unies sur la diversité biologique	–	1 584 373	–	–	1 584 373	1 584 372	1	–	1 569 171
Subventions à l'appui du programme de bourses commémoratives PS752	–	1 000 000	–	–	1 000 000	806 500	193 500	–	–
Subventions pour l'Initiative sur le leadership mondial dans l'Arctique	–	700 000	–	–	700 000	398 924	301 076	–	326 149
Fonds volontaire des Nations Unies pour les victimes de la torture	–	60 000	–	–	60 000	60 000	–	–	60 000
Fonds des Nations Unies pour les populations autochtones	–	30 000	–	–	30 000	30 000	–	–	30 000
Subventions pour le Programme canadien de l'innovation à l'international	–	–	500 000	–	500 000	–	500 000	–	–
(S) Paiements en vertu de la *Loi sur la pension spéciale du service diplomatique* (L.R.C. (1985) ch. D-2)	–	900 000	–	(216 585)	683 415	683 415	–	–	408 546
Total – Subventions	**–**	**3 281 690 081**	**287 117 090**	**(759 677 416)**	**2 809 129 755**	**2 758 238 677**	**50 891 078**	**–**	**3 850 805 631**

Contributions									
Paiements de quote-parts aux organisations internationales									
Organisations :									
Opérations de maintien de la paix des Nations Unies (169 581 353 $US)	–	216 964 079	12 416 533	–	229 380 612	201 067 043	28 313 569	–	198 675 780
Organisation des Nations Unies (81 468 000 $US)	–	104 230 975	3 401 999	5 381 485	113 014 459	113 014 459	–	–	105 132 854
Organisation du Traité de l'Atlantique Nord – Administration civile (26 525 038 euros)	–	34 855 228	7 384 651	–	42 239 879	39 579 204	2 660 675	–	33 644 144
Organisation mondiale de la santé (7 198 008 francs suisses) (7 544 331 $US)	–	19 366 295	469 870	1 296 336	21 132 501	20 736 606	395 895	–	17 122 985
Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (7 600 000 $US) (5 300 000 euros)	–	16 687 981	252 038	947 788	17 887 807	17 887 807	–	–	17 516 020
Organisation panaméricaine de la santé (12 611 115 $US)	–	16 134 788	3 138 011	(907 674)	18 365 125	17 577 075	788 050	–	15 749 843
Organisation internationale de la Francophonie (11 057 658 euros)	–	14 530 317	–	1 811 491	16 341 808	14 537 263	1 804 545	–	16 469 774
Organisation de coopération et de développement économiques (10 926 240 euros)	–	14 357 627	2 608 641	212 835	17 179 103	17 179 103	–	–	15 562 145
Organisation internationale du travail (10 516 000 francs suisses)	–	14 191 765	774 474	1 151 316	16 117 555	16 117 555	–	–	12 365 703
Agence internationale de l'énergie atomique (9 029 804 euros) (1 475 590 $US)	–	13 753 498	1 489 853	733 808	15 977 159	15 977 159	–	–	15 166 690
Organisation des États américains (10 279 143 $US)	–	13 151 238	–	3 499 241	16 650 479	16 650 479	–	–	13 447 340
Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (5 376 396 $US) (4 003 309 euros)	–	12 139 162	436 464	234 984	12 810 610	12 181 047	629 563	–	11 903 123
Cour pénale internationale (7 996 784 euros)	–	10 508 174	1 333 464	1 673 199	13 514 837	13 514 837	–	–	11 862 383
Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (7 657 532 euros)	–	10 062 378	342 524	703 945	11 108 847	11 108 847	–	–	10 739 408
Organisation mondiale du commerce (4 909 797 francs suisses)	–	6 625 968	1 621 210	(1 063 813)	7 183 365	7 183 365	–	–	6 412 304
Secrétariat du Commonwealth (3 330 734 livres sterling)	–	5 222 957	–	214 678	5 437 635	5 437 635	–	–	5 238 453
Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture (3 581 569 $US)	–	4 582 295	–	762 268	5 344 563	5 344 563	–	–	4 747 781
Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires ((2 032 537 $US) (1 485 603 euros)	–	4 552 603	420 947	(298 780)	4 674 770	4 674 770	–	–	4 765 031
Organisation de l'aviation civile internationale	–	2 822 746	1 766 613	–	4 589 359	2 551 022	2 038 337	–	2 480 959
Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (2 001 481 euros)	–	2 630 046	333 747	(48 003)	2 915 790	2 915 790	–	–	2 565 517
Commission du parc international Roosevelt de Campobello (1 691 055 $US)	–	2 163 552	133 237	142 957	2 439 746	2 439 746	–	–	2 256 302
Agence internationale de l'énergie (930 945 euros)	–	1 223 307	230 580	30 727	1 484 614	1 484 614	–	–	1 345 140
Centre international de Recherche sur le Cancer (884 194 euros)	–	1 161 875	139 682	5 302	1 306 859	1 306 859	–	–	1 289 141
Fondation du Commonwealth (730 650 livres sterling)	–	1 145 739	–	139 734	1 285 473	1 285 473	–	–	1 134 946
Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (825 463 euros)	–	1 084 700	91 593	446 955	1 623 248	1 275 062	348 186	–	893 573
Programme du Commonwealth pour la jeunesse (625 782 livres sterling)	–	981 294	–	40 192	1 021 486	1 021 486	–	–	984 470
Secrétariat de coopération économique avec l'Asie-Pacifique (759 903 $US)	–	972 229	59 874	(273 498)	758 605	758 605	–	–	764 094

Paiement de transfert – *suite*

(en dollars)

Description	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Agence internationale de l'énergie renouvelable (665 047 $US)	–	850 867	17 815	(71 873)	796 809	796 809	–	–	720 642
Agence de l'Organisation de coopération et de développement économiques pour l'énergie nucléaire (580 640 euros)	–	762 990	96 822	(29 710)	830 102	830 102	–	–	824 562
Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (479 947 francs suisses)	–	647 708	94 814	(21 797)	720 725	720 725	–	–	654 799
Tribunal international du droit de la mer (430 691 euros)	–	565 950	61 785	(35 271)	592 464	592 464	–	–	529 157
Convention sur la diversité biologique (429 938 $US)	–	550 067	33 875	49 853	633 795	633 795	–	–	571 275
Autorité internationale des fonds marins (405 222 $US)	–	518 445	31 928	(132 381)	417 992	417 992	–	–	390 626
Organisation mondiale des douanes (350 358 euros)	–	460 389	54 862	(15 086)	500 165	500 165	–	–	402 996
Organisation maritime internationale (243 750 livres sterling)	–	382 228	35 952	(56 963)	361 217	361 217	–	–	337 073
Non-prolifération des armes nucléaires, contrôle des armements et désarmement (288 000 $US)	–	368 471	22 421	(204 574)	186 318	186 318	–	–	411 881
Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (197 171 euros)	–	278 714	–	10 777	289 491	289 491	–	–	284 450
Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants (214 530 $US)	–	274 472	16 903	(73 324)	218 051	218 051	–	–	222 876
La Convention de Vienne et le Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone (184 270 $US)	–	235 757	14 519	(92 254)	158 022	158 022	–	–	140 288
Convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et de leur élimination (170 256 $US)	–	217 829	13 416	(9 009)	222 236	222 236	–	–	208 281
Conseil de mise en œuvre de l'accord de paix (161 427 euros)	–	212 122	29 060	23 783	264 965	264 965	–	–	212 999
Organisation de coopération et de développement économiques – Centre pour la recherche et l'innovation dans l'enseignement (145 897 euros)	–	191 715	32 292	(12 600)	211 407	211 407	–	–	201 514
Convention de Rotterdam sur la procédure de consentement préalable en connaissance de cause applicable à certains produits chimiques et pesticides dangereux qui font l'objet d'un commerce international (142 772 $US)	–	182 664	11 249	(49 445)	144 468	144 468	–	–	141 159
Entente de Wassenaar (70 954 euros)	–	93 238	23 009	(1 991)	114 256	114 256	–	–	88 985
Secrétariat technique permanent des conférences ministérielles de l'éducation, de la jeunesse et des sports des pays d'expression française (21 364 068 CFA) (25 772 euros)	–	76 603	–	9 122	85 725	85 725	–	–	76 645

Cour permanente d'arbitrage (55 915 euros)	–	73 475	9 324	29 259	112 058	112 058	–	–	94 039
Organisations internationales de produits de base (30 738 euros)	–	40 392	5 127	3 601	49 120	49 120	–	–	44 941
Commission internationale d'établissement des faits (11 579 francs suisses)	–	15 625	2 357	(7 195)	10 787	10 787	–	–	5 758
Contributions du programme d'aide au développement international pour la programmation bilatérale visant des régions ou pays donnés	–	466 658 450	2 800 000	199 007 171	668 465 621	667 298 503	1 167 118	–	667 349 826
Contributions du programme d'aide au développement international pour la programmation des partenariats avec les Canadiens	–	258 728 079	–	101 457 136	360 185 215	360 140 937	44 278	–	266 738 795
Contributions du programme d'aide au développement international pour la programmation multilatérale	–	219 747 392	430 000 000	311 322 468	961 069 860	961 069 860	–	–	857 807 737
Fonds canadien d'initiatives locales	–	46 176 852	–	(19 519 213)	26 657 639	26 657 639	–	–	43 927 381
Contributions à l'appui du Programme pour la stabilisation et les opérations de paix	–	40 100 000	–	37 522 405	77 622 405	77 622 078	327	–	77 066 820
Contributions dans le cadre du Programme de réduction des menaces liées aux armes	–	37 940 000	–	9 208 018	47 148 018	47 148 018	–	–	47 505 035
Projets et activités de développement découlant des sommets de la Francophonie	–	8 300 000	–	(500 000)	7 800 000	7 800 000	–	–	8 300 000
Contributions pour le Programme d'aide au renforcement des capacités antiterroristes	–	6 996 800	–	14 495 070	21 491 870	21 491 870	–	–	14 508 946
Contributions dans le domaine des relations avec les universités	–	6 112 627	–	2 475 264	8 587 891	8 587 891	–	–	8 736 448
Contributions pour le Programme visant à renforcer les capacités de lutte contre la criminalité	–	5 601 782	–	45 013 595	50 615 377	50 615 377	–	–	12 229 665
Contributions pour l'Initiative sur le leadership mondial dans l'Arctique	–	5 450 000	–	–	5 450 000	5 008 366	441 634	–	5 794 085
Programme canadien à l'innovation internationale	–	4 620 000	8 000 000	(524 260)	12 095 740	2 938 355	9 157 385	–	3 525 889
Contributions volontaires annuelles	–	3 450 000	–	–	3 450 000	3 450 000	–	–	3 450 000
Contributions à l'appui du Programme CanExport	–	2 975 000	–	5 913 465	8 888 465	8 888 465	–	–	8 262 248
(S) Pertes sur opérations de change sur les paiements de transfert	–	–	–	16 222	16 222	16 222	–	–	–
Éléments non requis pour l'exercice en cours	–	–	–	–	–	–	–	–	10 773
Total – Contributions	**–**	**1 665 959 519**	**480 253 535**	**722 037 736**	**2 868 250 790**	**2 820 461 228**	**47 789 562**	**–**	**2 562 014 497**
Autres paiements de transfert									
(S) Paiements aux institutions financières internationales – Paiement directs (*Loi d'aide au développement international (institutions financières)*)	**–**	**241 074 568**	**–**	**(845 753)**	**240 228 815**	**240 228 815**	**–**	**–**	**337 566 994**
Total du ministère	**–**	**5 188 724 168**	**767 370 625**	**(38 485 433)**	**5 917 609 360**	**5 818 928 720**	**98 680 640**	**–**	**6 750 387 122**
Agence de développement économique du Pacifique Canada [1]									
Subventions									
Subventions pour le Programme de reconstruction durable des habitations de Lytton	–	2 443 364	2 509 692	(4 953 056)	–	–	–	–	–
Subventions pour le Programme de diversification de l'Ouest	–	640 584	–	(640 584)	–	–	–	–	–
Total – Subventions	**–**	**2 443 364**	**2 509 692**	**(4 953 056)**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**

Paiement de transfert – *fin*

(en dollars)

Description	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Contributions									
Contributions destinées au Programme de diversification de l'économie de l'Ouest	–	76 579 182	13 300 000	(89 879 182)	–	–	–	–	–
Contributions en vertu du programme Croissance économique régionale par l'innovation	–	48 936 376	–	(48 936 376)	–	–	–	–	–
Contributions destinées au Programme de développement des collectivités	–	10 488 454	–	(10 488 454)	–	–	–	–	–
Contributions destinées au Programme de relance des entreprises de Lytton	–	2 940 959	3 020 531	(5 961 490)	–	–	–	–	–
Contributions destinées à l'Initiative pour les femmes entrepreneures	–	975 000	–	(975 000)	–	–	–	–	–
Total – Contributions	**–**	**139 919 971**	**16 320 531**	**(156 240 502)**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**
Total de l'organisme	**–**	**143 003 919**	**18 830 223**	**(161 834 142)**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**
Total du portefeuille ministériel	**–**	**5 331 728 087**	**786 200 848**	**(200 319 575)**	**5 917 609 360**	**5 818 928 720**	**98 680 640**	**–**	**6 750 387 122**[1]

(S) Paiement de transfert législatif.

[1] Au cours de l'exercice, l'Agence de développement économique du Pacifique Canada a été transférée au portefeuille ministériel du Conseil privé. Les montants de l'exercice précédent ont été redressés de 194 740 016 $.

Détail des montants disponibles pour être dépensés

(en dollars)

Description	Autorisations disponibles pour emploi au cours de l'exercice	Autorisations employées au cours de l'exercice	Autorisations employées dans l'exercice précédent
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Soutien à la présence du Canada à l'étranger			
Services de télécommunication et autres utilités	1 125 000	148 510	–
Autres revenus provenant de baux et de l'utilisation de biens publics	55 800 000	52 914 493	–
Services immobiliers à l'étranger	–	–	3 121 244
Services internationaux de télécommunication	–	–	185 750
Services immobiliers à l'étranger (co-location)	–	–	45 104 338
	56 925 000	53 063 003	48 411 332
Commerce et investissements			
Autres revenus provenant des services non réglementaires.	2 000 000	91 500	–
Edu-Canada	–	–	58 600
	2 000 000	91 500	58 600
Aide aux Canadiens à l'étranger			
Autres services réglementaires	2 400 000	1 368 746	–
Autres revenus provenant de baux et de l'utilisation de biens publics	–	122 880	–
Services consulaires spécialisés	–	–	1 394 136
Services immobiliers à l'étranger (co-location)	–	–	7 280
	2 400 000	1 491 626	1 401 416
Services internes			
Autres revenus provenant des services non réglementaires.	1 180 000	596 289	–
Services de formation par l'Institut canadien du service extérieur	–	–	674 609
	1 180 000	596 289	674 609
Total budgétaire	**62 505 000**	**55 242 418**	**50 545 957**
Non budgétaires (rentrées disponibles pour être dépensées)			
Services internes			
Remboursement de prêts en espèces	7 420 043	7 420 043	–
Prêts et avances pour les employés affectés à l'étranger	–	–	7 462 565
Total non budgétaire	**7 420 043**	**7 420 043**	**7 462 565**
Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**62 505 000**	**55 242 418**	**50 545 957**
Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	**7 420 043**	**7 420 043**	**7 462 565**

Revenus

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement		
Autres revenus		
Revenus de placements [1]		
Prêts, placements et avances		
Dividendes de Corporation commerciale canadienne	4 000 000	1 000 000
Intérêt sur les prêts et avances faites aux employés affectés à l'étranger	238 678	119 049
Intérêt sur les prêts aux pays en développement	4 087 114	442 743
Intérêt sur les contributions remboursables inconditionnelles et les placements de portefeuille	9 502 247	5 483 480
Autres comptes		
Intérêt sur les comptes de banque des délégations	142 884	25 504
	17 970 923	7 070 776
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Autres subventions et contributions	14 602 439	2 010 067
Fonctionnement	6 793 446	8 382 883
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	2 780 286	1 037 522
Remboursement de paiements relatifs aux événements de santé publique d'intérêt national et l'allocation de soutien du revenu	–	17 962
	24 176 171	11 448 434
Ventes de biens et de services		
Location et utilisation de biens publics		
Co-location	53 037 373	48 232 861
Revenus locatifs	27 639 690	26 092 807 [2]
	80 677 063	*74 325 668*
Services de nature réglementaire		
Droits consulaires spécialisés	1 366 474	1 396 112
Achat de passeport	90 442 113	51 029 868
	91 808 587	*52 425 980*
Services de nature non réglementaire		
Services divers	838 309	918 959 [2]
Services de télécommunications	4 447 464	4 447 464 [2]
	5 285 773	*5 366 423*
Ventes de biens et de produits d'information		
Divers	*8 425*	*20 462* [2]
Autres frais et droits		
Divers	*1 080*	*400* [2]
	177 780 928	132 138 933
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	1 577 693	2 108 358

Revenus – *fin*

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Revenus divers		
Gains de change	23 915 096	334 361 253
Ventes de biens immobiliers	8 204 531	7 041 871
Intérêt sur les comptes débiteurs non fiscaux en souffrance	541 211	329 133
Autres permis d'importation/exportation	–	2 933 107
Remboursements de contributions remboursables sans condition	103 786 044	49 518 635[2]
Remboursements de placements de portefeuille	937 536	–
Divers	553 672	977 078[2]
	137 938 090	395 161 077
Total du ministère	**359 443 805**	**547 927 578**
Exportation et développement Canada (Compte du Canada)		
Autres revenus		
Revenus de placements		
Prêts, placements et avances		
Expansion du commerce d'exportation – Intérêt	795 185 518	823 350 500
Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes – Intérêt	47 159 363	–
	842 344 881	823 350 500
Revenus divers		
Gain net de change	38 440 002	69 264 739
Divers	35 447 461	–
	73 887 463	69 264 739
Total de l'organisme	**916 232 344**	**892 615 239**
Commission mixte internationale (section canadienne)		
Autres revenus		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	28 912	3 660
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	2 213	–
	31 125	3 660
Revenus divers	–	39
Total de l'organisme	**31 125**	**3 699**

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Investir au Canada		
Autres revenus		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	181 226	386 863
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	113 420	246 925
Total de l'organisme	**294 646**	**633 788**
Sommaire du portefeuille ministériel		
Autres revenus		
Revenus de placements	860 315 804	830 421 276
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	24 501 942	12 085 882
Ventes de biens et de services	177 780 928	132 138 933
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	1 577 693	2 108 358
Revenus divers	211 825 553	464 425 855
Total du portefeuille ministériel	**1 276 001 920**	**1 441 180 304**[3]

[1] Intérêt sauf indication contraire.

[2] Les montants de l'exercice précédent ont été reclassés afin de se conformer à la présentation de l'exercice courant.

[3] Au cours de l'exercice, l'Agence de développement économique du Pacifique Canada a été transférée au portefeuille ministériel du Conseil privé. Les montants de l'exercice précédent ont été redressés de 25 561 200 $.

Section 3

Comptes publics du Canada
2023-2024

Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec

Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec

Table des matières

Page

Description des responsabilités essentielles 152
Sommaire du portefeuille ministériel 153
Détail budgétaire par affectation 154
Responsabilités essentielles 155
Paiements de transfert 156
Revenus 157

Description des responsabilités essentielles

Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec

Développer l'économie du Québec

Soutenir la croissance économique du Québec, la création d'emplois et la prospérité économique à l'aide d'une croissance propre et inclusive; aider les petites et moyennes entreprises à croître par le commerce et l'innovation; bâtir sur les forces concurrentielles régionales.

Services internes

Les Services internes comprennent les groupes d'activités et de ressources connexes que le gouvernement fédéral considère comme étant des services à l'appui de programmes ou nécessaires pour permettre à une organisation de s'acquitter de ses obligations générales. Les Services internes désignent les activités et ressources des dix services distincts qui soutiennent l'exécution des programmes au sein de l'organisation, peu importe le modèle de prestation des Services internes utilisé. Ces services sont : Services de gestion des acquisitions, Services de communication, Services de gestion financière, Services de gestion des ressources humaines, Services de gestion de l'information, Services de technologie de l'information, Services juridiques, Services de gestion du matériel, Services de gestion et de surveillance, Services de gestion des biens immobiliers.

Sommaire du portefeuille ministériel

(en dollars)

		Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
Crédit	Description	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec									
1	Dépenses de fonctionnement	–	45 282 675	–	–	45 282 675				
1b	Dépenses de fonctionnement	–	–	905 216	–	905 216				
	Virement du :									
	CT, crédit 15[1]	–	–	–	3 202 426	3 202 426				
	CT, crédit 25[1]	–	–	–	1 796 507	1 796 507				
	Virement au crédit 1 (Secrétariat du Conseil du Trésor)	–	–	–	(60 417)	(60 417)				
	Total – Crédit 1	–	45 282 675	905 216	4 938 516	51 126 407	49 809 929	1 316 478	–	46 954 999
5	Subventions et contributions	–	433 653 184	–	–	433 653 184				
5b	Subventions et contributions	–	–	100 741 576	–	100 741 576				
	Virement du crédit 10 (Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement)	–	–	–	350 000	350 000				
	Total – Crédit 5	–	433 653 184	100 741 576	350 000	534 744 760	507 176 101	27 568 659	–	491 563 144
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	5 733 781	233 418	229 573	6 196 772	6 196 772	–	–	5 596 577
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	35 045	–	–	–	35 045	–	35 045	–	–
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**35 045**	**484 669 640**	**101 880 210**	**5 518 089**	**592 102 984**	**563 182 802**	**28 920 182**	**–**	**544 114 720**

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

[1] Conseil du Trésor, crédit 15 – Rajustements à la rémunération.
Conseil du Trésor, crédit 25 – Report du budget de fonctionnement.

Détail budgétaire par affectation

(en dollars)

Description	Affectations	Dépenses	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec				
Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement				
Budget de fonctionnement	50 871 407	49 809 929	1 061 478	–
Affectations bloquées				
Réduction	255 000	–	255 000	–
	51 126 407	*49 809 929*	*1 316 478*	–
Crédit 5 – Subventions et contributions				
Subventions et contributions	*534 744 760*	*507 176 101*	*27 568 659*	–
Montants législatifs	6 231 817	6 196 772	35 045	–
Total du portefeuille ministériel	**592 102 984**	**563 182 802**	**28 920 182**	**–**

Responsabilités essentielles

(en dollars)

	Budgétaire											
	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Total budgétaire		Non budgétaire	
Description	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec												
Développer l'économie du Québec.....	30 888 693	28 993 106	–	–	534 744 760	507 176 101	–	–	565 633 453	536 169 207	–	–
Services internes.....	26 469 531	27 013 595	–	–	–	–	–	–	26 469 531	27 013 595	–	–
Total du portefeuille ministériel.....	**57 358 224**	**56 006 701**	**–**	**–**	**534 744 760**	**507 176 101**	**–**	**–**	**592 102 984**	**563 182 802**	**–**	**–**

Paiements de transfert

(en dollars)

	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
Description	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec									
Subventions									
Subventions en vertu du programme Croissance économique régionale par l'innovation	–	2 018 500	–	(2 018 500)	–	–	–	–	–
Subventions en vertu du Programme de développement économique du Québec	–	1 500 000	2 608 619	(3 995 734)	112 885	112 885	–	–	82 149
Total – Subventions	**–**	**3 518 500**	**2 608 619**	**(6 014 234)**	**112 885**	**112 885**	**–**	**–**	**82 149**
Contributions									
Contributions en vertu du programme Croissance économique régionale par l'innovation	–	265 764 476	37 874 920	(14 567 050)	289 072 346	289 072 346	–	–	212 828 931
Contributions en vertu du Programme de développement économique du Québec	–	130 943 033	60 258 037	20 095 171	211 296 241	183 727 582	27 568 659	–	245 597 742
Contributions en vertu du Programme de développement des collectivités	–	33 427 175	–	836 113	34 263 288	34 263 288	–	–	33 054 322
Total – Contributions	**–**	**430 134 684**	**98 132 957**	**6 364 234**	**534 631 875**	**507 063 216**	**27 568 659**	**–**	**491 480 995**
Total du portefeuille ministériel	**–**	**433 653 184**	**100 741 576**	**350 000**	**534 744 760**	**507 176 101**	**27 568 659**	**–**	**491 563 144**

Revenus

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec		
Autres revenus		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Dépenses de fonctionnement	113 152	80 486
Subventions et contributions	4 699 521	2 213 832
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	509 619	147 976
Remboursement de paiements relatifs aux événements de santé publique d'intérêt national et l'allocation de soutien du revenu	4 866 246	990 003
	10 188 538	3 432 297
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	–	35 045
Revenus divers		
Intérêts et pénalités		
Intérêts sur contributions remboursables	215 579	226 510
Contributions remboursables	119 886 520	121 343 427
	120 102 099	121 569 937
Total du portefeuille ministériel	**130 290 637**	**125 037 279**

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

Section 4

Comptes publics du Canada
2023-2024

Agence de promotion économique du Canada atlantique

Agence de promotion économique du Canada atlantique

Table des matières

	Page
Description des responsabilités essentielles	160
Sommaire du portefeuille ministériel	161
Détail budgétaire par affectation	162
Responsabilités essentielles	163
Paiements de transfert	164
Revenus	165

Description des responsabilités essentielles

Agence de promotion économique du Canada atlantique

Développement économique au Canada atlantique

Soutenir la croissance économique, la création de richesse et la prospérité économique au Canada atlantique en misant sur la croissance propre et inclusive et sur les avantages concurrentiels régionaux. Favoriser la croissance des petites et moyennes entreprises en leur offrant une aide financière directe ou indirecte par l'intermédiaire d'organismes de soutien aux entreprises. Les petites et moyennes entreprises deviennent plus novatrices lorsqu'elles adoptent de nouvelles technologies et de nouveaux procédés et lorsqu'elles explorent de nouvelles possibilités d'expansion et de diversification des marchés afin de faire concurrence et de réussir sur un marché mondial.

Services internes

Les Services internes comprennent les groupes d'activités et de ressources connexes que le gouvernement fédéral considère comme étant des services à l'appui de programmes ou nécessaires pour permettre à une organisation de s'acquitter de ses obligations générales. Les Services internes désignent les activités et ressources des dix services distincts qui soutiennent l'exécution des programmes au sein de l'organisation, peu importe le modèle de prestation des Services internes utilisé. Ces services sont : Services de gestion des acquisitions, Services de communication, Services de gestion financière, Services de gestion des ressources humaines, Services de gestion de l'information, Services de technologie de l'information, Services juridiques, Services de gestion du matériel, Services de gestion et de surveillance, Services de gestion des biens immobiliers.

Sommaire du portefeuille ministériel

(en dollars)

		Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
Crédit	Description	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Agence de promotion économique du Canada atlantique [2]									
1	Dépenses de fonctionnement	–	68 404 079	–	–	68 404 079				
1a	Dépenses de fonctionnement	–	–	2 078 192	–	2 078 192				
1b	Dépenses de fonctionnement	–	–	253 645	–	253 645				
	Virement du :									
	CT, crédit 15[1]	–	–	–	5 097 768	5 097 768				
	CT, crédit 25[1]	–	–	–	3 317 468	3 317 468				
	Virement au crédit 1 (Secrétariat du Conseil du Trésor)	–	–	–	(60 417)	(60 417)				
	Total – Crédit 1	–	68 404 079	2 331 837	8 354 819	79 090 735	72 151 912	6 938 823	–	72 473 291
5	Subventions et contributions	–	312 855 591	–	–	312 855 591				
5a	Subventions et contributions	–	–	92 150 000	–	92 150 000				
5b	Subventions et contributions	–	–	28 503 550	–	28 503 550				
	Virement du crédit 1 (Ministère de la Défense nationale)	–	–	–	4 600 000	4 600 000				
	Virement au crédit 5 (Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien)	–	–	–	(117 046)	(117 046)				
	Total – Crédit 5	–	312 855 591	120 653 550	4 482 954	437 992 095	396 798 949	41 193 146	–	351 386 494
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	8 967 542	528 797	(17 281)	9 479 058	9 479 058	–	–	9 264 243
(S)	Ministre d'État (Ministre des Langues officielles et ministre responsable de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique) – Allocation pour automobile (*Loi sur le Parlement du Canada*)	–	2 000	–	(1 333)	667	667	–	–	2 000
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	49 405	–	–	39 859	89 264	–	49 405	39 859	–
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**49 405**	**390 229 212**	**123 514 184**	**12 859 018**	**526 651 819**	**478 430 586**	**48 181 374**	**39 859**	**433 126 028**

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

[1] Conseil du Trésor, crédit 15 – Rajustements à la rémunération.
Conseil du Trésor, crédit 25 – Report du budget de fonctionnement.

[2] En vertu de l'alinéa 11(1) de la *Loi sur l'Agence de promotion économique du Canada atlantique*, la ministre du Développement économique rural et ministre responsable de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique a été nommée à titre de ministre responsable de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique.

Détail budgétaire par affectation

(en dollars)

Description	Affectations	Dépenses	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs
Agence de promotion économique du Canada atlantique				
Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement				
Budget de fonctionnement	78 469 735	72 151 912	6 317 823	–
Affectations bloquées				
Réduction	621 000	–	621 000	–
	79 090 735	*72 151 912*	*6 938 823*	–
Crédit 5 – Subventions et contributions				
Subventions et contributions	402 214 943	396 798 949	5 415 994	–
Affectations bloquées				
Report	35 777 152	–	35 777 152	–
	437 992 095	*396 798 949*	*41 193 146*	–
Montants législatifs	9 568 989	9 479 725	49 405	39 859
Total du portefeuille ministériel	**526 651 819**	**478 430 586**	**48 181 374**	**39 859**

Responsabilités essentielles

(en dollars)

Description	Budgétaire										Non budgétaire	
	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Total budgétaire			
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
Agence de promotion économique du Canada atlantique												
Développement économique au Canada atlantique	55 482 554	50 379 489	–	–	437 992 095	396 798 949	–	–	493 474 649	447 178 438	–	–
Services internes	33 177 170	31 252 148	–	–	–	–	–	–	33 177 170	31 252 148	–	–
Total du portefeuille ministériel	**88 659 724**	**81 631 637**	**–**	**–**	**437 992 095**	**396 798 949**	**–**	**–**	**526 651 819**	**478 430 586**	**–**	**–**

Paiements de transfert

(en dollars)

Description	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Agence de promotion économique du Canada atlantique									
Subventions									
Subventions à des organismes pour promouvoir la collaboration et le développement économique	**–**	1 500 000	13 822 500	–	15 322 500	414 011	14 908 489	–	497 432
Subventions en vertu du programme Croissance économique régionale par l'innovation	–	500 000	500 000	–	1 000 000	353 022	646 978	–	439 233
Total – Subventions	**–**	**2 000 000**	**14 322 500**	**–**	**16 322 500**	**767 033**	**15 555 467**	**–**	**936 665**
Contributions									
Contributions en vertu du programme Croissance économique régionale par l'innovation	–	151 624 146	16 003 550	4 482 954	172 110 650	228 956 787	(56 846 137)	–	213 969 375
Contributions pour le Fonds des collectivités innovatrices	–	60 742 762	31 331 000	–	92 073 762	67 742 556	24 331 206	–	62 014 085
Contributions en vertu du Programme de développement des entreprises	–	45 246 683	58 996 500	–	104 243 183	80 275 096	23 968 087	–	51 092 389
Contributions pour le Fonds d'innovation de l'Atlantique	–	40 000 000	–	–	40 000 000	4 625 614	35 374 386	–	8 206 885
Contributions en vertu du Programme de développement des collectivités	–	12 642 000	–	–	12 642 000	14 097 000	(1 455 000)	–	14 630 531
Contributions en vertu des mesures de recherche stratégique visant la région de l'Atlantique	–	600 000	–	–	600 000	334 863	265 137	–	536 564
Total – Contributions	**–**	**310 855 591**	**106 331 050**	**4 482 954**	**421 669 595**	**396 031 916**	**25 637 679**	**–**	**350 449 829**
Total du portefeuille ministériel	**–**	**312 855 591**	**120 653 550**	**4 482 954**	**437 992 095**	**396 798 949**	**41 193 146**	**–**	**351 386 494**

Revenus

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Agence de promotion économique du Canada atlantique		
Autres revenus		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	26 725 566	18 216 667
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	493 573	46 259
Recouvrement de trop-payés de salaire, débiteurs transférés d'autres ministères et organismes	–	1 134
	27 219 139	18 264 060
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	39 859	49 405
Revenus divers		
Gain sur les réévaluations de change en fin d'exercice	–	1 025
Recouvrements de contribution (prêts, avances et comptes débiteurs)	93 882 872	74 113 725
Frais d'intérêts et charges diverses imputés aux clients	223 541	339 300
Produit de la vente d'investissement de portefeuille	–	13 850
Divers	3 929	3 349
	94 110 342	74 471 249
Total du portefeuille ministériel	**121 369 340**	**92 784 714**

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

Section 5

Comptes publics du Canada
2023-2024

Agriculture et Agroalimentaire

Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire

Commission canadienne du lait

Commission canadienne des grains

Financement agricole Canada

Table des matières

Page

Description des responsabilités essentielles 168
Sommaire du portefeuille ministériel 170
Détail budgétaire par affectation 173
Responsabilités essentielles 174
Paiements de transfert 175
Détail des montants disponibles pour être dépensés 178
Revenus 178

Description des responsabilités essentielles

Services internes

Les Services internes comprennent les groupes d'activités et de ressources connexes que le gouvernement fédéral considère comme étant des services à l'appui de programmes ou nécessaires pour permettre à une organisation de s'acquitter de ses obligations générales. Les Services internes désignent les activités et ressources des dix services distincts qui soutiennent l'exécution des programmes au sein de l'organisation, peu importe le modèle de prestation des Services internes utilisé. Ces services sont : Services de gestion des acquisitions, Services de communication, Services de gestion financière, Services de gestion des ressources humaines, Services de gestion de l'information, Services de technologie de l'information, Services juridiques, Services de gestion du matériel, Services de gestion et de surveillance, Services de gestion des biens immobiliers.

Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire

Risques du secteur

Agriculture et Agroalimentaire Canada fournit des outils pour atténuer les répercussions financières des risques indépendants de la volonté des producteurs qui menacent la viabilité de leur exploitation. Agriculture et Agroalimentaire Canada travaille également avec le secteur pour s'assurer que des systèmes, des normes et des outils sont élaborés pour soutenir sa capacité à prévenir et à maîtriser les risques et à répondre aux demandes du marché.

Science et innovation

Agriculture et Agroalimentaire Canada mène des recherches scientifiques, développe de nouvelles connaissances et de nouvelles technologies et transfère les résultats au secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire. Agriculture et Agroalimentaire Canada travaille également avec l'industrie et d'autres partenaires pour renforcer la capacité du secteur à développer et à adopter des pratiques, des produits et des procédés novateurs.

Marchés nationaux et internationaux

Agriculture et Agroalimentaire Canada fournit des programmes et des services et travaille en collaboration avec le secteur pour soutenir sa compétitivité au pays et à l'étranger. Agriculture et Agroalimentaire Canada travaille également à accroître les possibilités pour le secteur d'exporter ses produits en maintenant et en élargissant l'accès aux marchés et en faisant avancer les intérêts agricoles à l'échelle internationale.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Commission canadienne du lait

De permettre aux producteurs de lait et de crème dont l'entreprise est efficace d'obtenir une juste rétribution de leur travail et de leur investissement et d'assurer aux consommateurs un approvisionnement continu et suffisant de produits laitiers de qualité.

Commission canadienne des grains

Réglementation des grains

La Commission canadienne des grains réglemente la manutention du grain au Canada, et elle établit et maintient des normes de qualité du grain canadien fondées sur la science.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Financement agricole Canada

Financement agricole Canada appuie la vision du gouvernement fédéral pour la croissance et la prospérité soutenues dans les secteurs de l'agriculture et de l'agroalimentaire.

Sommaire du portefeuille ministériel

(en dollars)

		Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
Crédit	Description	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire									
1	Dépenses de fonctionnement	–	463 606 864	–	–	463 606 864				
1a	Dépenses de fonctionnement	–	–	177 272 407	–	177 272 407				
1b	Dépenses de fonctionnement	–	–	16 108 492	–	16 108 492				
	Virement du :									
	crédit 1 (Agence canadienne d'inspection des aliments)	–	–	–	25 000	25 000				
	crédit 1 (Service correctionnel du Canada)	–	–	–	107 634	107 634				
	crédit 1 (Ministère de la Défense nationale)	–	–	–	4 250 000	4 250 000				
	crédit 1 (Conseil national de recherches du Canada)	–	–	–	65 846	65 846				
	crédit 1 (Agence de la santé publique du Canada)	–	–	–	200 000	200 000				
	CT, crédit 10[1]	–	–	–	898 863	898 863				
	CT, crédit 15[1]	–	–	–	56 498 669	56 498 669				
	CT, crédit 25[1]	–	–	–	26 200 060	26 200 060				
	CT, crédit 30[1]	–	–	–	18 314 997	18 314 997				
	Virement au :									
	crédit 1(Agence canadienne d'inspection des aliments)	–	–	–	(7 803 951)	(7 803 951)				
	crédit 1 (Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement)	–	–	–	(167 256)	(167 256)				
	crédit 1 (Ministère de la Santé)	–	–	–	(4 251 344)	(4 251 344)				
	crédit 1 (Secrétariat du Conseil du Trésor)	–	–	–	(213 700)	(213 700)				
	crédit 5	–	–	–	(3 000 000)	(3 000 000)				
	Total – Crédit 1	–	463 606 864	193 380 899	91 124 818	748 112 581	740 474 306	7 638 275	–	652 042 372
5	Dépenses en capital	–	31 963 435	–	–	31 963 435				
5a	Dépenses en capital	–	–	7 932 200	–	7 932 200				
5b	Dépenses en capital	–	–	11 383 559	–	11 383 559				
5c	Dépenses en capital	–	–	36 036	–	36 036				
	Virement du :									
	crédit 1	–	–	–	3 000 000	3 000 000				
	crédit 1 (Secrétariat du Conseil du Trésor)	–	–	–	225 000	225 000				
	CT, crédit 35[1]	–	–	–	11 948 200	11 948 200				
	Total – Crédit 5	–	31 963 435	19 351 795	15 173 200	66 488 430	59 407 495	7 080 935	–	47 768 204
10	Subventions et contributions	–	513 062 360	–	–	513 062 360				
10a	Subventions et contributions	–	–	342 410 750	–	342 410 750				
10b	Subventions et contributions	–	–	34 211 000	–	34 211 000				
	Total – Crédit 10	–	513 062 360	376 621 750	–	889 684 110	780 757 199	108 926 911	–	711 409 346
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	58 805 665	24 744 205	(6 022 065)	77 527 805	77 527 805	–	–	68 436 797
(S)	Ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire – Traitement et allocation pour automobile (*Loi sur les traitements* et *Loi sur le Parlement du Canada*)	–	94 700	–	100	94 800	94 800	–	–	92 400
(S)	Paiements de contribution pour le programme Agri-protection (*Loi sur la protection du revenu agricole*)	–	243 448 000	790 335 000	176 482 388	1 210 265 388	1 210 265 388	–	–	1 052 520 171

(S)	Paiements de contribution pour le programme d'assurance des prix du bétail (*Loi sur la protection du revenu agricole*)	–	–	4 000 000	(1 946 681)	2 053 319	2 053 319	–	–	–
(S)	Paiements de contribution pour le programme Agri-stabilité (*Loi sur la protection du revenu agricole*)	–	246 408 961	93 249 227	54 828 947	394 487 135	394 487 135	–	–	331 747 545
(S)	Paiements de subvention pour le programme Agri-stabilité (*Loi sur la protection du revenu agricole*)	–	8 901 419	43 161 911	37 392 448	89 455 778	89 455 778	–	–	12 458 106
(S)	Paiements de subvention pour le programme Agri-investissement (*Loi sur la protection du revenu agricole*)	–	116 764 500	7 698 707	37 755 709	162 218 916	162 218 916	–	–	142 412 528
(S)	Paiements de contribution pour le programme Agri-investissement (*Loi sur la protection du revenu agricole*)	–	15 487 500	1 223 951	8 803 874	25 515 325	25 515 325	–	–	21 472 556
(S)	Paiements de contribution pour le programme d'aide en cas de catastrophe agricole – Agri-relance (*Loi sur la protection du revenu agricole*)	–	–	254 713 335	(75 680 968)	179 032 367	179 032 367	–	–	49 573 001
(S)	Paiements relatifs à la *Loi sur les programmes de commercialisation agricole* (L.C. (1997), ch. C-34)	–	113 300 000	34 247 187	(4 466 812)	143 080 375	143 080 375	–	–	59 512 358
(S)	Prêts garantis en vertu de la *Loi canadienne sur les prêts agricoles*	–	13 111 013	–	(12 727 547)	383 466	383 466	–	–	(459 931)
(S)	Contributions à l'appui de l'Initiative d'aide à l'industrie porcine	–	–	–	(4 029 127)	(4 029 127)	(4 029 127)	–	–	(6 862 924)
(S)	Subventions aux offices établis conformément à la *Loi sur les offices des produits agricoles* (L.R.C. (1985), ch. F-4)	600 000	100 000	–	(100 000)	600 000	–	–	600 000	–
(S)	Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel (*Loi sur les fonds renouvelables*)	9 952 775	2 018 122	–	(2 018 122)	9 952 775	1 266 966	–	8 685 809	(68 499)
(S)	Paiements de subvention pour l'Initiative de transition du programme canadien de stabilisation du revenu agricole pour l'évaluation des stocks	–	–	–	(8 675)	(8 675)	(8 675)	–	–	(8 317)
(S)	Subventions à l'appui du programme de paiements relatifs aux céréales et oléagineux	–	–	–	(1 156)	(1 156)	(1 156)	–	–	(149)
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	6 500 867	–	–	7 518 066	14 018 933	7 394 778	–	6 624 155	5 519 008
(S)	Paiements de contribution pour l'Initiative de transition du programme canadien de stabilisation du revenu agricole pour l'évaluation des stocks	–	–	–	(8 779)	(8 779)	(8 779)	–	–	(1 249)
(S)	Paiements de subventions pour le Programme de paiements directs pour les producteurs laitiers (*Loi sur la protection du revenu agricole*)	–	–	300 000 000	(5 926 282)	294 073 718	294 073 718	–	–	458 980 887
	Crédits non requis pour l'exercice en cours	–	–	–	–	–	–	–	–	708
	Total budgétaire	17 053 642	1 827 072 539	2 142 727 967	316 143 336	4 302 997 484	4 163 441 399	123 646 121	15 909 964	3 606 544 918
(S)	(L) Prêts aux termes de l'article 17 (1) de la *Loi sur la protection du revenu agricole*	–	–	–	(1 525 336)	(1 525 336)	(1 525 336)	–	–	(21 426 811)
	Total du ministère – Budgétaire	**17 053 642**	**1 827 072 539**	**2 142 727 967**	**316 143 336**	**4 302 997 484**	**4 163 441 399**	**123 646 121**	**15 909 964**	**3 606 544 918**
	Total du ministère – Non budgétaire	**–**	**–**	**–**	**(1 525 336)**	**(1 525 336)**	**(1 525 336)**	**–**	**–**	**(21 426 811)**
	Commission canadienne du lait									
1	Dépenses du programme	–	4 222 621	–	–	4 222 621				
	Virement du :									
	CT, crédit 10[1]	–	–	–	4 500	4 500				
	CT, crédit 15[1]	–	–	–	1 006 573	1 006 573				
	CT, crédit 30[1]	–	–	–	142 012	142 012				
	Total – Crédit 1	–	4 222 621	–	1 153 085	5 375 706	5 375 706	–	–	4 543 733

Sommaire du portefeuille ministériel – *fin*

(en dollars)

		Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
Crédit	Description	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
(S)	(L) Prêts en vertu de la *Loi sur la Commission canadienne du lait*, article 16 tel que modifié par le projet de loi C-16 qui a reçu la sanction royale le 15 mai 2020. Limite 500 000 000 $ (Net)	500 000 000	–	–	–	500 000 000	13 214 240	–	486 785 760	(2 026 036)
	Total de l'organisme – Budgétaire	**–**	**4 222 621**	**–**	**1 153 085**	**5 375 706**	**5 375 706**	**–**	**–**	**4 543 733**
	Total de l'organisme – Non budgétaire	**500 000 000**	**–**	**–**	**–**	**500 000 000**	**13 214 240**	**–**	**486 785 760**	**(2 026 036)**
	Commission canadienne des grains									
1	Dépenses du programme	–	5 467 952	–	–	5 467 952				
	Virement du :									
	CT, crédit 15[1]	–	–	–	487 903	487 903				
	CT, crédit 25[1]	–	–	–	208 638	208 638				
	Total – Crédit 1	–	5 467 952	–	696 541	6 164 493	6 164 490	3	–	6 252 362
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	731 260	–	(479)	730 781	730 781	–	–	660 012
(S)	Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains (*Loi de crédits n° 4 pour 1994-1995*)	130 287 107	2 624 231	–	(2 624 231)	130 287 107	18 410 402	–	111 876 705	16 142 697
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	–	–	–	14 383	14 383	14 383	–	–	32 663
	Total de l'organisme – Budgétaire	**130 287 107**	**8 823 443**	**–**	**(1 913 786)**	**137 196 764**	**25 320 056**	**3**	**111 876 705**	**23 087 734**
	Financement agricole Canada									
(S)	*Loi sur Financement agricole Canada*									
	(L) Paiements de capital en vertu de la *Loi sur Financement agricole Canada*, paragraphe 11(1). Limite 2 500 000 000 $ (Net)	1 041 667 000	–	–	–	1 041 667 000	(1 458 333 000)	–	2 500 000 000	(250 000 000)
	(L) Prêts à la Société en vertu de la *Loi sur Financement agricole Canada*, paragraphe 12(3). Le total ne doit pas dépasser douze fois le capital de la Société (Net)	61 028 736 000	–	–	(993 736 000)	60 035 000 000	–	–	60 035 000 000	–
	Total de l'organisme – Non budgétaire	**62 070 403 000**	**–**	**–**	**(993 736 000)**	**61 076 667 000**	**(1 458 333 000)**	**–**	**62 535 000 000**	**(250 000 000)**
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**147 340 749**	**1 840 118 603**	**2 142 727 967**	**315 382 635**	**4 445 569 954**	**4 194 137 161**	**123 646 124**	**127 786 669**	**3 634 176 385**
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	**62 570 403 000**	**–**	**–**	**(995 261 336)**	**61 575 141 664**	**(1 446 644 096)**	**–**	**63 021 785 760**	**(273 452 847)**

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).

[1] Conseil du Trésor, crédit 10 – Initiatives pangouvernementales.
Conseil du Trésor, crédit 15 – Rajustements à la rémunération.
Conseil du Trésor, crédit 25 – Report du budget de fonctionnement.
Conseil du Trésor, crédit 30 – Besoins en matière de rémunération.
Conseil du Trésor, crédit 35 – Report du budget des dépenses en capital.

Détail budgétaire par affectation

(en dollars)

Description	Affectations	Dépenses	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs
Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire				
Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement				
Budget de fonctionnement	797 518 581	780 513 599	17 004 982	–
Solutions innovatrices Canada	1 170 000	751 431	418 569	–
Affectations bloquées				
Réduction	3 424 000	–	3 424 000	–
Revenus affectés aux dépenses	(54 000 000)	(40 790 724)	(13 209 276)	–
	748 112 581	*740 474 306*	*7 638 275*	–
Crédit 5 – Dépenses en capital				
Budget en capital	*66 488 430*	*59 407 495*	*7 080 935*	–
Crédit 10 – Subventions et contributions				
Subventions et contributions	861 954 110	778 257 199	83 696 911	–
Solutions innovatrices Canada	2 730 000	2 500 000	230 000	–
Affectations bloquées				
Réduction	25 000 000	–	25 000 000	–
	864 684 110	*780 757 199*	*83 926 911*	–
Montants législatifs	2 598 712 363	2 582 802 399	–	15 909 964
	4 302 997 484	4 163 441 399	123 646 121	15 909 964
Commission canadienne du lait				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement	5 375 706	5 375 706	–	–
Commission canadienne des grains				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement	6 164 493	6 164 490	3	–
Montants législatifs	131 032 271	19 155 566	–	111 876 705
	137 196 764	25 320 056	3	111 876 705
Total du portefeuille ministériel	**4 445 569 954**	**4 194 137 161**	**123 646 124**	**127 786 669**

Responsabilités essentielles

(en dollars)

	Budgétaire											
	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Total budgétaire		Non budgétaire	
Description	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire												
Risques du secteur	57 276 246	54 432 298	4 195 412	4 178 861	2 253 157 710	2 242 338 444	1 000 000	363 620	2 313 629 368	2 300 585 983	(1 525 336)	(1 525 336)
Science et innovation	466 018 025	448 709 230	56 391 718	49 788 014	417 948 710	346 363 096	25 000 000	15 258 430	915 358 453	829 601 910	–	–
Marchés nationaux et internationaux	107 429 854	94 200 150	1 481 300	1 127 791	715 695 740	688 573 709	8 418 454	8 326 826	816 188 440	775 574 824	–	–
Services internes	281 401 223	278 534 527	4 420 000	4 312 829	–	–	28 000 000	25 168 674	257 821 223	257 678 682	–	–
Total partiel	912 125 348	875 876 205	66 488 430	59 407 495	3 386 802 160	3 277 275 249	62 418 454	49 117 550	4 302 997 484	4 163 441 399	(1 525 336)	(1 525 336)
Revenus affectés aux dépenses	(62 418 454)	(49 117 550)	–	–	–	–	(62 418 454)	(49 117 550)	–	–	–	–
Total du ministère	**849 706 894**	**826 758 655**	**66 488 430**	**59 407 495**	**3 386 802 160**	**3 277 275 249**	**–**	**–**	**4 302 997 484**	**4 163 441 399**	**(1 525 336)**	**(1 525 336)**
Commission canadienne du lait	**5 375 706**	**5 375 706**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**5 375 706**	**5 375 706**	**500 000 000**	**13 214 240**
Commission canadienne des grains												
Réglementation des grains	128 037 747	51 421 623	–	–	–	–	39 349 312	50 970 583	88 688 435	451 040	–	–
Services internes	74 790 230	24 890 877	–	–	–	–	26 281 901	21 861	48 508 329	24 869 016	–	–
Total partiel	202 827 977	76 312 500	–	–	–	–	65 631 213	50 992 444	137 196 764	25 320 056	–	–
Revenus affectés aux dépenses	(65 631 213)	(50 992 444)	–	–	–	–	(65 631 213)	(50 992 444)	–	–	–	–
Total de l'organisme	**137 196 764**	**25 320 056**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**137 196 764**	**25 320 056**	**–**	**–**
Financement agricole Canada	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**61 076 667 000**	**(1 458 333 000)**
Total du portefeuille ministériel	**992 279 364**	**857 454 417**	**66 488 430**	**59 407 495**	**3 386 802 160**	**3 277 275 249**	**–**	**–**	**4 445 569 954**	**4 194 137 161**	**61 575 141 664**	**(1 446 644 096)**

Paiements de transfert

(en dollars)

Description	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire									
Subventions									
Subventions pour favoriser les investissements dans les initiatives de la politique alimentaire	–	8 785 520	10 000 000	–	18 785 520	18 779 506	6 014	–	8 822 691
Défi de réduction du gaspillage alimentaire	–	5 100 000	–	–	5 100 000	5 100 000	–	–	7 399 996
Subvention au programme Solutions innovatrices Canada	–	2 730 000	–	–	2 730 000	2 500 000	230 000	–	400 000
Subventions à l'appui du programme de collaboration internationale	–	1 433 000	210 000	600 000	2 243 000	2 241 596	1 404	–	7 626 707
Subventions à l'appui de l'industrie vinicole canadienne	–	78 550 495	–	–	78 550 495	78 550 493	2	–	79 553 839
(S) Paiements de subventions pour le Programme de paiements directs pour les producteurs laitiers (*Loi sur la protection du revenu agricole*)	–	–	300 000 000	(5 926 282)	294 073 718	294 073 718	–	–	458 980 887
(S) Paiements de subvention pour le programme Agri-investissement (*Loi sur la protection du revenu agricole*)	–	116 764 500	7 698 707	37 755 709	162 218 916	162 218 916	–	–	142 412 528
(S) Paiements de subvention pour le programme Agri-stabilité (*Loi sur la protection du revenu agricole*)	–	8 901 419	43 161 911	37 392 448	89 455 778	89 455 778	–	–	12 458 106
(S) Subventions aux offices établis conformément à la *Loi sur les offices des produits agricoles*	600 000	100 000	–	(100 000)	600 000	–	–	600 000	–
(S) Paiements de subvention pour l'Initiative de transition du programme canadien de stabilisation du revenu agricole pour l'évaluation des stocks	–	–	–	(8 675)	(8 675)	(8 675)	–	–	(8 317)
(S) Subventions à l'appui du programme de paiements relatifs aux céréales et oléagineux	–	–	–	(1 156)	(1 156)	(1 156)	–	–	(149)
Éléments non requis pour l'exercice en cours	–	–	–	–	–	–	–	–	1 133 317
Total – Subventions	**600 000**	**222 364 934**	**361 070 618**	**69 712 044**	**653 747 596**	**652 910 176**	**237 420**	**600 000**	**718 779 605**
Contributions									
Contributions à l'appui du programme des technologies propres en agriculture	–	111 116 071	–	(2 818 000)	108 298 071	75 396 537	32 901 534	–	57 999 125
Contributions à l'appui du volet Mesures à la ferme pour le climat du programme Solutions agricoles pour le climat	–	108 600 725	5 211 000	(2 202 690)	111 609 035	106 474 448	5 134 587	–	96 124 452
Paiements de contribution à l'appui du Programme à la ferme pour la volaille et les œufs dans le cadre des initiatives de gestion de l'offre	–	80 000 000	14 000 000	11 015 665	105 015 665	105 015 664	1	–	73 474 515
Paiements de contribution à l'appui du Fonds d'investissement dans la transformation des produits sous gestion de l'offre dans le cadre des initiatives de gestion de l'offre	–	58 500 000	15 000 000	(620 000)	72 880 000	62 575 284	10 304 716	–	19 500 000
Paiements de contribution pour le programme de préparation de l'industrie à la peste porcine africaine	–	16 500 000	–	(9 066 941)	7 433 059	7 433 059	–	–	–
Contributions pour soutenir les Solutions agricoles pour le climat	–	12 500 000	–	(972 000)	11 528 000	11 528 000	–	–	6 250 000
Stratégie emploi et compétences jeunesse	–	11 752 543	–	–	11 752 543	11 356 396	396 147	–	3 017 812

Paiements de transfert – *fin*

(en dollars)

Description	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Paiements de contribution à l'appui du Programme de développement des marchés de la volaille et des œufs dans le cadre des initiatives de gestion de l'offre	–	7 000 000	–	(1 000 000)	6 000 000	6 000 000	–	–	6 000 000
Contributions à l'appui du programme canadien des priorités stratégiques de l'agriculture	–	4 831 000	–	5 875 888	10 706 888	10 706 263	625	–	11 879 224
Contributions à l'appui du programme Agri-compétitivité dans le cadre du Partenariat canadien pour l'agriculture durable	–	3 466 626	4 130 000	608 627	8 205 253	8 167 287	37 966	–	6 408 230
Contributions pour favoriser les investissements dans les initiatives de la politique alimentaire	–	2 196 380	–	(1 060 148)	1 136 232	1 127 684	8 548	–	4 788 549
Contributions à l'appui du programme Agri-science dans le cadre du Partenariat canadien pour l'agriculture durable	–	–	22 395 750	–	22 395 750	12 372 052	10 023 698	–	34 905 836
Contributions à l'appui du programme Agri-innover dans le cadre du Partenariat canadien pour l'agriculture durable	–	–	10 865 000	–	10 865 000	10 865 000	–	–	11 205 339
Contributions à l'appui du programme Agri-marketing dans le cadre du Partenariat canadien pour l'agriculture durable	–	–	21 858 764	–	21 858 764	19 498 637	2 360 127	–	20 205 293
Contributions à l'appui du programme Agri-assurance dans le cadre du Partenariat canadien pour l'agriculture durable	–	–	10 040 000	–	10 040 000	4 551 831	5 488 169	–	13 473 420
Contributions à l'appui du programme Agri-diversité dans le cadre du Partenariat canadien pour l'agriculture durable	–	–	1 000 000	(360 401)	639 599	631 190	8 409	–	1 057 035
Contributions à l'appui des programmes à coûts partagés exécutés par les provinces et les territoires dans le cadre du Partenariat canadien pour l'agriculture durable	–	–	261 911 236	(150 000)	261 761 236	219 736 272	42 024 964	–	217 923 524
Contributions à l'appui de l'Initiative sur les systèmes agricoles et alimentaires autochtones	–	–	–	150 000	150 000	150 000	–	–	1 570 569
(S) Paiements de contribution pour le programme Agri-protection (*Loi sur la protection du revenu agricole*)	–	243 448 000	790 335 000	176 482 388	1 210 265 388	1 210 265 388	–	–	1 052 520 171
(S) Paiements de contribution pour le programme Agri-stabilité (*Loi sur la protection du revenu agricole*)	–	246 408 961	93 249 227	54 828 947	394 487 135	394 487 135	–	–	331 747 545
(S) Paiements de contribution pour le programme d'aide en cas de catastrophe agricole – Agri-relance (*Loi sur la protection du revenu agricole*)	–	–	254 713 335	(75 680 968)	179 032 367	179 032 367	–	–	49 573 001
(S) Paiements relatifs à la *Loi sur les programmes de commercialisation agricole* (L.C. (1997), ch. C-34)	–	113 300 000	34 247 187	(4 466 812)	143 080 375	143 080 375	–	–	59 512 358
(S) Paiements de contribution pour le programme Agri-investissement (*Loi sur la protection du revenu agricole*)	–	15 487 500	1 223 951	8 803 874	25 515 325	25 515 325	–	–	21 472 556
(S) Prêts garantis en vertu de la *Loi canadienne sur les prêts agricoles*	–	13 111 013	–	(12 727 547)	383 466	383 466	–	–	(459 931)

(S) Paiements de contribution pour le programme d'assurance-des prix du bétail (*Loi sur la protection du revenu agricole*)	–	–	4 000 000	(1 946 681)	2 053 319	2 053 319	–	–	–
(S) Paiements de contribution pour l'Initiative de transition du programme canadien de stabilisation du revenu agricole pour l'évaluation des stocks.....	–	–	–	(8 779)	(8 779)	(8 779)	–	–	(1 249)
(S) Contributions à l'appui de l'Initiative d'aide à l'industrie porcine.....	–	–	–	(4 029 127)	(4 029 127)	(4 029 127)	–	–	(6 862 924)
Éléments non requis pour l'exercice en cours	–	–	–	–	–	–	–	–	20 690 581
Total – Contributions	**–**	**1 048 218 819**	**1 544 180 450**	**140 655 295**	**2 733 054 564**	**2 624 365 073**	**108 689 491**	**–**	**2 113 975 031**
Total du portefeuille ministériel.....	**600 000**	**1 270 583 753**	**1 905 251 068**	**210 367 339**	**3 386 802 160**	**3 277 275 249**	**108 926 911**	**600 000**	**2 832 754 636**

(S) Paiement de transfert législatif.

Détail des montants disponibles pour être dépensés

(en dollars)

Description	Autorisations disponibles pour emploi au cours de l'exercice	Autorisations employées au cours de l'exercice	Autorisations employées dans l'exercice précédent
Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Risques du secteur	1 000 000	363 620	229 054
Science et innovation	25 000 000	15 258 430	22 040 189
Marchés nationaux et internationaux	8 418 454	8 326 826	9 065 445
Services internes	28 000 000	25 168 674	27 483 260
Total budgétaire	**62 418 454**	**49 117 550**	**58 817 948**
Non budgétaires (rentrées disponibles pour être dépensées)			
Risques du secteur	–	**1 525 336**	**21 426 811**
Total du ministère – Budgétaire	**62 418 454**	**49 117 550**	**58 817 948**
Total du ministère – Non budgétaire	**–**	**1 525 336**	**21 426 811**
Commission canadienne des grains			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Réglementation des grains	39 349 312	50 970 583	43 935 135
Services internes	26 281 901	21 861	21 731
Total de l'organisme – Budgétaire	**65 631 213**	**50 992 444**	**43 956 866**
Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**128 049 667**	**100 109 994**	**102 774 814**
Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	**–**	**1 525 336**	**21 426 811**

Revenus

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire		
Autres revenus		
Revenus de placements [1]		
Prêts, placements et avances		
Financement agricole Canada – Dividendes	210 000 000	470 500 000
Commission canadienne du lait	799 683	232 078
Programme de réserve pour pertes sur prêts dans l'industrie du porc	1 961 459	1 208 076
	212 761 142	471 940 154
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	23 296 684	12 589 503
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	18 511 610	30 384 937
Recouvrement de trop-payés de salaire, débiteurs transférés d'autres ministères	62 326	8 116
Remboursement de paiements relatifs aux événements de santé publique d'intérêt national et l'allocation de soutien du revenu	–	2 198
	41 870 620	42 984 754
Ventes de biens et de services		
Droits et privilèges	*6 995 288*	*5 669 061*
Location et utilisation de biens publics	*1 858 944*	*1 907 095*
Services de nature réglementaire	*8 472 217*	*8 928 406*
Services de nature non réglementaire	*16 006 600*	*21 830 519*
Autres frais et droits		
Services aux autres ministères		
Services de gestion des ressources humaines	4 637 771	6 215 852
Services de gestion financière	15 428 436	15 886 558
Services de gestion de l'information	1 655 155	1 553 452
Services de technologie de l'information	1 159 006	1 157 131
Services des biens immobiliers	2 288 306	2 637 846
Divers	700 180	569 444
	25 868 854	*28 020 283*
	59 201 903	66 355 364
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	7 518 066	6 673 467
Revenus divers		
Produit de l'aliénation des biens immobiliers	36 036	670 685
Intérêts et pénalités		
Intérêts sur débiteurs en souffrance	17 645 282	18 736 784
Divers	18 958 101	20 768 446
	36 639 419	40 175 915
Total du ministère	**357 991 150**	**628 129 654**

Revenus – *fin*

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Commission canadienne du lait		
Autres revenus		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	1 428	8 322
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	–	470
Total de l'organisme	**1 428**	**8 792**
Commission canadienne des grains		
Autres revenus		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	13 125	2 770
Ventes de biens et de services		
Services de nature réglementaire		
Services de nature réglementaire	47 980 710	45 680 613
Revenus reportés	2 013 778	1 875 807
	49 994 488	*47 556 420*
Services de nature non réglementaire	*1 391 031*	*1 818 300*
Autres frais et droits		
Revenus reportés	*(1 964 708)*	*(1 897 843)*
	49 420 811	47 476 877
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	14 383	32 663
Revenus divers		
Intérêts et pénalités		
Intérêt sur débiteurs en souffrance	48 384	55 663
Gain net de change		
Gain sur réévaluation de change	1 188	2 312
	49 572	57 975
Total de l'organisme	**49 497 891**	**47 570 285**
Sommaire du portefeuille ministériel		
Autres revenus		
Revenus de placements	212 761 142	471 940 154
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	41 885 173	42 995 846
Ventes de biens et de services	108 622 714	113 832 241
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	7 532 449	6 706 130
Revenus divers	36 688 991	40 233 890
Total du portefeuille ministériel	**407 490 469**	**675 708 261**

[1] Intérêt sauf indication contraire.

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

Section 6

Comptes publics du Canada
2023-2024

Anciens Combattants

Ministère des Anciens Combattants

Tribunal des anciens combattants (révision et appel)

Table des matières

Page

Description des responsabilités essentielles 182
Sommaire du portefeuille ministériel 183
Détail budgétaire par affectation 185
Responsabilités essentielles 186
Paiements de transfert 187
Revenus 189

Description des responsabilités essentielles

Ministère des Anciens Combattants

Avantages, services et soutien

Assurer les soins de santé et le bien-être des vétérans, des personnes à charge ou des conjoints survivants par un éventail de services et d'avantages sociaux, la recherche, les partenariats et la défense de leurs intérêts.

Commémoration

Rendre hommage aux sacrifices et aux réalisations de ceux et celles qui ont participé aux efforts militaires du Canada.

Ombudsman des vétérans

Examiner de façon indépendante et impartiale les plaintes et les problèmes liés aux programmes et aux services offerts par le portefeuille d'Anciens Combattants et respecter la Déclaration des droits des anciens combattants.

Services internes

Les Services internes comprennent les groupes d'activités et de ressources connexes que le gouvernement fédéral considère comme étant des services à l'appui de programmes ou nécessaires pour permettre à une organisation de s'acquitter de ses obligations générales. Les Services internes désignent les activités et ressources des dix services distincts qui soutiennent l'exécution des programmes au sein de l'organisation, peu importe le modèle de prestation des Services internes utilisé. Ces services sont : Services de gestion des acquisitions, Services de communication, Services de gestion financière, Services de gestion des ressources humaines, Services de gestion de l'information, Services de technologie de l'information, Services juridiques, Services de gestion du matériel, Services de gestion et de surveillance, Services de gestion des biens immobiliers.

Tribunal des anciens combattants (révision et appel)

Appels

Fournir un programme de révision et d'appel indépendant pour les décisions rendues par Anciens Combattants Canada à l'égard des prestations d'invalidité; assurer que les vétérans, les membres des Forces armées canadiennes et de la Gendarmerie royale du Canada et leur famille reçoivent les prestations auxquelles ils ont droit en vertu de la loi pour des invalidités liées au service.

Sommaire du portefeuille ministériel

(en dollars)

		Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
Crédit	Description	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Ministère des Anciens Combattants									
1	Dépenses de fonctionnement	–	1 338 917 705	–	–	1 338 917 705				
1b	Dépenses de fonctionnement	–	–	35 736 891	–	35 736 891				
	Virement du :									
	crédit 1 (Ministère de la Défense nationale)	–	–	–	145 000	145 000				
	crédit 1 (Tribunal des anciens combattants (révision et appel))	–	–	–	2 965 800	2 965 800				
	CT, crédit 10[1]	–	–	–	33 356	33 356				
	CT, crédit 15[1]	–	–	–	45 340 667	45 340 667				
	CT, crédit 25[1]	–	–	–	12 779 082	12 779 082				
	Virement au :									
	crédit 1 (Secrétariat du Conseil du Trésor)	–	–	–	(25 000)	(25 000)				
	crédit 5	–	–	–	(56 779 000)	(56 779 000)				
	Total – Crédit 1	–	1 338 917 705	35 736 891	4 459 905	1 379 114 501	1 364 791 202	14 323 299	–	1 202 411 160
5	Subventions et contributions	–	4 598 995 179	–	–	4 598 995 179				
5b	Subventions et contributions	–	–	1	–	1				
5c	Subventions et contributions	–	–	16 584 000	–	16 584 000				
	Virement du :									
	crédit 1	–	–	–	56 779 000	56 779 000				
	crédit 1 (Ministère de la Défense nationale)	–	–	–	1 500 000	1 500 000				
	Total – Crédit 5	–	4 598 995 179	16 584 001	58 279 000	4 673 858 180	4 636 714 330	37 143 850	–	4 177 856 503
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	46 212 087	4 796 030	(27 855)	50 980 262	50 980 262	–	–	41 969 089
(S)	Rajustement des engagements actuariels de l'assurance des anciens combattants (*Loi sur l'assurance des anciens combattants*)	–	175 000	–	(175 000)	–	–	–	–	–
(S)	Ministre des Anciens Combattants et ministre associé de la Défense nationale – Traitement et allocation pour automobile (*Loi sur les traitements* et *Loi sur le Parlement du Canada*)	–	94 700	–	100	94 800	94 800	–	–	92 400
(S)	Rajustement des engagements actuariels de l'assurance des soldats de retour au pays (*Loi de l'assurance des soldats de retour au pays*)	–	10 000	–	(10 000)	–	–	–	–	99
(S)	Remboursements, en vertu de l'article 15 de la *Loi sur les indemnités de service de guerre*, de redressements de compensation effectués en conformité avec la *Loi sur les terres destinées aux anciens combattants* (L.R.C. (1970), ch. V-4)	–	10 000	–	(10 000)	–	–	–	–	–
(S)	Crédits de réadaptation en vertu de l'article 8 de la *Loi sur les indemnités de service de guerre* (L.R.C. (1970), ch. W-4)	–	2 000	–	(2 000)	–	–	–	–	–
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	–	–	–	11 023	11 023	11 023	–	–	15 338

Sommaire du portefeuille ministériel – *fin*

(en dollars)

		Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
Crédit	Description	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
(S)	Remboursements de montants portés aux revenus d'exercices antérieurs	–	–	–	392 085	392 085	392 085	–	–	9
(S)	Montants adjugés par une cour	–	–	–	82 500	82 500	82 500	–	–	–
	Total budgétaire	–	5 984 416 671	57 116 922	62 999 758	6 104 533 351	6 053 066 202	51 467 149	–	5 422 344 598
(S)	(L) Prêts à la Caisse de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants en vertu de la *Loi sur les terres destinées aux anciens combattants*, parties I, II et III telle que modifiée par le crédit L55 de la *Loi nº 3 de 1970 portant affectation de crédits*. Limite 605 000 000 $ (Net)	605 000 000	–	–	–	605 000 000	–	–	605 000 000	–
	Total du ministère – Budgétaire	**–**	**5 984 416 671**	**57 116 922**	**62 999 758**	**6 104 533 351**	**6 053 066 202**	**51 467 149**	**–**	**5 422 344 598**
	Total du ministère – Non budgétaire	**605 000 000**	**–**	**–**	**–**	**605 000 000**	**–**	**–**	**605 000 000**	**–**
	Tribunal des anciens combattants (révision et appel)									
1	Dépenses du programme	–	13 837 908	–	–	13 837 908				
1b	Dépenses du programme	–	–	5 667 725	–	5 667 725				
	Virement du :									
	CT, crédit 15[1]	–	–	–	1 255 003	1 255 003				
	CT, crédit 25[1]	–	–	–	435 907	435 907				
	Virement au crédit 1 (Ministère des Anciens Combattants)	–	–	–	(2 965 800)	(2 965 800)				
	Total – Crédit 1	–	13 837 908	5 667 725	(1 274 890)	18 230 743	16 202 110	2 028 633	–	12 153 646
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	1 932 525	1 204 414	(1 214 862)	1 922 077	1 922 077	–	–	1 466 535
	Total de l'organisme – Budgétaire	**–**	**15 770 433**	**6 872 139**	**(2 489 752)**	**20 152 820**	**18 124 187**	**2 028 633**	**–**	**13 620 181**
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**–**	**6 000 187 104**	**63 989 061**	**60 510 006**	**6 124 686 171**	**6 071 190 389**	**53 495 782**	**–**	**5 435 964 779**
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	**605 000 000**	**–**	**–**	**–**	**605 000 000**	**–**	**–**	**605 000 000**	**–**

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.
(S) Autorisation législative.
(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).
[1] Conseil du Trésor, crédit 10 – Initiatives pangouvernementales.
Conseil du Trésor, crédit 15 – Rajustements à la rémunération.
Conseil du Trésor, crédit 25 – Report du budget de fonctionnement.

Détail budgétaire par affectation

(en dollars)

Description	Affectations	Dépenses	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs
Ministère des Anciens Combattants				
Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement				
Budget de fonctionnement	449 611 461	444 306 667	5 304 794	–
Autres services de santé achetés	824 617 000	819 196 267	5 420 733	–
L'Hôpital Sainte-Anne	1 045 707	–	1 045 707	–
Initiatives publicitaires	5 000 000	4 857 907	142 093	–
Services de soutien des anciens combattants	96 483 333	96 430 361	52 972	–
Affectations bloquées				
Réduction	2 357 000	–	2 357 000	–
	1 379 114 501	*1 364 791 202*	*14 323 299*	–
Crédit 5 – Subventions et contributions				
Subventions et contributions	*4 673 858 180*	*4 636 714 330*	*37 143 850*	–
Montants législatifs	51 560 670	51 560 670	–	–
	6 104 533 351	6 053 066 202	51 467 149	–
Tribunal des anciens combattants (révision et appel)				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement	18 230 743	16 202 110	2 028 633	–
Montants législatifs	1 922 077	1 922 077	–	–
	20 152 820	18 124 187	2 028 633	–
Total du portefeuille ministériel	**6 124 686 171**	**6 071 190 389**	**53 495 782**	**–**

Responsabilités essentielles

(en dollars)

	Budgétaire											
	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Total budgétaire		Non budgétaire	
Description	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
Ministère des Anciens Combattants												
Avantages, services et soutien	1 235 286 001	1 228 916 973	–	–	4 646 000 180	4 609 875 567	–	–	5 881 286 181	5 838 792 540	605 000 000	–
Commémoration	25 537 313	24 384 546	–	–	27 858 000	26 838 763	–	–	53 395 313	51 223 309	–	–
Ombudsman des vétérans	4 815 993	4 680 678	–	–	–	–	–	–	4 815 993	4 680 678	–	–
Services internes	165 035 864	158 369 675	–	–	–	–	–	–	165 035 864	158 369 675	–	–
Total du ministère	**1 430 675 171**	**1 416 351 872**	**–**	**–**	**4 673 858 180**	**4 636 714 330**	**–**	**–**	**6 104 533 351**	**6 053 066 202**	**605 000 000**	**–**
Tribunal des anciens combattants (révision et appel)												
Appels	20 152 820	18 124 187	–	–	–	–	–	–	20 152 820	18 124 187	–	–
Total de l'organisme	**20 152 820**	**18 124 187**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**20 152 820**	**18 124 187**	**–**	**–**
Total du portefeuille ministériel	**1 450 827 991**	**1 434 476 059**	**–**	**–**	**4 673 858 180**	**4 636 714 330**	**–**	**–**	**6 124 686 171**	**6 071 190 389**	**605 000 000**	**–**

Paiements de transfert

(en dollars)

Description	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Ministère des Anciens Combattants									
Subventions									
Indemnité pour souffrance et douleur	–	1 579 661 000	–	29 726 000	1 609 387 000	1 608 757 205	629 795	–	1 387 239 972
Prestation de remplacement du revenu	–	1 245 159 000	17 000	18 119 000	1 263 295 000	1 260 702 576	2 592 424	–	1 085 507 075
Pensions d'invalidité et de décès, y compris les pensions accordées en vertu de l'ordonnance sur l'indemnisation des employés civils (Guerre) de l'État, C.P. 45/8848 du 22 novembre 1944, qui sont régies par les dispositions de la *Loi sur les pensions*, indemnisations pour les anciens prisonniers de guerre en vertu de la *Loi sur les pensions*; et allocations spéciales dans le cas de Terre-Neuve	–	1 022 354 000	–	(8 226 000)	1 014 128 000	1 012 069 671	2 058 329	–	1 020 948 285
Entretien ménager et entretien du terrain	–	281 454 000	9 771 000	9 568 000	300 793 000	291 478 596	9 314 404	–	276 831 568
Indemnité supplémentaire pour souffrance et douleur	–	274 510 000	756 000	7 784 000	283 050 000	276 261 939	6 788 061	–	224 640 132
Allocation pour études et formation	–	33 226 000	803 000	–	34 029 000	28 961 516	5 067 484	–	30 450 001
Allocation de reconnaissance pour aidant	–	22 449 000	–	–	22 449 000	22 308 657	140 343	–	16 108 480
Commission des sépultures de guerre du Commonwealth	–	11 600 000	800 000	–	12 400 000	11 859 340	540 660	–	10 943 100
Subvention pour les Fonds pour le bien-être des vétérans et leur famille	–	7 000 000	–	(1 066 937)	5 933 063	5 933 062	1	–	5 408 294
Fonds du Souvenir	–	6 803 000	–	–	6 803 000	6 393 536	409 464	–	5 837 533
Allocation pour perte de revenus et prestation de retraite supplémentaire	–	5 000 000	681 000	4 319 000	10 000 000	7 182 831	2 817 169	–	6 465 846
Allocations aux anciens combattants et allocations de guerre pour les civils	–	2 784 000	111 000	–	2 895 000	2 530 615	364 385	–	2 985 335
Allocation de soutien du revenu des Forces canadiennes	–	2 440 000	323 000	–	2 763 000	2 651 436	111 564	–	2 349 434
Subvention pour le Programme de financement de la recherche	–	2 300 000	1	(150 000)	2 150 001	2 150 000	1	–	200 000
Indemnité pour blessure grave	–	1 700 000	500 000	–	2 200 000	1 098 644	1 101 356	–	1 032 081
Indemnités et allocations d'invalidité	–	1 457 000	–	(545 000)	912 000	705 319	206 681	–	1 167 518
Subvention pour partenariats de commémoration	–	1 200 000	–	(674 186)	525 814	525 813	1	–	4 716 420
Fonds d'urgence pour les vétérans	–	1 000 000	–	800 000	1 800 000	1 647 146	152 854	–	1 530 885
Aide en matière d'éducation aux enfants des anciens combattants décédés	–	978 000	322 000	–	1 300 000	802 222	497 778	–	832 585
Paiements effectués en vertu du Règlement sur l'indemnisation en cas d'accidents d'aviation	–	975 000	–	–	975 000	480 718	494 282	–	498 818
Allocation de traitement	–	625 000	–	(425 000)	200 000	145 523	54 477	–	120 229
Aide accordée en conformité avec les dispositions du Règlement sur le fonds de secours	–	420 000	–	(320 000)	100 000	39 645	60 355	–	47 274
Paiement de prestation de retraite supplémentaire	–	230 000	–	–	230 000	68 986	161 014	–	548 343
Allocation de sécurité du revenu de retraite	–	100 000	–	(50 000)	50 000	–	50 000	–	–
Cimetière commémoratif des Nations Unies en Corée	–	70 000	–	–	70 000	22 040	47 960	–	20 961
Aide aux anciens combattants canadiens – District d'outre-mer	–	25 000	–	–	25 000	9 315	15 685	–	16 651
Paiements de prestations pour bravoure	–	4 500	–	(2 000)	2 500	774	1 726	–	1 272

Paiements de transfert – *fin*

(en dollars)

	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
Description	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
(S) Rajustement des engagements actuariels de l'assurance des anciens combattants (*Loi sur l'assurance des anciens combattants*)	–	175 000	–	(175 000)	–	–	–	–	–
(S) Rajustement des engagements actuariels de l'assurance des soldats de retour au pays (*Loi de l'assurance des soldats de retour au pays*)	–	10 000	–	(10 000)	–	–	–	–	99
(S) Remboursements, en vertu de l'article 15 de la *Loi sur les indemnités de service de guerre*, de redressements de compensation effectués en conformité avec la *Loi sur les terres destinées aux anciens combattants* (L.R.C. (1970), ch. V-4)	–	10 000	–	(10 000)	–	–	–	–	–
(S) Crédits de réadaptation en vertu de l'article 8 de la *Loi sur les indemnités de service de guerre* (L.R.C. (1970), ch. W-4)	–	2 000	–	(2 000)	–	–	–	–	–
Total – Subventions	**–**	**4 505 721 500**	**14 084 001**	**58 659 877**	**4 578 465 378**	**4 544 787 125**	**33 678 253**	**–**	**4 086 448 191**
Contributions									
Contributions accordées aux anciens combattants, en vertu du Programme pour l'autonomie des anciens combattants, afin de les aider à payer les coûts des services complémentaires de santé non couverts par les programmes de soins médicaux provinciaux	–	73 224 000	–	(4 319 000)	68 905 000	65 488 938	3 416 062	–	68 512 291
Centre d'excellence sur le trouble de stress post-traumatique et les états de santé mentale connexes	–	9 200 000	–	–	9 200 000	9 191 941	8 059	–	9 008 161
Contribution pour le Programme de financement de la recherche	–	5 161 679	–	2 000 000	7 161 679	7 141 355	20 324	–	7 028 497
Contributions, en vertu du Programme de partenariat pour la commémoration, aux organisations, institutions et autres ordres de gouvernement, à l'appui des projets afférents à la santé et au mieux-être des anciens combattants, et des activités et événements commémoratifs	–	4 885 000	2 500 000	674 186	8 059 186	8 038 034	21 152	–	4 267 756
Contributions pour les Fonds pour le bien-être des vétérans et de leur famille	–	1 000 000	–	1 066 937	2 066 937	2 066 937	–	–	2 591 706
Total – Contributions	**–**	**93 470 679**	**2 500 000**	**(577 877)**	**95 392 802**	**91 927 205**	**3 465 597**	**–**	**91 408 411**
Total du portefeuille ministériel	**–**	**4 599 192 179**	**16 584 001**	**58 082 000**	**4 673 858 180**	**4 636 714 330**	**37 143 850**	**–**	**4 177 856 602**

(S) Paiement de transfert législatif.

Revenus

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Ministère des Anciens Combattants		
Autres revenus		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Allocations aux anciens combattants	15 277	34 464
Pensions	8 297 094	5 943 255
Autres subventions et contributions	25 257 624	19 013 604
Recouvrements des fonds d'exploitation et d'entretien	8 117 978	7 174 939
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	6 186 643	682 076
	47 874 616	32 848 338
Ventes de biens et de services		
Services de nature non réglementaire		
Autres services aux malades hospitalisés	48 452	–
Autres frais et droits	–	25
	48 452	25
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	11 023	5 656
Revenus divers		
Recouvrement de pensions de gouvernements étrangers	191 087	190 026
Gain net de change	1 256	757
Divers	22 986	44 873
	215 329	235 656
Total du ministère	**48 149 420**	**33 089 675**
Tribunal des anciens combattants (révision et appel)		
Autres revenus		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Recouvrements des fonds d'exploitation et d'entretien	37 708	56 922
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	485 190	–
Total de l'organisme	**522 898**	**56 922**
Sommaire du portefeuille ministériel		
Autres revenus		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	48 397 514	32 905 260
Ventes de biens et de services	48 452	25
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	11 023	5 656
Revenus divers	215 329	235 656
Total du portefeuille ministériel	**48 672 318**	**33 146 597**

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

Section 7

Comptes publics du Canada
2023-2024

Bureau du secrétaire du gouverneur général

Bureau du secrétaire du gouverneur général

Table des matières

Page

Description des responsabilités essentielles 192
Sommaire du portefeuille ministériel 193
Détail budgétaire par affectation 194
Responsabilités essentielles 195
Paiements de transfert 196
Revenus 197

Description des responsabilités essentielles

Bureau du secrétaire du gouverneur général

Soutien du gouverneur général

Le Bureau du secrétaire du gouverneur général offre un appui et des conseils au gouverneur général du Canada dans son rôle unique de représentant du Roi au Canada ainsi que de commandant en chef. Le Bureau aide le gouverneur général à s'acquitter de ses responsabilités constitutionnelles, à représenter le Canada à l'échelle internationale, et à encourager l'excellence et les réalisations par le biais de l'administration du Régime canadien de distinctions honorifiques et de la concession d'emblèmes héraldiques. Le Bureau aide également le gouverneur général à rapprocher les Canadiens. Il gère des programmes de visites guidées et d'interprétation aux deux résidences officielles du gouverneur général et supervise les activités quotidiennes de ces résidences. Le Bureau fournit aussi un soutien aux anciens gouverneurs généraux.

Services internes

Les Services internes comprennent les groupes d'activités et de ressources connexes que le gouvernement fédéral considère comme étant des services à l'appui de programmes ou nécessaires pour permettre à une organisation de s'acquitter de ses obligations générales. Les Services internes désignent les activités et ressources des dix services distincts qui soutiennent l'exécution des programmes au sein de l'organisation, peu importe le modèle de prestation des Services internes utilisé. Ces services sont : Services de gestion des acquisitions, Services de communication, Services de gestion financière, Services de gestion des ressources humaines, Services de gestion de l'information, Services de technologie de l'information, Services juridiques, Services de gestion du matériel, Services de gestion et de surveillance, Services de gestion des biens immobiliers.

Sommaire du portefeuille ministériel

(en dollars)

		Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
Crédit	Description	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Bureau du secrétaire du gouverneur général									
1	Dépenses du programme	–	20 677 200	–	–	20 677 200				
	Virement du :									
	CT, crédit 15[1]	–	–	–	1 928 596	1 928 596				
	CT, crédit 25[1]	–	–	–	894 181	894 181				
	Total – Crédit 1	–	20 677 200	–	2 822 777	23 499 977	22 508 820	991 157	–	21 519 650
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	2 257 553	–	342 720	2 600 273	2 600 273	–	–	2 384 029
(S)	Traitement du gouverneur général (L.R.C. (1985), ch. G-9)	–	350 355	–	4 045	354 400	354 400	–	–	344 475
(S)	Pensions payables en vertu de la *Loi sur le gouverneur général* (L.R.C. (1985), ch. G-9)	–	969 785	–	(17 418)	952 367	952 367	–	–	956 251
	Crédits non requis pour l'exercice en cours	–	–	–	–	–	–	–	–	35 605
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**–**	**24 254 893**	**–**	**3 152 124**	**27 407 017**	**26 415 860**	**991 157**	**–**	**25 240 010**

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

[1] Conseil du Trésor, crédit 15 – Rajustements à la rémunération.
Conseil du Trésor, crédit 25 – Report du budget de fonctionnement.

Détail budgétaire par affectation

(en dollars)

Description	Affectations	Dépenses	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs
Bureau du secrétaire du gouverneur général				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement	23 282 111	22 508 820	773 291	–
Affectations bloquées				
Transfert/réaffectation	217 866	–	217 866	–
	23 499 977	*22 508 820*	*991 157*	–
Montants législatifs	3 907 040	3 907 040	–	–
Total du portefeuille ministériel	**27 407 017**	**26 415 860**	**991 157**	**–**

Responsabilités essentielles

(en dollars)

	Budgétaire											
	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Total budgétaire		Non budgétaire	
Description	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
Bureau du secrétaire du gouverneur général												
Soutien du gouverneur général	17 684 404	17 049 379	–	–	952 367	952 367	–	–	18 636 771	18 001 746	–	–
Services internes.....	8 770 246	8 414 114	–	–	–	–	–	–	8 770 246	8 414 114	–	–
Total du portefeuille ministériel.....	**26 454 650**	**25 463 493**	**–**	**–**	**952 367**	**952 367**	**–**	**–**	**27 407 017**	**26 415 860**	**–**	**–**

Paiements de transfert

(en dollars)

	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
Description	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Bureau du secrétaire du gouverneur général									
Subventions									
(S) Pensions payables en vertu de la *Loi sur le gouverneur général* (L.R.C. (1985), ch. G-9)	–	969 785	–	(17 418)	952 367	952 367	–	–	956 251
Total du portefeuille ministériel	**–**	**969 785**	**–**	**(17 418)**	**952 367**	**952 367**	**–**	**–**	**956 251**

(S) Paiement de transfert législatif.

Revenus

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Bureau du secrétaire du gouverneur général		
Autres revenus		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	27 832	24 598
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	2 912	–
	30 744	24 598
Revenus divers	19 575	36 540
Total du portefeuille ministériel	**50 319**	**61 138**

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

Section 8

Comptes publics du Canada
2023-2024

Conseil du Trésor

Secrétariat du Conseil du Trésor

École de la fonction publique du Canada

Commissariat au lobbying

Commissariat à l'intégrité du secteur public

Table des matières

Page

Description des responsabilités essentielles 200
Sommaire du portefeuille ministériel 202
Détail budgétaire par affectation 206
Responsabilités essentielles 208
Paiements de transfert 209
Détail des montants disponibles pour être dépensés 210
Revenus 210

Description des responsabilités essentielles

Services internes

Les Services internes comprennent les groupes d'activités et de ressources connexes que le gouvernement fédéral considère comme étant des services à l'appui de programmes ou nécessaires pour permettre à une organisation de s'acquitter de ses obligations générales. Les Services internes désignent les activités et ressources des dix services distincts qui soutiennent l'exécution des programmes au sein de l'organisation, peu importe le modèle de prestation des Services internes utilisé. Ces services sont : Services de gestion des acquisitions, Services de communication, Services de gestion financière, Services de gestion des ressources humaines, Services de gestion de l'information, Services de technologie de l'information, Services juridiques, Services de gestion du matériel, Services de gestion et de surveillance, Services de gestion des biens immobiliers.

Secrétariat du Conseil du Trésor

Surveillance des dépenses

Revoir les propositions et les autorisations de dépenses; revoir les programmes gouvernementaux actuels et proposés quant à l'efficience, l'efficacité et la pertinence; informer le Parlement et les Canadiens sur les dépenses du gouvernement.

Employeur

Élaborer des politiques et établir l'orientation stratégique sur la gestion des personnes dans la fonction publique; gérer la rémunération totale (comprenant les pensions et les avantages sociaux) et les relations de travail; entreprendre des projets d'amélioration du rendement à l'appui des objectifs de recrutement et de maintien en poste des employés.

Leadership administratif

Diriger des initiatives pangouvernementales; élaborer des politiques et établir l'orientation stratégique de l'administration publique sur la prestation de services et l'accès à l'information gouvernementale, et sur la gestion des actifs, des finances, de l'information et de la technologie.

Surveillance réglementaire

Élaborer et surveiller les politiques afin de promouvoir de bonnes pratiques réglementaires, revoir les projets de règlement afin de s'assurer qu'ils répondent aux exigences des politiques du gouvernement, et favoriser la coopération en matière de réglementation entre les différentes sphères de compétences.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

École de la fonction publique du Canada

Apprentissage commun dans la fonction publique

L'École de la fonction publique du Canada fournit un apprentissage commun à tous les employés de la fonction publique centrale afin qu'ils servent la population canadienne avec excellence.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Commissariat au lobbying

Réglementation du lobbying

Le régime fédéral de lobbying établit des exigences et des normes pour le lobbying transparent et éthique auprès des fonctionnaires fédéraux. Le commissaire au lobbying, avec l'appui du Commissariat, administre la *Loi sur le lobbying* et le *Code de déontologie des lobbyistes.*

Nos principales responsabilités sont les suivantes :

- l'entretien et l'amélioration du Registre des lobbyistes
- accroître la sensibilisation et la compréhension du régime du lobbying et des obligations de conformité par l'éducation
- effectuer du travail en matière de conformité qui soutient le respect des exigences fédérales en lobbying

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Commissariat à l'intégrité du secteur public

Les divulgations d'actes répréhensibles et les plaintes de représailles du secteur public

Le Commissariat à l'intégrité du secteur public du Canada (Le Commissariat) améliore la surveillance de la gestion des activités du gouvernement en fournissant aux fonctionnaires et au grand public un processus pour recevoir et enquêter les divulgations d'actes répréhensibles au sein du secteur public fédéral. Il dépose des rapports sur les cas avérés au Parlement, ainsi que formule des recommandations de mesures correctives aux administrateurs généraux. Le Commissariat fourni également aux fonctionnaires et aux anciens fonctionnaires un mécanisme visant à traiter les plaintes de représailles. Il enquête et peut renvoyer des cas au Tribunal de la protection des fonctionnaires divulgateurs.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Sommaire du portefeuille ministériel

(en dollars)

		Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
Crédit	Description	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Secrétariat du Conseil du Trésor									
1	Dépenses du programme	–	312 841 340	–	–	312 841 340				
1b	Dépenses du programme	–	–	35 069 981	–	35 069 981				
1c	Dépenses du programme	–	–	8 967 667	–	8 967 667				
	Virement du :									
	crédit 1 (Agence de promotion économique du Canada atlantique)	–	–	–	60 417	60 417				
	crédit 1 (Agence des services frontaliers du Canada)	–	–	–	10 000	10 000				
	crédit 1 (Agence du revenu du Canada)	–	–	–	40 000	40 000				
	crédit 1 (École de la fonction publique du Canada)	–	–	–	10 000	10 000				
	crédit 1 (Agence canadienne d'inspection des aliments)	–	–	–	25 000	25 000				
	crédit 1 (Service canadien du renseignement de sécurité)	–	–	–	10 000	10 000				
	crédit 1 (Agence spatiale canadienne)	–	–	–	10 000	10 000				
	crédit 1 (Centre de la sécurité des télécommunications)	–	–	–	25 000	25 000				
	crédit 1 (Service correctionnel du Canada)	–	–	–	30 000	30 000				
	crédit 1 (Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire)	–	–	–	213 700	213 700				
	crédit 1 (Ministère du Patrimoine canadien)	–	–	–	667 519	667 519				
	crédit 1 (Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration)	–	–	–	10 000	10 000				
	crédit 1 (Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord)	–	–	–	48 100	48 100				
	crédit 1 (Ministère de l'Emploi et du Développement social)	–	–	–	55 000	55 000				
	crédit 1 (Ministère des Finances)	–	–	–	10 000	10 000				
	crédit 1 (Ministère des Pêches et des Océans)	–	–	–	25 000	25 000				
	crédit 1 (Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement)	–	–	–	45 000	45 000				
	crédit 1 (Ministère de la Santé)	–	–	–	25 000	25 000				
	crédit 1 (Ministère des Services aux Autochtones)	–	–	–	25 000	25 000				
	crédit 1 (Ministère de l'Industrie)	–	–	–	55 000	55 000				
	crédit 1 (Ministère de la Justice)	–	–	–	20 000	20 000				
	crédit 1 (Ministère de la Défense nationale)	–	–	–	455 766	455 766				
	crédit 1 (Ministère des Ressources naturelles)	–	–	–	55 000	55 000				
	crédit 1 (Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile)	–	–	–	25 000	25 000				
	crédit 1 (Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux)	–	–	–	1 671 300	1 671 300				
	crédit 1 (Ministère de l'Environnement)	–	–	–	45 000	45 000				
	crédit 1 (Ministère des Transports)	–	–	–	10 000	10 000				
	crédit 1 (Ministère des Anciens Combattants)	–	–	–	25 000	25 000				
	crédit 1 (Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien)	–	–	–	60 417	60 417				
	crédit 1 (Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec)	–	–	–	60 417	60 417				

	crédit 1 (Agence fédérale de développement économique pour le Nord de l'Ontario)	–	–	–	241 667	241 667				
	crédit 1 (Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario)	–	–	–	60 417	60 417				
	crédit 1 (Conseil national de recherches Canada)	–	–	–	381 311	381 311				
	crédit 1 (Bureau de l'infrastructure du Canada)	–	–	–	25 000	25 000				
	crédit 1 (Agence Parcs Canada)	–	–	–	10 000	10 000				
	crédit 1 (Bureau du Conseil privé)	–	–	–	10 000	10 000				
	crédit 1 (Agence de la santé publique du Canada)	–	–	–	45 000	45 000				
	crédit 1 (Commission de la fonction publique)	–	–	–	10 000	10 000				
	crédit 1 (Gendarmerie royale du Canada)	–	–	–	15 000	15 000				
	crédit 1 (Services partagés Canada)	–	–	–	4 800 341	4 800 341				
	crédit 1 (Statistique Canada)	–	–	–	10 000	10 000				
	crédit 10	–	–	–	3 786 398	3 786 398				
	crédit 15	–	–	–	34 814 103	34 814 103				
	crédit 25	–	–	–	15 327 632	15 327 632				
	crédit 30	–	–	–	6 164 327	6 164 327				
	Virement au :									
	crédit 1 (École de la fonction publique du Canada)	–	–	–	(355 630)	(355 630)				
	crédit 1 (Ministère des Pêches et des Océans)	–	–	–	(754 000)	(754 000)				
	crédit 1 (Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement)	–	–	–	(25 000)	(25 000)				
	crédit 1 (Ministère de la Santé)	–	–	–	(1 960 916)	(1 960 916)				
	crédit 1 (Ministère de la Défense nationale)	–	–	–	(680 000)	(680 000)				
	crédit 1 (Ministère des Ressources naturelles)	–	–	–	(789 585)	(789 585)				
	crédit 1 (Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux)	–	–	–	(1 530 500)	(1 530 500)				
	crédit 1 (Ministère de l'Environnement)	–	–	–	(50 000)	(50 000)				
	crédit 1 (Conseil national de recherches du Canada)	–	–	–	(725 000)	(725 000)				
	crédit 1 (Agence Parcs Canada)	–	–	–	(750 000)	(750 000)				
	crédit 1 (Gendarmerie royale du Canada)	–	–	–	(100 000)	(100 000)				
	crédit 5 (Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire)	–	–	–	(225 000)	(225 000)				
	crédit 5 (Ministère de l'Industrie)	–	–	–	(567 000)	(567 000)				
	crédit 5 (Ministère de la Défense nationale)	–	–	–	(300 000)	(300 000)				
	crédit 5 (Ministère des Transports)	–	–	–	(33 600)	(33 600)				
	crédit 20	–	–	–	(377 188)	(377 188)				
	Affectations réputées au crédit 1 (Ministère de l'Emploi et du Développement social) [2]	–	–	–	(15 286 122)	(15 286 122)				
	Total – Crédit 1	–	312 841 340	44 037 648	45 019 291	401 898 279	350 862 529	51 035 750	–	362 302 218
5	Dépenses éventuelles du gouvernement	–	750 000 000	–	–	750 000 000				
	Virement à d'autres portefeuilles ministériels	–	–	–	(119 200 000)	(119 200 000)				
	Total – Crédit 5	–	750 000 000	–	(119 200 000)	630 800 000	–	630 800 000	–	–
10	Initiatives pangouvernementales	–	71 120 731	–	–	71 120 731				
10b	Initiatives pangouvernementales	–	–	17 600 000	–	17 600 000				
	Virement à ce portefeuille ministériel et à d'autres portefeuilles ministériels	–	–	–	(10 962 855)	(10 962 855)				
	Total – Crédit 10	–	71 120 731	17 600 000	(10 962 855)	77 757 876	–	77 757 876	–	–

Sommaire du portefeuille ministériel – *fin*

(en dollars)

		Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
Crédit	Description	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
15b	Rajustements à la rémunération	–	–	2 090 072 958	–	2 090 072 958				
15c	Rajustements à la rémunération	–	–	1 171 701 202	–	1 171 701 202				
	Virement à ce portefeuille ministériel et à d'autres portefeuilles ministériels	–	–	–	(3 261 774 160)	(3 261 774 160)				
	Total – Crédit 15	–	–	3 261 774 160	(3 261 774 160)	–	–	–	–	–
20	Assurances de la fonction publique	–	3 412 149 682	–	–	3 412 149 682				
20b	Assurances de la fonction publique	–	–	359 344 340	–	359 344 340				
20c	Assurances de la fonction publique	–	–	179 303 530	–	179 303 530				
	Virement du crédit 1	–	–	–	377 188	377 188				
	Total – Crédit 20	–	3 412 149 682	538 647 870	377 188	3 951 174 740	3 853 588 562	97 586 178	–	3 759 894 377
25	Report du budget de fonctionnement	–	3 000 000 000	–	–	3 000 000 000				
	Virement à ce portefeuille ministériel et à d'autres portefeuilles ministériels	–	–	–	(2 450 667 762)	(2 450 667 762)				
	Total – Crédit 25	–	3 000 000 000	–	(2 450 667 762)	549 332 238	–	549 332 238	–	–
30	Besoins en matière de rémunération	–	600 000 000	–	–	600 000 000				
30c	Besoins en matière de rémunération	–	–	200 000 000	–	200 000 000				
	Virement à ce portefeuille ministériel et à d'autres portefeuilles ministériels	–	–	–	(518 291 178)	(518 291 178)				
	Total – Crédit 30	–	600 000 000	200 000 000	(518 291 178)	281 708 822	–	281 708 822	–	–
35	Report du budget des dépenses en capital	–	750 000 000	–	–	750 000 000				
	Virements à d'autres portefeuilles ministériels	–	–	–	(707 406 353)	(707 406 353)				
	Total – Crédit 35	–	750 000 000	–	(707 406 353)	42 593 647	–	42 593 647	–	–
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	34 656 544	3 883 671	7 246 010	45 786 225	45 786 225	–	–	39 900 575
(S)	Présidente du Conseil du Trésor – Traitement et allocation pour automobile (*Loi sur les traitements* et *Loi sur le Parlement du Canada*)	–	94 700	–	355	95 055	95 055	–	–	92 400
(S)	Versements en vertu de la *Loi sur la mise au point des pensions du service public* (L.R.C. (1970), ch. P-33)	–	–	–	1 514	1 514	1 514	–	–	1 430
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	14 843	–	–	–	14 843	–	14 843	–	–
	Total du secrétariat – Budgétaire	**14 843**	**8 930 862 997**	**4 065 943 349**	**(7 015 657 950)**	**5 981 163 239**	**4 250 333 885**	**1 730 829 354**	**–**	**4 162 191 000**
	École de la fonction publique du Canada									
1	Dépenses du programme	–	63 502 781	–	–	63 502 781				
	Virement du :									
	crédit 1 (Conseil des Arts du Canada)	–	–	–	69 000	69 000				
	crédit 1 (Musée canadien de la nature)	–	–	–	32 200	32 200				
	crédit 1 (Société du Centre national des Arts)	–	–	–	73 140	73 140				

	crédit 1 (Conseil canadien des normes)	–	–	–	34 500	34 500				
	crédit 1 (Secrétariat du Conseil du Trésor)	–	–	–	355 630	355 630				
	crédit 1 (Autorité du pont Windsor-Détroit)	–	–	–	27 600	27 600				
	CT, crédit 10[1]	–	–	–	2 500	2 500				
	CT, crédit 15[1]	–	–	–	8 714 800	8 714 800				
	CT, crédit 25[1]	–	–	–	2 688 696	2 688 696				
	CT, crédit 30[1]	–	–	–	98 539	98 539				
	Virement au crédit 1 (Secrétariat du Conseil du Trésor)	–	–	–	(10 000)	(10 000)				
	Total – Crédit 1	–	63 502 781	–	12 086 605	75 589 386	73 086 025	2 503 361	–	65 558 125
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	9 188 434	–	1 668 406	10 856 840	10 856 840	–	–	9 575 426
(S)	Dépense des recettes conformément au paragraphe 18(2) de la *Loi sur l'École de la fonction publique du Canada* –									
	Montant non dépensé au début de l'exercice	7 632 336	6 723 332	–	–	14 355 668				
	Montant reçu au cours de l'exercice	–	–	–	4 903 263	4 903 263				
	Total – Dépense des recettes	7 632 336	6 723 332	–	4 903 263	19 258 931	10 832 336	–	8 426 595	13 724 882
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	1 960	–	–	5 960	7 920	1 960	–	5 960	4 306
	Total de l'organisme – Budgétaire	**7 634 296**	**79 414 547**	**–**	**18 664 234**	**105 713 077**	**94 777 161**	**2 503 361**	**8 432 555**	**88 862 739**
	Commissariat au lobbying									
1	Dépenses du programme	–	4 843 470	–	–	4 843 470				
1b	Dépenses du programme	–	–	278 089	–	278 089				
	Virement du :									
	CT, crédit 15[1]	–	–	–	379 135	379 135				
	CT, crédit 25[1]	–	–	–	195 429	195 429				
	Total – Crédit 1	–	4 843 470	278 089	574 564	5 696 123	5 236 954	459 169	–	4 773 372
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	511 532	61 866	(43 827)	529 571	529 571	–	–	446 410
	Total de l'organisme – Budgétaire	**–**	**5 355 002**	**339 955**	**530 737**	**6 225 694**	**5 766 525**	**459 169**	**–**	**5 219 782**
	Commissariat à l'intégrité du secteur public									
1	Dépenses du programme	–	5 169 293	–	–	5 169 293				
	Virement du :									
	CT, crédit 15[1]	–	–	–	469 230	469 230				
	CT, crédit 25[1]	–	–	–	251 967	251 967				
	CT, crédit 30[1]	–	–	–	344 429	344 429				
	Total – Crédit 1	–	5 169 293	–	1 065 626	6 234 919	6 096 187	138 732	–	5 249 170
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	569 592	–	111 188	680 780	680 780	–	–	545 029
	Total de l'organisme – Budgétaire	**–**	**5 738 885**	**–**	**1 176 814**	**6 915 699**	**6 776 967**	**138 732**	**–**	**5 794 199**
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**7 649 139**	**9 021 371 431**	**4 066 283 304**	**(6 995 286 165)**	**6 100 017 709**	**4 357 654 538**	**1 733 930 616**	**8 432 555**	**4 262 067 720**

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

[1] Conseil du Trésor, crédit 10 – Initiatives pangouvernementales.
Conseil du Trésor, crédit 15 – Rajustements à la rémunération.
Conseil du Trésor, crédit 25 – Report du budget de fonctionnement.
Conseil du Trésor, crédit 30 – Besoins en matière de rémunération.

[2] En vertu du décret C.P. 2023-0784, sur recommandation du premier ministre et en vertu de l'alinéa 2a) de la *Loi sur les restructurations et les transferts d'attributions dans l'administration publique*, Son Excellence la Gouverneure générale en conseil transfère du Secrétariat du Conseil du Trésor au ministère de l'Emploi et du Développement social la responsabilité à l'égard du secteur de l'administration publique fédérale au sein du Secrétariat du Conseil du Trésor connu sous le nom de Service numérique canadien.

Détail budgétaire par affectation

(en dollars)

Description	Affectations	Dépenses	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs
Secrétariat du Conseil du Trésor				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement	425 728 497	382 940 776	42 787 721	–
Budget en capital	2 536 329	2 536 329	–	–
Subventions et contributions	707 299	707 299	–	–
Après-mise en œuvre du système de paye	10 099 547	10 093 892	5 655	–
Fonds pour un gouvernement vert	704 065	400 945	303 120	–
Fonds centralisé pour un milieu de travail habilitant	2 423 106	2 398 415	24 691	–
Programme de la fonction de contrôleur numérique	10 215 597	10 215 597	–	–
Affectations bloquées				
Report	17 183 499	–	17 183 499	–
Transfert/réaffectation	9 428 341	–	9 428 341	–
Réduction	13 217 000	–	13 217 000	–
Autre	1 805 867	–	1 805 867	–
Revenus affectés aux dépenses	(92 150 868)	(58 430 724)	(33 720 144)	–
	401 898 279	*350 862 529*	*51 035 750*	–
Crédit 5 – Dépenses éventuelles du gouvernement				
Budget de fonctionnement	*630 800 000*	–	*630 800 000*	–
Crédit 10 – Initiatives pangouvernementales				
Budget de fonctionnement	21 509 057	–	21 509 057	–
Affectations bloquées				
Report	56 100 000	–	56 100 000	–
Autre	148 819	–	148 819	–
	77 757 876	–	*77 757 876*	–
Crédit 20 – Assurances de la fonction publique				
Budget de fonctionnement	5 566 383	4 483 776	1 082 607	–
Budget en capital	341 254	341 254	–	–
Coûts de programme non discrétionnaire pour le crédit 20	4 875 419 384	4 751 342 039	124 077 345	–
Affectations bloquées				
Transfert/réaffectation	50 002	–	50 002	–
Autre	350 000	–	350 000	–
Revenus affectés aux dépenses	(930 552 283)	(902 578 507)	(27 973 776)	–
	3 951 174 740	*3 853 588 562*	*97 586 178*	–
Crédit 25 – Report du budget de fonctionnement				
Affectations bloquées				
Autre	*549 332 238*	–	*549 332 238*	–
Crédit 30 – Besoins en matière de rémunération				
Budget de fonctionnement	*281 708 822*	–	*281 708 822*	–

Crédit 35 – Report du budget des dépenses en capital				
Affectations bloquées				
Autre	*42 593 647*	–	*42 593 647*	–
Montants législatifs	45 897 637	45 882 794	14 843	–
	5 981 163 239	4 250 333 885	1 730 829 354	–
École de la fonction publique du Canada				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement	73 812 056	73 086 025	726 031	–
Affectations bloquées				
Transfert/réaffectation	1 209 330	–	1 209 330	–
Réduction	568 000	–	568 000	–
	75 589 386	*73 086 025*	*2 503 361*	–
Montants législatifs	30 123 691	21 691 136	–	8 432 555
	105 713 077	94 777 161	2 503 361	8 432 555
Commissariat au lobbying				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement	5 696 123	5 236 954	459 169	–
Montants législatifs	529 571	529 571	–	–
	6 225 694	5 766 525	459 169	–
Commissariat à l'intégrité du secteur public				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement	6 169 252	6 074 917	94 335	–
Subventions et contributions	50 000	21 270	28 730	–
Affectations bloquées				
Transfert/réaffectation	15 667	–	15 667	–
	6 234 919	*6 096 187*	*138 732*	–
Montants législatifs	680 780	680 780	–	–
	6 915 699	6 776 967	138 732	–
Total du portefeuille ministériel	**6 100 017 709**	**4 357 654 538**	**1 733 930 616**	**8 432 555**

Responsabilités essentielles

(en dollars)

	Budgétaire											
	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Total budgétaire		Non budgétaire	
Description	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
Secrétariat du Conseil du Trésor												
Surveillance des dépenses	1 587 543 246	49 323 310	42 593 647	–	126 020	126 020	–	–	1 630 262 913	49 449 330	–	–
Employeur	5 014 786 928	4 865 357 443	–	–	501 514	310 329	940 029 283	910 109 863	4 075 259 159	3 955 557 909	–	–
Leadership administratif	215 024 593	147 863 127	–	–	581 279	581 279	63 093 579	31 319 079	152 512 293	117 125 327	–	–
Surveillance réglementaire	13 618 599	12 660 553	–	–	–	–	–	–	13 618 599	12 660 553	–	–
Services internes	129 090 564	135 121 055	–	–	–	–	19 580 289	19 580 289	109 510 275	115 540 766	–	–
Total partiel	6 960 063 930	5 210 325 488	42 593 647	–	1 208 813	1 017 628	1 022 703 151	961 009 231	5 981 163 239	4 250 333 885	–	–
Revenus affectés aux dépenses	(1 022 703 151)	(961 009 231)	–	–	–	–	(1 022 703 151)	(961 009 231)	–	–	–	–
Total du secrétariat	**5 937 360 779**	**4 249 316 257**	**42 593 647**	**–**	**1 208 813**	**1 017 628**	**–**	**–**	**5 981 163 239**	**4 250 333 885**	**–**	**–**
École de la fonction publique du Canada												
Apprentissage commun dans la fonction publique	79 277 143	68 650 218	–	–	–	–	–	–	79 277 143	68 650 218	–	–
Services internes	26 435 934	26 126 943	–	–	–	–	–	–	26 435 934	26 126 943	–	–
Total de l'organisme	**105 713 077**	**94 777 161**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**105 713 077**	**94 777 161**	**–**	**–**
Commissariat au lobbying												
Réglementation du lobbying	4 417 190	4 091 406	–	–	–	–	–	–	4 417 190	4 091 406	–	–
Services internes	1 808 504	1 675 119	–	–	–	–	–	–	1 808 504	1 675 119	–	–
Total de l'organisme	**6 225 694**	**5 766 525**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**6 225 694**	**5 766 525**	**–**	**–**
Commissariat à l'intégrité du secteur public												
Les divulgations d'actes répréhensibles et les plaintes de représailles du secteur public	4 235 593	4 178 352	–	–	50 000	21 270	–	–	4 285 593	4 199 622	–	–
Services internes	2 630 106	2 577 345	–	–	–	–	–	–	2 630 106	2 577 345	–	–
Total de l'organisme	**6 865 699**	**6 755 697**	**–**	**–**	**50 000**	**21 270**	**–**	**–**	**6 915 699**	**6 776 967**	**–**	**–**
Total du portefeuille ministériel	**6 056 165 249**	**4 356 615 640**	**42 593 647**	**–**	**1 258 813**	**1 038 898**	**–**	**–**	**6 100 017 709**	**4 357 654 538**	**–**	**–**

Paiements de transfert

(en dollars)

Description	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Secrétariat du Conseil du Trésor									
Contributions									
Contributions au Partenariat pour un gouvernement ouvert	–	281 690	–	(14 288)	267 402	267 402	–	–	267 142
Fédération internationale des comptables	–	200 000	–	–	200 000	200 000	–	–	200 000
Programme de soutien d'initiatives stratégiques et de recherche	–	–	–	239 897	239 897	239 897	–	–	167 731
Total – Contributions	**–**	**481 690**	**–**	**225 609**	**707 299**	**707 299**	**–**	**–**	**634 873**
Autres paiements de transfert									
Paiements, sous forme d'indemnités pour des accidents du travail, conformément aux régimes de la fonction publique de prestations versées aux survivants des employés décédés dans l'exercice de leurs fonctions	–	495 000	–	–	495 000	308 815	186 185	–	255 586
Régime spécial d'indemnisation pour les conjoints des attachés des Forces canadiennes	–	5 000	–	–	5 000	–	5 000	–	–
(S) Versements en vertu de la *Loi sur la mise au point des pensions du service public* (L.R.C. (1970), ch. P-33)	–	–	–	1 514	1 514	1 514	–	–	1 430
Total – Autres paiements de transfert	**–**	**500 000**	**–**	**1 514**	**501 514**	**310 329**	**191 185**	**–**	**257 016**
Total du secrétariat	**–**	**981 690**	**–**	**227 123**	**1 208 813**	**1 017 628**	**191 185**	**–**	**891 889**
Commissariat à l'intégrité du secteur public									
Contributions									
Contribution qui permet d'obtenir des services de consultation juridique en vertu de la *Loi sur la protection des fonctionnaires divulgateurs d'actes répréhensibles*	–	50 000	–	–	50 000	21 270	28 730	–	45 425
Total de l'organisme	**–**	**50 000**	**–**	**–**	**50 000**	**21 270**	**28 730**	**–**	**45 425**
Total du portefeuille ministériel	**–**	**1 031 690**	**–**	**227 123**	**1 258 813**	**1 038 898**	**219 915**	**–**	**937 314**

(S) Paiement de transfert législatif.

Détail des montants disponibles pour être dépensés

(en dollars)

Description	Autorisations disponibles pour emploi au cours de l'exercice	Autorisations employées au cours de l'exercice	Autorisations employées dans l'exercice précédent
Secrétariat du Conseil du Trésor			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Employeur	940 029 283	910 109 863	840 566 995
Leadership administratif	63 093 579	31 319 079	28 344 447
Services internes	19 580 289	19 580 289	17 490 811
Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**1 022 703 151**	**961 009 231**	**886 402 253**

Revenus

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Secrétariat du Conseil du Trésor		
Autres revenus		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Recouvrements de salaires et avantages sociaux	1 492 252	5 982 107
Recouvrements de biens et services	242 748	34 126
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	587 671	1 554 281
Recouvrement de trop-payés de salaire, débiteurs transférés d'autres ministères	–	6 858
	2 322 671	7 577 372
Ventes de biens et de services		
Autres frais et droits		
Recouvrements d'accès à l'information	115 320	61 155
Recouvrement de coûts de pension de la fonction publique – Salaires et coûts de fonctionnement	7 531 357	7 713 078
Recouvrements dans le cadre des programmes d'assurance, de pension, d'avantages sociaux ou d'autres ententes	902 578 507	832 853 917
Recouvrement des services de soutien internes	18 964 131	17 158 399
Services fournis à d'autres ministères	31 935 236	28 676 860
	961 124 551	886 463 409
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	–	14 843
Revenus divers		
Intérêts et pénalités	29 540	20 594
Intérêts perçus sur les avances	382 459	72 313
Frais de stationnement	1 104 385	861 335
Recouvrement de coûts de pension de la fonction publique – Avantages sociaux	1 202 873	1 100 138
Recouvrement de coûts de pension de la fonction publique – Locaux	757 364	692 679
Recouvrement des services de soutien internes	1 428 569	1 472 466
Services fournis à d'autres ministères	203 704	258 712
Divers	10 905	5 699
	5 119 799	4 483 936
Total du secrétariat	**968 567 021**	**898 539 560**
École de la fonction publique du Canada		
Autres revenus		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	499 482	173 311
Recouvrement de trop-payés de salaire, débiteurs transférés d'autres ministères	1 995	–
	501 477	173 311

Revenus – *fin*

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Ventes de biens et de services		
Services de nature réglementaire		
Paragraphe 18(2) de la *Loi sur l'École de la fonction publique du Canada*	11 626 595	11 008 401
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	5 960	1 960
Total de l'organisme	**12 134 032**	**11 183 672**
Commissariat au lobbying		
Autres revenus		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	9 540	14 393
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	1	7 242
Total de l'organisme	**9 541**	**21 635**
Commissariat à l'intégrité du secteur public		
Autres revenus		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	11 640	1 912
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	53	31 757
Total de l'organisme	**11 693**	**33 669**
Sommaire du portefeuille ministériel		
Autres revenus		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	2 845 382	7 805 987
Ventes de biens et de services	972 751 146	897 471 810
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	5 960	16 803
Revenus divers	5 119 799	4 483 936
Total du portefeuille ministériel	**980 722 287**	**909 778 536**

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

Section 9

Comptes publics du Canada
2023-2024

Conseil privé

Bureau du Conseil privé

Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports

Secrétariat de l'Office de surveillance des activités en matière de sécurité nationale et de renseignement

Bureau du commissaire au renseignement

Agence de développement économique du Pacifique Canada

Commission de la fonction publique

Table des matières

Page

Description des responsabilités essentielles 214
Sommaire du portefeuille ministériel 217
Détail budgétaire par affectation 220
Responsabilités essentielles 222
Paiements de transfert 224
Détail des montants disponibles pour être dépensés 225
Revenus 225

Description des responsabilités essentielles

Services internes

Les Services internes comprennent les groupes d'activités et de ressources connexes que le gouvernement fédéral considère comme étant des services à l'appui de programmes ou nécessaires pour permettre à une organisation de s'acquitter de ses obligations générales. Les Services internes désignent les activités et ressources des dix services distincts qui soutiennent l'exécution des programmes au sein de l'organisation, peu importe le modèle de prestation des Services internes utilisé. Ces services sont : Services de gestion des acquisitions, Services de communication, Services de gestion financière, Services de gestion des ressources humaines, Services de gestion de l'information, Services de technologie de l'information, Services juridiques, Services de gestion du matériel, Services de gestion et de surveillance, Services de gestion des biens immobiliers.

Bureau du Conseil privé

Servir le premier ministre et son Cabinet

Offrir des analyses, des avis et du soutien au premier ministre et aux ministres du portefeuille, y compris des conseils et des renseignements impartiaux provenant de toute la fonction publique à la suite de consultations et de collaboration avec des sources internationales et nationales des secteurs public et privé. Agir comme secrétariat du Cabinet et de ses comités, ce qui comprend la gestion du système décisionnel du Cabinet, la coordination des propositions de politiques des ministères au Cabinet, des services de calendrier et de soutien pour les rencontres du Cabinet et de ses comités, la progression du programme du gouvernement dans l'ensemble des ministères et organismes fédéraux, et la prestation de services administratifs au Cabinet du premier ministre, aux ministres du portefeuille et aux commissions d'enquête. Assurer la direction et le renouvellement de la fonction publique afin de formuler des avis au gouvernement, de mettre en œuvre son programme et d'offrir des services et des résultats pour la population.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports

Enquêtes indépendantes de sécurité et communication des risques dans le réseau de transport

L'unique objectif du Bureau de la sécurité des transports du Canada consiste à promouvoir la sécurité du transport aérien, maritime, ferroviaire et par pipeline. Il s'acquitte de son mandat en procédant à des enquêtes indépendantes sur les événements de transport choisis afin de déterminer les causes et les facteurs contributifs des événements, ainsi que les lacunes en matière de sécurité mises en évidence par de tels événements. Le Bureau de la sécurité des transports du Canada formule ensuite des recommandations visant à réduire ou à éliminer les lacunes sur le plan de la sécurité et rend compte publiquement de ses enquêtes. Le Bureau de la sécurité des transports du Canada assure ensuite le suivi auprès des parties intéressées pour s'assurer que les mesures de sécurité sont prises pour réduire les risques et améliorer la sécurité.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Secrétariat de l'Office de surveillance des activités en matière de sécurité nationale et de renseignement

Surveillance des activités en matière de sécurité nationale et enquêtes sur les plaintes

L'Office de surveillance des activités en matière de sécurité nationale et de renseignement surveille les activités du gouvernement du Canada en matière de sécurité nationale et de renseignement afin de déterminer si elles sont légales, raisonnables et nécessaires. Il enquête sur les plaintes du public qui se rapportent aux activités du Service canadien du renseignement de sécurité et au Centre de la sécurité des télécommunications Canada, ou aux activités de sécurité nationale de la Gendarmerie royale du Canada, ainsi que sur certaines autres plaintes liées à la sécurité nationale. Cet examen indépendant permet de renforcer le cadre de responsabilisation applicable aux activités de sécurité nationale et de renseignement qui sont réalisées par les institutions du gouvernement du Canada, en plus de préserver la confiance du public à cet égard.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Bureau du commissaire au renseignement

Examen quasi judiciaire de certaines conclusions ministérielles

Le Bureau du commissaire au renseignement est un organe de surveillance indépendant. Aux termes de la *Loi sur le commissaire au renseignement*, le commissaire au renseignement est chargé d'effectuer l'examen quasi judiciaire des conclusions sur lesquelles reposent certaines autorisations accordées ou modifiées et certaines déterminations effectuées au titre de la *Loi sur le Centre de la sécurité des télécommunications* et de la *Loi sur le Service canadien du renseignement de sécurité*. Dans chaque cas, le commissaire au renseignement, avec l'appui du Bureau du commissaire au renseignement, effectue une analyse approfondie des dossiers afin de déterminer si les conclusions auxquelles est parvenu le décideur sont raisonnables. Si le commissaire au renseignement juge qu'elles le sont, il doit approuver l'autorisation ou la détermination dans une décision écrite qui expose ses motifs.

Conformément au rôle de surveillance du commissaire au renseignement, une autorisation ou une détermination n'est valable qu'après approbation du commissaire au renseignement. Les activités décrites dans les autorisations ou les déterminations ne peuvent être menées par les organismes de renseignement sans l'approbation du commissaire au renseignement.

La *Loi sur le commissaire au renseignement* exige que la décision du commissaire au renseignement soit rendue dans les 30 jours suivant la date à laquelle celui-ci a reçu l'avis d'autorisation ou de détermination, ou dans tout autre délai qui peut être convenu par le commissaire au renseignement et le décideur. Dans le cas d'une autorisation accordée par le directeur du Service canadien du renseignement de sécurité pour l'interrogation d'un ensemble de données en situation d'urgence, le commissaire au renseignement doit rendre une décision dès que possible.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Description des responsabilités essentielles – *fin*

Agence de développement économique du Pacifique Canada

Développement économique en Colombie-Britannique

Développement économique Canada pour le Pacifique encourage la croissance et la diversification de l'économie de la Colombie-Britannique en favorisant l'innovation, en améliorant la compétitivité des entreprises, en encourageant l'adoption de technologies propres et en favorisant une croissance inclusive.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Commission de la fonction publique

Impartialité et embauche dans la fonction publique

La Commission de la fonction publique promeut et maintient une fonction publique fédérale non partisane, représentative de la population du pays et fondée sur le mérite, qui contribue à obtenir des résultats pour toute la population canadienne. Grâce à des orientations stratégiques, la Commission de la fonction publique aide les ministères et les organismes à embaucher des personnes qualifiées provenant de l'intérieur et de l'extérieur de la fonction publique, en contribuant à établir un effectif qui est le reflet de la diversité du Canada. Elle offre des programmes de recrutement et des services d'évaluation qui appuient les priorités de recrutement stratégique du gouvernement du Canada et le renouvellement de la fonction publique, en mettant à profit des outils modernes afin de réduire pour la population canadienne les obstacles à l'accès aux emplois de la fonction publique du Canada. La Commission de la fonction publique surveille les activités d'embauche à la fonction publique, en veillant à l'intégrité du processus d'embauche. Elle offre aux employés des orientations concernant leurs responsabilités et leurs droits légaux en matière d'activités politiques et elle rend des décisions sur les candidatures politiques; elle reconnaît aux employés leur droit de participer à des activités politiques tout en protégeant l'impartialité politique de la fonction publique.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Sommaire du portefeuille ministériel

(en dollars)

		Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
Crédit	Description	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Bureau du Conseil privé									
1	Dépenses du programme	–	188 647 735	–	–	188 647 735				
1b	Dépenses du programme	–	–	535 653	–	535 653				
1c	Dépenses du programme	–	–	14 170 551	–	14 170 551				
	Virement du :									
	crédit 1 (Ministère de la Défense nationale)	–	–	–	119 270	119 270				
	CT, crédit 10[1]	–	–	–	530 000	530 000				
	CT, crédit 15[1]	–	–	–	16 115 333	16 115 333				
	CT, crédit 25[1]	–	–	–	7 006 268	7 006 268				
	Virement au crédit 1 (Secrétariat du Conseil du Trésor)	–	–	–	(10 000)	(10 000)				
	Total – Crédit 1	–	188 647 735	14 706 204	23 760 871	227 114 810	219 369 215	7 745 595	–	221 231 924
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	21 906 104	1 427 971	846 363	24 180 438	24 180 438	–	–	21 328 932
(S)	Premier ministre – Traitement et allocation pour automobile (*Loi sur les traitements* et *Loi sur le Parlement du Canada*)	–	194 200	–	2 400	196 600	196 600	–	–	191 500
(S)	Leader du gouvernement à la Chambre des communes – Traitement et allocation pour automobile (*Loi sur les traitements* et *Loi sur le Parlement du Canada*)	–	–	–	30 071	30 071	30 071	–	–	92 400
(S)	Président du Conseil privé du Roi pour le Canada et ministre de la Protection civile – Traitement et allocation pour automobile (*Loi sur les traitements* et *Loi sur le Parlement du Canada*) (Les dépenses de l'honorable Bill Blair)	–	–	–	31 600	31 600	31 600	–	–	92 400
(S)	Leader du gouvernement à la Chambre des communes – Traitement et allocation pour automobile (*Loi sur les traitements* et *Loi sur le Parlement du Canada*) (Les dépenses de l'honorable Karina Gould)	–	94 700	–	(29 971)	64 729	64 729	–	–	–
(S)	Président du Conseil privé du Roi pour le Canada et ministre de la Protection civile et ministre responsable de l'Agence de développement économique du Pacifique du Canada – Salaire et allocation automobile (*Loi sur les traitements* et *Loi sur le Parlement du Canada*) (Dépenses de l'honorable Harjit Sajjan)	–	94 700	–	(31 500)	63 200	63 200	–	–	–
(S)	Leader du gouvernement à la Chambre des communes – Traitement et allocation pour automobile (*Loi sur les traitements* et *Loi sur le Parlement du Canada*) (Les dépenses de l'honorable Steven MacKinnon)	–	–	–	21 916	21 916	21 916	–	–	–
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	14 360	–	–	2 410	16 770	14 360	–	2 410	–
	Total du ministère – Budgétaire	**14 360**	**210 937 439**	**16 134 175**	**24 634 160**	**251 720 134**	**243 972 129**	**7 745 595**	**2 410**	**242 937 156**
	Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports									
1	Dépenses du programme	–	31 469 976	–	–	31 469 976				
1b	Dépenses du programme	–	–	3 748 724	–	3 748 724				

Sommaire du portefeuille ministériel – *fin*

(en dollars)

		Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
Crédit	Description	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Virement du :									
	CT, crédit 15[1]	–	–	–	3 129 939	3 129 939				
	CT, crédit 25[1]	–	–	–	1 534 996	1 534 996				
	Total – Crédit 1	–	31 469 976	3 748 724	4 664 935	39 883 635	39 334 239	549 396	–	32 829 085
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	3 913 678	608 986	(339 035)	4 183 629	4 183 629	–	–	3 868 460
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	2 285	–	–	14 993	17 278	2 286	–	14 992	4 307
(S)	Dépenses aux termes de l'alinéa 29.1(1) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*	–	–	–	8 497	8 497	8 497	–	–	112 128
	Total de l'organisme – Budgétaire	**2 285**	**35 383 654**	**4 357 710**	**4 349 390**	**44 093 039**	**43 528 651**	**549 396**	**14 992**	**36 813 980**
	Secrétariat de l'Office de surveillance des activités en matière de sécurité nationale et de renseignement									
1	Dépenses du programme	–	21 253 996	–	–	21 253 996				
	Virement du :									
	CT, crédit 15[1]	–	–	–	68 720	68 720				
	CT, crédit 25[1]	–	–	–	1 310 449	1 310 449				
	Total – Crédit 1	–	21 253 996	–	1 379 169	22 633 165	18 088 290	4 544 875	–	16 988 981
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	1 755 229	–	(197 793)	1 557 436	1 557 436	–	–	1 300 166
	Total de l'organisme – Budgétaire	**–**	**23 009 225**	**–**	**1 181 376**	**24 190 601**	**19 645 726**	**4 544 875**	**–**	**18 289 147**
	Bureau du commissaire au renseignement									
1	Dépenses du programme	–	2 384 034	–	–	2 384 034				
	Virement du :									
	CT, crédit 15[1]	–	–	–	44 061	44 061				
	CT, crédit 25[1]	–	–	–	118 440	118 440				
	Total – Crédit 1	–	2 384 034	–	162 501	2 546 535	2 085 193	461 342	–	2 310 876
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	171 353	–	(28 122)	143 231	143 231	–	–	173 962
	Total de l'organisme – Budgétaire	**–**	**2 555 387**	**–**	**134 379**	**2 689 766**	**2 228 424**	**461 342**	**–**	**2 484 838**
	Agence de développement économique du Pacifique Canada [2]									
1b	Dépenses du programme	–	–	678 840	–	678 840				
	Virement du :									
	crédit 5	–	–	–	3 400 000	3 400 000				
	CT, crédit 25[1]	–	–	–	1 306 391	1 306 391				
	CT, crédit 30[1]	–	–	–	154 530	154 530				
	Reclassé d'Affaires mondiales (crédit 1) aux fins de présentation	–	–	–	31 140 592	31 140 592				
	Total – Crédit 1	–	–	678 840	36 001 513	36 680 353	33 741 078	2 939 275	–	25 137 220

5b	Subventions et contributions	–	–	13 815 985	–	13 815 985				
	Virement au crédit 1	–	–	–	(3 400 000)	(3 400 000)				
	Reclassé d'Affaires mondiales (crédit 5) aux fins de présentation	–	–	–	161 834 142	161 834 142				
	Total – Crédit 5	–	–	13 815 985	158 434 142	172 250 127	154 064 698	18 185 429	–	194 740 016
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	–	125 785	2 778 419	2 904 204	2 904 204	–	–	2 203 229
	Crédits non requis pour l'exercice en cours	–	–	–	–	–	–	–	–	2 582
	Total de l'organisme – Budgétaire	**–**	**–**	**14 620 610**	**197 214 074**	**211 834 684**	**190 709 980**	**21 124 704**	**–**	**222 083 047**
	Commission de la fonction publique									
1	Dépenses du programme	–	82 040 443	–	–	82 040 443				
	Virement du :									
	CT, crédit 10[1]	–	–	–	6 279	6 279				
	CT, crédit 15[1]	–	–	–	10 901 453	10 901 453				
	CT, crédit 25[1]	–	–	–	3 585 079	3 585 079				
	Virement au crédit 1 (Secrétariat du Conseil du Trésor)	–	–	–	(10 000)	(10 000)				
	Total – Crédit 1	–	82 040 443	–	14 482 811	96 523 254	93 209 332	3 313 922	–	86 982 144
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	12 255 890	–	1 408 168	13 664 058	13 664 058	–	–	11 885 580
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	–	–	–	908	908	908	–	–	141
(S)	Remboursements de montants portés aux revenus d'exercices antérieurs	–	–	–	19 566	19 566	19 566	–	–	6 324
	Total de l'organisme – Budgétaire	**–**	**94 296 333**	**–**	**15 911 453**	**110 207 786**	**106 893 864**	**3 313 922**	**–**	**98 874 189**
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**16 645**	**366 182 038**	**35 112 495**	**243 424 832**	**644 736 010**	**606 978 774**	**37 739 834**	**17 402**	**621 482 357**

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

[1] Conseil du Trésor, crédit 10 – Initiatives pangouvernementales.
Conseil du Trésor, crédit 15 – Rajustements à la rémunération.
Conseil du Trésor, crédit 25 – Report du budget de fonctionnement.
Conseil du Trésor, crédit 30 – Besoins en matière de rémunération.

[2] Les décrets C.P. 2023-0763 et 2023-0764 ont nommé le président du Conseil privé du Roi pour le Canada à titre de ministre responsable de l'Agence de développement économique du Pacifique Canada, à compter du 26 juillet 2023. Avant ce transfert, des dépenses non législatives d'environ 17 345 333 $ ont été approuvées par le ministre du Développement international.

Détail budgétaire par affectation

(en dollars)

Description	Affectations	Dépenses	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs
Bureau du Conseil privé				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement	222 013 939	217 137 716	4 876 223	–
Enquête publique conjointe concernant la tragédie en Nouvelle-Écosse	549 548	549 548	–	–
Commission sur l'état d'urgence	342 851	216 965	125 886	–
Enquête publique sur l'ingérence étrangère	10 067 130	9 045 059	1 022 071	–
Affectations bloquées				
Report	830 361	–	830 361	–
Transfert/réaffectation	61 690	–	61 690	–
Réduction	1 335 000	–	1 335 000	–
Autre	416 480	–	416 480	–
Revenus affectés aux dépenses	(8 502 189)	(7 580 073)	(922 116)	–
	227 114 810	*219 369 215*	*7 745 595*	–
Montants législatifs	24 605 324	24 602 914	–	2 410
	251 720 134	243 972 129	7 745 595	2 410
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement	39 552 635	39 334 239	218 396	–
Affectations bloquées				
Réduction	331 000	–	331 000	–
	39 883 635	*39 334 239*	*549 396*	–
Montants législatifs	4 209 404	4 194 412	–	14 992
	44 093 039	43 528 651	549 396	14 992
Secrétariat de l'Office de surveillance des activités en matière de sécurité nationale et de renseignement				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement	22 319 133	18 088 290	4 230 843	–
Projet de modernisation de la gestion de l'information et technologie de l'information	314 032	–	314 032	–
	22 633 165	*18 088 290*	*4 544 875*	–
Montants législatifs	1 557 436	1 557 436	–	–
	24 190 601	19 645 726	4 544 875	–
Bureau du commissaire au renseignement				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement	2 546 535	2 085 193	461 342	–
Montants législatifs	143 231	143 231	–	–
	2 689 766	2 228 424	461 342	–

Agence de développement économique du Pacifique Canada				
Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement				
Budget de fonctionnement	34 720 274	33 741 078	979 196	–
Affectations bloquées				
Report	1 180 652	–	1 180 652	–
Transfert/réaffectation	686 427	–	686 427	–
Réduction	93 000	–	93 000	–
	36 680 353	*33 741 078*	*2 939 275*	–
Crédit 5 – Subventions et contributions				
Subventions et contributions	161 340 581	154 064 698	7 275 883	–
Affectations bloquées				
Report	10 909 546	–	10 909 546	–
	172 250 127	*154 064 698*	*18 185 429*	–
Montants législatifs	2 904 204	2 904 204	–	–
	211 834 684	190 709 980	21 124 704	–
Commission de la fonction publique				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement	109 874 039	101 308 233	8 565 806	–
Affectations bloquées				
Transfert/réaffectation	637 215	–	637 215	–
Réduction	264 000	–	264 000	–
Revenus affectés aux dépenses	(14 252 000)	(8 098 901)	(6 153 099)	–
	96 523 254	*93 209 332*	*3 313 922*	–
Montants législatifs	13 684 532	13 684 532	–	–
	110 207 786	106 893 864	3 313 922	–
Total du portefeuille ministériel	**644 736 010**	**606 978 774**	**37 739 834**	**17 402**

Responsabilités essentielles

(en dollars)

	Budgétaire											
	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Total budgétaire		Non budgétaire	
Description	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
Bureau du Conseil privé												
Servir le premier ministre et son Cabinet	129 780 391	121 852 049	–	–	518 859	518 859	759 496	888 046	129 539 754	121 482 862	–	–
Services internes	129 923 073	129 181 294	–	–	–	–	7 742 693	6 692 027	122 180 380	122 489 267	–	–
Total partiel	259 703 464	251 033 343	–	–	518 859	518 859	8 502 189	7 580 073	251 720 134	243 972 129	–	–
Revenus affectés aux dépenses	(8 502 189)	(7 580 073)	–	–	–	–	(8 502 189)	(7 580 073)	–	–	–	–
Total du ministère	**251 201 275**	**243 453 270**	**–**	**–**	**518 859**	**518 859**	**–**	**–**	**251 720 134**	**243 972 129**	**–**	**–**
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports												
Enquêtes indépendantes de sécurité et communication des risques dans le réseau de transport	31 690 687	31 285 048	–	–	–	–	–	–	31 690 687	31 285 048	–	–
Services internes	12 402 352	12 243 603	–	–	–	–	–	–	12 402 352	12 243 603	–	–
Total de l'organisme	**44 093 039**	**43 528 651**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**44 093 039**	**43 528 651**	**–**	**–**
Secrétariat de l'Office de surveillance des activités en matière de sécurité nationale et de renseignement												
Surveillance des activités en matière de sécurité nationale et enquêtes sur les plaintes	11 622 473	9 110 398	–	–	–	–	–	–	11 622 473	9 110 398	–	–
Services internes	12 568 128	10 535 328	–	–	–	–	–	–	12 568 128	10 535 328	–	–
Total de l'organisme	**24 190 601**	**19 645 726**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**24 190 601**	**19 645 726**	**–**	**–**
Bureau du commissaire au renseignement												
Examen quasi judiciaire de certaines conclusions ministérielles	2 030 428	1 555 054	–	–	–	–	–	–	2 030 428	1 555 054	–	–
Services internes	659 338	673 370	–	–	–	–	–	–	659 338	673 370	–	–
Total de l'organisme	**2 689 766**	**2 228 424**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**2 689 766**	**2 228 424**	**–**	**–**
Agence de développement économique du Pacifique Canada												
Développement économique en Colombie-Britannique	28 896 727	26 366 293	–	–	172 250 127	154 064 698	–	–	201 146 854	180 430 991	–	–
Services internes	10 687 830	10 278 989	–	–	–	–	–	–	10 687 830	10 278 989	–	–
Total de l'organisme	**39 584 557**	**36 645 282**	**–**	**–**	**172 250 127**	**154 064 698**	**–**	**–**	**211 834 684**	**190 709 980**	**–**	**–**

Commission de la fonction publique												
Impartialité et embauche dans la fonction publique	80 753 517	73 510 104	–	–	–	–	14 252 000	8 073 961	66 501 517	65 436 143	–	–
Services internes	43 706 269	41 482 661	–	–	–	–	–	24 940	43 706 269	41 457 721	–	–
Total partiel	124 459 786	114 992 765	–	–	–	–	14 252 000	8 098 901	110 207 786	106 893 864	–	–
Revenus affectés aux dépenses	(14 252 000)	(8 098 901)	–	–	–	–	(14 252 000)	(8 098 901)	–	–	–	–
Total de l'organisme	**110 207 786**	**106 893 864**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**110 207 786**	**106 893 864**	**–**	**–**
Total du portefeuille ministériel	**471 967 024**	**452 395 217**	**–**	**–**	**172 768 986**	**154 583 557**	**–**	**–**	**644 736 010**	**606 978 774**	**–**	**–**

Paiements de transfert

(en dollars)

	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
Description	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Bureau du Conseil privé									
Contributions									
Programme de contribution pour les commissions d'enquête	–	–	376 511	109 187	485 698	485 698	–	–	–
Programme de contribution pour les commissions d'enquête Enquête publique commune concernant la tragédie d'avril 2020 en Nouvelle-Écosse	–	–	–	33 161	33 161	33 161	–	–	2 151 189
Éléments non requis pour l'exercice en cours	–	–	–	–	–	–	–	–	684 557
Total du ministère	**–**	**–**	**376 511**	**142 348**	**518 859**	**518 859**	**–**	**–**	**2 835 746**
Agence de développement économique du Pacifique Canada									
Subventions									
Subventions pour le Programme de reconstruction durable des habitations de Lytton	**–**	**–**	**–**	**4 953 056**	**4 953 056**	**5 000**	**4 948 056**	**–**	**–**
Contributions									
Contributions destinées au Programme de diversification de l'économie de l'Ouest	–	–	2 416 560	35 061 125	37 477 685	34 331 144	3 146 541	–	111 576 829
Contributions en vertu du programme Croissance économique régionale par l'innovation	–	–	11 399 425	100 216 010	111 615 435	107 486 093	4 129 342	–	72 533 305
Contributions destinées au Programme de développement des collectivités	–	–	–	11 186 211	11 186 211	11 186 211	–	–	9 736 132
Contributions destinées au Programme de relance des entreprises de Lytton	–	–	–	5 961 490	5 961 490	–	5 961 490	–	–
Contributions destinées à l'Initiative pour les femmes entrepreneures	–	–	–	1 056 250	1 056 250	1 056 250	–	–	893 750
Total – Contributions	**–**	**–**	**13 815 985**	**153 481 086**	**167 297 071**	**154 059 698**	**13 237 373**	**–**	**194 740 016**
Total de l'organisme	**–**	**–**	**13 815 985**	**158 434 142**	**172 250 127**	**154 064 698**	**18 185 429**	**–**	**194 740 016**
Total du portefeuille ministériel	**–**	**–**	**14 192 496**	**158 576 490**	**172 768 986**	**154 583 557**	**18 185 429**	**–**	**197 575 762**

Détail des montants disponibles pour être dépensés

(en dollars)

Description	Autorisations disponibles pour emploi au cours de l'exercice	Autorisations employées au cours de l'exercice	Autorisations employées dans l'exercice précédent
Bureau du Conseil privé			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Servir le premier ministre et son Cabinet	759 496	888 046	779 361
Services internes			
Services de soutien interne	7 742 693	6 692 027	6 588 171
Total du ministère – Budgétaire	**8 502 189**	**7 580 073**	**7 367 532**
Commission de la fonction publique			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Impartialité et embauche dans la fonction publique	14 252 000	8 073 961	9 713 720
Services internes	–	24 940	–
Total de l'organisme – Budgétaire	**14 252 000**	**8 098 901**	**9 713 720**
Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**22 754 189**	**15 678 974**	**17 081 252**

Revenus

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Bureau du Conseil privé		
Autres revenus		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Traitements	305 787	182 133
Trop-payés de salaire	43 485	61 934
Achat de biens et services	25 988	30 447
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	46 365	281 348
	421 625	555 862
Ventes de biens et de services		
Services de nature non réglementaire		
Services de nature non réglementaire	–	307 157
Services de soutien interne	205 000	–
	205 000	*307 157*
Ventes de biens et de produits d'information		
Ventes de biens et de produits d'information	881 657	714 728
Services de soutien internes	–	64 633
	881 657	*779 361*
Autres frais et droits		
Services aux autres ministères	*6 493 416*	*6 281 014*
	7 580 073	7 367 532
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	2 410	14 360
Revenus divers		
Intérêts et pénalités		
Intérêts sur débiteurs en souffrance	7	295
Autres revenus divers		
Frais relatifs à l'accès à l'information	30	35
Revenus divers	500	182
	537	512
Total du ministère	**8 004 645**	**7 938 266**
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports		
Autres revenus		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	47 692	111 174
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	53 786	–
	101 478	111 174

Revenus – *fin*

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Ventes de biens et de services		
Autres frais et droits		
Programme d'accès à l'information – Frais	75	82
Article 29.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* – Remboursement par des provinces pour diverses enquêtes	–	105 409
	75	105 491
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	14 993	2 286
Revenus divers	8 422	6 637
Total de l'organisme	**124 968**	**225 588**
Secrétariat de l'Office de surveillance des activités en matière de sécurité nationale et de renseignement		
Autres revenus		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	69 995	31 671
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	68 682	4 894
Total de l'organisme	**138 677**	**36 565**
Bureau du commissaire au renseignement		
Autres revenus		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	2 460	–
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	7 141	–
Total de l'organisme	**9 601**	**–**
Agence de développement économique du Pacifique Canada		
Autres revenus		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	2 893 863	2 312 247
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	2 699 992	1 930 996
	5 593 855	4 243 243
Revenus divers		
Intérêt sur contributions remboursables	242 643	60 767
Contributions remboursables	62 875 555	21 256 437
Divers	7 400	753
	63 125 598	21 317 957
Total de l'organisme	**68 719 453**	**25 561 200**

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Commission de la fonction publique		
Autres revenus		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	456 233	617 971
Ventes de biens et de services		
Services de nature non réglementaire		
Services d'évaluation, de counselling et produits	8 093 526	9 720 044
Services aux autres ministères gouvernementaux	24 940	–
	8 118 466	9 720 044
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	908	141
Revenus divers		
Services d'évaluation, d'analyse et d'orientation professionnelle		
Régime d'avantages sociaux imputé sur les services d'évaluation, de counselling et produits	1 543 763	1 895 064
Divers	730	4 277
	1 544 493	1 899 341
Total de l'organisme	**10 095 160**	**12 237 497**
Sommaire du portefeuille ministériel		
Autres revenus		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	6 721 469	5 564 815
Ventes de biens et de services	15 698 614	17 193 067
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	18 311	16 787
Revenus divers	64 679 050	23 224 447
Total du portefeuille ministériel	**87 117 444**	**45 999 116**

Section 10

Comptes publics du Canada
2023-2024

Défense nationale

Ministère de la Défense nationale

Centre de la sécurité des télécommunications

Comité externe d'examen des griefs militaires

Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire

Table des matières

Page

Description des responsabilités essentielles 228
Sommaire du portefeuille ministériel 230
Détail budgétaire par affectation 234
Responsabilités essentielles 236
Paiements de transfert 237
Détail des montants disponibles pour être dépensés 239
Revenus 240

Description des responsabilités essentielles

Services internes

Les Services internes comprennent les groupes d'activités et de ressources connexes que le gouvernement fédéral considère comme étant des services à l'appui de programmes ou nécessaires pour permettre à une organisation de s'acquitter de ses obligations générales. Les Services internes désignent les activités et ressources des dix services distincts qui soutiennent l'exécution des programmes au sein de l'organisation, peu importe le modèle de prestation des Services internes utilisé. Ces services sont : Services de gestion des acquisitions, Services de communication, Services de gestion financière, Services de gestion des ressources humaines, Services de gestion de l'information, Services de technologie de l'information, Services juridiques, Services de gestion du matériel, Services de gestion et de surveillance, Services de gestion des biens immobiliers.

Ministère de la Défense nationale

Forces prêtes au combat

Déployer des forces prêtes au combat et pouvant réussir dans un environnement de sécurité imprévisible et complexe en exécutant des opérations simultanées liées à toutes les missions confiées officiellement.

Acquisition de capacités

Acquérir des capacités avancées pour conserver un avantage sur les adversaires potentiels et suivre le rythme d'avancées des Alliés, tout en tirant pleinement parti de l'innovation et de la technologie de la défense. Des accords d'approvisionnement rationalisés et flexibles garantissent que la Défense est équipée pour mener ses missions.

Bases, systèmes de technologie de l'information et infrastructure durables

Élaborer et gérer des bases, des systèmes et des infrastructures de technologie de l'information modernes, opérationnelles et durables. Contribuer à la réalisation des objectifs fédéraux en matière d'environnement.

Équipe de la Défense

Recruter, développer et appuyer une Équipe de la Défense souple et diversifiée dans un milieu de travail sain et exempt de comportements dommageables; appuyer les familles des militaires; et répondre aux besoins de tous les militaires partant à la retraite, y compris ceux qui sont malades ou blessés. Renforcer les collectivités canadiennes en investissant dans la jeunesse.

Concept de force de l'avenir

Élaborer et concevoir la force de l'avenir grâce à une compréhension approfondie de l'environnement opérationnel futur et des risques pour le Canada et ses intérêts en matière de sécurité. Renforcer la capacité de la Défense afin de cerner, de prévenir toute une gamme d'imprévus, de s'y adapter et d'y faire face par l'intermédiaire de réseaux d'innovation et de collaboration et grâce à la recherche de pointe.

Opérations

Détecter, dissuader et défendre contre les menaces ou les attaques visant le Canada. Aider les autorités civiles et les organismes d'application de la Loi, y compris la lutte contre le terrorisme, en appui à la sécurité nationale, à de catastrophes nationales ou à de grandes situations d'urgence; et mener des opérations de recherche et de sauvetage. Détecter, dissuader et défendre contre les menaces pesant sur l'Amérique du Nord, ou les attaques dirigées contre elle, de concert avec les États-Unis, notamment par l'intermédiaire du Commandement de la défense aérospatiale de l'Amérique du Nord (NORAD). Diriger et/ou contribuer aux forces de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) et aux efforts de coalitions visant à dissuader et de vaincre les adversaires, y compris des terroristes, afin d'appuyer la stabilité mondiale. Diriger et/ou contribuer aux opérations de paix internationales et des

missions de stabilisation avec les Nations Unies, l'OTAN et d'autres partenaires multilatéraux. S'engager dans le renforcement des capacités afin d'appuyer la sécurité d'autres pays et les moyens dont ils disposent pour contribuer à la sûreté et à la sécurité des Canadiens à l'étranger. Aider les autorités civiles et des partenaires non gouvernementaux pour répondre en cas de catastrophes internationales et nationales ou de situations d'urgence de grande envergure.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Centre de la sécurité des télécommunications

Défendre et avancer les intérêts et les valeurs du Canada dans l'ensemble du cyberespace et grâce à ce dernier ainsi qu'au renseignement étranger

Acquérir et utiliser de l'information provenant de l'infrastructure mondiale d'information dans le but de fournir du renseignement étranger en fonction des priorités du gouvernement du Canada en matière de renseignement. Fournir des avis, des conseils et des services permettant de protéger les renseignements électroniques et les infrastructures essentielles d'information pour le gouvernement du Canada. Fournir une assistance technique et opérationnelle aux organismes fédéraux chargés de l'application de la loi et de la sécurité dans l'exercice des fonctions que la loi leur confère.

Comité externe d'examen des griefs militaires

Examen indépendant des griefs militaires

Les paragraphes 29.2 (1) et (2) de la *Loi sur la Défense nationale* prévoient que le Comité externe d'examen des griefs militaires examine tous les griefs qui lui sont renvoyés par l'autorité de dernière instance et rend des conclusions et recommandations par écrit à l'autorité de dernière instance et à l'officier ou au militaire du rang qui a soumis le grief.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire

Surveillance indépendante de la Police militaire

Promeut et assure les plus hautes normes de conduite de la Police militaire dans le cadre des fonctions policières, et dissuade toute ingérence dans les enquêtes de la Police militaire, grâce à des examens, des enquêtes et des audiences indépendants et impartiaux qui lui permet de formuler des conclusions et des recommandations solides en réponse aux plaintes déposées contre la Police militaire ou provenant de ses membres, et grâce à des activités de sensibilisation.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Sommaire du portefeuille ministériel

(en dollars)

		Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
Crédit	Description	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Ministère de la Défense nationale									
1	Dépenses de fonctionnement	–	17 912 761 663	–	–	17 912 761 663				
1b	Dépenses de fonctionnement	–	–	779 448 765	–	779 448 765				
1c	Dépenses de fonctionnement	–	–	798 634 501	–	798 634 501				
	Virement du :									
	crédit 1 (Ministère des Ressources naturelles)	–	–	–	200 000	200 000				
	crédit 1 (Conseil national de recherches du Canada)	–	–	–	36 000	36 000				
	crédit 1 (Secrétariat du Conseil du Trésor)	–	–	–	680 000	680 000				
	crédit 5 (Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie)	–	–	–	105 000	105 000				
	crédit 5 (Conseil de recherches en sciences humaines)	–	–	–	990 731	990 731				
	CT, crédit 10[1]	–	–	–	100 271	100 271				
	CT, crédit 15[1]	–	–	–	291 050 119	291 050 119				
	CT, crédit 25[1]	–	–	–	793 445 125	793 445 125				
	Virement au :									
	crédit 1 (Service canadien du renseignement de sécurité)	–	–	–	(222 814)	(222 814)				
	crédit 1 (Centre de la sécurité des télécommunications)	–	–	–	(3 376 141)	(3 376 141)				
	crédit 1 (Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire)	–	–	–	(4 250 000)	(4 250 000)				
	crédit 1 (Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement)	–	–	–	(2 200 364)	(2 200 364)				
	crédit 1 (Ministère de la Justice)	–	–	–	(145 185)	(145 185)				
	crédit 1 (Ministère des Ressources naturelles)	–	–	–	(2 991 131)	(2 991 131)				
	crédit 1 (Ministère des Anciens Combattants)	–	–	–	(145 000)	(145 000)				
	crédit 1 (Bibliothèque et Archives du Canada)	–	–	–	(2 250 000)	(2 250 000)				
	crédit 1 (Comité externe d'examen des griefs militaires)	–	–	–	(397 623)	(397 623)				
	crédit 1 (Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire)	–	–	–	(300 000)	(300 000)				
	crédit 1 (Bureau du Conseil privé)	–	–	–	(119 270)	(119 270)				
	crédit 1 (Conseil de recherches en sciences humaines)	–	–	–	(36 400)	(36 400)				
	crédit 1 (Secrétariat du Conseil du Trésor)	–	–	–	(455 766)	(455 766)				
	crédit 1 (VIA Rail Canada Inc.)	–	–	–	(1 750 000)	(1 750 000)				
	crédit 5 (Agence de promotion économique du Canada atlantique)	–	–	–	(4 600 000)	(4 600 000)				
	crédit 5 (Ministère des Anciens Combattants)	–	–	–	(1 500 000)	(1 500 000)				
	crédit 5 (Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie)	–	–	–	(2 193 923)	(2 193 923)				
	crédit 5 (Conseil de recherches en sciences humaines)	–	–	–	(461 315)	(461 315)				
	crédit 10	–	–	–	(1 677 650)	(1 677 650)				
	crédit 10 (Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord)	–	–	–	(93 500)	(93 500)				
	crédit 10 (Ministère des Services aux Autochtones)	–	–	–	(1 000 000)	(1 000 000)				
	Total – Crédit 1	–	17 912 761 663	1 578 083 266	1 056 441 164	20 547 286 093	19 772 978 361	774 307 732	–	18 505 782 387

5	Dépenses en capital	–	6 076 583 477	–	–	6 076 583 477				
5b	Dépenses en capital	–	–	233 356	–	233 356				
5c	Dépenses en capital	–	–	1 128 236 527	–	1 128 236 527				
	Virement du :									
	crédit 1 (Secrétariat du Conseil du Trésor)	–	–	–	300 000	300 000				
	CT, crédit 30[1]	–	–	–	79 554	79 554				
	Virement au :									
	crédit 1 (Commission canadienne de sûreté nucléaire)	–	–	–	(427 000)	(427 000)				
	crédit 1 (Centre de la sécurité des télécommunications)	–	–	–	(7 358 729)	(7 358 729)				
	crédit 1 (Ministère des Pêches et des Océans)	–	–	–	(264 000)	(264 000)				
	crédit 5 (Agence des services frontaliers du Canada)	–	–	–	(495 000)	(495 000)				
	crédit 5 (Agence canadienne d'inspection des aliments)	–	–	–	(80 000)	(80 000)				
	crédit 5 (Ministère du Patrimoine canadien)	–	–	–	(175 000)	(175 000)				
	crédit 5 (Ministère de l'Industrie)	–	–	–	(1 175 888)	(1 175 888)				
	crédit 5 (Ministère des Ressources naturelles)	–	–	–	(110 000)	(110 000)				
	crédit 5 (Conseil national de recherches du Canada)	–	–	–	(661 000)	(661 000)				
	crédit 5 (Agence de la santé publique du Canada)	–	–	–	(65 000)	(65 000)				
	crédit 5 (Gendarmerie royale du Canada)	–	–	–	(406 301)	(406 301)				
	crédit 10 (Ministère des Services aux Autochtones)	–	–	–	(579 086)	(579 086)				
	Total – Crédit 5	–	6 076 583 477	1 128 469 883	(11 417 450)	7 193 635 910	6 583 516 855	610 119 055	–	4 921 497 717
10	Subventions et contributions	–	319 808 513	–	–	319 808 513				
10b	Subventions et contributions	–	–	623 800 000	–	623 800 000				
10c	Subventions et contributions	–	–	253 920 555	–	253 920 555				
	Virement du crédit 1	–	–	–	1 677 650	1 677 650				
	Virement au crédit 5 (Conseil de recherches en sciences humaines)	–	–	–	(381 000)	(381 000)				
	Total – Crédit 10	–	319 808 513	877 720 555	1 296 650	1 198 825 718	1 124 766 756	74 058 962	–	1 324 102 829
15	Paiements liés au régime d'assurance-invalidité de longue durée et d'assurance-vie pour les membres des Forces canadiennes	–	446 727 532	–	–	446 727 532	440 763 417	5 964 115	–	446 691 634
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	330 464 584	11 127 777	38 673 383	380 265 744	380 265 744	–	–	318 536 613
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés – Membres militaires	–	1 402 013 774	219 990 213	3 230 348 730	4 852 352 717	4 852 352 717	–	–	1 359 980 598
(S)	Ministre de la Défense nationale – Traitement et allocation pour automobile (*Loi sur les traitements* et *Loi sur le Parlement du Canada*)	–	94 700	–	(1 429)	93 271	93 271	–	–	92 400
(S)	Versements en vertu de la *Loi sur les prestations de retraite supplémentaires*	–	550 000	–	26 675	576 675	576 675	–	–	540 608
(S)	Versements en vertu des parties I à IV de la *Loi sur la continuation de la pension des services de défense* (L.R.C. (1970), ch. D-3)	–	120 000	–	(4 668)	115 332	115 332	–	–	106 879
(S)	Montants adjugés par une cour – *Loi sur la responsabilité civile de l'État et le contentieux administratif*	–	–	–	296 680 400	296 680 400	296 680 400	–	–	40 000 000
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	16 205 120	–	–	11 663 843	27 868 963	16 717 779	–	11 151 184	2 126 319
(S)	Pertes d'opérations de change	–	–	–	649 480	649 480	649 480	–	–	10 702 111
	Total budgétaire	16 205 120	26 489 124 243	3 815 391 694	4 624 356 778	34 945 077 835	33 469 476 787	1 464 449 864	11 151 184	26 930 160 095
L11b	Autorisation d'un compte d'avance du fonds de roulement prescrite par le crédit L20b, *Loi nº 1 de 1976 portant affectation de crédits*. Limite 120 000 000 $ (Net)	74 474 414	–	–	1	74 474 415	(2 717 027)	–	77 191 442	(1 248 125)
	Total du ministère – Budgétaire	**16 205 120**	**26 489 124 243**	**3 815 391 694**	**4 624 356 778**	**34 945 077 835**	**33 469 476 787**	**1 464 449 864**	**11 151 184**	**26 930 160 095**
	Total du ministère – Non budgétaire	**74 474 414**	**–**	**–**	**1**	**74 474 415**	**(2 717 027)**	**–**	**77 191 442**	**(1 248 125)**

Sommaire du portefeuille ministériel – *fin*

(en dollars)

		Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
Crédit	Description	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Centre de la sécurité des télécommunications									
1	Dépenses du programme	–	906 759 081	–	–	906 759 081				
1b	Dépenses du programme	–	–	15 041 064	–	15 041 064				
	Virement du :									
	crédit 1 (Ministère des Finances)	–	–	–	133 533	133 533				
	crédit 1 (Ministère de la Défense nationale)	–	–	–	3 376 141	3 376 141				
	crédit 1 (Services partagés Canada)	–	–	–	1 846 284	1 846 284				
	crédit 5 (Ministère de la Défense nationale)	–	–	–	7 358 729	7 358 729				
	CT, crédit 15[1]	–	–	–	28 547 944	28 547 944				
	CT, crédit 25[1]	–	–	–	18 445 835	18 445 835				
	Virement au :									
	crédit 1 (Service canadien du renseignement de sécurité)	–	–	–	(298 410)	(298 410)				
	crédit 1 (Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement)	–	–	–	(1 315 108)	(1 315 108)				
	crédit 1 (Secrétariat du Conseil du Trésor)	–	–	–	(25 000)	(25 000)				
	crédit 10 (Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement)	–	–	–	(2 700 636)	(2 700 636)				
	Total – Crédit 1	–	906 759 081	15 041 064	55 369 312	977 169 457	948 295 388	28 874 069	–	879 587 488
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	59 150 278	2 372 531	955 722	62 478 531	62 478 531	–	–	51 657 305
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	22 058	–	–	24 051	46 109	22 058	–	24 051	–
	Crédits non requis pour l'exercice en cours	–	–	–	–	–	–	–	–	3 101
	Total de l'organisme – Budgétaire	**22 058**	**965 909 359**	**17 413 595**	**56 349 085**	**1 039 694 097**	**1 010 795 977**	**28 874 069**	**24 051**	**931 247 894**
	Comité externe d'examen des griefs militaires									
1	Dépenses du programme	–	6 430 370	–	–	6 430 370				
	Virement du :									
	crédit 1 (Ministère de la Défense nationale)	–	–	–	397 623	397 623				
	CT, crédit 15[1]	–	–	–	636 943	636 943				
	CT, crédit 25[1]	–	–	–	308 308	308 308				
	Total – Crédit 1	–	6 430 370	–	1 342 874	7 773 244	6 945 128	828 116	–	6 321 398
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	654 273	–	161 544	815 817	815 817	–	–	767 471
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'état	–	–	–	1 144	1 144	1 144	–	–	331
	Total de l'organisme – Budgétaire	**–**	**7 084 643**	**–**	**1 505 562**	**8 590 205**	**7 762 089**	**828 116**	**–**	**7 089 200**

	Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire									
1	Dépenses du programme	–	4 408 587	–	–	4 408 587				
1b	Dépenses du programme	–	–	41 700	–	41 700				
	Virement du :									
	crédit 1 (Ministère de la Défense nationale)	–	–	–	300 000	300 000				
	CT, crédit 15[1]	–	–	–	264 155	264 155				
	CT, crédit 25[1]	–	–	–	221 944	221 944				
	CT, crédit 30[1]	–	–	–	42 005	42 005				
	Total – Crédit 1	–	4 408 587	41 700	828 104	5 278 391	5 081 060	197 331	–	4 223 825
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	447 144	–	106 078	553 222	553 222	–	–	434 668
	Total de l'organisme – Budgétaire	**–**	**4 855 731**	**41 700**	**934 182**	**5 831 613**	**5 634 282**	**197 331**	**–**	**4 658 493**
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**16 227 178**	**27 466 973 976**	**3 832 846 989**	**4 683 145 607**	**35 999 193 750**	**34 493 669 135**	**1 494 349 380**	**11 175 235**	**27 873 155 682**
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	**74 474 414**	**–**	**–**	**1**	**74 474 415**	**(2 717 027)**	**–**	**77 191 442**	**(1 248 125)**

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).

[1] Conseil du Trésor, crédit 10 – Initiatives pangouvernementales.
Conseil du Trésor, crédit 15 – Rajustements à la rémunération.
Conseil du Trésor, crédit 25 – Report du budget de fonctionnement.
Conseil du Trésor, crédit 30 – Besoins en matière de rémunération.

Détail budgétaire par affectation

(en dollars)

Description	Affectations	Dépenses	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs
Ministère de la Défense nationale				
Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement				
Budget de fonctionnement	20 332 979 348	19 981 255 434	351 723 914	–
Réglement du recours collectif de la purge des lesbiennes, gais, bisexuels et transgenres	1 038 225	1 038 225	–	–
Recours collectifs Heyder et Beattie	178 029 168	112 504 913	65 524 255	–
Solutions innovatrices Canada	14 287 073	14 287 073	–	–
Affectations bloquées				
Report	108 021 076	–	108 021 076	–
Transfert/réaffectation	83 677	–	83 677	–
Réduction	211 082 000	–	211 082 000	–
Autre	58 406 497	–	58 406 497	–
Revenus affectés aux dépenses	(356 640 971)	(336 107 284)	(20 533 687)	–
	20 547 286 093	*19 772 978 361*	*774 307 732*	–
Crédit 5 – Dépenses en capital				
Budget en capital	6 583 516 855	6 583 516 855	–	–
Affectations bloquées				
Report	610 119 055	–	610 119 055	–
	7 193 635 910	*6 583 516 855*	*610 119 055*	–
Crédit 10 – Subventions et contributions				
Subventions et contributions	1 190 876 766	1 124 766 756	66 110 010	–
Affectations bloquées				
Report	7 948 952	–	7 948 952	–
	1 198 825 718	*1 124 766 756*	*74 058 962*	–
Crédit 15 – Paiements liés au régime d'assurance-invalidité de longue durée et d'assurance-vie pour les membres des Forces canadiennes				
Régime d'assurance-revenu militaire	*446 727 532*	*440 763 417*	*5 964 115*	–
Montants législatifs	5 558 602 582	5 547 451 398	–	11 151 184
	34 945 077 835	33 469 476 787	1 464 449 864	11 151 184
Centre de la sécurité des télécommunications				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement	841 885 675	843 655 474	(1 769 799)	–
Initiatives publicitaires	1 500 000	1 422 650	77 350	–
Projet lié à l'installation à long terme du Centre de la sécurité des télécommunications	131 118 523	121 622 030	9 496 493	–
Affectations bloquées				
Report	15 742 676	–	15 742 676	–
Transfert/réaffectation	4 724 409	–	4 724 409	–
Autre	2 047 430	–	2 047 430	–
Revenus affectés aux dépenses	(19 849 256)	(18 404 766)	(1 444 490)	–
	977 169 457	*948 295 388*	*28 874 069*	–
Montants législatifs	62 524 640	62 500 589	–	24 051
	1 039 694 097	1 010 795 977	28 874 069	24 051

Comité externe d'examen des griefs militaires				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement	7 159 955	6 945 128	214 827	–
Affectations bloquées				
Report	575 241	–	575 241	–
Transfert/réaffectation	38 048	–	38 048	–
	7 773 244	*6 945 128*	*828 116*	–
Montants législatifs	816 961	816 961	–	–
	8 590 205	7 762 089	828 116	–
Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement	5 156 925	5 081 060	75 865	–
Affectations bloquées				
Transfert/réaffectation	121 466	–	121 466	–
	5 278 391	*5 081 060*	*197 331*	–
Montants législatifs	553 222	553 222	–	–
	5 831 613	5 634 282	197 331	–
Total du portefeuille ministériel	**35 999 193 750**	**34 493 669 135**	**1 494 349 380**	**11 175 235**

Responsabilités essentielles

(en dollars)

	Budgétaire											
	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Total budgétaire		Non budgétaire	
Description	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
Ministère de la Défense nationale												
Forces prêtes au combat	13 349 044 918	12 936 436 161	316 872 281	518 341 025	2 450 000	363 314	108 818 582	86 187 494	13 559 548 617	13 368 953 006	7 095 609	3 651 652
Acquisition de capacités	818 673 451	838 826 616	5 309 421 298	4 088 682 115	–	–	9 051	3 960	6 128 085 698	4 927 504 771	–	–
Bases, systèmes de technologie de l'information et d'infrastructure durables	4 154 429 035	3 973 652 225	1 219 891 212	1 069 442 894	46 556 112	38 714 287	170 980 190	167 812 691	5 249 896 169	4 913 996 715	51 794 599	(2 778 940)
Équipe de la Défense	5 334 116 595	5 411 864 309	20 387 769	40 695 955	4 417 007	4 404 622	61 779 243	66 257 788	5 297 142 128	5 390 707 098	2 348 552	(3 306 530)
Concept de force de l'avenir	735 252 265	664 720 618	221 784 295	789 135 680	29 221 976	19 381 109	334 443	438 125	985 924 093	1 472 799 282	–	–
Opérations	1 292 973 644	1 069 879 037	83 590 837	58 163 966	1 116 872 630	1 062 595 431	219 449	92 638	2 493 217 662	2 190 545 796	13 214 024	(437 252)
Services internes	1 224 075 263	1 201 229 487	21 688 218	19 055 220	–	–	14 500 013	15 314 588	1 231 263 468	1 204 970 119	21 631	154 043
Total partiel	26 908 565 171	26 096 608 453	7 193 635 910	6 583 516 855	1 199 517 725	1 125 458 763	356 640 971	336 107 284	34 945 077 835	33 469 476 787	74 474 415	(2 717 027)
Revenus affectés aux dépenses	(356 640 971)	(336 107 284)	–	–	–	–	(356 640 971)	(336 107 284)	–	–	–	–
Total du ministère	**26 551 924 200**	**25 760 501 169**	**7 193 635 910**	**6 583 516 855**	**1 199 517 725**	**1 125 458 763**	**–**	**–**	**34 945 077 835**	**33 469 476 787**	**74 474 415**	**(2 717 027)**
Centre de la sécurité des télécommunications												
Défendre et avancer les intérêts et les valeurs du Canada dans l'ensemble du cyberespace et grâce à ce dernier ainsi qu'au renseignement étranger	1 059 543 353	1 029 200 743	–	–	–	–	19 849 256	18 404 766	1 039 694 097	1 010 795 977	–	–
Revenus affectés aux dépenses	(19 849 256)	(18 404 766)	–	–	–	–	(19 849 256)	(18 404 766)	–	–	–	–
Total de l'organisme	**1 039 694 097**	**1 010 795 977**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**1 039 694 097**	**1 010 795 977**	**–**	**–**
Comité externe d'examen des griefs militaires												
Examen indépendant des griefs militaires	5 893 934	5 221 790	–	–	–	–	–	–	5 893 934	5 221 790	–	–
Services internes	2 696 271	2 540 299	–	–	–	–	–	–	2 696 271	2 540 299	–	–
Total de l'organisme	**8 590 205**	**7 762 089**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**8 590 205**	**7 762 089**	**–**	**–**
Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire												
Surveillance indépendante de la Police militaire	3 351 023	3 321 981	–	–	–	–	–	–	3 351 023	3 321 981	–	–
Services internes	2 480 590	2 312 301	–	–	–	–	–	–	2 480 590	2 312 301	–	–
Total de l'organisme	**5 831 613**	**5 634 282**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**5 831 613**	**5 634 282**	**–**	**–**
Total du portefeuille ministériel	**27 606 040 115**	**26 784 693 517**	**7 193 635 910**	**6 583 516 855**	**1 199 517 725**	**1 125 458 763**	**–**	**–**	**35 999 193 750**	**34 493 669 135**	**74 474 415**	**(2 717 027)**

Paiements de transfert

(en dollars)

Description	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Ministère de la Défense nationale									
Subventions									
Programme innovation pour la défense, l'excellence et la sécurité	–	5 000 000	–	–	5 000 000	2 075 000	2 925 000	–	125 000
Programme de Subventions de la mobilisation des informations en matière de défense et de sécurité	–	3 209 005	–	(381 000)	2 828 005	2 760 995	67 010	–	2 629 911
Subventions à l'appui du Programme de dédommagement des employeurs de réservistes	–	2 450 000	–	–	2 450 000	363 314	2 086 686	–	75 705
Programme des subventions pour le soutien communautaire pour les personnes survivantes d'inconduite sexuelle	–	2 000 000	–	–	2 000 000	1 994 208	5 792	–	1 982 657
Subventions à l'appui du Programme sur la réconciliation avec les peuples autochtones	–	1 050 000	–	–	1 050 000	325 593	724 407	–	–
Programme de subventions pour les bureaux nationaux des ligues de cadets du Canada :									
Ligue navale du Canada	–	500 000	–	–	500 000	500 000	–	–	500 000
Ligue des cadets de l'Armée du Canada	–	500 000	–	–	500 000	500 000	–	–	500 000
Ligue des cadets de l'Air du Canada	–	500 000	–	–	500 000	500 000	–	–	500 000
Total – Subventions	**–**	**15 209 005**	**–**	**(381 000)**	**14 828 005**	**9 019 110**	**5 808 895**	**–**	**6 313 273**
Contributions									
Programme de contributions à l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord :									
Budget militaire de l'OTAN (Programmes de l'OTAN)	–	163 324 729	81 200 000	(4 387 200)	240 137 529	184 485 432	55 652 097	–	157 980 308
Programme de l'OTAN d'investissement au service de la sécurité (Programmes de l'OTAN)	–	56 649 679	34 800 000	3 368 854	94 818 533	94 818 533	–	–	69 375 292
Autres activités de l'OTAN	–	4 200 000	509 222	–	4 709 222	4 071 207	638 015	–	3 404 340
Contributions à l'appui du Programme d'aide aux immobilisations	–	35 538 667	411 333	–	35 950 000	35 950 000	–	–	32 550 910
Programme innovation pour la défense, l'excellence et la sécurité	–	19 000 000	–	–	19 000 000	14 401 144	4 598 856	–	17 670 819
Contributions à l'appui au Programme d'instruction et de coopération militaires	–	11 389 000	760 800 000	905 697	773 094 697	773 094 697	–	–	7 323 509
Contributions à l'assainissement d'anciens sites de radars militaires au Québec	–	6 970 462	–	–	6 970 462	–	6 970 462	–	–
Contribution à l'Association civile de recherche et de sauvetage aériens	–	3 100 000	–	900 000	4 000 000	3 875 561	124 439	–	3 100 000
Programme de contributions de la mobilisation des informations en matière de défense et de sécurité	–	2 250 000	–	–	2 250 000	2 250 000	–	–	2 250 000
Assainissement du site de l'aéroport Jack Garland de North Bay	–	1 358 000	–	–	1 358 000	1 352 477	5 523	–	1 681 159
Contributions à l'appui du programme sur la réconciliation avec les peuples autochtones	–	450 000	–	–	450 000	195 917	254 083	–	–
Programme de contributions des principes de Vancouver	–	225 000	–	–	225 000	218 408	6 592	–	225 000

Paiements de transfert – *fin*

(en dollars)

Description	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Contribution au Comité d'examen du programme de défense biologique et chimique	–	143 971	–	–	143 971	143 971	–	–	141 844
Unités temporaires de traitement de l'eau pour la Ville de Saguenay	–	–	–	890 299	890 299	890 299	–	–	–
(S) Versements en vertu de la *Loi sur les prestations de retraite supplémentaires*	–	550 000	–	26 675	576 675	576 675	–	–	540 608
(S) Versements en vertu des parties I à IV de la *Loi sur la continuation de la pension des services de défense* (L.R.C. (1970), ch. D-3)	–	120 000	–	(4 668)	115 332	115 332	–	–	106 879
Éléments non requis pour l'exercice en cours	–	–	–	–	–	–	–	–	1 022 086 375
Total – Contributions	**–**	**305 269 508**	**877 720 555**	**1 699 657**	**1 184 689 720**	**1 116 439 653**	**68 250 067**	**–**	**1 318 437 043**
Total du portefeuille ministériel	**–**	**320 478 513**	**877 720 555**	**1 318 657**	**1 199 517 725**	**1 125 458 763**	**74 058 962**	**–**	**1 324 750 316**

(S) Paiement de transfert législatif.

Détail des montants disponibles pour être dépensés

(en dollars)

Description	Autorisations disponibles pour emploi au cours de l'exercice	Autorisations employées au cours de l'exercice	Autorisations employées dans l'exercice précédent
Ministère de la Défense nationale			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Forces prêtes au combat			
Recouvrements des membres	6 399 389	1 681 092	6 237 274
Recouvrements des autres ministères	1 320 796	1 623 552	1 693 694
Recouvrements d'autres gouvernements/ONU/OTAN	93 164 223	75 169 395	85 065 691
Autres recouvrements	7 934 174	7 713 455	8 970 760
	108 818 582	86 187 494	101 967 419
Acquisition de capacités			
Recouvrements des membres	5 646	–	–
Autres recouvrements	3 405	3 960	–
	9 051	3 960	–
Bases, systèmes de technologie de l'information et d'infrastructure durables			
Recouvrements des membres	138 762 381	133 502 793	138 983 413
Recouvrements des autres ministères	9 724 534	9 948 931	10 887 852
Recouvrements d'autres gouvernements/ONU/OTAN	185 985	255 878	640 421
Autres recouvrements	22 307 290	24 105 089	22 622 326
	170 980 190	167 812 691	173 134 012
Équipe de la Défense			
Recouvrements des membres	10 537 885	10 643 926	10 593 335
Recouvrements des autres ministères	30 000	228 546	243 867
Autres recouvrements	51 211 358	55 385 316	50 787 468
	61 779 243	66 257 788	61 624 670
Concept de force de l'avenir			
Recouvrements des membres	–	7 860	–
Recouvrements d'autres gouvernements/ONU/OTAN	–	107 204	–
Autres recouvrements	334 443	323 061	237 308
	334 443	438 125	237 308
Opérations			
Recouvrements des membres	154 009	17 042	43 734
Recouvrements des autres ministères	–	–	23 312
Recouvrements d'autres gouvernements/ONU/OTAN	2 100	–	–
Autres recouvrements	63 340	75 596	103 491
	219 449	92 638	170 537
Services internes			
Recouvrements des membres	12 828 432	10 228 124	11 689 236
Recouvrements des autres ministères	50	34 128	–
Recouvrements d'autres gouvernements/ONU/OTAN	306 873	–	–
Autres recouvrements	1 364 658	5 052 336	2 025 954
	14 500 013	15 314 588	13 715 190
Total budgétaire	**356 640 971**	**336 107 284**	**350 849 136**
Non budgétaire (rentrées disponibles pour être dépensées)			
Forces prêtes au combat	46 879 247	46 879 247	83 982 252
Bases, systèmes de technologie de l'information et d'infrastructure durables	371 630 689	371 630 689	294 312 742
Équipe de la Défense	20 031 587	20 031 587	20 256 388
Opérations	94 540 035	94 540 035	76 651 060
Total non budgétaire	**533 081 558**	**533 081 558**	**475 202 442**
Total du ministère – Budgétaire	**356 640 971**	**336 107 284**	**350 849 136**
Total du ministère – Non budgétaire	**533 081 558**	**533 081 558**	**475 202 442**
Centre de la sécurité des télécommunications			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Défendre et avancer les intérêts et les valeurs du Canada dans l'ensemble du cyberespace et grâce à ce dernier ainsi qu'au renseignement étranger	19 849 256	18 404 766	16 699 573
Total de l'organisme – Budgétaire	**19 849 256**	**18 404 766**	**16 699 573**
Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**376 490 227**	**354 512 050**	**367 548 709**
Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	**533 081 558**	**533 081 558**	**475 202 442**

Revenus

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Ministère de la Défense nationale		
Autres revenus		
Revenus de placements[1]		
Autres comptes		
Intérêt sur les prêts aux employés affectés à l'étranger	280 755	149 412
Intérêt gagné sur les fonds en dépôt avec les fournisseurs/banques	1 625 503	790 184
Dépôt de garantie (articles extérieurs du Canada)	1 060	292
	1 907 318	939 888
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	85 448 673	77 458 948
Ventes de biens et de services		
Location et utilisation de biens publics	*141 992 471*	*139 856 226*
Services de nature réglementaire	*45*	*9 395*
Services de nature non réglementaire	*141 829 424*	*143 027 262*
Ventes de biens et de produits d'information	*45 247 375*	*67 145 887*
Autres frais et droits		
Revenus provenant d'amendes	494 303	551 373
Divers	5 438 710	2 482 761
	5 933 013	*3 034 134*
	335 002 328	353 072 904
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	11 663 843	16 205 120
Revenus divers		
Comprend les paiements reçus des Nations Unies	13 739 220	16 579 688
Gain net de change	593 721	22 862
Produit de l'aliénation des biens immobiliers	20 432 408	–
	34 765 349	16 602 550
Total du ministère	**468 787 511**	**464 279 410**
Centre de la sécurité des télécommunications		
Autres revenus		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	1 712 641	1 061 284
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	1 645	121 562
	1 714 286	1 182 846
Ventes de biens et de services		
Autres frais et droits		
Autres frais et droits	20 063 901	18 130 057
Autres frais et droits relatifs aux services de soutien internes	980 064	851 797
	21 043 965	18 981 854
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	24 051	22 058
Revenus divers		
Gain net de change	22 942	3 384
Location et utilisation de biens publics	1 279 258	1 035 640
Divers	6 753	9 849
	1 308 953	1 048 873
Total de l'organisme	**24 091 255**	**21 235 631**
Comité externe d'examen des griefs militaires		
Autres revenus		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	28 658	28 267
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	21 208	–
Recouvrement de trop-payés de salaire, débiteurs transférés d'autres ministères	1 627	5 824
	51 493	34 091
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	1 144	331
Total de l'organisme	**52 637**	**34 422**
Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire		
Autres revenus		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	54	–
Total de l'organisme	**54**	**–**
Sommaire du portefeuille ministériel		
Autres revenus		
Revenus de placements	1 907 318	939 888
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	87 214 506	78 675 885
Ventes de biens et de services	356 046 293	372 054 758
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	11 689 038	16 227 509
Revenus divers	36 074 302	17 651 423
Total du portefeuille ministériel	**492 931 457**	**485 549 463**

[1] Intérêt sauf indication contraire.

Section 11

Comptes publics du Canada
2023-2024

Développement économique des Prairies et du Nord canadien

Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien

Agence canadienne de développement économique du Nord

Table des matières

Page

Description des responsabilités essentielles 242
Sommaire du portefeuille ministériel 243
Détail budgétaire par affectation 245
Responsabilités essentielles 246
Paiements de transfert 247
Détail des montants disponibles pour être dépensés 249
Revenus 249

Description des responsabilités essentielles

Services internes

Les Services internes comprennent les groupes d'activités et de ressources connexes que le gouvernement fédéral considère comme étant des services à l'appui de programmes ou nécessaires pour permettre à une organisation de s'acquitter de ses obligations générales. Les Services internes désignent les activités et ressources des dix services distincts qui soutiennent l'exécution des programmes au sein de l'organisation, peu importe le modèle de prestation des Services internes utilisé. Ces services sont : Services de gestion des acquisitions, Services de communication, Services de gestion financière, Services de gestion des ressources humaines, Services de gestion de l'information, Services de technologie de l'information, Services juridiques, Services de gestion du matériel, Services de gestion et de surveillance, Services de gestion des biens immobiliers.

Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien

Développement économique dans les Prairies

Développement économique Canada pour les Prairies promeut la croissance et la diversification de l'économie des Prairies (Alberta, Saskatchewan et Manitoba) en encourageant l'innovation, en améliorant la compétitivité des entreprises, en promouvant l'adoption de technologies propres et d'une croissance inclusive.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Agence canadienne de développement économique du Nord

Développement économique dans les territoires

Travailler dans les trois territoires pour soutenir les conditions propices à une économie durable, diversifiée et novatrice en collaboration avec les collectivités nordiques et les Autochtones, les entreprises, les organisations et d'autres ministères fédéraux et paliers du gouvernement.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Sommaire du portefeuille ministériel

(en dollars)

		Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
Crédit	Description	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien [2]									
1	Dépenses de fonctionnement	–	42 305 692	–	–	42 305 692				
1b	Dépenses de fonctionnement	–	–	728 414	–	728 414				
	Virement du :									
	CT, crédit 10[1]	–	–	–	500 000	500 000				
	CT, crédit 15[1]	–	–	–	3 315 816	3 315 816				
	CT, crédit 25[1]	–	–	–	2 531 489	2 531 489				
	Virement au crédit 1 (Secrétariat du Conseil du Trésor)	–	–	–	(60 417)	(60 417)				
	Total – Crédit 1	–	42 305 692	728 414	6 286 888	49 320 994	44 705 080	4 615 914	–	47 838 162
5	Subventions et contributions	–	323 808 800	–	–	323 808 800				
5b	Subventions et contributions	–	–	31 886 275	–	31 886 275				
5c	Subventions et contributions	–	–	12 863 822	–	12 863 822				
	Virement du :									
	crédit 5 (Agence de promotion économique du Canada atlantique)	–	–	–	117 046	117 046				
	crédit 10 (Ministère des Ressources naturelles)	–	–	–	6 300 000	6 300 000				
	Total – Crédit 5	–	323 808 800	44 750 097	6 417 046	374 975 943	327 445 920	47 530 023	–	446 259 521
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	4 625 187	132 600	698 747	5 456 534	5 456 534	–	–	5 310 159
	Crédits non requis pour l'exercice en cours	–	–	–	–	–	–	–	–	180
	Total du ministère – Budgétaire	**–**	**370 739 679**	**45 611 111**	**13 402 681**	**429 753 471**	**377 607 534**	**52 145 937**	**–**	**499 408 022**
	Agence canadienne de développement économique du Nord [3]									
1	Dépenses de fonctionnement	–	21 196 977	–	–	21 196 977				
1b	Dépenses de fonctionnement	–	–	630 708	–	630 708				
	Virement du :									
	crédit 1 (Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord)	–	–	–	100 916	100 916				
	crédit 1 (Ministère des Pêches et des Océans)	–	–	–	25 000	25 000				
	crédit 1 (Ministère des Ressources naturelles)	–	–	–	25 000	25 000				
	crédit 1 (Ministère des Transports)	–	–	–	25 000	25 000				
	CT, crédit 10[1]	–	–	–	1 183	1 183				
	CT, crédit 15[1]	–	–	–	1 206 057	1 206 057				
	CT, crédit 25[1]	–	–	–	1 052 326	1 052 326				
	Total – Crédit 1	–	21 196 977	630 708	2 435 482	24 263 167	23 088 321	1 174 846	–	21 134 939
5	Subventions et contributions	–	58 060 500	–	–	58 060 500				
5b	Subventions et contributions	–	–	4 329 784	–	4 329 784				
	Total – Crédit 5	–	58 060 500	4 329 784	–	62 390 284	62 129 763	260 521	–	82 080 790

Sommaire du portefeuille ministériel – *fin*

(en dollars)

		Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
Crédit	Description	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	2 175 385	114 642	(149 813)	2 140 214	2 140 214	–	–	1 861 614
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	177	–	–	6	183	–	177	6	–
	Total de l'organisme – Budgétaire	**177**	**81 432 862**	**5 075 134**	**2 285 675**	**88 793 848**	**87 358 298**	**1 435 544**	**6**	**105 077 343**
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**177**	**452 172 541**	**50 686 245**	**15 688 356**	**518 547 319**	**464 965 832**	**53 581 481**	**6**	**604 485 365**

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).

[1] Conseil du Trésor, crédit 10 – Initiatives pangouvernementales.
Conseil du Trésor, crédit 15 – Rajustements à la rémunération.
Conseil du Trésor, crédit 25 – Report du budget de fonctionnement.

[2] Le ministre des Affaires du Nord, ministre responsable de Développement économique Canada pour les Prairies et ministre responsable de l'Agence canadienne de développement économique du Nord, a été nommé à titre de ministre responsable du ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien.

[3] Le ministre des Affaires du Nord, ministre responsable de Développement économique Canada pour les Prairies et ministre responsable de l'Agence canadienne de développement économique du Nord, a été nommé à titre de ministre responsable de l'Agence canadienne de développement économique du Nord.

Détail budgétaire par affectation

(en dollars)

Description	Affectations	Dépenses	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs
Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien				
Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement				
Budget de fonctionnement	51 934 195	48 188 033	3 746 162	–
Affectations bloquées				
Transfert/réaffectation	750 799	–	750 799	–
Réduction	436 000	–	436 000	–
Revenus affectés aux dépenses	(3 800 000)	(3 482 953)	(317 047)	–
	49 320 994	*44 705 080*	*4 615 914*	–
Crédit 5 – Subventions et contributions				
Subventions et contributions	344 856 806	327 445 920	17 410 886	–
Affectations bloquées				
Report	30 119 137	–	30 119 137	–
	374 975 943	*327 445 920*	*47 530 023*	–
Montants législatifs	5 456 534	5 456 534	–	–
	429 753 471	377 607 534	52 145 937	–
Agence canadienne de développement économique du Nord				
Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement				
Budget de fonctionnement	24 012 167	23 088 321	923 846	–
Affectations bloquées				
Réduction	251 000	–	251 000	–
	24 263 167	*23 088 321*	*1 174 846*	–
Crédit 5 – Subventions et contributions				
Subventions et contributions	*62 390 284*	*62 129 763*	*260 521*	–
Montants législatifs	2 140 397	2 140 214	177	6
	88 793 848	87 358 298	1 435 544	6
Total du portefeuille ministériel	**518 547 319**	**464 965 832**	**53 581 481**	**6**

Responsabilités essentielles

(en dollars)

	Budgétaire											
	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Total budgétaire		Non budgétaire	
Description	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien												
Développement économique dans les Prairies	31 516 901	35 375 613	–	–	374 975 943	327 445 920	–	–	406 492 844	362 821 533	–	–
Services internes	27 060 627	18 268 954	–	–	–	–	3 800 000	3 482 953	23 260 627	14 786 001	–	–
Total partiel	58 577 528	53 644 567	–	–	374 975 943	327 445 920	3 800 000	3 482 953	429 753 471	377 607 534	–	–
Revenus affectés aux dépenses	(3 800 000)	(3 482 953)	–	–	–	–	(3 800 000)	(3 482 953)	–	–	–	–
Total du ministère	**54 777 528**	**50 161 614**	**–**	**–**	**374 975 943**	**327 445 920**	**–**	**–**	**429 753 471**	**377 607 534**	**–**	**–**
Agence canadienne de développement économique du Nord												
Développement économique dans les territoires	17 593 081	16 013 742	–	–	62 390 284	62 129 763	–	–	79 983 365	78 143 505	–	–
Services internes	8 810 483	9 214 793	–	–	–	–	–	–	8 810 483	9 214 793	–	–
Total de l'organisme	**26 403 564**	**25 228 535**	**–**	**–**	**62 390 284**	**62 129 763**	**–**	**–**	**88 793 848**	**87 358 298**	**–**	**–**
Total du portefeuille ministériel	**81 181 092**	**75 390 149**	**–**	**–**	**437 366 227**	**389 575 683**	**–**	**–**	**518 547 319**	**464 965 832**	**–**	**–**

Paiements de transfert

(en dollars)

Description	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien									
Subventions									
Subventions pour le Programme de diversification de l'Ouest	–	5 000 000	–	(5 000 000)	–	–	–	–	–
Programme Croissance économique régionale par l'innovation	–	921 816	–	(921 816)	–	–	–	–	–
Total – Subventions	**–**	**5 921 816**	**–**	**(5 921 816)**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**
Contributions									
Contributions en vertu du programme Croissance économique régionale par l'innovation	–	198 914 510	23 241 973	(7 516 388)	214 640 095	168 836 341	45 803 754	–	212 916 520
Contributions destinées au Programme de diversification de l'économie de l'Ouest	–	98 379 606	21 508 124	19 855 250	139 742 980	138 016 711	1 726 269	–	212 750 133
Contributions destinées au Programme de développement des collectivités	–	17 667 868	–	–	17 667 868	17 667 868	–	–	17 667 868
Contributions destinées à l'Initiative pour les femmes entrepreneures	–	2 925 000	–	–	2 925 000	2 925 000	–	–	2 925 000
Total – Contributions	**–**	**317 886 984**	**44 750 097**	**12 338 862**	**374 975 943**	**327 445 920**	**47 530 023**	**–**	**446 259 521**
Total du ministère	**–**	**323 808 800**	**44 750 097**	**6 417 046**	**374 975 943**	**327 445 920**	**47 530 023**	**–**	**446 259 521**
Agence canadienne de développement économique du Nord									
Subventions									
Subventions pour l'initiative inclusion diversifiée et évolution économique dans le Nord	–	2 000 000	–	(1 315 814)	684 186	591 833	92 353	–	145 000
Subventions pour des investissements effectués dans le cadre du Fonds pour les initiatives communautaires dans les collectivités du Nord	–	500 000	–	(500 000)	–	–	–	–	–
Centre régional de formation à Pond Inlet pour l'Association inuite du Qikiqtani	–	–	2 500 000	–	2 500 000	2 500 000	–	–	2 000 000
Subventions en vertu du programme Croissance économique régionale par l'innovation	–	–	168 168	–	168 168	–	168 168	–	–
Total – Subventions	**–**	**2 500 000**	**2 668 168**	**(1 815 814)**	**3 352 354**	**3 091 833**	**260 521**	**–**	**2 145 000**
Contributions									
Contributions pour la promotion du développement régional dans les trois territoires du Canada	–	34 237 000	1 661 616	576 024	36 474 640	36 474 640	–	–	60 927 653
Contributions à l'appui de la participation des Autochtones à l'économie du Nord	–	10 800 000	–	213 334	11 013 334	11 013 334	–	–	13 199 993
Contributions en vertu du programme Croissance économique régionale par l'innovation	–	8 123 500	–	1 239 790	9 363 290	9 363 290	–	–	1 518 884

Paiements de transfert – *fin*

(en dollars)

	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
Description	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Programme de possibilités économiques pour les Autochtones du Nord	–	2 400 000	–	(213 334)	2 186 666	2 186 666	–	–	–
Éléments non requis pour l'exercice en cours	–	–	–	–	–	–	–	–	4 289 260
Total – Contributions	**–**	**55 560 500**	**1 661 616**	**1 815 814**	**59 037 930**	**59 037 930**	**–**	**–**	**79 935 790**
Total de l'organisme	**–**	**58 060 500**	**4 329 784**	**–**	**62 390 284**	**62 129 763**	**260 521**	**–**	**82 080 790**
Total du portefeuille ministériel	**–**	**381 869 300**	**49 079 881**	**6 417 046**	**437 366 227**	**389 575 683**	**47 790 544**	**–**	**528 340 311**

Détail des montants disponibles pour être dépensés

(en dollars)

Description	Autorisations disponibles pour emploi au cours de l'exercice	Autorisations employées au cours de l'exercice	Autorisations employées dans l'exercice précédent
Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Services internes	3 800 000	3 482 953	2 231 166
Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**3 800 000**	**3 482 953**	**2 231 166**

Revenus

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien		
Autres revenus		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	1 971 160	2 762 054
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	8 667 502	2 720 847
	10 638 662	5 482 901
Ventes de biens et de services		
Autres frais et droits		
Frais d'utilisation relatifs aux services de soutien internes	4 083 683	2 666 542
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	–	180
Revenus divers		
Intérêt sur contributions remboursables	783 001	426 951
Contributions remboursables	99 864 110	52 184 724
Divers	13 355	14 584
	100 660 466	52 626 259
Total du ministère	**115 382 811**	**60 775 882**
Agence canadienne de développement du Nord		
Autres revenus		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	3 915 825	1 606 613
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	13 641 587	951 447
Remboursement de paiements relatifs aux événements de santé publique d'intérêt national et l'allocation de soutien du revenu	39 981	14 604
	17 597 393	2 572 664
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	6	177
Revenus divers		
Intérêts sur débiteurs en souffrance	8 502	15 093
Contributions remboursables	5 754 562	20 000
Revenus divers	12 911	–
	5 775 975	35 093
Total de l'organisme	**23 373 374**	**2 607 934**
Sommaire du portefeuille ministériel		
Autres revenus		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	28 236 055	8 055 565
Ventes de biens et de services	4 083 683	2 666 542
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	6	357
Revenus divers	106 436 441	52 661 352
Total du portefeuille ministériel	**138 756 185**	**63 383 816**

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

Section 12

Comptes publics du Canada
2023-2024

Emploi et Développement de la main-d'œuvre

Ministère de l'Emploi et du Développement social

Organisation canadienne d'élaboration de normes d'accessibilité

Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail

Table des matières

Page

Description des responsabilités essentielles 252
Sommaire du portefeuille ministériel 254
Détail budgétaire par affectation 258
Responsabilités essentielles 259
Paiements de transfert 260
Détail des montants disponibles pour être dépensés 265
Revenus 265

Description des responsabilités essentielles

Services internes

Les Services internes comprennent les groupes d'activités et de ressources connexes que le gouvernement fédéral considère comme étant des services à l'appui de programmes ou nécessaires pour permettre à une organisation de s'acquitter de ses obligations générales. Les Services internes désignent les activités et ressources des dix services distincts qui soutiennent l'exécution des programmes au sein de l'organisation, peu importe le modèle de prestation des Services internes utilisé. Ces services sont : Services de gestion des acquisitions, Services de communication, Services de gestion financière, Services de gestion des ressources humaines, Services de gestion de l'information, Services de technologie de l'information, Services juridiques, Services de gestion du matériel, Services de gestion et de surveillance, Services de gestion des biens immobiliers.

Ministère de l'Emploi et du Développement social

Régimes de pension et prestations

Aider les Canadiens à conserver un revenu à la retraite et verser une aide financière aux survivants, aux personnes handicapées et à leur famille.

Apprentissage, développement des compétences et emploi

Aider les Canadiens à accéder aux études postsecondaires, à obtenir les compétences et la formation nécessaires pour participer à un marché du travail en évolution et offrir une aide aux personnes qui sont temporairement sans emploi.

Développement social

Améliorer l'inclusion et les possibilités de participation des Canadiens dans leurs collectivités.

Diffusion d'information et prestation de services au nom d'autres ministères

Fournir de l'information au public sur les programmes du gouvernement du Canada et du Ministère et offrir des services au nom d'autres ministères.

Conditions et relations de travail

Fait la promotion de conditions de travail sûres, saines, équitables et inclusives et de relations de travail fondées sur la coopération.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Organisation canadienne d'élaboration de normes d'accessibilité

Normes d'accessibilité

Normes d'accessibilité Canada :

- Élabore et révise les normes d'accessibilité :
  - en établissant des comités techniques; et

- en leur fournissant un soutien et des recherches.
- Promeut, appuie et mène des recherches pour éclairer l'élaboration des normes;
- Partage des informations avec les organisations et le public sur les normes;
- Fournit des produits et des services sur les normes; et
- Fournit les pratiques exemplaires utilisées pour cerner, éliminer et prévenir les obstacles à l'accessibilité.

Les comités techniques reflètent la diversité et sont composés :

- De personnes en situation de handicap;
- D'Autochtones;
- De représentants d'industries qui devraient respecter les normes si elles étaient converties en règlement; et
- D'autres experts.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail

Ressource nationale en matière de santé et de sécurité au travail

Le Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail a pour objet de faciliter l'accès à des renseignements fiables sur la santé et la sécurité au travail afin d'aider les travailleurs au Canada à être en sécurité au travail et d'appuyer les employeurs, les groupes syndicaux et les gouvernements dans leurs efforts visant à créer des milieux de travail sains et sécuritaires. En tant qu'organisme national, le Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail fournit des renseignements impartiaux au moyen de divers produits et services bilingues gratuits ou payants, selon le cas. Les travailleurs et les employeurs au Canada ont accès à un service d'information personnalisé gratuit et confidentiel sur l'hygiène et la sécurité, dispensé par téléphone, par courriel, par télécopieur, par courrier postal ou en personne. De plus, une vaste gamme de ressources en ligne et de documents imprimés sont disponibles pour répondre aux besoins d'information sur la santé et la sécurité des travailleurs et des milieux de travail. Ces produits et services sont financés par le recouvrement des coûts, des contributions du gouvernement du Canada et des contributions financières d'autres intervenants. Le Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail recueille, évalue, crée et publie des documents d'information qui font autorité en matière de santé et de sécurité au travail au profit de la population active du Canada. Cette information est utilisée pour les activités d'éducation et de formation, la recherche, l'élaboration de politiques et de pratiques exemplaires, l'amélioration des programmes de santé et de sécurité, la conformité aux exigences et divers usages personnels. Lorsque les produits ou services du Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail sont fournis à des intervenants comme des particuliers, des groupes ou des organisations au Canada et à l'étranger et qu'ils comportent des avantages auxquels le contribuable moyen n'a pas accès, ces produits ou services sont intégrés au programme de recouvrement des coûts, et des frais d'utilisation sont imposés. Le Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail promeut et facilite la consultation et la collaboration entre les administrations fédérales, provinciales et territoriales, ainsi que la participation de travailleurs, d'employeurs et d'autres intervenants, pour l'établissement et le maintien de normes élevées et la mise en œuvre d'initiatives sur l'hygiène et la sécurité au travail adaptées au contexte canadien. L'échange des ressources conduit à l'élaboration coordonnée et mutuellement bénéfique de programmes, de produits et de services uniques. Les projets entrepris en collaboration sont habituellement soutenus par une combinaison d'appuis financiers et non financiers aux programmes provenant de partenaires et d'intervenants et assurent l'avancement d'initiatives relatives à la santé et à la sécurité.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Sommaire du portefeuille ministériel

(en dollars)

		Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
Crédit	Description	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Ministère de l'Emploi et du Développement social									
1	Dépenses de fonctionnement	–	1 273 326 965	–	–	1 273 326 965				
1a	Dépenses de fonctionnement	–	–	6 799 395	–	6 799 395				
1b	Dépenses de fonctionnement	–	–	107 795 823	–	107 795 823				
1c	Dépenses de fonctionnement	–	–	56 340 750	–	56 340 750				
	Virement du :									
	CT, crédit 10[1]	–	–	–	61 597	61 597				
	CT, crédit 15[1]	–	–	–	141 213 905	141 213 905				
	CT, crédit 25[1]	–	–	–	87 029 716	87 029 716				
	CT, crédit 30[1]	–	–	–	450 524	450 524				
	Virement au :									
	crédit 1 (Organisation canadienne d'élaboration de normes d'accessibilité)	–	–	–	(225 000)	(225 000)				
	crédit 1 (Bureau de l'infrastructure du Canada)	–	–	–	(974 619)	(974 619)				
	crédit 1 (Services partagés Canada)	–	–	–	(726 572)	(726 572)				
	crédit 1 (Secrétariat du Conseil du Trésor)	–	–	–	(55 000)	(55 000)				
	crédit 10 (Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement)	–	–	–	(500 000)	(500 000)				
	Affectations réputées de crédit 1 (Secrétariat du Conseil du Trésor) [2]	–	–	–	15 286 122	15 286 122				
	Total – Crédit 1	–	1 273 326 965	170 935 968	241 560 673	1 685 823 606	1 566 730 256	119 093 350	–	1 362 431 492
5	Subventions et contributions	–	9 892 285 081	–	–	9 892 285 081				
5a	Subventions et contributions	–	–	27 000 000	–	27 000 000				
5b	Subventions et contributions	–	–	308 676 346	–	308 676 346				
5c	Subventions et contributions	–	–	12 206 836	–	12 206 836				
	Virement du crédit 10 (Agence de la santé publique du Canada)	–	–	–	890 149	890 149				
	Virement au :									
	crédit 10 (Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord)	–	–	–	(115 859 132)	(115 859 132)				
	crédit 10 (Ministère des Services aux Autochtones)	–	–	–	(3 332 300)	(3 332 300)				
	Total – Crédit 5	–	9 892 285 081	347 883 182	(118 301 283)	10 121 866 980	9 823 590 359	298 276 621	–	10 079 866 411
10c	Radiation des dettes – Prêts canadiens aux étudiants et Prêts canadiens aux apprentis	–	–	215 518 566	–	215 518 566	212 466 789	3 051 777	–	220 563 466
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	352 942 081	17 186 684	122 337 432	492 466 197	492 466 197	–	–	418 526 374
(S)	Ministre de la Famille, des Enfants et du Développement social – Traitement et allocation pour automobile (*Loi sur les traitements* et *Loi sur le Parlement du Canada*)	–	94 700	–	100	94 800	94 800	–	–	92 400
(S)	Ministre de l'Emploi, du Développement de la main-d'œuvre et de l'Inclusion des personnes handicapées – Traitement et allocation pour automobile (*Loi sur les traitements* et *Loi sur le Parlement du Canada*)	–	94 700	–	(64 629)	30 071	30 071	–	–	92 400

(S)	Ministre du Travail – Traitement et allocation pour automobile (*Loi sur les traitements* et *Loi sur le Parlement du Canada*)	–	94 700	–	(64 629)	30 071	30 071	–	–	92 400
(S)	Ministre d'État (Ministre des Aînés) – Allocation pour automobile (*Loi sur le Parlement du Canada*)	–	2 000	–	(1 366)	634	634	–	–	2 000
(S)	Ministre des Services aux citoyens – Traitement et allocation pour automobile (*Loi sur les traitements* et *Loi sur le Parlement du Canada*)	–	–	–	64 729	64 729	64 729	–	–	–
(S)	Ministre du Travail et des Aînés – Traitement et allocation pour automobile (*Loi sur les traitements* et *Loi sur le Parlement du Canada*)	–	–	–	64 729	64 729	64 729	–	–	–
(S)	Ministre de l'Emploi, du Développement de la main-d'œuvre et des Langues officielles – Traitement et allocation pour automobile (*Loi sur les traitements* et *Loi sur le Parlement du Canada*)	–	–	–	64 729	64 729	64 729	–	–	–
(S)	Ministre d'État (Ministre de la Diversité, de l'Inclusion et des Personnes en situation de handicap) – Allocation pour (*Loi sur le Parlement du Canada*)	–	–	–	1 366	1 366	1 366	–	–	–
(S)	Amélioration des avantages accordés au Compte des opérations de l'assurance-emploi conformément au paragraphe 153.111 de la *Loi sur l'assurance-emploi*	–	–	–	(225 844 483)	(225 844 483)	(225 844 483)	–	–	(483 349 821)
(S)	Versements de la Sécurité de la vieillesse (L.R.C. (1985), ch. O-9)	–	58 126 000 000	(1 005 000 000)	323 856 822	57 444 856 822	57 444 856 822	–	–	52 737 283 412
(S)	Versements du Supplément de revenu garanti (L.R.C. (1985), ch. O-9)	–	17 779 000 000	(85 000 000)	336 935 781	18 030 935 781	18 030 935 781	–	–	16 100 638 016
(S)	Bourses canadiennes aux fins d'études destinées aux étudiants à temps plein et à temps partiel admissibles aux termes de la *Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants*	–	1 937 859 143	499 201 074	236 948 766	2 674 008 983	2 674 008 983	–	–	3 367 941 806
(S)	Paiements de Subventions canadiennes pour l'épargne-études aux fiduciaires de régimes enregistrés d'épargne-études au nom des bénéficiaires des régimes enregistrés d'épargne-études afin d'encourager les Canadiens à épargner pour les études postsecondaires de leurs enfants (*Loi canadienne sur l'épargne-études*)	–	1 040 000 000	(10 000 000)	26 760 570	1 056 760 570	1 056 760 570	–	–	1 031 795 731
(S)	Paiements liés aux modalités de financement direct accordés en vertu de la *Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants*	–	1 443 970 740	30 648 045	(10 580 051)	1 464 038 734	1 464 038 734	–	–	1 281 695 138
(S)	Versements d'allocations (L.R.C. (1985), ch. O-9)	–	646 000 000	4 000 000	(41 304 388)	608 695 612	608 695 612	–	–	575 161 168
(S)	Paiements de Subventions canadiennes pour l'épargne-invalidité aux émetteurs de régimes enregistrés d'épargne-invalidité au nom des bénéficiaires du régime enregistré d'épargne-invalidité afin d'encourager la sécurité financière à long terme des personnes handicapées admissibles (*Loi canadienne sur l'épargne-invalidité*)	–	631 444 065	(171 957 262)	38 287 839	497 774 642	497 774 642	–	–	466 813 648
(S)	Paiements de Bons canadiens pour l'épargne-invalidité aux émetteurs de régimes enregistrés d'épargne-invalidité au nom des bénéficiaires du régime enregistré d'épargne-invalidité afin d'encourager la sécurité financière à long terme des personnes handicapées admissibles (*Loi canadienne sur l'épargne-invalidité*)	–	265 962 674	(72 887 482)	(7 185 510)	185 889 682	185 889 682	–	–	177 800 665
(S)	Dépense des recettes perçues en vertu du paragraphe 5.2(2) de la *Loi sur le ministère de l'Emploi et du Développement social*	–	388 439 850	125 818 612	(61 023 950)	453 234 512	453 233 575	937	–	402 943 029
(S)	Paiements de Bons d'études canadiens aux fiduciaires de régimes enregistrés d'épargne-études au nom des bénéficiaires des régimes enregistrés d'épargne-études afin d'appuyer l'accès à l'éducation postsecondaire des enfants de familles à faible revenu (*Loi canadienne sur l'épargne-études*)	–	180 000 000	(9 000 000)	5 013 974	176 013 974	176 013 974	–	–	156 645 448

Sommaire du portefeuille ministériel – *fin*

(en dollars)

		Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
Crédit	Description	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
(S)	Paiements en vertu du Programme de protection des salariés aux personnes admissibles pour les salaires et les indemnités de vacances, les indemnités de départ et les indemnités de cessation d'emploi qui sont dus par les employeurs en faillite ou mis sous séquestre, de même que les paiements aux syndics et aux séquestres qui fourniront les renseignements nécessaires pour déterminer l'admissibilité (*Loi sur le programme de protection des salariés*)	–	49 250 000	–	11 193 879	60 443 879	60 443 879	–	–	19 150 841
(S)	Paiements d'indemnités à des agents de l'État (L.R.C. (1985), ch. G-5) et à des marins marchands (L.R.C. (1985), ch. M-6)	–	31 444 511	–	(17 043 451)	14 401 060	14 401 060	–	–	24 496 658
(S)	Paiements d'intérêts et autres obligations aux institutions de crédit en vertu de la *Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants*	–	347 209	(45 412)	(411 989)	(110 192)	(110 192)	–	–	4 098 451
(S)	Paiements liés aux modalités de financement direct accordés en vertu de la *Loi sur les prêts aux apprentis*	–	3 811 610	939 894	20 703	4 772 207	4 772 207	–	–	2 883 127
(S)	Prestation universelle pour la garde d'enfants (*Loi sur la prestation universelle pour la garde d'enfants*)	–	900 000	1 100 000	(6 417 107)	(4 417 107)	(4 417 107)	–	–	(1 479 517)
(S)	Redressement du passif actuariel de l'assurance de la fonction publique (*Loi sur l'assurance du service civil*)	–	145 000	–	(145 000)	–	–	–	–	–
(S)	Paiements d'intérêts aux institutions de crédit en vertu de la *Loi fédérale sur les prêts aux étudiants*	–	–	–	415	415	415	–	–	1 962
(S)	Paiements relatifs aux obligations contractées sous forme de prêts garantis en vertu de la *Loi fédérale sur les prêts aux étudiants*	–	(1 161 307)	–	(292 437)	(1 453 744)	(1 453 744)	–	–	(1 759 986)
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	78 291	–	–	82 598	160 889	76 585	1 706	82 598	205 468
(S)	Remboursements de montants portés aux revenus d'exercices antérieurs	–	–	–	598 095	598 095	598 095	–	–	710 474
(S)	Dépenses en vertu du paragraphe 12(4) de la *Loi canadienne sur l'épargne-études*	892 456	–	–	980 914	1 873 370	892 456	–	980 914	869 630
(S)	Paiement unique aux personnes handicapées en vertu de la *Loi concernant des mesures supplémentaires liées à la COVID-19*	–	–	–	(11 100)	(11 100)	(11 100)	–	–	(52 700)
(S)	Paiements pour la Prestation canadienne de la relance économique en vertu de la *Loi sur les prestations canadiennes de relance économique*	–	60 488 723	4 661 541	(189 957 223)	(124 806 959)	(124 806 959)	–	–	(113 235 624)
(S)	Paiements pour la Prestation canadienne de la relance économique pour proches aidants en vertu de la *Loi sur les prestations canadiennes de relance économique*	–	15 877 753	14 410 894	(20 178 995)	10 109 652	10 109 652	–	–	144 384 091
(S)	Paiements pour la Prestation canadienne de maladie pour la relance économique en vertu de la *Loi sur les prestations canadiennes de relance économique*	–	17 821 488	474 838	(10 140 245)	8 156 081	8 156 081	–	–	155 397 060
(S)	Paiement supplémentaire aux personnes âgées (Sécurité de la vieillesse 75 ans et plus) en vertu de la *Loi n^{o} 1 d'exécution du budget de 2021*	–	–	–	(52 700)	(52 700)	(52 700)	–	–	621 825

(S)	Paiements pour la prestation canadienne pour les travailleurs en cas de confinement en vertu de la *Loi sur la prestation canadienne pour les travailleurs en cas de confinement*	–	15 869 252	(787 009)	(2 268 779)	12 813 464	12 813 464	–	–	18 910 388
	Total budgétaire	970 747	94 152 310 938	78 102 133	633 484 799	94 864 868 617	94 443 380 714	420 424 391	1 063 512	88 152 237 331
(S)	(L) Prêts consentis en vertu de la *Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants* (Net)	–	150 440 584	1 255 256 815	672 435 867	2 078 133 266	2 078 133 266	–	–	355 086 730
(S)	(L) Prêts consentis en vertu de la *Loi sur les prêts aux apprentis*	–	11 079 066	5 007 911	2 939 158	19 026 135	19 026 135	–	–	6 787 983
(S)	(L) Avance émise aux commissions provinciales des accidents du travail en vertu de la *Loi sur l'indemnisation des agents de l'État*	–	–	–	3 427 000	3 427 000	3 427 000	–	–	–
	Total non budgétaire	–	161 519 650	1 260 264 726	678 802 025	2 100 586 401	2 100 586 401	–	–	361 874 713
	Total du ministère – Budgétaire	**970 747**	**94 152 310 938**	**78 102 133**	**633 484 799**	**94 864 868 617**	**94 443 380 714**	**420 424 391**	**1 063 512**	**88 152 237 331**
	Total du ministère – Non budgétaire	**–**	**161 519 650**	**1 260 264 726**	**678 802 025**	**2 100 586 401**	**2 100 586 401**	**–**	**–**	**361 874 713**
	Organisation canadienne d'élaboration de normes d'accessibilité									
1	Dépenses de fonctionnement	–	11 892 041	–	–	11 892 041				
	Virement du :									
	crédit 1 (Ministère de l'Emploi et du Développement social)	–	–	–	225 000	225 000				
	CT, crédit 15[1]	–	–	–	127 500	127 500				
	CT, crédit 25[1]	–	–	–	576 879	576 879				
	Total – Crédit 1	–	11 892 041	–	929 379	12 821 420	12 072 196	749 224	–	9 775 776
5	Subventions et contributions	–	8 500 000	–	–	8 500 000	8 500 000	–	–	8 498 175
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	823 871	–	193 138	1 017 009	1 017 009	–	–	792 650
	Total de l'organisme – Budgétaire	**–**	**21 215 912**	**–**	**1 122 517**	**22 338 429**	**21 589 205**	**749 224**	**–**	**19 066 601**
	Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail									
1	Dépenses du programme	–	5 234 213	–	–	5 234 213				
	Virement du :									
	CT, crédit 15[1]	–	–	–	1 550 928	1 550 928				
	CT, crédit 30[1]	–	–	–	301 194	301 194				
	Total – Crédit 1	–	5 234 213	–	1 852 122	7 086 335	6 389 195	697 140	–	4 577 121
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	689 635	–	874 063	1 563 698	1 563 698	–	–	1 418 995
(S)	Dépenses des recettes conformément à l'alinéa 6(1)g) de la *Loi sur le Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail*	7 549 362	4 500 000	–	2 046 681	14 096 043	7 059 617	–	7 036 426	7 159 253
	Total de l'organisme – Budgétaire	**7 549 362**	**10 423 848**	**–**	**4 772 866**	**22 746 076**	**15 012 510**	**697 140**	**7 036 426**	**13 155 369**
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**8 520 109**	**94 183 950 698**	**78 102 133**	**639 380 182**	**94 909 953 122**	**94 479 982 429**	**421 870 755**	**8 099 938**	**88 184 459 301**
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	**–**	**161 519 650**	**1 260 264 726**	**678 802 025**	**2 100 586 401**	**2 100 586 401**	**–**	**–**	**361 874 713**

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).

[1] Conseil du Trésor, crédit 10 – Initiatives pangouvernementales.
Conseil du Trésor, crédit 15 – Rajustements à la rémunération.
Conseil du Trésor, crédit 25 – Report du budget de fonctionnement.
Conseil du Trésor, crédit 30 – Besoins en matière de rémunération.

[2] En vertu du décret C.P. 2023-0784, sur recommandation du premier ministre et en vertu de l'alinéa 2a) de la *Loi sur les restructurations et les transferts d'attributions dans l'administration publique*, Son Excellence la Gouverneure générale en conseil transfère du Secrétariat du Conseil du Trésor au ministère de l'Emploi et du Développement social la responsabilité à l'égard du secteur de l'administration publique fédérale au sein du Secrétariat du Conseil du Trésor connu sous le nom de Service numérique canadien.

Détail budgétaire par affectation

(en dollars)

Description	Affectations	Dépenses	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs
Ministère de l'Emploi et du Développement social				
Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement				
Budget de fonctionnement	4 035 981 056	3 919 842 487	116 138 569	–
Initiatives publicitaires	6 350 000	6 299 237	50 763	–
Modernisation du versement des prestations	582 427 349	370 846 737	211 580 612	–
Solutions innovatrices Canada	2 200 000	896 684	1 303 316	–
Prestations d'urgence – Administration et intégrité	71 648 511	71 648 511	–	–
Affectations bloquées				
Report	13 473 307	–	13 473 307	–
Transfert/réaffectation	5 094 972	–	5 094 972	–
Réduction	3 231 000	–	3 231 000	–
Autre	8 018 027	–	8 018 027	–
Revenus affectés aux dépenses	(3 042 600 616)	(2 802 803 400)	(239 797 216)	–
	1 685 823 606	*1 566 730 256*	*119 093 350*	–
Crédit 5 – Subventions et contributions				
Subventions et contributions	10 076 441 888	9 819 419 338	257 022 550	–
Prestation canadienne d'urgence	43 333 560	4 035 145	39 298 415	–
Prestation canadienne d'urgence pour les étudiants	2 091 532	135 876	1 955 656	–
	10 121 866 980	*9 823 590 359*	*298 276 621*	–
Crédit 10 – Radiation des dettes – Prêts canadiens aux étudiants et Prêts canadiens aux apprentis				
Prêts canadiens aux étudiants et aux apprentis	*215 518 566*	*212 466 789*	*3 051 777*	–
Montants législatifs	82 841 659 465	82 840 593 310	2 643	1 063 512
	94 864 868 617	94 443 380 714	420 424 391	1 063 512
Organisation canadienne d'élaboration de normes d'accessibilité				
Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement				
Budget de fonctionnement	12 567 231	12 072 196	495 035	–
Affectations bloquées				
Transfert/réaffectation	254 189	–	254 189	–
	12 821 420	*12 072 196*	*749 224*	–
Crédit 5 – Subventions et contributions				
Subventions et contributions	*8 500 000*	*8 500 000*	–	–
Montants législatifs	1 017 009	1 017 009	–	–
	22 338 429	21 589 205	749 224	–
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement	6 389 195	6 389 195	–	–
Affectations bloquées				
Autre	697 140	–	697 140	–
	7 086 335	*6 389 195*	*697 140*	–
Montants législatifs	15 659 741	8 623 315	–	7 036 426
	22 746 076	15 012 510	697 140	7 036 426
Total du portefeuille ministériel	**94 909 953 122**	**94 479 982 429**	**421 870 755**	**8 099 938**

Responsabilités essentielles

(en dollars)

Description	Budgétaire											
	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Total budgétaire		Non budgétaire	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
Ministère de l'Emploi et du Développement social												
Régimes de pension et prestations	1 122 460 748	1 046 373 621	–	–	76 768 099 840	76 768 099 840	399 661 973	388 816 169	77 490 898 615	77 425 657 292	–	–
Apprentissage, développement des compétences et emploi	2 775 548 531	2 556 010 244	–	–	8 131 304 134	7 847 777 640	1 746 404 472	1 546 832 333	9 160 448 193	8 856 955 551	2 097 159 401	2 097 159 401
Développement social	89 636 105	83 212 344	–	–	6 815 969 443	6 801 219 317	–	–	6 905 605 548	6 884 431 661	–	–
Diffusion d'information et prestation de services au nom d'autres ministères	548 449 965	545 781 524	–	–	–	–	–	–	548 449 965	545 781 524	–	–
Conditions et relations de travail	122 549 983	119 678 632	–	–	78 572 993	78 572 992	1 800 000	1 229 333	199 322 976	197 022 291	3 427 000	3 427 000
Services internes	1 454 877 491	1 399 457 960	–	–	–	–	894 734 171	865 925 565	560 143 320	533 532 395	–	–
Total partiel	6 113 522 823	5 750 514 325	–	–	91 793 946 410	91 495 669 789	3 042 600 616	2 802 803 400	94 864 868 617	94 443 380 714	2 100 586 401	2 100 586 401
Revenus affectés aux dépenses	(3 042 600 616)	(2 802 803 400)	–	–	–	–	(3 042 600 616)	(2 802 803 400)	–	–	–	–
Total du ministère	**3 070 922 207**	**2 947 710 925**	**–**	**–**	**91 793 946 410**	**91 495 669 789**	**–**	**–**	**94 864 868 617**	**94 443 380 714**	**2 100 586 401**	**2 100 586 401**
Organisation canadienne d'élaboration de normes d'accessibilité												
Normes d'accessibilité	7 957 930	8 052 026	–	–	8 500 000	8 500 000	–	–	16 457 930	16 552 026	–	–
Services internes	5 880 499	5 037 179	–	–	–	–	–	–	5 880 499	5 037 179	–	–
Total de l'organisme	**13 838 429**	**13 089 205**	**–**	**–**	**8 500 000**	**8 500 000**	**–**	**–**	**22 338 429**	**21 589 205**	**–**	**–**
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail												
Ressource nationale en matière de santé et de sécurité au travail	15 709 621	10 256 443	–	–	–	–	–	–	15 709 621	10 256 443	–	–
Services internes	7 036 455	4 756 067	–	–	–	–	–	–	7 036 455	4 756 067	–	–
Total de l'organisme	**22 746 076**	**15 012 510**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**22 746 076**	**15 012 510**	**–**	**–**
Total du portefeuille ministériel	**3 107 506 712**	**2 975 812 640**	**–**	**–**	**91 802 446 410**	**91 504 169 789**	**–**	**–**	**94 909 953 122**	**94 479 982 429**	**2 100 586 401**	**2 100 586 401**

Paiements de transfert

(en dollars)

Description	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Ministère de l'Emploi et du Développement social									
Subventions									
Stratégie canadienne en matière d'apprentissage	–	114 339 322	–	(17 568 549)	96 770 773	83 700 604	13 070 169	–	23 871 136
Programme Nouveaux Horizons pour les aînés	–	74 340 000	–	(3 026 984)	71 313 016	71 313 016	–	–	61 085 755
Prestation canadienne d'urgence	–	43 333 560	–	–	43 333 560	4 035 145	39 298 415	–	672 700
Subventions à des organismes sans but lucratif, à but lucratif, et autochtones, et aux gouvernements municipaux, provinciaux territoriaux pour l'apprentissage, l'alphabétisation et l'acquisition de compétences essentielles pour les adultes	–	42 550 000	–	(42 550 000)	–	–	–	–	–
Subventions aux organismes sans but lucratif pour les activités admissibles à l'aide financière du Programme de partenariats pour le développement social	–	21 141 707	4 271 000	(11 343 666)	14 069 041	14 069 041	–	–	9 656 509
Subventions pour des projets de petite envergure du Fonds pour l'accessibilité	–	20 650 000	–	(396 716)	20 253 284	20 253 284	–	–	77 798 896
Allocation canadienne aux parents de jeunes victimes de crimes	–	10 000 000	–	–	10 000 000	728 350	9 271 650	–	593 190
Programme de financement du travail	–	7 303 000	4 582 787	(500 000)	11 385 787	11 385 787	–	–	7 303 000
Programme de financement des objectifs de développement durable	–	4 600 000	–	(4 500 000)	100 000	100 000	–	–	100 000
Prestation canadienne d'urgence pour les étudiants	–	2 091 532	–	–	2 091 532	135 876	1 955 656	–	227 740
Données sur l'apprentissage et la garde des jeunes enfants et programme de recherche	–	1 375 000	–	(505 569)	869 431	726 943	142 488	–	240 000
Mesure de soutien pour l'information sur le marché du travail au Canada	–	1 265 000	–	–	1 265 000	1 265 000	–	–	1 215 000
Fonds pour la prévention du harcèlement et de la violence en milieu de travail	–	1 000 000	–	(1 000 000)	–	–	–	–	–
Programme stratégique de mobilisation des partenaires et de recherche	–	100 000	–	461 616	561 616	561 616	–	–	654 000
Programme de préparation à l'investissement	–	14 492	–	(14 492)	–	–	–	–	1 722 198
Subvention Passeport pour ma réussite Canada	–	–	9 500 000	–	9 500 000	9 500 000	–	–	9 500 000
(S) Versements de la Sécurité de la vieillesse (L.R.C. (1985), ch. O-9)	–	58 126 000 000	(1 005 000 000)	323 856 822	57 444 856 822	57 444 856 822	–	–	52 737 283 412
(S) Versements du Supplément de revenu garanti (L.R.C. (1985), ch. O-9)	–	17 779 000 000	(85 000 000)	336 935 781	18 030 935 781	18 030 935 781	–	–	16 100 638 016
(S) Bourses canadiennes aux fins d'études destinées aux étudiants à temps plein et à temps partiel admissibles aux termes de la *Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants*	–	1 937 859 143	499 201 074	236 948 766	2 674 008 983	2 674 008 983	–	–	3 367 941 806
(S) Paiements de Subventions canadiennes pour l'épargne-études aux fiduciaires de régimes enregistrés d'épargne-études au nom des bénéficiaires des régimes enregistrés d'épargne-études afin d'encourager les Canadiens à épargner pour les études postsecondaires de leurs enfants (*Loi canadienne sur l'épargne-études*)	–	1 040 000 000	(10 000 000)	26 760 569	1 056 760 569	1 056 760 569	–	–	1 031 795 731

(S) Versements d'allocations (L.R.C. (1985), ch. O-9)	–	646 000 000	4 000 000	(41 304 388)	608 695 612	608 695 612	–	–	575 161 168
(S) Paiements de Subventions canadiennes pour l'épargne-invalidité aux émetteurs de régimes enregistrés d'épargne-invalidité au nom des bénéficiaires du régime enregistré d'épargne-invalidité afin d'encourager la sécurité financière à long terme des personnes handicapées admissibles (*Loi canadienne sur l'épargne-invalidité*)	–	631 444 065	(171 957 262)	38 287 839	497 774 642	497 774 642	–	–	466 813 648
(S) Paiements pour la Prestation canadienne de la relance économique pour proches aidants en vertu de la *Loi sur les prestations canadiennes de relance économique*	–	–	–	(19 878 531)	(19 878 531)	(19 878 531)	–	–	103 022 853
(S) Paiements de Bons canadiens pour l'épargne-invalidité aux émetteurs de régimes enregistrés d'épargne-invalidité au nom des bénéficiaires du régime enregistré d'épargne-invalidité afin d'encourager la sécurité financière à long terme des personnes handicapées admissibles (*Loi canadienne sur l'épargne-invalidité*)	–	265 962 674	(72 887 482)	(7 185 510)	185 889 682	185 889 682	–	–	177 800 665
(S) Paiements de Bons d'études canadiens aux fiduciaires de régimes enregistrés d'épargne-études au nom des bénéficiaires des régimes enregistrés d'épargne-études afin d'appuyer l'accès à l'éducation postsecondaire des enfants de familles à faible revenu (*Loi canadienne sur l'épargne-études*)	–	180 000 000	(9 000 000)	5 013 974	176 013 974	176 013 974	–	–	156 645 448
(S) Paiements pour la Prestation canadienne de maladie pour la relance économique en vertu de la *Loi sur les prestations canadiennes de relance économique*	–	–	–	(7 574 498)	(7 574 498)	(7 574 498)	–	–	116 334 783
(S) Paiements en vertu du Programme de protection des salariés aux personnes admissibles pour les salaires et les indemnités de vacances, les indemnités de départ et les indemnités de cessation d'emploi qui sont dus par les employeurs en faillite ou mis sous séquestre, de même que les paiements aux syndics et aux séquestres qui fourniront les renseignements nécessaires pour déterminer l'admissibilité (*Loi sur le programme de protection des salariés*)	–	49 250 000	–	11 193 879	60 443 879	60 443 879	–	–	19 150 841
(S) Paiements d'indemnités à des agents de l'État (L.R.C. (1985), ch. G-5) et à des marins marchands (L.R.C. (1985), ch. M-6)	–	5 000	–	(5 000)	–	–	–	–	–
(S) Prestation universelle pour la garde d'enfants (*Loi sur la prestation universelle pour la garde d'enfants*)	–	900 000	1 100 000	(6 417 107)	(4 417 107)	(4 417 107)	–	–	(1 479 517)
(S) Paiements pour la Prestation canadienne de la relance économique en vertu de la *Loi sur les prestations canadiennes de relance économique*	–	–	–	(185 178 829)	(185 178 829)	(185 178 829)	–	–	(198 662 964)
(S) Paiements pour la prestation canadienne pour les travailleurs en cas de confinement en vertu de la *Loi sur la prestation canadienne pour les travailleurs en cas de confinement*	–	–	–	(2 565 470)	(2 565 470)	(2 565 470)	–	–	3 038 371
(S) Paiement supplémentaire aux personnes âgées (Sécurité de la vieillesse 75 ans et plus) en vertu de la *Loi n^{o} 1 d'exécution du budget de 2021*	–	–	–	(52 700)	(52 700)	(52 700)	–	–	621 825
(S) Paiement unique aux personnes handicapées en vertu de la *Loi concernant des mesures supplémentaires liées à la COVID-19*	–	–	–	(11 100)	(11 100)	(11 100)	–	–	(52 700)

Paiements de transfert – *suite*

(en dollars)

Description	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
(S) Amélioration des avantages accordés au Compte des opérations de l'assurance-emploi conformément au paragraphe 153.111 de la *Loi sur l'assurance-emploi*	–	–	–	(225 844 483)	(225 844 483)	(225 844 483)	–	–	(483 349 821)
Éléments non requis pour l'exercice en cours	–	–	–	–	–	–	–	–	788 101 631
Total – Subventions	**–**	**81 000 524 495**	**(831 189 883)**	**402 035 654**	**80 571 370 266**	**80 507 631 888**	**63 738 378**	**–**	**75 155 445 320**
Contributions									
Contributions aux gouvernements provinciaux et territoriaux, conseils de bande ou de tribu, détenteurs d'accord du Programme de formation pour les compétences et l'emploi destiné aux Autochtones, administrations municipales, organismes sans but lucratif, associations professionnelles, entreprises et organisations du secteur privé, consortiums, groupes de l'industrie, syndicats, organismes de réglementation, associations spéciales, établissements de santé publique, commissions scolaires, universités, collèges, cégeps, conseils sectoriels, conseils intersectoriels afin d'accroître la compétitivité et la productivité des milieux de travail en favorisant l'investissement dans les compétences de même que la reconnaissance et l'utilisation des compétences	–	972 479 477	24 081 022	(19 061 918)	977 498 581	815 038 509	162 460 072	–	668 883 117
Paiements aux provinces, aux territoires, aux municipalités, aux autres organismes publics, aux organisations, aux groupes, aux collectivités, aux employeurs et aux particuliers afin de pourvoir à la formation ou à l'expérience de travail, à la mobilisation des ressources communautaires et aux mesures de planification et d'adaptation de ressources humaines nécessaires au fonctionnement efficace du marché du travail canadien	–	915 716 329	17 500 000	11 644 672	944 861 001	926 676 790	18 184 211	–	1 069 455 571
Initiative de transformation de l'apprentissage et la garde des jeunes enfants autochtones	–	391 369 429	5 821 469	(119 191 788)	277 999 110	277 359 068	640 042	–	225 451 743
Stratégie d'innovation sociale et de finance sociale	–	113 372 736	–	14 492	113 387 228	113 385 782	1 446	–	135 460 416
Contributions à des organismes sans but lucratif, à but lucratif, et autochtones, et aux gouvernements municipaux, provinciaux et territoriaux pour l'apprentissage, l'alphabétisation et l'acquisition de compétences essentielles pour les adultes	–	113 084 276	–	42 550 000	155 634 276	136 890 381	18 743 895	–	113 282 453
Contributions à des organismes sans but lucratif, à but lucratif, et autochtones, à des organismes et instituts de recherche et aux gouvernements municipaux, provinciaux et territoriaux pour aider les jeunes Canadiens à acquérir une expérience de travail et de vie tout en soutenant le service aux collectivités	–	92 787 500	–	(13 339)	92 774 161	69 311 726	23 462 435	–	47 975 447

Paiements aux provinces, territoires, municipalités, autres organismes publics, organisations, groupes, collectivités, employeurs et particuliers afin de pourvoir à la formation ou à l'expérience de travail ou des affaires, à la mobilisation des ressources communautaires et aux mesures de planification et d'adaptation des ressources humaines nécessaires au développement social des Canadiens et des autres participants à la vie canadienne	–	44 971 707	200 000	25 661 618	70 833 325	70 833 325	–	–	447 500 886
Paiements aux organismes sans but lucratif pour mettre au point des activités d'éducation et de sensibilisation de portée nationale ou provinciale/territoriale/régionale afin de réduire l'incidence de la violence et de la fraude à l'égard des aînés	–	24 965 317	–	6 809 837	31 775 154	31 775 154	–	–	12 008 035
Programme des travailleurs étrangers temporaires – Réseau de soutien des travailleurs migrants	–	17 584 428	–	–	17 584 428	17 232 786	351 642	–	17 883 485
Contributions dans le but de compléter le Cadre multilatéral d'apprentissage et de garde des jeunes enfants et le Cadre d'apprentissage et de garde des jeunes enfants autochtones, pour favoriser des approches novatrices et améliorer les données et la recherche en matière d'apprentissage et de garde des jeunes enfants	–	16 757 392	–	2 305 569	19 062 961	14 368 461	4 694 500	–	9 780 878
Contributions à des organisations afin d'appuyer le développement des ressources humaines, la croissance économique, la création d'emplois et le maintien en poste dans les communautés minoritaires de langue officielle	–	13 900 000	6 926 904	(800 000)	20 026 904	14 026 904	6 000 000	–	14 643 631
Fonds pour la prévention du harcèlement et de la violence en milieu de travail	–	2 500 000	–	1 000 000	3 500 000	3 500 000	–	–	3 348 682
Programme de financement du travail	–	2 500 000	–	743 327	3 243 327	3 243 327	–	–	625 059
Contributions pour des projets de rénovation, de construction ou de réaménagement d'installations situés au Canada qui permettent aux organisations d'offrir de meilleurs services aux personnes handicapées dans le cadre du Fonds pour l'accessibilité	–	–	–	3 829 892	3 829 892	3 829 892	–	–	4 987 830
Programme de mobilisation stratégique des partenaires et de recherche	–	–	–	3 441 096	3 441 096	3 441 096	–	–	3 386 213
Programme de financement des objectifs de développement durable	–	–	–	3 709 619	3 709 619	3 709 619	–	–	3 599 401
(S) Paiements liés aux modalités de financement direct accordés en vertu de la *Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants*	–	1 351 899 468	28 677 865	(592 954)	1 379 984 379	1 379 984 379	–	–	1 193 100 454
(S) Paiements d'intérêts et autres obligations aux institutions de crédit en vertu de la *Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants*	–	347 209	(45 412)	(411 989)	(110 192)	(110 192)	–	–	4 098 451
(S) Paiements liés aux modalités de financement direct accordés en vertu de la *Loi sur les prêts aux apprentis*	–	2 795 544	939 894	65 908	3 801 346	3 801 346	–	–	2 031 330
(S) Paiements d'intérêts aux institutions de crédit en vertu de la *Loi fédérale sur les prêts aux étudiants*	–	–	–	415	415	415	–	–	1 962
(S) Paiements relatifs aux obligations contractées sous forme de prêts garantis en vertu de la *Loi fédérale sur les prêts aux étudiants*	–	(1 161 307)	–	(292 437)	(1 453 744)	(1 453 744)	–	–	(1 759 986)
Éléments non requis pour l'exercice en cours	–	–	–	–	–	–	–	–	206 491 837
Total – Contributions	**–**	**4 075 869 505**	**84 101 742**	**(38 587 980)**	**4 121 383 267**	**3 886 845 024**	**234 538 243**	**–**	**4 182 236 895**

Paiements de transfert – *fin*

(en dollars)

	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
Description	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Autres paiements de transfert									
Paiements aux provinces et aux territoires aux fins de l'apprentissage et la garde des jeunes enfants	–	6 104 192 877	75 000 000	–	6 179 192 877	6 179 192 877	–	–	5 190 359 972
Ententes sur le développement de la main-d'œuvre	–	722 000 000	200 000 000	–	922 000 000	922 000 000	–	–	922 000 000
Total – Autres paiements de transfert	**–**	**6 826 192 877**	**275 000 000**	**–**	**7 101 192 877**	**7 101 192 877**	**–**	**–**	**6 112 359 972**
Total du ministère	**–**	**91 902 586 877**	**(472 088 141)**	**363 447 674**	**91 793 946 410**	**91 495 669 789**	**298 276 621**	**–**	**85 450 042 187**
Organisation canadienne d'élaboration de normes d'accessibilité									
Subventions									
Avancement de la recherche sur les normes d'accessibilité	**–**	**4 250 000**	**–**	**(3 526 454)**	**723 546**	**723 546**	**–**	**–**	**1 333 495**
Contributions									
Avancement de la recherche sur les normes d'accessibilité	**–**	**4 250 000**	**–**	**3 526 454**	**7 776 454**	**7 776 454**	**–**	**–**	**7 164 680**
Total de l'organisme	**–**	**8 500 000**	**–**	**–**	**8 500 000**	**8 500 000**	**–**	**–**	**8 498 175**
Total du portefeuille ministériel	**–**	**91 911 086 877**	**(472 088 141)**	**363 447 674**	**91 802 446 410**	**91 504 169 789**	**298 276 621**	**–**	**85 458 540 362**

(S) Paiement de transfert législatif.

Détail des montants disponibles pour être dépensés

(en dollars)

Description	Autorisations disponibles pour emploi au cours de l'exercice	Autorisations employées au cours de l'exercice	Autorisations employées dans l'exercice précédent
Ministère de l'Emploi et du Développement social			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Régimes de pension et prestations			
Dépenses recouvrables au titre du *Régime de pensions du Canada*	399 661 973	388 816 169	325 567 475
Apprentissage, développement des compétences et emploi			
Dépenses recouvrables – Assurance-emploi	1 746 404 472	1 546 832 333	1 432 608 653
Conditions et relations de travail			
Remboursable par des organismes de l'État, d'autres ministères ou autres programmes à l'intérieur d'un ministère pour des services administratifs généraux	1 800 000	1 229 333	1 213 858
Services internes			
Dépenses recouvrables au titre du *Régime de pensions du Canada*	175 117 008	160 344 814	157 144 842
Dépenses recouvrables – Assurance-emploi	719 617 163	705 580 751	702 072 672
	894 734 171	865 925 565	859 217 514
Total budgétaire	**3 042 600 616**	**2 802 803 400**	**2 618 607 500**
Non budgétaires (rentrées disponibles pour être dépensées)			
Apprentissage, développement des compétences et emploi			
Remboursement de prêts en espèces	**–**	**2 130 991 885**	**2 448 787 018**
Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**3 042 600 616**	**2 802 803 400**	**2 618 607 500**
Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	**–**	**2 130 991 885**	**2 448 787 018**

Revenus

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Ministère de l'Emploi et du Développement social		
Autres revenus		
Revenus de placements [1]		
Trésorerie et créances		
Intérêt des dépôts bancaires	741 938	262 306
Autres comptes		
Intérêts sur les prêts canadiens aux étudiants	14 631 804	13 006 590
Intérêts sur les prêts canadiens aux apprentis	2 092	554
Paiements reçus sur les prêts escomptés	1 174 630	1 289 589
	16 550 464	14 559 039
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	42 555 575	37 037 522
Recouvrement de trop-payés de salaire	119 025	24 224
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	15 849 090	22 654 726
Remboursement de paiements relatifs aux événements de santé publique d'intérêt national et l'allocation de soutien du revenu	518 631 598	249 979 590
	577 155 288	309 696 062
Ventes de biens et de services		
Services de nature réglementaire		
Travailleurs étrangers temporaires	165 757 100	138 274 901
Divers	265 844	405 562
	166 022 944	*138 680 463*
Services de nature non réglementaire		
Passeport	316 019 740	307 324 961
Services fournis aux autres ministères gouvernementaux en vertu de la *Loi sur le ministère de l'Emploi et du Développement social*	136 807 649	95 590 593
Programme canadien pour l'épargne-études	1 300 163	1 123 158
Service fédéral d'indemnisation des accidentés du travail	3 242 100	3 656 222
Divers	535 414	264 627
	457 905 066	*407 959 561*
Autres frais et droits		
Divers	*7 735*	*8 275*
	623 935 745	546 648 299
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État		
Produits de la vente d'immobilisations	39 392	42 649
Gain sur disposition d'actifs non immobilisés	43 206	35 642
	82 598	78 291

Revenus – *fin*

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Revenus divers		
Intérêts et pénalités	588 091	312 154
Gain net de change	26 747	4 501
Location des logements d'État	95 298	55 300
Autres revenus provenant des services de nature non réglementaires		
Programme canadien pour l'épargne-études	10 804	17 140
Recouvrement des frais d'administration		
Assurance-emploi	2 475 064 756	2 326 848 390
Régime de pensions du Canada	609 822 888	532 906 588
Recouvrement de coûts auprès d'autres ministères pour des services administratifs généraux		
Passeport	68 950 991	65 584 616
Services fournis aux autres ministères gouvernementaux en vertu de la *Loi sur le ministère de l'Emploi et du Développement social*	23 859 240	12 002 470
Amendes en vertu de la *Loi sur l'assurance-emploi*	352 630	107 221
Sanctions – Programme des travailleurs étrangers temporaires	2 072 750	1 507 500
Sanctions – Code canadien du travail	388 750	11 000
Compte de rentes – Surplus actuariel	2 479 642	6 613 213
Compte d'assurance du service civil – Surplus actuariel	98 338	61 634
Frais légaux	278 518	301 910
Petits soldes des comptes créditeurs et soldes créditeurs non remboursables	9 886	107
Divers	646 944	366 976
	3 184 746 273	2 946 700 720
Total du ministère	**4 402 470 368**	**3 817 682 411**
Organisation canadienne d'élaboration de normes d'accessibilité		
Autres revenus		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	54 694	43 599
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	21 417	55 201
Recouvrement de trop-payés de salaire	356	1 067
Total de l'organisme	**76 467**	**99 867**
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail		
Autres revenus		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	15 738	–
Ventes de biens et de services		
Ventes de biens et de produits d'information	7 166 918	5 761 213
Autres frais et droits	(29 595)	10 965
	7 137 323	5 772 178
Total de l'organisme	**7 153 061**	**5 772 178**
Sommaire du portefeuille ministériel		
Autres revenus		
Revenus de placements	16 550 464	14 559 039
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	577 247 493	309 795 929
Ventes de biens et de services	631 073 068	552 420 477
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	82 598	78 291
Revenus divers	3 184 746 273	2 946 700 720
Total du portefeuille ministériel	**4 409 699 896**	**3 823 554 456**

[1] Intérêt sauf indication contraire.

Section 13

Comptes publics du Canada
2023-2024

Environnement et Changement climatique

Ministère de l'Environnement

Agence canadienne d'évaluation d'impact

Agence Parcs Canada

Table des matières

Page

Description des responsabilités essentielles 268
Sommaire du portefeuille ministériel 270
Détail budgétaire par affectation 273
Responsabilités essentielles 275
Paiements de transfert 276
Détail des montants disponibles pour être dépensés 279
Revenus 279

Description des responsabilités essentielles

Services internes

Les Services internes comprennent les groupes d'activités et de ressources connexes que le gouvernement fédéral considère comme étant des services à l'appui de programmes ou nécessaires pour permettre à une organisation de s'acquitter de ses obligations générales. Les Services internes désignent les activités et ressources des dix services distincts qui soutiennent l'exécution des programmes au sein de l'organisation, peu importe le modèle de prestation des Services internes utilisé. Ces services sont : Services de gestion des acquisitions, Services de communication, Services de gestion financière, Services de gestion des ressources humaines, Services de gestion de l'information, Services de technologie de l'information, Services juridiques, Services de gestion du matériel, Services de gestion et de surveillance, Services de gestion des biens immobiliers.

Ministère de l'Environnement

Prendre des mesures visant la croissance propre et les changements climatiques

Soutenir et coordonner l'élaboration et la mise en œuvre des politiques, des programmes et des plans du Canada en matière d'environnement et de changements climatiques afin de réduire les émissions de gaz à effet de serre et de soutenir la transition vers une économie résiliente, inclusive et à faibles émissions de carbone. Pour y parvenir, il faudra élaborer et mettre en œuvre des mesures d'atténuation des changements climatiques, soutenir l'adaptation aux changements climatiques, contribuer aux mesures et initiatives internationales liées à l'environnement et au climat, et mobiliser les autres ministères fédéraux, les partenaires autochtones, les provinces et territoires, les partenaires et intervenants nationaux et internationaux, les organisations non gouvernementales et les autres parties intéressées.

Préservation de la nature

Protéger et rétablir les espèces en péril et leur habitat essentiel, maintenir et rétablir des populations saines d'oiseaux migrateurs et d'autres espèces sauvages, et gérer et étendre le réseau canadien d'aires protégées afin de conserver la biodiversité, de contribuer à l'atténuation des changements climatiques et à l'adaptation à ces derniers, et de favoriser la santé et le bien-être des humains. Pour y parvenir, il faudra prendre des décisions fondées sur des données probantes qui tiennent compte des effets cumulatifs, promouvoir les lois et les règlements et veiller à leur application, mobiliser de façon significative les peuples autochtones et collaborer avec les provinces et les territoires, les autres intervenants nationaux et internationaux et le public.

Prévention et gestion de la pollution

Élaborer des mesures visant à réduire les rejets de substances nocives dans l'environnement; surveiller les niveaux de polluants et de précurseurs de la pollution dans l'air, l'eau et le sol; promouvoir les lois et les règlements environnementaux et veiller à leur application; et mettre en œuvre des mesures et des programmes de réduction de la pollution et de restauration. Pour y parvenir, il faudra coordonner, collaborer et consulter les autres ministères du gouvernement fédéral, les provinces et les territoires, les partenaires autochtones, les organisations non gouvernementales, les partenaires internationaux et les autres intervenants.

Prévisions des conditions météorologiques et environnementales

Fournir des prévisions, des avertissements, des données et des services d'information faisant autorité en matière de conditions météorologiques, hydrologiques et environnementales en utilisant un large éventail de systèmes de diffusion pour aider les Canadiens, les autorités publiques et les secteurs ciblés sensibles aux conditions météorologiques à prendre des décisions éclairées en matière de santé, de sécurité et de prospérité économique. Pour y parvenir, il faudra : surveiller les conditions météorologiques, la quantité d'eau, les glaces, la qualité de l'air et le climat; mener des activités de recherche et de développement visant une amélioration continue; exploiter des modèles intégrés avancés de prévision météorologique et environnementale à l'aide de plateformes de calcul à haute performance; échanger des données en temps quasi réel, de façon continue, avec les membres de l'Organisation météorologique mondiale afin de garantir des prévisions précises et opportunes; et collaborer étroitement avec les institutions météorologiques et hydrologiques d'autres pays, ainsi qu'avec les organisations internationales, afin d'améliorer les services offerts aux citoyens où qu'ils se trouvent.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Agence canadienne d'évaluation d'impact

Évaluation d'impact

Pour favoriser la durabilité, l'Agence procède à des évaluations fédérales de grandes qualités des projets proposés en se fondant sur de l'information scientifique et sur les connaissances autochtones, afin d'en évaluer les effets sanitaires, sociaux, économiques et environnementaux ainsi que l'impact sur les peuples autochtones et les droits des peuples autochtones. Ces évaluations éclairent les décisions du gouvernement quant à l'intérêt public des projets proposés. L'Agence réalise également des activités de conformité et d'application de la loi pour s'assurer que les promoteurs respectent la législation, y compris les conditions figurant dans les déclarations de décision.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Agence Parcs Canada

Protéger et mettre en valeur le patrimoine naturel et culturel du Canada

Créer des parcs nationaux et des aires marines nationales de conservation; désigner des lieux, des personnes et des événements d'importance historique nationale; protéger et conserver le patrimoine naturel et culturel en se laissant guider par la science et le savoir autochtone; offrir des possibilités d'explorer le patrimoine naturel et culturel du Canada, d'en faire l'expérience et d'en profiter pleinement; assumer ces responsabilités avec le public, d'autres ministères fédéraux, les provinces, les territoires, les Autochtones et d'autres intervenants.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Sommaire du portefeuille ministériel

(en dollars)

		Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
Crédit	Description	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Ministère de l'Environnement									
1	Dépenses de fonctionnement	–	998 976 093	–	–	998 976 093				
1b	Dépenses de fonctionnement	–	–	123 940 186	–	123 940 186				
1c	Dépenses de fonctionnement	–	–	20 889 772	–	20 889 772				
	Virement du :									
	crédit 1 (Conseil national de recherches du Canada)	–	–	–	5 000	5 000				
	crédit 1 (Secrétariat du Conseil du Trésor)	–	–	–	50 000	50 000				
	CT, crédit 10[1]	–	–	–	225 116	225 116				
	CT, crédit 15[1]	–	–	–	85 909 375	85 909 375				
	CT, crédit 25[1]	–	–	–	33 048 538	33 048 538				
	Virement au :									
	crédit 1 (Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord)	–	–	–	(6 500 000)	(6 500 000)				
	crédit 1 (Ministère des Pêches et des Océans)	–	–	–	(1 200 000)	(1 200 000)				
	crédit 5 (Musée national des sciences et de la technologie)	–	–	–	(1 150 000)	(1 150 000)				
	crédit 1 (Secrétariat du Conseil du Trésor)	–	–	–	(45 000)	(45 000)				
	crédit 5	–	–	–	(3 833 305)	(3 833 305)				
	Total – Crédit 1	–	998 976 093	144 829 958	106 509 724	1 250 315 775	1 203 304 204	47 011 571	–	1 084 948 723
5	Dépenses en capital	–	100 902 516	–	–	100 902 516				
5b	Dépenses en capital	–	–	2 286 981	–	2 286 981				
5c	Dépenses en capital	–	–	129 600	–	129 600				
	Virement du :									
	crédit 1	–	–	–	3 833 305	3 833 305				
	crédit 5 (Ministère des Pêches et des Océans)	–	–	–	918 534	918 534				
	CT, crédit 10[1]	–	–	–	551 181	551 181				
	CT, crédit 35[1]	–	–	–	28 832 786	28 832 786				
	Total – Crédit 5	–	100 902 516	2 416 581	34 135 806	137 454 903	94 478 088	42 976 815	–	80 092 785
10	Subventions et contributions	–	1 234 196 797	–	–	1 234 196 797				
10b	Subventions et contributions	–	–	7 500 114	–	7 500 114				
10c	Subventions et contributions	–	–	995 047	–	995 047				
	Virement du :									
	crédit 10 (Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement)	–	–	–	6 000 000	6 000 000				
	crédit 10 (Ministère des Ressources naturelles)	–	–	–	7 000 000	7 000 000				
	Total – Crédit 10	–	1 234 196 797	8 495 161	13 000 000	1 255 691 958	854 491 582	401 200 376	–	641 102 380
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	111 907 568	21 248 746	(2 117 279)	131 039 035	131 039 035	–	–	110 281 836
(S)	Ministre de l'Environnement et du Changement climatique – Traitement et allocation pour automobile (*Loi sur les traitements* et *Loi sur le Parlement du Canada*)	–	94 700	–	100	94 800	94 800	–	–	92 400

(S)	Distribution de la redevance sur les combustibles et les émissions excédentaires de la *Loi sur la tarification de la pollution causée par les gaz à effet de serre*	–	–	155 392 479	(79 567 339)	75 825 140	75 825 140	–	–	12 050 308
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	1 106 782	–	–	1 533 089	2 639 871	1 334 477	–	1 305 394	1 113 586
(S)	Remboursements de montants portés aux revenus d'exercices antérieurs	–	–	–	1 562 130	1 562 130	1 562 130	–	–	–
	Total du ministère – Budgétaire	**1 106 782**	**2 446 077 674**	**332 382 925**	**75 056 231**	**2 854 623 612**	**2 362 129 456**	**491 188 762**	**1 305 394**	**1 929 682 018**
	Agence canadienne d'évaluation d'impact									
1	Dépenses de fonctionnement	–	70 317 336	–	–	70 317 336				
	Virement du :									
	crédit 1 (Ministère des Ressources naturelles)	–	–	–	140 000	140 000				
	CT, crédit 10[1]	–	–	–	90 000	90 000				
	CT, crédit 15[1]	–	–	–	3 506 055	3 506 055				
	CT, crédit 25[1]	–	–	–	3 029 425	3 029 425				
	Virement au crédit 1 (Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie)	–	–	–	(5 000)	(5 000)				
	Total – Crédit 1	–	70 317 336	–	6 760 480	77 077 816	67 324 412	9 753 404	–	51 664 818
5	Subventions et contributions	–	21 453 903	–	–	21 453 903				
	Virement au crédit 5 (Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie)	–	–	–	(100 000)	(100 000)				
	Total – Crédit 5	–	21 453 903	–	(100 000)	21 353 903	21 353 902	1	–	14 690 360
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	7 572 008	–	1 294 494	8 866 502	8 866 502	–	–	6 150 300
	Total de l'organisme – Budgétaire	**–**	**99 343 247**	**–**	**7 954 974**	**107 298 221**	**97 544 816**	**9 753 405**	**–**	**72 505 478**
	Agence Parcs Canada									
1	Dépenses de fonctionnement, subventions et contributions	–	663 382 945	–	–	663 382 945				
1b	Dépenses de fonctionnement, subventions et contributions	–	–	13 649 460	–	13 649 460				
1c	Dépenses de fonctionnement, subventions et contributions	–	–	37 286 892	–	37 286 892				
	Virement du :									
	crédit 1 (Secrétariat du Conseil du Trésor)	–	–	–	750 000	750 000				
	CT, crédit 10[1]	–	–	–	84 650	84 650				
	CT, crédit 15[1]	–	–	–	54 762 516	54 762 516				
	CT, crédit 25[1]	–	–	–	17 396 186	17 396 186				
	CT, crédit 30[1]	–	–	–	23 799 173	23 799 173				
	Virement au crédit 1 (Secrétariat du Conseil du Trésor)	–	–	–	(10 000)	(10 000)				
	Total – Crédit 1	–	663 382 945	50 936 352	96 782 525	811 101 822	748 473 416	62 628 406	–	615 120 488
5	Dépenses en capital	–	331 076 015	–	–	331 076 015				
5b	Dépenses en capital	–	–	4 852 000	–	4 852 000				
	Virement du CT, crédit 35[1]	–	–	–	44 589 298	44 589 298				
	Total – Crédit 5	–	331 076 015	4 852 000	44 589 298	380 517 313	290 151 548	90 365 765	–	206 383 836
10	Paiements au Compte des nouveaux parcs et lieux historiques	–	81 304 508	–	–	81 304 508	81 304 508	–	–	55 336 398

Sommaire du portefeuille ministériel – *fin*

(en dollars)

		Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
Crédit	Description	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	63 249 663	2 025 497	20 218 461	85 493 621	85 493 621	–	–	69 315 465
(S)	Dépenses correspondant aux recettes d'exploitation en vertu de l'article 20 de la *Loi sur l'Agence Parcs Canada*	94 756 969	155 000 000	–	65 766 280	315 523 249	247 125 340	–	68 397 909	210 452 854
	Total de l'organisme – Budgétaire	**94 756 969**	**1 294 013 131**	**57 813 849**	**227 356 564**	**1 673 940 513**	**1 452 548 433**	**152 994 171**	**68 397 909**	**1 156 609 041**
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**95 863 751**	**3 839 434 052**	**390 196 774**	**310 367 769**	**4 635 862 346**	**3 912 222 705**	**653 936 338**	**69 703 303**	**3 158 796 537**

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

[1] Conseil du Trésor, crédit 10 – Initiatives pangouvernementales.
Conseil du Trésor, crédit 15 – Rajustements à la rémunération.
Conseil du Trésor, crédit 25 – Report du budget de fonctionnement.
Conseil du Trésor, crédit 30 – Besoins en matière de rémunération.
Conseil du Trésor, crédit 35 – Report du budget des dépenses en capital.

Détail budgétaire par affectation

(en dollars)

Description	Affectations	Dépenses	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs
Ministère de l'Environnement				
Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement				
Budget de fonctionnement	1 301 513 228	1 278 439 093	23 074 135	–
Enveloppe de l'aide internationale	716 244	92 672	623 572	–
Solutions innovatrices Canada	350 000	39 292	310 708	–
Affectations bloquées				
Report	12 904 240	–	12 904 240	–
Transfert/réaffectation	282 916	–	282 916	–
Réduction	9 816 000	–	9 816 000	–
Revenus affectés aux dépenses	(75 266 853)	(75 266 853)	–	–
	1 250 315 775	*1 203 304 204*	*47 011 571*	–
Crédit 5 – Dépenses en capital				
Budget en capital	129 899 269	94 478 088	35 421 181	–
Affectations bloquées				
Report	5 692 173	–	5 692 173	–
Autre	1 863 461	–	1 863 461	–
	137 454 903	*94 478 088*	*42 976 815*	–
Crédit 10 – Subventions et contributions				
Subventions et contributions	884 627 001	800 199 865	84 427 136	–
Enveloppe de l'aide internationale	53 042 480	53 042 480	–	–
Solutions innovatrices Canada	1 250 000	1 249 237	763	–
Affectations bloquées				
Report	77 057 831	–	77 057 831	–
Transfert/réaffectation	40 000 000	–	40 000 000	–
Réduction	198 900 000	–	198 900 000	–
Autre	814 646	–	814 646	–
	1 255 691 958	*854 491 582*	*401 200 376*	–
Montants législatifs	211 160 976	209 855 582	–	1 305 394
	2 854 623 612	2 362 129 456	491 188 762	1 305 394
Agence canadienne d'évaluation d'impact				
Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement				
Budget de fonctionnement	82 808 282	68 011 642	14 796 640	–
Affectations bloquées				
Report	1 286 657	–	1 286 657	–
Transfert/réaffectation	252 877	–	252 877	–
Réduction	731 000	–	731 000	–
Revenus affectés aux dépenses	(8 001 000)	(687 230)	(7 313 770)	–
	77 077 816	*67 324 412*	*9 753 404*	–
Crédit 5 – Subventions et contributions				
Subventions et contributions	*21 353 903*	*21 353 902*	*1*	–
Montants législatifs	8 866 502	8 866 502	–	–
	107 298 221	97 544 816	9 753 405	–

Détail budgétaire par affectation – *fin*

(en dollars)

Description	Affectations	Dépenses	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs
Agence Parcs Canada				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement	677 361 152	657 268 243	20 092 909	–
Subventions et contributions	87 957 544	87 957 544	–	–
Initiatives publicitaires	3 250 000	3 247 629	2 371	–
Affectations bloquées				
Transfert/réaffectation	14 370 126	–	14 370 126	–
Réduction	28 163 000	–	28 163 000	–
	811 101 822	*748 473 416*	*62 628 406*	–
Crédit 5 – Dépenses en capital				
Budget en capital	322 689 621	290 151 548	32 538 073	–
Affectations bloquées				
Report	50 124 394	–	50 124 394	–
Autre	7 703 298	–	7 703 298	–
	380 517 313	*290 151 548*	*90 365 765*	–
Crédit 10 – Paiements au Compte des nouveaux parcs et lieux historiques				
Autre autorisation	*81 304 508*	*81 304 508*	–	–
Montants législatifs	401 016 870	332 618 961	–	68 397 909
	1 673 940 513	1 452 548 433	152 994 171	68 397 909
Total du portefeuille ministériel	**4 635 862 346**	**3 912 222 705**	**653 936 338**	**69 703 303**

Responsabilités essentielles

(en dollars)

	Budgétaire											
	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Total budgétaire		Non budgétaire	
Description	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
Ministère de l'Environnement												
Prendre des mesures visant la croissance propre et les changements climatiques	181 650 899	168 506 083	8 712 811	2 522 484	800 566 796	399 720 175	–	–	990 930 506	570 748 742	–	–
Préservation de la nature	266 244 738	253 533 904	21 936 220	16 102 753	454 954 620	454 910 244	4 438 865	4 438 865	738 696 713	720 108 036	–	–
Prévention et gestion de la pollution	406 521 768	397 485 554	32 286 374	22 751 194	67 037 240	66 841 933	15 602 265	15 602 265	490 243 117	471 476 416	–	–
Prévisions des conditions météorologiques et environnementales	298 859 948	285 936 215	59 087 928	40 709 724	8 958 442	8 844 370	54 299 102	54 299 102	312 607 216	281 191 207	–	–
Services internes	307 641 111	307 139 743	15 431 570	12 391 933	–	–	926 621	926 621	322 146 060	318 605 055	–	–
Total partiel	1 460 918 464	1 412 601 499	137 454 903	94 478 088	1 331 517 098	930 316 722	75 266 853	75 266 853	2 854 623 612	2 362 129 456	–	–
Revenus affectés aux dépenses	(75 266 853)	(75 266 853)	–	–	–	–	(75 266 853)	(75 266 853)	–	–	–	–
Total du ministère	**1 385 651 611**	**1 337 334 646**	**137 454 903**	**94 478 088**	**1 331 517 098**	**930 316 722**	**–**	**–**	**2 854 623 612**	**2 362 129 456**	**–**	**–**
Agence canadienne d'évaluation d'impact												
Évaluation d'impact	72 485 776	57 973 285	–	–	21 353 903	21 353 902	7 998 416	684 646	85 841 263	78 642 541	–	–
Services internes	21 459 542	18 904 859	–	–	–	–	2 584	2 584	21 456 958	18 902 275	–	–
Total partiel	93 945 318	76 878 144	–	–	21 353 903	21 353 902	8 001 000	687 230	107 298 221	97 544 816	–	–
Revenus affectés aux dépenses	(8 001 000)	(687 230)	–	–	–	–	(8 001 000)	(687 230)	–	–	–	–
Total de l'organisme	**85 944 318**	**76 190 914**	**–**	**–**	**21 353 903**	**21 353 902**	**–**	**–**	**107 298 221**	**97 544 816**	**–**	**–**
Agence Parcs Canada												
Protéger et mettre en valeur le patrimoine naturel et culturel du Canada	1 013 274 355	894 516 267	372 248 458	287 914 599	100 225 770	87 957 544	–	–	1 485 748 583	1 270 388 410	–	–
Services internes	179 923 075	179 923 074	8 268 855	2 236 949	–	–	–	–	188 191 930	182 160 023	–	–
Total de l'organisme	**1 193 197 430**	**1 074 439 341**	**380 517 313**	**290 151 548**	**100 225 770**	**87 957 544**	**–**	**–**	**1 673 940 513**	**1 452 548 433**	**–**	**–**
Total du portefeuille ministériel	**2 664 793 359**	**2 487 964 901**	**517 972 216**	**384 629 636**	**1 453 096 771**	**1 039 628 168**	**–**	**–**	**4 635 862 346**	**3 912 222 705**	**–**	**–**

Paiements de transfert

(en dollars)

Description	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Ministère de l'Environnement									
Subventions									
Subventions à l'appui de la participation du Canada au financement international de la lutte contre les changements climatiques	–	22 972 500	–	4 979 793	27 952 293	27 952 293	–	–	11 282 500
Subventions à l'appui du Fonds pour une économie à faibles émissions de carbone	–	5 000 000	–	(5 000 000)	–	–	–	–	–
Subventions à l'appui de la prise de mesures sur la croissance propre et les changements climatiques	–	4 378 560	–	(3 501 060)	877 500	877 500	–	–	560 560
Subventions pour la mise en œuvre du Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone	–	3 517 500	–	(227 343)	3 290 157	3 290 156	1	–	3 517 500
Subvention au programme Solutions innovatrices Canada	–	1 600 000	–	(350 000)	1 250 000	1 249 237	763	–	1 024 148
Subvention à l'appui de Services météorologiques et environnementaux pour les Canadiens	–	44 000	–	(29 000)	15 000	15 000	–	–	18 000
Total – Subventions	**–**	**37 512 560**	**–**	**(4 127 610)**	**33 384 950**	**33 384 186**	**764**	**–**	**16 402 708**
Contributions									
Contributions à l'appui du Fonds pour une économie à faibles émissions de carbone	–	654 384 738	–	(18 919 000)	635 465 738	237 167 988	398 297 750	–	190 825 185
Contributions à l'appui du Fonds canadien pour la nature	–	291 119 961	240 000	7 431 371	298 791 332	298 531 158	260 174	–	243 135 370
Contributions à l'appui de la préservation de la nature	–	139 166 527	822 614	13 212 121	153 201 262	151 362 709	1 838 553	–	73 674 267
Contributions à l'appui de la prévention et de la gestion de la pollution	–	33 107 530	1 575 047	12 926 790	47 609 367	47 287 768	321 599	–	33 930 857
Contributions à l'appui de la prise de mesures sur la croissance propre et les changements climatiques	–	25 872 641	5 477 500	(3 078 353)	28 271 788	28 199 952	71 836	–	25 485 021
Contributions à l'appui de la participation du Canada au financement international de la lutte contre les changements climatiques	–	21 750 000	–	1 247 550	22 997 550	22 997 550	–	–	31 450 000
Contributions à l'appui du Programme de la Stratégie emploi et compétences jeunesse	–	18 054 021	–	–	18 054 021	18 029 021	25 000	–	14 337 000
Contributions à l'appui des prévisions des conditions météorologiques et environnementales	–	3 464 503	380 000	(138 243)	3 706 260	3 509 371	196 889	–	3 766 638
Contribution obligatoire à la Commission de coopération environnementale	–	3 460 777	–	–	3 460 777	3 411 390	49 387	–	4 402 573
Contributions à l'appui du Système d'évaluation des impacts et de réglementation	–	3 350 400	–	827 600	4 178 000	4 170 600	7 400	–	3 382 400
Contribution obligatoire à l'Organisation météorologique mondiale	–	2 167 785	–	3 152 214	5 319 999	5 319 999	–	–	–
Contribution obligatoire à la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction	–	220 000	–	270 000	490 000	458 077	31 923	–	4 435

Contribution obligatoire à la Convention relative aux zones humides d'importance internationale (Convention de Ramsar) ..	–	206 140	–	181 560	387 700	387 700	–	–	–
Contributions obligatoires du Canada à la Convention de Minamata sur le mercure	–	200 000	–	–	200 000	102 567	97 433	–	148 822
Contribution obligatoire à l'Organisation de coopération et de développement économiques	–	121 214	–	13 000	134 214	133 340	874	–	120 841
Contribution obligatoire au besoin international sur le bambou et le rotin	–	38 000	–	1 000	39 000	38 206	794	–	36 263
(S) Contributions dans le cadre du Fonds issu des produits du système de tarification fondé sur le rendement	–	–	152 893 579	(77 068 439)	75 825 140	75 825 140	–	–	12 050 308
(S) Contributions à l'appui du Programme de renvoi des produits de la redevance sur les combustibles	–	–	2 498 900	(2 498 900)	–	–	–	–	–
Total – Contributions	**–**	**1 196 684 237**	**163 887 640**	**(62 439 729)**	**1 298 132 148**	**896 932 536**	**401 199 612**	**–**	**636 749 980**
Total du ministère	**–**	**1 234 196 797**	**163 887 640**	**(66 567 339)**	**1 331 517 098**	**930 316 722**	**401 200 376**	**–**	**653 152 688**
Agence canadienne d'évaluation d'impact									
Subventions									
Subventions pour appuyer la participation du public et des groupes autochtones aux évaluations d'impact, régionales ou stratégiques, et aux recherches liées aux évaluations	**–**	**4 000 000**	**–**	**(1 691 084)**	**2 308 916**	**2 308 916**	**–**	**–**	**2 236 710**
Contributions									
Contributions à l'appui de la participation du public et des groupes autochtones au processus d'évaluation et dialogue sur les politiques, et pour le soutien du développement des connaissances et capacités autochtones liées aux évaluations et aux activités connexes – composante de l'aide financière aux participants, composante du dialogue sur les politiques et composante du soutien des capacités autochtones	–	17 088 903	–	1 523 584	18 612 487	18 612 486	1	–	12 108 150
Contribution à la province de Québec – Convention de la Baie James et du Nord québécois	–	365 000	–	67 500	432 500	432 500	–	–	345 500
Total – Contributions	**–**	**17 453 903**	**–**	**1 591 084**	**19 044 987**	**19 044 986**	**1**	**–**	**12 453 650**
Total de l'organisme	**–**	**21 453 903**	**–**	**(100 000)**	**21 353 903**	**21 353 902**	**1**	**–**	**14 690 360**
Agence Parcs Canada									
Subventions									
Subventions à l'appui d'activités ou de projets liés aux parcs nationaux, aux aires marines nationales de conservation, aux lieux historiques nationaux et aux canaux historiques	–	10 416 554	–	(7 951 057)	2 465 497	2 465 497	–	–	1 628 346
Subvention pour la mise en œuvre des accords de réconciliation des droits au Canada atlantique	–	8 573 644	–	(6 983 598)	1 590 046	1 590 046	–	–	566 466
Fonds de démarrage du programme d'intendance des Inuits de Tallurutiup Imanga	–	2 100 000	–	–	2 100 000	2 100 000	–	–	3 600 000
Fonds de recherche des Inuits	–	1 657 500	–	–	1 657 500	1 657 500	–	–	–
Subvention pour la mise en œuvre des ententes sur les répercussions et les avantages concernant la Réserve du parc national Nahanni	–	500 000	–	(500 000)	–	–	–	–	7 000 000
Subventions à l'appui du Programme de partage des frais des lieux historiques nationaux	–	300 000	–	(300 000)	–	–	–	–	–
Subvention au Jardin international de la paix	–	22 700	–	–	22 700	22 700	–	–	22 700
Éléments non requis pour l'exercice en cours	–	–	–	–	–	–	–	–	6 900 000
Total – Subventions	**–**	**23 570 398**	**–**	**(15 734 655)**	**7 835 743**	**7 835 743**	**–**	**–**	**19 717 512**

Paiements de transfert – *fin*

(en dollars)

Description	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Contributions									
Contributions à l'appui d'activités ou de projets liés aux parcs nationaux, aux aires marines nationales de conservation, aux lieux historiques nationaux et aux canaux historiques	–	60 736 806	158 900	26 059 081	86 954 787	74 686 561	12 268 226	–	44 607 838
Placements en emploi dans le cadre de la Stratégie emploi et compétences jeunesse	–	3 770 000	–	–	3 770 000	3 770 000	–	–	–
Contributions à l'appui du Programme de partage des frais des lieux historiques nationaux	–	700 000	–	965 240	1 665 240	1 665 240	–	–	1 694 709
Éléments non requis pour l'exercice en cours	–	–	–	–	–	–	–	–	9 000 000
Total – Contributions	**–**	**65 206 806**	**158 900**	**27 024 321**	**92 390 027**	**80 121 801**	**12 268 226**	**–**	**55 302 547**
Total de l'organisme	**–**	**88 777 204**	**158 900**	**11 289 666**	**100 225 770**	**87 957 544**	**12 268 226**	**–**	**75 020 059**
Total du portefeuille ministériel	**–**	**1 344 427 904**	**164 046 540**	**(55 377 673)**	**1 453 096 771**	**1 039 628 168**	**413 468 603**	**–**	**742 863 107**

(S) Paiement de transfert législatif.

Détail des montants disponibles pour être dépensés

(en dollars)

Description	Autorisations disponibles pour emploi au cours de l'exercice	Autorisations employées au cours de l'exercice	Autorisations employées dans l'exercice précédent
Ministère de l'Environnement			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Préservation de la nature			
Locations et utilisation de biens publics	977 875	977 875	948 184
Revenus provenant de services réglementaires	1 440 457	1 440 457	1 447 442
Revenus provenant de services non réglementaires	2 020 533	2 020 533	1 838 946
	4 438 865	4 438 865	4 234 572
Prévention et gestion de la pollution			
Locations et utilisation de biens publics	53 403	53 403	409 777
Produits de la vente de biens et de produits d'information	125 303	125 303	125 060
Revenus provenant de services réglementaires	3 520 601	3 520 601	1 899 973
Revenus provenant de services non réglementaires	10 663 043	10 663 043	12 062 344
Services fournis aux autres ministères	1 003 437	1 003 437	–
Divers	236 478	236 478	162 261
	15 602 265	15 602 265	14 659 415
Prévisions des conditions météorologiques et environnementales			
Locations et utilisation de biens publics	3 911 960	3 911 960	4 283 202
Produits de la vente de biens et de produits d'information	22 303 452	22 303 452	22 472 556
Revenus provenant de services réglementaires	362	362	–
Revenus provenant de services non réglementaires	26 548 787	26 548 787	20 503 925
Divers	1 534 541	1 534 541	1 388 573
	54 299 102	54 299 102	48 648 256
Services internes			
Locations et utilisation de biens publics	147 078	147 078	133 511
Revenus provenant de services réglementaires	241 400	241 400	167 287
Revenus provenant de services non réglementaires	21 618	21 618	–
Services fournis aux autres ministères	516 525	516 525	529 340
Divers	–	–	23 942
	926 621	926 621	854 080
Total du ministère – Budgétaire	**75 266 853**	**75 266 853**	**68 396 323**
Agence canadienne d'évaluation d'impact			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Évaluation d'impact	7 998 416	684 646	1 427 925
Services internes			
Formation, information et publications (Externe)	2 584	2 584	4 417
Total de l'organisme – Budgétaire	**8 001 000**	**687 230**	**1 432 342**
Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**83 267 853**	**75 954 083**	**69 828 665**

Revenus

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Ministère de l'Environnement		
Autres revenus		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Recouvrements de paiements de transfert	2 531 924	3 376 741
Remboursement de dépenses de fonctionnement et d'entretien	2 601 353	2 541 286
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	16 864 966	8 011 588
Recouvrement de trop-payés de salaire, débiteurs transférés d'autres ministères et organismes	59 292	67 063
	22 057 535	13 996 678
Ventes de biens et de services		
Location et utilisation de biens publics		
Baux de terrains	63 679	68 909
Location de machines et de matériel	25 671	21 987
Location de bâtiments résidentiels	260 068	257 607
Location de bâtiments non résidentiels	4 920 168	5 382 443
Divers	1 693	1 615
	5 271 279	*5 732 561*
Services de nature réglementaire		
Immersion en mer	3 344 666	1 726 064
Permis de chasse d'oiseaux	1 385 354	1 338 717
Amendes diverses	1 857 093	1 836 804
	6 587 113	*4 901 585*
Services de nature non réglementaire		
Ministère de la Défense nationale	2 755 211	2 400 511
Relevés hydrométriques	18 234 029	–
NAV Canada	367 933	360 281
Surveillance des sables bitumineux	9 062 792	9 038 159
Divers	8 833 521	5 028 332
	39 253 486	*16 827 283*
Ventes de biens et de produits d'information		
Garde côtière canadienne	5 291 598	5 370 748
Ministère de la Défense nationale	4 766 005	4 816 834
Recouvrements – Relevés hydrométriques	–	18 650 145
NAV Canada	11 136 954	11 008 674
Autres recouvrements relatifs à l'eau	–	1 206 903
Divers	1 321 688	2 276 759
	22 516 245	*43 330 063*
Autres frais et droits		
Services de technologie de l'information	340 998	340 998
Services des biens immobiliers	1 003 437	37 079
Services de gestion de l'information	175 527	151 263
Divers	1 771 405	1 575 044
	3 291 367	*2 104 384*
	76 919 490	72 895 876

Revenus – *fin*

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État		
Biens excédentaires d'État vendus	1 533 089	1 248 218
Revenus divers		
Intérêts provenant de comptes débiteurs échus	117 202	43 227
Redevance sur les émissions excédentaires	226 736 800	301 631 750
Recouvrement d'avantages sociaux du personnel	9 550 931	8 590 680[1]
Autres	70 068	154 675[1]
	236 475 001	310 420 332
Total du ministère	**336 985 115**	**398 561 104**
Agence canadienne d'évaluation d'impact		
Autres revenus		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	445 043	308 484
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	117 291	527 729
	562 334	836 213
Ventes de biens et de services		
Services de nature non réglementaire	237 637	2 133 147
Revenus divers	9 000	114
Total de l'organisme	**808 971**	**2 969 474**
Agence Parcs Canada		
Autres revenus		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	3 338 907	3 417 197
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	737 825	1 655 632
Recouvrement de trop-payés de salaire, débiteurs transférés d'autres ministères et organismes	11 553	5 958
	4 088 285	5 078 787
Ventes de biens et de services		
Location et utilisation de biens publics	*41 317 961*	*36 310 363*
Services de nature non réglementaire		
Services de nature non réglementaire	158 157 892	146 525 195
Revenus reportés	3 119 441	5 043 349
	161 277 333	*151 568 544*
Ventes de biens et de produits d'information	*2 410 348*	*2 524 356*
Autres frais et droits	*12 315 205*	*11 516 428*
	217 320 847	201 919 691
Revenus divers		
Intérêts sur débiteurs en souffrance	72 618	80 661[1]
Revenus provenant d'amendes	18 506	23 340[1]
	91 124	104 001
Total de l'organisme	**221 500 256**	**207 102 479**
Sommaire du portefeuille ministériel		
Autres revenus		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	26 708 154	19 911 678
Ventes de biens et de services	294 477 974	276 948 714
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	1 533 089	1 248 218
Revenus divers	236 575 125	310 524 447
Total du portefeuille ministériel	**559 294 342**	**608 633 057**

[1] Les montants de l'exercice précédent ont été reclassés afin de se conformer à la présentation de l'exercice courant.

Section 14

Comptes publics du Canada
2023-2024

Femmes, Égalité des genres et Jeunesse

Ministère des Femmes et de l'Égalité des genres

Table des matières

Page

Description des responsabilités essentielles 282
Sommaire du portefeuille ministériel 283
Détail budgétaire par affectation 284
Responsabilités essentielles 285
Paiements de transfert 286
Revenus 287

Description des responsabilités essentielles

Ministère des Femmes et de l'Égalité des genres

Faire avancer l'égalité des genres

Le ministère des Femmes et de l'Égalité des genres fait avancer l'égalité des genres pour les femmes, notamment l'égalité sociale, économique et politique en ce qui touche aux sexes, à l'orientation sexuelle et à l'identité ou expression de genre. Le Ministère favorise une meilleure compréhension de l'interaction du sexe et du genre avec d'autres facteurs identitaires dont la race, l'origine nationale et ethnique, l'origine ou l'identité autochtone, l'âge, l'orientation sexuelle, la situation socioéconomique, le lieu de résidence et le handicap. Le Ministère élabore et coordonne des politiques et des programmes et entreprend des recherches ainsi que des collectes et analyses de données ayant trait à ces politiques et programmes, et il renseigne le public par des activités de sensibilisation. Le Ministère fournit des conseils au gouvernement pour parvenir aux résultats et aux objectifs que s'est fixés le Canada en matière d'égalité des genres, y compris la promotion de la budgétisation sensible aux genres, et il contribue – par son expertise, sa contribution à la recherche et son financement d'initiatives communautaires – à l'avancement de l'égalité des genres auprès d'autres partenaires et parties prenantes. Le Ministère agit comme axe central de la mise en commun de l'expertise au Canada et avec ses partenaires sur la scène internationale, et il s'appuie sur ses connaissances pour orienter les priorités du Canada en matière d'égalité des genres.

Services internes

Les Services internes comprennent les groupes d'activités et de ressources connexes que le gouvernement fédéral considère comme étant des services à l'appui de programmes ou nécessaires pour permettre à une organisation de s'acquitter de ses obligations générales. Les Services internes désignent les activités et ressources des dix services distincts qui soutiennent l'exécution des programmes au sein de l'organisation, peu importe le modèle de prestation des Services internes utilisé. Ces services sont : Services de gestion des acquisitions, Services de communication, Services de gestion financière, Services de gestion des ressources humaines, Services de gestion de l'information, Services de technologie de l'information, Services juridiques, Services de gestion du matériel, Services de gestion et de surveillance, Services de gestion des biens immobiliers.

Sommaire du portefeuille ministériel

(en dollars)

Crédit	Description	Provenance des autorisations: Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Utilisation des autorisations: Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Ministère des Femmes et de l'Égalité des genres									
1	Dépenses de fonctionnement	–	59 176 748	–	–	59 176 748				
1b	Dépenses de fonctionnement	–	–	1 121 104	–	1 121 104				
	Virement du :									
	crédit 5 (Conseil de recherches en sciences humaines)	–	–	–	26 968	26 968				
	CT, crédit 15[1]	–	–	–	4 846 490	4 846 490				
	CT, crédit 25[1]	–	–	–	2 470 746	2 470 746				
	Total – Crédit 1	–	59 176 748	1 121 104	7 344 204	67 642 056	63 732 927	3 909 129	–	57 362 612
5	Subventions et contributions	–	225 416 914	–	–	225 416 914				
5b	Subventions et contributions	–	–	24 190 703	–	24 190 703				
	Total – Crédit 5	–	225 416 914	24 190 703	–	249 607 617	249 298 340	309 277	–	259 383 052
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	6 260 151	205 130	1 306 983	7 772 264	7 772 264	–	–	6 269 956
(S)	Ministre des Femmes et de l'Égalité des genres – Traitement et allocation pour automobile (*Loi sur les traitements* et *Loi sur le Parlement du Canada*)	–	94 700	–	100	94 800	94 800	–	–	92 400
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	89	–	–	461	550	550	–	–	797
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**89**	**290 948 513**	**25 516 937**	**8 651 748**	**325 117 287**	**320 898 881**	**4 218 406**	**–**	**323 108 817**

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

[1] Conseil du Trésor, crédit 15 – Rajustements à la rémunération.
Conseil du Trésor, crédit 25 – Report du budget de fonctionnement.

Détail budgétaire par affectation

(en dollars)

Description	Affectations	Dépenses	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs
Ministère des Femmes et de l'Égalité des genres				
Crédit 1 – Dépenses du fonctionnement				
Budget de fonctionnement	66 354 494	63 732 927	2 621 567	–
Affectations bloquées				
Transfert/réaffectation	708 562	–	708 562	–
Réduction	579 000	–	579 000	–
	67 642 056	*63 732 927*	*3 909 129*	–
Crédit 5 – Subventions et contributions				
Subventions et contributions	*249 607 617*	*249 298 340*	*309 277*	–
Montants législatifs	7 867 614	7 867 614	–	–
Total du portefeuille ministériel	**325 117 287**	**320 898 881**	**4 218 406**	**–**

Responsabilités essentielles

(en dollars)

	Budgétaire											
	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Total budgétaire		Non budgétaire	
Description	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
Ministère des Femmes et de l'Égalité des genres												
Faire avancer l'égalité des genres	49 081 285	46 489 491	–	–	249 607 617	249 298 340	–	–	298 688 902	295 787 831	–	–
Services internes	26 428 385	25 111 050	–	–	–	–	–	–	26 428 385	25 111 050	–	–
Total du portefeuille ministériel	**75 509 670**	**71 600 541**	**–**	**–**	**249 607 617**	**249 298 340**	**–**	**–**	**325 117 287**	**320 898 881**	**–**	**–**

Paiements de transfert

(en dollars)

Description	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Ministère des Femmes et de l'Égalité des genres									
Subventions									
Programme de promotion de la femme – Subventions à des organismes de femmes et à d'autres organismes bénévoles dans le but de promouvoir la participation des femmes à la société canadienne	–	77 738 582	3 780 000	(76 358 517)	5 160 065	5 160 065	–	–	24 428 366
Programme de financement pour la lutte contre la violence fondée sur le sexe – Subventions pour les organismes, institutions et autres ordres de gouvernement canadiens afin d'améliorer les mesures de soutien et de créer des solutions globales à long terme pour les personnes survivantes à l'échelle nationale, régionale et locale	–	22 539 437	–	(18 419 403)	4 120 034	4 120 034	–	–	7 312 331
Programme de promotion de l'égalité des sexes, de l'orientation sexuelle, de l'identité et de l'expression de genre – Subventions pour appuyer le renforcement des capacités et le travail à l'échelle communautaire des organisations des personnes bispirituelles, lesbiennes, gaies, bisexuelles, transgenres, queers, intersexuées+ canadiennes	–	16 708 872	–	(13 407 542)	3 301 330	3 301 330	–	–	3 379 713
Total – Subventions	**–**	**116 986 891**	**3 780 000**	**(108 185 462)**	**12 581 429**	**12 581 429**	**–**	**–**	**35 120 410**
Contributions									
Programme de financement pour la lutte contre la violence fondée sur le sexe – Contributions pour les organismes, institutions et autres ordres de gouvernement canadiens afin d'améliorer les mesures de soutien et de créer des solutions globales à long terme pour les personnes survivantes à l'échelle nationale, régionale et locale	–	82 002 277	–	(48 516 697)	33 485 580	33 442 197	43 383	–	25 058 853
Programme de promotion de la femme – Contributions à des organismes de femmes et à d'autres organismes bénévoles dans le but de promouvoir la participation des femmes à la société canadienne	–	21 314 987	2 520 000	55 704 521	79 539 508	79 326 543	212 965	–	186 246 454
Programme de promotion de l'égalité des sexes, de l'orientation sexuelle, de l'identité et de l'expression de genre – Contributions pour appuyer le renforcement des capacités et le travail à l'échelle communautaire des organisations des personnes bispirituelles, lesbiennes, gaies, bisexuelles, transgenres, queers, intersexuées+ canadiennes	–	5 112 759	17 890 703	100 997 638	124 001 100	123 948 171	52 929	–	12 957 335
Total – Contributions	**–**	**108 430 023**	**20 410 703**	**108 185 462**	**237 026 188**	**236 716 911**	**309 277**	**–**	**224 262 642**
Total du portefeuille ministériel	**–**	**225 416 914**	**24 190 703**	**–**	**249 607 617**	**249 298 340**	**309 277**	**–**	**259 383 052**

Revenus

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Ministère des Femmes et de l'Égalité des genres		
Autres revenus		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	671 719	550 548
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	1 083 849	13 205
Recouvrement de trop-payés de salaire, débiteurs transférés d'autres ministères	22 444	–
Remboursement de paiements relatifs aux événements de santé publique d'intérêt national et l'allocation de soutien du revenu	–	39 143
	1 778 012	602 896
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	461	886
Total du portefeuille ministériel	**1 778 473**	**603 782**

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

Section 15

Comptes publics du Canada
2023-2024

Finances

Ministère des Finances

Société d'assurance-dépôts du Canada

Agence de la consommation en matière financière du Canada

Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada

Bureau du vérificateur général

Bureau du surintendant des institutions financières

Monnaie royale canadienne

Table des matières

Page

Description des responsabilités essentielles 290
Sommaire du portefeuille ministériel 294
Détail budgétaire par affectation 298
Responsabilités essentielles 300
Paiements de transfert 302
Détail des montants disponibles pour être dépensés 304
Revenus 304

Description des responsabilités essentielles

Services internes

Les Services internes comprennent les groupes d'activités et de ressources connexes que le gouvernement fédéral considère comme étant des services à l'appui de programmes ou nécessaires pour permettre à une organisation de s'acquitter de ses obligations générales. Les Services internes désignent les activités et ressources des dix services distincts qui soutiennent l'exécution des programmes au sein de l'organisation, peu importe le modèle de prestation des Services internes utilisé. Ces services sont : Services de gestion des acquisitions, Services de communication, Services de gestion financière, Services de gestion des ressources humaines, Services de gestion de l'information, Services de technologie de l'information, Services juridiques, Services de gestion du matériel, Services de gestion et de surveillance, Services de gestion des biens immobiliers.

Ministère des Finances

Politiques économique et budgétaire

Élaborer le budget fédéral et l'Énoncé économique de l'automne, de même que fournir des analyses et des conseils au gouvernement du Canada sur la politique économique, budgétaire et sociale, les relations fédérales-provinciales, y compris les paiements de transfert et d'impôt, le secteur financier, la politique fiscale, et les finances et les échanges internationaux.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Société d'assurance-dépôts du Canada

La Société d'assurance-dépôts du Canada a pour mandat de fournir une assurance contre les risques de perte totale ou partielle des dépôts détenus par ses institutions membres et d'encourager la stabilité du système financier au Canada. Elle poursuit ces fins à l'avantage des personnes qui détiennent des dépôts auprès d'institutions membres et de manière à réduire au minimum les possibilités de perte pour elle-même. Elle agit par ailleurs à titre d'autorité de règlement pour ses institutions membres.

Agence de la consommation en matière financière du Canada

Protection des consommateurs de produits et services financiers

L'Agence de la consommation en matière financière du Canada protège les consommateurs de produits et services financiers en surveillant la conduite sur le marché des institutions financières sous réglementation fédérale, notamment les banques canadiennes, les sociétés de fiducie et de prêt sous réglementation fédérale, les compagnies d'assurance, les coopératives de crédit, ainsi que les organismes externes de traitement des plaintes et les exploitants de réseaux de cartes de paiement, afin de s'assurer que les droits des consommateurs sont protégés. L'Agence surveille également les développements et les tendances dans le secteur financier, sensibilise le public à toutes les questions liées à la protection des consommateurs de produits et de services financiers et formule des recommandations, notamment des recommandations stratégiques, au gouvernement sur des questions pertinentes pour les consommateurs et le secteur financier. L'Agence mène également des recherches et crée et déploie du matériel éducatif relatif à la protection et à l'amélioration du bien-être des consommateurs de produits et services financiers.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada

Assurer la conformité avec la législation et la réglementation de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement des activités terroristes

Le Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada est responsable de veiller au respect de la partie 1 et de la partie 1.1 de la *Loi sur le recyclage des produits de la criminalité et le financement des activités terroristes* et des règlements connexes (la Loi). Ce cadre juridique impose certaines obligations aux entités déclarantes, dont la mise en place d'un programme de conformité prévoyant la vérification de l'identité des clients, le contrôle des relations d'affaires, la tenue de documents et la déclaration de certains types d'opérations financières. Le Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada exerce des activités d'habilitation et d'application de la loi pour s'assurer que les entités déclarantes actives au sein du système financier canadien respectent leurs obligations au titre de la Loi. Ces obligations constituent des mesures importantes qui contribuent à contrer les tendances et les comportements observés chez les criminels et les terroristes en vue de les empêcher d'infiltrer les voies légitimes de l'économie canadienne. Le Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada maintient également un registre des entreprises de services monétaires au Canada.

Production et communication de renseignements financiers

Le Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada, en vertu de la *Loi sur le recyclage des produits de la criminalité et le financement des activités terroristes*, produit des renseignements financiers exploitables, y compris des communications de cas, pour contribuer aux efforts de lutte contre le blanchiment d'argent, le financement des activités terroristes et les menaces pour la sécurité du Canada déployés par les services policiers, les organismes d'application de la loi et de la sécurité nationale et d'autres organismes partenaires, tout en protégeant les renseignements personnels qui lui sont confiés. Le Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada produit également des renseignements financiers stratégiques à l'intention des décideurs et des responsables de l'élaboration des politiques fédéraux, des entités déclarantes partout au pays, de partenaires internationaux et d'autres parties concernées. Les renseignements stratégiques du Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada fournissent un vaste point de vue analytique sur la nature et la portée du blanchiment d'argent et du financement des activités terroristes et sur les menaces que représentent ces enjeux.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Description des responsabilités essentielles – *fin*

Bureau du vérificateur général

Audit législatif

Les rapports d'audit du Bureau du vérificateur général du Canada fournissent de l'information objective fondée sur les faits et des conseils d'experts sur les programmes et les activités du gouvernement. Grâce à ses audits, le Bureau du vérificateur général du Canada aide le Parlement dans son travail lié à l'autorisation et à la surveillance des dépenses et des activités gouvernementales. Les audits du Bureau du vérificateur général du Canada aident aussi les assemblées législatives territoriales, les conseils d'administration des sociétés d'État et les comités d'audit à surveiller la gestion des activités gouvernementales et à tenir ces organisations responsables de leur utilisation des fonds publics. Les audits d'états financiers visent à déterminer si les états financiers annuels du gouvernement du Canada, des sociétés d'État et d'autres organisations présentent une image fidèle et sont conformes aux normes comptables applicables. Les audits de performance visent à déterminer si les organisations gouvernementales gèrent leurs programmes dans un souci d'économie, d'efficience et de protection de l'environnement et si des mesures sont en place pour évaluer l'efficacité de ces programmes. Au cours des deux dernières années, le Bureau du vérificateur général du Canada a aussi intégré l'évaluation de l'équité, de la diversité et de l'inclusion comme secteur prioritaire dans le cadre de ses audits de performance. Les examens spéciaux visent à évaluer si les moyens et méthodes des sociétés d'État leur fournissent l'assurance raisonnable que leurs actifs sont protégés, que leur gestion des ressources est économique et efficiente, et que le déroulement de leurs activités est efficace.

Bureau du surintendant des institutions financières

Réglementation et surveillance – institutions financières et régimes de retraite

Le Bureau du surintendant des institutions financières applique un cadre de réglementation visant à contrôler et à gérer les risques pour les institutions financières fédérales et les régimes de retraite privés et il évalue les faits nouveaux systémiques ou sectoriels qui peuvent nuire à leur situation financière. Il surveille également les institutions financières et les régimes de retraite pour déterminer s'ils sont en bonne santé financière et satisfont aux exigences de réglementation et de surveillance. Le Bureau avise sans délai les institutions financières et les administrateurs de régimes de retraite s'il y a des lacunes importantes, et prend des mesures correctives ou exige qu'elles soient prises rapidement. Il s'emploie à protéger les droits et les intérêts des déposants, des souscripteurs, des créanciers des institutions financières et des bénéficiaires des régimes de retraite, tout en tenant dûment compte de la nécessité de permettre aux institutions financières de faire face à la concurrence et de prendre des risques raisonnables.

Services actuariels aux organismes fédéraux

Le Bureau de l'actuaire en chef offre une gamme de services actuariels, ce qui comprend les évaluations actuarielles exigées par la loi et les vérifications des coûts futurs des programmes du Régime de pensions du Canada, de la Sécurité de la vieillesse, de l'Assurance-emploi et du Programme canadien de prêts aux étudiants, ainsi que des régimes de pension et d'avantages sociaux couvrant la fonction publique fédérale, les Forces canadiennes, la Gendarmerie royale du Canada, les juges nommés par le gouvernement fédéral et les parlementaires.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Monnaie royale canadienne

La Monnaie royale canadienne gère l'écosystème des pièces de circulation du Canada pour soutenir les échanges et le commerce dans tout le pays. Pour ce faire, elle redistribue les pièces qui sont déjà en circulation, assure le flux efficace dans l'écosystème des pièces générées par les kiosques de recyclage et, seulement lorsque cela est nécessaire, approvisionne les stocks nationaux en produisant de nouvelles pièces avec un grand souci de qualité et de rentabilité. La Monnaie célèbre avec fierté l'histoire, la diversité et les valeurs du Canada en émettant de magnifiques pièces de circulation commémoratives et numismatiques chargées de sens. À titre de société d'État faisant preuve d'une gouvernance solide, la Monnaie apporte une contribution financière durable au Canada tout en étant une bonne entreprise citoyenne. Elle crée de la valeur pour le Canada et sa population grâce à ses pratiques commerciales modernes et à ses normes rigoureuses en matière de facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance. Elle crée aussi de la valeur pour ses clients au pays et à l'étranger en offrant des produits et services particulièrement pertinents et en assurant une excellente expérience client. La Monnaie fait constamment preuve d'excellence en matière de monnayage et de gestion des opérations, et tire profit des occasions qui se présentent dans les marchés et auprès de ses clients en mettant l'accent sur l'innovation, la productivité et l'agilité. Elle offre une variété d'activités, de formations, d'outils et de mesures d'appui pour permettre à ses employés de mettre en œuvre ses stratégies et ses objectifs d'entreprise. Les employés de la Monnaie sont fiers et mobilisés, et disposent des conditions nécessaires pour donner le meilleur d'eux-mêmes. La Monnaie fournit un milieu de travail positif et inclusif grâce à son engagement ferme envers la diversité, l'équité et l'inclusion ainsi qu'à son engagement à l'égard du travail d'équipe dans un milieu de travail sain et sécuritaire.

Sommaire du portefeuille ministériel

(en dollars)

Crédit	Description	Provenance des autorisations: Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Utilisation des autorisations: Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Ministère des Finances									
1	Dépenses du programme	–	128 498 703	–	–	128 498 703				
1a	Dépenses du programme	–	–	280 166 028	–	280 166 028				
1b	Dépenses du programme	–	–	3 661 732	–	3 661 732				
1c	Dépenses du programme	–	–	8 939 529	–	8 939 529				
	Virement du :									
	CT, crédit 10[1]	–	–	–	1 000	1 000				
	CT, crédit 15[1]	–	–	–	13 403 111	13 403 111				
	CT, crédit 25[1]	–	–	–	6 390 814	6 390 814				
	Virement au :									
	crédit 1 (Service canadien du renseignement de sécurité)	–	–	–	(133 533)	(133 533)				
	crédit 1 (Centre de la sécurité des télécommunications)	–	–	–	(133 533)	(133 533)				
	crédit 1 (Secrétariat du Conseil du Trésor)	–	–	–	(10 000)	(10 000)				
	Total – Crédit 1	–	128 498 703	292 767 289	19 517 859	440 783 851	423 513 715	17 270 136	–	329 319 150
5	Autorisation pour le montant de l'aide en paiements directs à l'Association internationale de développement conformément à la *Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes*	–	1	–	–	1	–	1	–	–
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	15 947 561	728 749	(367 813)	16 308 497	16 308 497	–	–	14 313 748
(S)	Vice-première ministre et ministre des Finances – Traitement et allocation pour automobile (*Loi sur les traitements* et *Loi sur le Parlement du Canada*)	–	94 700	–	(1 900)	92 800	92 800	–	–	90 400
(S)	Ministre des Finances – Traitement et allocation pour automobile (*Loi sur les traitements* et *Loi sur le Parlement du Canada*)	–	–	–	2 000	2 000	2 000	–	–	–
(S)	Ministre d'État (ministre du Tourisme et ministre associé des Finances) – Allocation pour automobile (*Loi sur le Parlement du Canada*)	–	2 000	–	(1 366)	634	634	–	–	4 000
(S)	Transfert canadien en matière de santé (Partie V.1 – *Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces*)	–	49 420 572 000	–	10 671 596	49 431 243 596	49 431 243 596	–	–	45 140 656 521
(S)	Péréquation fiscale (Partie I – *Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces*)	–	23 963 000 000	–	–	23 963 000 000	23 963 000 000	–	–	21 920 222 000
(S)	Intérêt sur la dette non échue (*Loi sur la gestion des finances publiques*)	–	32 939 000 000	3 898 000 000	(406 791 590)	36 430 208 410	36 430 208 410	–	–	25 990 399 324
(S)	Transfert canadien en matière de programmes sociaux (Partie V.1 – *Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces*)	–	16 416 302 000	–	–	16 416 302 000	16 416 302 000	–	–	15 938 157 000
(S)	Autres frais d'intérêts	–	4 838 000 000	37 000 000	1 168 911 079	6 043 911 079	6 043 911 079	–	–	5 597 929 854
(S)	Financement des territoires (Partie I.1 – *Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces*)	–	4 834 417 818	–	–	4 834 417 818	4 834 417 818	–	–	4 552 785 221

(S)	Paiements à la Banque de l'infrastructure du Canada	–	2 921 312 000	–	(1 443 550 578)	1 477 761 422	1 477 761 422	–	–	384 450 033
(S)	Paiements à l'Association internationale de développement (*Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes*)	–	486 916 000	–	–	486 916 000	486 916 000	–	–	911 436 000
(S)	Paiement au Fonds monétaire international pour le Fonds fiduciaire pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance (*Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes*)	–	–	–	57 000 000	57 000 000	57 000 000	–	–	–
(S)	Achat de la monnaie canadienne (*Loi sur la Monnaie royale canadienne*)	–	84 000 000	(2 000 000)	531 817	82 531 817	82 531 817	–	–	87 250 876
(S)	Paiements de dettes à des organisations internationales au nom des pays pauvres en vertu du paragraphe 18(1) de la *Loi sur la reprise économique*	–	51 823 068	–	–	51 823 068	51 823 068	–	–	56 818 753
(S)	Subventions législatives (Lois constitutionnelles de 1867 à 1982 et autres autorisations législatives)	–	42 639 341	1 946 620	–	44 585 961	44 585 961	–	–	42 639 341
(S)	Paiements de remplacement au titre des programmes permanents (Partie VI – *Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces*)	–	(5 902 725 000)	106 844 000	(23 824 000)	(5 819 705 000)	(5 819 705 000)	–	–	(6 080 781 000)
(S)	Recouvrement ayant trait aux allocations aux jeunes (*Loi de 1964 sur la révision des arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces*)	–	(1 302 720 510)	22 966 860	(3 907 956)	(1 283 661 606)	(1 283 661 606)	–	–	(753 319 887)
(S)	Paiement de dettes comptabilisées antérieurement à titre de revenus	–	–	–	103 898 970	103 898 970	103 898 970	–	–	15 799 914
(S)	Pertes sur opérations de change	–	–	–	49 482 750	49 482 750	49 482 750	–	–	13 194 601
(S)	Paiements aux déposants de la Banque Commerciale du Canada, de la Compagnie de placements hypothécaires CCB et de la Norbanque conformément à la *Loi sur l'indemnité aux déposants de certaines institutions financières*	68 571 831	–	–	–	68 571 831	–	–	68 571 831	–
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	290	–	–	472	762	–	290	472	18 765
(S)	Paiements des sommes nécessaires en vue d'octroyer une aide financière en vertu de l'article 8.3 de la *Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes*	–	–	–	208 367	208 367	208 367	–	–	190 079
(S)	Stabilisation fiscale (partie II – *Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces*)	–	–	576 511 311	–	576 511 311	576 511 311	–	–	–
(S)	Paiements liés au Transfert canadien en matière de santé (Article 24.74 – *Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces*)	–	–	2 000 000 000	–	2 000 000 000	2 000 000 000	–	–	2 000 000 000
(S)	Entente sur les paiements annuels de ristournes liées au projet Hibernia	–	–	156 850 000	(18 876 855)	137 973 145	137 973 145	–	–	100 733 215
(S)	Paiement à la Banque du Canada en vertu de l'article 60.2 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*	–	–	–	1 099	1 099	1 099	–	–	602
(S)	Paiement à la province de la Colombie-Britannique en vertu de l'alinéa 60.2(2)b) de la *Loi sur la gestion des finances publiques* pour nettoyer les puits de pétrole et de gaz orphelins et inactifs	–	–	–	(12 876 920)	(12 876 920)	(12 876 920)	–	–	–
	Crédits non requis pour l'exercice en cours	–	–	–	–	–	–	–	–	1 052 681 838
	Total budgétaire	68 572 121	128 937 079 682	7 091 614 829	(499 972 969)	135 597 293 663	135 511 450 933	17 270 427	68 572 303	117 314 990 348

Sommaire du portefeuille ministériel – *fin*

(en dollars)

		Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
Crédit	Description	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
(S)	(L) Avances aux termes du paragraphe 12.2 de la *Loi sur Financement agricole Canada* (Brut)	–	–	–	13 046 000 000	13 046 000 000	13 046 000 000	–	–	13 319 000 000
(S)	(L) Avances aux termes de l'article 19 de la *Loi sur la Banque de développement du Canada* (Brut)	–	–	–	35 014 500 000	35 014 500 000	35 014 500 000	–	–	37 996 000 000
(S)	(L) Avances aux termes du paragraphe 21(1) de la *Loi sur la Société canadienne d'hypothèques et de logement* (Brut)	–	–	–	16 920 129 000	16 920 129 000	16 920 129 000	–	–	11 214 546 896
(S)	(L) Avances aux termes de l'article 13.1 de la *Loi sur l'Agence de la consommation en matière financière du Canada* (Brut)	–	–	–	20 000 000	20 000 000	20 000 000	–	–	19 000 000
(S)	(L) Paiements au Fonds fiduciaire pour la résilience et la durabilité, du Fonds monétaire international (*Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes*) (Brut)	–	–	–	66 413 356	66 413 356	66 413 356	–	–	400 000 000
(S)	(L) Aide financière à l'Association internationale de développement (*Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes*, article 8)	–	–	–	493 896 173	493 896 173	493 896 173	–	–	386 748 413
(S)	(L) Assistance financière à l'Ukraine par l'intermédiaire du compte administré par le Fonds monétaire international (*Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes*, article 8.3) (Brut)	–	–	–	2 025 210 089	2 025 210 089	2 025 210 089	–	–	4 350 000 000
(S)	(L) Paiement pour l'acquisition d'actions du Fonds de croissance du Canada en vertu de la *Loi d'exécution de l'énoncé économique de l'automne 2022*	–	–	1 390 000 000	–	1 390 000 000	1 390 000 000	–	–	–
(S)	(L) Obligations hypothécaires du Canada	–	–	–	7 607 825 685	7 607 825 685	7 607 825 685	–	–	–
	Crédits non requis pour l'exercice en cours	–	–	–	–	–	–	–	–	500 000 000
	Total non budgétaire	–	–	1 390 000 000	75 193 974 303	76 583 974 303	76 583 974 303	–	–	68 185 295 309
	Total du ministère – Budgétaire	**68 572 121**	**128 937 079 682**	**7 091 614 829**	**(499 972 969)**	**135 597 293 663**	**135 511 450 933**	**17 270 427**	**68 572 303**	**117 314 990 348**
	Total du ministère – Non budgétaire	**–**	**–**	**1 390 000 000**	**75 193 974 303**	**76 583 974 303**	**76 583 974 303**	**–**	**–**	**68 185 295 309**
	Société d'assurance-dépôts du Canada									
(S)	(L) Prêts en vertu de la *Loi sur la Société d'assurance-dépôts du Canada*, paragraphe 10.1	32 000 000 000	–	–	3 000 000 000	35 000 000 000	–	–	35 000 000 000	–
	Total de l'organisme – Non budgétaire	**32 000 000 000**	**–**	**–**	**3 000 000 000**	**35 000 000 000**	**–**	**–**	**35 000 000 000**	**–**
	Agence de la consommation en matière financière du Canada									
(S)	Paiements en vertu de l'article 13 de la *Loi sur l'Agence de la consommation en matière financière du Canada*	–	–	–	53 367 176	53 367 176	53 367 176	–	–	53 951 273
	Crédits non requis pour l'exercice en cours	–	–	–	–	–	–	–	–	110
	Total de l'organisme – Budgétaire	**–**	**–**	**–**	**53 367 176**	**53 367 176**	**53 367 176**	**–**	**–**	**53 951 383**

	Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada									
1	Dépenses du programme	–	103 642 303	–	–	103 642 303				
1b	Dépenses du programme	–	–	326 329	–	326 329				
	Virement du :									
	CT, crédit 15[1]	–	–	–	4 825 035	4 825 035				
	CT, crédit 25[1]	–	–	–	2 056 725	2 056 725				
	Virement au crédit 1 (Service canadien du renseignement de sécurité)	–	–	–	(128 110)	(128 110)				
	Total – Crédit 1	–	103 642 303	326 329	6 753 650	110 722 282	89 388 457	21 333 825	–	80 513 411
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	8 398 602	–	835 860	9 234 462	9 234 462	–	–	7 639 968
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	748	–	–	–	748	–	748	–	–
	Total de l'organisme – Budgétaire	**748**	**112 040 905**	**326 329**	**7 589 510**	**119 957 492**	**98 622 919**	**21 334 573**	**–**	**88 153 379**
	Bureau du vérificateur général									
1	Dépenses du programme	–	109 132 300	–	–	109 132 300				
	Virement du :									
	CT, crédit 15[1]	–	–	–	4 648 063	4 648 063				
	CT, crédit 25[1]	–	–	–	4 785 380	4 785 380				
	CT, crédit 30[1]	–	–	–	4 069 035	4 069 035				
	Total – Crédit 1	–	109 132 300	–	13 502 478	122 634 778	121 066 602	1 568 176	–	114 899 556
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	13 418 150	–	442 332	13 860 482	13 860 482	–	–	12 955 560
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	2 670	–	–	50 161	52 831	2 670	–	50 161	613
	Total de l'organisme – Budgétaire	**2 670**	**122 550 450**	**–**	**13 994 971**	**136 548 091**	**134 929 754**	**1 568 176**	**50 161**	**127 855 729**
	Bureau du surintendant des institutions financières									
1	Dépenses du programme	–	1 244 352	–	–	1 244 352	1 244 352	–	–	1 244 352
(S)	Dépense des revenus conformément au paragraphe 17(2) de la *Loi sur le Bureau du surintendant des institutions financières*	74 466 061	293 481 635	–	603 552	368 551 248	310 225 775	–	58 325 473	238 498 928
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	–	–	–	1 633	1 633	1 633	–	–	2 860
	Total de l'organisme – Budgétaire	**74 466 061**	**294 725 987**	**–**	**605 185**	**369 797 233**	**311 471 760**	**–**	**58 325 473**	**239 746 140**
	Monnaie royale canadienne									
(S)	(L) Prêts à la Monnaie en vertu de la *Loi sur la Monnaie royale canadienne* : Paragraphe 20(1) soit le montant global maximal de 75 000 000 $, le 11 mars 1999 (Net)	75 000 000	–	–	–	75 000 000	–	–	75 000 000	–
	Total de l'organisme – Non budgétaire	**75 000 000**	**–**	**–**	**–**	**75 000 000**	**–**	**–**	**75 000 000**	**–**
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**143 041 600**	**129 466 397 024**	**7 091 941 158**	**(424 416 127)**	**136 276 963 655**	**136 109 842 542**	**40 173 176**	**126 947 937**	**117 824 696 979**
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	**32 075 000 000**	**–**	**1 390 000 000**	**78 193 974 303**	**111 658 974 303**	**76 583 974 303**	**–**	**35 075 000 000**	**68 185 295 309**

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées/abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).

[1] Conseil du Trésor, crédit 10 – Initiatives pangouvernementales.
Conseil du Trésor, crédit 15 – Rajustements à la rémunération.
Conseil du Trésor, crédit 25 – Report du budget de fonctionnement.
Conseil du Trésor, crédit 30 – Besoins en matière de rémunération.

Détail budgétaire par affectation

(en dollars)

Description	Affectations	Dépenses	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs
Ministère des Finances				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement	151 740 823	142 997 687	8 743 136	–
Subventions et contributions	288 366 028	280 516 028	7 850 000	–
Affectations bloquées				
Réduction	827 000	–	827 000	–
Revenus affectés aux dépenses	(150 000)	–	(150 000)	–
	440 783 851	*423 513 715*	*17 270 136*	–
Crédit 5 – Autorisation pour le montant de l'aide en paiements directs à l'Association internationale de développement conformément à la *Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes*				
Autre autorisation	*1*	–	*1*	–
Montants législatifs	135 156 509 811	135 087 937 218	290	68 572 303
	135 597 293 663	135 511 450 933	17 270 427	68 572 303
Agence de la consommation en matière financière du Canada				
Montants législatifs	53 367 176	53 367 176	–	–
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement	81 182 455	80 025 917	1 156 538	–
Renforcer la sensibilisation à la conformité et les examens de la conformité	770 212	769 336	876	–
Élargir les projets de partenariat public-privé	395 785	395 785	–	–
Systèmes et services d'infrastructure essentielle de la GI-TI	4 486 405	4 464 593	21 812	–
Suite logicielle de renseignements	3 732 826	3 732 826	–	–
Affectations bloquées				
Report	1 093 503	–	1 093 503	–
Transfert/réaffectation	935	–	935	–
Réduction	12 480 370	–	12 480 370	–
Autre	6 579 791	–	6 579 791	–
	110 722 282	*89 388 457*	*21 333 825*	–
Montants législatifs	9 235 210	9 234 462	748	–
	119 957 492	98 622 919	21 334 573	–

Bureau du vérificateur général				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement	124 617 829	122 871 649	1 746 180	–
Affectations bloquées				
Transfert/réaffectation	676 949	–	676 949	–
Revenus affectés aux dépenses	(2 660 000)	(1 805 047)	(854 953)	–
	122 634 778	*121 066 602*	*1 568 176*	–
Montants législatifs	13 913 313	13 863 152	–	50 161
	136 548 091	134 929 754	1 568 176	50 161
Bureau du surintendant des institutions financières				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement	1 244 352	1 244 352	–	–
Montants législatifs	368 552 881	310 227 408	–	58 325 473
	369 797 233	311 471 760	–	58 325 473
Total du portefeuille ministériel	**136 276 963 655**	**136 109 842 542**	**40 173 176**	**126 947 937**

Responsabilités essentielles

(en dollars)

Description	Budgétaire										Non budgétaire	
	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Total budgétaire			
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisation employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisation employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
Ministère des Finances												
Politiques économique et budgétaire	44 367 297 232	44 289 494 130	–	–	91 172 103 768	91 164 253 768	–	–	135 539 401 000	135 453 747 898	76 583 974 303	76 583 974 303
Services internes	58 042 663	57 703 035	–	–	–	–	150 000	–	57 892 663	57 703 035	–	–
Total partiel	44 425 339 895	44 347 197 165	–	–	91 172 103 768	91 164 253 768	150 000	–	135 597 293 663	135 511 450 933	76 583 974 303	76 583 974 303
Revenus affectés aux dépenses	(150 000)	–	–	–	–	–	(150 000)	–	–	–	–	–
Total du ministère	**44 425 189 895**	**44 347 197 165**	**–**	**–**	**91 172 103 768**	**91 164 253 768**	**–**	**–**	**135 597 293 663**	**135 511 450 933**	**76 583 974 303**	**76 583 974 303**
Société d'assurance-dépôts du Canada	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**35 000 000 000**	**–**
Agence de la consommation en matière financière du Canada												
Protection des consommateurs de produits et services financiers	19 396 399	19 396 399	–	–	–	–	–	–	19 396 399	19 396 399	–	–
Services internes	33 970 777	33 970 777	–	–	–	–	–	–	33 970 777	33 970 777	–	–
Total de l'organisme	**53 367 176**	**53 367 176**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**53 367 176**	**53 367 176**	**–**	**–**
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada												
Assurer la conformité avec la législation et la réglementation de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement des activités terroristes	31 310 712	30 938 502	–	–	–	–	–	–	31 310 712	30 938 502	–	–
Production et communication de renseignements financiers	25 834 868	25 037 459	–	–	–	–	–	–	25 834 868	25 037 459	–	–
Services internes	62 811 912	42 646 958	–	–	–	–	–	–	62 811 912	42 646 958	–	–
Total de l'organisme	**119 957 492**	**98 622 919**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**119 957 492**	**98 622 919**	**–**	**–**
Bureau du vérificateur général												
Audit législatif	139 208 091	136 734 801	–	–	–	–	2 660 000	1 805 047	136 548 091	134 929 754	–	–
Revenus affectés aux dépenses	(2 660 000)	(1 805 047)	–	–	–	–	(2 660 000)	(1 805 047)	–	–	–	–
Total de l'organisme	**136 548 091**	**134 929 754**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**136 548 091**	**134 929 754**	**–**	**–**

Bureau du surintendant des institutions financières												
Réglementation et surveillance – institutions financières et régimes de retraite	197 433 969	162 579 294	810 000	–	–	–	–	–	198 243 969	162 579 294	–	–
Services actuariels aux organismes fédéraux	11 891 119	11 745 076	–	–	–	–	–	–	11 891 119	11 745 076	–	–
Services internes	133 662 145	137 147 390	26 000 000	–	–	–	–	–	159 662 145	137 147 390	–	–
Total de l'organisme	**342 987 233**	**311 471 760**	**26 810 000**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**369 797 233**	**311 471 760**	**–**	**–**
Monnaie royale canadienne	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**75 000 000**	**–**
Total du portefeuille ministériel	**45 078 049 887**	**44 945 588 774**	**26 810 000**	**–**	**91 172 103 768**	**91 164 253 768**	**–**	**–**	**136 276 963 655**	**136 109 842 542**	**111 658 974 303**	**76 583 974 303**

Paiements de transfert

(en dollars)

Description	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Ministère des Finances									
Contributions									
Soutien à des initiatives stratégiques et de recherche	–	35 000	–	165 000	200 000	200 000	–	–	–
Programme d'aide financière aux participants autochtones	–	–	8 000 000	–	8 000 000	150 000	7 850 000	–	50 000
Total – Contributions	**–**	**35 000**	**8 000 000**	**165 000**	**8 200 000**	**350 000**	**7 850 000**	**–**	**50 000**
Autres paiements de transfert									
Transfert conditionnel non récurrent des recettes nettes selon l'Entente sur la participation aux bénéfices nets et l'Entente sur la participation accessoire aux bénéfices nets du projet de développement Hibernia à la province de Terre-Neuve-et-Labrador	–	–	280 166 028	–	280 166 028	280 166 028	–	–	–
(S) Transfert canadien en matière de santé (Partie V.1 – *Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces*)	–	49 420 572 000	–	10 671 596	49 431 243 596	49 431 243 596	–	–	45 140 656 521
(S) Péréquation fiscale (Partie I – *Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces*)	–	23 963 000 000	–	–	23 963 000 000	23 963 000 000	–	–	21 920 222 000
(S) Transfert canadien en matière de programmes sociaux (Partie V.1 – *Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces*)	–	16 416 302 000	–	–	16 416 302 000	16 416 302 000	–	–	15 938 157 000
(S) Financement des territoires (Partie I.1 – *Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces*)	–	4 834 417 818	–	–	4 834 417 818	4 834 417 818	–	–	4 552 785 221
(S) Paiements à l'Association internationale de développement (*Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes*)	–	486 916 000	–	–	486 916 000	486 916 000	–	–	911 436 000
(S) Paiements de dettes à des organisations internationales au nom des pays pauvres en vertu du paragraphe 18(1) de la *Loi sur la reprise économique*	–	51 823 068	–	–	51 823 068	51 823 068	–	–	56 818 753
(S) Subventions législatives (Lois constitutionnelles, de 1867 à 1982 et autres autorisations législatives)	–	42 639 341	1 946 620	–	44 585 961	44 585 961	–	–	42 639 341
(S) Recouvrement ayant trait aux allocations aux jeunes (*Loi de 1964 sur la révision des arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces*)	–	(1 302 720 510)	22 966 860	(3 907 956)	(1 283 661 606)	(1 283 661 606)	–	–	(753 319 887)
(S) Paiements de remplacement au titre des programmes permanents (Partie VI – *Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces*)	–	(5 902 725 000)	106 844 000	(23 824 000)	(5 819 705 000)	(5 819 705 000)	–	–	(6 080 781 000)
(S) Paiements liés au Transfert canadien en matière de santé (Article 24.72 – *Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces*)	–	–	2 000 000 000	–	2 000 000 000	2 000 000 000	–	–	2 000 000 000
(S) Paiements des sommes nécessaires en vue d'octroyer une aide financière en vertu de l'article 8.3 de la *Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes*	–	–	–	208 367	208 367	208 367	–	–	190 079

(S) Paiement effectué en vertu de l'Entente sur les paiements annuels de ristournes liées au projet Hibernia	–	–	156 850 000	(18 876 855)	137 973 145	137 973 145	–	–	–
(S) Paiement au Fonds monétaire international pour le Fonds fiduciaire pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance (*Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes*)	–	–	–	57 000 000	57 000 000	57 000 000	–	–	–
(S) Stabilisation fiscale (Partie II – *Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces*)	–	–	576 511 311	–	576 511 311	576 511 311	–	–	–
(S) Paiement à la province de la Colombie-Britannique en vertu de l'alinéa 60.2(2)b) de la *Loi sur la gestion des finances publiques* pour nettoyer les puits de pétrole et de gaz orphelins et inactifs	–	–	–	(12 876 920)	(12 876 920)	(12 876 920)	–	–	–
Éléments non requis pour l'exercice en cours	–	–	–	–	–	–	–	–	1 153 415 053
Total – Autres paiements de transfert	**–**	**88 010 224 717**	**3 145 284 819**	**8 394 232**	**91 163 903 768**	**91 163 903 768**	**–**	**–**	**84 882 219 081**
Total du portefeuille ministériel	**–**	**88 010 259 717**	**3 153 284 819**	**8 559 232**	**91 172 103 768**	**91 164 253 768**	**7 850 000**	**–**	**84 882 269 081**

(S) Paiement de transfert législatif.

Détail des montants disponibles pour être dépensés

(en dollars)

Description	Autorisations disponibles pour emploi au cours de l'exercice	Autorisations employées au cours de l'exercice	Autorisations employées dans l'exercice précédent
Ministère des Finances			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Services internes			
Prestation de services de soutien internes à d'autres organisations conformément à l'alinéa 29.1 (2) a) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*	150 000	–	–
Total du ministère – Budgétaire	**150 000**	**–**	**–**
Bureau du vérificateur général			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Audit législatif			
Services rendus aux membres du Conseil canadien des vérificateurs législatifs	660 000	65 444	44 816
Audits et enquêtes effectués en vertu de l'article 11 de la *Loi sur le vérificateur général*	2 000 000	1 739 603	590 654
Total de l'organisme – Budgétaire	**2 660 000**	**1 805 047**	**635 470**
Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**2 810 000**	**1 805 047**	**635 470**

Revenus

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Ministère des Finances		
Autres revenus		
Revenus de placements [1]		
Trésorerie et créances		
Banques à charte	364 681 939	208 686 030
Dépôts à court terme	18 024 209	1 256 477
Solde du compte du receveur général à la Banque du Canada	–	177 622 876
Encaisse détenue à titre de dépôts en garantie	107 176 774	29 109 302
	489 882 922	*416 674 685*
Comptes d'opérations de change		
Réserves de liquidités internationales détenues dans le Compte du fonds des changes – Virement des bénéfices	2 951 156 682	835 923 357
Fonds monétaire international – Souscriptions – Virement des bénéfices	207 812 959	103 712 535
Fonds monétaire international – Prêts	1 359 457	1 544 854
Fonds monétaire international – Fonds fiduciaire pour la résilience et la durabilité	17 222 141	5 352 920
	3 177 551 239	*946 533 666*
Prêts, placements et avances		
Banque du Canada – Virement des bénéfices	–	(520 299 118)
Corporation de développement des investissements du Canada – Dividendes	32 000 000	114 000 000
Société canadienne d'hypothèques et de logement	412 458 221	306 596 041
Financement agricole Canada	1 382 741 850	834 445 670
Banque de développement du Canada	1 151 129 278	505 511 363
Fiducie du Canada pour l'habitation - Obligations hypothécaires du Canada	19 251 264	–
Monnaie royale canadienne – Dividendes	4 000 000	40 700 000
Arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces	58 944	58 944
Fonds monétaire international – Fonds fiduciaire pour la réduction de la pauvreté et la croissance	61 524 624	25 412 800
Association internationale de développement	9 246 568	5 532 496
Fonds renouvelable des Services optionnels	462 941	330 759
Fonds monétaire international	–	178 042
Agence de la consommation en matière financière du Canada	307 564	128 181
	3 073 181 254	*1 312 595 178*
	6 740 615 415	2 675 803 529

Revenus – *suite*

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Recouvrement de rémunérations, biens et services	492 197	484 571
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	255 310	1 637 222
Recouvrement de trop-payés de salaire, débiteurs transférés d'autres ministères	624	–
	748 131	2 121 793
Ventes de biens et de services		
Autres frais et droits		
Accès à l'information	20	–
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	472	290
Revenus divers		
Pièces de monnaie canadienne	94 418 384	123 565 131
Gain net de change	259 806 508	557 376 317
Revenus divers provenant de sociétés d'État	158 000 000	220 000 000
Virement des comptes suivants, de montants non réclamés ou impayés depuis dix ans ou plus – Compte d'avance fixe en circulation – Chèques non réclamés	159 821 310	84 044 402
Soldes non réclamés reçus par la Banque du Canada en ce qui concerne les banques à charte	1 044 284	1 151 761
Virement – Dette échue en circulation	1 104 000	951 362
Frais de garantie	111 660 256	126 447 205
Indemnités d'assurance pour les pertes et dommages aux actifs	–	50 976
Remboursement des coûts du régime d'avantages sociaux des employés	114 026	–
Divers	3 399	747
	785 972 167	1 113 587 901
Total du ministère	**7 527 336 205**	**3 791 513 513**
Agence de la consommation en matière financière du Canada		
Autres revenus		
Ventes de biens et de services		
Services de nature réglementaire	48 481 653	44 804 503
Autres frais et droits		
Revenus provenant d'amendes	3 600 000	5 600 000
	52 081 653	50 404 503
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	–	110
Revenus divers		
Gain net de change	315	48
Total de l'organisme	**52 081 968**	**50 404 661**
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada		
Autres revenus		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	60 482	7 889
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	170 846	50 527
	231 328	58 416
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	–	748
Revenus divers		
Intérêts et pénalités		
Intérêts sur les pénalités monétaires administratives	56 350	42 449
Pénalité monétaire administrative	19 751 909	1 565 224
Divers	164 227	212 253
	19 972 486	1 819 926
Total de l'organisme	**20 203 814**	**1 879 090**
Bureau du vérificateur général		
Autres revenus		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	73 766	142 435
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	10 852	60 674
Recouvrement de trop-payés de salaire, débiteurs transférés d'autres ministères	18 860	11 599
	103 478	214 708
Ventes de biens et de services		
Autres frais et droits	1 327 536	1 367 465
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	50 161	2 670
Revenus divers		
Gain net de change	41 856	25 369
Total de l'organisme	**1 523 031**	**1 610 212**
Bureau du surintendant des institutions financières		
Autres revenus		
Ventes de biens et de services		
Services de nature réglementaire	*293 129 529*	*227 171 224*
Services de nature non réglementaire	*17 316 695*	*14 363 418*
Ventes de biens et de produits d'information	–	*15*

Revenus – *fin*

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Autres frais et droits		
Revenus provenant d'amendes	67 950	4 700
Services aux autres ministères	14 000	11 700
	81 950	*16 400*
	310 528 174	241 551 057
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	1 633	2 860
Revenus divers		
Gain net de change	15 541	2 136
Total de l'organisme	**310 545 348**	**241 556 053**
Sommaire du portefeuille ministériel		
Autres revenus		
Revenus de placements	6 740 615 415	2 675 803 529
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	1 082 937	2 394 917
Ventes de biens et de services	363 937 383	293 323 025
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	52 266	6 678
Revenus divers	806 002 365	1 115 435 380
Total du portefeuille ministériel	**7 911 690 366**	**4 086 963 529**

[1] Intérêt sauf indication contraire.

Section 16

Comptes publics du Canada
2023-2024

Immigration, Réfugiés et Citoyenneté

Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration

Commission de l'immigration et du statut de réfugié

Table des matières

	Page
Description des responsabilités essentielles	308
Sommaire du portefeuille ministériel	310
Détail budgétaire par affectation	312
Responsabilités essentielles	313
Paiements de transfert	314
Détail des montants disponibles pour être dépensés	315
Revenus	315

Description des responsabilités essentielles

Services internes

Les Services internes comprennent les groupes d'activités et de ressources connexes que le gouvernement fédéral considère comme étant des services à l'appui de programmes ou nécessaires pour permettre à une organisation de s'acquitter de ses obligations générales. Les Services internes désignent les activités et ressources des dix services distincts qui soutiennent l'exécution des programmes au sein de l'organisation, peu importe le modèle de prestation des Services internes utilisé. Ces services sont : Services de gestion des acquisitions, Services de communication, Services de gestion financière, Services de gestion des ressources humaines, Services de gestion de l'information, Services de technologie de l'information, Services juridiques, Services de gestion du matériel, Services de gestion et de surveillance, Services de gestion des biens immobiliers.

Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration

Sélection et intégration des immigrants et des réfugiés

Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada facilite l'admission et l'intégration économique et sociale des immigrants et des réfugiés qui souhaitent vivre en permanence au Canada, tout en protégeant la santé et en garantissant la sécurité des Canadiens. Le Ministère sélectionne les demandeurs d'immigration économique afin de contribuer à l'économie canadienne, traite les demandes des membres de familles afin de réunir les familles, et traite les demandes de réfugiés et de personnes protégées afin d'offrir un refuge aux victimes de persécution. Avec l'aide de partenaires, le Ministère s'assure que les demandeurs répondent aux critères d'admissibilité avant leur entrée au Canada. Pour aider les immigrants et les réfugiés à s'intégrer à la société canadienne, Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada offre un éventail de services de soutien à l'établissement par l'intermédiaire d'un réseau de fournisseurs de services.

Visiteurs, étudiants étrangers et travailleurs temporaires

Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada facilite l'entrée des migrants qui souhaitent vivre temporairement au Canada, tout en protégeant la santé et en garantissant la sécurité des Canadiens. Avec l'aide de partenaires, le Ministère s'assure que les individus répondent aux critères d'admissibilité. Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada traite les demandes de visa, d'autorisation de voyage électronique, et de permis de travail et d'études de la part des touristes, des voyageurs commerciaux, des étudiants étrangers et des travailleurs temporaires, dont la présence et les dépenses au Canada sont bénéfiques à l'économie.

Citoyenneté et passeports

Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada fait la promotion des droits et responsabilités liés à la citoyenneté canadienne, et délivre des documents sûrs et reconnus internationalement de citoyenneté canadienne et de voyage pour que les Canadiens puissent participer pleinement à la société civile et pour faciliter les passages aux frontières tout en contribuant à la sécurité internationale et nationale.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Commission de l'immigration et du statut de réfugié

Règlement des cas d'immigration et de statut de réfugié

La Commission de l'immigration et du statut de réfugié rend des décisions de qualité et règle en temps opportun des cas en ce qui concerne l'immigration, les demandes de protection de réfugié. Cela comprend la détermination des demandes d'asile et d'appels, les demandes d'annulation ou de perte de l'asile. Cela comprend également les prises de décisions relatives aux enquêtes et à la détention, aux appels sur certains cas d'immigration (par exemple : les demandes de parrainage, certaines mesures de renvoi, les demandes liées à la non-conformité de l'obligation de résidence).

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Sommaire du portefeuille ministériel

(en dollars)

		Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
Crédit	Description	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration									
1	Dépenses de fonctionnement	–	1 854 455 344	–	–	1 854 455 344				
1a	Dépenses de fonctionnement	–	–	531 728 308	–	531 728 308				
1b	Dépenses de fonctionnement	–	–	184 427 335	–	184 427 335				
1c	Dépenses de fonctionnement	–	–	153 555 201	–	153 555 201				
	Virement du :									
	crédit 1 (Services partagés Canada)	–	–	–	561 713	561 713				
	crédit 5	–	–	–	98 590 235	98 590 235				
	CT, crédit 10[1]	–	–	–	30 987	30 987				
	CT, crédit 15[1]	–	–	–	123 740 624	123 740 624				
	CT, crédit 25[1]	–	–	–	50 908 083	50 908 083				
	CT, crédit 30[1]	–	–	–	576 260	576 260				
	Virement au :									
	crédit 1 (Agence des services frontaliers du Canada)	–	–	–	(2 236 650)	(2 236 650)				
	crédit 1 (Service canadien du renseignement de sécurité)	–	–	–	(64 800)	(64 800)				
	crédit 1 (Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement)	–	–	–	(7 677 073)	(7 677 073)				
	crédit 1 (Secrétariat du Conseil du Trésor)	–	–	–	(10 000)	(10 000)				
	crédit 1 (Services partagés Canada)	–	–	–	(324 252)	(324 252)				
	crédit 10 (Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord)	–	–	–	(1 250 135)	(1 250 135)				
	Total – Crédit 1	–	1 854 455 344	869 710 844	262 844 992	2 987 011 180	2 705 357 268	281 653 912	–	1 926 787 303
5	Dépenses en capital	–	104 704 726	–	–	104 704 726				
5b	Dépenses en capital	–	–	1 681 870	–	1 681 870				
5c	Dépenses en capital	–	–	216 362	–	216 362				
	Virement du :									
	crédit 5 (Services partagés Canada)	–	–	–	5 383 042	5 383 042				
	CT, crédit 35[1]	–	–	–	10 174 401	10 174 401				
	Virement au crédit 1	–	–	–	(98 590 235)	(98 590 235)				
	Total – Crédit 5	–	104 704 726	1 898 232	(83 032 792)	23 570 166	13 658 436	9 911 730	–	21 929 275
10	Subventions et contributions	–	2 394 529 894	–	–	2 394 529 894				
10a	Subventions et contributions	–	–	59 151 730	–	59 151 730				
10b	Subventions et contributions	–	–	475 168 265	–	475 168 265				
10c	Subventions et contributions	–	–	412 735 000	–	412 735 000				
	Virement du crédit 10 (Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement)	–	–	–	1 500 000	1 500 000				
	Total – Crédit 10	–	2 394 529 894	947 054 995	1 500 000	3 343 084 889	2 993 638 276	349 446 613	–	2 800 540 103
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	128 325 471	20 833 818	13 016 303	162 175 592	162 175 592	–	–	121 011 217

(S)	Ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté – Traitement et allocation pour automobile (*Loi sur les traitements* et *Loi sur le Parlement du Canada*)	–	94 700	–	100	94 800	94 800	–	–	93 863
(S)	Fonds renouvelable de Passeport Canada (*Loi sur les fonds renouvelables* (L.R.C. (1985), ch. R-8))	295 499 856	6 582 537	–	(6 582 537)	295 499 856	101 361 976	–	194 137 880	317 716 768
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	2 762	–	–	40 340	43 102	42 565	–	537	5 017
(S)	Paiement en vertu de l'article 24(1) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*	–	–	–	39 000	39 000	39 000	–	–	–
(S)	Droits des agences de recouvrement en vertu de l'article 17.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*	–	–	–	17 413	17 413	17 413	–	–	–
(S)	Remboursements de montants portés aux revenus d'exercices antérieurs	–	–	–	17 351 665	17 351 665	17 351 665	–	–	20 694 859
(S)	Montants adjugés par une cour	–	–	–	416 165	416 165	416 165	–	–	242 815
(S)	Remboursement de frais à l'égard de demande terminée	–	–	–	88 010	88 010	88 010	–	–	79 550
(S)	Remboursements de frais à l'égard de demande terminée dans les catégories fédérales des investisseurs et des entrepreneurs	–	–	–	14 150	14 150	14 150	–	–	16 200
	Total budgétaire	295 502 618	4 488 692 672	1 839 497 889	205 712 809	6 829 405 988	5 994 255 316	641 012 255	194 138 417	5 209 116 970
(S)	(L) Prêts aux immigrants et aux réfugiés afin de faciliter l'arrivée des nouveaux venus en vertu de l'article 88 (1) de la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés*. Limite 300 000 000 $ (Net)	100 043 385	–	–	50 000 000	150 043 385	104 341 322	–	45 702 063	70 866 692
	Total du ministère – Budgétaire	**295 502 618**	**4 488 692 672**	**1 839 497 889**	**205 712 809**	**6 829 405 988**	**5 994 255 316**	**641 012 255**	**194 138 417**	**5 209 116 970**
	Total du ministère – Non budgétaire	**100 043 385**	**–**	**–**	**50 000 000**	**150 043 385**	**104 341 322**	**–**	**45 702 063**	**70 866 692**
	Commission de l'immigration et du statut de réfugié									
1	Dépenses du programme	–	300 084 683	–	–	300 084 683				
	Virement du :									
	CT, crédit 10[1]	–	–	–	2 500	2 500				
	CT, crédit 15[1]	–	–	–	28 419 175	28 419 175				
	CT, crédit 25[1]	–	–	–	12 219 010	12 219 010				
	Total – Crédit 1	–	300 084 683	–	40 640 685	340 725 368	304 748 694	35 976 674	–	256 536 920
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	31 617 341	–	4 889 243	36 506 584	36 506 584	–	–	28 940 257
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	–	–	–	40 297	40 297	1 237	–	39 060	732
	Total de l'organisme – Budgétaire	**–**	**331 702 024**	**–**	**45 570 225**	**377 272 249**	**341 256 515**	**35 976 674**	**39 060**	**285 477 909**
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**295 502 618**	**4 820 394 696**	**1 839 497 889**	**251 283 034**	**7 206 678 237**	**6 335 511 831**	**676 988 929**	**194 177 477**	**5 494 594 879**
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	**100 043 385**	**–**	**–**	**50 000 000**	**150 043 385**	**104 341 322**	**–**	**45 702 063**	**70 866 692**

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.
(S) Autorisation législative.
(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).
[1] Conseil du Trésor, crédit 10 – Initiatives pangouvernementales.
Conseil du Trésor, crédit 15 – Rajustements à la rémunération.
Conseil du Trésor, crédit 25 – Report du budget de fonctionnement.
Conseil du Trésor, crédit 30 – Besoins en matière de rémunération.
Conseil du Trésor, crédit 35 – Report du budget des dépenses en capital.

Détail budgétaire par affectation

(en dollars)

Description	Affectations	Dépenses	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs
Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration				
Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement				
Budget de fonctionnement	2 180 216 963	2 100 279 044	79 937 919	–
Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés	2 078 535	1 745 922	332 613	–
Programme fédéral de santé intérimaire	618 689 963	590 405 500	28 284 463	–
Programme de passeport	25 000 000	25 000 000	–	–
Affectations bloquées				
Report	143 153 062	–	143 153 062	–
Transfert/réaffectation	10 535 015	–	10 535 015	–
Réduction	20 363 000	–	20 363 000	–
Autre	1 223 142	–	1 223 142	–
Revenus affectés aux dépenses	(14 248 500)	(12 073 198)	(2 175 302)	–
	2 987 011 180	*2 705 357 268*	*281 653 912*	–
Crédit 5 – Dépenses en capital				
Budget en capital	22 772 404	13 658 436	9 113 968	–
Affectations bloquées				
Report	581 400	–	581 400	–
Autre	216 362	–	216 362	–
	23 570 166	*13 658 436*	*9 911 730*	–
Crédit 10 – Subventions et contributions				
Subventions et contributions	3 027 633 669	2 992 638 276	34 995 393	–
Aide mondiale aux migrants irréguliers	1 000 000	1 000 000	–	–
Affectations bloquées				
Report	314 451 220	–	314 451 220	–
	3 343 084 889	*2 993 638 276*	*349 446 613*	–
Montants législatifs	475 739 753	281 601 336	–	194 138 417
	6 829 405 988	5 994 255 316	641 012 255	194 138 417
Commission de l'immigration et du statut de réfugié				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement	325 418 357	294 975 268	30 443 089	–
Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés	1 283 561	1 207 556	76 005	–
Coûts associés à la traduction (décision Devinat)	9 151 984	8 565 870	586 114	–
Affectations bloquées				
Transfert/réaffectation	3 045 466	–	3 045 466	–
Réduction	1 826 000	–	1 826 000	–
	340 725 368	*304 748 694*	*35 976 674*	–
Montants législatifs	36 546 881	36 507 821	–	39 060
	377 272 249	341 256 515	35 976 674	39 060
Total du portefeuille ministériel	**7 206 678 237**	**6 335 511 831**	**676 988 929**	**194 177 477**

Responsabilités essentielles

(en dollars)

	Budgétaire											
	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Total budgétaire		Non budgétaire	
Description	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration												
Sélection et intégration des immigrants et des réfugiés	1 790 326 359	1 678 605 824	2 830 762	2 640 581	3 343 084 889	2 993 638 276	–	–	5 136 242 010	4 674 884 681	150 043 385	104 341 322
Visiteurs, étudiants étrangers et travailleurs temporaires	550 337 269	532 428 740	–	–	–	–	14 248 500	12 073 198	536 088 769	520 355 542	–	–
Citoyenneté et passeports	1 089 819 026	848 337 891	140 303	140 302	–	–	652 038 766	604 166 263	437 920 563	244 311 930	–	–
Services internes	698 555 545	543 825 610	20 599 101	10 877 553	–	–	–	–	719 154 646	554 703 163	–	–
Total partiel	4 129 038 199	3 603 198 065	23 570 166	13 658 436	3 343 084 889	2 993 638 276	666 287 266	616 239 461	6 829 405 988	5 994 255 316	150 043 385	104 341 322
Revenus affectés aux dépenses	(666 287 266)	(616 239 461)	–	–	–	–	(666 287 266)	(616 239 461)	–	–	–	–
Total du ministère	**3 462 750 933**	**2 986 958 604**	**23 570 166**	**13 658 436**	**3 343 084 889**	**2 993 638 276**	**–**	**–**	**6 829 405 988**	**5 994 255 316**	**150 043 385**	**104 341 322**
Commission de l'immigration et du statut de réfugié												
Règlement des cas d'immigration et de statut de réfugié	292 479 239	253 103 633	–	–	–	–	–	–	292 479 239	253 103 633	–	–
Services internes	84 793 010	88 152 882	–	–	–	–	–	–	84 793 010	88 152 882	–	–
Total de l'organisme	**377 272 249**	**341 256 515**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**377 272 249**	**341 256 515**	**–**	**–**
Total du portefeuille ministériel	**3 840 023 182**	**3 328 215 119**	**23 570 166**	**13 658 436**	**3 343 084 889**	**2 993 638 276**	**–**	**–**	**7 206 678 237**	**6 335 511 831**	**150 043 385**	**104 341 322**

Paiements de transfert

(en dollars)

Description	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration									
Subventions									
Subvention aux fins de l'Accord Canada-Québec sur l'immigration	–	726 729 000	48 335 000	–	775 064 000	775 064 000	–	–	726 729 000
Subvention pour le Programme d'aide à la réinstallation des réfugiés	–	232 315 930	191 447 553	(1 975 146)	421 788 337	420 988 234	800 103	–	495 718 572
Subvention pour le Programme d'établissement	–	55 000 000	–	(35 612 559)	19 387 441	18 856 413	531 028	–	17 155 774
Subvention pour le Programme de renforcement des capacités en matière de migration internationale	–	24 950 000	–	1 500 000	26 450 000	26 449 996	4	–	19 650 000
Subvention pour le Programme d'aide pour le logement intérimaire	–	–	574 400 000	–	574 400 000	259 948 780	314 451 220	–	164 300 000
Total – Subventions	**–**	**1 038 994 930**	**814 182 553**	**(36 087 705)**	**1 817 089 778**	**1 501 307 423**	**315 782 355**	**–**	**1 423 553 346**
Contributions									
Programme d'établissement	–	1 048 071 586	1 516 105	29 690 341	1 079 278 032	1 060 401 578	18 876 454	–	956 360 675
Aide à la réinstallation	–	304 516 275	131 356 337	6 557 864	442 430 476	427 642 672	14 787 804	–	415 603 358
Organisation internationale pour les migrations	–	2 947 103	–	339 500	3 286 603	3 286 603	–	–	2 657 574
Aide mondiale aux migrants irréguliers	–	–	–	1 000 000	1 000 000	1 000 000	–	–	2 365 150
Total – Contributions	**–**	**1 355 534 964**	**132 872 442**	**37 587 705**	**1 525 995 111**	**1 492 330 853**	**33 664 258**	**–**	**1 376 986 757**
Total du portefeuille ministériel	**–**	**2 394 529 894**	**947 054 995**	**1 500 000**	**3 343 084 889**	**2 993 638 276**	**349 446 613**	**–**	**2 800 540 103**

Détail des montants disponibles pour être dépensés

(en dollars)

Description	Autorisations disponibles pour emploi au cours de l'exercice	Autorisations employées au cours de l'exercice	Autorisations employées dans l'exercice précédent
Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Visiteurs, étudiants étrangers et travailleurs temporaires			
Expérience internationale Canada	14 248 500	12 073 198	8 665 607
Citoyenneté et passeports			
Frais de passeport	652 038 766	604 166 263	404 148 047
Total budgétaire	666 287 266	616 239 461	412 813 654
Non budgétaires (rentrées disponibles pour être dépensées)			
Sélection et intégration des immigrants et des réfugiés			
Remboursements de prêts en vertu de la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés*	–	26 853 508	16 859 269
Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**666 287 266**	**616 239 461**	**412 813 654**
Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	**–**	**26 853 508**	**16 859 269**

Revenus

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration		
Autres revenus		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	7 305 640	7 958 469
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	15 593 866	16 426 829
Services aux autres ministères		
Recouvrement de trop-payés de salaire	517 750	390 473
	23 417 256	24 775 771
Ventes de biens et services		
Droits et privilèges		
Frais liés au programme de résidence permanente	157 722 530	169 803 948
Frais relatif à la conformité de l'employeur	23 190 619	27 075 873
Permis de travail ouvert – Travailleurs étrangers exemptés	56 730 023	46 249 409
Droits exigibles pour l'octroi à la citoyenneté	34 231 936	28 793 357
Revenus reportés	20 597 736	(48 675 738)
Frais liés au programme de passeport	605 375 942	403 881 888
	897 848 786	*627 128 737*
Services de nature réglementaire		
Frais pour les services de citoyenneté		
Attribution et preuve (Changement au statut de citoyenneté)	188 757 036	159 888 914
Document relatif au statut de citoyenneté	4 609 956	5 800 144
Expérience internationale Canada		
Revenus non disponibles	282 532	4 224 143
Revenus disponibles	12 073 198	8 665 607
Catégorie du regroupement familial (y compris le parrainage)	50 739 347	54 710 694
Travailleurs qualifiés	118 699 932	110 501 669
Catégorie des gens d'affaires	13 375 515	3 801 865
Autres catégories	74 034 188	56 780 823
Catégorie des titulaires de permis	2 470	5 270
Carte de résident permanent	17 954 062	14 108 765
Visa de résident temporaire		
Entrée multiple	351 568 875	208 937 650
Maximum par famille	10 695 000	4 111 830
Permis de travail		
Permis de travail	139 242 706	119 059 067
Groupe d'artistes	15 095	9 840
Permis d'études	161 081 947	148 590 695

Revenus – *fin*

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Attestation et remplacement d'un document d'immigration – Sauf carte de résident permanent	536 945	505 163
Permis de séjour temporaire	937 262	754 705
Rétablissement du statut de résident temporaire	9 999 802	7 691 785
Réadaptation		
Criminalité	290 733	282 400
Grande criminalité	134 940	293 500
Autorisation de retour au Canada en vertu du paragraphe 52 (1) de la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés*	268 449	255 085
Document de voyage	1 126 730	1 255 215
Biométrie	286 557 268	192 755 947
Autorisation de voyage électronique (AVE)	26 119 618	21 554 736
Revenus reportés	79 956 128	(42 896 179)
	1 549 059 734	*1 081 649 333*
Ventes de biens et de produits d'information		
Données statistiques sur l'immigration	*17 000*	*12 400*
Autres frais et droits		
Autres frais et droits	14 043	13 253
Divers	357 052	294 193
	371 095	*307 446*
	2 447 296 615	1 709 097 916
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	40 340	4 424
Revenus divers		
Intérêts et pénalités	110 034	107 461
Gain/Perte sur change des paiements de transfert	14 844	7 686
Frais de justice	3 533	6 623
Accès à l'information	910 350	919 205
Amendes	302 394	27 500
Divers	–	93 000
	1 341 155	1 161 475
Total du ministère	**2 472 095 366**	**1 735 039 586**

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Commission de l'immigration et du statut de réfugié		
Autres revenus		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	1 155 449	1 268 628
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	891 226	2 200 709
Services aux autres ministères	54 005	–
	2 100 680	3 469 337
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	40 297	733
Revenus divers	283	387
Total de l'organisme	**2 141 260**	**3 470 457**
Sommaire du portefeuille ministériel		
Autres revenus		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	25 517 936	28 245 108
Ventes de biens et de services	2 447 296 615	1 709 097 916
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	80 637	5 157
Revenus divers	1 341 438	1 161 862
Total du portefeuille ministériel	**2 474 236 626**	**1 738 510 043**

Section 17

Comptes publics du Canada
2023-2024

Infrastructure et Collectivités

Bureau de l'infrastructure du Canada

Société canadienne d'hypothèques et de logement

Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Inc.

Autorité du pont Windsor-Détroit

Table des matières

Page

Description des responsabilités essentielles 318
Sommaire du portefeuille ministériel 320
Détail budgétaire par affectation 324
Responsabilités essentielles 326
Paiements de transfert 327
Revenus 329

Description des responsabilités essentielles

Bureau de l'infrastructure du Canada

Surveillance et exécution des investissements dans les infrastructures publiques et les collectivités

Infrastructure Canada supervise les programmes et les projets ainsi que les grands ponts, les sociétés d'État et les ententes de financement alternatifs. Bien que les sociétés d'État fonctionnent sans lien de dépendance, le Ministère joue un rôle de secrétariat pour les appuyer. Dans l'ensemble de la programmation, une gamme d'activités de surveillance est utilisée pour superviser les projets et s'assurer qu'ils sont exécutés comme prévu pour les Canadiens.

Politique en matière d'infrastructure publique, de collectivités, de logement abordable et d'itinérance

Infrastructure Canada établit des politiques à la fois pour l'infrastructure publique et des approches pour créer des logements abordables et lutter contre l'itinérance qui ciblent les besoins des Canadiens et des intervenants (partenaires publics et privés) tout en tenant compte des ressources limitées. Les politiques sont établies au moyen de stratégies, de plans, d'examen de modèles de financement alternatifs et de programmes de financement, et d'exigences d'admissibilité, entre autres outils, et leurs résultats sont surveillés afin d'éclairer la prise de décisions futures. Les solutions stratégiques déterminent la façon dont le gouvernement fédéral appuie le développement de l'infrastructure publique, les ponts, le transport en commun, l'eau potable et les eaux usées, l'atténuation des catastrophes et des approches pour lutter contre l'itinérance, entre autres, qui ont des répercussions sur la qualité de vie des Canadiens.

Investissements dans l'infrastructure publique, les collectivités et la lutte contre l'itinérance

Infrastructure Canada utilise divers mécanismes de financement pour maximiser l'optimisation des ressources dans les investissements directs du gouvernement dans les infrastructures (en exerçant un effet de levier) et pour s'attaquer aux problèmes du logement abordable et de la lutte contre l'itinérance.

- Les programmes axés sur l'allocation offrent un financement stable pour les projets qui équilibrent les priorités nationales avec les besoins locaux des provinces et des territoires;
- Les programmes de financement direct accordent du financement à des projets qui sont sélectionnés dans le cadre d'un processus de demande; et
- Les mécanismes de financement alternatifs désignent les projets exécutés en partenariat avec le secteur privé ou une organisation non gouvernementale et Infrastructure Canada ou des sociétés d'État relevant du ministre de l'Infrastructure et des Collectivités.

Services internes

Les Services internes comprennent les groupes d'activités et de ressources connexes que le gouvernement fédéral considère comme étant des services à l'appui de programmes ou nécessaires pour permettre à une organisation de s'acquitter de ses obligations générales. Les Services internes désignent les activités et ressources des dix services distincts qui soutiennent l'exécution des programmes au sein de l'organisation, peu importe le modèle de prestation des Services internes utilisé. Ces services sont : Services de gestion des acquisitions, Services de communication, Services de gestion financière, Services de gestion des ressources humaines, Services de gestion de l'information, Services de technologie de l'information, Services juridiques, Services de gestion du matériel, Services de gestion et de surveillance, Services de gestion des biens immobiliers.

Société canadienne d'hypothèques et de logement

Aide pour combler les besoins en matière de logement

La Société canadienne d'hypothèques et de logement verse des fonds fédéraux pour améliorer l'accès au logement abordable pour les Canadiens dans le besoin, y compris les peuples autochtones, les personnes ayant des besoins spéciaux ou particuliers et certains groupes vulnérables. Le financement offert permet notamment de construire des logements, de fournir une aide continue pour l'entretien et l'administration du portefeuille de logements subventionnés, de réaliser des travaux de conversion, de réhabilitation, de réparation et de rénovation visant à préserver la qualité des logements abordables existants, ainsi que de maintenir l'abordabilité des logements. Le financement est offert en vertu de diverses modalités de mise en œuvre (p. ex., versement direct) ainsi que dans le cadre de partenariats avec les provinces et territoires, les groupes autochtones et les secteurs privé et sans but lucratif.

Financement de l'habitation

La Société canadienne d'hypothèques et de logement offre du financement pour les initiatives liées au logement, y compris les activités d'octroi de prêts, afin d'encourager la production de logements abordables, de soutenir les travaux de réparation et de rénovation de logements locatifs et de favoriser l'accès des ménages à revenu faible ou modeste à des logements locatifs abordables à revenus mixtes. Parmi les autres initiatives de financement, on compte celles pouvant être exigées par le gouvernement du Canada pour soutenir les infrastructures municipales liées au logement ou le secteur du financement de l'habitation afin de faciliter l'accès au crédit.

Savoir-faire en matière de logement et développement du potentiel

La Société canadienne d'hypothèques et de logement fournit des informations, des données et des analyses fondées sur les faits en temps opportun pour appuyer la prise de décisions éclairées par le gouvernement et les autres secteurs. Elle mène également des recherches et diffuse des renseignements sur un large éventail de questions qui soutiennent l'abordabilité et la variété des logements, notamment les technologies du logement durable. La Société canadienne d'hypothèques et de logement offre des conseils stratégiques au gouvernement sur des questions telles que le financement de l'habitation, les besoins en matière de logement, les marchés financiers et les conditions de logement. La Société canadienne d'hypothèques et de logement soutient les activités de développement du potentiel et des compétences dans le secteur de l'habitation, en aidant les personnes et les organisations à accéder aux ressources et à acquérir les connaissances dont elles ont besoin pour mettre au point des approches adaptées et novatrices visant à favoriser la production de logements abordables.

Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Inc.

Gérer de manière systémique afin d'assurer la sécurité et la pérennité des infrastructures majeures qui lui sont confiées en préconisant une approche de développement durable.

Autorité du pont Windsor-Détroit

Selon les termes de ses Lettres Patentes et de l'Accord sur le Passage, l'autorité du pont Windsor-Détroit est responsable de l'exécution des obligations de l'Autorité du Passage en tant que partie de l'Accord sur le Passage, et de construire et / ou exploiter le Passage International de la Rivière Détroit.

Sommaire du portefeuille ministériel

(en dollars)

		Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
Crédit	Description	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Bureau de l'infrastructure du Canada									
1	Dépenses de fonctionnement	–	247 556 443	–	–	247 556 443				
1b	Dépenses de fonctionnement	–	–	20 243 368	–	20 243 368				
	Virement du :									
	crédit 1 (Société canadienne d'hypothèques et de logement)	–	–	–	146 879	146 879				
	crédit 1 (Ministère de l'Emploi et du Développement social)	–	–	–	974 619	974 619				
	crédit 10	–	–	–	3 609 504	3 609 504				
	CT, crédit 15[1]	–	–	–	12 938 794	12 938 794				
	CT, crédit 25[1]	–	–	–	11 997 866	11 997 866				
	CT, crédit 30[1]	–	–	–	1 262 101	1 262 101				
	Virement au :									
	crédit 1 (Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Inc.)	–	–	–	(121 884)	(121 884)				
	crédit 1 (Secrétariat du Conseil du Trésor)	–	–	–	(25 000)	(25 000)				
	Total – Crédit 1	–	247 556 443	20 243 368	30 782 879	298 582 690	285 303 151	13 279 539	–	248 856 189
5	Dépenses en capital	–	93 866 503	–	–	93 866 503				
	Virement du CT, crédit 35[1]	–	–	–	3 205 625	3 205 625				
	Total – Crédit 5	–	93 866 503	–	3 205 625	97 072 128	10 412 472	86 659 656	–	11 685 564
10	Subventions et contributions	–	6 916 338 456	–	–	6 916 338 456				
10b	Subventions et contributions	–	–	250 064 330	–	250 064 330				
	Virement au crédit 1	–	–	–	(3 609 504)	(3 609 504)				
	Total – Crédit 10	–	6 916 338 456	250 064 330	(3 609 504)	7 162 793 282	4 930 969 163	2 231 824 119	–	4 280 895 492
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	18 770 059	2 913 230	3 605 453	25 288 742	25 288 742	–	–	18 370 362
(S)	Ministre de l'Infrastructure et des Collectivités – Traitement et allocation pour automobile (*Loi sur les traitements* et *Loi sur le Parlement du Canada*)	–	94 700	–	39 600	134 300	134 300	–	–	92 400
(S)	Ministre du Logement et de la Diversité et de l'Inclusion – Traitement et allocation pour automobile (*Loi sur les traitements* et *Loi sur le Parlement du Canada*)	–	94 700	–	(94 700)	–	–	–	–	92 400
(S)	Contributions relatives au Fonds pour le développement des collectivités du Canada (*Loi sur le soutien de la croissance, de l'économie et de l'emploi au Canada*)	–	2 367 617 331	–	–	2 367 617 331	2 367 617 331	–	–	2 268 966 610
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	–	–	–	34 809	34 809	–	–	34 809	–
	Total du ministère – Budgétaire	**–**	**9 644 338 192**	**273 220 928**	**33 964 162**	**9 951 523 282**	**7 619 725 159**	**2 331 763 314**	**34 809**	**6 828 959 017**

	Société canadienne d'hypothèques et de logement									
1	Remboursement en vertu des dispositions de la *Loi nationale sur l'habitation* et la *Loi sur la Société canadienne d'hypothèques et de logement*	–	5 059 038 048	–	–	5 059 038 048				
1a	Remboursement en vertu des dispositions de la *Loi nationale sur l'habitation* et la *Loi sur la Société canadienne d'hypothèques et de logement*	–	–	1 003 722 430	–	1 003 722 430				
1b	Remboursement en vertu des dispositions de la *Loi nationale sur l'habitation* et la *Loi sur la Société canadienne d'hypothèques et de logement*	–	–	408 566 117	–	408 566 117				
1c	Remboursement en vertu des dispositions de la *Loi nationale sur l'habitation* et la *Loi sur la Société canadienne d'hypothèques et de logement*	–	–	100 993 247	–	100 993 247				
	Virement au crédit 1 (Bureau de l'infrastructure du Canada)	–	–	–	(146 879)	(146 879)				
	Total – Crédit 1	–	5 059 038 048	1 513 281 794	(146 879)	6 572 172 963	5 491 113 368	1 081 059 595	–	3 575 649 302
(S)	Paiement unique à titre de prestation pour logement locatif et à l'exécution et au contrôle d'application de la *Loi sur la prestation pour logement locatif*	–	46 100 000	(24 400 000)	(82 542 882)	(60 842 882)	(60 842 882)	–	–	587 055 778
	Total budgétaire	–	5 105 138 048	1 488 881 794	(82 689 761)	6 511 330 081	5 430 270 486	1 081 059 595	–	4 162 705 080
(S)	(L) Avances consenties en vertu de la *Loi nationale sur l'habitation* (L.R.C. (1985), ch. N-11)	–	(119 838 866)	–	–	(119 838 866)	(119 838 866)	–	–	(164 412 879)
	Total de l'organisme – Budgétaire	**–**	**5 105 138 048**	**1 488 881 794**	**(82 689 761)**	**6 511 330 081**	**5 430 270 486**	**1 081 059 595**	**–**	**4 162 705 080**
	Total de l'organisme – Non budgétaire	**–**	**(119 838 866)**	**–**	**–**	**(119 838 866)**	**(119 838 866)**	**–**	**–**	**(164 412 879)**
	Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes [2]									
1	Dépenses du programme	–	5 638 744	–	–	5 638 744				
	Reclassé sous Sécurité publique, Institutions démocratiques et Affaires intergouvernementales (crédit 1) aux fins de présentation	–	–	–	(5 638 744)	(5 638 744)				
	Total – Crédit 1	–	5 638 744	–	(5 638 744)	–	–	–	–	–
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	452 447	–	(452 447)	–	–	–	–	–
	Total de l'organisme – Budgétaire	**–**	**6 091 191**	**–**	**(6 091 191)**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**
	Commission des débats des chefs [2]									
1	Dépenses du programme	–	3 363 347	–	–	3 363 347				
	Reclassé sous Sécurité publique, Institutions démocratiques et Affaires intergouvernementales (crédit 1) aux fins de présentation	–	–	–	(3 363 347)	(3 363 347)				
	Total – Crédit 1	–	3 363 347	–	(3 363 347)	–	–	–	–	–
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	90 389	–	(90 389)	–	–	–	–	–
	Total de l'organisme – Budgétaire	**–**	**3 453 736**	**–**	**(3 453 736)**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**

Sommaire du portefeuille ministériel – *fin*

(en dollars)

		Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
Crédit	Description	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Bureau du directeur général des élections [2]									
1	Dépenses du programme	–	49 722 365	–	–	49 722 365				
	Reclassé sous Sécurité publique, Institutions démocratiques et Affaires intergouvernementales (crédit 1) aux fins de présentation	–	–	–	(49 722 365)	(49 722 365)				
	Total – Crédit 1	–	49 722 365	–	(49 722 365)	–	–	–	–	–
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	13 668 683	–	(13 668 683)	–	–	–	–	–
(S)	Dépenses électorales (*Loi électorale du Canada* et *Loi référendaire)*	–	140 136 372	–	(140 136 372)	–	–	–	–	–
(S)	Traitement du directeur général des élections (*Loi électorale du Canada*)	–	372 200	–	(372 200)	–	–	–	–	–
(S)	Dépenses en vertu de la *Loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales*	–	954 590	–	(954 590)	–	–	–	–	–
	Total de l'organisme – Budgétaire	**–**	**204 854 210**	**–**	**(204 854 210)**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**
	Commissariat aux langues officielles [2]									
1	Dépenses du programme	–	20 199 364	–	–	20 199 364				
	Reclassé sous Sécurité publique, Institutions démocratiques et Affaires intergouvernementales (crédit 1) aux fins de présentation	–	–	–	(20 199 364)	(20 199 364)				
	Total – Crédit 1	–	20 199 364	–	(20 199 364)	–	–	–	–	–
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	2 371 184	–	(2 371 184)	–	–	–	–	–
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	587	–	–	(587)	–	–	–	–	–
	Total de l'organisme – Budgétaire	**587**	**22 570 548**	**–**	**(22 571 135)**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**
	Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Inc.									
1	Paiements à la société	–	144 126 071	–	–	144 126 071				
1a	Paiements à la société	–	–	87 423 475	–	87 423 475				
	Virement du crédit 1 (Bureau de l'infrastructure du Canada)	–	–	–	121 884	121 884				
	Total de l'organisme – Budgétaire	**–**	**144 126 071**	**87 423 475**	**121 884**	**231 671 430**	**156 303 193**	**75 368 237**	**–**	**205 277 430**

	Autorité du pont Windsor-Détroit									
1	Paiements à l'Autorité	–	885 179 373	–	–	885 179 373				
1b	Paiements à l'Autorité	–	–	335 362 310	–	335 362 310				
1c	Paiements à l'Autorité	–	–	507 329 726	–	507 329 726				
	Virement au crédit 1 (École de la fonction publique du Canada)	–	–	–	(27 600)	(27 600)				
	Total de l'organisme – Budgétaire	**–**	**885 179 373**	**842 692 036**	**(27 600)**	**1 727 843 809**	**1 289 462 758**	**438 381 051**	**–**	**793 291 043**
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**587**	**16 015 751 369**	**2 692 218 233**	**(285 601 587)**	**18 422 368 602**	**14 495 761 596**	**3 926 572 197**	**34 809**	**11 990 232 570**[2]
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	**–**	**(119 838 866)**	**–**	**–**	**(119 838 866)**	**(119 838 866)**	**–**	**–**	**(164 412 879)**

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).

[1] Conseil du Trésor, crédit 15 – Rajustements à la rémunération.
Conseil du Trésor, crédit 25 – Report du budget de fonctionnement.
Conseil du Trésor, crédit 30 – Besoins en matière de rémunération.
Conseil du Trésor, crédit 35 – Report du budget des dépenses en capital.

[2] Le décret C.P. 2023-0766 a nommé le ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile à titre de ministre responsable du Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes, à compter du 26 juillet 2023. Avant ce transfert, le Secrétariat était sous la responsabilité du ministre de l'Infrastructure et des Collectivités et des dépenses non législatives d'environ 1 735 743 $ ont été approuvées par le ministre de l'Infrastructure et des Collectivités. Les dépenses de l'exercice précédent ont été redressées de 6 299 819 $.
Le décret C.P. 2023-0768 a nommé le ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile à titre de ministre responsable de la Commission des débats des chefs, à compter du 26 juillet 2023. Avant ce transfert, la Commission était sous la responsabilité du ministre de l'Infrastructure et des Collectivités et des dépenses non législatives d'environ 109 179 $ ont été approuvées par le ministre de l'Infrastructure et des Collectivités. Les dépenses de l'exercice précédent ont été redressées de 699 364 $.
Le décret C.P. 2023-0767 a nommé le ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile à titre de ministre responsable du Bureau du directeur général des élections, à compter du 26 juillet 2023. Avant ce transfert, le Bureau était sous la responsabilité du ministre de l'Infrastructure et des Collectivités et des dépenses non législatives d'environ 16 261 035 $ ont été approuvées par le ministre de l'Infrastructure et des Collectivités. Les dépenses de l'exercice précédent ont été redressées de 213 133 374 $.
Le décret C.P. 2023-1062 a nommé le ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile à titre de ministre responsable du Commissariat aux langues officielles, à compter du 27 octobre 2023. Avant ce transfert, le Commissariat était sous la responsabilité du ministre de l'Infrastructure et des Collectivités et des dépenses non législatives d'environ 11 549 447 $ ont été approuvées par le ministre de l'Infrastructure et des Collectivités. Les dépenses de l'exercice précédent ont été redressées de 22 432 922 $.

Détail budgétaire par affectation

(en dollars)

Description	Affectations	Dépenses	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs
Bureau de l'infrastructure du Canada				
Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement				
Budget de fonctionnement	292 384 792	285 303 151	7 081 641	–
Affectations bloquées				
Transfert/réaffectation	4 614 898	–	4 614 898	–
Réduction	1 583 000	–	1 583 000	–
	298 582 690	*285 303 151*	*13 279 539*	–
Crédit 5 – Dépenses en capital				
Budget en capital	*97 072 128*	*10 412 472*	*86 659 656*	–
Crédit 10 – Subventions et contributions				
Subventions et contributions	4 691 474 308	4 691 474 308	–	–
Fonds Partenariats public-privé Canada	239 494 880	239 494 855	25	–
Affectations bloquées				
Report	1 915 544 687	–	1 915 544 687	–
Réduction	316 279 407	–	316 279 407	–
	7 162 793 282	*4 930 969 163*	*2 231 824 119*	–
Montants législatifs	2 393 075 182	2 393 040 373	–	34 809
	9 951 523 282	7 619 725 159	2 331 763 314	34 809
Société canadienne d'hypothèques et de logement				
Crédit 1 – Remboursement en vertu des dispositions de la *Loi nationale sur l'habitation* et la *Loi sur la Société canadienne d'hypothèques et de logement*				
Autre autorisation	5 568 532 619	5 491 113 368	77 419 251	–
Affectations bloquées				
Report	967 616 840	–	967 616 840	–
Transfert/réaffectation	259 657	–	259 657	–
Réduction	35 763 846	–	35 763 846	–
Autre	1	–	1	–
	6 572 172 963	*5 491 113 368*	*1 081 059 595*	–
Montants législatifs	(60 842 882)	(60 842 882)	–	–
	6 511 330 081	5 430 270 486	1 081 059 595	–
Les ponts Jacques-Cartier et Champlain Inc.				
Crédit 1 – Paiements à la société				
Paiements à la Société d'État	140 909 916	140 909 916	–	–
Paiements à la Société d'État – Capital	48 302 018	15 393 277	32 908 741	–
Affectations bloquées				
Report	42 459 496	–	42 459 496	–
	231 671 430	156 303 193	75 368 237	–

Autorité du pont Windsor-Détroit				
Crédit 1 – Paiements à l'Autorité				
Paiements à la Société d'État	354 504 903	294 950 593	59 554 310	–
Budget en capital	1 373 338 906	994 512 165	378 826 741	–
	1 727 843 809	1 289 462 758	438 381 051	–
Total du portefeuille ministériel	**18 422 368 602**	**14 495 761 596**	**3 926 572 197**	**34 809**

Responsabilités essentielles

(en dollars)

	Budgétaire											
	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Total budgétaire		Non budgétaire	
Description	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
Bureau de l'infrastructure du Canada												
Surveillance et exécution des investissements dans les infrastructures publiques et les collectivités	132 654 932	124 453 592	96 131 929	9 472 274	9 530 003 676	7 298 179 557	–	–	9 758 790 537	7 432 105 423	–	–
Politique en matière d'infrastructure publique, de collectivités, de logement abordable et d'itinérance	72 718 046	67 639 548	50 200	50 200	406 937	406 937	–	–	73 175 183	68 096 685	–	–
Investissements dans l'infrastructure publique, les collectivités et la lutte contre l'itinérance	40 731 961	40 731 961	–	–	–	–	–	–	40 731 961	40 731 961	–	–
Services internes	77 935 602	77 901 091	889 999	889 999	–	–	–	–	78 825 601	78 791 090	–	–
Total du ministère	**324 040 541**	**310 726 192**	**97 072 128**	**10 412 473**	**9 530 410 613**	**7 298 586 494**	**–**	**–**	**9 951 523 282**	**7 619 725 159**	**–**	**–**
Société canadienne d'hypothèques et de logement												
Aide pour combler les besoins en matière de logement	2 507 452 011	2 883 481 296	–	–	–	–	–	–	2 507 452 011	2 883 481 296	(119 838 866)	(119 838 866)
Financement de l'habitation	2 799 013 128	1 354 405 846	–	–	–	–	–	–	2 799 013 128	1 354 405 846	–	–
Savoir-faire en matière de logement et développement du potentiel	1 204 864 942	1 192 383 344	–	–	–	–	–	–	1 204 864 942	1 192 383 344	–	–
Total de l'organisme	**6 511 330 081**	**5 430 270 486**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**6 511 330 081**	**5 430 270 486**	**(119 838 866)**	**(119 838 866)**
Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Inc.	**231 671 430**	**156 303 193**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**231 671 430**	**156 303 193**	**–**	**–**
Autorité du pont Windsor-Détroit	**1 727 843 809**	**1 289 462 758**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**1 727 843 809**	**1 289 462 758**	**–**	**–**
Total du portefeuille ministériel	**8 794 885 861**	**7 186 762 629**	**97 072 128**	**10 412 473**	**9 530 410 613**	**7 298 586 494**	**–**	**–**	**18 422 368 602**	**14 495 761 596**	**(119 838 866)**	**(119 838 866)**

Paiements de transfert

(en dollars)

Description	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Bureau de l'infrastructure du Canada									
Subventions									
Subvention pour la construction de communautés vertes et inclusives	–	135 656 646	–	(134 480 923)	1 175 723	1 175 723	–	–	501 506
Subventions fonds d'infrastructure naturelle	–	15 000 000	–	(14 279 188)	720 812	720 812	–	–	–
Vers un chez-soi : la stratégie canadienne de lutte contre l'itinérance	–	11 115 295	1 216 852	–	12 332 147	11 976 468	355 679	–	10 274 748
Subventions pour le transport actif	–	3 000 000	2 976 745	(2 602 231)	3 374 514	3 374 514	–	–	6 632 870
Subventions pour des solutions de transport en commun en milieu rural	–	2 000 000	500 000	(2 225 717)	274 283	274 283	–	–	1 514 135
Total – Subventions	**–**	**166 771 941**	**4 693 597**	**(153 588 059)**	**17 877 479**	**17 521 800**	**355 679**	**–**	**18 923 259**
Contributions									
Programme d'infrastructure Investir dans le Canada	–	3 547 403 491	–	168 214 852	3 715 618 343	2 040 641 021	1 674 977 322	–	1 894 973 848
Nouveau Fonds Chantiers Canada – Volet Infrastructures provinciales et territoriales – Projets nationaux et régionaux	–	972 025 351	–	64 785 987	1 036 811 338	996 804 223	40 007 115	–	701 132 142
Contributions accordées à des organismes sans but lucratif, des particuliers, des administrations municipales, des conseils de bande ou de tribu et autres organisations autochtones, des établissements de santé publique et d'enseignement, des régies régionales, des entreprises à but lucratif, des organismes et instituts de recherche pour appuyer les activités visant à atténuer et à prévenir le problème des sans-abris au Canada et pour mener des recherches sur les sans-abris afin d'aider les collectivités à mieux comprendre et à répondre efficacement aux besoins des sans-abris	–	486 101 501	4,033,148	100 000 000	590 134 649	583 056 877	7 077 772	–	472 455 466
Programme permanent pour le transport en commun	–	475 333 152	(2 900 000)	(270 671 031)	201 762 121	48 468 761	153 293 360	–	1 209 777
Fonds d'atténuation et d'adaptation en matière de catastrophes	–	295 350 211	2 245 395	133 421 013	431 016 619	331 016 619	100 000 000	–	227 796 552
Programme pour les bâtiments communautaires verts et inclusifs	–	288 470 283	–	92 572 172	381 042 455	231 822 177	149 220 278	–	33 659 003
Nouveau Fonds Chantiers Canada – Volet Infrastructures nationales	–	177 936 156	–	(42 615 144)	135 321 012	135 321 012	–	–	225 404 565
Contributions en vertu du Fonds Chantiers Canada – Volet Grandes infrastructures	–	125 069 843	–	7 007 876	132 077 719	132 077 719	–	–	224 351 592
Fonds pour les infrastructures du transport en commun	–	92 604 902	–	(79 988 413)	12 616 489	12 616 489	–	–	76 832 595
Nouveau Fonds Chantiers Canada – Volet Infrastructures provinciales et territoriales – Fonds des petites collectivités	–	61 792 792	–	16 899 696	78 692 488	78 113 081	579 407	–	155 222 473
Fonds d'infrastructure naturelle	–	53 780 839	–	6 718 430	60 499 269	10 499 269	50 000 000	–	–
Initiative de revitalisation du secteur riverain de Toronto	–	35 792 061	–	(19 208 728)	16 583 333	16 583 333	–	–	115 147 969

Paiements de transfert – *fin*

(en dollars)

Description	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Contributions en vertu du Fonds pour l'infrastructure verte	–	33 116 561	–	(31 064 052)	2 052 509	2 052 509	–	–	21 271 252
Fonds de gestion des actifs	–	25 405 256	–	–	25 405 256	25 405 256	–	–	–
Fonds pour l'eau potable et les eaux usées	–	21 690 249	–	(11 990 132)	9 700 117	8 389 604	1 310 513	–	18 778 624
Contributions en vertu du Défi des villes intelligentes	–	15 677 135	–	23 295 485	38 972 620	12 034 485	26 938 135	–	25 028 844
Paiements pour les engagements du Fonds Partenariats public-privé Canada au titre de Partenariats public-privé Canada	–	12 987 430	226 507 450	–	239 494 880	239 494 855	25	–	7 279 352
Contributions en vertu du Fonds sur l'infrastructure frontalière	–	10 754 154	–	3 719 022	14 473 176	1 893 403	12 579 773	–	–
Contributions en vertu du Fonds Chantiers Canada – Volet Collectivités	–	10 553 956	–	(7 800 933)	2 753 023	2 753 023	–	–	12 693 128
Initiative de recherche et de connaissances	–	3 881 187	–	(1 204 477)	2 676 710	2 676 710	–	–	1 427 766
Contributions en vertu du Fonds canadien sur l'infrastructure stratégique	–	2 520 005	–	(2 520 005)	–	–	–	–	20 192 035
Initiative canadienne pour des collectivités en santé	–	1 320 000	–	–	1 320 000	1 320 000	–	–	27 115 250
Initiative de soutenir les infrastructures résilientes au changement climatique – Climate Toolkits	–	–	–	406 937	406 937	406 937	–	–	–
Total – Contributions	**–**	**6 749 566 515**	**229 885 993**	**149 978 555**	**7 129 431 063**	**4 913 447 363**	**2 215 983 700**	**–**	**4 261 972 233**
Autres paiements de transfert									
Programme de lutte contre l'itinérance chez les vétérans	–	–	15 484 740	–	15 484 740	**–**	15 484 740	–	**–**
(S) Contributions relatives au Fonds pour le développement des collectivités du Canada (*Loi sur le soutien de la croissance, de l'économie et de l'emploi au Canada*)	–	2 367 617 331	–	–	2 367 617 331	2 367 617 331	–	–	2 268 966 610
Total – Autres paiements de transfert	**–**	**2 367 617 331**	**15 484 740**	**–**	**2 383 102 071**	**2 367 617 331**	**15 484 740**	**–**	**2 268 966 610**
Total du ministère	**–**	**9 283 955 787**	**250 064 330**	**(3 609 504)**	**9 530 410 613**	**7 298 586 494**	**2 231 824 119**	**–**	**6 549 862 102**
Bureau du directeur général des élections									
Autres paiements de transfert									
(S) Allocations aux vérificateurs des associations de circonscription	–	1 620 000	–	(1 620 000)	–	–	–	–	–
Total de l'organisme	**–**	**1 620 000**	**–**	**(1 620 000)**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**
Total du portefeuille ministériel	**–**	**9 285 575 787**	**250 064 330**	**(5 229 504)**	**9 530 410 613**	**7 298 586 494**	**2 231 824 119**	**–**	**6 549 862 102**[1]

(S) Paiement de transfert législatif.

[1] Au cours de l'exercice, le Bureau du directeur général des élections a été transféré au portefeuille ministériel de la Sécurité publique, des Institutions démocratiques et des Affaires intergouvernementales. Les montants de l'exercice précédent ont été redressés de 7 350 314 $.

Revenus

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Bureau de l'infrastructure du Canada		
Autres revenus		
Revenus de placements [1]		
Autres comptes		
Dividendes de la Société canadienne d'hypothèques et de logement	830 000 000	1 580 000 000
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	645 388	103 709
Trop-payés de salaire	448 641	468 304
Avances salariales aux employés	11 281	47 262
Paiements à l'industrie	10 756 693	–
Recouvrements de traitements, biens et services		
Traitements et salaires de base pour le personnel civil – Temps régulier – Emploi continu	24 768	10 629
Recouvrements de biens et services	18 758	27 361
Transferts à d'autres ordres de gouvernement		
Autres paiements de transfert	7 444 038	3 991 666
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent		
Traitement et salaires	11 796	51 525
Dépenses de fonctionnement	188 994	42 108
Transferts à d'autres ordres de gouvernement		
Autres paiements de transfert	29 335 525	29 941 923
Autres transferts à des organismes à but non lucratif et autres organisations	4 182	–
Remboursement de paiements relatifs aux événements de santé publique d'intérêt national et l'allocation de soutien du revenu	–	2 963 335
	48 890 064	37 647 822
Ventes de biens et de services		
Location et utilisation de biens publics		
Location et utilisation de biens publics	2 560 984	2 441 299
Revenus reportés	80 552	97 790
	2 641 536	2 539 089
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	34 809	–
Revenus divers		
Produit de l'aliénation des biens immobiliers	22 526	–
Revenus provenant de frais relatifs à l'accès à l'information	30	20
	22 556	20
Total du ministère	**881 588 965**	**1 620 186 931**

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Société canadienne d'hypothèques et de logement		
Autres revenus		
Revenus de placements [1]		
Prêts, placements et avances		
Société canadienne d'hypothèques et de logement	99 134 836	113 728 213
Revenus divers		
Autres recouvrements de tiers	14 488 712	10 367 860
Total de l'organisme	**113 623 548**	**124 096 073**
Sommaire du portefeuille ministériel		
Autres revenus		
Revenus de placements	929 134 836	1 693 728 213
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	48 890 064	37 647 822
Ventes de biens et de services	2 641 536	2 539 089
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	34 809	–
Revenus divers	14 511 268	10 367 880
Total du portefeuille ministériel	**995 212 513**	**1 744 283 004**[2]

[1] Intérêt sauf indication contraire

[2] Au cours de l'exercice, le Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes, la Commission des débats des chefs, le Bureau du directeur général des élections et le Commissariat aux langues officielles ont été transférés au portefeuille ministériel de la Sécurité publique, des Institutions démocratiques et des Affaires intergouvernementales. Les montants de l'exercice précédent ont été redressés de 2 061 298 $.

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

Section 18

Comptes publics du Canada
2023-2024

Innovation, Sciences et Industrie

Ministère de l'Industrie
Agence spatiale canadienne
Commission canadienne du tourisme
Commission du droit d'auteur
Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario
Conseil national de recherches du Canada
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie
Conseil de recherches en sciences humaines
Conseil canadien des normes
Statistique Canada

Table des matières

Page

Description des responsabilités essentielles 332
Sommaire du portefeuille ministériel 336
Détail budgétaire par affectation 343
Responsabilités essentielles 346
Paiements de transfert 348
Détail des montants disponibles pour être dépensés 353
Revenus 353

Description des responsabilités essentielles

Services internes

Les Services internes comprennent les groupes d'activités et de ressources connexes que le gouvernement fédéral considère comme étant des services à l'appui de programmes ou nécessaires pour permettre à une organisation de s'acquitter de ses obligations générales. Les Services internes désignent les activités et ressources des dix services distincts qui soutiennent l'exécution des programmes au sein de l'organisation, peu importe le modèle de prestation des Services internes utilisé. Ces services sont : Services de gestion des acquisitions, Services de communication, Services de gestion financière, Services de gestion des ressources humaines, Services de gestion de l'information, Services de technologie de l'information, Services juridiques, Services de gestion du matériel, Services de gestion et de surveillance, Services de gestion des biens immobiliers.

Ministère de l'Industrie

Entreprises, investissement et croissance

Appuyer la croissance des petites, moyennes et grandes entreprises canadiennes pour les aider à devenir des entreprises compétitives à impact élevé sur la scène internationale; assurer un marché équitable et concurrentiel; promouvoir des conditions favorables à la concurrence en ce qui a trait aux prix et aux choix de produits, y compris dans le secteur des télécommunications; simplifier les programmes gouvernementaux, promouvoir les efforts visant à réduire les démarches administratives pour les entreprises, mettre en place des conditions favorables à une innovation axée sur le marché et promouvoir une croissance et une économie dont tout le monde peut profiter; réduire les obstacles aux mouvements des biens, des services, des capitaux et de la main-d'œuvre; assurer la croissance du secteur du tourisme au Canada.

Personnes, compétences et collectivités

Appuyer la création, le transfert et la diffusion des connaissances pour que les Canadiens, y compris les personnes appartenant à des groupes sous-représentés : soient dotés des compétences et des outils nécessaires pour prendre part à une économie de l'innovation en forte croissance; promeuvent une culture de l'innovation, où ils ont la motivation nécessaire pour s'attaquer aux défis locaux, régionaux, nationaux ou mondiaux; profitent de la croissance de la classe moyenne dans toutes les collectivités; bénéficient d'un accès accru à des services Internet à large bande et mobiles, y compris dans les régions rurales et éloignées; soient des consommateurs protégés et bien informés.

Sciences, technologie, recherche et commercialisation

Appuyer et faciliter les investissements pilotés par les entreprises et les collaborations stratégiques visant le développement et la commercialisation de technologies de pointe; entretenir et renforcer l'excellence du Canada en matière de recherche, notamment par le soutien à la recherche scientifique fondamentale, à l'expérimentation et à l'exploration pour apporter une réponse aux défis mondiaux.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Agence spatiale canadienne

La présence du Canada dans l'espace

L'Agence spatiale canadienne coordonne les politiques et les programmes spatiaux du gouvernement du Canada; veille à ce que d'autres ministères et organismes gouvernementaux aient accès à des données, à de l'information et à des services spatiaux en vue de réaliser leur mandat; planifie, dirige et gère des projets ayant trait à la recherche spatiale scientifique ou industrielle et au développement des sciences et des technologies spatiales; promeut le transfert et la diffusion des technologies spatiales à l'échelle de l'industrie canadienne; et encourage l'exploitation commerciale des capacités, des installations et des systèmes spatiaux. L'Agence spatiale canadienne vise également à accroître la capacité spatiale canadienne, à intéresser la prochaine génération de scientifiques et d'ingénieurs du domaine spatial et à offrir des occasions inspirant les jeunes à acquérir les compétences requises, à poursuivre leurs études et à faire carrière en science, en technologie, en ingénierie et en mathématiques.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Commission canadienne du tourisme

Veiller à la prospérité et à la rentabilité de l'industrie du tourisme au Canada. Promouvoir le Canada comme destination touristique de choix. Favoriser la collaboration entre le secteur privé et les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux en ce qui concerne le tourisme au Canada. Fournir des renseignements sur le tourisme au Canada au secteur privé et aux gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux.

Commission du droit d'auteur

Tarifs et licences liés au droit d'auteur

La Commission du droit d'auteur est un organisme de réglementation économique et un tribunal administratif indépendant habilité à fixer des tarifs qui déterminent les redevances à payer pour l'utilisation d'œuvres protégées par des droits d'auteur, lorsque ceux-ci sont gérés collectivement par une société. La Commission octroie aussi des licences qui fixent les redevances à payer pour l'utilisation d'œuvres protégées par le droit d'auteur lorsque le titulaire du droit est introuvable. En délivrant des tarifs et des licences justes et équitables, la Commission veille à ce que les titulaires de droits soient rémunérés en temps opportun, tout en soutenant la prospérité et l'innovation dans l'économie canadienne. Son travail sert aussi à renforcer la confiance à l'égard des processus liés aux tarifs et aux licences au Canada.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Description des responsabilités essentielles – *fin*

Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario

Développement économique dans le Sud de l'Ontario

L'Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario travaille à renforcer la capacité du Sud de l'Ontario en matière d'innovation, de développement économique et de croissance.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Conseil national de recherches du Canada

Science et innovation

Faire croître et favoriser la prospérité du Canada comme suit : entreprendre, appuyer et promouvoir la recherche-développement axée sur l'innovation; faire progresser la science fondamentale et l'excellence du Canada dans le domaine de la recherche à l'échelle mondiale; permettre au gouvernement, aux entreprises et aux communautés de la recherche d'accéder à l'infrastructure, aux services et à l'information scientifiques et technologiques; et appuyer la main-d'œuvre qualifiée et les capacités du Canada dans les domaines des sciences et de l'innovation.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie

Financement de la recherche et de la formation en sciences naturelles et en génie

Le Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie du Canada, favorise et appuie la recherche et la formation de chercheurs en sciences naturelles et en génie au moyen de subventions et de bourses afin de développer le talent, de stimuler les découvertes et d'appuyer l'innovation en vue de retombées économiques et sociales pour les Canadiens.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Conseil de recherches en sciences humaines

Financement de la recherche et formation en sciences humaines

Par l'entremise de subventions et de bourses d'études et de recherche, le Conseil de recherches en sciences humaines s'emploie à promouvoir et à appuyer la recherche et la formation en recherche dans le domaine des sciences humaines afin de cultiver le talent, de produire des connaissances et d'établir des liens en vue de retombées économiques, culturelles et sociales pour les Canadiens.

Soutien institutionnel aux coûts indirects de la recherche

Au nom du Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie et des Instituts de recherche en santé du Canada, et en son propre nom, le Conseil de recherches en sciences humaines fournit un soutien financier à des universités, à des collèges, à des hôpitaux et à des instituts de recherche affiliés afin de rembourser une partie des coûts indirects associés à la recherche financée.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Conseil canadien des normes

Gérer le système national de normes du Canada en encourageant une normalisation volontaire efficiente et efficace au Canada, lorsque celle-ci ne fait l'objet d'aucune mesure législative. Les travaux de normalisation visent à faire progresser l'économie nationale, à contribuer au développement durable, à améliorer la santé, la sécurité et le bien-être des travailleurs et du public. Ces activités ont également pour but d'aider et de protéger les consommateurs, de faciliter le commerce intérieur et extérieur ainsi que de développer la coopération internationale en matière de normalisation.

Statistique Canada

Renseignements statistiques

Statistique Canada produit des renseignements statistiques objectifs de grande qualité pour l'ensemble du Canada. Les renseignements statistiques produits portent sur les activités commerciales, industrielles, financières, sociales, économiques, environnementales et générales de la population et sur l'état de celle-ci.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Sommaire du portefeuille ministériel

(en dollars)

		Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
Crédit	Description	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Ministère de l'Industrie									
1	Dépenses de fonctionnement	–	613 545 412	–	–	613 545 412				
1b	Dépenses de fonctionnement	–	–	9 398 438	–	9 398 438				
1c	Dépenses de fonctionnement	–	–	12 965 980	–	12 965 980				
	Virement du :									
	crédit 1 (Ministère du Patrimoine canadien)	–	–	–	50 000	50 000				
	crédit 1 (Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement)	–	–	–	56 152	56 152				
	CT, crédit 10[1]	–	–	–	34 396	34 396				
	CT, crédit 15[1]	–	–	–	59 113 148	59 113 148				
	CT, crédit 25[1]	–	–	–	32 380 087	32 380 087				
	Virement au :									
	crédit 1 (Ministère des Ressources naturelles)	–	–	–	(2 928 027)	(2 928 027)				
	crédit 1 (Agence fédérale de développement économique pour le Nord de l'Ontario)	–	–	–	(464 093)	(464 093)				
	crédit 1 (Statistique Canada)	–	–	–	(1 676 500)	(1 676 500)				
	crédit 1 (Secrétariat du Conseil du Trésor)	–	–	–	(55 000)	(55 000)				
	crédit 10	–	–	–	(153 750)	(153 750)				
	Total – Crédit 1	–	613 545 412	22 364 418	86 356 413	722 266 243	675 861 474	46 404 769	–	624 428 938
5	Dépenses en capital	–	29 222 750	–	–	29 222 750				
	Virement du :									
	crédit 1 (Bibliothèque et Archives du Canada)	–	–	–	32 891	32 891				
	crédit 1 (Secrétariat du Conseil du Trésor)	–	–	–	567 000	567 000				
	crédit 5 (Agence spatiale canadienne)	–	–	–	342 481	342 481				
	crédit 5 (Ministère de la Défense nationale)	–	–	–	1 175 888	1 175 888				
	crédit 5 (Conseil national de recherches du Canada)	–	–	–	1 118	1 118				
	CT, crédit 35[1]	–	–	–	5 064 982	5 064 982				
	Total – Crédit 5	–	29 222 750	–	7 184 360	36 407 110	16 624 311	19 782 799	–	13 586 687
10	Subventions et contributions	–	5 025 685 237	–	–	5 025 685 237				
10a	Subventions et contributions	–	–	1	–	1				
10b	Subventions et contributions	–	–	46 661 581	–	46 661 581				
10c	Subventions et contributions	–	–	82 000 000	–	82 000 000				
	Virement du crédit 1	–	–	–	153 750	153 750				
	Total – Crédit 10	–	5 025 685 237	128 661 582	153 750	5 154 500 569	3 430 557 484	1 723 943 085	–	2 846 548 325
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	77 101 480	93 234	6 515 364	83 710 078	83 710 078	–	–	73 805 808
(S)	Ministre de l'Innovation, des Sciences et de l'Industrie – Traitement et allocation pour automobile (*Loi sur les traitements* et *Loi sur le Parlement du Canada*)	–	94 700	–	100	94 800	94 800	–	–	92 400
(S)	Ministre d'État (Développement économique rural) – Allocation pour automobile (*Loi sur le Parlement du Canada*)	–	2 000	–	–	2 000	2 000	–	–	–

(S)	Ministre de la Petite entreprise et de la Promotion des exportations – Traitement et allocation pour automobile (*Loi sur les traitements* et *Loi sur le Parlement du Canada*)	–	–	–	1 366	1 366	1 366	–	–	–
(S)	Ministre d'État (Tourisme) – Allocation pour automobile (*Loi sur le Parlement du Canada*)	–	–	–	1 366	1 366	1 366	–	–	–
(S)	Obligations contractées en vertu de la *Loi sur le financement des petites entreprises du Canada* (L.C. (1998), ch. 36)	–	79 427 567	–	9 545 063	88 972 630	88 972 630	–	–	60 369 610
(S)	Institut canadien de recherches avancées pour la Stratégie pancanadienne en matière d'intelligence artificielle (*Loi nº 1 d'exécution du budget de 2017*)	–	15 312 999	1 080 560	(411 992)	15 981 567	15 981 567	–	–	9 737 869
(S)	Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada (*Loi de crédits nº 3 pour 1993-1994*)	68 912 109	11 383 045	21 211 776	(32 594 821)	68 912 109	35 868 855	–	33 043 254	14 540 312
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	71 879	–	–	97 384	169 263	39 057	32 822	97 384	58 141
(S)	Remboursements de montants portés aux revenus d'exercices antérieurs	–	–	–	532 287	532 287	532 287	–	–	503 617
(S)	Obligations contractées en vertu de la *Loi sur les prêts aux petites entreprises* (L.R., 1985, ch. S-11)	–	–	–	(765)	(765)	(765)	–	–	(1 785)
	Crédits non requis pour l'exercice en cours	–	–	–	–	–	–	–	–	2 000
	Total budgétaire	68 983 988	5 851 775 190	173 411 570	77 379 875	6 171 550 623	4 348 246 510	1 790 163 475	33 140 638	3 643 671 922
L15	Paiements conformément au paragraphe 14(2) de la *Loi sur le ministère de l'Industrie*	–	300 000	–	–	300 000	–	300 000	–	–
L20	Prêts conformément à l'alinéa 14(1)a) de la *Loi sur le ministère de l'Industrie*	–	500 000	–	–	500 000	–	500 000	–	–
L97b	Avances aux bureaux régionaux et aux employés affectés à l'étranger. *Loi nº 1 de 1970 portant affectation de crédits*. Limite 1 950 000 $ (Net)	1 950 000	–	–	–	1 950 000	–	–	1 950 000	–
(S)	(L) Paiements au titre des placements dans des sociétés d'État entreprises	–	–	–	350 000 000	350 000 000	350 000 000	–	–	(4 657 000 000)
	Total non budgétaire	1 950 000	800 000	–	350 000 000	352 750 000	350 000 000	800 000	1 950 000	(4 657 000 000)
	Total du ministère – Budgétaire	**68 983 988**	**5 851 775 190**	**173 411 570**	**77 379 875**	**6 171 550 623**	**4 348 246 510**	**1 790 163 475**	**33 140 638**	**3 643 671 922**
	Total du ministère – Non budgétaire	**1 950 000**	**800 000**	**–**	**350 000 000**	**352 750 000**	**350 000 000**	**800 000**	**1 950 000**	**(4 657 000 000)**
	Agence spatiale canadienne									
1	Dépenses de fonctionnement	–	221 481 683	–	–	221 481 683				
1c	Dépenses de fonctionnement	–	–	20 348 391	–	20 348 391				
	Virement du :									
	crédit 10	–	–	–	5 000 000	5 000 000				
	CT, crédit 10[1]	–	–	–	1 442	1 442				
	CT, crédit 15[1]	–	–	–	5 150 758	5 150 758				
	CT, crédit 25[1]	–	–	–	2 680 895	2 680 895				
	CT, crédit 30[1]	–	–	–	4 490 984	4 490 984				
	Virement au crédit 1 (Secrétariat du Conseil du Trésor)	–	–	–	(10 000)	(10 000)				
	Total – Crédit 1	–	221 481 683	20 348 391	17 314 079	259 144 153	248 937 808	10 206 345	–	225 124 291
5	Dépenses en capital	–	225 847 556	–	–	225 847 556				
5b	Dépenses en capital	–	–	3 382 000	–	3 382 000				
	Virement du CT, crédit 35[1]	–	–	–	54 429 485	54 429 485				
	Virement au crédit 5 (Ministère de l'Industrie)	–	–	–	(342 481)	(342 481)				
	Total – Crédit 5	–	225 847 556	3 382 000	54 087 004	283 316 560	114 420 694	168 895 866	–	174 852 077

Sommaire du portefeuille ministériel – *suite*

(en dollars)

		Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
Crédit	Description	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
10	Subventions et contributions	–	77 912 538	–	–	77 912 538				
	Virement au crédit 1	–	–	–	(5 000 000)	(5 000 000)				
	Total – Crédit 10	–	77 912 538	–	(5 000 000)	72 912 538	72 895 684	16 854	–	85 064 526
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	12 160 460	108 247	2 183 636	14 452 343	14 452 343	–	–	12 404 303
(S)	Dépense des recettes perçues en vertu du sous-paragraphe 5 (3)h) de la *Loi sur l'Agence spatiale canadienne*	1	–	–	–	1	–	–	1	156 565
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	–	–	–	66 907	66 907	40 680	–	26 227	633 733
	Total de l'organisme – Budgétaire	**1**	**537 402 237**	**23 838 638**	**68 651 626**	**629 892 502**	**450 747 209**	**179 119 065**	**26 228**	**498 235 495**
	Commission canadienne du tourisme									
1	Paiements à la Commission	–	111 152 829	–	–	111 152 829				
1c	Paiements à la Commission	–	–	9 750 687	–	9 750 687				
	Virement du CT, crédit 15[1]	–	–	–	1 758 022	1 758 022				
	Total de l'organisme – Budgétaire	**–**	**111 152 829**	**9 750 687**	**1 758 022**	**122 661 538**	**122 661 538**	**–**	**–**	**156 225 494**
	Commission du droit d'auteur									
1	Dépenses du programme	–	3 918 577	–	–	3 918 577				
	Virement du :									
	CT, crédit 15[1]	–	–	–	179 809	179 809				
	CT, crédit 25[1]	–	–	–	194 403	194 403				
	CT, crédit 30[1]	–	–	–	26 000	26 000				
	Total – Crédit 1	–	3 918 577	–	400 212	4 318 789	3 652 895	665 894	–	3 586 402
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	433 636	–	(11 682)	421 954	421 954	–	–	409 386
	Total de l'organisme – Budgétaire	**–**	**4 352 213**	**–**	**388 530**	**4 740 743**	**4 074 849**	**665 894**	**–**	**3 995 788**
	Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario									
1	Dépenses de fonctionnement	–	36 459 899	–	–	36 459 899				
1b	Dépenses de fonctionnement	–	–	1 006 196	–	1 006 196				
	Virement du :									
	CT, crédit 15[1]	–	–	–	2 615 308	2 615 308				
	CT, crédit 25[1]	–	–	–	1 868 235	1 868 235				
	CT, crédit 30[1]	–	–	–	699 031	699 031				
	Virement au crédit 1 (Secrétariat du Conseil du Trésor)	–	–	–	(60 417)	(60 417)				
	Total – Crédit 1	–	36 459 899	1 006 196	5 122 157	42 588 252	41 283 994	1 304 258	–	41 144 584
5	Subventions et contributions	–	390 892 092	–	–	390 892 092		–		
5a	Subventions et contributions	–	–	28 332 460	–	28 332 460		–		
	Total – Crédit 5	–	390 892 092	28 332 460	–	419 224 552	415 654 178	3 570 374	–	553 086 928
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	4 149 495	216 557	726 256	5 092 308	5 092 308	–	–	4 953 184

(S)	Ministre d'État (Ministre responsable de l'Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario) – Allocation pour automobile (*Loi sur le Parlement du Canada*)	–	2 000	–	–	2 000	2 000	–	–	2 000
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	48	–	–	22 528	22 576	–	48	22 528	–
	Total de l'organisme – Budgétaire	**48**	**431 503 486**	**29 555 213**	**5 870 941**	**466 929 688**	**462 032 480**	**4 874 680**	**22 528**	**599 186 696**
	Conseil national de recherches du Canada									
1	Dépenses de fonctionnement	–	537 914 382	–	–	537 914 382				
1b	Dépenses de fonctionnement	–	–	29 654 978	–	29 654 978				
	Virement du :									
	crédit 1 (Ministère des Transports)	–	–	–	928 800	928 800				
	crédit 1 (Secrétariat du Conseil du Trésor)	–	–	–	725 000	725 000				
	crédit 10	–	–	–	4 376 491	4 376 491				
	CT, crédit 10[1]	–	–	–	2 500	2 500				
	CT, crédit 15[1]	–	–	–	29 728 273	29 728 273				
	CT, crédit 25[1]	–	–	–	19 197 606	19 197 606				
	Virement au :									
	crédit 1 (Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire)	–	–	–	(65 846)	(65 846)				
	crédit 1 (Ministère de la Défense nationale)	–	–	–	(36 000)	(36 000)				
	crédit 1 (Ministère des Ressources naturelles)	–	–	–	(302 507)	(302 507)				
	crédit 1 (Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux)	–	–	–	(1 506 379)	(1 506 379)				
	crédit 1 (Ministère de l'Environnement)	–	–	–	(5 000)	(5 000)				
	crédit 1 (Secrétariat du Conseil du Trésor)	–	–	–	(381 311)	(381 311)				
	crédit 10	–	–	–	(17 000 000)	(17 000 000)				
	Total – Crédit 1	–	537 914 382	29 654 978	35 661 627	603 230 987	594 102 955	9 128 032	–	560 673 079
5	Dépenses en capital	–	105 785 000	–	–	105 785 000				
5b	Dépenses en capital	–	–	1 000 000	–	1 000 000				
	Virement du :									
	crédit 5 (Ministère de la Défense nationale)	–	–	–	661 000	661 000				
	CT, crédit 35[1]	–	–	–	12 162 707	12 162 707				
	Virement au crédit 5 (Ministère de l'Industrie)	–	–	–	(1 118)	(1 118)				
	Total – Crédit 5	–	105 785 000	1 000 000	12 822 589	119 607 589	100 637 978	18 969 611	–	92 886 033
10	Subventions et contributions	–	651 151 632	–	–	651 151 632				
10b	Subventions et contributions	–	–	22 806 500	–	22 806 500				
10c	Subventions et contributions	–	–	1	–	1				
	Virement du :									
	crédit 1	–	–	–	17 000 000	17 000 000				
	crédit 10 (Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement)	–	–	–	524 260	524 260				
	Virement au crédit 1	–	–	–	(4 376 491)	(4 376 491)				
	Total – Crédit 10	–	651 151 632	22 806 501	13 147 769	687 105 902	625 012 672	62 093 230	–	612 326 230
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	71 579 186	1 758 195	(1 964 435)	71 372 946	71 372 946	–	–	68 705 822

Sommaire du portefeuille ministériel – *suite*

(en dollars)

		Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
Crédit	Description	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
(S)	Dépense des recettes conformément à l'alinéa 5(1)e) de la *Loi sur le Conseil national de recherches* (L.R.C. (1985), ch. N-15) ..									
	Montant non dépensé au début de l'exercice	166 696 778	–	–	–	166 696 778				
	Montant reçu au cours de l'exercice	–	182 000 000	–	(11 459 842)	170 540 158				
	Total – Dépense des recettes	166 696 778	182 000 000	–	(11 459 842)	337 236 936	134 572 680	–	202 664 256	135 865 814
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	281 423	–	–	197 219	478 642	281 423	–	197 219	300 000
	Total de l'organisme – Budgétaire	**166 978 201**	**1 548 430 200**	**55 219 674**	**48 404 927**	**1 819 033 002**	**1 525 980 654**	**90 190 873**	**202 861 475**	**1 470 756 978**
	Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie									
1	Dépenses de fonctionnement	–	52 005 336	–	–	52 005 336				
1a	Dépenses de fonctionnement	–	–	1 023 901	–	1 023 901				
1b	Dépenses de fonctionnement	–	–	1 508 255	–	1 508 255				
1c	Dépenses de fonctionnement	–	–	852 522	–	852 522				
	Virement du :									
	crédit 1 (Instituts de recherche en santé du Canada)	–	–	–	705 677	705 677				
	crédit 1 (Agence canadienne d'évaluation d'impact)	–	–	–	5 000	5 000				
	crédit 1 (Conseil de recherches en sciences humaines)	–	–	–	298 005	298 005				
	crédit 5	–	–	–	850 000	850 000				
	CT, crédit 15[1]	–	–	–	7 847 591	7 847 591				
	CT, crédit 25[1]	–	–	–	2 673 804	2 673 804				
	CT, crédit 30[1]	–	–	–	688 132	688 132				
	Total – Crédit 1	–	52 005 336	3 384 678	13 068 209	68 458 223	65 108 948	3 349 275	–	58 643 444
5	Subventions	–	1 259 424 499	–	–	1 259 424 499				
5a	Subventions	–	–	11 412 000	–	11 412 000				
5b	Subventions	–	–	37 040 000	–	37 040 000				
5c	Subventions	–	–	1 803 968	–	1 803 968				
	Virement du :									
	crédit 1 (Ministère de la Défense nationale)	–	–	–	2 193 923	2 193 923				
	crédit 5 (Instituts de recherche en santé du Canada)	–	–	–	360 290	360 290				
	crédit 5 (Agence canadienne d'évaluation d'impact)	–	–	–	100 000	100 000				
	crédit 10 (Ministère des Ressources naturelles)	–	–	–	1 150 000	1 150 000				
	Virement au :									
	crédit 1	–	–	–	(850 000)	(850 000)				
	crédit 1 (Ministère de la Défense nationale)	–	–	–	(105 000)	(105 000)				
	crédit 5 (Conseil de recherches en sciences humaines)	–	–	–	(1 234 218)	(1 234 218)				
	Total – Crédit 5	–	1 259 424 499	50 255 968	1 614 995	1 311 295 462	1 309 709 501	1 585 961	–	1 315 533 566

(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	6 433 554	524 947	1 321 688	8 280 189	8 280 189	–	–	7 351 624
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	369	–	–	215	584	–	369	215	–
(S)	Dépenses des revenus en vertu du paragraphe 4(2) de la *Loi sur le Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie*	–	203 223	–	(42 481)	160 742	160 742	–	–	–
	Total de l'organisme – Budgétaire	**369**	**1 318 066 612**	**54 165 593**	**15 962 626**	**1 388 195 200**	**1 383 259 380**	**4 935 605**	**215**	**1 381 528 634**
	Conseil de recherches en sciences humaines									
1	Dépenses de fonctionnement	–	43 157 521	–	–	43 157 521				
1a	Dépenses de fonctionnement	–	–	1 941 764	–	1 941 764				
	Virement du :									
	crédit 1 (Instituts de recherche en santé du Canada)	–	–	–	27 522	27 522				
	crédit 1 (Ministère du Patrimoine canadien)	–	–	–	55 000	55 000				
	crédit 1 (Ministère de la Défense nationale)	–	–	–	36 400	36 400				
	crédit 1 (Agence de la santé publique du Canada)	–	–	–	30 000	30 000				
	CT, crédit 10[1]	–	–	–	2 500	2 500				
	CT, crédit 15[1]	–	–	–	537 772	537 772				
	CT, crédit 25[1]	–	–	–	1 909 955	1 909 955				
	Virement au crédit 1 (Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie)	–	–	–	(298 005)	(298 005)				
	Total – Crédit 1	–	43 157 521	1 941 764	2 301 144	47 400 429	44 712 196	2 688 233	–	42 934 952
5	Subventions	–	1 107 095 776	–	–	1 107 095 776				
5a	Subventions	–	–	3 384 000	–	3 384 000				
5b	Subventions	–	–	1	–	1				
5c	Subventions	–	–	1	–	1				
	Virement du :									
	crédit 1 (Ministère du Patrimoine canadien)	–	–	–	60 000	60 000				
	crédit 1 (Ministère de la Défense nationale)	–	–	–	461 315	461 315				
	crédit 1 (Agence de la santé publique du Canada)	–	–	–	425 000	425 000				
	crédit 5 (Ministère du Patrimoine canadien)	–	–	–	698 007	698 007				
	crédit 5 (Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie)	–	–	–	1 234 218	1 234 218				
	crédit 10 (Ministère de la Défense nationale)	–	–	–	381 000	381 000				
	Virement au :									
	crédit 1 (Ministère de la Défense nationale)	–	–	–	(990 731)	(990 731)				
	crédit 1 (Ministère des Femmes et de l'Égalité des genres)	–	–	–	(26 968)	(26 968)				
	crédit 5 (Instituts de recherche en santé du Canada)	–	–	–	(395 000)	(395 000)				
	Total – Crédit 5	–	1 107 095 776	3 384 002	1 846 841	1 112 326 619	1 109 988 820	2 337 799	–	1 014 866 402
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	4 969 029	238 259	310 698	5 517 986	5 517 986	–	–	4 793 654
(S)	Dépenses des revenus en vertu du paragraphe 4(2) de la *Loi sur le Conseil de recherches en sciences humaines*	–	107 962	–	8 437	116 399	116 399	–	–	106 269
	Total de l'organisme – Budgétaire	**–**	**1 155 330 288**	**5 564 025**	**4 467 120**	**1 165 361 433**	**1 160 335 401**	**5 026 032**	**–**	**1 062 701 277**
	Conseil canadien des normes									
1	Paiements au Conseil	–	17 805 586	–	–	17 805 586				
1b	Paiements au Conseil	–	–	1 868 000	–	1 868 000				
1c	Paiements au Conseil	–	–	476 635	–	476 635				
	Virement du CT, crédit 30[1]	–	–	–	304 515	304 515				
	Virement au crédit 1 (École de la fonction publique du Canada)	–	–	–	(34 500)	(34 500)				
	Total de l'organisme – Budgétaire	**–**	**17 805 586**	**2 344 635**	**270 015**	**20 420 236**	**20 420 236**	**–**	**–**	**17 967 928**

Sommaire du portefeuille ministériel – *fin*

(en dollars)

		Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
Crédit	Description	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Statistique Canada									
1	Dépenses du programme	–	457 199 717	–	–	457 199 717				
1a	Dépenses du programme	–	–	73 171 244	–	73 171 244				
1b	Dépenses du programme	–	–	42 458 120	–	42 458 120				
1c	Dépenses du programme	–	–	3 243 336	–	3 243 336				
	Virement du :									
	crédit 1 (Ministère du Patrimoine canadien)	–	–	–	235 000	235 000				
	crédit 1 (Ministère de l'Industrie)	–	–	–	1 676 500	1 676 500				
	crédit 1 (Ministère des Ressources naturelles)	–	–	–	2 026 774	2 026 774				
	CT, crédit 10[1]	–	–	–	5 500	5 500				
	CT, crédit 15[1]	–	–	–	87 887 766	87 887 766				
	CT, crédit 25[1]	–	–	–	11 930 719	11 930 719				
	Virement au crédit 1 (Secrétariat du Conseil du Trésor)	–	–	–	(10 000)	(10 000)				
	Total – Crédit 1	–	457 199 717	118 872 700	103 752 259	679 824 676	640 745 207	39 079 469	–	585 663 752
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	74 895 542	19 843 865	5 191 553	99 930 960	99 930 960	–	–	96 998 662
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	–	–	–	32 837	32 837	32 837	–	–	16 766
	Total de l'organisme – Budgétaire	**–**	**532 095 259**	**138 716 565**	**108 976 649**	**779 788 473**	**740 709 004**	**39 079 469**	**–**	**682 679 180**
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**235 962 607**	**11 507 913 900**	**492 566 600**	**332 130 331**	**12 568 573 438**	**10 218 467 261**	**2 114 055 093**	**236 051 084**	**9 516 949 392**[2]
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	**1 950 000**	**800 000**	**–**	**350 000 000**	**352 750 000**	**350 000 000**	**800 000**	**1 950 000**	**(4 657 000 000)**

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).

[1] Conseil du Trésor, crédit 10 – Initiatives pangouvernementales.
Conseil du Trésor, crédit 15 – Rajustements à la rémunération.
Conseil du Trésor, crédit 25 – Report du budget de fonctionnement.
Conseil du Trésor, crédit 30 – Besoins en matière de rémunération.
Conseil du Trésor, crédit 35 – Report du budget des dépenses en capital.

[2] En vertu de l'alinéa 11(1) de la *Loi sur l'Agence de promotion économique du Canada atlantique*, la ministre du Développement économique rural et ministre responsable de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique a été nommée à titre de ministre responsable de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique. Avant ce transfert, l'Agence était sous la responsabilité du ministre de l'Innovation, des Sciences et de l'Industrie. Les dépenses de l'exercice précédent ont été redressées de 433 126 028 $.
Le ministre des Affaires du Nord, ministre responsable de Développement économique Canada pour les Prairies et ministre responsable de l'Agence canadienne de développement économique du Nord a été nommé à titre de ministre responsable de l'Agence canadienne de développement économique du Nord. Avant ce transfert, l'Agence était sous la responsabilité du ministre de l'Innovation, des Sciences et de l'Industrie. Les dépenses de l'exercice précédent ont été redressées de 105 077 343 $.
Le ministre des Affaires du Nord, ministre responsable de Développement économique Canada pour les Prairies et ministre responsable de l'Agence canadienne de développement économique du Nord a été nommé à titre de ministre responsable du ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien. Avant ce transfert, le ministère était sous la responsabilité du ministre de l'Innovation, des Sciences et de l'Industrie. Les dépenses de l'exercice précédent ont été redressées de 499 408 022 $.

Détail budgétaire par affectation

(en dollars)

Description	Affectations	Dépenses	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs
Ministère de l'Industrie				
Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement				
Budget de fonctionnement	843 115 682	796 414 088	46 701 594	–
Initiatives publicitaires	500 000	500 000	–	–
Affectations bloquées				
Transfert/réaffectation	1 999 800	–	1 999 800	–
Réduction	5 009 000	–	5 009 000	–
Revenus affectés aux dépenses	(128 358 239)	(121 052 614)	(7 305 625)	–
	722 266 243	*675 861 474*	*46 404 769*	–
Crédit 5 – Dépenses en capital				
Budget en capital	20 852 219	16 624 311	4 227 908	–
Affectations bloquées				
Report	15 195 000	–	15 195 000	–
Transfert/réaffectation	359 891	–	359 891	–
	36 407 110	*16 624 311*	*19 782 799*	–
Crédit 10 – Subventions et contributions				
Subventions et contributions	3 840 577 443	3 428 257 484	412 319 959	–
Solutions innovatrices Canada	2 300 000	2 300 000	–	–
Affectations bloquées				
Report	1 032 503 162	–	1 032 503 162	–
Réduction	279 119 964	–	279 119 964	–
	5 154 500 569	*3 430 557 484*	*1 723 943 085*	–
Montants législatifs	258 376 701	225 203 241	32 822	33 140 638
	6 171 550 623	4 348 246 510	1 790 163 475	33 140 638
Agence spatiale canadienne				
Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement				
Budget de fonctionnement	253 478 150	247 479 534	5 998 616	–
Solutions innovatrices Canada	1 458 274	1 458 274	–	–
Affectations bloquées				
Transfert/réaffectation	4 207 729	–	4 207 729	–
	259 144 153	*248 937 808*	*10 206 345*	–
Crédit 5 – Dépenses en capital				
Budget en capital	274 640 560	114 420 694	160 219 866	–
Affectations bloquées				
Report	653 000	–	653 000	–
Réduction	8 023 000	–	8 023 000	–
	283 316 560	*114 420 694*	*168 895 866*	–
Crédit 10 – Subventions et contributions				
Subventions et contributions	*72 912 538*	*72 895 684*	*16 854*	–
Montants législatifs	14 519 251	14 493 023	–	26 228
	629 892 502	450 747 209	179 119 065	26 228

Détail budgétaire par affectation – *fin*

(en dollars)

Description	Affectations	Dépenses	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs
Commission canadienne du tourisme				
Crédit 1 – Paiements à la Commission				
Paiements à la Société d'État	122 661 538	122 661 538	–	–
Commission du droit d'auteur				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement	4 318 789	3 652 895	665 894	–
Montants législatifs	421 954	421 954	–	–
	4 740 743	4 074 849	665 894	–
Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario				
Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement				
Budget de fonctionnement	41 932 534	41 283 994	648 540	–
Affectations bloquées				
Transfert/réaffectation	404 718	–	404 718	–
Réduction	251 000	–	251 000	–
	42 588 252	*41 283 994*	*1 304 258*	–
Crédit 5 – Subventions et contributions				
Subventions et contributions	*419 224 552*	*415 654 178*	*3 570 374*	–
Montants législatifs	5 116 884	5 094 308	48	22 528
	466 929 688	462 032 480	4 874 680	22 528
Conseil national de recherches du Canada				
Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement				
Budget de fonctionnement	596 251 496	589 778 213	6 473 283	–
Solutions innovatrices Canada	4 376 491	4 324 742	51 749	–
Affectations bloquées				
Réduction	2 603 000	–	2 603 000	–
	603 230 987	*594 102 955*	*9 128 032*	–
Crédit 5 – Dépenses en capital				
Budget en capital	119 346 779	100 637 978	18 708 801	–
Affectations bloquées				
Transfert/réaffectation	260 810	–	260 810	–
	119 607 589	*100 637 978*	*18 969 611*	–
Crédit 10 – Subventions et contributions				
Subventions et contributions	640 435 957	624 548 697	15 887 260	–
Solutions innovatrices Canada	1 123 509	463 975	659 534	–
Affectations bloquées				
Report	45 546 436	–	45 546 436	–
	687 105 902	*625 012 672*	*62 093 230*	–
Montants législatifs	409 088 524	206 227 049	–	202 861 475
	1 819 033 002	1 525 980 654	90 190 873	202 861 475

Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie				
Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement				
Budget de fonctionnement	67 246 625	65 108 948	2 137 677	–
Affectations bloquées				
Transfert/réaffectation	475 598	–	475 598	–
Réduction	736 000	–	736 000	–
	68 458 223	*65 108 948*	*3 349 275*	–
Crédit 5 – Subventions				
Subventions et contributions	*1 311 295 462*	*1 309 709 501*	*1 585 961*	–
Montants législatifs	8 441 515	8 440 931	369	215
	1 388 195 200	1 383 259 380	4 935 605	215
Conseil de recherches en sciences humaines				
Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement				
Budget de fonctionnement	46 279 055	44 712 196	1 566 859	–
Affectations bloquées				
Transfert/réaffectation	568 374	–	568 374	–
Réduction	553 000	–	553 000	–
	47 400 429	*44 712 196*	*2 688 233*	–
Crédit 5 – Subventions				
Subventions et contributions	*1 112 326 619*	*1 109 988 820*	*2 337 799*	–
Montants législatifs	5 634 385	5 634 385	–	–
	1 165 361 433	1 160 335 401	5 026 032	–
Conseil canadien des normes				
Crédit 1 – Paiements versés au Conseil				
Paiements à la Société d'État	20 420 236	20 420 236	–	–
Statistique Canada				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement	787 099 079	773 725 538	13 373 541	–
Règlement des Opérations des enquêtes statistiques	19 281	19 280	1	–
Affectations bloquées				
Report	22 556 218	–	22 556 218	–
Transfert/réaffectation	1 709	–	1 709	–
Réduction	3 148 000	–	3 148 000	–
Revenus affectés aux dépenses	(132 999 611)	(132 999 611)	–	–
	679 824 676	*640 745 207*	*39 079 469*	–
Montants législatifs	99 963 797	99 963 797	–	–
	779 788 473	740 709 004	39 079 469	–
Total du portefeuille ministériel	**12 568 573 438**	**10 218 467 261**	**2 114 055 093**	**236 051 084**

Responsabilités essentielles

(en dollars)

	Budgétaire											
	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Total budgétaire		Non budgétaire	
Description	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
Ministère de l'Industrie												
Entreprises, investissement et croissance	861 676 369	787 447 117	35 328 075	15 971 282	3 338 096 372	2 404 899 417	302 912 754	292 671 239	3 932 188 062	2 915 646 577	352 750 000	350 000 000
Personnes, compétences et collectivités	30 539 083	30 724 190	–	–	1 047 842 658	479 513 123	–	–	1 078 381 741	510 237 313	–	–
Sciences, technologie, recherche et commercialisation	18 084 021	17 521 912	–	–	873 516 130	651 099 535	–	–	891 600 151	668 621 447	–	–
Services internes	298 351 634	284 586 855	1 079 035	653 029	–	–	30 050 000	31 498 711	269 380 669	253 741 173	–	–
Total partiel	1 208 651 107	1 120 280 074	36 407 110	16 624 311	5 259 455 160	3 535 512 075	332 962 754	324 169 950	6 171 550 623	4 348 246 510	352 750 000	350 000 000
Revenus affectés aux dépenses	(332 962 754)	(324 169 950)	–	–	–	–	(332 962 754)	(324 169 950)	–	–	–	–
Total du ministère	**875 688 353**	**796 110 124**	**36 407 110**	**16 624 311**	**5 259 455 160**	**3 535 512 075**	**–**	**–**	**6 171 550 623**	**4 348 246 510**	**352 750 000**	**350 000 000**
Agence spatiale canadienne												
La présence du Canada dans l'espace	211 557 800	188 743 049	277 705 041	109 739 299	72 912 538	72 895 684	–	–	562 175 379	371 378 032	–	–
Services internes	62 105 604	74 687 782	5 611 519	4 681 395	–	–	–	–	67 717 123	79 369 177	–	–
Total de l'organisme	**273 663 404**	**263 430 831**	**283 316 560**	**114 420 694**	**72 912 538**	**72 895 684**	**–**	**–**	**629 892 502**	**450 747 209**	**–**	**–**
Commission canadienne du tourisme	**122 661 538**	**122 661 538**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**122 661 538**	**122 661 538**	**–**	**–**
Commission du droit d'auteur												
Tarifs et licences liés au droit d'auteur	3 792 594	3 259 894	–	–	–	–	–	–	3 792 594	3 259 894	–	–
Services internes	948 149	814 955	–	–	–	–	–	–	948 149	814 955	–	–
Total de l'organisme	**4 740 743**	**4 074 849**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**4 740 743**	**4 074 849**	**–**	**–**
Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario												
Développement économique dans le Sud de l'Ontario	29 400 039	28 582 329	–	–	419 224 552	415 654 178	–	–	448 624 591	444 236 507	–	–
Services internes	18 305 097	17 795 973	–	–	–	–	–	–	18 305 097	17 795 973	–	–
Total de l'organisme	**47 705 136**	**46 378 302**	**–**	**–**	**419 224 552**	**415 654 178**	**–**	**–**	**466 929 688**	**462 032 480**	**–**	**–**
Conseil national de recherches du Canada												
Science et innovation	822 090 242	610 771 134	111 607 589	92 953 212	687 105 902	625 012 672	–	–	1 620 803 733	1 328 737 018	–	–
Services internes	190 229 269	189 558 870	8 000 000	7 684 766	–	–	–	–	198 229 269	197 243 636	–	–
Total de l'organisme	**1 012 319 511**	**800 330 004**	**119 607 589**	**100 637 978**	**687 105 902**	**625 012 672**	**–**	**–**	**1 819 033 002**	**1 525 980 654**	**–**	**–**

Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie												
Financement de la recherche et de la formation en sciences naturelles et en génie	49 278 449	47 923 618	–	–	1 311 295 462	1 309 709 501	–	–	1 360 573 911	1 357 633 119	–	–
Services internes	27 621 289	25 626 261	–	–	–	–	–	–	27 621 289	25 626 261	–	–
Total de l'organisme	**76 899 738**	**73 549 879**	**–**	**–**	**1 311 295 462**	**1 309 709 501**	**–**	**–**	**1 388 195 200**	**1 383 259 380**	**–**	**–**
Conseil de recherches en sciences humaines												
Financement de la recherche et formation en sciences humaines	33 259 959	30 306 695	–	–	660 829 260	658 537 199	–	–	694 089 219	688 843 894	–	–
Soutien institutionnel aux coûts indirects de la recherche	909 871	733 135	–	–	451 497 359	451 451 621	–	–	452 407 230	452 184 756	–	–
Services internes	18 864 984	19 306 751	–	–	–	–	–	–	18 864 984	19 306 751	–	–
Total de l'organisme	**53 034 814**	**50 346 581**	**–**	**–**	**1 112 326 619**	**1 109 988 820**	**–**	**–**	**1 165 361 433**	**1 160 335 401**	**–**	**–**
Conseil canadien des normes	**20 420 236**	**20 420 236**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**20 420 236**	**20 420 236**	**–**	**–**
Statistique Canada												
Renseignements statistiques	821 672 473	784 946 138	–	–	–	–	132 999 611	132 999 611	688 672 862	651 946 527	–	–
Services internes	91 115 611	88 762 477	–	–	–	–	–	–	91 115 611	88 762 477	–	–
Total partiel	912 788 084	873 708 615	–	–	–	–	132 999 611	132 999 611	779 788 473	740 709 004	–	–
Revenus affectés aux dépenses	(132 999 611)	(132 999 611)	–	–	–	–	(132 999 611)	(132 999 611)	–	–	–	–
Total de l'organisme	**779 788 473**	**740 709 004**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**779 788 473**	**740 709 004**	**–**	**–**
Total du portefeuille ministériel	**3 266 921 946**	**2 918 011 348**	**439 331 259**	**231 682 983**	**8 862 320 233**	**7 068 772 930**	**–**	**–**	**12 568 573 438**	**10 218 467 261**	**352 750 000**	**350 000 000**

Paiements de transfert

(en dollars)

Description	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Ministère de l'Industrie									
Subventions									
Subventions au Programme canadien d'adoption du numérique : Volet 2	–	393 330 131	–	33 098 591	426 428 722	250 200 182	176 228 540	–	48 970 053
Subvention à l'Union internationale des télécommunications Genève (Suisse)	–	4 808 000	1	365 000	5 173 001	5 164 466	8 535	–	4 808 000
Subvention au programme Solutions innovatrices Canada	–	1 000 000	–	1 300 000	2 300 000	2 300 000	–	–	1 792 000
Subvention pour la Corporation du secrétariat du commerce intérieur	–	535 000	–	–	535 000	535 000	–	–	475 000
Subvention dans le cadre du Programme de cliniques juridiques en matière de propriété intellectuelle	–	350 000	–	–	350 000	350 000	–	–	191 979
Subvention à l'Organisation de coopération et de développement économiques	–	300 000	–	188 750	488 750	486 000	2 750	–	335 051
Subvention au Conseil consultatif canadien de la radio	–	150 000	–	–	150 000	111 000	39 000	–	111 000
Subventions au programme de propriété intellectuelle autochtone	–	150 000	–	–	150 000	144 607	5 393	–	147 597
Total – Subventions	**–**	**400 623 131**	**1**	**34 952 341**	**435 575 473**	**259 291 255**	**176 284 218**	**–**	**56 830 680**
Contributions									
Contributions provenant du Fonds stratégique pour l'innovation	–	1 758 919 830	107 000 000	(11 147 751)	1 854 772 079	1 404 605 079	450 167 000	–	1 039 391 069
Contributions en vertu du Fonds pour la large bande universelle	–	784 654 586	–	–	784 654 586	288 572 613	496 081 973	–	248 230 982
Contributions à la Fondation canadienne pour l'innovation	–	457 411 833	–	23 400 000	480 811 833	375 805 058	105 006 775	–	443 750 000
Contributions au titre des grappes d'innovation mondiales	–	311 416 314	–	(1 800 000)	309 616 314	222 657 064	86 959 250	–	–
Contributions à la Fondation du Canada pour l'appui technologique au développement durable	–	190 515 306	–	–	190 515 306	139 173 431	51 341 875	–	149 214 750
Contributions à Mitacs Inc.	–	188 619 962	–	(23 400 000)	165 219 962	126 000 000	39 219 962	–	195 085 294
Contributions au Programme canadien d'adoption du numérique : Volet 1	–	124 203 433	–	(25 125 000)	99 078 433	40 663 014	58 415 419	–	51 056 120
Contributions sous la Stratégie pour l'infrastructure de recherche numérique	–	117 325 900	–	(375 000)	116 950 900	43 563 847	73 387 053	–	34 340 809
Contributions à l'initiative de perfectionnement pour l'industrie	–	97 984 071	–	–	97 984 071	37 867 884	60 116 187	–	1 732 402
Contributions à Génome Canada	–	79 400 000	–	–	79 400 000	59 400 000	20 000 000	–	79 300 000
Contributions au Programme canadien d'adoption du numérique : Volet 2	–	59 289 112	–	(8 598 591)	50 690 521	7 984 741	42 705 780	–	6 242 732
Contributions en vertu du programme Brancher pour innover	–	49 576 546	–	–	49 576 546	44 679 944	4 896 602	–	60 276 778
Contributions en vertu du programme de la Stratégie pour les femmes en entrepreneuriat	–	48 200 000	3 987 560	–	52 187 560	50 335 679	1 851 881	–	42 361 720
Contributions à CANARIE Inc.	–	40 600 000	–	–	40 600 000	40 600 000	–	–	37 500 000
Contributions dans le cadre du programme CodeCan	–	35 634 732	1 570 951	(215 956)	36 989 727	36 617 244	372 483	–	35 243 628
Contributions en vertu du programme ÉleverlaPI	–	31 027 070	–	–	31 027 070	27 799 379	3 227 691	–	1 002 427
Contributions à adMare BioInnovations	–	27 000 000	–	–	27 000 000	27 000 000	–	–	27 700 000
Contribution pour le Réseau d'innovation pour la cybersécurité	–	24 221 636	–	–	24 221 636	2 802 953	21 418 683	–	744 767

Contributions en vertu du Programme de développement de la petite entreprise et de l'entrepreneuriat	–	22 462 000	–	(850 000)	21 612 000	15 366 077	6 245 923	–	9 101 674
Contributions à l'Institut canadien de recherches avancées pour la stratégie pancanadienne en matière d'intelligence artificielle	–	21 571 177	–	–	21 571 177	12 453 558	9 117 619	–	10 031 302
Contributions aux instituts nationaux d'intelligence artificielle	–	15 869 931	–	–	15 869 931	15 869 931	–	–	11 429 412
Contributions au Réseau de cellules souches	–	15 000 000	–	–	15 000 000	15 000 000	–	–	15 000 000
Contributions dans le cadre des capacités informatiques dédiées à l'intelligence artificielle	–	14 099 924	–	–	14 099 924	2 309 193	11 790 731	–	618 628
Contributions au titre du Programme d'économie diversifiée et inclusive	–	12 075 372	654 151	–	12 729 523	12 558 128	171 395	–	7 718 432
Contributions à l'Institut canadien de recherches avancées	–	11 000 000	–	–	11 000 000	11 000 000	–	–	10 800 000
Contributions à l'Institut Perimeter pour la physique théorique	–	10 000 000	–	–	10 000 000	10 000 000	–	–	10 000 000
Contributions au Réseau de santé coordonné, accessible, national	–	9 000 000	–	–	9 000 000	7 800 000	1 200 000	–	2 507 437
Contributions à Futurpreneur Canada	–	7 675 000	–	–	7 675 000	7 675 000	–	–	7 675 000
Contributions dans le cadre du programme d'échange en matière de littératie numérique	–	7 049 784	–	–	7 049 784	6 809 660	240 124	–	508 631
Contributions à Praxis Institut de la moelle épinière	–	6 900 000	–	–	6 900 000	6 900 000	–	–	4 900 000
Contributions au Conseil des académies canadiennes	–	6 000 000	–	(625 000)	5 375 000	2 375 000	3 000 000	–	3 750 000
Contributions dans le cadre de la Stratégie emploi jeunesse – programme Compétences numériques des jeunes	–	5 300 000	–	–	5 300 000	5 300 000	–	–	11 220 982
Contributions à la Table ronde du milieu des affaires et de l'enseignement supérieur	–	5 218 448	–	–	5 218 448	5 218 448	–	–	4 356 856
Contributions à l'Université de Waterloo aux fins de l'Institut de l'informatique quantique	–	5 000 000	–	–	5 000 000	5 000 000	–	–	5 000 000
Contributions à Parlons sciences	–	5 000 000	–	–	5 000 000	5 000 000	–	–	5 000 000
Contributions dans le cadre du programme des Ordinateurs pour les écoles	–	4 663 157	–	215 956	4 879 113	4 879 113	–	–	4 663 156
Contributions dans le cadre de la Stratégie emploi jeunesse – programme de stages des Ordinateurs pour les écoles	–	4 437 085	–	–	4 437 085	4 399 085	38 000	–	4 734 149
Contributions pour le programme de développement de la technologie accessible	–	3 877 729	–	–	3 877 729	3 451 511	426 218	–	–
Contributions en vertu du Programme pour l'entrepreneuriat des communautés noires : Le Carrefour du savoir et le Fonds de prêts	–	1 847 384	–	–	1 847 384	1 847 384	–	–	11 646 544
Contributions en vertu du Programme pour les organisations sans but lucratif de consommateurs et de bénévoles	–	1 690 000	–	625 000	2 315 000	2 266 424	48 576	–	1 689 412
Contributions en vertu du programme de soutien aux femmes entrepreneures	–	1 400 000	–	600 000	2 000 000	2 000 000	–	–	2 800 000
Contributions à l'Université de Victoria aux fins d'un centre national pour le droit autochtone	–	1 019 784	4 947 264	1 000 000	6 967 048	6 967 047	1	–	1 515 636
Contributions dans le cadre du programme d'accès abordable	–	675 000	–	–	675 000	675 000	–	–	900 000
Contributions en vertu de l'Initiative stratégique pour l'aérospatiale et la défense	–	230 000	–	1 665 486	1 895 486	1 895 486	–	–	2 833 359
Contributions en vertu du Fonds pour le tourisme autochtone	–	–	7 500 000	–	7 500 000	7 400 000	100 000	–	–
Contributions en vertu du Fonds d'aide au tourisme	–	–	3 001 655	–	3 001 655	3 001 655	–	–	11 615 338
Contributions au titre de l'Initiative des supergrappes d'innovation	–	–	–	7 549 965	7 549 965	7 549 965	–	–	164 044 856
Contributions en vertu du Programme de démonstration de technologies	–	–	–	2 282 300	2 282 300	2 170 634	111 666	–	9 795 362
(S) Obligations contractées en vertu de la *Loi sur le financement des petites entreprises du Canada* (L.C. (1998), ch. 36)	–	79 427 567	–	9 545 063	88 972 630	88 972 630	–	–	60 369 610

Paiements de transfert – *suite*

(en dollars)

Description	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
(S) ICRA Institut canadien de recherches avancées pour la stratégie pancanadienne en matière d'intelligence artificielle (*Loi nº 1 d'exécution du budget de 2017*)	–	15 312 999	1 080 560	(411 992)	15 981 567	15 981 567	–	–	9 737 869
(S) Obligations contractées en vertu de la *Loi sur les prêts aux petites entreprises* (L.R., 1985, ch. S-11)	–	–	–	(765)	(765)	(765)	–	–	(1 785)
(S) Contributions en vertu du programme Partenariat Technologique Canada	–	–	–	1 159	1 159	1 159	–	–	–
Éléments non requis pour l'exercice en cours	–	–	–	–	–	–	–	–	688 001
Total – Contributions	**–**	**4 719 802 672**	**129 742 141**	**(25 665 126)**	**4 823 879 687**	**3 276 220 820**	**1 547 658 867**	**–**	**2 859 823 339**
Total du ministère	**–**	**5 120 425 803**	**129 742 142**	**9 287 215**	**5 259 455 160**	**3 535 512 075**	**1 723 943 085**	**–**	**2 916 654 019**
Agence spatiale canadienne									
Subventions									
Programme global de subventions à l'appui de la recherche, de la sensibilisation et de l'éducation en sciences et technologies spatiales	**–**	**15 831 000**	**–**	**(906 410)**	**14 924 590**	**14 924 589**	**1**	**–**	**14 058 689**
Contributions									
Contributions aux termes de l'Accord de coopération entre le Canada et l'Agence spatiale européenne	–	36 436 000	–	(3 749 136)	32 686 864	32 670 014	16 850	–	47 439 179
Programme global de contributions à l'appui de la recherche, de la sensibilisation et de l'éducation en sciences et technologies spatiales	–	25 645 538	–	(344 454)	25 301 084	25 301 081	3	–	23 566 658
Total – Contributions	**–**	**62 081 538**	**–**	**(4 093 590)**	**57 987 948**	**57 971 095**	**16 853**	**–**	**71 005 837**
Total de l'organisme	**–**	**77 912 538**	**–**	**(5 000 000)**	**72 912 538**	**72 895 684**	**16 854**	**–**	**85 064 526**
Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario									
Contributions									
Contributions en vertu du programme Croissance économique régionale par l'innovation	–	299 104 450	21 932 460	(8 130 107)	312 906 803	311 132 101	1 774 702	–	240 822 254
Contributions pour le Programme pour la prospérité du Sud de l'Ontario	–	80 501 650	6 400 000	6 126 989	93 028 639	91 232 967	1 795 672	–	300 978 682
Contributions en vertu du Programme de développement des collectivités	–	11 285 992	–	2 003 118	13 289 110	13 289 110	–	–	11 285 992
Total de l'organisme	**–**	**390 892 092**	**28 332 460**	**–**	**419 224 552**	**415 654 178**	**3 570 374**	**–**	**553 086 928**
Conseil national de recherches du Canada									
Subventions									
Subvention au titre du Programme de collaboration en science, en technologie et en innovation	–	34 010 000	1 300 000	–	35 310 000	35 309 999	1	–	28 592 497
Subvention au programme Solutions innovatrices Canada	–	8 500 000	–	(4 376 491)	4 123 509	3 523 509	600 000	–	9 566 552

Affiliations internationales	–	560 000	1	333 632	893 633	893 633	–	–	609 608
Total – Subventions	**–**	**43 070 000**	**1 300 001**	**(4 042 859)**	**40 327 142**	**39 727 141**	**600 001**	**–**	**38 768 657**
Contributions									
Programme d'aide à la recherche industrielle – Contributions aux entreprises	–	433 803 684	–	(24 822 413)	408 981 271	408 981 271	–	–	429 220 846
Contributions au Programme des observatoires astronomiques internationaux	–	75 272 512	20 206 500	2 160 569	97 639 581	36 692 788	60 946 793	–	26 647 171
Contribution à TRIUMF (Laboratoire national canadien pour la recherche en physique nucléaire et en physique des particules)	–	60 646 436	–	–	60 646 436	60 100 000	546 436	–	59 325 000
Programme d'aide à la recherche industrielle – Contributions à la Stratégie emploi et compétence jeunesse	–	21 100 000	–	(3 349)	21 096 651	21 096 651	–	–	19 375 228
Programme d'aide à la recherche industrielle – Contributions aux organisations	–	13 800 000	–	20 362 693	34 162 693	34 162 693	–	–	31 219 301
Contributions en vertu du Programme de collaboration en science, en technologie et en innovation	–	2 800 000	1 300 000	788 633	4 888 633	4 888 633	–	–	6 165 894
Paiement de la quote-part versée au Bureau international des poids et mesures	–	659 000	–	(20 205)	638 795	638 795	–	–	628 833
Programme de contribution du Centre de production de produits biologiques	–	–	–	18 724 700	18 724 700	18 724 700	–	–	975 300
Total – Contributions	**–**	**608 081 632**	**21 506 500**	**17 190 628**	**646 778 760**	**585 285 531**	**61 493 229**	**–**	**573 557 573**
Total de l'organisme	**–**	**651 151 632**	**22 806 501**	**13 147 769**	**687 105 902**	**625 012 672**	**62 093 230**	**–**	**612 326 230**
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie									
Subventions									
Subventions et bourses	–	1 010 464 100	1 040 000	2 488 923	1 013 993 023	1 013 969 433	23 590	–	1 000 297 998
Fonds d'excellence en recherche Apogée Canada	–	96 422 066	–	–	96 422 066	96 422 060	6	–	130 144 510
Programme d'innovation dans les collèges et la communauté	–	72 798 333	37 040 000	(873 928)	108 964 405	108 964 405	–	–	96 265 849
Bourses d'études supérieures du Canada	–	50 490 000	–	–	50 490 000	50 488 317	1 683	–	49 643 780
Chaires d'excellence en recherche du Canada	–	10 150 000	10 372 000	–	20 522 000	20 521 996	4	–	9 800 000
Chaires de recherche Canada 150	–	9 450 000	–	–	9 450 000	7 918 488	1 531 512	–	8 866 085
Bourses d'études supérieures du Canada Vanier	–	8 350 000	–	–	8 350 000	8 320 834	29 166	–	8 350 000
Réseaux de centres d'excellence dirigés par l'entreprise	–	1 300 000	–	–	1 300 000	1 300 000	–	–	1 650 000
Laboratoire-au-marché	–	–	1 803 968	–	1 803 968	1 803 968	–	–	–
Éléments non requis pour l'exercice en cours	–	–	–	–	–	–	–	–	10 515 344
Total de l'organisme	**–**	**1 259 424 499**	**50 255 968**	**1 614 995**	**1 311 295 462**	**1 309 709 501**	**1 585 961**	**–**	**1 315 533 566**
Conseil de recherches en sciences humaines									
Subventions									
Fonds de soutien à la recherche	–	452 358 090	–	(860 731)	451 497 359	451 451 621	45 738	–	451 486 644
Subventions et bourses	–	347 361 838	550 002	2 092 354	350 004 194	349 997 394	6 800	–	343 052 904
Fonds Nouvelles frontières en recherche	–	123 562 580	–	–	123 562 580	121 635 699	1 926 881	–	91 813 561
Bourses d'études supérieures du Canada	–	72 711 000	–	–	72 711 000	72 702 625	8 375	–	75 260 845
Fonds d'excellence en recherche Apogée Canada	–	53 130 526	–	–	53 130 526	53 130 521	5	–	28 935 717
Fonds de recherche biomédicale du Canada	–	37 500 000	–	–	37 500 000	37 500 000	–	–	1 500 000
Bourses d'études supérieures du Canada Vanier	–	8 300 000	–	–	8 300 000	8 300 000	–	–	8 300 000
Programme d'innovation dans les collèges et la communauté	–	7 850 742	–	234 218	8 084 960	8 084 960	–	–	5 303 715
Chaires de recherche Canada 150	–	2 100 000	–	–	2 100 000	1 750 000	350 000	–	1 750 000
Chaires d'excellence en recherche du Canada	–	1 750 000	2 834 000	–	4 584 000	4 584 000	–	–	2 800 000
Réseaux de centres d'excellence dirigés par l'entreprise	–	250 000	–	–	250 000	250 000	–	–	600 000

Paiements de transfert – *fin*

(en dollars)

	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
Description	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Programme de Subvention de la mobilisation des informations en matière de défense et sécurité	–	221 000	–	381 000	602 000	602 000	–	–	600 000
Éléments non requis pour l'exercice en cours	–	–	–	–	–	–	–	–	3 463 016
Total de l'organisme	**–**	**1 107 095 776**	**3 384 002**	**1 846 841**	**1 112 326 619**	**1 109 988 820**	**2 337 799**	**–**	**1 014 866 402**
Total du portefeuille ministériel	**–**	**8 606 902 340**	**234 521 073**	**20 896 820**	**8 862 320 233**	**7 068 772 930**	**1 793 547 303**	**–**	**6 497 531 671**[1]

(S) Paiement de transfert législatif.

[1] L'Agence de promotion économique du Canada atlantique a été transférée au portefeuille ministériel de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique. Les montants de l'exercice précédent ont été redressés de 351 386 494 $.
L'Agence canadienne de développement économique du Nord et le ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien ont été transférés au portefeuille ministériel du Développement économique des Prairies et du Nord canadien. Les montants de l'exercice précédent ont été redressés de 528 340 311 $.

Détail des montants disponibles pour être dépensés

(en dollars)

Description	Autorisations disponibles pour emploi au cours de l'exercice	Autorisations employées au cours de l'exercice	Autorisations employées dans l'exercice précédent
Ministère de l'Industrie			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Entreprises, investissement et croissance			
Office de la propriété intellectuelle du Canada – Fonds renouvelable	204 604 515	203 117 335	196 596 822
Centre de recherches sur les communications	12 519 000	7 452 924	7 291 621
Bureau du surintendant des faillites Canada	50 952 002	50 477 291	47 961 541
Corporations Canada	19 717 237	20 033 983	14 514 574
Bureau de la concurrence	15 120 000	11 589 706	12 354 448
	302 912 754	292 671 239	278 719 006
Services internes	30 050 000	31 498 711	28 122 187
Total du ministère – Budgétaire	**332 962 754**	**324 169 950**	**306 841 193**
Statistique Canada			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Renseignements statistiques	132 999 611	132 999 611	159 349 013
Total de l'organisme – Budgétaire	**132 999 611**	**132 999 611**	**159 349 013**
Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**465 962 365**	**457 169 561**	**466 190 206**[1]

[1] Le ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien a été transféré au portefeuille ministériel du Développement économique des Prairies et du Nord canadien. Les montants de l'exercice précédent ont été redressés de 2 231 166 $.

Revenus

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Ministère de l'Industrie		
Autres revenus		
Revenus de placements [1]		
Prêts, placements et avances		
Banque de développement du Canada – Dividendes	337 000 000	–
Intérêts sur les prêts à recevoir	11 753 439	12 987 971
	348 753 439	12 987 971
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Recouvrements de dépenses de fonctionnement et d'entretien	2 189 296	2 727 009
Recouvrements de paiements de transfert	3 017 473	8 871 039
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	18 601 167	34 793 707
	23 807 936	46 391 755
Vente de biens et de services		
Droits et privilèges		
Frais d'enregistrement des marques de commerce, des brevets et des droits d'auteur	183 111 639	169 578 588
Frais d'enregistrement des marques de commerce, des brevets et des droits d'auteur – Revenus reportés	18 687 743	26 899 308
Redevances	1 634 166	1 471 592
Droits de permis	38 651 976	58 160 899
Droits de permis – Revenus reportés	612 909 691	314 155 256
	854 995 215	*570 265 643*
Services de nature réglementaire		
Droits d'inspection	62 356	81 138
Autres services	78 788 115	70 524 086
Autres services – Revenus reportés	1 179 057	1 828 744
	80 029 528	*72 433 968*
Services de nature non réglementaire	*2 600 204*	*2 532 206*
Ventes de biens et de produits d'information		
Ventes de produits d'information	*341 715*	*352 230*
Autres frais et droits		
Frais provenant de la *Loi sur le financement des petites entreprises du Canada*	101 617 632	86 286 413
Services aux autres ministères	31 517 602	28 122 187
Divers	7 497 996	7 259 611
	140 633 230	*121 668 211*
	1 078 599 892	767 252 258
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	97 384	71 879

Revenus – *suite*

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Revenus divers		
Amendes – *Loi sur la concurrence* et produits pour consommateur (diverses lois)	60 886 747	3 493 335
Prêts	77 282 451	33 225 187
Paiements de transfert éventuellement recouvrables	97 212 133	73 994 065
Intérêts provenant de comptes débiteurs échus	449 799	1 313 046
Divers	30 892 985	35 126 186
	266 724 115	147 151 819
Total du ministère	**1 717 982 766**	**973 855 682**
Agence spatiale canadienne		
Autres revenus		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	560 647	62 189
Avances comptables	60 032	49 114
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	748 057	255 659
Recouvrement de trop-payés de salaire, débiteurs transférés d'autres ministères et organismes	–	8 187
	1 368 736	375 149
Vente de biens et de services		
Droits et privilèges		
Revenus de redevances	–	46 716
Location et utilisation de biens publics	255 745	–
Services de nature non réglementaire		
Revenus tirés de services d'essais fournis par le Laboratoire David Florida	799 429	632 382
	1 055 174	679 098
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	66 907	618 497
Revenus divers		
Intérêts et pénalités	3 618	3 950
Gain net de change	28 226	25 871
Divers	311 805	612 483
	343 649	642 304
Total de l'organisme	**2 834 466**	**2 315 048**
Commission du droit d'auteur		
Autres revenus		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	499	3 414
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	12 798	–
	13 297	3 414
Ventes de biens et de services		
Autres frais et droits	5	–
Total de l'organisme	**13 302**	**3 414**
Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario		
Autres revenus		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	180 309	150 199
Contributions	54 309	–
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	368 329	122 285
Remboursement de paiements relatifs aux événements de santé publique d'intérêt national et l'allocation de soutien du revenu	57 546 929	20 535 221
	58 149 876	20 807 705
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	22 528	48
Revenus divers		
Prêts	104 214 848	62 614 690
Intérêts	1 086 131	432 440
	105 300 979	63 047 130
Total de l'organisme	**163 473 383**	**83 854 883**
Conseil national de recherches du Canada		
Autres revenus		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Remboursement pour marchandises et services non fournis et divers autres remboursements	3 758 029	2 774 704
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	853 618	483 484
Recouvrement de trop-payés de salaire, débiteurs transférés d'autres ministères	42 377	48 332
	4 654 024	3 306 520
Ventes de biens et de services		
Droits et privilèges		
Conformément à l'alinéa 5(1)e) de la *Loi sur le Conseil national de recherches*	*4 719 626*	*5 297 006*
Location et utilisation de biens publics		
Conformément à l'alinéa 5(1)e) de la *Loi sur le Conseil national de recherches*	*5 436 872*	*5 687 180*

Revenus – *suite*

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Services de nature non réglementaire		
Conformément à l'alinéa 5(1)e) de la *Loi sur le Conseil national de recherches*	146 450 043	147 774 590
Revenus reportés	1 151 508	*9 130 220*
	147 601 551	*156 904 810*
Ventes de biens et de produits d'information		
Conformément à l'alinéa 5(1)e) de la *Loi sur le Conseil national de recherches*	*4 221 477*	*3 375 994*
Autres frais et droits		
Conformément à l'alinéa 5(1)e) de la *Loi sur le Conseil national de recherches*	*5 568 982*	*5 439 027*
	167 548 508	176 704 017
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	197 219	347 568
Revenus divers		
Intérêts et pénalités	208 235	77 110
Divers	6 178	57 196
	214 413	134 306
Total de l'organisme	**172 614 164**	**180 492 411**
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie		
Autres revenus		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	121 859	40 864
Remboursement de subventions et de bourses d'études	5 181 826	4 177 011
Remboursement de trop-payés de salaire	83 307	89 806
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	396 237	162 258
Remboursement de paiements relatifs aux événements de santé publique d'intérêt national et l'allocation de soutien du revenu	4 000	1 114 351
	5 787 229	5 584 290
Ventes de biens et de services		
Autres frais et droits – SharePoint	160 752	159 408
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	215	369
Revenus divers		
Divers	6 500	4 053
Total de l'organisme	**5 954 696**	**5 748 120**

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Conseil de recherches en sciences humaines		
Autres revenus		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Recouvrements – Dépenses de fonctionnement	1 423	29 987
Recouvrements – Paiements de transfert	2 364 011	1 562 557
Remboursement de trop-payés de salaire	64 958	37 460
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	148 276	67 622
Remboursement de paiements relatifs aux événements de santé publique d'intérêt national et l'allocation de soutien du revenu	5 833	425 692
	2 584 501	2 123 318
Ventes de biens et de services		
Autres frais et droits	116 399	106 269
Revenus divers		
Divers	6 142	3 800
Total de l'organisme	**2 707 042**	**2 233 387**
Statistique Canada		
Autres revenus		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	1 094 022	1 039 198
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	1 022 882	74 342
	2 116 904	1 113 540
Ventes de biens et de services		
Ventes de biens et de produits d'information	166 287 811	194 709 862
Autres frais et droits	(29)	(25)
	166 287 782	194 709 837
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	32 837	16 766
Revenus divers		
Intérêts et pénalités	4 413	3 027
Divers	122	–
	4 535	3 027
Total de l'organisme	**168 442 058**	**195 843 170**

Revenus – *fin*

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Sommaire du portefeuille ministériel		
Autres revenus		
Revenus de placements	348 753 439	12 987 971
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	98 482 503	79 705 691
Ventes de biens et de services	1 413 768 512	1 139 610 887
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	417 090	1 055 127
Revenus divers	372 600 333	210 986 439
Total du portefeuille ministériel	**2 234 021 877**	**1 444 346 115**[2]

[1] Intérêt sauf indication contraire.

[2] L'Agence de promotion économique du Canada atlantique a été transférée au portefeuille ministériel de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique. Les montants de l'exercice précédent ont été redressés de 92 784 714 $. L'Agence canadienne de développement économique du Nord et le ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien ont été transférés au portefeuille ministériel du Développement économique des Prairies et du Nord canadien. Les montants de l'exercice précédent ont été redressés de 63 383 816 $.

Section 19

Comptes publics du Canada
2023-2024

Justice

Ministère de la Justice

Service canadien d'appui aux tribunaux administratifs

Commission canadienne des droits de la personne

Service administratif des tribunaux judiciaires

Commission du droit du Canada

Bureau du commissaire à la magistrature fédérale

Bureau du directeur des poursuites pénales

Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada

Registraire de la Cour suprême du Canada

Table des matières

Page

Description des responsabilités essentielles 358
Sommaire du portefeuille ministériel 362
Détail budgétaire par affectation 366
Responsabilités essentielles 369
Paiements de transfert 371
Détail des montants disponibles pour être dépensés 373
Revenus 374

Description des responsabilités essentielles

Services internes

Les Services internes comprennent les groupes d'activités et de ressources connexes que le gouvernement fédéral considère comme étant des services à l'appui de programmes ou nécessaires pour permettre à une organisation de s'acquitter de ses obligations générales. Les Services internes désignent les activités et ressources des dix services distincts qui soutiennent l'exécution des programmes au sein de l'organisation, peu importe le modèle de prestation des Services internes utilisé. Ces services sont : Services de gestion des acquisitions, Services de communication, Services de gestion financière, Services de gestion des ressources humaines, Services de gestion de l'information, Services de technologie de l'information, Services juridiques, Services de gestion du matériel, Services de gestion et de surveillance, Services de gestion des biens immobiliers.

Ministère de la Justice

Support au système de justice

Le Ministère joue un rôle essentiel afin d'assurer un système de justice canadien juste, pertinent et accessible. Il s'agit d'une responsabilité partagée entre une vaste gamme d'intervenants, dont le Parlement, le pouvoir judiciaire, les ministères et organismes fédéraux, les partenaires des gouvernements provinciaux, territoriaux et municipaux, un large éventail d'organisations et d'intervenants non gouvernementaux et, en fin de compte, tous les Canadiens.

Services juridiques

Le ministre de la Justice et procureur général du Canada offre des services juridiques au gouvernement fédéral et à ses ministères et organismes. Le Ministre est responsable de s'assurer que l'administration des affaires publiques est effectuée en vertu de la loi. Le Ministre est également responsable de l'examen de tous les projets de loi du gouvernement et de tous les règlements du gouvernement pour éviter la non-conformité avec la Charte canadienne des droits et libertés. De plus, le procureur général est responsable de la formulation de conseils pour les administrateurs généraux sur toutes les questions de droit et de la direction de tous les procès pour les ministères et organismes fédéraux qui sont en lien avec tous les sujets portant sur des matières de compétence fédérale.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Service canadien d'appui aux tribunaux administratifs

Services de soutien et des installations aux tribunaux administratifs fédéraux et leurs membres

Le Service canadien d'appui aux tribunaux administratifs est chargé de fournir des services de soutien dont a besoin chacun des tribunaux par l'entremise d'une seule organisation intégrée.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Commission canadienne des droits de la personne

Conformité proactive

Veiller à ce que les entités réglementées se conforment aux exigences de la *Loi sur l'équité en matière d'emploi*, de la *Loi sur l'équité salariale* et de la *Loi canadienne sur l'accessibilité*, et rendre imputables celles qui ne les respectent pas.

Plaintes

Fournir à la population Canadienne un mécanisme permettant de déposer et résoudre des plaintes en vertu de la *Loi canadienne des droits de la personne*, de la *Loi sur l'équité salariale* et de la *Loi canadienne sur l'accessibilité*, et de représenter l'intérêt public dans l'atteinte de l'égalité au Canada.

Mobilisation et promotion des intérêts

Offrir une voix nationale fiable pour l'égalité au Canada en sensibilisant le public aux enjeux liés aux droits de la personne; en engageant la société civile, les gouvernements, les employeurs et le public afin d'influencer le changement à l'égard des droits de la personne; en surveillant la mise en œuvre du gouvernement du Canada quant à ses obligations en vertu de la Convention des Nations Unies relative aux droits des personnes handicapées.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Service administratif des tribunaux judiciaires

Services administratifs pour les tribunaux fédéraux

Fournir au moment opportun et efficacement des services judiciaires, des services du greffe, des services de sécurité et des services électroniques à la Cour d'appel fédérale, à la Cour fédérale, à la Cour d'appel de la cour martiale du Canada et la Cour canadienne de l'impôt; coordonner la prestation de services entre les quatre courts; préserver l'indépendance des cours en chargeant un organisme indépendant du gouvernement du Canada d'assurer les services administratifs des tribunaux.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Commission du droit du Canada

Examen du droit

Étudier et examiner de façon systématique le droit du Canada et ses effets, tout en considérant les concepts et les institutions des systèmes du droit commun et du droit civil.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Description des responsabilités essentielles – *fin*

Bureau du commissaire à la magistrature fédérale

Soutien administratif aux juges de nomination fédérale

Fournir des services et un soutien à la magistrature fédérale de manière à contribuer à l'indépendance de la magistrature et à promouvoir la confiance des Canadiens et Canadiennes dans notre système judiciaire.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Bureau du directeur des poursuites pénales

Services de poursuite

Le Bureau du directeur des poursuites pénales poursuit les infractions criminelles et les infractions réglementaires prévues aux lois fédérales d'une manière indépendante, impartiale et équitable. De même, il fournit des conseils juridiques en matière de poursuites aux organismes d'enquête.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada

Protection du droit à la vie privée

Assurer la protection du droit à la vie privée des Canadiens; faire respecter les obligations en matière protection de la vie privée des organisations du gouvernement fédéral et du secteur privé; conseiller le Parlement sur les implications potentielles sur la vie privée des lois et des programmes proposés; promouvoir une meilleure compréhension des obligations découlant de la législation fédérale sur la protection de la vie privée.

Transparence gouvernementale

La commissaire à l'information représente le premier niveau d'examen indépendant des décisions du gouvernement en ce qui concerne les demandes d'accès à l'information relevant des institutions fédérales. Le deuxième niveau d'examen indépendant est exercé par la Cour fédérale.

Services internes – Commissariat à la protection de la vie privée

Voir le texte d'introduction.

Services internes – Commissariat à l'information

Voir le texte d'introduction.

Registraire de la Cour suprême du Canada

L'administration de la juridiction d'appel de dernier ressort du Canada

Fournir les services et l'appui nécessaires au tribunal d'appel de dernier ressort du Canada pour traiter, entendre et trancher des causes. Appuyer les communications et la sensibilisation auprès des intéressés.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Sommaire du portefeuille ministériel

(en dollars)

		Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
Crédit	Description	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Ministère de la Justice									
1	Dépenses de fonctionnement	–	281 780 119	–	–	281 780 119				
1a	Dépenses de fonctionnement	–	–	5 065 178	–	5 065 178				
	Virement du :									
	crédit 1 (Ministère du Patrimoine canadien)	–	–	–	190 000	190 000				
	crédit 1 (Ministère de la Défense nationale)	–	–	–	145 185	145 185				
	CT, crédit 10[1]	–	–	–	4 953	4 953				
	CT, crédit 15[1]	–	–	–	30 099 433	30 099 433				
	CT, crédit 25[1]	–	–	–	28 964 084	28 964 084				
	Virement au crédit 1 (Secrétariat du Conseil du Trésor)	–	–	–	(20 000)	(20 000)				
	Total – Crédit 1	–	281 780 119	5 065 178	59 383 655	346 228 952	325 430 485	20 798 467	–	288 744 938
5	Subventions et contributions	–	606 730 391	–	–	606 730 391				
5a	Subventions et contributions	–	–	12 135 000	–	12 135 000				
5b	Subventions et contributions	–	–	43 500 000	–	43 500 000				
5c	Subventions et contributions	–	–	29 300 000	–	29 300 000				
	Total – Crédit 5	–	606 730 391	84 935 000	–	691 665 391	681 510 956	10 154 435	–	602 352 133
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	98 947 546	849 930	3 151 332	102 948 808	102 948 808	–	–	92 132 138
(S)	Ministre de la Justice et procureur général du Canada – Traitement et allocation pour automobile (*Loi sur les traitements* et *Loi sur le Parlement du Canada*)	–	94 700	–	355	95 055	95 055	–	–	92 400
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	925	–	–	1 547	2 472	925	–	1 547	963
	Total du ministère – Budgétaire	**925**	**987 552 756**	**90 850 108**	**62 536 889**	**1 140 940 678**	**1 109 986 229**	**30 952 902**	**1 547**	**983 322 572**
	Service canadien d'appui aux tribunaux administratifs									
1	Dépenses du programme	–	67 956 136	–	–	67 956 136				
	Virement du :									
	CT, crédit 15[1]	–	–	–	6 041 821	6 041 821				
	CT, crédit 25[1]	–	–	–	3 657 175	3 657 175				
	CT, crédit 30[1]	–	–	–	145 617	145 617				
	Total – Crédit 1	–	67 956 136	–	9 844 613	77 800 749	75 557 474	2 243 275	–	70 734 220
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	12 401 922	–	733 165	13 135 087	13 135 087	–	–	11 861 206
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	36	–	–	454	490	–	36	454	–
	Total de l'organisme – Budgétaire	**36**	**80 358 058**	**–**	**10 578 232**	**90 936 326**	**88 692 561**	**2 243 311**	**454**	**82 595 426**
	Commission canadienne des droits de la personne									
1	Dépenses du programme	–	33 522 865	–	–	33 522 865				
1b	Dépenses du programme	–	–	2 013 282	–	2 013 282				

	Virement du :									
	CT, crédit 15[1]	–	–	–	3 351 690	3 351 690				
	CT, crédit 25[1]	–	–	–	1 858 190	1 858 190				
	CT, crédit 30[1]	–	–	–	523 973	523 973				
	Total – Crédit 1	–	33 522 865	2 013 282	5 733 853	41 270 000	39 897 171	1 372 829	–	35 090 580
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	4 232 748	–	748 455	4 981 203	4 981 203	–	–	4 261 731
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	–	–	–	905	905	99	–	806	349
	Total de l'organisme – Budgétaire	**–**	**37 755 613**	**2 013 282**	**6 483 213**	**46 252 108**	**44 878 473**	**1 372 829**	**806**	**39 352 660**
	Service administratif des tribunaux judiciaires									
1	Dépenses du programme	–	92 592 873	–	–	92 592 873				
1b	Dépenses du programme	–	–	22 743 433	–	22 743 433				
	Virement du :									
	CT, crédit 10[1]	–	–	–	1 500	1 500				
	CT, crédit 15[1]	–	–	–	9 607 962	9 607 962				
	CT, crédit 25[1]	–	–	–	2 860 850	2 860 850				
	CT, crédit 30[1]	–	–	–	647 804	647 804				
	Total – Crédit 1	–	92 592 873	22 743 433	13 118 116	128 454 422	113 382 349	15 072 073	–	98 506 490
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	8 783 938	1 071 974	1 889 249	11 745 161	11 745 161	–	–	9 547 864
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	159	–	–	14 612	14 771	159	–	14 612	307
	Total de l'organisme – Budgétaire	**159**	**101 376 811**	**23 815 407**	**15 021 977**	**140 214 354**	**125 127 669**	**15 072 073**	**14 612**	**108 054 661**
	Commission du droit du Canada									
1	Dépenses du programme	–	4 106 946	–	–	4 106 946				
	Virement du CT, crédit 25[1]	–	–	–	218 540	218 540				
	Total – Crédit 1	–	4 106 946	–	218 540	4 325 486	1 641 467	2 684 019	–	–
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	187 042	–	(42 362)	144 680	144 680	–	–	–
	Total de l'organisme – Budgétaire	**–**	**4 293 988**	**–**	**176 178**	**4 470 166**	**1 786 147**	**2 684 019**	**–**	**–**
	Bureau du commissaire à la magistrature fédérale									
1	Bureau du commissaire à la magistrature fédérale – Dépenses de fonctionnement	–	10 442 577	–	–	10 442 577				
	Virement du :									
	CT, crédit 15[1]	–	–	–	816 789	816 789				
	CT, crédit 25[1]	–	–	–	296 275	296 275				
	CT, crédit 30[1]	–	–	–	65 000	65 000				
	Virement au crédit 5	–	–	–	(119 163)	(119 163)				
	Total – Crédit 1	–	10 442 577	–	1 058 901	11 501 478	11 243 554	257 924	–	11 990 191
5	Conseil canadien de la magistrature – Dépenses de fonctionnement	–	2 641 758	–	–	2 641 758				
	Virement du :									
	crédit 1	–	–	–	119 163	119 163				
	CT, crédit 15[1]	–	–	–	13 165	13 165				
	CT, crédit 25[1]	–	–	–	230 873	230 873				
	Total – Crédit 5	–	2 641 758	–	363 201	3 004 959	2 015 126	989 833	–	1 950 162

Sommaire du portefeuille ministériel – *fin*

(en dollars)

		Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
Crédit	Description	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	1 063 473	–	8 061	1 071 534	1 071 534	–	–	925 768
(S)	Traitements, indemnités et pensions des juges, pensions aux conjoints et aux enfants des juges et montants forfaitaires versés aux conjoints des juges qui décèdent pendant leur mandat (L.R.C. (1985), ch. J-1)	–	719 315 411	–	19 074 339	738 389 750	738 389 750	–	–	697 295 631
	Total de l'organisme – Budgétaire	**–**	**733 463 219**	**–**	**20 504 502**	**753 967 721**	**752 719 964**	**1 247 757**	**–**	**712 161 752**
	Bureau du directeur des poursuites pénales									
1	Dépenses du programme	–	192 631 768	–	–	192 631 768				
1b	Dépenses du programme	–	–	4 390 000	–	4 390 000				
	Virement du :									
	CT, crédit 10[1]	–	–	–	3 783	3 783				
	CT, crédit 15[1]	–	–	–	6 767 955	6 767 955				
	CT, crédit 25[1]	–	–	–	9 916 190	9 916 190				
	Total – Crédit 1	–	192 631 768	4 390 000	16 687 928	213 709 696	201 288 495	12 421 201	–	188 888 572
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	22 053 315	–	(214 156)	21 839 159	21 839 159	–	–	19 837 988
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	–	–	–	1 974	1 974	111	–	1 863	–
	Total de l'organisme – Budgétaire	**–**	**214 685 083**	**4 390 000**	**16 475 746**	**235 550 829**	**223 127 765**	**12 421 201**	**1 863**	**208 726 560**
	Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada									
1	Dépenses du programme – Commissariat à l'information du Canada	–	14 212 216	–	–	14 212 216				
	Virement du :									
	CT, crédit 10[1]	–	–	–	1 976	1 976				
	CT, crédit 15[1]	–	–	–	1 768 799	1 768 799				
	CT, crédit 25[1]	–	–	–	683 413	683 413				
	Total – Crédit 1	–	14 212 216	–	2 454 188	16 666 404	16 126 325	540 079	–	14 673 725
5	Dépenses du programme – Commissariat à la protection de la vie privée du Canada	–	26 250 549	–	–	26 250 549				
5b	Dépenses du programme – Commissariat à la protection de la vie privée du Canada	–	–	2 201 973	–	2 201 973				
	Virement du :									
	CT, crédit 15[1]	–	–	–	2 963 220	2 963 220				
	CT, crédit 25[1]	–	–	–	1 120 776	1 120 776				
	Total – Crédit 5	–	26 250 549	2 201 973	4 083 996	32 536 518	31 033 231	1 503 287	–	27 543 531
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	5 031 029	429 066	139 791	5 599 886	5 599 886	–	–	5 127 958
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	1 723	–	–	89	1 812	1 522	201	89	479
	Total de l'organisme – Budgétaire	**1 723**	**45 493 794**	**2 631 039**	**6 678 064**	**54 804 620**	**52 760 964**	**2 043 567**	**89**	**47 345 693**

	Registraire de la Cour suprême du Canada									
1	Dépenses du programme	–	32 014 979	–	–	32 014 979				
	Virement du :									
	CT, crédit 15[1]	–	–	–	2 623 018	2 623 018				
	CT, crédit 25[1]	–	–	–	1 068 465	1 068 465				
	CT, crédit 30[1]	–	–	–	370 403	370 403				
	Total – Crédit 1	–	32 014 979	–	4 061 886	36 076 865	34 782 562	1 294 303	–	30 937 835
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	3 583 106	–	240 653	3 823 759	3 823 759	–	–	3 199 171
(S)	Traitements, indemnités et pensions des juges, pensions aux conjoints et aux enfants des juges décédés et montants forfaitaires versés aux conjoints des juges qui décèdent pendant leur mandat (L.R.C. (1985), ch. J-1 et ses modifications)	–	9 945 548	–	(225 199)	9 720 349	9 720 349	–	–	9 416 346
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	22 072	–	–	13 088	35 160	35 155	–	5	30
	Crédits non requis pour l'exercice en cours	–	–	–	–	–	–	–	–	350
	Total de l'organisme – Budgétaire	**22 072**	**45 543 633**	**–**	**4 090 428**	**49 656 133**	**48 361 825**	**1 294 303**	**5**	**43 553 732**
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**24 915**	**2 250 522 955**	**123 699 836**	**142 545 229**	**2 516 792 935**	**2 447 441 597**	**69 331 962**	**19 376**	**2 225 113 056**

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

[1] Conseil du Trésor, crédit 10 – Initiatives pangouvernementales.
Conseil du Trésor, crédit 15 – Rajustements à la rémunération.
Conseil du Trésor, crédit 25 – Report du budget de fonctionnement.
Conseil du Trésor, crédit 30 – Besoins en matière de rémunération.

Détail budgétaire par affectation

(en dollars)

Description	Affectations	Dépenses	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs
Ministère de la Justice				
Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement				
Budget de fonctionnement	808 692 410	795 811 753	12 880 657	–
Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés	2 420 160	721 462	1 698 698	–
Affectations bloquées				
Report	4 975 112	–	4 975 112	–
Réduction	1 244 000	–	1 244 000	–
Revenus affectés aux dépenses	(471 102 730)	(471 102 730)	–	–
	346 228 952	*325 430 485*	*20 798 467*	–
Crédit 5 – Subventions et contributions				
Subventions et contributions	691 265 391	681 361 560	9 903 831	–
Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés	400 000	149 396	250 604	–
	691 665 391	*681 510 956*	*10 154 435*	–
Montants législatifs	103 046 335	103 044 788	–	1 547
	1 140 940 678	1 109 986 229	30 952 902	1 547
Service canadien d'appui aux tribunaux administratifs				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement	116 798 500	108 953 907	7 844 593	–
Coûts associés à la traduction (décision Devinat)	120 000	120 000	–	–
Affectations bloquées				
Réduction	600 000	–	600 000	–
Revenus affectés aux dépenses	(39 717 751)	(33 516 433)	(6 201 318)	–
	77 800 749	*75 557 474*	*2 243 275*	–
Montants législatifs	13 135 577	13 135 087	36	454
	90 936 326	88 692 561	2 243 311	454
Commission canadienne des droits de la personne				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement	42 877 723	42 001 619	876 104	–
Affectations bloquées				
Transfert/réaffectation	308 725	–	308 725	–
Réduction	188 000	–	188 000	–
Revenus affectés aux dépenses	(2 104 448)	(2 104 448)	–	–
	41 270 000	*39 897 171*	*1 372 829*	–
Montants législatifs	4 982 108	4 981 302	–	806
	46 252 108	44 878 473	1 372 829	806

Service administratif des tribunaux judiciaires				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement	100 969 740	100 286 110	683 630	–
Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés	3 754 662	3 753 284	1 378	–
Système de gestion des cours et du greffe	4 870 631	3 402 576	1 468 055	–
Programme de modernisation des installations judiciaires au pays	7 357 459	5 940 379	1 417 080	–
Affectations bloquées				
Report	9 737 306	–	9 737 306	–
Transfert/réaffectation	1 764 624	–	1 764 624	–
	128 454 422	*113 382 349*	*15 072 073*	–
Montants législatifs	11 759 932	11 745 320	–	14 612
	140 214 354	125 127 669	15 072 073	14 612
Commission du droit du Canada				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement	1 846 815	1 641 467	205 348	–
Affectations bloquées				
Report	2 478 671	–	2 478 671	–
	4 325 486	*1 641 467*	*2 684 019*	–
Montants législatifs	144 680	144 680	–	–
	4 470 166	1 786 147	2 684 019	–
Bureau du commissaire à la magistrature fédérale				
Crédit 1 – Bureau du commissaire à la magistrature fédérale – Dépenses de fonctionnement				
Budget de fonctionnement	11 776 478	11 243 554	532 924	–
Revenus affectés aux dépenses	(275 000)	–	(275 000)	–
	11 501 478	*11 243 554*	*257 924*	–
Crédit 5 – Conseil canadien de la magistrature – Dépenses de fonctionnement				
Budget de fonctionnement	*3 004 959*	*2 015 126*	*989 833*	–
Montants législatifs	739 461 284	739 461 284	–	–
	753 967 721	752 719 964	1 247 757	–
Bureau du directeur des poursuites pénales				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement	228 736 539	214 560 565	14 175 974	–
Coûts liés au recouvrement des amendes	3 491 881	2 022 679	1 469 202	–
Affectations bloquées				
Report	3 148 157	–	3 148 157	–
Transfert/réaffectation	103 119	–	103 119	–
Réduction	972 000	–	972 000	–
Revenus affectés aux dépenses	(22 742 000)	(15 294 749)	(7 447 251)	–
	213 709 696	*201 288 495*	*12 421 201*	–
Montants législatifs	21 841 133	21 839 270	–	1 863
	235 550 829	223 127 765	12 421 201	1 863

Détail budgétaire par affectation – *fin*

(en dollars)

Description	Affectations	Dépenses	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada				
Crédit 1 – Commissariat à l'information du Canada – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement	16 644 731	16 126 325	518 406	–
Affectations bloquées				
Réduction	21 673	–	21 673	–
	16 666 404	*16 126 325*	*540 079*	–
Crédit 5 – Commissariat à la protection de la vie privée du Canada – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement	31 107 557	30 774 905	332 652	–
Subventions et contributions	500 000	496 464	3 536	–
Affectations bloquées				
Report	1 167 099	–	1 167 099	–
Revenus affectés aux dépenses	(238 138)	(238 138)	–	–
	32 536 518	*31 033 231*	*1 503 287*	–
Montants législatifs	5 601 698	5 601 408	201	89
	54 804 620	52 760 964	2 043 567	89
Registraire de la Cour suprême du Canada				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement	35 722 596	34 782 562	940 034	–
Affectations bloquées				
Report	354 269	–	354 269	–
	36 076 865	*34 782 562*	*1 294 303*	–
Montants législatifs	13 579 268	13 579 263	–	5
	49 656 133	48 361 825	1 294 303	5
Total du portefeuille ministériel	**2 516 792 935**	**2 447 441 597**	**69 331 962**	**19 376**

Responsabilités essentielles

(en dollars)

	Budgétaire											
	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Total budgétaire		Non budgétaire	
Description	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
Ministère de la Justice												
Support au système de justice	69 596 355	69 179 560	–	–	691 665 391	681 510 956	–	–	761 261 746	750 690 516	–	–
Services juridiques	655 901 105	643 286 871	–	–	–	–	416 634 624	416 634 624	239 266 481	226 652 247	–	–
Services internes	194 880 557	187 111 572	–	–	–	–	54 468 106	54 468 106	140 412 451	132 643 466	–	–
Total partiel	920 378 017	899 578 003	–	–	691 665 391	681 510 956	471 102 730	471 102 730	1 140 940 678	1 109 986 229	–	–
Revenus affectés aux dépenses	(471 102 730)	(471 102 730)	–	–	–	–	(471 102 730)	(471 102 730)	–	–	–	–
Total du ministère	**449 275 287**	**428 475 273**	**–**	**–**	**691 665 391**	**681 510 956**	**–**	**–**	**1 140 940 678**	**1 109 986 229**	**–**	**–**
Service canadien d'appui aux tribunaux administratifs												
Services de soutien et des installations aux tribunaux administratifs fédéraux et leurs membres	101 793 979	93 849 962	–	–	–	–	36 746 500	30 956 388	65 047 479	62 893 574	–	–
Services internes	28 860 098	28 359 032	–	–	–	–	2 971 251	2 560 045	25 888 847	25 798 987	–	–
Total partiel	130 654 077	122 208 994	–	–	–	–	39 717 751	33 516 433	90 936 326	88 692 561	–	–
Revenus affectés aux dépenses	(39 717 751)	(33 516 433)	–	–	–	–	(39 717 751)	(33 516 433)	–	–	–	–
Total de l'organisme	**90 936 326**	**88 692 561**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**90 936 326**	**88 692 561**	**–**	**–**
Commission canadienne des droits de la personne												
Conformité proactive	7 776 543	8 627 466	–	–	–	–	–	–	7 776 543	8 627 466	–	–
Plaintes	14 210 765	13 706 079	–	–	–	–	–	–	14 210 765	13 706 079	–	–
Mobilisation et promotion des intérêts	9 619 439	7 373 685	–	–	–	–	–	–	9 619 439	7 373 685	–	–
Services internes	16 749 809	17 275 691	–	–	–	–	2 104 448	2 104 448	14 645 361	15 171 243	–	–
Total partiel	48 356 556	46 982 921	–	–	–	–	2 104 448	2 104 448	46 252 108	44 878 473	–	–
Revenus affectés aux dépenses	(2 104 448)	(2 104 448)	–	–	–	–	(2 104 448)	(2 104 448)	–	–	–	–
Total de l'organisme	**46 252 108**	**44 878 473**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**46 252 108**	**44 878 473**	**–**	**–**
Service administratif des tribunaux judiciaires												
Services administratifs pour les tribunaux fédéraux	96 146 653	83 695 159	–	–	–	–	–	–	96 146 653	83 695 159	–	–
Services internes	44 067 701	41 432 510	–	–	–	–	–	–	44 067 701	41 432 510	–	–
Total de l'organisme	**140 214 354**	**125 127 669**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**140 214 354**	**125 127 669**	**–**	**–**
Commission du droit du Canada												
Examen du droit	2 767 355	852 302	–	–	–	–	–	–	2 767 355	852 302	–	–
Services internes	1 702 811	933 845	–	–	–	–	–	–	1 702 811	933 845	–	–
Total de l'organisme	**4 470 166**	**1 786 147**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**4 470 166**	**1 786 147**	**–**	**–**

Responsabilités essentielles – *fin*

(en dollars)

	Budgétaire											
	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Total budgétaire		Non budgétaire	
Description	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
Bureau du commissaire à la magistrature fédérale												
Soutien administratif aux juges de nomination fédérale	753 515 921	751 993 164	–	–	–	–	275 000	–	753 240 921	751 993 164	–	–
Services internes	726 800	726 800	–	–	–	–	–	–	726 800	726 800	–	–
Total partiel	754 242 721	752 719 964	–	–	–	–	275 000	–	753 967 721	752 719 964	–	–
Revenus affectés aux dépenses	(275 000)	–	–	–	–	–	(275 000)	–	–	–	–	–
Total de l'organisme	**753 967 721**	**752 719 964**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**753 967 721**	**752 719 964**	**–**	**–**
Bureau du directeur des poursuites pénales												
Services de poursuite	214 624 693	196 416 303	–	–	–	–	22 542 000	15 201 716	192 082 693	181 214 587	–	–
Services internes	43 668 136	42 006 211	–	–	–	–	200 000	93 033	43 468 136	41 913 178	–	–
Total partiel	258 292 829	238 422 514	–	–	–	–	22 742 000	15 294 749	235 550 829	223 127 765	–	–
Revenus affectés aux dépenses	(22 742 000)	(15 294 749)	–	–	–	–	(22 742 000)	(15 294 749)	–	–	–	–
Total de l'organisme	**235 550 829**	**223 127 765**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**235 550 829**	**223 127 765**	**–**	**–**
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada												
Protection du droit à la vie privée	25 840 147	24 746 759	–	–	500 000	496 464	–	–	26 340 147	25 243 223	–	–
Transparence gouvernementale	12 768 414	12 399 597	–	–	–	–	–	–	12 768 414	12 399 597	–	–
Services internes – Commissariat à la protection de la vie privée	9 998 158	9 591 706	–	–	–	–	238 138	238 138	9 760 020	9 353 568	–	–
Services internes – Commissariat à l'information	5 936 039	5 764 576	–	–	–	–	–	–	5 936 039	5 764 576	–	–
Total partiel	54 542 758	52 502 638	–	–	500 000	496 464	238 138	238 138	54 804 620	52 760 964	–	–
Revenus affectés aux dépenses	(238 138)	(238 138)	–	–	–	–	(238 138)	(238 138)	–	–	–	–
Total de l'organisme	**54 304 620**	**52 264 500**	**–**	**–**	**500 000**	**496 464**	**–**	**–**	**54 804 620**	**52 760 964**	**–**	**–**
Registraire de la Cour suprême du Canada												
L'administration de la juridiction d'appel de dernier ressort du Canada	31 961 309	31 247 610	–	–	–	–	–	–	31 961 309	31 247 610	–	–
Services internes	17 694 824	17 114 215	–	–	–	–	–	–	17 694 824	17 114 215	–	–
Total de l'organisme	**49 656 133**	**48 361 825**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**49 656 133**	**48 361 825**	**–**	**–**
Total du portefeuille ministériel	**1 824 627 544**	**1 765 434 177**	**–**	**–**	**692 165 391**	**682 007 420**	**–**	**–**	**2 516 792 935**	**2 447 441 597**	**–**	**–**

Paiements de transfert

(en dollars)

Description	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Ministère de la Justice									
Subventions									
Subventions versées en vertu du Fonds pour les partenariats avec les Autochtones	–	9 000 000	–	–	9 000 000	9 000 000	–	–	–
Subventions versées en vertu du programme de justice autochtone	–	4 550 000	–	–	4 550 000	4 550 000	–	–	4 511 258
Subvention à l'appui du programme juridique de partenariats et d'innovation	–	3 656 943	–	(225 000)	3 431 943	3 431 943	–	–	3 431 943
Subventions versées en vertu du Fonds d'aide aux victimes	–	3 450 000	–	–	3 450 000	3 046 168	403 832	–	2 568 348
Subventions versées en vertu du Fonds d'appui à l'accès à la justice dans les deux langues officielles	–	600 000	–	–	600 000	558 596	41 404	–	287 975
Subventions à l'appui du Fonds du système de justice pour les jeunes	–	79 655	–	(16 928)	62 727	39 000	23 727	–	61 300
Total – Subventions	**–**	**21 336 598**	**–**	**(241 928)**	**21 094 670**	**20 625 707**	**468 963**	**–**	**10 860 824**
Contributions									
Contributions pour l'aide juridique en matière pénale	–	193 827 507	–	–	193 827 507	193 827 507	–	–	165 327 507
Contributions versées en vertu du programme de financement des services de justice pour les jeunes	–	184 972 994	–	–	184 972 994	184 972 994	–	–	184 972 994
Contributions versées en vertu du programme juridique de partenariats et d'innovation	–	33 898 574	–	387 918	34 286 492	34 286 492	–	–	29 977 911
Contributions versées en vertu du programme de justice autochtone	–	29 821 829	–	–	29 821 829	29 351 956	469 873	–	28 700 422
Contributions au financement du Fonds canadien de justice familiale	–	23 444 949	–	–	23 444 949	22 088 092	1 356 857	–	21 243 654
Contributions versées en vertu du Fonds d'aide aux victimes	–	22 660 037	12 135 000	337 700	35 132 737	32 392 853	2 739 884	–	28 446 134
Contributions versées en vertu du programme d'assistance parajudiciaire aux Autochtones	–	13 711 363	–	(609 344)	13 102 019	12 489 232	612 787	–	13 060 374
Contributions versées en vertu du Fonds d'appui à l'accès à la justice dans les deux langues officielles	–	12 495 523	1 200 000	–	13 695 523	12 978 922	716 601	–	11 625 221
Contributions pour l'aide juridique aux immigrants et aux réfugiés	–	11 500 000	71 600 000	3 672 946	86 772 946	86 772 946	–	–	61 815 000
Contributions versées en vertu du programme de placement et de surveillance dans le cadre d'un programme intensif de réadaptation	–	11 048 000	–	1 100 000	12 148 000	12 148 000	–	–	12 148 000
Contributions versées en vertu du programme de financement des tribunaux de traitement de la toxicomanie	–	10 631 276	–	(500 000)	10 131 276	10 131 276	–	–	6 746 000
Contributions pour les services d'accès à la justice dans les territoires (dans les domaines de l'aide juridique, de l'assistance parajudiciaire aux Autochtones et des services de vulgarisation et de l'information juridique)	–	10 586 593	–	609 344	11 195 937	11 195 935	2	–	9 515 211

Paiements de transfert – *fin*

(en dollars)

Description	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Contributions à la mise en application des exigences de la *Loi sur les contraventions* en matière de langues officielles	–	8 594 900	–	(1 647 618)	6 947 282	5 408 420	1 538 862	–	5 895 594
Contributions pour les conseils juridiques pour les plaignants de harcèlement sexuel en milieu de travail	–	5 717 558	–	(241 758)	5 475 800	5 475 800	–	–	5 029 973
Contributions à l'appui du Fonds du système de justice pour les jeunes	–	4 425 345	–	16 928	4 442 273	4 442 273	–	–	4 442 595
Contributions versées en vertu du programme d'avocats payés par l'État	–	3 362 345	–	(2 320 782)	1 041 563	891 562	150 001	–	654 204
Contributions versées en vertu du Fonds pour les partenariats avec les Autochtones	–	2 000 000	–	–	2 000 000	–	2 000 000	–	–
Contributions pour les évaluations de l'incidence de l'origine ethnique et culturelle	–	1 305 000	–	(12 788)	1 292 212	1 292 212	–	–	1 292 360
Contributions versées en vertu du Fonds de réserve des équipes intégrées de la police des marchés financiers	–	550 000	–	(550 000)	–	–	–	–	–
Quotes-parts versées à la Conférence de la Haye de droit international privé	–	315 000	–	31 829	346 829	346 829	–	–	285 035
Contributions versées en vertu du programme des avocats spéciaux	–	250 000	–	–	250 000	149 396	100 604	–	93 902
Quotes-parts versées à l'Institut international pour l'unification du droit privé (UNIDROIT)	–	190 000	–	(48 179)	141 821	141 820	1	–	131 205
Quotes-parts versées à la Commission européenne pour la démocratie par le droit (Commission de Venise)	–	85 000	–	15 732	100 732	100 732	–	–	88 013
Total – Contributions	**–**	**585 393 793**	**84 935 000**	**241 928**	**670 570 721**	**660 885 249**	**9 685 472**	**–**	**591 491 309**
Total du ministère	**–**	**606 730 391**	**84 935 000**	**–**	**691 665 391**	**681 510 956**	**10 154 435**	**–**	**602 352 133**
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada									
Contributions									
Programme de contributions relatif à la *Loi sur la protection des renseignements personnels et les documents électroniques*	–	500 000	–	–	500 000	496 464	3 536	–	498 506
Total de l'organisme	**–**	**500 000**	**–**	**–**	**500 000**	**496 464**	**3 536**	**–**	**498 506**
Total du portefeuille ministériel	**–**	**607 230 391**	**84 935 000**	**–**	**692 165 391**	**682 007 420**	**10 157 971**	**–**	**602 850 639**

Détail des montants disponibles pour être dépensés

(en dollars)

Description	Autorisations disponibles pour emploi au cours de l'exercice	Autorisations employées au cours de l'exercice	Autorisations employées dans l'exercice précédent
Ministère de la Justice			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Services juridiques	416 634 624	416 634 624	383 711 705
Services internes	54 468 106	54 468 106	54 209 745
Total du ministère – Budgétaire	**471 102 730**	**471 102 730**	**437 921 450**
Service canadien d'appui aux tribunaux administratifs			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Services de soutien et des installations aux tribunaux administratifs fédéraux et leurs membres			
Dépenses recouvrables au titre du *Régime de pensions du Canada*	19 099 747	15 389 454	14 816 599
Dépenses recouvrables – Assurance-emploi	17 646 753	15 566 934	12 503 626
	36 746 500	30 956 388	27 320 225
Services internes			
Dépenses recouvrables au titre du *Régime de pensions du Canada*	1 621 234	1 397 153	1 177 757
Dépenses recouvrables – Assurance-emploi	1 350 017	1 162 892	981 195
	2 971 251	2 560 045	2 158 952
Total de l'organisme – Budgétaire	**39 717 751**	**33 516 433**	**29 479 177**
Commission canadienne des droits de la personne			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Services internes			
Services de soutien interne	2 104 448	2 104 448	2 039 765
Total de l'organisme – Budgétaire	**2 104 448**	**2 104 448**	**2 039 765**
Bureau du commissaire à la magistrature fédérale			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Soutien administratif aux juges de nomination fédérale	275 000	–	24 744
Total de l'organisme – Budgétaire	**275 000**	**–**	**24 744**
Bureau du directeur des poursuites pénales			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Services de poursuite	22 542 000	15 201 716	16 207 725
Services internes	200 000	93 033	93 033
Total de l'organisme – Budgétaire	**22 742 000**	**15 294 749**	**16 300 758**
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Services internes – Commissariat à la protection de la vie privée	238 138	238 138	209 037
Total de l'organisme – Budgétaire	**238 138**	**238 138**	**209 037**
Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**536 180 067**	**522 256 498**	**485 974 931**

Revenus

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Ministère de la Justice		
Autres revenus		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Autres ministères du gouvernement	42 074	11 779
Divers	3 654 958	2 368 783
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	9 987 907	7 464 390
Recouvrement de trop-payés de salaire, débiteurs transférés d'autres ministères	4 309	11 451
	13 689 248	9 856 403
Ventes de biens et de services		
Services de nature réglementaire		
Enregistrement de divorces	621 060	560 015
Services d'aide à l'exécution des ordonnances et des ententes familiales	5 906 407	6 207 724
	6 527 467	*6 767 739*
Services de nature non réglementaire		
Crédit net/Revenus des services juridiques	*21 328 083*	*23 367 668*
Autres frais et droits		
Services de soutien interne fournis aux autres ministères	2 981 091	–
Revenus reportés	545 808 697	507 233 661
	548 789 788	*507 233 661*
	576 645 338	537 369 068
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	1 547	925
Revenus divers		
Amendes et confiscations	2 497 064	1 078 182
Location de résidences et services publics	22 256	53 752
Facturation de sociétés d'État	–	52 680
Produits d'autres montants adjugés par une cour	142 962	79 751
Divers	55	75
	2 662 337	1 264 440
Total du ministère	**592 998 470**	**548 490 836**
Service canadien d'appui aux tribunaux administratifs		
Autres revenus		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	102 402	151 822
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	17 594	65 083
	119 996	216 905
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	454	36
Revenus divers		
Recouvrement des frais d'administration		
Assurance-emploi	20 172 065	16 422 511
Régimes de pension du Canada	20 331 465	19 424 033
Divers	136	71
	40 503 666	35 846 615
Total de l'organisme	**40 624 116**	**36 063 556**
Commission canadienne des droits de la personne		
Autres revenus		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	94 985	120 304
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	146 842	17 666
	241 827	137 970
Ventes de biens et de services		
Autres frais et droits		
Services de soutien internes	2 104 448	2 039 765
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	905	349
Revenus divers	454 571	440 599
Total de l'organisme	**2 801 751**	**2 618 683**
Service administratif des tribunaux judiciaires		
Autres revenus		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	213 078	169 030
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	62 093	172 456
	275 171	341 486
Ventes de biens et de services		
Services de nature réglementaire		
Droits de dépôt	1 810 693	1 732 222
Dépenses de la Cour	4 893	4 077
	1 815 586	*1 736 299*
Ventes de biens et de produits d'information		
Ventes de photocopies et d'enregistrements audio	*17 708*	*9 194*
	1 833 294	1 745 493
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	14 612	159

Revenus – *suite*

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Revenus divers		
Amendes de la Cour	64 217	17 775
Recouvrement des frais d'administration – Assurance-emploi	1 685 463	1 666 684
Divers	15	1 050
	1 749 695	1 685 509
Total de l'organisme	**3 872 772**	**3 772 647**
Bureau du commissaire à la magistrature fédérale		
Autres revenus		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	4 040	3 064
Ventes de biens et de services		
Services de nature non réglementaire	–	24 744
Revenus divers		
Retenues au Compte de pension de retraite de la fonction publique – Juges	20 216 956	19 319 078
Total de l'organisme	**20 220 996**	**19 346 886**
Bureau du directeur des poursuites pénales		
Autres revenus		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	371 431	547 320
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	640	1 667 575
	372 071	2 214 895
Ventes de biens et de services		
Services de nature non réglementaire		
Charge de revenus affectés au crédit	18 019 148	19 225 160
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	1 974	–
Revenus divers		
Amendes et confiscations	66 353 532	77 945 876
Location de résidences et services publics	838 142	745 742
Facturation de société d'État	440	352
Produits d'autres montants adjugés par une cour	799	–
	67 192 913	78 691 970
Total de l'organisme	**85 586 106**	**100 132 025**

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada		
Autres revenus		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	90 285	126 951
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	23 972	6 221
Recouvrement de trop-payés de salaire, débiteurs transférés d'autres ministères	12 506	–
	126 763	133 172
Ventes de biens et de services		
Autres frais et droits		
Recette sur le crédit		
Frais d'utilisation relatifs aux services de soutien internes	238 138	209 037
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	89	1 723
Revenus divers	1 025	–
Total de l'organisme	**366 015**	**343 932**
Registraire de la Cour suprême du Canada		
Autres revenus		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	61 855	49 786
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	31 528	133 721
Recouvrement de trop-payés de salaire, débiteurs transférés d'autres ministères	12 713	7 621
	106 096	191 128
Ventes de biens et de services		
Services de nature non réglementaire		
Autres revenus de services non réglementaires	*4 091*	*6 690*
Ventes de biens et de produits d'information		
Revenus reportés	4 550	700
Vente de motifs de jugement	175	775
	4 725	*1 475*
Autres frais et droits		
Photocopies	96 589	2 909
Frais d'enregistrement	–	47 925
Divers	–	24 592
Revenus reportés	–	(700)
	96 589	*74 726*
	105 405	82 891

Revenus – *fin*

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	13 088	22 072
Revenus divers		
Contributions des juges pour des rentes	120 922	121 880
Autres produits divers	–	2 054
Divers	–	1 801
	120 922	125 735
Total de l'organisme	**345 511**	**421 826**
Sommaire du portefeuille ministériel		
Autres revenus		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	14 935 212	13 095 023
Ventes de biens et de services	598 945 771	560 696 158
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	32 669	25 264
Revenus divers	132 902 085	137 373 946
Total du portefeuille ministériel	**746 815 737**	**711 190 391**

Section 20

Comptes publics du Canada
2023-2024

Parlement

Chambre des communes

Bibliothèque du Parlement

Bureau du commissaire aux conflits d'intérêts et à l'éthique

Bureau du directeur parlementaire du budget

Bureau du conseiller sénatorial en éthique

Service de protection parlementaire

Secrétariat du Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement

Sénat

Table des matières

Page

Description des responsabilités essentielles 378
Sommaire du portefeuille ministériel 382
Détail budgétaire par affectation 384
Responsabilités essentielles 386
Paiements de transfert 388
Détail des montants disponibles pour être dépensés 389
Revenus 389

Description des responsabilités essentielles

Services internes

Les Services internes comprennent les groupes d'activités et de ressources connexes que le gouvernement fédéral considère comme étant des services à l'appui de programmes ou nécessaires pour permettre à une organisation de s'acquitter de ses obligations générales. Les Services internes désignent les activités et ressources des dix services distincts qui soutiennent l'exécution des programmes au sein de l'organisation, peu importe le modèle de prestation des Services internes utilisé. Ces services sont : Services de gestion des acquisitions, Services de communication, Services de gestion financière, Services de gestion des ressources humaines, Services de gestion de l'information, Services de technologie de l'information, Services juridiques, Services de gestion du matériel, Services de gestion et de surveillance, Services de gestion des biens immobiliers.

Chambre des communes

Députés et agents supérieurs de la Chambre

Les députés assument les rôles de législateurs et de représentants élus de leur circonscription. Dans leur circonscription, les députés participent à des événements et à des activités, et discutent avec les électeurs de ce qui les préoccupe. À la Chambre, les députés participent aux débats, et étudient et votent les projets de loi. Les députés siègent aux comités permanents et aux comités spéciaux ou mixtes, car la Chambre des communes confie à ses comités l'étude approfondie des projets de loi ainsi que l'examen minutieux des programmes et des politiques du gouvernement. Ils font également partie d'associations parlementaires et de groupes interparlementaires et se joignent à des délégations dans le cadre d'échanges parlementaires. Finalement, en caucus, les députés élaborent des stratégies, discutent des politiques et examinent d'importants dossiers en collaboration avec les autres députés de leur parti, et dirigent le travail du bureau de recherche de leur parti. Les agents supérieurs de la Chambre sont des députés élus ou nommés à des postes au sein du caucus national d'un parti reconnu qui assument des fonctions parlementaires supplémentaires.

Administration de la Chambre

Les employés de l'Administration de la Chambre sont chargés de fournir des services aux députés élus pour une législature. De plus, ils sont en permanence au service de la Chambre en tant qu'institution, assurant la continuité d'une législature à l'autre, l'accès aux archives parlementaires et la stabilité de l'infrastructure à l'appui des députés dans le processus démocratique. Ils offrent des conseils et du soutien dans une vaste gamme de domaines tels que : les services procéduraux, législatifs et juridiques; la gestion et les technologies de l'information; la gestion des immeubles; la sécurité; les services de restauration; les finances; les ressources humaines; et la santé et sécurité au travail. Les employés de l'Administration de la Chambre des communes s'efforcent de toujours bien soutenir l'institution et le travail des députés dans leur rôle de législateur et de représentant de leur circonscription, à la Chambre, en comité et en caucus.

Bibliothèque du Parlement

Services d'information aux parlementaires

Cette activité de programme offre aux parlementaires des services d'information, de documentation, de recherche et d'analyse pour les aider à remplir leurs rôles de législateur et de représentant et les soutenir dans leurs efforts visant à rendre le Parlement et l'information à son propos accessibles au public.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Bureau du commissaire aux conflits d'intérêts et à l'éthique

Application et interprétation de la *Loi sur les conflits d'intérêts* et du Code régissant les conflits d'intérêts des députés

Sous la direction du commissaire, le Commissariat donne des conseils confidentiels aux titulaires de charge publique et aux députées et députés sur l'observation de la *Loi sur les conflits d'intérêts* et du Code régissant les conflits d'intérêts des députés. Le Commissariat reçoit et examine les rapports confidentiels et diffuse des renseignements devant être rendus publics. Le commissaire peut mener une étude pour déterminer si une ou un titulaire ou ex-titulaire de charge publique a contrevenu ou non à la Loi et peut mener une enquête pour déterminer si une députée ou un député a contrevenu ou non au Code. Le commissaire a également pour mandat de fournir des avis confidentiels au premier ministre sur les questions de conflits d'intérêts et d'éthique. Cette activité de programme profite à la population canadienne en réduisant au minimum les possibilités de conflit entre les intérêts personnels des titulaires de charge publique ou des membres de la députation et leurs fonctions officielles, en prévoyant les moyens de régler de tels conflits, le cas échéant, dans l'intérêt public, et en démontrant au public que les titulaires de charge publique et les membres de la députation sont tenus de respecter des normes qui placent l'intérêt public au-dessus de leurs intérêts personnels.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Bureau du directeur parlementaire du budget

Analyse financière et économique

Le directeur parlementaire du budget fournit, de façon indépendante, pertinente, opportune et impartiale des analyses afin d'aider les parlementaires à remplir leur rôle constitutionnel consistant à demander des comptes au gouvernement. Le directeur parlementaire du budget fournit au Parlement, de façon indépendante, des analyses de la situation financière du pays, des prévisions budgétaires du gouvernement et de l'économie canadienne, et, à la demande de tout comité ou parlementaire, d'évaluer le coût financier de toute mesure proposée relevant des domaines de compétence du Parlement. De plus, le directeur parlementaire du budget est responsable de la préparation de l'estimation des coûts des engagements énoncés dans les plateformes des divers partis politiques durant les élections.

Bureau du conseiller sénatorial en éthique

Administration et interprétation du Code régissant l'éthique et les conflits d'intérêts

Le mandat du conseiller sénatorial en éthique consiste à administrer et à interpréter le Code régissant l'éthique et les conflits d'intérêts des sénateurs qui établit des normes de conduite pour les sénateurs. Voici les principales fonctions du conseiller sénatorial en éthique : fournir des conseils et des avis confidentiels sur toute question relative aux obligations des sénateurs en vertu du Code; examiner les déclarations confidentielles annuelles (liste des sources de revenus, éléments d'actif, éléments de passif, contrats avec le gouvernement, intérêts financiers et autres), aviser les sénateurs des conflits d'intérêts possibles et des mesures de conformité; préparer des résumés publics; enquêter, au besoin, sur la conformité au Code.

Description des responsabilités essentielles – *fin*

Service de protection parlementaire

Sécurité physique

Le Service de protection parlementaire est responsable de la sécurité physique partout dans la Cité parlementaire et sur la Colline parlementaire. Ceci inclut la sécurité physique de la Cité parlementaire, des parlementaires, de leur personnel et des invités du Parlement, ainsi que tout visiteur de la Colline parlementaire et/ou de la Cité parlementaire, y compris les biens qui y sont situés ou les évènements qui s'y déroulent.

Secrétariat du Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement

Examen parlementaire des activités de sécurité nationale et de renseignement

La responsabilité essentielle du Secrétariat est de veiller à l'examen des activités de sécurité nationale et de renseignement au Canada, contribuant ainsi à une transparence et à une responsabilisation accrues du cadre de sécurité nationale.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Sénat

Sénateurs, agents supérieurs, et leurs bureaux

Assure la prestation aux sénateurs des services prévus par la loi, comme l'autorisent la *Loi sur le Parlement du Canada* et la *Loi sur les allocations de retraite des membres du Parlement*. Les dépenses de fonctionnement des bureaux des sénateurs sont payées conformément aux politiques et aux lignes directrices établies. Les dépenses comprises dans ces deux catégories sont les suivantes : indemnités de session et de fonction des sénateurs et cotisations aux régimes de retraite et allocations de retraite; frais de déplacement et de télécommunication; rémunération additionnelle des hauts fonctionnaires du Sénat; dépenses du personnel et dépenses relatives au fonctionnement des bureaux des hauts fonctionnaires du Sénat; dépenses de recherche et de bureau des sénateurs, y compris les dépenses de personnel et le coût du matériel et des services nécessaires au fonctionnement de leurs bureaux respectifs; fonds de recherche pour les caucus.

Soutien administratif

Offre le soutien nécessaire à la prestation efficace, efficiente et économique des programmes décrits sous les deux autres activités de programme du Sénat. Le programme Soutien administratif fournit des locaux et de l'équipement, des outils, de l'information, des biens et services, et des conseils spécialisés sur tous les aspects des activités. Les dépenses liées à ce programme sont les suivantes : services financiers et gestion du matériel; ressources humaines; services de sécurité institutionnelle; services d'information; gestion de la technologie de l'information; aménagement et entretien des locaux; services de poste, de messagerie et d'imprimerie; réparations, métiers et transports; amélioration de la gouvernance au moyen notamment de vérifications internes et d'une gestion stratégique.

Chambre, comités et associations

Assure la prestation du soutien et des services nécessaires aux sénateurs qui font partie des comités permanents, spéciaux ou mixtes, ainsi qu'aux associations parlementaires, c'est-à-dire les produits liés à la procédure, aux mesures législatives et à l'information, tels que les décisions du Président, la rédaction des mesures législatives, les publications officielles et la télédiffusion; les services administratifs tels que les budgets et la logistique des réunions. Les dépenses liées à cette activité de programme sont les suivantes : salaires du greffier du Sénat et aux secteurs législatifs; journaux, comptes rendus des débats et les publications; comités, associations et échanges parlementaires; télédiffusion; communications; programme des pages du Sénat.

Sommaire du portefeuille ministériel

(en dollars)

		Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
Crédit	Description	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Chambre des communes									
1	Dépenses du programme	–	423 319 199	–	–	423 319 199				
1b	Dépenses du programme	–	–	19 762 766	–	19 762 766				
1c	Dépenses du programme	–	–	21 118 479	–	21 118 479				
	Total – Crédit 1	–	423 319 199	40 881 245	–	464 200 444	433 835 199	30 365 245	–	392 743 896
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	47 838 191	3 210 009	(2 843 641)	48 204 559	48 204 559	–	–	42 399 920
(S)	Députés – Traitements et indemnités des agents supérieurs et des députés de la Chambre des communes en vertu de la *Loi sur le Parlement du Canada*	–	105 776 343	–	3 396 060	109 172 403	109 172 403	–	–	101 351 321
(S)	Députés – Contributions au compte d'allocations de retraite des parlementaires et au compte de convention de retraite des parlementaires en vertu de la *Loi sur les allocations de retraite des parlementaires*	–	20 200 000	–	26 504 511	46 704 511	46 704 511	–	–	16 056 646
	Total de l'organisme – Budgétaire	**–**	**597 133 733**	**44 091 254**	**27 056 930**	**668 281 917**	**637 916 672**	**30 365 245**	**–**	**552 551 783**
	Bibliothèque du Parlement									
1	Dépenses du programme	–	51 510 148	–	–	51 510 148				
1c	Dépenses du programme	–	–	5 252 209	–	5 252 209				
	Total – Crédit 1	–	51 510 148	5 252 209	–	56 762 357	54 822 071	1 940 286	–	46 812 940
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	6 361 530	798 336	(705 623)	6 454 243	6 454 243	–	–	5 540 946
	Total de l'organisme – Budgétaire	**–**	**57 871 678**	**6 050 545**	**(705 623)**	**63 216 600**	**61 276 314**	**1 940 286**	**–**	**52 353 886**
	Bureau du commissaire aux conflits d'intérêts et à l'éthique									
1	Dépenses du programme	–	7 421 554	–	–	7 421 554	6 874 575	546 979	–	6 768 932
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	911 620	–	(72 841)	838 779	838 779	–	–	811 598
	Total de l'organisme – Budgétaire	**–**	**8 333 174**	**–**	**(72 841)**	**8 260 333**	**7 713 354**	**546 979**	**–**	**7 580 530**
	Bureau du directeur parlementaire du budget									
1	Dépenses du programme	–	6 850 418	–	–	6 850 418	5 913 069	937 349	–	5 855 876
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	790 563	–	(122 680)	667 883	667 883	–	–	640 054
	Total de l'organisme – Budgétaire	**–**	**7 640 981**	**–**	**(122 680)**	**7 518 301**	**6 580 952**	**937 349**	**–**	**6 495 930**
	Bureau du conseiller sénatorial en éthique									
1	Dépenses du programme	–	1 325 451	–	–	1 325 451	849 579	475 872	–	868 183
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	139 225	–	(36 783)	102 442	102 442	–	–	97 561
	Total de l'organisme – Budgétaire	**–**	**1 464 676**	**–**	**(36 783)**	**1 427 893**	**952 021**	**475 872**	**–**	**965 744**

	Service de protection parlementaire									
1	Dépenses du programme	–	91 983 908	–	–	91 983 908	84 465 636	7 518 272	–	90 978 341
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	11 729 840	–	(1 228 578)	10 501 262	10 501 262	–	–	10 633 773
	Total de l'organisme – Budgétaire	**–**	**103 713 748**	**–**	**(1 228 578)**	**102 485 170**	**94 966 898**	**7 518 272**	**–**	**101 612 114**
	Secrétariat du Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement									
1	Dépenses du programme	–	3 409 410	–	–	3 409 410				
	Virement du :									
	CT, crédit 15[1]	–	–	–	96 109	96 109				
	CT, crédit 25[1]	–	–	–	170 500	170 500				
	Total – Crédit 1	–	3 409 410	–	266 609	3 676 019	2 820 378	855 641	–	2 650 347
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	244 482	–	(35 605)	208 877	208 877	–	–	201 031
	Total de l'organisme – Budgétaire	**–**	**3 653 892**	**–**	**231 004**	**3 884 896**	**3 029 255**	**855 641**	**–**	**2 851 378**
	Sénat									
1	Dépenses du programme	–	88 600 627	–	–	88 600 627	78 997 536	9 603 091	–	70 871 493
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	9 771 775	–	(748 326)	9 023 449	9 023 449	–	–	8 623 147
(S)	Agents supérieurs du Sénat et sénateurs – Traitements, allocations et autres paiements versés au président du Sénat, aux sénateurs et autres dignitaires du Sénat en vertu de la *Loi sur le Parlement du Canada*; contributions au compte d'allocations de retraite des parlementaires et au compte de convention de retraite des parlementaires (R.S.C. (1985), ch. M-5)	–	28 321 984	–	1 637 802	29 959 786	29 959 786	–	–	25 405 460
	Total de l'organisme – Budgétaire	**–**	**126 694 386**	**–**	**889 476**	**127 583 862**	**117 980 771**	**9 603 091**	**–**	**104 900 100**
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**–**	**906 506 268**	**50 141 799**	**26 010 905**	**982 658 972**	**930 416 237**	**52 242 735**	**–**	**829 311 465**

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

[1] Conseil du Trésor, crédit 15 – Rajustements à la rémunération.
Conseil du Trésor, crédit 25 – Report du budget de fonctionnement.

Détail budgétaire par affectation

(en dollars)

Description	Affectations	Dépenses	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs
Chambre des communes				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement	494 088 270	463 723 025	30 365 245	–
Subventions et contributions	1 416 782	1 416 782	–	–
Revenus affectés aux dépenses	(31 304 608)	(31 304 608)	–	–
	464 200 444	*433 835 199*	*30 365 245*	–
Montants législatifs	204 081 473	204 081 473	–	–
	668 281 917	637 916 672	30 365 245	–
Bibliothèque du Parlement				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement	57 762 357	55 539 360	2 222 997	–
Revenus affectés aux dépenses	(1 000 000)	(717 289)	(282 711)	–
	56 762 357	*54 822 071*	*1 940 286*	–
Montants législatifs	6 454 243	6 454 243	–	–
	63 216 600	61 276 314	1 940 286	–
Bureau du commissaire aux conflits d'intérêts et à l'éthique				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement	7 421 554	6 874 575	546 979	–
Montants législatifs	838 779	838 779	–	–
	8 260 333	7 713 354	546 979	–
Bureau du directeur parlementaire du budget				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement	6 850 418	5 913 069	937 349	–
Montants législatifs	667 883	667 883	–	–
	7 518 301	6 580 952	937 349	–
Bureau du conseiller sénatorial en éthique				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement	1 325 451	849 579	475 872	–
Montants législatifs	102 442	102 442	–	–
	1 427 893	952 021	475 872	–
Service de protection parlementaire				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement	93 483 908	85 926 819	7 557 089	–
Revenus affectés aux dépenses	(1 500 000)	(1 461 183)	(38 817)	–
	91 983 908	*84 465 636*	*7 518 272*	–
Montants législatifs	10 501 262	10 501 262	–	–
	102 485 170	94 966 898	7 518 272	–

Secrétariat du Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement	3 676 019	2 820 378	855 641	–
Montants législatifs	208 877	208 877	–	–
	3 884 896	3 029 255	855 641	–
Sénat				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement	88 119 421	78 516 330	9 603 091	–
Subventions et contributions	481 206	481 206	–	–
	88 600 627	*78 997 536*	*9 603 091*	–
Montants législatifs	38 983 235	38 983 235	–	–
	127 583 862	117 980 771	9 603 091	–
Total du portefeuille ministériel	**982 658 972**	**930 416 237**	**52 242 735**	**–**

Responsabilités essentielles

(en dollars)

	Budgétaire											
	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Total budgétaire		Non budgétaire	
Description	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
Chambre des communes												
Députés et agents supérieurs de la Chambre	401 233 509	372 531 706	–	–	1 183 324	1 183 324	2 611 984	2 611 984	399 804 849	371 103 046	–	–
Administration de la Chambre	296 936 234	295 272 792	–	–	233 458	233 458	28 692 624	28 692 624	268 477 068	266 813 626	–	–
Total partiel	698 169 743	667 804 498	–	–	1 416 782	1 416 782	31 304 608	31 304 608	668 281 917	637 916 672	–	–
Revenus affectés aux dépenses	(31 304 608)	(31 304 608)	–	–	–	–	(31 304 608)	(31 304 608)	–	–	–	–
Total de l'organisme	**666 865 135**	**636 499 890**	**–**	**–**	**1 416 782**	**1 416 782**	**–**	**–**	**668 281 917**	**637 916 672**	**–**	**–**
Bibliothèque du Parlement												
Services d'information aux parlementaires	49 044 615	46 314 027	–	–	–	–	1 000 000	717 289	48 044 615	45 596 738	–	–
Services internes	15 171 985	15 679 576	–	–	–	–	–	–	15 171 985	15 679 576	–	–
Total partiel	64 216 600	61 993 603	–	–	–	–	1 000 000	717 289	63 216 600	61 276 314	–	–
Revenus affectés aux dépenses	(1 000 000)	(717 289)	–	–	–	–	(1 000 000)	(717 289)	–	–	–	–
Total de l'organisme	**63 216 600**	**61 276 314**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**63 216 600**	**61 276 314**	**–**	**–**
Bureau du commissaire aux conflits d'intérêt et à l'éthique												
Application et interprétation de la *Loi sur les conflits d'intérêts* et du Code régissant les conflits d'intérêts des députés	5 818 992	5 144 651	–	–	–	–	–	–	5 818 992	5 144 651	–	–
Services internes	2 441 341	2 568 703	–	–	–	–	–	–	2 441 341	2 568 703	–	–
Total de l'organisme	**8 260 333**	**7 713 354**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**8 260 333**	**7 713 354**	**–**	**–**
Bureau du directeur parlementaire du budget												
Analyse financière et économique	7 518 301	6 580 952	–	–	–	–	–	–	7 518 301	6 580 952	–	–
Total de l'organisme	**7 518 301**	**6 580 952**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**7 518 301**	**6 580 952**	**–**	**–**
Bureau du conseiller sénatorial en éthique												
Administration et interprétation du Code régissant l'éthique et les conflits d'intérêts	1 427 893	952 021	–	–	–	–	–	–	1 427 893	952 021	–	–
Total de l'organisme	**1 427 893**	**952 021**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**1 427 893**	**952 021**	**–**	**–**

Service de protection parlementaire												
Sécurité physique	103 985 170	96 428 081	–	–	–	–	1 500 000	1 461 183	102 485 170	94 966 898	–	–
Revenus affectés aux dépenses	(1 500 000)	(1 461 183)	–	–	–	–	(1 500 000)	(1 461 183)	–	–	–	–
Total de l'organisme	**102 485 170**	**94 966 898**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**102 485 170**	**94 966 898**	**–**	**–**
Secrétariat du Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement												
Examen parlementaire des activités de sécurité nationale et de renseignement	2 919 192	2 068 360	–	–	–	–	–	–	2 919 192	2 068 360	–	–
Services internes	965 704	960 895	–	–	–	–	–	–	965 704	960 895	–	–
Total de l'organisme	**3 884 896**	**3 029 255**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**3 884 896**	**3 029 255**	**–**	**–**
Sénat												
Sénateurs, agents supérieurs, et leurs bureaux	63 835 413	57 118 672	–	–	–	–	–	–	63 835 413	57 118 672	–	–
Soutien administratif	38 936 443	36 201 443	–	–	5 000	5 000	–	–	38 941 443	36 206 443	–	–
Chambre, comités et associations	24 330 800	24 179 450	–	–	476 206	476 206	–	–	24 807 006	24 655 656	–	–
Total de l'organisme	**127 102 656**	**117 499 565**	**–**	**–**	**481 206**	**481 206**	**–**	**–**	**127 583 862**	**117 980 771**	**–**	**–**
Total du portefeuille ministériel	**980 760 984**	**928 518 249**	**–**	**–**	**1 897 988**	**1 897 988**	**–**	**–**	**982 658 972**	**930 416 237**	**–**	**–**

Paiements de transfert

(en dollars)

	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
Description	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Chambre des communes									
Contributions									
Paiements aux associations parlementaires et de procédure	–	1 189 219	–	227 563	1 416 782	1 416 782	–	–	1 425 007
Total de l'organisme	**–**	**1 189 219**	**–**	**227 563**	**1 416 782**	**1 416 782**	**–**	**–**	**1 425 007**
Sénat									
Subventions									
Éléments non requis pour l'exercice en cours	–	–	–	–	–	–	–	–	**10 378**
Contributions									
Contributions aux associations parlementaires et groupe(s) parlementaire(s)	**–**	**450 000**	**–**	**31 206**	**481 206**	**481 206**	**–**	**–**	**611 906**
Total de l'organisme	**–**	**450 000**	**–**	**31 206**	**481 206**	**481 206**	**–**	**–**	**622 284**
Total du portefeuille ministériel	**–**	**1 639 219**	**–**	**258 769**	**1 897 988**	**1 897 988**	**–**	**–**	**2 047 291**

Détail des montants disponibles pour être dépensés

(en dollars)

Description	Autorisations disponibles pour emploi au cours de l'exercice	Autorisations employées au cours de l'exercice	Autorisations employées dans l'exercice précédent
Chambre des communes			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Députés et agents supérieurs de la Chambre			
Produits de la vente de biens	–	–	505
Droits d'affiliation à des associations parlementaires	43 925	43 925	35 510
Recouvrement de coûts avec les ministères et les institutions parlementaires	1 968 462	1 968 462	2 515 207
Autres recouvrements	599 597	599 597	632 625
	2 611 984	2 611 984	3 183 847
Administration de la Chambre			
Produits de la vente de biens	111 038	111 038	50 641
Produits des Services de restauration	4 508 961	4 508 961	3 472 213
Recouvrement de coûts avec les ministères et les institutions parlementaires	23 726 967	23 726 967	23 709 633
Autres recouvrements	345 658	345 658	285 847
	28 692 624	28 692 624	27 518 334
Total de l'organisme – Budgétaire	**31 304 608**	**31 304 608**	**30 702 181**
Bibliothèque du Parlement			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Services d'information aux parlementaires	1 000 000	717 289	550 782
Total de l'organisme – Budgétaire	**1 000 000**	**717 289**	**550 782**
Service de protection parlementaire			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Sécurité physique			
Recouvrement de coûts avec les ministères et les institutions parlementaires	1 500 000	1 461 183	1 167 890
Total de l'organisme – Budgétaire	**1 500 000**	**1 461 183**	**1 167 890**
Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**33 804 608**	**33 483 080**	**32 420 853**

Revenus

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Chambre des communes		
Autres revenus		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	500 018	508 327
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	189 408	307 667
	689 426	815 994
Ventes de biens et de services		
Services de nature non réglementaire	*15 503 645*	*15 695 333*
Ventes de biens et de produits d'information	*15 547 779*	*14 830 906*
Location et utilisation de biens publics	*31 651*	–
Autres frais et droits		
Frais d'utilisation pouvant être dépensés de nouveau	51 525	59 217
Divers	58 969	65 580
	110 494	*124 797*
	31 193 569	30 651 036
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	111 038	51 146
Revenus divers		
Divers	190	(15 197)
Total de l'organisme	**31 994 223**	**31 502 979**
Bibliothèque du Parlement		
Autres revenus		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	27 189	105 109
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	861	–
Recouvrement de trop-payés de salaire, débiteurs transférés d'autres ministères	–	3 586
	28 050	108 695
Ventes de biens et de services		
Ventes de biens et de produits d'information	724 555	551 188
Total de l'organisme	**752 605**	**659 883**
Bureau du commissaire aux conflits d'intérêts et à l'éthique		
Autres revenus		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	501	–
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	–	3 647
	501	3 647
Revenus divers		
Revenus provenant de pénalités	1 100	1 700
Total de l'organisme	**1 601**	**5 347**

Revenus – *fin*

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Bureau du directeur parlementaire du budget		
Autres revenus		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	29 768	3 120
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	22 437	16
Total de l'organisme	**52 205**	**3 136**
Bureau du conseiller sénatorial en éthique		
Autres revenus		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	–	477
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	–	10 545
Total de l'organisme	**–**	**11 022**
Service de protection parlementaire		
Autres revenus		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	186 679	191 526
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	25 221	136 722
	211 900	328 248
Ventes de biens et de services		
Services de nature non réglementaire	1 253 810	951 760
Ventes de biens et de produits d'information	5 737	107 074
Autres frais et droits		
Frais d'utilisation pouvant être dépensés de nouveau	201 636	109 056
	1 461 183	1 167 890
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	1 643	1 777
Total de l'organisme	**1 674 726**	**1 497 915**
Secrétariat du Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement		
Autres revenus		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Achat de biens et services	413	2 422
Traitements	–	3
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent		
Traitements	–	11 314
Recouvrement de trop-payés de salaire, débiteurs transférés d'autres ministères	27	–
Total de l'organisme	**440**	**13 739**

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Sénat		
Autres revenus		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	33 262	73 971
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	28 113	11 212
	61 375	85 183
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	1 804	7 217
Revenus divers		
Dons à l'État	–	530
Divers	10 753	880
	10 753	1 410
Total de l'organisme	**73 932**	**93 810**
Sommaire du portefeuille ministériel		
Autres revenus		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	1 043 897	1 369 664
Ventes de biens et de services	33 379 307	32 370 114
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	114 485	60 140
Revenus divers	12 043	(12 087)
Total du portefeuille ministériel	**34 549 732**	**33 787 831**

Section 21

Comptes publics du Canada
2023-2024

Patrimoine canadien

Ministère du Patrimoine canadien
Conseil des Arts du Canada
Société Radio-Canada
Musée canadien des droits de la personne
Musée canadien de l'histoire
Musée canadien de l'immigration du Quai 21
Musée canadien de la nature
Fondation canadienne des relations raciales
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes
Bibliothèque et Archives du Canada
Société du Centre national des Arts
Office national du film
Musée des beaux-arts du Canada
Musée national des sciences et de la technologie
Téléfilm Canada
Commission des champs de bataille nationaux

Table des matières

Page

Description des responsabilités essentielles 392
Sommaire du portefeuille ministériel 398
Détail budgétaire par affectation 403
Responsabilités essentielles 407
Paiements de transfert 409
Détail des montants disponibles pour être dépensés 412
Revenus 412

Description des responsabilités essentielles

Services internes

Les Services internes comprennent les groupes d'activités et de ressources connexes que le gouvernement fédéral considère comme étant des services à l'appui de programmes ou nécessaires pour permettre à une organisation de s'acquitter de ses obligations générales. Les Services internes désignent les activités et ressources des dix services distincts qui soutiennent l'exécution des programmes au sein de l'organisation, peu importe le modèle de prestation des Services internes utilisé. Ces services sont : Services de gestion des acquisitions, Services de communication, Services de gestion financière, Services de gestion des ressources humaines, Services de gestion de l'information, Services de technologie de l'information, Services juridiques, Services de gestion du matériel, Services de gestion et de surveillance, Services de gestion des biens immobiliers.

Ministère du Patrimoine canadien

Créativité, arts et culture

Veiller à ce qu'un large éventail de contenu artistique et culturel canadien soit accessible au pays et à l'étranger. Offrir aux Canadiens des occasions de s'engager et de participer à la vie créative du Canada, en créant un sentiment d'appartenance et d'inclusion. Contribuer au succès des activités qui favorisent la créativité, les possibilités d'innovation, de croissance et d'emploi dans le secteur culturel et pour l'économie créative du Canada. Appuyer les politiques et les mesures législatives et réglementaires; gérer des programmes de financement appuyant la création, la formation professionnelle, l'infrastructure culturelle et la diffusion des arts; le développement des affaires et d'initiatives de commercialisation; et l'établissement de partenariats au Canada et à l'étranger.

Langues officielles

Appuyer la promotion des deux langues officielles dans la société canadienne et le développement des communautés de langue officielle en situation minoritaire en collaborant avec des organismes bénévoles et les gouvernements provinciaux et territoriaux. Favorise une approche concertée pour assurer la participation de l'ensemble des institutions fédérales à la mise en œuvre des engagements de la *Loi sur les langues officielles* ainsi que la coordination d'initiatives horizontales.

Diversité et inclusion

Vise à célébrer la diversité, l'identité et le patrimoine multiculturels du Canada, favoriser le développement de collectivités résilientes et renforcer les droits des Canadiens, afin d'encourager la diversité et l'inclusion et d'appuyer la législation sur le multiculturalisme. Promeut et appuie l'application à l'échelle nationale des traités internationaux relatifs aux droits de l'homme, les droits constitutionnels et quasi constitutionnels au Canada. Travaille en collaboration avec une multitude d'organisations gouvernementales et non gouvernementales à l'appui de l'exécution de programmes et de la prestation de services portant sur la diversité et l'inclusion. Appuie l'engagement, la participation et l'inclusion des jeunes Canadiens dans leur collectivité et dans le cadre d'activités d'échange. Revitalise, préserve et promeut les langues et les cultures autochtones et célèbre les réalisations et soutient les communautés autochtones au moyen d'investissements dans diverses initiatives.

Sport

Favorise et améliore la participation sportive au Canada, depuis l'introduction au sport jusqu'aux plus hauts échelons grâce aux paiements de transfert et au leadership en matière de politiques. Veille à ce que tous les Canadiens aient accès à des programmes sportifs de qualité dans un environnement sécuritaire et accueillant, sans discrimination liée à la race, au sexe ou aux limitations physiques. Favoriser le développement d'athlètes de haut niveau, d'entraîneurs, d'officiels, de dirigeants et d'organisations au sein du système sportif canadien. Aide les collectivités canadiennes à accueillir les Jeux du Canada et des manifestations sportives internationales.

Patrimoine et célébrations

Donner l'occasion aux Canadiens de participer aux célébrations et aux commémorations d'intérêt national, à des festivals locaux et à des activités liées au patrimoine. Investir dans le développement de matériel didactique et d'activités d'apprentissage qui offrent aux Canadiens la possibilité d'améliorer leur compréhension de l'histoire du Canada. Faciliter l'accès au patrimoine et aider les établissements du patrimoine à préserver et à présenter des collections patrimoniales à tous les Canadiens. Offrir des projets, des programmes et des services, et des subventions, des contributions et d'incitations fiscales; mener des recherches; fournir des informations et des compétences qui font autorité; et appuyer la mise en application d'une législation en matière de patrimoine.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Conseil des Arts du Canada

Favoriser et promouvoir l'étude et la diffusion des arts, ainsi que la production d'œuvres d'art.

Société Radio-Canada

Renseigner, éclairer et divertir; contribuer au développement et au partage d'une conscience et d'une identité nationales; traduire la diversité régionale et culturelle du Canada et contribuer au développement de la culture et du talent au Canada.

Musée canadien des droits de la personne

Explorer le thème des droits de la personne en mettant un accent particulier sur le Canada en vue d'accroître la compréhension du public à cet égard, de promouvoir le respect des autres et d'encourager la réflexion et le dialogue.

Musée canadien de l'histoire

D'accroître la connaissance, la compréhension et le degré d'appréciation des Canadiens à l'égard d'événements, d'expériences, de personnes et d'objets qui incarnent l'histoire et l'identité canadiennes, qu'ils ont façonnées, ainsi que de les sensibiliser à l'histoire du monde et aux autres cultures.

Musée canadien de l'immigration du Quai 21

Explorer le thème de l'immigration au Canada en vue d'accroître la compréhension du public à l'égard des expériences vécues par les immigrants au moment de leur arrivée au Canada, du rôle essentiel que l'immigration a joué dans le développement du Canada et de la contribution des immigrants à la culture, à l'économie et au mode de vie canadiens.

Description des responsabilités essentielles – *suite*

Musée canadien de la nature

Accroître, dans l'ensemble du Canada et à l'étranger, l'intérêt et le respect à l'égard de la nature, de même que sa connaissance et son degré d'appréciation par tous par la constitution, l'entretien et le développement, aux fins de la recherche et pour la postérité, d'une collection d'objets d'histoire naturelle principalement axée sur le Canada, ainsi que par la présentation de la nature, des enseignements et de la compréhension qu'elle génère.

Fondation canadienne des relations raciales

Faciliter, dans l'ensemble du pays, le développement, le partage et la mise en œuvre de toute connaissance ou compétence utile en vue de contribuer à l'élimination du racisme et de toute forme de discrimination raciale au Canada.

Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes

Réglementer et surveiller le système de communication

Le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes est un tribunal administratif. Il est chargé de réglementer et de superviser le système de communication du Canada dans l'intérêt du public. Établi pour développer, mettre en œuvre et appliquer des politiques réglementaires concernant le système de communication canadien, le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes s'acquitte d'un large éventail de fonctions, y compris l'établissement de règles et l'élaboration de politiques, mais il a aussi les pouvoirs quasi-judiciaires d'un tribunal supérieur en ce qui touche la production et l'examen des preuves, de même que l'application de ses décisions. En tant que tribunal administratif, il fonctionne en toute indépendance du gouvernement fédéral. Le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes élabore des politiques réglementaires pour le système de communication du Canada; approuve les fusions, les acquisitions et les changements de propriété des entreprises de radiodiffusion; approuve les tarifs et les ententes concernant certains services de télécommunication; attribue, renouvelle et modifie les licences des entreprises de distribution de radiodiffusion et des entreprises de programmation; règle les différends liés à certaines ententes commerciales. Le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes intervient précisément dans des situations où le libre jeu du marché ne permet pas à lui seul d'atteindre les objectifs stratégiques de son mandat législatif.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Bibliothèque et Archives du Canada

Acquérir et préserver le patrimoine documentaire

Bibliothèque et Archives du Canada acquiert du patrimoine documentaire ayant un intérêt historique et le préserve pour les générations actuelles et futures, en vertu du mandat que lui confère la *Loi sur la Bibliothèque et les Archives du Canada*. Sa collection se compose de ressources en divers formats conservés sur une gamme de supports. Bibliothèque et Archives du Canada prodigue des conseils au gouvernement du Canada et à ses institutions sur la gestion des renseignements et veille au transfert des documents présentant un intérêt historique vers sa collection. Au moyen du dépôt légal, tous les documents soumis par des éditeurs canadiens ainsi que des échantillons de contenu Internet sont intégrés à sa collection. D'autres documents d'importance nationale sont acquis afin de documenter la société canadienne. Bibliothèque et Archives du Canada utilise des techniques et une

infrastructure de pointe pour restaurer la collection et assurer des conditions optimales de préservation à long terme. Bibliothèque et Archives du Canada développe aussi sa capacité et son expertise afin d'assurer l'accessibilité des documents numériques.

Donner accès au patrimoine documentaire

Bibliothèque et Archives du Canada rend accessible sa collection, tout en respectant ses obligations découlant de lois, de politiques et de contrats. Au moyen de technologies de pointe, Bibliothèque et Archives du Canada permet aux Canadiens d'accéder à sa collection et de la consulter pour qu'ils puissent approfondir leur connaissance du patrimoine documentaire du Canada. Bibliothèque et Archives du Canada rend le contenu numérique accessible par son site Web et les médias sociaux afin d'améliorer l'accès à sa collection. Il offre des services en ligne et en personne à ses quatre points de service. Au moyen de stratégies novatrices, comme l'outil de production participative Co-Lab et le Numéri-Lab, il enrichit le contenu numérique de sa collection. En outre, Bibliothèque et Archives du Canada favorise l'accès au patrimoine canadien en créant des expositions, afin de permettre au public de découvrir sa collection dans des lieux culturels situés à l'échelle du pays. Au moyen de son Programme pour les collectivités du patrimoine documentaire, Bibliothèque et Archives du Canada appuie les organismes de mémoire en augmentant leur capacité de préserver leurs collections et de les rendre accessibles.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Société du Centre national des Arts

Exploiter et administrer le Centre national des Arts, développer les arts d'interprétation dans la région de la capitale nationale et aider le Conseil des Arts du Canada à développer ceux-ci ailleurs au Canada.

Office national du film

Programmation et production audiovisuelles

L'Office national du film a le mandat de créer des œuvres audiovisuelles pertinentes et innovatrices qui font connaître le Canada et ses diverses perspectives au peuple canadien et au reste du monde. L'Office national du film travaille avec des cinéastes, des créateurs et des créatrices provenant de toutes les régions du pays pour produire des documentaires, des animations, des œuvres interactives et immersives d'exception enracinés dans les expériences et les réalités canadiennes. L'Office national du film se doit d'être un milieu propice à l'innovation technologique et cinématographique, et ce, sur la scène tant nationale qu'internationale. L'Office national du film se donne l'objectif de refléter les points de vue et les expériences de communautés qui sont systématiquement sous-représentées dans le paysage médiatique, et d'innover dans la création de nouvelles formes et approches pour raconter des histoires.

Accessibilité des œuvres et interaction avec les auditoires

L'Office national du film travaille pour que les Canadiens et Canadiennes de toutes les régions du pays aient accès à ses œuvres sous diverses formes. Comprendre les auditoires et leurs habitudes de consommation, rendre les contenus accessibles sur une variété de plateformes et porter les productions de l'Office national du film à leur attention fait ainsi intrinsèquement partie du mandat de l'institution. L'Office national du film est riche d'une collection qui compte au-delà de 13 000 titres et qui constitue un pilier central du patrimoine culturel du Canada. La *Loi sur le cinéma* confère à l'Office national du film le mandat de conserver cette collection afin d'assurer sa pérennité et son accessibilité à la population du Canada et sur l'échelle internationale, aujourd'hui et à l'avenir.

Description des responsabilités essentielles – *fin*

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Musée des beaux-arts du Canada

Constituer, entretenir et faire connaître, dans l'ensemble du Canada et à l'étranger, une collection d'œuvres d'art anciennes, modernes et contemporaines principalement axée sur le Canada, et amener tous les Canadiens à mieux connaître, comprendre et apprécier l'art en général.

Musée national des sciences et de la technologie

Promouvoir la culture scientifique et technique au Canada par la constitution, l'entretien et le développement d'une collection d'objets scientifiques et techniques principalement axée sur le Canada, et par la présentation des procédés et productions de l'activité scientifique et technique, ainsi que de leurs rapports avec la société sur les plans économique, social et culturel.

Téléfilm Canada

Financement à la production de contenus canadiens

Téléfilm soutient le développement et la production de longs métrages canadiens par l'entremise de programmes de financement. Nos programmes financent et appuient, entre autres, les projets de sociétés de production canadiennes ayant du succès sur les plans commercial, culturel et industriel (entre autres, celles comprenant des talents émergents), les projets de coproductions internationales, la diversité sous toutes ses formes (entre autres, la parité hommes-femmes dans les postes clés de création, genre de films, tailles des budgets, régions, points de vue, Autochtones) et les projets innovateurs. Le financement octroyé permet aux sociétés canadiennes de produire des contenus au Canada et renforce l'écosystème culturel canadien. De plus, Téléfilm évalue et recommande au ministère du Patrimoine canadien les projets susceptibles d'être reconnus à titre de coproductions audiovisuelles régies par les traités de coproduction officielle.

Promotion des talents et des contenus canadiens

Téléfilm fait rayonner la culture canadienne, fidélise les auditoires, favorise la découverte et la notoriété des talents et permet la commercialisation des contenus canadiens au Canada et à l'étranger par l'entremise de programmes de financement et d'activités promotionnelles. Au Canada, Téléfilm soutient financièrement la mise en marché de longs métrages ainsi que les festivals de films et autres événements et activités promotionnels mettant en valeur l'identité canadienne et la diversité, en terme de talents et de contenus. À l'international, Téléfilm appuie les sociétés canadiennes dans la commercialisation et l'exportation de leurs contenus, principalement par la mise en œuvre de centres d'affaires canadiens, de campagnes de promotion et de séances de visionnement et de réseautage. Téléfilm soutient aussi financièrement la présence aux festivals, marchés et événements internationaux des talents canadiens et la mise en marché de longs métrages canadiens dans les territoires étrangers.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Commission des champs de bataille nationaux

Conservation

Assurer la conservation et la protection des biens naturels, culturels et patrimoniaux du parc des Champs-de-Bataille en aménageant, en entretenant et en remettant en bon état le territoire et les infrastructures. Assurer un accès sécuritaire au parc.

Promotion du patrimoine

Faire connaître l'histoire et faire découvrir le patrimoine et les richesses du parc des Champs-de-Bataille en organisant, par le biais du centre d'accueil du Musée des plaines d'Abraham, des expositions, des activités pédagogiques et récréatives, et des visites guidées.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Sommaire du portefeuille ministériel

(en dollars)

		Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
Crédit	Description	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Ministère du Patrimoine canadien									
1	Dépenses de fonctionnement	–	202 886 911	–	–	202 886 911				
1a	Dépenses de fonctionnement	–	–	7 475 093	–	7 475 093				
1b	Dépenses de fonctionnement	–	–	15 163 561	–	15 163 561				
1c	Dépenses de fonctionnement	–	–	3 591 172	–	3 591 172				
	Virement du :									
	CT, crédit 10[1]	–	–	–	7 333	7 333				
	CT, crédit 15[1]	–	–	–	27 368 364	27 368 364				
	CT, crédit 25[1]	–	–	–	8 012 107	8 012 107				
	Virement au :									
	crédit 1 (Conseil des Arts du Canada)	–	–	–	(650 000)	(650 000)				
	crédit 1 (Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement)	–	–	–	(120 000)	(120 000)				
	crédit 1 (Ministère de l'Industrie)	–	–	–	(50 000)	(50 000)				
	crédit 1 (Ministère de la Justice)	–	–	–	(190 000)	(190 000)				
	crédit 1 (Société du Centre national des Arts)	–	–	–	(350 000)	(350 000)				
	crédit 1 (Conseil de recherches en sciences humaines)	–	–	–	(30 000)	(30 000)				
	crédit 1 (Statistique Canada)	–	–	–	(235 000)	(235 000)				
	crédit 1 (Secrétariat du Conseil du Trésor)	–	–	–	(667 519)	(667 519)				
	crédit 5 (Instituts de recherche en santé du Canada)	–	–	–	(200 000)	(200 000)				
	crédit 5 (Conseil de recherches en sciences humaines)	–	–	–	(60 000)	(60 000)				
	Total – Crédit 1	–	202 886 911	26 229 826	32 835 285	261 952 022	252 650 105	9 301 917	–	263 694 463
5	Subventions et contributions	–	1 707 891 504	–	–	1 707 891 504				
5a	Subventions et contributions	–	–	11 000 000	–	11 000 000				
5b	Subventions et contributions	–	–	187 769 811	–	187 769 811				
5c	Subventions et contributions	–	–	6 171 679	–	6 171 679				
	Virement du crédit 5 (Ministère de la Défense nationale)	–	–	–	175 000	175 000				
	Virement au :									
	crédit 1 (Conseils des Arts du Canada)	–	–	–	(127 000)	(127 000)				
	crédit 5 (Conseil de recherches en sciences humaines)	–	–	–	(698 007)	(698 007)				
	crédit 10 (Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord)	–	–	–	(6 821 807)	(6 821 807)				
	crédit 10 (Ministère des Services aux Autochtones)	–	–	–	(370 000)	(370 000)				
	Total – Crédit 5	–	1 707 891 504	204 941 490	(7 841 814)	1 904 991 180	1 865 588 429	39 402 751	–	2 004 559 020
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	27 119 694	4 137 310	(288 085)	30 968 919	30 968 919	–	–	29 165 608
(S)	Ministre du Patrimoine canadien – Traitement et allocation pour automobile (*Loi sur les traitements* et *Loi sur le Parlement du Canada*)	–	94 700	–	100	94 800	94 800	–	–	107 800

(S)	Ministre des Sports et ministre responsable de l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec – Traitement et allocation pour automobile (*Loi sur les traitements* et *Loi sur le Parlement du Canada*)	–	94 700	–	100	94 800	94 800	–	–	77 000
(S)	Traitements des lieutenants-gouverneurs (*Loi sur les salaires*)	–	1 196 000	–	559 940	1 755 940	1 755 940	–	–	1 698 956
(S)	Remboursements de montants portés aux revenus d'exercices antérieurs	–	–	–	69 620	69 620	69 620	–	–	23 674
(S)	Paiements en vertu de la *Loi sur la pension de retraite des lieutenants-gouverneurs* (L.R.C. (1985), ch. L-8)	–	637 000	–	323 967	960 967	960 967	–	–	976 697
(S)	Prestations de retraite supplémentaires – lieutenants-gouverneurs précédents (*Loi sur les prestations de retraite supplémentaires*)	–	182 000	–	82 038	264 038	264 038	–	–	231 096
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	14 032	–	–	11 450	25 482	13 683	349	11 450	20 104
	Crédits non requis pour l'exercice en cours	–	–	–	–	–	–	–	–	619
	Total du ministère – Budgétaire	**14 032**	**1 940 102 509**	**235 308 626**	**25 752 601**	**2 201 177 768**	**2 152 461 301**	**48 705 017**	**11 450**	**2 300 555 037**
	Conseil des Arts du Canada									
1	Paiements au Conseil	–	364 238 813	–	–	364 238 813				
	Virement du :									
	crédit 1 (Ministère du Patrimoine canadien)	–	–	–	650 000	650 000				
	crédit 5 (Ministère du Patrimoine canadien)	–	–	–	127 000	127 000				
	CT, crédit 15[1]	–	–	–	4 516 798	4 516 798				
	Virement au crédit 1 (École de la fonction publique du Canada)	–	–	–	(69 000)	(69 000)				
	Total de l'organisme – Budgétaire	**–**	**364 238 813**	**–**	**5 224 798**	**369 463 611**	**369 338 611**	**125 000**	**–**	**423 422 901**
	Société Radio-Canada									
1	Paiements à la Société pour les dépenses de fonctionnement	–	1 173 123 435	–	–	1 173 123 435				
	Virement du CT, crédit 15[1]	–	–	–	167 115 096	167 115 096				
	Total – Crédit 1	–	1 173 123 435	–	167 115 096	1 340 238 531	1 340 113 531	125 000	–	1 174 970 942
5	Paiements à la Société pour le fonds de roulement	–	4 000 000	–	–	4 000 000	4 000 000	–	–	4 000 000
10	Paiements à la Société pour les dépenses en capital	–	110 046 000	–	–	110 046 000	110 046 000	–	–	108 326 000
	Total de l'organisme – Budgétaire	**–**	**1 287 169 435**	**–**	**167 115 096**	**1 454 284 531**	**1 454 159 531**	**125 000**	**–**	**1 287 296 942**
	Musée canadien des droits de la personne									
1	Paiements au Musée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	–	25 458 013	–	–	25 458 013				
1b	Paiements au Musée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	–	–	1 340 000	–	1 340 000				
	Virement du CT, crédit 15[1]	–	–	–	2 061 353	2 061 353				
	Total de l'organisme – Budgétaire	**–**	**25 458 013**	**1 340 000**	**2 061 353**	**28 859 366**	**28 794 533**	**64 833**	**–**	**30 816 799**
	Musée canadien de l'histoire									
1	Paiements au Musée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	–	73 251 251	–	–	73 251 251				
1b	Paiements au Musée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	–	–	5 056 000	–	5 056 000				
	Virement du :									
	CT, crédit 15[1]	–	–	–	6 856 838	6 856 838				
	CT, crédit 30[1]	–	–	–	464 660	464 660				
	Total de l'organisme – Budgétaire	**–**	**73 251 251**	**5 056 000**	**7 321 498**	**85 628 749**	**85 563 916**	**64 833**	**–**	**77 558 634**

Sommaire du portefeuille ministériel – *suite*

(en dollars)

		Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
Crédit	Description	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Musée canadien de l'immigration du Quai 21									
1	Paiement au Musée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	–	8 111 694	–	–	8 111 694				
1b	Paiement au Musée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	–	–	975 000	–	975 000				
	Virement du CT, crédit 15[1]	–	–	–	974 200	974 200				
	Total de l'organisme – Budgétaire	**–**	**8 111 694**	**975 000**	**974 200**	**10 060 894**	**10 060 894**	**–**	**–**	**8 956 694**
	Musée canadien de la nature									
1	Paiements au Musée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	–	27 718 568	–	–	27 718 568				
1b	Paiements au Musée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	–	–	4 638 000	–	4 638 000				
	Virement du :									
	CT, crédit 15[1]	–	–	–	43 109	43 109				
	CT, crédit 30[1]	–	–	–	13 701	13 701				
	Virement au crédit 1 (École de la fonction publique du Canada)	–	–	–	(32 200)	(32 200)				
	Total de l'organisme – Budgétaire	**–**	**27 718 568**	**4 638 000**	**24 610**	**32 381 178**	**32 316 345**	**64 833**	**–**	**33 006 375**
	Fondation canadienne des relations raciales									
1	Paiement à la Fondation	–	9 000 000	–	–	9 000 000				
	Total de l'organisme – Budgétaire	**–**	**9 000 000**	**–**	**–**	**9 000 000**	**9 000 000**	**–**	**–**	**5 115 542**
	Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes									
1	Dépenses du programme	–	9 896 828	–	–	9 896 828				
	Virement du :									
	CT, crédit 10[1]	–	–	–	7 319	7 319				
	CT, crédit 15[1]	–	–	–	59 736	59 736				
	CT, crédit 25[1]	–	–	–	3 153 924	3 153 924				
	Total – Crédit 1	–	9 896 828	–	3 220 979	13 117 807	9 994 343	3 123 464	–	6 734 942
(S)	Pertes sur opérations de change	–	–	–	1 419	1 419	1 419	–	–	2
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	9 933 271	–	(22 885)	9 910 386	9 910 386	–	–	8 290 625
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	–	–	–	49 875	49 875	–	–	49 875	–
	Total de l'organisme – Budgétaire	**–**	**19 830 099**	**–**	**3 249 388**	**23 079 487**	**19 906 148**	**3 123 464**	**49 875**	**15 025 569**

	Bibliothèque et Archives du Canada									
1	Dépenses de fonctionnement	–	147 786 024	–	–	147 786 024				
	Virement du :									
	crédit 1 (Ministère de la Défense nationale)	–	–	–	2 250 000	2 250 000				
	CT, crédit 15[1]	–	–	–	11 130 918	11 130 918				
	CT, crédit 25[1]	–	–	–	5 867 191	5 867 191				
	Virement au crédit 5 (Ministère de l'Industrie)	–	–	–	(32 891)	(32 891)				
	Total – Crédit 1	–	147 786 024	–	19 215 218	167 001 242	162 548 109	4 453 133	–	126 232 442
5	Dépenses en capital	–	40 537 795	–	–	40 537 795				
	Virement du CT, crédit 35[1]	–	–	–	14 201 825	14 201 825				
	Total – Crédit 5	–	40 537 795	–	14 201 825	54 739 620	38 316 070	16 423 550	–	62 418 848
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	15 511 154	–	501 077	16 012 231	16 012 231	–	–	11 833 111
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	2 573	–	–	3 970	6 543	2 573	–	3 970	16 514
	Total de l'organisme – Budgétaire	**2 573**	**203 834 973**	**–**	**33 922 090**	**237 759 636**	**216 878 983**	**20 876 683**	**3 970**	**200 500 915**
	Société du Centre national des Arts									
1	Paiements à la Société pour les dépenses de fonctionnement	–	46 416 148	–	–	46 416 148				
1b	Paiements à la Société pour les dépenses de fonctionnement	–	–	13 000 000	–	13 000 000				
	Virement du :									
	crédit 1 (Ministère du Patrimoine canadien)	–	–	–	350 000	350 000				
	crédit 1 (Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement)	–	–	–	2 000 000	2 000 000				
	CT, crédit 15[1]	–	–	–	5 580 332	5 580 332				
	Virement au crédit 1 (École de la fonction publique du Canada)	–	–	–	(73 140)	(73 140)				
	Total de l'organisme – Budgétaire	**–**	**46 416 148**	**13 000 000**	**7 857 192**	**67 273 340**	**66 359 661**	**913 679**	**–**	**66 219 277**
	Office national du film									
1	Dépenses du programme	–	66 490 205	–	–	66 490 205				
1b	Dépenses du programme	–	–	5 298 220	–	5 298 220				
	Virement du :									
	CT, crédit 10[1]	–	–	–	2 397	2 397				
	CT, crédit 15[1]	–	–	–	875 524	875 524				
	CT, crédit 25[1]	–	–	–	2 018 770	2 018 770				
	Total – Crédit 1	–	66 490 205	5 298 220	2 896 691	74 685 116	71 378 568	3 306 548	–	72 441 400
(S)	Fonds renouvelable de l'Office national du film	12 880 020	–	–	593 000	13 473 020	228 214	–	13 244 806	6 470
	Total de l'organisme – Budgétaire	**12 880 020**	**66 490 205**	**5 298 220**	**3 489 691**	**88 158 136**	**71 606 782**	**3 306 548**	**13 244 806**	**72 447 870**
	Musée des beaux-arts du Canada									
1	Paiements au Musée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	–	37 778 278	–	–	37 778 278				
1b	Paiements au Musée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	–	–	1 243 000	–	1 243 000				
	Virement du CT, crédit 15[1]	–	–	–	3 770 688	3 770 688				
	Total – Crédit 1	–	37 778 278	1 243 000	3 770 688	42 791 966	42 727 132	64 834	–	42 373 308
5	Paiement au Musée à l'égard de l'acquisition d'objets pour la collection du Musée et des frais connexes	–	8 000 000	–	–	8 000 000	8 000 000	–	–	8 000 000
	Total de l'organisme – Budgétaire	**–**	**45 778 278**	**1 243 000**	**3 770 688**	**50 791 966**	**50 727 132**	**64 834**	**–**	**50 373 308**

Sommaire du portefeuille ministériel – *fin*

(en dollars)

		Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
Crédit	Description	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Musée national des sciences et de la technologie									
1	Paiements au Musée à l'égard des dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	–	29 933 096	–	–	29 933 096				
1b	Paiements au Musée à l'égard des dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	–	–	5 452 000	–	5 452 000				
	Virement du :									
	crédit 1 (Ministère de l'Environnement)	–	–	–	1 150 000	1 150 000				
	CT, crédit 15[1]	–	–	–	3 765 415	3 765 415				
	CT, crédit 30[1]	–	–	–	59 832	59 832				
	Total de l'organisme – Budgétaire	**–**	**29 933 096**	**5 452 000**	**4 975 247**	**40 360 343**	**40 360 343**	**–**	**–**	**39 736 712**
	Téléfilm Canada									
1	Paiements à la société devant servir aux fins prévues par la *Loi sur Téléfilm Canada*	–	151 908 479	–	–	151 908 479				
	Virement du CT, crédit 15	–	–	–	3 492 665	3 492 665				
	Total de l'organisme – Budgétaire	**–**	**151 908 479**	**–**	**3 492 665**	**155 401 144**	**155 276 144**	**125 000**	**–**	**171 050 470**
	Commission des champs de bataille nationaux									
1	Dépenses du programme	–	11 337 820	–	–	11 337 820				
1b	Dépenses du programme	–	–	6 101 297	–	6 101 297				
	Virement du :									
	CT, crédit 15[1]	–	–	–	566 869	566 869				
	CT, crédit 25[1]	–	–	–	456 363	456 363				
	Total – Crédit 1	–	11 337 820	6 101 297	1 023 232	18 462 349	16 849 105	1 613 244	–	10 840 251
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	745 230	–	(68 275)	676 955	676 955	–	–	624 524
(S)	Dépenses aux termes du paragraphe 29.1(1) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*	–	2 000 000	–	563 044	2 563 044	2 563 044	–	–	2 395 340
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	–	–	–	54 925	54 925	54 925	–	–	–
	Total de l'organisme – Budgétaire	**–**	**14 083 050**	**6 101 297**	**1 572 926**	**21 757 273**	**20 144 029**	**1 613 244**	**–**	**13 860 115**
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**12 896 625**	**4 313 324 611**	**278 412 143**	**270 804 043**	**4 875 437 422**	**4 782 954 353**	**79 172 968**	**13 310 101**	**4 795 943 160**

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

[1] Conseil du Trésor, crédit 10 – Initiatives pangouvernementales.
Conseil du Trésor, crédit 15 – Rajustements à la rémunération.
Conseil du Trésor, crédit 25 – Report du budget de fonctionnement.
Conseil du Trésor, crédit 30 – Besoins en matière de rémunération.
Conseil du Trésor, crédit 35 – Report du budget des dépenses en capital.

Détail budgétaire par affectation

(en dollars)

Description	Affectations	Dépenses	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs
Ministère du Patrimoine canadien				
Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement				
Budget de fonctionnement	263 615 893	261 498 384	2 117 509	–
Coûts liés à la sûreté et à la sécurité des célébrations de la fête du Canada	2 159 716	1 577 592	582 124	–
Affectations bloquées				
Report	5 375 000	–	5 375 000	–
Transfert/réaffectation	40 284	–	40 284	–
Réduction	1 187 000	–	1 187 000	–
Revenus affectés aux dépenses	(10 425 871)	(10 425 871)	–	–
	261 952 022	*252 650 105*	*9 301 917*	–
Crédit 5 – Subventions et contributions				
Subventions et contributions	1 867 484 224	1 865 588 429	1 895 795	–
Affectations bloquées				
Report	37 506 956	–	37 506 956	–
	1 904 991 180	*1 865 588 429*	*39 402 751*	–
Montants législatifs	34 234 566	34 222 767	349	11 450
	2 201 177 768	2 152 461 301	48 705 017	11 450
Conseil des Arts du Canada				
Crédit 1 – Paiements au Conseil				
Paiements à la Société d'État	369 338 611	369 338 611	–	–
Affectations bloquées				
Réduction	125 000	–	125 000	–
	369 463 611	369 338 611	125 000	–
Société Radio-Canada				
Crédit 1 – Paiements à la Société pour les dépenses de fonctionnement				
Paiements à la Société d'État	1 340 113 531	1 340 113 531	–	–
Affectations bloquées				
Réduction	125 000	–	125 000	–
	1 340 238 531	*1 340 113 531*	*125 000*	–
Crédit 5 – Paiements à la Société pour le fonds de roulement				
Paiements à la Société d'État	*4 000 000*	*4 000 000*	–	–
Crédit 10 – Paiements à la Société pour les dépenses en capital				
Paiements à la Société d'État	*110 046 000*	*110 046 000*	–	–
	1 454 284 531	1 454 159 531	125 000	–
Musée canadien des droits de la personne				
Crédit 1 – Paiements au Musée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital				
Paiements à la Société d'État	28 794 533	28 794 533	–	–
Affectations bloquées				
Réduction	64 833	–	64 833	–
	28 859 366	28 794 533	64 833	–

Détail budgétaire par affectation – *suite*

(en dollars)

Description	Affectations	Dépenses	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs
Musée canadien de l'histoire				
Crédit 1 – Paiements au Musée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital				
Paiements à la Société d'État	83 063 916	83 063 916	–	–
Budget en capital	2 500 000	2 500 000	–	–
Affectations bloquées				
Réduction	64 833	–	64 833	–
	85 628 749	85 563 916	64 833	–
Musée canadien de l'immigration du Quai 21				
Crédit 1 – Paiements au Musée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital				
Paiements à la Société d'État	10 060 894	10 060 894	–	–
Musée canadien de la nature				
Crédit 1 – Paiements au Musée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital				
Paiements à la Société d'État	32 316 345	32 316 345	–	–
Affectations bloquées				
Réduction	64 833	–	64 833	–
	32 381 178	32 316 345	64 833	–
Fondation canadienne des relations raciales				
Crédit 1 – Paiements à la Fondation				
Paiements à la Fondation	9 000 000	9 000 000	–	–
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement	89 578 025	82 669 733	6 908 292	–
Affectations bloquées				
Report	668 334	–	668 334	–
Revenus affectés aux dépenses	(77 128 552)	(72 675 390)	(4 453 162)	–
	13 117 807	*9 994 343*	*3 123 464*	–
Montants législatifs	9 961 680	9 911 805	–	49 875
	23 079 487	19 906 148	3 123 464	49 875
Bibliothèque et Archives du Canada				
Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement				
Budget de fonctionnement	166 883 211	161 794 166	5 089 045	–
Subventions et contributions	3 305 000	3 266 260	38 740	–
Affectations bloquées				
Report	1 563 031	–	1 563 031	–
Réduction	450 000	–	450 000	–
Revenus affectés aux dépenses	(5 200 000)	(2 512 317)	(2 687 683)	–
	167 001 242	*162 548 109*	*4 453 133*	–

Crédit 5 – Dépenses en capital				
Budget en capital	47 695 758	38 316 070	9 379 688	–
Affectations bloquées				
Report	6 043 862	–	6 043 862	–
Autre	1 000 000	–	1 000 000	–
	54 739 620	*38 316 070*	*16 423 550*	–
Montants législatifs	16 018 774	16 014 804	–	3 970
	237 759 636	216 878 983	20 876 683	3 970
Société du Centre national des Arts				
Crédit 1 – Paiements à la Société pour les dépenses de fonctionnement				
Paiements à la Société d'État	65 726 933	65 726 933	–	–
Modernisation de l'infrastructure numérique du Centre national des Arts	632 728	632 728	–	–
Affectations bloquées				
Réduction	913 679	–	913 679	–
	67 273 340	66 359 661	913 679	–
Office national du film				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement	73 686 716	67 430 392	6 256 324	–
Régime d'avantages sociaux des employés	8 793 012	8 793 012	–	–
Affectations bloquées				
Réduction	64 834	–	64 834	–
Autre	593 000	–	593 000	–
Revenus affectés aux dépenses	(8 452 446)	(4 844 836)	(3 607 610)	–
	74 685 116	*71 378 568*	*3 306 548*	–
Montants législatifs	13 473 020	228 214	–	13 244 806
	88 158 136	71 606 782	3 306 548	13 244 806
Musée des beaux-arts du Canada				
Crédit 1 – Paiements au Musée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital				
Paiements à la Société d'État	41 727 132	41 727 132	–	–
Budget en capital	1 000 000	1 000 000	–	–
Affectations bloquées				
Réduction	64 834	–	64 834	–
	42 791 966	*42 727 132*	*64 834*	–
Crédit 5 – Paiements au Musée à l'égard de l'acquisition d'objets pour la collection du Musée et des frais connexes				
Paiements à la Société d'État	8 000 000	8 000 000	–	–
	50 791 966	50 727 132	64 834	–
Musée national des sciences et de la technologie				
Crédit 1 – Paiements au Musée à l'égard des dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital				
Paiements à la Société d'État	39 560 343	39 560 343	–	–
Budget en capital	800 000	800 000	–	–
	40 360 343	40 360 343	–	–
Téléfilm Canada				
Crédit 1 – Paiements à la Société devant servir aux fins prévues par la *Loi sur Téléfilm Canada*				
Paiements à la Société d'État	155 276 144	155 276 144	–	–
Affectations bloquées				
Réduction	125 000	–	125 000	–
	155 401 144	155 276 144	125 000	–

Détail budgétaire par affectation – *fin*

(en dollars***)***

Description	Affectations	Dépenses	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs
Commission des champs de bataille nationaux				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement	17 421 349	16 849 105	572 244	–
Affectations bloquées				
Report	1 041 000	–	1 041 000	–
	18 462 349	*16 849 105*	*1 613 244*	–
Montants législatifs	3 294 924	3 294 924	–	–
	21 757 273	20 144 029	1 613 244	–
Total du portefeuille ministériel	**4 875 437 422**	**4 782 954 353**	**79 172 968**	**13 310 101**

Responsabilités essentielles

(en dollars)

Description	Budgétaire										Non budgétaire	
	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Total budgétaire			
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
Ministère du Patrimoine canadien												
Créativité, arts et culture	58 890 265	57 466 354	–	–	630 707 778	630 428 351	7 129 950	7 129 950	682 468 093	680 764 755	–	–
Langues officielles	24 263 265	24 011 273	–	–	582 681 701	581 619 965	–	–	606 944 966	605 631 238	–	–
Diversité et inclusion	31 324 503	30 090 816	–	–	315 468 969	278 690 523	–	–	346 793 472	308 781 339	–	–
Sport	17 949 282	17 837 815	–	–	265 863 422	264 902 655	–	–	283 812 704	282 740 470	–	–
Patrimoine et célébrations	61 618 836	60 232 511	–	–	111 494 315	111 171 940	794 785	794 785	172 318 366	170 609 666	–	–
Services internes	111 341 303	106 434 969	–	–	–	–	2 501 136	2 501 136	108 840 167	103 933 833	–	–
Total partiel	305 387 454	296 073 738	–	–	1 906 216 185	1 866 813 434	10 425 871	10 425 871	2 201 177 768	2 152 461 301	–	–
Revenus affectés aux dépenses	(10 425 871)	(10 425 871)	–	–	–	–	(10 425 871)	(10 425 871)	–	–	–	–
Total du ministère	**294 961 583**	**285 647 867**	**–**	**–**	**1 906 216 185**	**1 866 813 434**	**–**	**–**	**2 201 177 768**	**2 152 461 301**	**–**	**–**
Conseil des Arts du Canada	**369 463 611**	**369 338 611**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**369 463 611**	**369 338 611**	**–**	**–**
Société Radio-Canada	**1 344 238 531**	**1 344 113 531**	**110 046 000**	**110 046 000**	**–**	**–**	**–**	**–**	**1 454 284 531**	**1 454 159 531**	**–**	**–**
Musée canadien des droits de la personne	**28 859 366**	**28 794 533**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**28 859 366**	**28 794 533**	**–**	**–**
Musée canadien de l'histoire	**85 628 749**	**85 563 916**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**85 628 749**	**85 563 916**	**–**	**–**
Musée canadien de l'immigration du Quai 21	**10 060 894**	**10 060 894**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**10 060 894**	**10 060 894**	**–**	**–**
Musée canadien de la nature	**32 381 178**	**32 316 345**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**32 381 178**	**32 316 345**	**–**	**–**
Fondation canadienne des relations raciales	**9 000 000**	**9 000 000**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**9 000 000**	**9 000 000**	**–**	**–**
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes												
Réglementer et surveiller le système de communication	76 001 028	69 349 918	–	–	–	–	58 181 976	53 166 589	17 819 052	16 183 329	–	–
Services internes	24 207 011	23 231 620	–	–	–	–	18 946 576	19 508 801	5 260 435	3 722 819	–	–
Total partiel	100 208 039	92 581 538	–	–	–	–	77 128 552	72 675 390	23 079 487	19 906 148	–	–
Revenus affectés aux dépenses	(77 128 552)	(72 675 390)	–	–	–	–	(77 128 552)	(72 675 390)	–	–	–	–
Total de l'organisme	**23 079 487**	**19 906 148**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**23 079 487**	**19 906 148**	**–**	**–**
Bibliothèque et Archives du Canada												
Acquérir et préserver le patrimoine documentaire	81 559 102	79 785 616	18 329 372	5 603 851	–	–	436 080	396 960	99 452 394	84 992 507	–	–
Donner accès au patrimoine documentaire	53 677 266	49 588 607	36 235 248	32 554 591	3 305 000	3 266 260	4 568 220	1 997 722	88 649 294	83 411 736	–	–

Responsabilités essentielles – *fin*

(en dollars)

	Budgétaire											
	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Total budgétaire		Non budgétaire	
Description	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
Services internes	49 678 648	48 434 747	175 000	157 628	–	–	195 700	117 635	49 657 948	48 474 740	–	–
Total partiel	184 915 016	177 808 970	54 739 620	38 316 070	3 305 000	3 266 260	5 200 000	2 512 317	237 759 636	216 878 983	–	–
Revenus affectés aux dépenses	(5 200 000)	(2 512 317)	–	–	–	–	(5 200 000)	(2 512 317)	–	–	–	–
Total de l'organisme	**179 715 016**	**175 296 653**	**54 739 620**	**38 316 070**	**3 305 000**	**3 266 260**	**–**	**–**	**237 759 636**	**216 878 983**	**–**	**–**
Société du Centre national des Arts.	**67 273 340**	**66 359 661**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**67 273 340**	**66 359 661**	**–**	**–**
Office national du film												
Programmation et production audiovisuelles	46 804 126	37 531 154	–	–	–	–	1 425 000	1 124 825	45 379 126	36 406 329	–	–
Accessibilité des œuvres et interaction avec les auditoires	35 348 840	26 888 620	–	–	–	–	6 977 446	3 645 569	28 371 394	23 243 051	–	–
Services internes	14 457 616	12 031 844	–	–	–	–	50 000	74 442	14 407 616	11 957 402	–	–
Total partiel	96 610 582	76 451 618	–	–	–	–	8 452 446	4 844 836	88 158 136	71 606 782	–	–
Revenus affectés aux dépenses	(8 452 446)	(4 844 836)	–	–	–	–	(8 452 446)	(4 844 836)	–	–	–	–
Total de l'organisme	**88 158 136**	**71 606 782**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**88 158 136**	**71 606 782**	**–**	**–**
Musée des beaux-arts du Canada	**50 791 966**	**50 727 132**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**50 791 966**	**50 727 132**	**–**	**–**
Musée national des sciences et de la technologie	**40 360 343**	**40 360 343**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**40 360 343**	**40 360 343**	**–**	**–**
Téléfilm Canada												
Financement à la production de contenus canadiens	106 509 788	107 173 011	–	–	–	–	–	–	106 509 788	107 173 011	–	–
Promotion des talents et des contenus canadiens	29 867 809	33 089 702	–	–	–	–	–	–	29 867 809	33 089 702	–	–
Services internes	19 023 547	15 013 431	–	–	–	–	–	–	19 023 547	15 013 431	–	–
Total de l'organisme	**155 401 144**	**155 276 144**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**155 401 144**	**155 276 144**	**–**	**–**
Commission des champs de bataille nationaux												
Conservation	11 581 948	9 974 557	–	–	–	–	–	–	11 581 948	9 974 557	–	–
Promotion du patrimoine	2 784 381	2 808 419	–	–	–	–	–	–	2 784 381	2 808 419	–	–
Services internes	7 390 944	7 361 053	–	–	–	–	–	–	7 390 944	7 361 053	–	–
Total de l'organisme	**21 757 273**	**20 144 029**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**21 757 273**	**20 144 029**	**–**	**–**
Total du portefeuille ministériel	**2 801 130 617**	**2 764 512 589**	**164 785 620**	**148 362 070**	**1 909 521 185**	**1 870 079 694**	**–**	**–**	**4 875 437 422**	**4 782 954 353**	**–**	**–**

Paiements de transfert

(en dollars)

Description	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Ministère du Patrimoine canadien									
Subventions									
Subventions à l'appui du Programme des langues et cultures autochtones	–	100 200 000	–	(99 245 989)	954 011	875 361	78 650	–	3 304 190
Subventions pour le Fonds du Canada pour les périodiques	–	84 814 083	–	(1 377 090)	83 436 993	83 268 220	168 773	–	83 719 283
Subventions à l'appui du programme Développement des communautés de langue officielle	–	64 817 568	1 400 000	(43 158 727)	23 058 841	23 058 841	–	–	20 505 117
Subventions au Fonds du livre du Canada	–	41 990 717	–	(7 511 744)	34 478 973	34 478 973	–	–	39 448 988
Subventions au Programme d'aide aux athlètes	–	33 000 000	–	(400 000)	32 600 000	31 741 012	858 988	–	31 738 882
Subventions pour le Fonds du Canada pour la présentation des arts	–	26 861 655	–	(4 100 445)	22 761 210	22 761 210	–	–	42 849 018
Subventions pour financer le programme Développement des communautés par le biais des arts et du patrimoine	–	21 355 000	–	(648 791)	20 706 209	20 633 809	72 400	–	25 127 348
Subventions pour le Fonds du Canada pour l'investissement en culture	–	20 000 000	–	–	20 000 000	20 000 000	–	–	20 100 000
Subventions à l'appui du Programme des célébrations et commémorations	–	18 000 000	–	(4 074 182)	13 925 818	13 846 142	79 676	–	19 371 907
Subventions à l'appui du programme Mise en valeur des langues officielles	–	15 194 842	–	(13 666 426)	1 528 416	1 525 916	2 500	–	1 805 257
Subventions pour le Programme de soutien aux communautés, au multiculturalisme, et à la lutte contre le racisme	–	12 681 588	–	1 408 960	14 090 548	14 058 546	32 002	–	10 848 278
Subventions en vertu du Programme d'aide aux musées	–	12 563 680	–	(6 648 362)	5 915 318	5 873 318	42 000	–	21 617 240
Subvention à TV5 Monde	–	8 000 000	–	(576 175)	7 423 825	7 423 825	–	–	7 296 435
Subventions pour le Fonds du Canada pour les espaces culturels	–	7 000 000	–	(2 307 858)	4 692 142	4 692 142	–	–	4 390 611
Subventions à l'appui du Fonds pour l'histoire du Canada	–	1 150 060	–	(1 150 060)	–	–	–	–	–
Subventions aux lieutenants-gouverneurs de chaque province du Canada à titre d'indemnités pour les frais engagés dans l'exercice de leurs fonctions :									
Québec	–	147 372	–	–	147 372	147 372	–	–	147 372
Ontario	–	105 627	–	–	105 627	105 627	–	–	105 627
Colombie-Britannique	–	97 814	–	–	97 814	97 814	–	–	97 814
Terre-Neuve-et-Labrador	–	77 590	–	–	77 590	77 590	–	–	77 590
Alberta	–	75 940	–	–	75 940	75 940	–	–	75 940
Manitoba	–	73 762	–	–	73 762	73 762	–	–	73 762
Saskatchewan	–	73 758	–	–	73 758	73 758	–	–	73 758
Nouvelle-Écosse	–	64 199	–	–	64 199	64 199	–	–	64 199
Nouveau-Brunswick	–	62 947	–	–	62 947	62 947	–	–	62 947
Île-du-Prince-Édouard	–	57 071	–	–	57 071	57 071	–	–	57 071
Subventions à l'appui du programme Les jeunes s'engagent	–	150 000	–	(100 000)	50 000	50 000	–	–	45 000
Subventions à l'appui du programme Échanges Canada	–	100 000	–	(70 030)	29 970	29 970	–	–	55 000
Subventions à l'appui du Fonds Exportation Créative Canada	–	–	1 000 000	(84 000)	916 000	916 000	–	–	–
Subvention au Jewish Community Centre of Greater Vancouver	–	–	25 000 000	–	25 000 000	25 000 000	–	–	–

Paiements de transfert – *fin*

(en dollars)

Description	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Subventions au programme de Multiculturalisme et de lutte contre le racisme	–	–	4 670 000	(4 670 000)	–	–	–	–	–
(S) Paiements en vertu de la *Loi sur la pension de retraite des lieutenants-gouverneurs* (L.R.C. (1985), ch. L-8)	–	637 000	–	323 967	960 967	960 967	–	–	976 697
(S) Prestations de retraite supplémentaires – lieutenants-gouverneurs précédents (*Loi sur les prestations de retraite supplémentaires*)	–	182 000	–	82 038	264 038	264 038	–	–	231 096
Éléments non requis pour l'exercice en cours	–	–	–	–	–	–	–	–	5 500 000
Total – Subventions	**–**	**469 534 273**	**32 070 000**	**(187 974 914)**	**313 629 359**	**312 294 370**	**1 334 989**	**–**	**339 766 427**
Contributions									
Contributions à l'appui du programme Développement des communautés de langue officielle	–	266 911 215	58 771 679	27 282 616	352 965 510	351 940 995	1 024 515	–	359 029 471
Contributions au Programme de soutien au sport	–	192 945 679	15 020 000	4 768 515	212 734 194	212 632 415	101 779	–	249 163 014
Contributions à l'appui du programme Mise en valeur des langues officielles	–	187 136 655	–	17 992 279	205 128 934	205 094 213	34 721	–	220 935 706
Contributions à l'appui du Programme des langues et cultures autochtones	–	157 967 971	–	94 806 261	252 774 232	216 174 024	36 600 208	–	151 817 536
Contributions pour soutenir le Fonds des médias du Canada	–	154 146 077	62 500 000	700 000	217 346 077	217 346 077	–	–	190 604 033
Contributions pour le Fonds du Canada pour les espaces culturels	–	49 668 717	4 000 000	13 984 587	67 653 304	67 637 054	16 250	–	70 014 374
Contributions au Fonds de la musique du Canada	–	33 899 231	1 000 000	7 270 811	42 170 042	42 170 042	–	–	57 899 231
Contributions pour le Fonds du Canada pour la formation dans le secteur des arts	–	26 529 440	–	110 560	26 640 000	26 640 000	–	–	25 277 000
Contributions au Programme d'accueil	–	25 445 750	–	(4 916 522)	20 529 228	20 529 228	–	–	41 412 093
Contributions en vertu du Programme d'aide aux musées	–	19 709 440	–	6 648 362	26 357 802	26 281 831	75 971	–	24 965 259
Contributions à l'appui de l'Initiative de journalisme local	–	19 600 944	–	–	19 600 944	19 600 944	–	–	15 000 000
Contributions à l'appui du programme Échanges Canada	–	18 086 359	–	(4 051 532)	14 034 827	14 028 075	6 752	–	12 142 679
Contribution pour le Programme du Bureau de l'écran autochtone	–	13 000 000	–	375 000	13 375 000	13 375 000	–	–	13 000 000
Contributions pour le Fonds du Canada pour la présentation des arts	–	12 977 742	–	3 247 008	16 224 750	16 224 750	–	–	26 539 381
Contributions au Fonds du livre du Canada	–	12 675 584	–	7 784 494	20 460 078	20 432 722	27 356	–	21 758 101
Contributions pour le Programme de contributions à la citoyenneté numérique	–	10 200 000	–	(4 964 190)	5 235 810	5 235 676	134	–	5 155 262
Contribution au Harbourfront Centre	–	6 500 000	–	–	6 500 000	6 500 000	–	–	14 500 000
Contributions à l'appui du Programme de contestation judiciaire	–	4 979 734	2 899 811	(1 695 704)	6 183 841	6 183 841	–	–	4 074 584
Contributions à TV5	–	4 960 900	–	576 175	5 537 075	5 537 075	–	–	5 651 654
Contributions pour le Programme de soutien aux communautés, au multiculturalisme, et à la lutte contre le racisme	–	4 021 316	–	19 527 510	23 548 826	23 497 716	51 110	–	11 960 935
Contributions à l'appui du Programme des célébrations et commémorations	–	3 994 367	–	4 724 068	8 718 435	8 707 079	11 356	–	36 292 814

Contributions pour financer le programme Développement des communautés par le biais des arts et du patrimoine	–	3 300 000	–	648 791	3 948 791	3 908 572	40 219	–	6 155 211
Contributions à l'appui du Fonds pour l'histoire du Canada	–	2 812 330	–	2 048 527	4 860 857	4 860 104	753	–	5 522 434
Contributions pour le Fonds du Canada pour les périodiques	–	2 499 544	–	244 922	2 744 466	2 700 195	44 271	–	3 460 161
Contributions pour le Fonds du Canada pour l'investissement en culture	–	1 972 205	–	1 035 884	3 008 089	3 008 089	–	–	5 106 163
Contributions pour le Programme d'action et de lutte contre le racisme	–	1 887 558	–	(898 407)	989 151	989 151	–	–	10 837 043
Contributions à l'appui du programme Les jeunes s'engagent	–	1 303 023	–	1 333 714	2 636 737	2 627 018	9 719	–	2 846 438
Contributions à l'Alliance internationale pour la mémoire de l'Holocauste	–	44 450	–	132 376	176 826	176 820	6	–	–
Contributions à l'appui du Programme Exportation Créative Canada	–	–	10 000 000	503 000	10 503 000	10 480 358	22 642	–	12 810 411
Contributions au programme de Multiculturalisme et de lutte contre le racisme	–	–	18 680 000	(18 680 000)	–	–	–	–	–
Éléments non requis pour l'exercice en cours	–	–	–	–	–	–	–	–	62 069 398
Total – Contributions	**–**	**1 239 176 231**	**172 871 490**	**180 539 105**	**1 592 586 826**	**1 554 519 064**	**38 067 762**	**–**	**1 666 000 386**
Total du ministère	**–**	**1 708 710 504**	**204 941 490**	**(7 435 809)**	**1 906 216 185**	**1 866 813 434**	**39 402 751**	**–**	**2 005 766 813**
Bibliothèque et Archives du Canada									
Contributions									
Patrimoine documentaire autochtone – l'initiative Écoutez pour entendre nos voix	–	1 805 000	–	–	1 805 000	1 766 260	38 740	–	1 020 418
Programme d'appui aux collectivités du patrimoine documentaire	–	1 500 000	–	–	1 500 000	1 500 000	–	–	1 499 886
Total de l'organisme	**–**	**3 305 000**	**–**	**–**	**3 305 000**	**3 266 260**	**38 740**	**–**	**2 520 304**
Total du portefeuille ministériel	**–**	**1 712 015 504**	**204 941 490**	**(7 435 809)**	**1 909 521 185**	**1 870 079 694**	**39 441 491**	**–**	**2 008 287 117**

(S) Paiement de transfert législatif.

Détail des montants disponibles pour être dépensés

(en dollars)

Description	Autorisations disponibles pour emploi au cours de l'exercice	Autorisations employées au cours de l'exercice	Autorisations employées dans l'exercice précédent
Ministère du Patrimoine canadien			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Créativité, arts et culture	7 129 950	7 129 950	7 650 152
Patrimoine et célébrations	794 785	794 785	849 896
Services internes	2 501 136	2 501 136	2 668 062
Total du ministère – Budgétaire	**10 425 871**	**10 425 871**	**11 168 110**
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Réglementer et surveiller le système de communication			
Droits de licence de radiodiffusion de la partie I, droits de télécommunication et droits relatifs aux télécommunications non sollicitées	58 181 976	53 166 589	46 480 251
Services internes			
Droits de licence de radiodiffusion de la partie I, droits de télécommunication et droits relatifs aux télécommunications non sollicitées	18 946 576	19 508 801	15 556 309
Total de l'organisme – Budgétaire	**77 128 552**	**72 675 390**	**62 036 560**
Bibliothèque et Archives du Canada			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Acquérir et préserver le patrimoine documentaire	436 080	396 960	504 741
Donner accès au patrimoine documentaire	4 568 220	1 997 722	1 874 370
Services internes	195 700	117 635	71 673
Total de l'organisme – Budgétaire	**5 200 000**	**2 512 317**	**2 450 784**
Office national du film			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Programmation et production audiovisuelles	1 425 000	1 124 825	695 687
Accessibilité des œuvres et interaction avec les auditoires	6 977 446	3 645 569	3 349 801
Services internes	50 000	74 442	89 876
Total de l'organisme – Budgétaire	**8 452 446**	**4 844 836**	**4 135 364**
Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**101 206 869**	**90 458 414**	**79 790 818**

Revenus

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Ministère du Patrimoine canadien		
Autres revenus		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	1 195 399	1 330 940
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	5 965 616	2 104 372
	7 161 015	3 435 312
Ventes de biens et de services		
Location et utilisation de biens publics	15 076	19 524
Services de nature non réglementaire	7 220 983	7 826 531
Ventes de biens et de produits d'information	156 054	10 295
Autres frais et droits	3 027 461	3 332 224
	10 419 574	11 188 574
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	11 450	14 153
Revenus divers		
Intérêts et pénalités	235 403	103 662
Produits des loteries fédérales/provinciales	89 288 442	86 279 397
Divers	53 075	133 803
	89 576 920	86 516 862
Total du ministère	**107 168 959**	**101 154 901**
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes		
Autres revenus		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	193 013	143 694
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	14 535	2 213
	207 548	145 907
Ventes de biens et de services		
Droits et privilèges	–	*123 709 535*
Services de nature réglementaire		
Droits de licence de radiodiffusion de la partie I	34 819 213	34 021 486
Droits de télécommunication	46 352 827	47 519 996
Droits relatifs aux télécommunications non sollicitées	3 095 748	3 300 000
Revenus reportés	–	146 673
	84 267 788	*84 988 155*
Autres frais et droits		
Revenus reportés	*(146 673)*	–
	84 121 115	208 697 690
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	49 875	–

Revenus – *fin*

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Revenus divers		
Intérêts et pénalités	149 301	83 266
Gains sur les opérations de change	369	1 328
Autres revenus divers	1 051 320	682 605
	1 200 990	767 199
Total de l'organisme	**85 579 528**	**209 610 796**
Bibliothèque et Archives du Canada		
Autres revenus		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	122 033	81 749
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	32 780	8 650
Recouvrement de trop-payés de salaire, débiteurs transférés d'autres ministères et organismes	29 368	43 369
	184 181	133 768
Ventes de biens et de services		
Droits et privilèges	67 658	–
Location et utilisation de biens publics	113 100	–
Services de nature non réglementaire	1 024	–
Ventes de biens et de produits d'information	162 196	402 568
Autres frais et droits		
Autres revenus générés par les services de reproduction	2 974 406	2 614 138
	3 318 384	3 016 706
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	3 970	2 573
Revenus divers		
Gain net de change	6 413	–
Autres revenus divers	–	13 509
	6 413	13 509
Total de l'organisme	**3 512 948**	**3 166 556**
Office national du film		
Autres revenus		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	67 900	21 052
Ventes de biens et de services		
Droits et privilèges	*1 255 213*	*1 211 105*
Services de nature non réglementaire	*45 903*	*28 848*
Ventes de biens et de produits d'information		
Ventes de biens et de produits d'information	3 537 599	2 867 383
Revenus reportés	83 350	(87 509)
	3 620 949	*2 779 874*
Autres frais et droits		
Gains sur les réévaluations de change en fin d'exercice	*6 121*	*28 028*
	4 928 186	4 047 855
Revenus divers		
Intérêts et pénalités	–	427
Dons à l'État	15 200	–
	15 200	427
Total de l'organisme	**5 011 286**	**4 069 334**
Commission des champs de bataille nationaux		
Autres revenus		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	3 081	–
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	8 087	–
	11 168	–
Ventes de biens et de services		
Droits et privilèges	2 695	–
Location et utilisation de biens publics	2 061 077	–
Services de nature non réglementaire	357 612	–
Ventes de biens et de produits d'information	30 160	–
Autres frais et droits		
Article 29.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*	111 500	2 395 340
	2 532 884	2 395 340
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	54 925	–
Total de l'organisme	**2 629 137**	**2 395 340**
Sommaire du portefeuille ministériel		
Autres revenus		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	7 631 812	3 736 039
Ventes de biens et de services	105 350 303	229 346 165
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	120 220	16 726
Revenus divers	90 799 523	87 297 997
Total du portefeuille ministériel	**203 901 858**	**320 396 927**

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

Section 22

Comptes publics du Canada
2023-2024

Pêches, Océans et Garde côtière canadienne

Ministère des Pêches et des Océans

Office de commercialisation du poisson d'eau douce

Table des matières

Page

Description des responsabilités essentielles 416
Sommaire du portefeuille ministériel 417
Détail budgétaire par affectation 419
Responsabilités essentielles 420
Paiements de transfert 421
Détail des montants disponibles pour être dépensés 423
Revenus 423

Description des responsabilités essentielles

Ministère des Pêches et des Océans

Opérations maritimes et intervention

Offrir des services d'intervention en milieu marin et exploiter la flotte civile du Canada.

Pêches

Gérer les pêches, l'aquaculture et les programmes de pêche autochtone du Canada, ainsi que soutenir les ports de pêche commerciale tout en appliquant les lois pertinentes.

Écosystèmes aquatiques

Conserver et protéger les océans et les autres écosystèmes aquatiques ainsi que les espèces aquatiques du Canada des répercussions humaines et des espèces envahissantes.

Navigation maritime

Fournir de l'information et des services pour faciliter la navigation dans les eaux canadiennes.

Services internes

Les Services internes comprennent les groupes d'activités et de ressources connexes que le gouvernement fédéral considère comme étant des services à l'appui de programmes ou nécessaires pour permettre à une organisation de s'acquitter de ses obligations générales. Les Services internes désignent les activités et ressources des dix services distincts qui soutiennent l'exécution des programmes au sein de l'organisation, peu importe le modèle de prestation des Services internes utilisé. Ces services sont : Services de gestion des acquisitions, Services de communication, Services de gestion financière, Services de gestion des ressources humaines, Services de gestion de l'information, Services de technologie de l'information, Services juridiques, Services de gestion du matériel, Services de gestion et de surveillance, Services de gestion des biens immobiliers.

Office de commercialisation du poisson d'eau douce

Acheter, transformer et distribuer du poisson pêché légalement.

Sommaire du portefeuille ministériel

(en dollars)

Crédit	Description	Provenance des autorisations: Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Utilisation des autorisations: Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Ministère des Pêches et des Océans									
1	Dépenses de fonctionnement	–	2 010 994 201	–	–	2 010 994 201				
1b	Dépenses de fonctionnement	–	–	95 518 458	–	95 518 458				
1c	Dépenses de fonctionnement	–	–	46 761 062	–	46 761 062				
	Virement du :									
	crédit 1 (Ministère des Ressources naturelles)	–	–	–	2 901 607	2 901 607				
	crédit 1 (Ministère de l'Environnement)	–	–	–	1 200 000	1 200 000				
	crédit 1 (Secrétariat du Conseil du Trésor)	–	–	–	754 000	754 000				
	crédit 5 (Ministère de la Défense nationale)	–	–	–	264 000	264 000				
	CT, crédit 10[1]	–	–	–	43 330	43 330				
	CT, crédit 15[1]	–	–	–	150 874 769	150 874 769				
	CT, crédit 25[1]	–	–	–	56 109 897	56 109 897				
	CT, crédit 30[1]	–	–	–	68 015 055	68 015 055				
	Virement au :									
	crédit 1 (Agence canadienne de développement économique du Nord)	–	–	–	(25 000)	(25 000)				
	crédit 1 (Service canadien du renseignement de sécurité)	–	–	–	(64 800)	(64 800)				
	crédit 1 (Gendarmerie royale du Canada)	–	–	–	(51 000)	(51 000)				
	crédit 1 (Secrétariat du Conseil du Trésor)	–	–	–	(25 000)	(25 000)				
	Total – Crédit 1	–	2 010 994 201	142 279 520	279 996 858	2 433 270 579	2 373 422 550	59 848 029	–	2 191 701 194
5	Dépenses en capital	–	1 381 611 297	–	–	1 381 611 297				
5b	Dépenses en capital	–	–	50 642 476	–	50 642 476				
5c	Dépenses en capital	–	–	115 000	–	115 000				
	Virement du CT, crédit 35[1]	–	–	–	277 772 068	277 772 068				
	Virement au crédit 5 (Ministère de l'Environnement)	–	–	–	(918 534)	(918 534)				
	Total – Crédit 5	–	1 381 611 297	50 757 476	276 853 534	1 709 222 307	1 344 508 051	364 714 256	–	986 124 249
10	Subventions et contributions	–	532 401 762	–	–	532 401 762				
10b	Subventions et contributions	–	–	192 377 963	–	192 377 963				
10c	Subventions et contributions	–	–	50 575 637	–	50 575 637				
	Virement du crédit 10 (Ministère des Transports)	–	–	–	250 000	250 000				
	Total – Crédit 10	–	532 401 762	242 953 600	250 000	775 605 362	591 513 104	184 092 258	–	402 101 250
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	186 248 386	18 400 225	28 528 405	233 177 016	233 177 016	–	–	194 461 102
(S)	Ministre des Pêches, des Océans et de la Garde côtière canadienne – Traitement et allocation pour automobile (*Loi sur les traitements* et *Loi sur le Parlement du Canada*)	–	94 700	–	100	94 800	94 800	–	–	92 400
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	3 265 291	–	–	2 063 077	5 328 368	3 291 310	–	2 037 058	2 261 339
(S)	Remboursements de montants portés aux revenus d'exercices antérieurs	–	–	–	55 576	55 576	55 576	–	–	86 215
	Total du ministère – Budgétaire	**3 265 291**	**4 111 350 346**	**454 390 821**	**587 747 550**	**5 156 754 008**	**4 546 062 407**	**608 654 543**	**2 037 058**	**3 776 827 749**

Sommaire du portefeuille ministériel – *fin*

(en dollars)

		Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
Crédit	Description	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Office de commercialisation du poisson d'eau douce									
L30b	Prêts à l'Office et garanties de prêts en vertu de la *Loi sur la commercialisation du poisson d'eau douce*. Le total de tous montants empruntés par l'Office en vertu de l'autorisation de l'article 16 est limité à 50 000 000 $ (Net)	**50 000 000**	**–**	**–**	**–**	**50 000 000**	**–**	**–**	**50 000 000**	**–**
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**3 265 291**	**4 111 350 346**	**454 390 821**	**587 747 550**	**5 156 754 008**	**4 546 062 407**	**608 654 543**	**2 037 058**	**3 776 827 749**
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	**50 000 000**	**–**	**–**	**–**	**50 000 000**	**–**	**–**	**50 000 000**	**–**

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).

[1] Conseil du Trésor, crédit 10 – Initiatives pangouvernementales.
Conseil du Trésor, crédit 15 – Rajustements à la rémunération.
Conseil du Trésor, crédit 25 – Report du budget de fonctionnement.
Conseil du Trésor, crédit 30 – Besoins en matière de rémunération.
Conseil du Trésor, crédit 35 – Report du budget des dépenses en capital.

Détail budgétaire par affectation

(en dollars)

Description	Affectations	Dépenses	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs
Ministère des Pêches et des Océans				
Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement				
Budget de fonctionnement	2 446 635 489	2 418 985 187	27 650 302	–
Solutions innovatrices Canada	1 500 000	747 837	752 163	–
Affectations bloquées				
Transfert/réaffectation	10 899 608	–	10 899 608	–
Réduction	14 927 986	–	14 927 986	–
Autre	5 617 970	–	5 617 970	–
Revenus affectés aux dépenses	(46 310 474)	(46 310 474)	–	–
	2 433 270 579	*2 373 422 550*	*59 848 029*	–
Crédit 5 – Dépenses en capital				
Budget en capital	1 489 169 056	1 344 508 051	144 661 005	–
Affectations bloquées				
Report	209 000 000	–	209 000 000	–
Réduction	10 814 014	–	10 814 014	–
Autre	239 237	–	239 237	–
	1 709 222 307	*1 344 508 051*	*364 714 256*	–
Crédit 10 – Subventions et contributions				
Subventions et contributions	601 512 522	591 513 104	9 999 418	–
Affectations bloquées				
Report	173 403 965	–	173 403 965	–
Autre	688 875	–	688 875	–
	775 605 362	*591 513 104*	*184 092 258*	–
Montants législatifs	238 655 760	236 618 702	–	2 037 058
Total du portefeuille ministériel	**5 156 754 008**	**4 546 062 407**	**608 654 543**	**2 037 058**

Responsabilités essentielles

(en dollars)

	Budgétaire											
	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Total budgétaire		Non budgétaire	
Description	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
Ministère des Pêches et des Océans												
Opérations maritimes et intervention ..	820 083 665	814 389 586	1 180 520 018	958 636 982	37 497 494	25 645 874	–	–	2 038 101 177	1 798 672 442	–	–
Pêches.....	721 458 916	718 299 619	228 903 421	182 775 247	581 661 410	421 278 329	–	–	1 532 023 747	1 322 353 195	–	–
Écosystèmes aquatiques.....	328 720 608	306 716 958	12 435 259	8 263 426	154 791 119	143 668 645	–	–	495 946 986	458 649 029	–	–
Navigation maritime	311 035 075	310 970 594	127 858 338	96 212 121	1 155 339	420 256	46 310 474	46 310 474	393 738 278	361 292 497	–	–
Services internes.....	536 938 549	505 974 969	159 505 271	98 620 275	500 000	500 000	–	–	696 943 820	605 095 244	–	–
Total partiel	2 718 236 813	2 656 351 726	1 709 222 307	1 344 508 051	775 605 362	591 513 104	46 310 474	46 310 474	5 156 754 008	4 546 062 407	–	–
Revenus affectés aux dépenses	(46 310 474)	(46 310 474)	–	–	–	–	(46 310 474)	(46 310 474)	–	–	–	–
**Total du ministère..... **	**2 671 926 339**	**2 610 041 252**	**1 709 222 307**	**1 344 508 051**	**775 605 362**	**591 513 104**	**–**	**–**	**5 156 754 008**	**4 546 062 407**	**–**	**–**
**Office de commercialisation du poisson d'eau douce ..... **	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**50 000 000**	**–**
**Total du portefeuille ministériel..... **	**2 671 926 339**	**2 610 041 252**	**1 709 222 307**	**1 344 508 051**	**775 605 362**	**591 513 104**	**–**	**–**	**5 156 754 008**	**4 546 062 407**	**50 000 000**	**–**

Paiements de transfert

(en dollars)

Description	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Ministère des Pêches et des Océans									
Subventions									
Subventions à l'appui des espèces et de l'habitat aquatiques	–	4 077 585	–	(100 000)	3 977 585	1 917 818	2 059 767	–	1 112 008
Subventions à l'appui de la gestion durable des pêches du Canada	–	2 000 000	–	(1 837 659)	162 341	146 109	16 232	–	–
Subventions à l'appui du programme de mise en valeur du saumon	–	1 550 000	–	(265 000)	1 285 000	1 285 000	–	–	65 200
Subventions à l'appui du programme intégrée de la Garde côtière canadienne	–	1 500 000	–	(1 500 000)	–	–	–	–	–
Subventions à l'appui de la programmation d'aliénation des actifs	–	1 000 000	–	–	1 000 000	1 000 000	–	–	2 920 400
Subventions en appui aux accords de réconciliation avec les Autochtones	–	745 860	2 589 380	–	3 335 240	–	3 335 240	–	–
Subventions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, à la mise en valeur, à la gestion et à la promotion des activités liées aux pêches et océans	–	275 500	–	–	275 500	133 000	142 500	–	123 000
Subvention à l'Indigenous Coastal Waters Stewardship Society	–	–	50 000 000	–	50 000 000	50 000 000	–	–	–
Éléments non requis pour l'exercice en cours	–	–	–	–	–	–	–	–	701 539
Total – Subventions	**–**	**11 148 945**	**52 589 380**	**(3 702 659)**	**60 035 666**	**54 481 927**	**5 553 739**	**–**	**4 922 147**
Contributions									
Contributions à l'appui des espèces et l'habitat aquatiques	–	121 754 372	41 411 662	(10 226 587)	152 939 447	141 902 422	11 037 025	–	109 281 814
Contributions à l'appui du cadre de gestion intégrée pour les programmes de contributions autochtones	–	121 332 212	4 916 843	16 348 526	142 597 581	142 597 581	–	–	137 032 072
Contributions à l'appui du cadre de gestion intégrée pour les programmes du secteur des produits de la pêche	–	100 851 448	6 995 910	(8 118 548)	99 728 810	92 229 573	7 499 237	–	55 226 364
Contributions à l'appui des accords de réconciliation avec les Autochtones	–	53 296 821	130 730 688	(17 054 782)	166 972 727	24 878 094	142 094 633	–	9 006 985
Contributions à l'appui de la gestion durable des pêches du Canada	–	44 769 000	6 110 117	19 726 342	70 605 459	70 526 037	79 422	–	29 901 106
Contributions à l'appui du cadre de gestion de programme intégrée de la Garde côtière canadienne	–	36 986 369	–	1 200 000	38 186 369	25 645 874	12 540 495	–	17 875 660
Contributions à l'appui de la recherche scientifique sur les écosystèmes et les océans	–	31 052 478	199 000	819 090	32 070 568	27 303 457	4 767 111	–	28 492 074
Contributions à l'appui du programme de mise en valeur du saumon	–	6 641 000	–	461 346	7 102 346	7 102 346	–	–	4 606 983
Contributions à l'appui du Programme de contributions de catégorie de ports pour petits bateaux	–	2 407 200	–	340 000	2 747 200	2 737 821	9 379	–	2 514 351
Contribution à l'appui de la Fondation du saumon du Pacifique	–	1 590 633	–	(84 783)	1 505 850	1 505 850	–	–	1 404 426
Contribution au Sous-comité du saumon de la Commission de gestion du poisson et de la faune du Yukon	–	308 700	–	–	308 700	308 700	–	–	300 500

Paiements de transfert – *fin*

(en dollars)

	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
Description	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Contributions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, à la mise en valeur, à la gestion et à la promotion des activités liées aux pêches et océans	–	241 217	–	542 335	783 552	272 335	511 217	–	1 440 960
Contribution à l'appui de la Fondation environnementale de T Buck Suzuki	–	21 367	–	(280)	21 087	21 087	–	–	18 308
Éléments non requis pour l'exercice en cours	–	–	–	–	–	–	–	–	77 500
Total – Contributions	**–**	**521 252 817**	**190 364 220**	**3 952 659**	**715 569 696**	**537 031 177**	**178 538 519**	**–**	**397 179 103**
Total du portefeuille ministériel	**–**	**532 401 762**	**242 953 600**	**250 000**	**775 605 362**	**591 513 104**	**184 092 258**	**–**	**402 101 250**

Détails des montants disponibles pour être dépensés

(en dollars)

Description	Autorisations disponibles pour emploi au cours de l'exercice	Autorisations employées au cours de l'exercice	Autorisations employées dans l'exercice précédent
Ministère des Pêches et des Océans			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Navigation maritime			
Droits de tonnage pour les services de dragage d'entretien dans le chenal maritime du Saint-Laurent	7 424 892	7 424 892	6 713 602
Droits des services maritimes	33 238 678	33 238 678	34 871 469
Droits des services de déglaçage	5 646 904	5 646 904	5 465 474
	46 310 474	46 310 474	47 050 545
Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**46 310 474**	**46 310 474**	**47 050 545**

Revenus

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Ministère des Pêches et des Océans		
Autres revenus		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	13 516 620	9 519 031
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	12 010 071	13 897 185
Remboursement de paiements relatifs aux événements de santé publique d'intérêt national et l'allocation de soutien du revenu	649 638	3 175 802
	26 176 329	26 592 018
Ventes de biens et de services		
Droits et privilèges		
Permis	38 937 015	38 711 570
Permis de transfert de technologie	2 733 586	1 701 117
Enregistrements des bateaux et des pêcheurs	2 246 262	4 215 160
Ports pour petits bateaux		
Baux, droits d'amarrage et droits de quayage	1 062 945	845 675
	44 979 808	*45 473 522*
Location et utilisation de biens publics	*706 809*	*654 586*
Services de nature non réglementaire		
Revenus disponibles pour être dépensés – Revenus tirés d'une activité de crédit net – Facture		
Services de déglaçage	5 825 705	5 241 588
Droits des services maritimes	33 060 957	33 572 934
Droits pour les services de dragage d'entretien basé sur la jauge	7 230 405	6 898 845
Divers	399 600	–
	46 516 667	*45 713 367*
Ventes de biens et de produits d'information		
Produits des ventes de publications	*23 577*	*627 392*
Autres frais et droits		
Services/Frais en vertu de la *Loi sur l'accès à l'information*	*95*	*135*
	92 226 956	92 469 002
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	2 063 077	3 266 029
Revenus divers		
Gains sur les opérations de change	810	11 507
Produit de l'aliénation des biens immobiliers	1 530	1
Saisies et confiscations	1 069 622	212 140

Revenus – *fin*

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Amendes	7 529 414	4 345 662
Activités d'intervention en lien à la pollution par les hydrocarbures	1 715 678	2 348 809
Remboursements de contributions remboursables sans condition	2 486 793	1 717 925
Divers	1 053 614	909 836
	13 857 461	9 545 880
Total du portefeuille ministériel	**134 323 823**	**131 872 929**

Section 23

Comptes publics du Canada
2023-2024

Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord

Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord

Station canadienne de recherche dans l'Extrême-Arctique

Table des matières

Page

Description des responsabilités essentielles 426
Sommaire du portefeuille ministériel 427
Détail budgétaire par affectation 430
Responsabilités essentielles 431
Paiements de transfert 432
Détail des montants disponibles pour être dépensés 435
Revenus 435

Description des responsabilités essentielles

Services internes

Les Services internes comprennent les groupes d'activités et de ressources connexes que le gouvernement fédéral considère comme étant des services à l'appui de programmes ou nécessaires pour permettre à une organisation de s'acquitter de ses obligations générales. Les Services internes désignent les activités et ressources des dix services distincts qui soutiennent l'exécution des programmes au sein de l'organisation, peu importe le modèle de prestation des Services internes utilisé. Ces services sont : Services de gestion des acquisitions, Services de communication, Services de gestion financière, Services de gestion des ressources humaines, Services de gestion de l'information, Services de technologie de l'information, Services juridiques, Services de gestion du matériel, Services de gestion et de surveillance, Services de gestion des biens immobiliers.

Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord

Relations Couronne-Autochtones

Aider les organismes, les individus, les collectivités et les gouvernements autochtones à faire progresser la réconciliation et l'autodétermination en renforçant les relations Couronne-Autochtones fondées sur le respect, la coopération, le partenariat, l'affirmation et la mise en œuvre des droits autochtones.

Affaires du Nord

Appuyer les organismes, les individus, les collectivités et les gouvernements de l'Arctique et du Nord canadiens dans la poursuite d'un Nord solide, inclusif, vibrant, prospère et autosuffisant, soit la vision du Cadre stratégique pour l'Arctique et le Nord du Canada. Cela inclut la coordination fédérale, le leadership scientifique, la gestion des ressources naturelles et de l'environnement, la prestation efficace des programmes fédéraux, ainsi que les relations avec les Autochtones et les territoires.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Station canadienne de recherche dans l'Extrême-Arctique

Science et savoir polaires

Savoir polaire Canada est l'agence des sciences polaires du Canada qui mène ses activités à partir du campus de calibre mondial de la Station canadienne de recherche dans l'Extrême-Arctique à Cambridge Bay, au Nunavut. Savoir polaire Canada effectue des recherches polaires multidisciplinaires et les publie. Grâce à notre programme de subventions et de contributions, nous aidons financièrement des partenaires externes tels que le milieu universitaire, des communautés nordiques et des organisations qui effectuent des recherches et qui ont des projets connexes. Savoir polaire Canada vise à inclure dans la mesure du possible le savoir autochtone et local, et à accroître la coordination et la collaboration nationale et internationale en matière de recherche en tirant parti des ressources avec nos partenaires. Au moyen d'ateliers, de conférences, des médias sociaux et autres outils, Savoir polaire Canada favorise et promeut l'échange de connaissances avec les communautés de chercheurs en sciences polaires et de décideurs politiques ainsi qu'avec le grand public. Au travers de ses activités principales, Savoir polaire Canada vise à aider financièrement et à former la prochaine génération de professionnels de la recherche polaire, avec un accent particulier mis sur la jeunesse du Nord.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Sommaire du portefeuille ministériel

(en dollars)

		Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
Crédit	Description	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord									
1	Dépenses de fonctionnement	–	4 246 075 402	–	–	4 246 075 402				
1a	Dépenses de fonctionnement	–	–	1 469 421 059	–	1 469 421 059				
1b	Dépenses de fonctionnement	–	–	5 769 683 115	–	5 769 683 115				
1c	Dépenses de fonctionnement	–	–	2 800 600	–	2 800 600				
	Virement du :									
	crédit 1 (Ministère de l'Environnement)	–	–	–	6 500 000	6 500 000				
	crédit 1 (Ministère des Transports)	–	–	–	6 000 000	6 000 000				
	crédit 5	–	–	–	4 067 835	4 067 835				
	crédit 10	–	–	–	8 000 000	8 000 000				
	CT, crédit 10[1]	–	–	–	10 432	10 432				
	CT, crédit 15[1]	–	–	–	27 115 993	27 115 993				
	CT, crédit 25[1]	–	–	–	16 954 721	16 954 721				
	CT, crédit 30[1]	–	–	–	660 498	660 498				
	Virement au :									
	crédit 1 (Agence canadienne de développement économique du Nord)	–	–	–	(100 916)	(100 916)				
	crédit 1 (Secrétariat du Conseil du Trésor)	–	–	–	(48 100)	(48 100)				
	crédit 5	–	–	–	(173 545)	(173 545)				
	crédit 10	–	–	–	(9 000 000)	(9 000 000)				
	Total – Crédit 1	–	4 246 075 402	7 241 904 774	59 986 918	11 547 967 094	10 087 209 540	1 460 757 554	–	1 365 907 004
5	Dépenses en capital	–	140 000	–	–	140 000				
5a	Dépenses en capital	–	–	4 067 835	–	4 067 835				
	Virement du :									
	crédit 1	–	–	–	173 545	173 545				
	CT, crédit 35[1]	–	–	–	83 751	83 751				
	Virement au crédit 1	–	–	–	(4 067 835)	(4 067 835)				
	Total – Crédit 5	–	140 000	4 067 835	(3 810 539)	397 296	332 647	64 649	–	3 953 067

Sommaire du portefeuille ministériel – *fin*

(en dollars)

		Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
Crédit	Description	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
10	Subventions et contributions	–	4 851 166 848	–	–	4 851 166 848				
10a	Subventions et contributions	–	–	6 650 498 570	–	6 650 498 570				
10b	Subventions et contributions	–	–	3 239 042 689	–	3 239 042 689				
10c	Subventions et contributions	–	–	12 491 284	–	12 491 284				
	Virement du :									
	crédit 1	–	–	–	9 000 000	9 000 000				
	crédit 1 (Agence des services frontaliers du Canada)	–	–	–	1 250 135	1 250 135				
	crédit 1 (Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration)	–	–	–	1 250 135	1 250 135				
	crédit 1 (Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement)	–	–	–	1 035 000	1 035 000				
	crédit 1 (Ministère de la Défense nationale)	–	–	–	93 500	93 500				
	crédit 5 (Ministère du Patrimoine canadien)	–	–	–	6 821 807	6 821 807				
	crédit 5 (Ministère de l'Emploi et du Développement social)	–	–	–	115 859 132	115 859 132				
	crédit 10 (Ministère des Services aux Autochtones)	–	–	–	37 794 065	37 794 065				
	Virement au crédit 1	–	–	–	(8 000 000)	(8 000 000)				
	Total – Crédit 10	–	4 851 166 848	9 902 032 543	165 103 774	14 918 303 165	6 222 241 606	8 696 061 559	–	7 108 082 582
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	29 534 942	1 624 479	3 324 151	34 483 572	34 483 572	–	–	28 561 534
(S)	Ministre des Relations Couronne-Autochtones – Traitement et allocation pour automobile (*Loi sur les traitements* et *Loi sur le Parlement du Canada*)	–	94 700	–	100	94 800	94 800	–	–	92 400
(S)	Ministre des Affaires du Nord – Traitement et allocation pour automobile (*Loi sur les traitements* et *Loi sur le Parlement du Canada*)	–	94 700	–	100	94 800	94 800	–	–	92 400
(S)	Subventions aux organismes autochtones identifiés pour recevoir des paiements à l'égard des revendications en vertu des lois sur le règlement des revendications territoriales globales	–	4 125 988	–	1 254 252	5 380 240	5 380 240	–	–	5 201 030
(S)	Paiements d'indemnités aux bénéficiaires des revendications territoriales globales pour des redevances sur les ressources (lois sur le règlement des revendications territoriales globales)	–	1 865 718	–	(1 865 718)	–	–	–	–	–
(S)	Montants adjugés par une cour	–	–	–	137 393	137 393	137 393	–	–	620 559 207
(S)	Remboursements de montants portés aux revenus d'exercices antérieurs	–	–	–	631 957	631 957	631 957	–	–	131 815
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	–	–	–	12 370	12 370	–	–	12 370	–
(S)	Comité chargé des cas d'invalidité dus au mercure dans les bandes indiennes de Grassy Narrows et d'Islington (*Loi sur le règlement des revendications des bandes indiennes de Grassy Narrows et d'Islington [pollution par le mercure]*)	–	15 000	–	(15 000)	–	–	–	–	–
	Total budgétaire	–	9 133 113 298	17 149 629 631	224 759 758	26 507 502 687	16 350 606 555	10 156 883 762	12 370	9 132 581 039

L15	Prêts à des revendicateurs autochtones	–	25 903 000	–	–	25 903 000	19 253 808	–	6 649 192	15 030 979
L40	Prêts au gouvernement du Territoire du Yukon pour consentir des prêts en deuxième hypothèque aux habitants du territoire aux termes de la *Loi nationale sur l'habitation* et de la *Loi n° 3 de 1975 portant affectation de crédits*.									
	Limite 320 000 $ (Brut)	305 503	–	–	–	305 503	–	–	305 503	–
L55	Provision à la Caisse de prêts aux Inuits pour les prêts consentis aux Inuits afin de promouvoir les activités commerciales telles qu'établies par le crédit 546 de la *Loi des subsides n° 3 de 1953* et telle que modifiée par le crédit 37b de la *Loi de crédits n° 4 pour 1995-1996*. Limite 6 633 697 $ (Net)	6 550 860	–	–	–	6 550 860	–	–	6 550 860	–
L81a	Prêts destinés à l'établissement ou à l'expansion des petites entreprises du Territoire du Yukon en vertu du Compte de prêts aux petites entreprises du Territoire du Yukon (*Loi n° 4 de 1969 portant affectation de crédits*).									
	Limite 5 000 000 $ (Net)	5 000 000	–	–	–	5 000 000	–	–	5 000 000	–
	Total non budgétaire	11 856 363	25 903 000	–	–	37 759 363	19 253 808	–	18 505 555	15 030 979
	Total du ministère – Budgétaire	**–**	**9 133 113 298**	**17 149 629 631**	**224 759 758**	**26 507 502 687**	**16 350 606 555**	**10 156 883 762**	**12 370**	**9 132 581 039**
	Total du ministère – Non budgétaire	**11 856 363**	**25 903 000**	**–**	**–**	**37 759 363**	**19 253 808**	**–**	**18 505 555**	**15 030 979**
	Station canadienne de recherche dans l'Extrême-Arctique									
1	Dépenses du programme	–	29 961 393	–	–	29 961 393				
1a	Dépenses du programme	–	–	4 877 403	–	4 877 403				
1b	Dépenses du programme	–	–	946 999	–	946 999				
	Virement du :									
	CT, crédit 15[1]	–	–	–	162 942	162 942				
	CT, crédit 25[1]	–	–	–	1 104 538	1 104 538				
	Total – Crédit 1	–	29 961 393	5 824 402	1 267 480	37 053 275	35 769 003	1 284 272	–	32 738 001
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	1 781 935	68 616	(187 856)	1 662 695	1 662 695	–	–	1 396 919
(S)	Dépenses des recettes conformément au paragraphe 6(2) de la *Loi sur la Station canadienne de recherche dans l'Extrême-Arctique*									
	Montant non dépensé au début de l'exercice	901 312	–	–	–	901 312				
	Montant reçu au cours de l'exercice	–	732 099	–	(346 657)	385 442				
	Total – Dépense des recettes	901 312	732 099	–	(346 657)	1 286 754	–	–	1 286 754	–
	Total de l'organisme – Budgétaire	**901 312**	**32 475 427**	**5 893 018**	**732 967**	**40 002 724**	**37 431 698**	**1 284 272**	**1 286 754**	**34 134 920**
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**901 312**	**9 165 588 725**	**17 155 522 649**	**225 492 725**	**26 547 505 411**	**16 388 038 253**	**10 158 168 034**	**1 299 124**	**9 166 715 959**
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	**11 856 363**	**25 903 000**	**–**	**–**	**37 759 363**	**19 253 808**	**–**	**18 505 555**	**15 030 979**

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).

[1] Conseil du Trésor, crédit 10 – Initiatives pangouvernementales.
Conseil du Trésor, crédit 15 – Rajustements à la rémunération.
Conseil du Trésor, crédit 25 – Report du budget de fonctionnement.
Conseil du Trésor, crédit 30 – Besoins en matière de rémunération.
Conseil du Trésor, crédit 35 – Report du budget des dépenses en capital.

Détail budgétaire par affectation

(en dollars)

Description	Affectations	Dépenses	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs
Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord				
Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement				
Budget de fonctionnement	447 910 927	429 986 123	17 924 804	–
Règlement extrajudiciaire	5 000 529 000	5 000 529 000	–	–
Affectation des règlements	165 400	165 400	–	–
Réaménagement des effectifs	88 046	88 046	–	–
Entente ayant trait à la rafle des années 1960	171 814 284	1 985 942	169 828 342	–
Règlement relatif aux pensionnats indiens	4 115 269	4 054 854	60 415	–
Entente de règlement litige à l'enfance	1 421 743 725	1 421 743 725	–	–
Programme de remise en état des mines abandonnées du Nord	376 930 368	376 930 368	–	–
Règlement du litige Gottfriedson	66 258 909	66 258 909	–	–
Règlement du litige Percival	2 450 566	2 450 566	–	–
Règlement collectif de la bande de Gottfriedson	2 819 502 048	2 819 502 048	–	–
Affectations bloquées				
Report	1 267 978 914	–	1 267 978 914	–
Transfert/réaffectation	2 678 306	–	2 678 306	–
Réduction	3 926 000	–	3 926 000	–
Revenus affectés aux dépenses	(38 124 668)	(36 485 441)	(1 639 227)	–
	11 547 967 094	*10 087 209 540*	*1 460 757 554*	–
Crédit 5 – Dépenses en capital				
Budget en capital	395 743	332 647	63 096	–
Affectations bloquées				
Transfert/réaffectation	1 553	–	1 553	–
	397 296	*332 647*	*64 649*	–
Crédit 10 – Subventions et contributions				
Subventions et contributions	6 210 803 010	6 210 792 666	10 344	–
Programme de remise en état des mines abandonnées du Nord	10 988 064	10 988 064	–	–
Solutions innovatrices Canada	779 530	460 876	318 654	–
Affectations bloquées				
Report	7 134 198 118	–	7 134 198 118	–
Autre	1 561 534 443	–	1 561 534 443	–
	14 918 303 165	*6 222 241 606*	*8 696 061 559*	–
Montants législatifs	40 835 132	40 822 762	–	12 370
	26 507 502 687	16 350 606 555	10 156 883 762	12 370
Station canadienne de recherche dans l'Extrême-Arctique				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement	28 278 975	28 022 787	256 188	–
Subventions et contributions	7 796 000	7 746 216	49 784	–
Affectations bloquées				
Report	978 300	–	978 300	–
	37 053 275	*35 769 003*	*1 284 272*	–
Montants législatifs	2 949 449	1 662 695	–	1 286 754
	40 002 724	37 431 698	1 284 272	1 286 754
Total du portefeuille ministériel	**26 547 505 411**	**16 388 038 253**	**10 158 168 034**	**1 299 124**

Responsabilités essentielles

(en dollars)

	Budgétaire											
	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Total budgétaire		Non budgétaire	
Description	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord												
Relations Couronne-Autochtones	10 790 334 620	9 453 595 490	–	–	14 434 657 452	5 744 796 997	–	–	25 224 992 072	15 198 392 487	37 759 363	19 253 808
Affaires du Nord	580 408 201	474 479 442	248 492	231 857	489 025 953	482 824 849	–	–	1 069 682 646	957 536 148	–	–
Services internes	250 803 833	231 062 571	148 804	100 790	–	–	38 124 668	36 485 441	212 827 969	194 677 920	–	–
Total partiel	11 621 546 654	10 159 137 503	397 296	332 647	14 923 683 405	6 227 621 846	38 124 668	36 485 441	26 507 502 687	16 350 606 555	37 759 363	19 253 808
Revenus affectés aux dépenses	(38 124 668)	(36 485 441)	–	–	–	–	(38 124 668)	(36 485 441)	–	–	–	–
Total du ministère	**11 583 421 986**	**10 122 652 062**	**397 296**	**332 647**	**14 923 683 405**	**6 227 621 846**	**–**	**–**	**26 507 502 687**	**16 350 606 555**	**37 759 363**	**19 253 808**
Station canadienne de recherche dans l'Extrême-Arctique												
Science et savoir polaires	19 242 021	18 156 806	–	–	7 796 000	7 746 216	–	–	27 038 021	25 903 022	–	–
Services internes	12 017 704	11 528 676	946 999	–	–	–	–	–	12 964 703	11 528 676	–	–
Total de l'organisme	**31 259 725**	**29 685 482**	**946 999**	**–**	**7 796 000**	**7 746 216**	**–**	**–**	**40 002 724**	**37 431 698**	**–**	**–**
Total du portefeuille ministériel	**11 614 681 711**	**10 152 337 544**	**1 344 295**	**332 647**	**14 931 479 405**	**6 235 368 062**	**–**	**–**	**26 547 505 411**	**16 388 038 253**	**37 759 363**	**19 253 808**

Paiements de transfert

(en dollars)

Description	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord									
Subventions									
Subventions aux Premières Nations pour le règlement de revendications particulières négocié par le Canada ou imposé par le Tribunal des revendications particulières, et aux groupes autochtones pour le règlement des revendications spéciales	–	1 827 591 890	9 585 562 053	(3 301 983)	11 409 851 960	2 787 365 501	8 622 486 459	–	3 556 998 173
Subventions pour la mise en œuvre des ententes sur les revendications territoriales globales et l'autonomie gouvernementale et autres ententes visant à régler les droits découlant de l'article 35	–	1 675 473 145	171 796 281	49 196 769	1 896 466 195	1 834 366 350	62 099 845	–	1 878 534 219
Subventions pour le remboursement de prêts relatifs aux négociations des traités aux groupes autochtones ayant conclu une entente sur les revendications territoriales globales	–	98 173 878	–	(4 038 627)	94 135 251	94 135 251	–	–	94 135 251
Subventions pour promouvoir le développement social et politique dans le Nord et pour les habitants du Nord	–	75 000 000	–	–	75 000 000	75 000 000	–	–	78 000 000
Subventions au gouvernement des Territoires du Nord-Ouest et au gouvernement du Nunavut pour les services de santé dispensés aux Indiens et aux Inuits	–	62 451 000	–	–	62 451 000	62 451 000	–	–	61 226 000
Subventions aux organisations chargées des revendications territoriales, aux signataires d'accords sur l'autonomie gouvernementale et aux organisations des Premières Nations pour soutenir la récolte d'aliments traditionnels et Subventions aux collectivités du Nord à l'appui de l'accès aux aliments offerts sur le marché	–	40 263 000	1 018 566	214 950	41 496 516	41 496 516	–	–	71 507 434
Subventions pour promouvoir l'utilisation sécuritaire, le développement, la conservation et la protection des ressources naturelles ainsi que le développement scientifique dans le Nord	–	17 040 000	50 000	(3 222 005)	13 867 995	13 867 995	–	–	9 314 450
Subvention pour l'évolution politique des territoires, particulièrement en ce qui concerne le transfert des responsabilités	–	8 388 036	345 801	(90 164)	8 643 673	8 297 873	345 800	–	8 238 468
Subvention à la Nation Métisse de la Colombie-Britannique provenant du Fonds d'infrastructure aux communautés autochtones	–	7 679 248	–	–	7 679 248	7 679 248	–	–	6 905 793
Subvention pour appuyer le Conseil de surveillance de la mine Giant ainsi que la recherche sur le trioxyde d'arsenic	–	1 077 193	–	(1 561)	1 075 632	1 075 632	–	–	1 005 752
Subvention accordée à l'Administration financière des Premières Nations en vertu de la *Loi sur la gestion financière des Premières Nations*	–	1 000 000	–	–	1 000 000	1 000 000	–	–	1 000 000

Subventions aux universités et aux établissements autochtones aux fins de la recherche sur la sécurité alimentaire et ses facteurs causaux	–	800 000	–	(214 950)	585 050	585 050	–	–	700 000
Subvention à l'Association inuite du Qikiqtani pour établir le Fonds spécial Saimaqatigiingniq	–	–	19 200 000	–	19 200 000	19 200 000	–	–	–
Subvention au programme Solutions innovatrices Canada	–	–	–	779 530	779 530	460 877	318 653	–	–
(S) Subventions aux organismes autochtones identifiés pour recevoir des paiements à l'égard des revendications en vertu des lois sur le règlement des revendications territoriales globales	–	4 125 988	–	1 254 252	5 380 240	5 380 240	–	–	5 201 030
Éléments non requis pour l'exercice en cours	–	–	–	–	–	–	–	–	59 665 068
Total – Subventions	**–**	**3 819 063 378**	**9 777 972 701**	**40 576 211**	**13 637 612 290**	**4 952 361 533**	**8 685 250 757**	**–**	**5 832 431 638**
Contributions									
Contributions pour appuyer la négociation et la mise en œuvre d'ententes ou d'initiatives de traités, de revendications et d'autonomie gouvernementale	–	459 955 578	17 917 990	25 567 750	503 441 318	498 495 821	4 945 497	–	481 785 963
Contributions pour appuyer l'accès aux aliments sains dans les collectivités isolées du Nord	–	137 909 230	2 000 000	5 996 890	145 906 120	145 906 120	–	–	133 781 970
Programme de contributions de l'interlocuteur fédéral	–	117 033 832	1 836 000	(51 719 914)	67 149 918	67 149 918	–	–	154 122 630
Contributions pour promouvoir l'utilisation sécuritaire, le développement, la conservation et la protection des ressources naturelles du Nord, ainsi que le développement scientifique	–	84 835 702	18 297 611	5 243 539	108 376 852	102 521 549	5 855 303	–	80 943 061
Contributions au titre des consultations et de l'élaboration des politiques	–	66 368 566	6 683 081	(16 243 705)	56 807 942	56 797 942	10 000	–	132 938 465
Contributions pour appuyer les gouvernements et les institutions autochtones, et pour bâtir une gouvernance solide	–	49 003 612	8 765 000	6 642 517	64 411 129	64 411 129	–	–	48 475 060
Contributions visant à aborder l'héritage des pensionnats indiens	–	39 252 671	49 857 124	11 910 731	101 020 526	101 020 526	–	–	–
Contributions pour appuyer la capacité organisationnelle de base des organismes représentant les Autochtones	–	31 785 531	–	(76 656)	31 708 875	31 708 875	–	–	31 398 246
Paiements de transfert au gouvernement du Yukon pour la préservation et l'entretien, l'assainissement et la gestion de la fermeture des sites contaminés au Yukon	–	15 232 736	–	(14 462 632)	770 104	770 104	–	–	1 702 044
Contributions pour promouvoir le développement social et politique dans le Nord et pour les résidents du Nord	–	13 719 254	9 000 000	13 008 521	35 727 775	35 727 774	1	–	16 227 110
Contributions pour appuyer la construction et l'entretien des infrastructures communautaires	–	11 219 000	–	(11 219 000)	–	–	–	–	11 219 000
Contributions pour appuyer le logement des Métis	–	7 427 624	–	51 250 000	58 677 624	58 677 624	–	–	56 192 560
Contributions pour le bien-être des familles et des survivantes et survivants des femmes, des filles et des personnes bispirituelles, lesbiennes, gaies, bisexuelles, transgenres, queers, en questionnement, intersexuées, androgynes et asexuelles+ autochtones disparues et assassinées	–	2 486 122	–	1 097 785	3 583 907	3 583 906	1	–	6 201 407
Contributions pour la Nation métisse pour l'apprentissage et la garde de jeunes enfants	–	–	–	98 826 418	98 826 418	98 826 418	–	–	–
Contributions pour appuyer l'initiative de reconstruction des nations autochtones	–	–	9 703 036	(40 429)	9 662 607	9 662 607	–	–	13 728 875
Éléments non requis pour l'exercice en cours	–	–	–	–	–	–	–	–	112 135 583
Total – Contributions	**–**	**1 036 229 458**	**124 059 842**	**125 781 815**	**1 286 071 115**	**1 275 260 313**	**10 810 802**	**–**	**1 280 851 974**
Total du Ministère	**–**	**4 855 292 836**	**9 902 032 543**	**166 358 026**	**14 923 683 405**	**6 227 621 846**	**8 696 061 559**	**–**	**7 113 283 612**

Paiements de transfert – *fin*

(en dollars)

	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
Description	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Station canadienne de recherche dans l'Extrême-Arctique									
Subventions									
Subventions afin d'appuyer l'avancement des sciences et des technologies nordiques	–	1 356 000	–	–	1 356 000	1 356 000	–	–	1 348 453
Subventions aux particuliers, aux organisations, aux associations et aux institutions pour soutenir la recherche et des activités qui ont trait aux régions polaires	–	400 000	–	–	400 000	400 000	–	–	395 179
Total – Subventions	**–**	**1 756 000**	**–**	**–**	**1 756 000**	**1 756 000**	**–**	**–**	**1 743 632**
Contributions									
Contributions afin d'appuyer l'avancement des sciences et des technologies nordiques	**–**	**6 040 000**	**–**	**–**	**6 040 000**	**5 990 216**	**49 784**	**–**	**6 039 690**
Total de l'organisme	**–**	**7 796 000**	**–**	**–**	**7 796 000**	**7 746 216**	**49 784**	**–**	**7 783 322**
Total du portefeuille ministériel	**–**	**4 863 088 836**	**9 902 032 543**	**166 358 026**	**14 931 479 405**	**6 235 368 062**	**8 696 111 343**	**–**	**7 121 066 934**

(S) Paiement de transfert législatif.

Détail des montants disponibles pour être dépensés

(en dollars)

Description	Autorisations disponibles pour emploi au cours de l'exercice	Autorisations employées au cours de l'exercice	Autorisations employées dans l'exercice précédent
Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Services internes			
Services internes fournis à d'autres ministères	38 124 668	36 485 441	33 842 397
Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**38 124 668**	**36 485 441**	**33 842 397**

Revenus

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord		
Autres revenus		
Revenus de placements [1]		
Prêts, placements et avances		
Fonds de prêts aux Inuit	3 938	3 930
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Remboursements de paiements de transfert	3 258 067	3 067 097
Remboursements de frais de fonctionnement et d'entretien	988 951	1 143 614
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent		
Paiements de transfert	693 909	1 986 254
Fonctionnement et entretien	68 591	61 667
	5 009 518	6 258 632
Vente de biens et de services		
Droits et privilèges		
Exploitation minière du Canada		
Droits de permis	113 760	70 506
Autres revenus provenant de droits et redevances		
Redevances – Carrières	5 497 379	572 188
	5 611 139	*642 694*
Services de nature non réglementaire	*6 702*	*5 238*
Autres frais et droits		
Services internes fournis à d'autres ministères	*36 431 584*	*33 842 397*
	42 049 425	34 490 329
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	12 370	–
Revenus divers		
Intérêts sur débiteurs en souffrance	68 094	56 118
Location et utilisation de biens publics	1 346 156	1 581 447
Ventes de biens et de produits d'information	–	8
Divers	8 588 539	8 147 952
	10 002 789	9 785 525
Total du ministère	**57 078 040**	**50 538 416**

Revenus – *fin*

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Station canadienne de recherche dans l'Extrême-Arctique		
Autres revenus		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Remboursement de frais de fonctionnement et d'entretien	197 696	143 166
Remboursement de paiements de transfert	154 877	2 887
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	393 242	149 579
Recouvrement de trop-payés de salaire, débiteurs transférés d'autres ministères et organismes	1 531	–
	747 346	295 632
Vente de biens et de services		
Location et utilisation de biens publics	385 442	331 780
Total de l'organisme	**1 132 788**	**627 412**
Sommaire du portefeuille ministériel		
Autres revenus		
Revenus de placements	3 938	3 930
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	5 756 864	6 554 264
Ventes de biens et de services	42 434 867	34 822 109
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	12 370	–
Revenus divers	10 002 789	9 785 525
Total du portefeuille ministériel	**58 210 828**	**51 165 828**

[1] Intérêt sauf indication contraire.

Section 24

Comptes publics du Canada
2023-2024

Ressources naturelles

Ministère des Ressources naturelles

Énergie atomique du Canada, Limitée

Régie canadienne de l'énergie

Commission canadienne de sûreté nucléaire

Administration du pipe-line du Nord

Table des matières

Page

Description des responsabilités essentielles 438
Sommaire du portefeuille ministériel 441
Détail budgétaire par affectation 444
Responsabilités essentielles 446
Paiements de transfert 448
Détail des montants disponibles pour être dépensés 453
Revenus 453

Description des responsabilités essentielles

Services internes

Les Services internes comprennent les groupes d'activités et de ressources connexes que le gouvernement fédéral considère comme étant des services à l'appui de programmes ou nécessaires pour permettre à une organisation de s'acquitter de ses obligations générales. Les Services internes désignent les activités et ressources des dix services distincts qui soutiennent l'exécution des programmes au sein de l'organisation, peu importe le modèle de prestation des Services internes utilisé. Ces services sont : Services de gestion des acquisitions, Services de communication, Services de gestion financière, Services de gestion des ressources humaines, Services de gestion de l'information, Services de technologie de l'information, Services juridiques, Services de gestion du matériel, Services de gestion et de surveillance, Services de gestion des biens immobiliers.

Ministère des Ressources naturelles

Valorisation novatrice et durable des ressources naturelles

Diriger la transformation vers une économie à faible carbone en améliorant le rendement environnemental des secteurs canadiens des ressources naturelles avec l'innovation ainsi qu'une valorisation et une utilisation durables.

Secteurs des ressources naturelles concurrentiels à l'échelle mondiale

Renforcer et promouvoir l'accès aux marchés, l'intégration et la compétitivité des secteurs canadiens des ressources naturelles à l'appui de la création d'emplois et de la croissance économique. Inclut également les paiements législatifs pour le pétrole extracôtier.

Science des ressources naturelles et atténuation des risques

Diriger des travaux de science fondamentale et partager le savoir-faire en matière de gestion des ressources naturelles du Canada, réduisant les répercussions des changements climatiques et atténuant les risques posés par les désastres naturels et les explosifs.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Énergie atomique du Canada, Limitée

Déclassement nucléaire et gestion des déchets radioactifs

Énergie atomique du Canada, Limitée gère les responsabilités en matière de déclassement des installations nucléaires et de gestion des déchets radioactifs à ses sites et à d'autres sites pour lesquels le gouvernement du Canada a accepté la responsabilité. L'objectif est de réduire de façon sûre et efficace les responsabilités en matière de gestion des déchets radioactifs, en décontaminant et en déclassant les infrastructures qui ne sont plus nécessaires, en assainissant les sites et en entreposant et éliminant les déchets radioactifs de manière à protéger le public, les travailleurs et l'environnement.

Laboratoires nucléaires

Énergie atomique du Canada, Limitée facilite les travaux en science et technologie nucléaires dans les domaines de l'énergie nucléaire, de la science des matériaux, de la santé, de la préparation aux situations d'urgence, de la sûreté et de l'environnement. L'objectif est de tirer profit des Laboratoires de Chalk River, le plus grand complexe scientifique et technologique du Canada, afin de fournir des produits et services en science et technologie nucléaires au gouvernement du Canada et à des tiers.

Régie canadienne de l'énergie

Processus décisionnel

Rendre des décisions ou formuler des recommandations à l'intention du gouverneur en conseil à l'égard de demandes, ce qui comprend la réalisation d'évaluations d'impact, au moyen de processus justes, transparents, rapides et accessibles. Les demandes concernent des pipelines et des installations connexes, des lignes internationales de transport d'électricité, l'énergie renouvelable extracôtière, les droits et tarifs, la résolution des différends concernant l'indemnisation, les exportations et les importations d'énergie, l'exploration pétrolière et gazière et le forage dans certaines zones situées dans le Nord et au large des côtes du Canada.

Surveillance de la sécurité et de l'environnement

Fixer des attentes réglementaires pour les sociétés réglementées et veiller à l'exécution tout le long du cycle de vie des activités liées à l'énergie – de la construction à l'exploitation, puis à la cessation d'exploitation. Les activités concernent des pipelines et des installations connexes, des lignes internationales de transport d'électricité, l'énergie renouvelable extracôtière, les droits et tarifs, les exportations et les importations d'énergie, l'exploration pétrolière et gazière et le forage dans certaines zones situées dans le Nord et au large des côtes du Canada.

Mobilisation

Mener des activités de mobilisation nationales et régionales auprès des peuples autochtones et des parties prenantes par la forme d'un dialogue ouvert, des questions, d'un partage de points de vue et d'une collaboration. Ces activités portent sur l'ensemble des décisions et des actions qui ont trait au mandat conféré par la loi.

Information sur l'énergie

Recueillir, surveiller, analyser et publier des renseignements sur les marchés et la demande d'énergie, les sources d'énergie, la sécurité et la sûreté des pipelines et des lignes internationales de transport d'électricité.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Description des responsabilités essentielles – *fin*

Commission canadienne de sûreté nucléaire

Réglementation nucléaire

La Commission réglemente l'utilisation de l'énergie et des matières nucléaires afin de préserver la sûreté, la santé et la sécurité des personnes, de protéger l'environnement, de respecter les engagements internationaux du Canada à l'égard de l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire, et d'informer objectivement le public sur les plans scientifique ou technique ou en ce qui concerne la réglementation du domaine de l'énergie nucléaire. La Commission tient à jour un cadre de réglementation, réalise des activités de délivrance de permis (y compris des examens de la protection de l'environnement), vérifie la conformité et fait appliquer la loi. La Commission s'est engagée à établir et à préserver la confiance du public et des Autochtones au moyen de processus de réglementation transparents, ouverts et inclusifs.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Administration du pipe-line du Nord

Surveiller et réglementer la planification et la construction de la partie canadienne du projet de gazoduc de la route de l'Alaska

Surveiller et réglementer la planification et la construction de la partie canadienne du projet de gazoduc de la route de l'Alaska.

Sommaire du portefeuille ministériel

(en dollars)

		Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
Crédit	Description	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Ministère des Ressources naturelles									
1	Dépenses de fonctionnement	–	767 362 423	–	–	767 362 423				
1a	Dépenses de fonctionnement	–	–	46 918 699	–	46 918 699				
1b	Dépenses de fonctionnement	–	–	61 186 195	–	61 186 195				
1c	Dépenses de fonctionnement	–	–	5 049 850	–	5 049 850				
	Virement du :									
	crédit 1 (Ministère des Services aux Autochtones)	–	–	–	3 900 000	3 900 000				
	crédit 1 (Ministère de l'Industrie)	–	–	–	2 928 027	2 928 027				
	crédit 1 (Ministère de la Défense nationale)	–	–	–	2 991 131	2 991 131				
	crédit 1 (Conseil national de recherches du Canada)	–	–	–	302 507	302 507				
	crédit 1 (Secrétariat du Conseil du Trésor)	–	–	–	789 585	789 585				
	crédit 10	–	–	–	2 100 000	2 100 000				
	CT, crédit 10[1]	–	–	–	1 067 322	1 067 322				
	CT, crédit 15[1]	–	–	–	46 144 335	46 144 335				
	CT, crédit 25[1]	–	–	–	30 574 802	30 574 802				
	Virement au :									
	crédit 1 (Agence canadienne de développement économique du Nord)	–	–	–	(25 000)	(25 000)				
	crédit 1 (Commission canadienne de sûreté nucléaire)	–	–	–	(50 000)	(50 000)				
	crédit 1 (Ministère des Pêches et des Océans)	–	–	–	(2 901 607)	(2 901 607)				
	crédit 1 (Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement)	–	–	–	(160 000)	(160 000)				
	crédit 1 (Ministère de la Défense nationale)	–	–	–	(200 000)	(200 000)				
	crédit 1 (Agence canadienne d'évaluation d'impact)	–	–	–	(140 000)	(140 000)				
	crédit 1 (Commission de la capitale nationale)	–	–	–	(250 000)	(250 000)				
	crédit 1 (Statistique Canada)	–	–	–	(2 026 774)	(2 026 774)				
	crédit 1 (Secrétariat du Conseil du Trésor)	–	–	–	(55 000)	(55 000)				
	crédit 5	–	–	–	(8 812 733)	(8 812 733)				
	Total – Crédit 1	–	767 362 423	113 154 744	76 176 595	956 693 762	902 105 989	54 587 773	–	784 007 337
5	Dépenses en capital	–	29 227 432	–	–	29 227 432				
5a	Dépenses en capital	–	–	2 323 000	–	2 323 000				
5b	Dépenses en capital	–	–	3 589 673	–	3 589 673				
5c	Dépenses en capital	–	–	95 168	–	95 168				
	Virement du :									
	crédit 1	–	–	–	8 812 733	8 812 733				
	crédit 5 (Ministère de la Défense nationale)	–	–	–	110 000	110 000				
	crédit 10	–	–	–	3 250 000	3 250 000				
	CT, crédit 35[1]	–	–	–	7 447 945	7 447 945				
	Total – Crédit 5	–	29 227 432	6 007 841	19 620 678	54 855 951	36 334 211	18 521 740	–	34 104 856

Sommaire du portefeuille ministériel – *fin*

(en dollars)

		Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
Crédit	Description	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
10	Subventions et contributions	–	2 517 543 940	–	–	2 517 543 940				
10a	Subventions et contributions	–	–	111 534 500	–	111 534 500				
10b	Subventions et contributions	–	–	161 232 659	–	161 232 659				
10c	Subventions et contributions	–	–	40 040 000	–	40 040 000				
	Virement du crédit 10 (Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement)	–	–	–	2 500 000	2 500 000				
	Virement au :									
	crédit 1	–	–	–	(2 100 000)	(2 100 000)				
	crédit 5	–	–	–	(3 250 000)	(3 250 000)				
	crédit 5 (Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien)	–	–	–	(6 300 000)	(6 300 000)				
	crédit 5 (Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie)	–	–	–	(1 150 000)	(1 150 000)				
	crédit 10 (Ministère de l'Environnement)	–	–	–	(7 000 000)	(7 000 000)				
	Total – Crédit 10	–	2 517 543 940	312 807 159	(17 300 000)	2 813 051 099	1 802 371 719	1 010 679 380	–	1 177 199 846
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	68 918 420	9 547 954	6 055 456	84 521 830	84 521 830	–	–	69 002 701
(S)	Ministre des Ressources naturelles – Traitement et allocation pour automobile (*Loi sur les traitements* et *Loi sur le Parlement du Canada*)	–	94 700	–	100	94 800	94 800	–	–	92 400
(S)	Paiements au Fonds terre-neuvien des recettes provenant des ressources en hydrocarbures extracôtières (*Loi de mise en œuvre de l'Accord atlantique Canada-Terre-Neuve*)	–	1 699 445 814	–	(1 061 960 998)	637 484 816	637 484 816	–	–	455 191 312
(S)	Paiements au compte des recettes extracôtières de la Nouvelle-Écosse	–	–	–	41 053	41 053	41 053	–	–	19 597 921
(S)	Contribution à l'Office Canada – Terre-Neuve-et-Labrador des hydrocarbures extracôtiers (*Loi de mise en œuvre de l'Accord atlantique Canada-Terre-Neuve*)	–	11 805 000	–	(11 683 906)	121 094	121 094	–	–	518 512
(S)	Contribution à l'Office Canada – Nouvelle-Écosse des hydrocarbures extracôtiers (*Loi de mise en œuvre de l'Accord Canada-Nouvelle-Écosse sur les hydrocarbures extracôtiers*)	–	2 382 500	–	212 082	2 594 582	2 594 582	–	–	1 914 209
(S)	Fonds renouvelable de Géomatique Canada	9 284 211	–	–	–	9 284 211	838 086	–	8 446 125	(1 678 544)
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	68 108	–	–	249 826	317 934	192 143	–	125 791	176 211
(S)	Paiements visant à appuyer la lutte contre les changements climatiques (Programme à l'intention des gestionnaires de l'énergie et programme Énergie propre pour les collectivités rurales et éloignées) (*Loi nº 1 d'exécution du budget de 2019* [L.C. 2019, ch. 29])	–	–	–	(90 000)	(90 000)	(90 000)	–	–	–
	Total du ministère – Budgétaire	**9 352 319**	**5 096 780 229**	**441 517 698**	**(988 679 114)**	**4 558 971 132**	**3 466 610 323**	**1 083 788 893**	**8 571 916**	**2 540 126 761**

	Énergie atomique du Canada, Limitée									
1	Paiements à la société pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	–	1 541 555 307	–	–	1 541 555 307				
1c	Paiements à la société pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	–	–	5 760 000	–	5 760 000				
	Total de l'organisme – Budgétaire	**–**	**1 541 555 307**	**5 760 000**	**–**	**1 547 315 307**	**1 344 720 000**	**202 595 307**	**–**	**1 083 200 000**
	Régie canadienne de l'énergie									
1	Dépenses du programme	–	102 009 593	–	–	102 009 593				
1b	Dépenses du programme	–	–	100 219	–	100 219				
	Virement du :									
	CT, crédit 15[1]	–	–	–	989 336	989 336				
	CT, crédit 25[1]	–	–	–	3 922 036	3 922 036				
	CT, crédit 30[1]	–	–	–	1 227 397	1 227 397				
	Total – Crédit 1	–	102 009 593	100 219	6 138 769	108 248 581	101 808 167	6 440 414	–	100 803 350
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	11 412 951	–	437 438	11 850 389	11 850 389	–	–	11 613 625
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	199	–	–	412	611	–	199	412	–
(S)	Remboursements de montants portés aux revenus d'exercices antérieurs	–	–	–	9 709	9 709	9 709	–	–	–
	Total de l'organisme – Budgétaire	**199**	**113 422 544**	**100 219**	**6 586 328**	**120 109 290**	**113 668 265**	**6 440 613**	**412**	**112 416 975**
	Commission canadienne de sûreté nucléaire									
1	Dépenses du programme	–	51 986 215	–	–	51 986 215				
	Virement du :									
	crédit 1 (Ministère des Ressources naturelles)	–	–	–	50 000	50 000				
	crédit 5 (Ministère de la Défense nationale)	–	–	–	427 000	427 000				
	CT, crédit 10[1]	–	–	–	2 534	2 534				
	CT, crédit 15[1]	–	–	–	645 939	645 939				
	CT, crédit 25[1]	–	–	–	1 952 430	1 952 430				
	Total – Crédit 1	–	51 986 215	–	3 077 903	55 064 118	48 542 441	6 521 677	–	40 887 209
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	5 545 411	–	10 129 295	15 674 706	15 674 706	–	–	14 763 783
(S)	Dépenses aux termes du paragraphe 21(3) de la *Loi sur la sûreté et la réglementation nucléaires*	4 380 509	101 056 223	–	4 828 062	110 264 794	105 827 442	–	4 437 352	97 315 173
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	3 720	–	–	24 949	28 669	–	3 720	24 949	–
	Total de l'organisme – Budgétaire	**4 384 229**	**158 587 849**	**–**	**18 060 209**	**181 032 287**	**170 044 589**	**6 525 397**	**4 462 301**	**152 966 165**
	Administration du pipe-line du Nord									
1	Dépenses du programme	–	539 949	–	–	539 949	330 687	209 262	–	292 788
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	32 680	–	(27 374)	5 306	5 306	–	–	6 310
	Total de l'organisme – Budgétaire	**–**	**572 629**	**–**	**(27 374)**	**545 255**	**335 993**	**209 262**	**–**	**299 098**
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**13 736 747**	**6 910 918 558**	**447 377 917**	**(964 059 951)**	**6 407 973 271**	**5 095 379 170**	**1 299 559 472**	**13 034 629**	**3 889 008 999**

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

[1] Conseil du Trésor, crédit 10 – Initiatives pangouvernementales.
Conseil du Trésor, crédit 15 – Rajustements à la rémunération.
Conseil du Trésor, crédit 25 – Report du budget de fonctionnement.
Conseil du Trésor, crédit 30 – Besoins en matière de rémunération.
Conseil du Trésor, crédit 35 – Report du budget des dépenses en capital.

Détail budgétaire par affectation

(en dollars)

Description	Affectations	Dépenses	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs
Ministère des Ressources naturelles				
Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement				
Budget de fonctionnement	946 059 529	908 536 389	37 523 140	–
Commission d'établissement des soldats – Manitoba	352 203	21 627	330 576	–
Commission de la frontière internationale	1 809 464	1 769 638	39 826	–
Frais juridiques et de litige liés au bois d'œuvre résineux	1 760 940	1 737 197	23 743	–
Solutions innovatrices Canada	780 000	780 000	–	–
Évaluation ÉnerGuide de l'efficacité énergétique	5 926 982	4 283 514	1 643 468	–
Programme de reconnaissance des travailleurs atomiques	2 061 868	1 825 118	236 750	–
Affectations bloquées				
Report	2 944 554	–	2 944 554	–
Transfert/réaffectation	17 673 743	–	17 673 743	–
Réduction	8 742 000	–	8 742 000	–
Revenus affectés aux dépenses	(31 417 521)	(16 847 494)	(14 570 027)	–
	956 693 762	*902 105 989*	*54 587 773*	–
Crédit 5 – Dépenses en capital				
Budget en capital	45 348 937	36 274 922	9 074 015	–
Commission de la frontière internationale – Section canadienne	59 945	59 289	656	–
Affectations bloquées				
Report	9 447 069	–	9 447 069	–
	54 855 951	*36 334 211*	*18 521 740*	–
Crédit 10 – Subventions et contributions				
Subventions et contributions	2 077 444 558	1 708 183 193	369 261 365	–
Solutions innovatrices Canada	1 820 000	1 561 737	258 263	–
Évaluation ÉnerGuide de l'efficacité énergétique	92 626 789	92 626 789	–	–
Affectations bloquées				
Report	291 159 752	–	291 159 752	–
Réduction	350 000 000	–	350 000 000	–
	2 813 051 099	*1 802 371 719*	*1 010 679 380*	–
Montants législatifs	734 370 320	725 798 404	–	8 571 916
	4 558 971 132	3 466 610 323	1 083 788 893	8 571 916
Énergie atomique du Canada, Limitée				
Crédit 1 – Paiements à la société pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital				
Paiements à la Société d'État	1 265 492 625	1 181 670 805	83 821 820	–
Budget en capital	171 000 000	163 049 195	7 950 805	–
Affectations bloquées				
Report	110 822 682	–	110 822 682	–
	1 547 315 307	1 344 720 000	202 595 307	–

Régie canadienne de l'énergie				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement	100 110 973	98 695 710	1 415 263	–
Subventions et contributions	6 800 153	2 843 687	3 956 466	–
Coûts associés à la traduction (décision Devinat)	343 455	268 770	74 685	–
Affectations bloquées				
Réduction	994 000	–	994 000	–
	108 248 581	*101 808 167*	*6 440 414*	–
Montants législatifs	11 860 709	11 860 098	199	412
	120 109 290	113 668 265	6 440 613	412
Commission canadienne de sûreté nucléaire				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement	48 725 491	42 736 814	5 988 677	–
Subventions et contributions	5 805 627	5 805 627	–	–
Affectations bloquées				
Réduction	533 000	–	533 000	–
	55 064 118	*48 542 441*	*6 521 677*	–
Montants législatifs	125 968 169	121 502 148	3 720	4 462 301
	181 032 287	170 044 589	6 525 397	4 462 301
Administration du pipe-line du Nord				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement	539 949	330 687	209 262	–
Montants législatifs	5 306	5 306	–	–
	545 255	335 993	209 262	–
Total du portefeuille ministériel	**6 407 973 271**	**5 095 379 170**	**1 299 559 472**	**13 034 629**

Responsabilités essentielles

(en dollars)

	Budgétaire											
	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Total budgétaire		Non budgétaire	
Description	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
Ministère des Ressources naturelles												
Valorisation novatrice et durable des ressources naturelles	422 033 659	396 624 534	14 936 289	14 936 289	2 224 376 161	1 512 570 666	23 782 819	12 179 909	2 637 563 290	1 911 951 580	–	–
Secteurs des ressources naturelles concurrentiels à l'échelle mondiale	108 813 922	95 556 776	1 650 999	1 650 998	873 369 977	777 264 804	340 535	33 335	983 494 363	874 439 243	–	–
Science des ressources naturelles et atténuation des risques	301 117 703	293 404 078	25 661 636	16 047 329	355 456 506	152 687 794	14 063 153	9 695 999	668 172 692	452 443 202	–	–
Services internes	257 328 033	224 270 976	12 607 027	3 699 595	–	–	194 273	194 273	269 740 787	227 776 298	–	–
Total partiel	1 089 293 317	1 009 856 364	54 855 951	36 334 211	3 453 202 644	2 442 523 264	38 380 780	22 103 516	4 558 971 132	3 466 610 323	–	–
Revenus affectés aux dépenses	(38 380 780)	(22 103 516)	–	–	–	–	(38 380 780)	(22 103 516)	–	–	–	–
Total du ministère	**1 050 912 537**	**987 752 848**	**54 855 951**	**36 334 211**	**3 453 202 644**	**2 442 523 264**	**–**	**–**	**4 558 971 132**	**3 466 610 323**	**–**	**–**
Énergie atomique du Canada, Limitée												
Déclassement nucléaire et gestion des déchets radioactifs	1 140 509 721	998 540 000	–	–	–	–	–	–	1 140 509 721	998 540 000	–	–
Laboratoires nucléaires	406 805 586	346 180 000	–	–	–	–	–	–	406 805 586	346 180 000	–	–
Total de l'organisme	**1 547 315 307**	**1 344 720 000**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**1 547 315 307**	**1 344 720 000**	**–**	**–**
Régie canadienne de l'énergie												
Processus décisionnel	21 321 640	22 026 044	–	–	6 800 153	2 215 279	–	–	28 121 793	24 241 323	–	–
Surveillance de la sécurité et de l'environnement	24 809 704	26 065 655	–	–	–	26 720	–	–	24 809 704	26 092 375	–	–
Mobilisation	10 513 095	8 954 191	–	–	–	601 488	–	–	10 513 095	9 555 679	–	–
Information sur l'énergie	8 905 648	7 428 012	–	–	–	200	–	–	8 905 648	7 428 212	–	–
Services internes	47 759 050	46 350 676	–	–	–	–	–	–	47 759 050	46 350 676	–	–
Total de l'organisme	**113 309 137**	**110 824 578**	**–**	**–**	**6 800 153**	**2 843 687**	**–**	**–**	**120 109 290**	**113 668 265**	**–**	**–**
Commission canadienne de sûreté nucléaire												
Réglementation nucléaire	116 079 386	106 243 222	–	–	5 805 627	5 805 627	–	–	121 885 013	112 048 849	–	–
Services internes	59 147 274	57 995 740	–	–	–	–	–	–	59 147 274	57 995 740	–	–
Total de l'organisme	**175 226 660**	**164 238 962**	**–**	**–**	**5 805 627**	**5 805 627**	**–**	**–**	**181 032 287**	**170 044 589**	**–**	**–**

Administration du pipe-line du Nord												
Surveiller et réglementer la planification et la construction de la partie canadienne du projet de gazoduc de la route de l'Alaska	545 255	335 993	–	–	–	–	–	–	545 255	335 993	–	–
Total de l'organisme	**545 255**	**335 993**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**545 255**	**335 993**	**–**	**–**
Total du portefeuille ministériel.....	**2 887 308 896**	**2 607 872 381**	**54 855 951**	**36 334 211**	**3 465 808 424**	**2 451 172 578**	**–**	**–**	**6 407 973 271**	**5 095 379 170**	**–**	**–**

Paiements de transfert

(en dollars)

Description	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Ministère des Ressources naturelles									
Subventions									
Subventions à l'appui de rénovations maisons	–	804 000 000	73 722 500	–	877 722 500	330 682 073	547 040 427	–	241 451 457
Subventions à l'appui du programme de transport écoénergétique de marchandises	–	34 800 000	–	–	34 800 000	2 264 625	32 535 375	–	–
Subventions pour appuyer l'énergie propre pour les collectivités rurales et éloignées	–	7 934 000	–	–	7 934 000	6 544 121	1 389 879	–	2 593 715
Subventions à l'appui de la sensibilisation et l'engagement, l'efficacité énergétique et l'innovation énergétique	–	5 030 000	–	–	5 030 000	4 688 906	341 094	–	4 856 576
Subventions à l'appui du programme d'infrastructure pour les véhicules à émission zéro	–	5 000 000	–	–	5 000 000	–	5 000 000	–	–
Subventions à l'appui de solutions innovatrices Canada	–	2 300 000	–	–	2 300 000	1 561 737	738 263	–	523 036
Subventions pour appuyer les technologies de récupération en cas de déversement d'hydrocarbures sous le programme intitulé Incitatifs pour le développement de technologies de récupération en cas de déversement d'hydrocarbures	–	2 000 000	–	–	2 000 000	2 000 000	–	–	1 000 000
Subventions pour le renforcement des capacités pour Accroître les forêts canadiennes – 2 milliards d'arbres	–	2 000 000	–	–	2 000 000	1 999 999	1	–	1 996 240
Subventions à l'appui de la géoscience	–	1 245 000	52 000	–	1 297 000	1 230 887	66 113	–	1 244 631
Subventions en soutien au Programme d'innovation énergétique	–	1 150 000	2 000 000	–	3 150 000	3 142 874	7 126	–	673 299
Subventions à l'appui du Centre Interservices des feux de forêt du Canada	–	1 000 000	–	–	1 000 000	1 000 000	–	–	1 000 000
Subventions à l'appui de l'engagement et de renforcement des capacités, des énergies renouvelables intelligentes et de trajectoires d'électrification	–	700 000	–	–	700 000	256 200	443 800	–	292 299
Subventions à l'appui de l'initiative de partenariats mondiaux	–	–	3 625 000	–	3 625 000	3 625 000	–	–	–
Subventions à l'appui du Fonds d'infrastructure pour les minéraux critiques	–	–	1 500 000	–	1 500 000	–	1 500 000	–	–
Subventions à l'appui du développement économique des Autochtones	–	–	1 000 000	–	1 000 000	970 624	29 376	–	–
Subventions à l'appui du programme de leadership mondial sur les forêts	–	–	825 000	2 500 000	3 325 000	3 290 700	34 300	–	–
Subventions à l'appui du programme de pré-développement de l'énergie éolienne extracôtière	–	–	40 000	–	40 000	–	40 000	–	–
Subventions à l'appui de l'amélioration de la diversité au sein de la main-d'œuvre du secteur forestier canadien dans le cadre du programme intitulé Programme d'innovation forestière	–	–	150 000	(150 000)	–	–	–	–	–
Total — Subventions	**–**	**867 159 000**	**82 914 500**	**2 350 000**	**952 423 500**	**363 257 746**	**589 165 754**	**–**	**255 631 253**
Contributions									
Contributions à l'appui de projets d'énergies renouvelables intelligentes et de trajectoires d'électrification	–	394 141 202	–	(480 000)	393 661 202	390 149 240	3 511 962	–	318 254 923

Contributions en soutien au Programme relatif au Fonds pour les combustibles propres et au Programme de codification et de normalisation des combustibles propres	–	380 200 000	–	–	380 200 000	127 012 651	253 187 349	–	4 150 456
Contributions pour accroître les forêts canadiennes – 2 milliards d'arbres	–	282 500 000	–	–	282 500 000	99 826 502	182 673 498	–	65 996 065
Contributions à l'appui du programme d'infrastructure pour les véhicules à émission zéro	–	168 116 812	–	–	168 116 812	138 321 939	29 794 873	–	71 123 023
Contributions en soutien au Programme de prédéveloppement en matière d'électricité	–	75 000 000	–	–	75 000 000	24 555 646	50 444 354	–	–
Contributions à l'appui du programme d'innovation énergétique	–	60 662 982	43 000 000	(9 760 000)	93 902 982	53 414 846	40 488 136	–	26 843 935
Contributions à l'appui de l'efficacité énergétique	–	59 073 023	–	–	59 073 023	16 534 767	42 538 256	–	9 644 090
Contributions pour appuyer l'énergie propre pour les collectivités rurales et éloignées	–	51 806 077	–	–	51 806 077	47 489 334	4 316 743	–	49 581 346
Contributions à l'appui de l'initiative Combattre et gérer les feux de forêt dans un climat en changement	–	41 600 000	–	–	41 600 000	36 625 888	4 974 112	–	10 989 564
Contributions à l'appui des Partenariats pour les ressources naturelles autochtones	–	16 000 000	–	–	16 000 000	17 550 151	(1 550 151)	–	9 336 494
Contributions à l'appui de la Stratégie emploi et compétence jeunesse	–	14 413 983	–	–	14 413 983	14 390 982	23 001	–	11 748 172
Contributions pour appuyer le programme des énergies renouvelables émergentes	–	13 066 123	–	–	13 066 123	3 616 498	9 449 625	–	24 941 976
Contributions pour appuyer la stratégie d'intervention précoce contre la tordeuse des bourgeons de l'épinette – Phase III	–	12 500 000	–	–	12 500 000	7 490 530	5 009 470	–	–
Contributions à l'appui de la phase de nettoyage de l'installation minière d'uranium de Gunnar	–	11 170 000	–	–	11 170 000	–	11 170 000	–	–
Contributions pour appuyer les comités autochtones de consultation et de surveillance de projets d'infrastructure énergétique	–	10 500 000	2 594 685	–	13 094 685	9 680 068	3 414 617	–	16 912 148
Contributions à l'appui de la recherche	–	6 333 449	–	–	6 333 449	7 017 540	(684 091)	–	5 436 429
Contributions à l'appui du programme de transport écoénergétique de marchandises	–	6 109 223	–	–	6 109 223	1 323 597	4 785 626	–	–
Contributions à l'appui des mesures d'accommodement pour le projet d'agrandissement du réseau de Trans Mountain	–	6 000 000	5 847 735	(7 000 000)	4 847 735	–	4 847 735	–	6 578 191
Contributions à l'appui de l'initiative de recherche multipartenaire de RNCan	–	5 300 000	–	–	5 300 000	5 299 902	98	–	–
Contributions à l'appui de l'adaptation aux changements climatiques	–	5 000 000	500 000	–	5 500 000	–	5 500 000	–	–
Contributions à l'appui de projets de prédéveloppement d'interconnexions stratégiques	–	5 000 000	–	–	5 000 000	8 615 201	(3 615 201)	–	7 616 407
Contributions à l'appui des minéraux critiques	–	5 000 000	5 484 230	–	10 484 230	12 102 427	(1 618 197)	–	1 515 768
Contributions permettant le déploiement responsable de petits réacteurs modulaires et l'innovation nucléaire	–	4 229 501	–	(1 000 000)	3 229 501	–	3 229 501	–	–
Contributions à l'appui des alertes sismiques précoces	–	3 500 000	–	(1 410 000)	2 090 000	2 078 490	11 510	–	2 858 227
Contributions à l'appui de rénovations maisons	–	3 375 565	25 450 000	–	28 825 565	361 161 070	(332 335 505)	–	47 752 826
Contributions pour appuyer la participation autochtone aux dialogues	–	3 244 000	–	–	3 244 000	2 403 715	840 285	–	774 492
Contributions à l'appui de l'initiative des instituts de recherche forestière	–	2 368 000	–	–	2 368 000	2 368 000	–	–	3 759 420
Contributions à l'appui de résilience aux feux de forêt	–	1 700 000	–	–	1 700 000	480 490	1 219 510	–	1 887 112
Contributions à l'appui du développement économique des Autochtones	–	1 000 000	2 333 000	–	3 333 000	2 775 244	557 756	–	7 490 372

Paiements de transfert – *suite*

(en dollars)

	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
Description	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Contributions pour appuyer les technologies de récupération en cas de déversement d'hydrocarbures sous le programme intitulé Incitatifs pour le développement de technologies de récupération en cas de déversement d'hydrocarbures	–	900 000	–	–	900 000	390 970	509 030	–	–
Programme GéoConnexions	–	500 000	–	–	500 000	455 381	44 619	–	437 500
Contributions à l'appui de l'engagement des Autochtones sur la cartographie des risques d'incendie de forêt dans la communauté	–	75 000	–	–	75 000	–	75 000	–	–
Contributions à l'appui de la géoscience	–	–	2 500 000	–	2 500 000	–	2 500 000	–	–
Contributions à l'appui de l'initiative de partenariats mondiaux	–	–	1 185 000	–	1 185 000	502 902	682 098	–	–
Contributions à l'appui du Fonds d'infrastructure pour les minéraux critiques	–	–	91 650 000	–	91 650 000	–	91 650 000	–	–
Contribution à l'appui du programme Investissements dans la transformation de l'industrie forestière	–	–	12 550 000	–	12 550 000	17 469 591	(4 919 591)	–	84 225 759
Contributions à l'appui du programme de promotion de l'innovation en foresterie	–	–	21 306 759	–	21 306 759	21 204 451	102 308	–	23 450 435
Contributions à l'appui du programme de construction verte en bois	–	–	9 280 000	–	9 280 000	4 243 965	5 036 035	–	11 482 705
Contributions à l'appui de l'Initiative pour un avenir résilient face aux incendies de forêt	–	–	2 981 250	–	2 981 250	1 200 360	1 780 890	–	–
Contributions à l'appui de l'identification et de la cartographie des aléas d'inondation	–	–	1 250 000	–	1 250 000	111 927	1 138 073	–	–
Contributions à l'appui du programme de leadership mondial sur les forêts	–	–	1 050 000	–	1 050 000	961 895	88 105	–	–
Contributions à l'appui de l'élaboration d'un cadre national de partage des avantages	–	–	930 000	–	930 000	279 362	650 638	–	–
Contributions obligatoires à l'Organisation internationale des bois tropicaux	–	–	–	–	–	8 451	(8 451)	–	–
(S) Paiements au Fonds terre-neuvien des recettes provenant des ressources en hydrocarbures extracôtières (*Loi de mise en œuvre de l'Accord atlantique Canada-Terre-Neuve*)	–	1 699 445 814	–	(1 061 960 998)	637 484 816	637 484 816	–	–	455 191 312
(S) Contribution à l'Office Canada – Terre-Neuve-et-Labrador des hydrocarbures extracôtiers (*Loi de mise en œuvre de l'Accord atlantique Canada-Terre-Neuve*)	–	11 805 000	–	(11 683 906)	121 094	121 094	–	–	518 512
(S) Contribution à l'Office Canada – Nouvelle-Écosse des hydrocarbures extracôtiers (*Loi de mise en œuvre de l'Accord Canada-Nouvelle-Écosse sur les hydrocarbures extracôtiers*)	–	2 382 500	–	212 082	2 594 582	2 594 582	–	–	1 914 209
(S) Paiements au compte des recettes extracôtières de la Nouvelle-Écosse	–	–	–	41 053	41 053	41 053	–	–	19 597 921

(S) Paiements visant à appuyer la lutte contre les changements climatiques (Programme à l'intention des gestionnaires de l'énergie et programme Énergie propre pour les collectivités rurales et éloignées) (*Loi nº 1 d'exécution du budget de 2019* [L.C. 2019, ch. 29])	–	–	–	(90 000)	(90 000)	(90 000)	–	–	–
Éléments non requis pour l'exercice en cours	–	–	–	–	–	–	–	–	96 780 758
Total – Contributions	**–**	**3 364 018 254**	**229 892 659**	**(1 093 131 769)**	**2 500 779 144**	**2 079 265 518**	**421 513 626**	**–**	**1 398 790 547**
Total du ministère	**–**	**4 231 177 254**	**312 807 159**	**(1 090 781 769)**	**3 453 202 644**	**2 442 523 264**	**1 010 679 380**	**–**	**1 654 421 800**
Régie canadienne de l'énergie									
Subventions									
Programme d'aide financière aux participants									
Subventions pour appuyer la participation des peuples autochtones et des parties prenantes aux activités de la Régie canadienne de l'énergie y compris les processus décisionnels et les activités de mobilisation et de surveillance de la sécurité et de l'environnement	–	4 835 867	–	–	4 835 867	1 131 334	3 704 533	–	–
Éléments non requis pour l'exercice en cours	–	–	–	–	–	–	–	–	229 634
Total — Subventions	**–**	**4 835 867**	**–**	**–**	**4 835 867**	**1 131 334**	**3 704 533**	**–**	**229 634**
Contributions									
Programme d'aide financière aux participants									
Contribution pour encourager une participation publique efficace afin d'assurer que les préoccupations et les valeurs du public sont considérées dans le cadre du processus d'audience de la Régie canadienne de l'énergie	–	–	100 219	–	100 219	–	100 219	–	1 034 214
Contributions pour appuyer la participation des peuples autochtones et des parties prenantes aux activités de la Régie canadienne de l'énergie y compris les processus décisionnels et les activités de mobilisation et de surveillance de la sécurité et de l'environnement	–	1 864 067	–	–	1 864 067	1 712 353	151 714	–	–
Total – Contributions	**–**	**1 864 067**	**100 219**	**–**	**1 964 286**	**1 712 353**	**251 933**	**–**	**1 034 214**
Total de l'organisme	**–**	**6 699 934**	**100 219**	**–**	**6 800 153**	**2 843 687**	**3 956 466**	**–**	**1 263 848**
Commission canadienne de sûreté nucléaire									
Subventions									
Subventions pour soutenir les capacités des autochtones et des parties prenantes dans les activités d'engagement et de consultation	–	300 000	–	(216 060)	83 940	83 940	–	–	–
Subventions pour faciliter la recherche, le développement et la gestion des activités qui contribueront à la réalisation des objectifs du Programme de recherche et de soutien	–	75 000	–	(869)	74 131	74 131	–	–	69 581
Total — Subventions	**–**	**375 000**	**–**	**(216 929)**	**158 071**	**158 071**	**–**	**–**	**69 581**
Contributions									
Programme d'aide financière aux participants	–	2 265 000	–	(447 099)	1 817 901	1 817 901	–	–	2 142 686
Contributions pour soutenir les capacités des autochtones et des parties prenantes dans les activités d'engagement et de consultation	–	2 020 000	–	(259 932)	1 760 068	1 760 068	–	–	–

Paiements de transfert – *fin*

(en dollars)

Description	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Contributions pour faciliter la recherche, le développement et la gestion des activités qui contribueront à la réalisation des objectifs du Programme de recherche et de soutien ainsi que du Programme canadien à l'appui des garanties	–	970 000	50 000	1 049 587	2 069 587	2 069 587	–	–	2 116 006
Total – Contributions	**–**	**5 255 000**	**50 000**	**342 556**	**5 647 556**	**5 647 556**	**–**	**–**	**4 258 692**
Total de l'organisme	**–**	**5 630 000**	**50 000**	**125 627**	**5 805 627**	**5 805 627**	**–**	**–**	**4 328 273**
Total du portefeuille ministériel	**–**	**4 243 507 188**	**312 957 378**	**(1 090 656 142)**	**3 465 808 424**	**2 451 172 578**	**1 014 635 846**	**–**	**1 660 013 921**

(S) Paiement de transfert législatif.

Détail des montants disponibles pour être dépensés

(en dollars)

Description	Autorisations disponibles pour emploi au cours de l'exercice	Autorisations employées au cours de l'exercice	Autorisations employées dans l'exercice précédent
Ministère des Ressources naturelles			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Valorisation novatrice et durable des ressources naturelles			
Vente de biens et de services	23 585 219	11 975 541	13 339 927
Revenus divers	197 600	204 368	287 032
	23 782 819	12 179 909	13 626 959
Secteurs des ressources naturelles concurrentiels à l'échelle mondiale			
Vente de biens et de services	53 335	33 335	5 919
Revenus divers	287 200	–	–
	340 535	33 335	5 919
Science des ressources naturelles et atténuation des risques			
Vente de biens et de services	7 099 894	7 810 815	9 342 737
Revenus divers	6 963 259	1 885 184	1 489 279
	14 063 153	9 695 999	10 832 016
Services internes			
Vente de biens et de services	194 273	194 273	183 060
Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**38 380 780**	**22 103 516**	**24 647 954**

Revenus

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Ministère des Ressources naturelles		
Autres revenus		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Recouvrements de dépenses de fonctionnement	2 380 944	1 796 193
Recouvrements de paiements de transfert	21 755 631	1 586 497
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	43 161 101	15 928 095
	67 297 676	19 310 785
Ventes de biens et de services		
Droits et privilèges		
Redevances sur les licences, permis et droits d'auteur	307 496 277	370 704 466
Licences et permis	1 816 487	1 817 908
	309 312 764	*372 522 374*
Location et utilisation de biens publics	*1 269 674*	*1 502 140*
Services de nature réglementaire	*2 224 926*	*1 800 551*
Services de nature non réglementaire	*13 999 373*	*16 007 801*
Ventes de biens et de produits d'information		
Graphiques, cartes et plans	418 176	472 930
Ventes d'autres produits	839 495	1 026 023
	1 257 671	*1 498 953*
Autres frais et droits		
Services fournis aux autres ministères aux termes de l'article 29.2 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*	194 273	183 060
Divers	210 977 142	59 209 129
	211 171 415	*59 392 189*
	539 235 823	452 724 008
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	249 826	187 664
Revenus divers		
Gains sur les opérations de change	34 482	–
Intérêt sur arriérés de débiteurs	53 524	60 405
Remboursements de contributions remboursables sans condition	365 949	1 546 319
Divers	10 000	2 000
	463 955	1 608 724
Total du ministère	**607 247 280**	**473 831 181**

Revenus – *fin*

(in dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Régie canadienne de l'énergie		
Autres revenus		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	238 994	12 720
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	271 813	292 694
	510 807	305 414
Ventes de biens et de services		
Droits et privilèges	–	*175*
Services de nature réglementaire		
Services de nature réglementaire	134 093 135	124 925 553
Revenus reportés	150	–
	134 093 285	*124 925 553*
Autres frais et droits	*52 000*	*168 000*
	134 145 285	125 093 728
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	412	199
Revenus divers		
Autres revenus divers	10 546	23 905
Total de l'organisme	**134 667 050**	**125 423 246**
Commission canadienne de sûreté nucléaire		
Autres revenus		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	229 683	362 726
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	395 158	182 879
	624 841	545 605
Ventes de biens et de services		
Services de nature réglementaire		
Revenus reportés	56 843	(5 754)
Recouvrement de frais	134 264 469	126 475 718
	134 321 312	126 469 964
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	24 949	3 720
Revenus divers		
Intérêts et pénalités	65 721	38 885
Autres revenus divers	53 030	56 495
	118 751	95 380
Total de l'organisme	**135 089 853**	**127 114 669**

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Administration du pipe-line du Nord		
Autres revenus		
Ventes de biens et de services		
Services de nature réglementaire	335 993	299 098
Total de l'organisme	**335 993**	**299 098**
Sommaire du portefeuille ministériel		
Autres revenus		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	68 433 324	20 161 804
Ventes de biens et de services	808 038 413	704 586 798
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	275 187	191 583
Revenus divers	593 252	1 728 009
Total du portefeuille ministériel	**877 340 176**	**726 668 194**

Section 25

Comptes publics du Canada
2023-2024

Revenu national

Agence du revenu du Canada

Table des matières

Page

Description des responsabilités essentielles 456
Sommaire du portefeuille ministériel 457
Détail budgétaire par affectation 459
Responsabilités essentielles 460
Paiements de transfert 461
Détail des montants disponibles pour être dépensés 462
Revenus 462

Description des responsabilités essentielles

Agence du revenu du Canada

Prestations

S'assurer que les Canadiens obtiennent le soutien et les renseignements dont ils ont besoin pour obtenir l'appui et les renseignements nécessaires pour savoir quelles sont les prestations auxquels ils pourraient avoir droit, pour qu'ils reçoivent leurs paiements de prestations en temps opportun, et qu'ils aient des moyens de recours lorsqu'ils sont en désaccord avec une décision sur leur admissibilité aux prestations.

Impôt

S'assurer que le système fiscal d'autocotisation du Canada est maintenu en fournissant aux contribuables le soutien et les renseignements nécessaires pour comprendre et pour respecter leurs obligations fiscales, et prendre des mesures d'observation et d'exécution au besoin pour maintenir l'intégrité du système, en offrant des moyens de recours lorsque les contribuables pourraient être en désaccord avec une cotisation ou une décision.

Ombudsman des contribuables

Les Canadiens ont accès à un examen crédible et indépendant des plaintes liées au service au sujet de l'Agence du revenu du Canada.

Services internes

Les Services internes comprennent les groupes d'activités et de ressources connexes que le gouvernement fédéral considère comme étant des services à l'appui de programmes ou nécessaires pour permettre à une organisation de s'acquitter de ses obligations générales. Les Services internes désignent les activités et ressources des dix services distincts qui soutiennent l'exécution des programmes au sein de l'organisation, peu importe le modèle de prestation des Services internes utilisé. Ces services sont : Services de gestion des acquisitions, Services de communication, Services de gestion financière, Services de gestion des ressources humaines, Services de gestion de l'information, Services de technologie de l'information, Services juridiques, Services de gestion du matériel, Services de gestion et de surveillance, Services de gestion des biens immobiliers.

Sommaire du portefeuille ministériel

(en dollars)

		Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
Crédit	Description	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Agence du revenu du Canada									
1	Dépenses de fonctionnement, contributions et dépenses recouvrables au titre du *Régime de pensions du Canada* et de la *Loi sur l'assurance-emploi*	872 369 606	4 393 470 330	–	–	5 265 839 936				
1b	Dépenses de fonctionnement, contributions et dépenses recouvrables au titre du *Régime de pensions du Canada* et de la *Loi sur l'assurance-emploi*	–	–	12 457 503	–	12 457 503				
1c	Dépenses de fonctionnement, contributions et dépenses recouvrables au titre du *Régime de pensions du Canada* et de la *Loi sur l'assurance-emploi*	–	–	122 929 204	–	122 929 204				
	Virement du :									
	CT, crédit 10[1]	–	–	–	97 558	97 558				
	CT, crédit 15[1]	–	–	–	428 391 737	428 391 737				
	CT, crédit 25[1]	–	–	–	6 236 826	6 236 826				
	CT, crédit 30[1]	–	–	–	122 951 692	122 951 692				
	Virement au :									
	crédit 1 (Agence des services frontaliers du Canada)	–	–	–	(988 421)	(988 421)				
	crédit 1 (Service canadien du renseignement de sécurité)	–	–	–	(90 228)	(90 228)				
	crédit 1 (Secrétariat du Conseil du Trésor)	–	–	–	(40 000)	(40 000)				
	Total – Crédit 1	872 369 606	4 393 470 330	135 386 707	556 559 164	5 957 785 807	5 359 496 028	88 354 644	509 935 135	4 473 905 356
5	Dépenses en capital et dépenses recouvrables au titre du *Régime de pensions du Canada* et de la *Loi sur l'assurance-emploi*	36 210 341	121 472 814	–	–	157 683 155	105 076 320	–	52 606 835	78 307 534
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	585 812 975	3 473 213	182 260 846	771 547 034	771 547 034	–	–	678 622 022
(S)	Ministre du Revenu national – Traitement et allocation pour automobile (*Loi sur les traitements* et *Loi sur le Parlement du Canada*)	–	94 700	–	(1 174)	93 526	93 526	–	–	92 400
(S)	Montants adjugés par une cour – Cour canadienne de l'impôt	–	–	–	12 425 233	12 425 233	12 425 233	–	–	4 670 827
(S)	Montants adjugés par la Cour suprême du Canada	–	–	–	1 000	1 000	1 000	–	–	28 402
(S)	Remboursements de montants portés aux revenus d'exercices antérieurs	–	–	–	79 428	79 428	79 428	–	–	14 348
(S)	Pertes sur opérations de change	–	–	–	4 495	4 495	4 495	–	–	27 909
(S)	Distribution des redevances sur les combustibles (Remise canadienne sur le carbone) en vertu de l'article 165 de la *Loi sur la tarification de la pollution causée par les gaz à effet de serre* et de l'article 122.8 de la *Loi de l'impôt sur le revenu*	–	8 999 000 000	596 000 000	4 733 794	9 599 733 794	9 599 733 794	–	–	6 823 776 253
(S)	Versements d'allocations spéciales pour enfants (*Loi sur les allocations spéciales pour enfants*)	–	368 000 000	–	22 060 074	390 060 074	390 060 074	–	–	368 192 202

Sommaire du portefeuille ministériel – *fin*

(en dollars)

		Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
Crédit	Description	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
(S)	Dépense des recettes résultant de la poursuite des opérations en vertu de l'article 60 de la *Loi sur l'Agence du revenu du Canada*	–	357 678 813	–	22 720 357	380 399 170	380 399 170	–	–	513 669 221
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	–	–	–	128 881	128 881	128 881	–	–	179 457
(S)	Distribution des redevances sur les combustibles (aux provinces et territoires) en vertu de l'article 165 de la *Loi sur la tarification de la pollution causée par les gaz à effet de serre*	–	49 000 000	–	2 362 365	51 362 365	51 362 365	–	–	40 623 072
(S)	Distribution des redevances sur les combustibles (aux entreprises agricoles) en vertu de l'article 165 de la *Loi sur la tarification de la pollution causée par les gaz à effet de serre* et de l'article 127.42 de la *Loi de l'impôt sur le revenu*	–	–	165 000 000	(33 477 338)	131 522 662	131 522 662	–	–	129 365 039
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**908 579 947**	**14 874 529 632**	**899 859 920**	**769 857 125**	**17 452 826 624**	**16 801 930 010**	**88 354 644**	**562 541 970**	**13 111 474 042**

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

[1] Conseil du Trésor, crédit 10 – Initiatives pangouvernementales.
Conseil du Trésor, crédit 15 – Rajustements à la rémunération.
Conseil du Trésor, crédit 25 – Report du budget de fonctionnement.
Conseil du Trésor, crédit 30 – Besoins en matière de rémunération.

Détail budgétaire par affectation

(en dollars)

Description	Affectations	Dépenses	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs
Agence du revenu du Canada				
Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement, contributions et dépenses recouvrables au titre du *Régime de pensions du Canada* et de la *Loi sur l'assurance-emploi*				
Budget de fonctionnement	5 742 680 312	5 236 310 054	–	506 370 258
Subventions et contributions	5 378 634	5 284 769	–	93 865
Enveloppe de l'aide internationale	378 856	–	378 856	–
Initiatives publicitaires	8 550 000	8 515 795	34 205	–
Fiducies non-résidentes et biens d'un fonds de placement non-résident	19 547 308	19 547 308	–	–
Locaux et services de biens immobiliers	319 540 455	316 251 681	3 288 774	–
Paiements au Québec pour l'administration de la TPS	269 020 554	265 549 542	–	3 471 012
Affectations bloquées				
Transfert/réaffectation	72 693 809	–	72 693 809	–
Réduction	11 959 000	–	11 959 000	–
Revenus affectés aux dépenses	(491 963 121)	(491 963 121)	–	–
	5 957 785 807	*5 359 496 028*	*88 354 644*	*509 935 135*
Crédit 5 – Dépenses en capital et dépenses recouvrables au titre du *Régime de pensions du Canada* et de la *Loi sur l'assurance-emploi*				
Budget en capital	157 600 524	104 993 689	–	52 606 835
Enveloppe de l'aide internationale	82 631	82 631	–	–
	157 683 155	*105 076 320*	–	*52 606 835*
Montants législatifs	11 337 357 662	11 337 357 662	–	–
Total du portefeuille ministériel	**17 452 826 624**	**16 801 930 010**	**88 354 644**	**562 541 970**

Responsabilités essentielles

(en dollars)

Description	Budgétaire										Non budgétaire	
	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Total budgétaire			
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
Agence du revenu du Canada												
Prestations	347 412 809	336 242 661	116	116	10 178 057 529	10 177 963 664	138 099	138 099	10 525 332 355	10 514 068 342	–	–
Impôt	5 577 948 040	5 337 463 655	126 013 810	91 301 411	–	–	403 101 448	403 101 448	5 300 860 402	5 025 663 618	–	–
Ombudsman des contribuables	5 718 355	5 532 722	–	–	–	–	–	–	5 718 355	5 532 722	–	–
Services internes	1 677 969 857	1 331 614 109	31 669 229	13 774 793	–	–	88 723 574	88 723 574	1 620 915 512	1 256 665 328	–	–
Total partiel	7 609 049 061	7 010 853 147	157 683 155	105 076 320	10 178 057 529	10 177 963 664	491 963 121	491 963 121	17 452 826 624	16 801 930 010	–	–
Revenus affectés aux dépenses	(491 963 121)	(491 963 121)	–	–	–	–	(491 963 121)	(491 963 121)	–	–	–	–
Total du portefeuille ministériel	**7 117 085 940**	**6 518 890 026**	**157 683 155**	**105 076 320**	**10 178 057 529**	**10 177 963 664**	**–**	**–**	**17 452 826 624**	**16 801 930 010**	**–**	**–**

Paiements de transfert

(en dollars)

Description	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Agence du revenu du Canada									
Autres paiements de transfert									
Subvention du Programme communautaire des bénévoles en matière d'impôt	1 877 499	3 501 135	–	–	5 378 634	5 284 769	–	93 865	2 976 230
(S) Distribution des redevances sur les combustibles (Remise canadienne sur le carbone) en vertu de l'article 165 de la *Loi sur la tarification de la pollution causée par les gaz à effet de serre* et de l'article 122.8 de la *Loi de l'impôt sur le revenu*	–	8 999 000 000	596 000 000	4 733 794	9 599 733 794	9 599 733 794	–	–	6 823 776 253
(S) Versements d'allocations spéciales pour enfants (*Loi sur les allocations spéciales pour enfants*)	–	368 000 000	–	22 060 074	390 060 074	390 060 074	–	–	368 192 202
(S) Distribution des redevances sur les combustibles (aux provinces et territoires) en vertu de l'article 165 de la *Loi sur la tarification de la pollution causée par les gaz à effet de serre*	–	49 000 000	–	2 362 365	51 362 365	51 362 365	–	–	40 623 071
(S) Distribution des redevances sur les combustibles (aux entreprises agricoles) en vertu de l'article 165 de la *Loi sur la tarification de la pollution causée par les gaz à effet de serre* et de l'article 127.42 de la *Loi de l'impôt sur le revenu*	–	–	165 000 000	(33 477 338)	131 522 662	131 522 662	–	–	129 365 039
Total du portefeuille ministériel	**1 877 499**	**9 419 501 135**	**761 000 000**	**(4 321 105)**	**10 178 057 529**	**10 177 963 664**	**–**	**93 865**	**7 364 932 795**

(S) Paiement de transfert législatif.

Détail des montants disponibles pour être dépensés

(en dollars)

Description	Autorisations disponibles pour emploi au cours de l'exercice	Autorisations employées au cours de l'exercice	Autorisations employées dans l'exercice précédent
Agence du revenu du Canada			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Prestations	138 099	138 099	924 737
Impôt	403 101 448	403 101 448	353 205 733
Services internes	88 723 574	88 723 574	86 436 902
Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**491 963 121**	**491 963 121**	**440 567 372**

Revenus

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Agence du revenu du Canada		
Revenus fiscaux		
Impôt sur le revenu		
Particuliers	*186 295 671 284*	*179 725 211 321*
Sociétés		
Sociétés	79 119 825 835	91 027 428 244
Subvention salariale d'urgence du Canada	420 425 285	256 715 297
Subvention d'urgence du Canada pour le loyer	148 507 336	11 081 795
Programme d'embauche pour la relance économique du Canada	1 786 534	(362 220 558)
Programme de relance pour le tourisme et l'accueil (salaire – industrie)	274 861	(302 059 549)
Programme de relance pour le tourisme et l'accueil (salaire – confinement)	1 180 506	(39 652 793)
Programme de relance pour le tourisme et l'accueil (loyer – industrie)	(1 005 548)	(132 409 174)
Programme de relance pour le tourisme et l'accueil (loyer – confinement)	1 744 539	(19 726 333)
Programme de relance pour les entreprises les plus durement touchées (salaire)	8 273 154	(28 740 381)
Programme de relance pour les entreprises les plus durement touchées (loyer)	2 960 294	(109 944 056)
	79 703 972 796	*90 300 472 492*
Non-résidents	*12 540 774 790*	*13 187 443 369*
	278 540 418 870	283 213 127 182
Taxe sur les produits et services (TPS)/Taxe de vente harmonisée (TVH)	27 901 979 179	26 124 917 932
Décret de remise de la taxe gouvernementale	(3 317 307 681)	(3 036 668 638)
Crédit aux particuliers	(5 974 832 368)	(9 737 878 981)
	18 609 839 130	13 350 370 313
Taxe d'accise – Carburant moteur – Essence	4 257 169 326	4 246 057 130
Taxe d'accise – Essence d'aviation et combustible diesel		
Essence d'aviation et carboréacteur	142 521 717	116 848 422
Combustible diesel	1 123 273 537	1 204 654 419
	1 265 795 254	1 321 502 841

Revenus – *fin*

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Droits d'accise		
Spiritueux	846 371 468	991 825 212
Bière	568 185 788	610 117 065
Spiritueux rafraîchissants	130 951 354	79 514 434
Vin	386 706 100	277 588 991
Cigarettes	1 433 570 097	1 532 166 388
Cigares	12 318 612	5 571 862
Tabac manufacturé	52 387 134	204 401 244
Produits du cannabis	244 435 924	227 059 146
Produits de vapotage	239 858 714	146 278 207
	3 914 785 191	4 074 522 549
Droits pour la sécurité des passagers du transport aérien	827 027 998	758 068 340
Autres taxes et droits d'accise – Taxes à la fabrication		
Climatiseurs pour automobiles	169 139 666	148 586 615
Primes d'assurance	18 613 684	20 801 999
Écoprélèvement	8 539 204	8 692 718
Taxe de luxe	387 398 920	136 976 182
Taxe sur les logements sous-utilisés	48 962 306	–
	632 653 780	315 057 514
Total des revenus fiscaux	**308 047 689 549**	**307 278 705 869**
Autres revenus		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	5 788 139	7 155 821
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	961 144	1 751 820
	6 749 283	8 907 641
Ventes de biens et de services		
Droits et privilèges	*47 250*	*461 250*
Services de nature réglementaire		
Frais de perception d'assurance-emploi et du *Régime de pensions du Canada*	491 963 121	440 567 372
Frais d'entente anticipée en matière de prix	2 909 763	2 122 592
Divers	947	5 000
Revenus reportés	(162 701)	(360 546)
	494 711 130	*442 334 418*
Services de nature non réglementaire		
Frais administratifs des programmes provinciaux	127 483 454	103 218 473
Autres ministères du gouvernement – Recouvrements de coûts	219 332 765	311 360 602
Divers	30 154 935	96 125 524
	376 971 154	*510 704 599*
Ventes de biens et de produits d'information		
Publications, cartes géographiques et marines de l'État	*52 632*	*131 782*
Autres frais et droits		
Frais d'administration pour titres non payés	90	165
Régime d'avantages sociaux des employés – Recouvrements de coûts non disponibles pour être dépensés	72 232 356	95 837 714
Divers	6 205	13 598
	72 238 651	*95 851 477*
	944 020 817	1 049 483 526
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	128 881	179 457
Revenus divers		
Intérêts et pénalités		
Impôt sur le revenu des particuliers	6 999 223 227	4 647 408 950
Impôt sur le revenu des sociétés	5 169 613 160	4 161 078 383
Taxe sur les produits et services (TPS)/Taxe de vente harmonisée (TVH), taxe d'accise, droits de douane et autres droits pour la sécurité des passagers du transport aérien	2 015 456 937	1 754 401 184
	14 184 293 324	*10 562 888 517*
Intérêts payés sur les remboursements		
Impôt sur le revenu des particuliers	(368 942 458)	(176 316 578)
Impôt sur le revenu des sociétés	(601 021 899)	(282 574 976)
Taxe sur les produits et services (TPS)/Taxe de vente harmonisée (TVH), droits de douane à l'importation et taxe d'accise	(244 447 042)	(117 336 186)
	(1 214 411 399)	*(576 227 740)*
Dons à l'État	*774 976*	*724 696*
Autres revenus divers		
Gain net de change	5 194	12 386
Amendes imposées par le tribunal	3 022 541	2 786 009
Redevance sur les combustibles	10 277 781 239	7 739 867 664
Recouvrement d'avantages sociaux des employés	67 839 685	58 259 515[1]
Autres	4 039 512	5 328 711[1]
	10 352 688 171	*7 806 254 285*
	23 323 345 072	17 793 639 758
Total des autres revenus	**24 274 244 053**	**18 852 210 382**
Total du portefeuille ministériel	**332 321 933 602**	**326 130 916 251**

[1] Les montants de l'exercice précédent ont été reclassés afin de se conformer à la présentation de l'exercice courant.

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

Section 26

Comptes publics du Canada
2023-2024

Santé

Ministère de la Santé

Agence canadienne d'inspection des aliments

Instituts de recherche en santé du Canada

Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés

Agence de la santé publique du Canada

Table des matières

Page

Description des responsabilités essentielles 466
Sommaire du portefeuille ministériel 468
Détail budgétaire par affectation 473
Responsabilités essentielles 476
Paiements de transfert 478
Détail des montants disponibles pour être dépensés 482
Revenus 482

Description des responsabilités essentielles

Services internes

Les Services internes comprennent les groupes d'activités et de ressources connexes que le gouvernement fédéral considère comme étant des services à l'appui de programmes ou nécessaires pour permettre à une organisation de s'acquitter de ses obligations générales. Les Services internes désignent les activités et ressources des dix services distincts qui soutiennent l'exécution des programmes au sein de l'organisation, peu importe le modèle de prestation des Services internes utilisé. Ces services sont : Services de gestion des acquisitions, Services de communication, Services de gestion financière, Services de gestion des ressources humaines, Services de gestion de l'information, Services de technologie de l'information, Services juridiques, Services de gestion du matériel, Services de gestion et de surveillance, Services de gestion des biens immobiliers.

Ministère de la Santé

Systèmes de soins de santé

Santé Canada joue un rôle de chef de file à l'échelle nationale pour ce qui est d'appuyer et de promouvoir des systèmes de soins de santé flexibles et durables, qui assurent aux Canadiens l'accès à des services de soins de santé adéquats et efficaces, y compris des soins dentaires.

Protection et promotion de la santé

Santé Canada collabore avec ses partenaires nationaux et internationaux à l'évaluation, à la gestion et à la communication des risques et des avantages pour la santé et la sécurité associés aux produits de santé et de consommation, aux aliments, aux produits chimiques, aux pesticides, aux facteurs environnementaux, au tabac et aux produits de vapotage, au cannabis, et aux substances contrôlées.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Agence canadienne d'inspection des aliments

Salubrité des aliments et végétaux et animaux sains

Protéger les Canadiens en préservant le système alimentaire canadien et les ressources animales et végétales sur lesquels nous nous fions et en soutenant l'économie canadienne par le commerce de biens canadiens.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Instituts de recherche en santé du Canada

Financement de la recherche et de la formation en santé

Les Instituts de recherche en santé du Canada sont l'organisme chargé d'investir dans la recherche en santé. En finançant l'excellence en recherche, les Instituts de recherche en santé du Canada appuient la création de nouvelles connaissances et leur application en vue d'améliorer la santé des Canadiens, d'offrir de meilleurs produits et services de santé, et de renforcer le système de santé au Canada. Pour ce faire, ils fournissent des subventions qui financent la recherche en santé ainsi que la formation et le soutien professionnel de la génération actuelle de chercheurs et de la suivante.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés

Réglementer les prix des médicaments brevetés

Le Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés réglemente les prix des médicaments brevetés en établissant les prix plafonds non excessifs et en prenant des mesures d'application de la loi devant le Conseil en cas de non-conformité.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Agence de la santé publique du Canada

Prévention et contrôle des maladies infectieuses

Protéger les Canadiens et les Canadiennes contre les maladies infectieuses en prévoyant, en détectant, en évaluant et en traitant les éclosions et les nouvelles menaces ; contribuer à la prévention, au contrôle et à la réduction de la propagation des maladies infectieuses chez les Canadiens et les Canadiennes.

Promotion de la santé et prévention de maladies chroniques

Promouvoir la santé et le bien-être des Canadiens et des Canadiennes de tous âges en effectuant des activités de surveillance et de recherche en santé publique en appuyant les projets communautaires qui s'attaquent aux causes profondes des inégalités en matière de santé ainsi qu'aux facteurs de risque ou de protection qui sont essentiels à la promotion d'une meilleure santé et à la prévention des maladies chroniques.

Sécurité sanitaire

Se préparer aux événements de santé publique et aux urgences et les traiter ; aborder les risques pour la santé et la sécurité associés à l'utilisation d'agents pathogènes et de toxines; aborder les risques en santé publique associés aux voyages.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Sommaire du portefeuille ministériel

(en dollars)

		Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
Crédit	Description	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Ministère de la Santé									
1	Dépenses de fonctionnement	–	1 032 415 062	–	–	1 032 415 062				
1b	Dépenses de fonctionnement	–	–	208 210 915	–	208 210 915				
1c	Dépenses de fonctionnement	–	–	2 115 291	–	2 115 291				
	Virement du :									
	crédit 1 (Agence canadienne d'inspection des aliments)	–	–	–	600 000	600 000				
	crédit 1 (Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire)	–	–	–	4 251 344	4 251 344				
	crédit 1 (Ministère des Services aux Autochtones)	–	–	–	543 892	543 892				
	crédit 1 (Agence de la santé publique du Canada)	–	–	–	209 840	209 840				
	crédit 1 (Secrétariat du Conseil du Trésor)	–	–	–	1 960 916	1 960 916				
	CT, crédit 10[1]	–	–	–	577 448	577 448				
	CT, crédit 15[1]	–	–	–	112 300 064	112 300 064				
	CT, crédit 25[1]	–	–	–	71 625 574	71 625 574				
	Virement au :									
	crédit 1 (Secrétariat du Conseil du Trésor)	–	–	–	(25 000)	(25 000)				
	crédit 5 (Instituts de recherche en santé du Canada)	–	–	–	(2 000 000)	(2 000 000)				
	crédit 10 (Agence de la santé publique du Canada)	–	–	–	(697 604)	(697 604)				
	Total – Crédit 1	–	1 032 415 062	210 326 206	189 346 474	1 432 087 742	1 247 923 391	184 164 351	–	1 022 880 846
5	Dépenses en capital	–	27 991 054	–	–	27 991 054				
5b	Dépenses en capital	–	–	957 627	–	957 627				
	Virement du CT, crédit 35[1]	–	–	–	4 805 642	4 805 642				
	Total – Crédit 5	–	27 991 054	957 627	4 805 642	33 754 323	30 161 227	3 593 096	–	19 021 854
10	Subventions et contributions	–	2 858 624 470	–	–	2 858 624 470				
10a	Subventions et contributions	–	–	2 630 500 000	–	2 630 500 000				
10b	Subventions et contributions	–	–	14 548 742	–	14 548 742				
10c	Subventions et contributions	–	–	1 599 999	–	1 599 999				
	Virement du crédit 1 (Agence de la santé publique du Canada)	–	–	–	1 575 000	1 575 000				
	Virement au :									
	crédit 5 (Instituts de recherche en santé du Canada)	–	–	–	(800 000)	(800 000)				
	crédit 10 (Agence de la santé publique du Canada)	–	–	–	(850 000)	(850 000)				
	Total – Crédit 10	–	2 858 624 470	2 646 648 741	(75 000)	5 505 198 211	4 997 847 198	507 351 013	–	1 806 317 621
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	129 543 408	8 577 990	18 872 716	156 994 114	156 994 114	–	–	136 112 783
(S)	Ministre de la Santé – Traitement et allocation pour automobile (*Loi sur les traitements* et *Loi sur le Parlement du Canada*)	–	94 700	–	100	94 800	94 800	–	–	92 400[2]
(S)	Ministre de la Santé mentale et des Dépendances et ministre associé de la Santé – Traitement et allocation pour automobile (*Loi sur les traitements* et *Loi sur le Parlement du Canada*)	–	94 700	–	355	95 055	95 055	–	–	92 400[2]
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	218 840	–	–	162 406	381 246	268 840	–	112 406	612 780
(S)	Honoraires – Agence de recouvrement	–	–	–	25 160	25 160	25 160	–	–	64 594

(S)	Dépense des recettes provenant des autres ministères pour lesquels le ministre est responsable, conformément au paragraphe 4.2(4) de la *Loi sur le ministère de la Santé*	–	51 462 891	–	105 165 713	156 628 604	156 628 604	–	–	179 928 109
(S)	Paiements pour les prestations dentaires en vertu de la *Loi sur la prestation dentaire*	–	–	339 100 000	(92 551 343)	246 548 657	246 548 657	–	–	156 907 140
(S)	Paiements pour les tests COVID-19 en vertu de la *Loi concernant certaines mesures liées à la COVID-19*	–	–	–	5 706 173	5 706 173	5 706 173	–	–	1 000 277 662
	Total du ministère – Budgétaire	**218 840**	**4 100 226 285**	**3 205 610 564**	**231 458 396**	**7 537 514 085**	**6 842 293 219**	**695 108 460**	**112 406**	**4 322 308 189**
	Agence canadienne d'inspection des aliments									
1	Dépenses de fonctionnement, subventions et contributions	–	643 834 807	–	–	643 834 807				
1a	Dépenses de fonctionnement, subventions et contributions	–	–	12 741 849	–	12 741 849				
1b	Dépenses de fonctionnement, subventions et contributions	–	–	19 763 134	–	19 763 134				
1c	Dépenses de fonctionnement, subventions et contributions	–	–	11 200 380	–	11 200 380				
	Virement du :									
	crédit 1 (Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire)	–	–	–	7 803 951	7 803 951				
	crédit 1 (Agence de la santé publique du Canada)	–	–	–	285 000	285 000				
	CT, crédit 10[1]	–	–	–	38 815	38 815				
	CT, crédit 15[1]	–	–	–	34 227 946	34 227 946				
	CT, crédit 25[1]	–	–	–	20 334 797	20 334 797				
	CT, crédit 30[1]	–	–	–	20 691 004	20 691 004				
	Virement au :									
	crédit 1 (Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire)	–	–	–	(25 000)	(25 000)				
	crédit 1 (Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement)	–	–	–	(309 522)	(309 522)				
	crédit 1 (Ministère de la Santé)	–	–	–	(600 000)	(600 000)				
	crédit 1 (Secrétariat du Conseil du Trésor)	–	–	–	(25 000)	(25 000)				
	Total – Crédit 1	–	643 834 807	43 705 363	82 421 991	769 962 161	748 999 481	20 962 680	–	708 264 795
5	Dépenses en capital	–	47 529 437	–	–	47 529 437				
5a	Dépenses en capital	–	–	83 314	–	83 314				
	Virement du :									
	crédit 5 (Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux)	–	–	–	10 000 000	10 000 000				
	crédit 5 (Ministère de la Défense nationale)	–	–	–	80 000	80 000				
	CT, crédit 10[1]	–	–	–	500 000	500 000				
	CT, crédit 35[1]	–	–	–	6 467 034	6 467 034				
	Total – Crédit 5	–	47 529 437	83 314	17 047 034	64 659 785	56 974 216	7 685 569	–	42 798 554
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	85 219 228	6 469 787	2 205 270	93 894 285	93 894 285	–	–	86 390 502
(S)	Dépenses des recettes conformément au paragraphe 30 de la *Loi sur l'Agence canadienne d'inspection des aliments*	71 180 713	53 000 000	–	6 970 878	131 151 591	68 364 645	–	62 786 946	51 126 341
(S)	Paiements d'indemnisation conformes aux exigences prévues par les règlements pris en application de la *Loi sur la santé des animaux* et de la *Loi sur la protection des végétaux* et autorisés en vertu de la *Loi sur l'Agence canadienne d'inspection des aliments* (L.C. 1997, ch. 6)	–	12 500 000	–	97 760 672	110 260 672	110 260 672	–	–	119 382 097
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	26 726	–	–	569 645	596 371	596 371	–	–	309 868
(S)	Remboursements de montants portés aux revenus d'exercices antérieurs	–	–	–	231 638	231 638	231 638	–	–	173 081
(S)	Honoraires – Agence de recouvrement	–	–	–	178	178	178	–	–	212
	Total de l'organisme – Budgétaire	**71 207 439**	**842 083 472**	**50 258 464**	**207 207 306**	**1 170 756 681**	**1 079 321 486**	**28 648 249**	**62 786 946**	**1 008 445 450**

Sommaire du portefeuille ministériel – *suite*

(en dollars)

		Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
Crédit	Description	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Instituts de recherche en santé du Canada									
1	Dépenses de fonctionnement	–	72 521 635	–	–	72 521 635				
	Virement du :									
	CT, crédit 15[1]	–	–	–	6 599 768	6 599 768				
	CT, crédit 25[1]	–	–	–	3 245 031	3 245 031				
	CT, crédit 30[1]	–	–	–	1 336 593	1 336 593				
	Virement au :									
	crédit 1 (Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie)	–	–	–	(705 677)	(705 677)				
	crédit 1 (Conseil de recherches en sciences humaines)	–	–	–	(27 522)	(27 522)				
	Total – Crédit 1	–	72 521 635	–	10 448 193	82 969 828	79 891 020	3 078 808	–	70 194 453
5	Subventions	–	1 270 253 442	–	–	1 270 253 442				
5a	Subventions	–	–	5 794 000	–	5 794 000				
5b	Subventions	–	–	1	–	1				
5c	Subventions	–	–	1	–	1				
	Virement du :									
	crédit 1 (Ministère du Patrimoine canadien)	–	–	–	200 000	200 000				
	crédit 1 (Ministère de la Santé)	–	–	–	2 000 000	2 000 000				
	crédit 1 (Agence de la santé publique du Canada)	–	–	–	4 450 000	4 450 000				
	crédit 5 (Conseil de recherches en sciences humaines)	–	–	–	395 000	395 000				
	crédit 10 (Ministère de la Santé)	–	–	–	800 000	800 000				
	crédit 10 (Ministère des Services aux Autochtones)	–	–	–	425 000	425 000				
	crédit 10 (Agence de la santé publique du Canada)	–	–	–	33 333	33 333				
	Virement au :									
	crédit 1 (Centre de recherches pour le développement international)	–	–	–	(210 604)	(210 604)				
	crédit 5 (Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie)	–	–	–	(360 290)	(360 290)				
	crédit 10 (Agence de la santé publique du Canada)	–	–	–	(300 000)	(300 000)				
	Total – Crédit 5	–	1 270 253 442	5 794 002	7 432 439	1 283 479 883	1 258 382 393	25 097 490	–	1 258 419 241
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	8 865 704	–	1 317 080	10 182 784	10 182 784	–	–	8 298 214
	Total de l'organisme – Budgétaire	**–**	**1 351 640 781**	**5 794 002**	**19 197 712**	**1 376 632 495**	**1 348 456 197**	**28 176 298**	**–**	**1 336 911 908**
	Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés									
1	Dépenses du programme	–	15 740 193	–	–	15 740 193				
	Virement du :									
	CT, crédit 15[1]	–	–	–	912 929	912 929				
	CT, crédit 25[1]	–	–	–	560 702	560 702				
	Total – Crédit 1	–	15 740 193	–	1 473 631	17 213 824	12 656 859	4 556 965	–	10 808 957

(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	1 353 481	–	33 551	1 387 032	1 387 032	–	–	1 185 071
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	231	–	–	23	254	254	–	–	–
	Crédits non requis pour l'exercice en cours	–	–	–	–	–	–	–	–	27 500
	Total de l'organisme – Budgétaire	**231**	**17 093 674**	**–**	**1 507 205**	**18 601 110**	**14 044 145**	**4 556 965**	**–**	**12 021 528**
	Agence de la santé publique du Canada									
1	Dépenses de fonctionnement	–	3 654 335 640	–	–	3 654 335 640				
1a	Dépenses de fonctionnement	–	–	542 000 000	–	542 000 000				
1b	Dépenses de fonctionnement	–	–	210 142 218	–	210 142 218				
	Virement du :									
	CT, crédit 10[1]	–	–	–	6 379	6 379				
	CT, crédit 15[1]	–	–	–	41 161 289	41 161 289				
	CT, crédit 25[1]	–	–	–	353 443 011	353 443 011				
	CT, crédit 30[1]	–	–	–	405 534	405 534				
	Virement au :									
	crédit 1 (Agence canadienne d'inspection des aliments)	–	–	–	(285 000)	(285 000)				
	crédit 1 (Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire)	–	–	–	(200 000)	(200 000)				
	crédit 1 (Ministère de la Santé)	–	–	–	(209 840)	(209 840)				
	crédit 1 (Conseil de recherches en sciences humaines)	–	–	–	(55 000)	(55 000)				
	crédit 1 (Secrétariat du Conseil du Trésor)	–	–	–	(45 000)	(45 000)				
	crédit 5 (Instituts de recherche en santé du Canada)	–	–	–	(4 450 000)	(4 450 000)				
	crédit 5 (Conseil de recherches en sciences humaines)	–	–	–	(425 000)	(425 000)				
	crédit 10	–	–	–	(35 973 539)	(35 973 539)				
	crédit 10 (Ministère de la Santé)	–	–	–	(1 575 000)	(1 575 000)				
	crédit 10 (Ministère des Services aux Autochtones)	–	–	–	(6 200 000)	(6 200 000)				
	Total – Crédit 1	–	3 654 335 640	752 142 218	345 597 834	4 752 075 692	3 770 980 312	981 095 380	–	5 040 889 896
5	Dépenses en capital	–	41 347 000	–	–	41 347 000				
5b	Dépenses en capital	–	–	118 750	–	118 750				
	Virement du :									
	crédit 5 (Ministère de la Défense nationale)	–	–	–	65 000	65 000				
	CT, crédit 35[1]	–	–	–	9 851 437	9 851 437				
	Total – Crédit 5	–	41 347 000	118 750	9 916 437	51 382 187	20 079 920	31 302 267	–	28 653 428
10	Subventions et contributions	–	461 905 392	–	–	461 905 392				
10a	Subventions et contributions	–	–	5 000 000	–	5 000 000				
10b	Subventions et contributions	–	–	67 825 956	–	67 825 956				
10c	Subventions et contributions	–	–	1	–	1				
	Virement du :									
	crédit 1	–	–	–	35 973 539	35 973 539				
	crédit 1 (Ministère de la Santé)	–	–	–	697 604	697 604				
	crédit 5 (Instituts de recherche en santé du Canada)	–	–	–	300 000	300 000				
	crédit 10 (Ministère de la Santé)	–	–	–	850 000	850 000				
	Virement au :									
	crédit 5 (Instituts de recherche en santé du Canada)	–	–	–	(33 333)	(33 333)				
	crédit 5 (Ministère de l'Emploi et du Développement social)	–	–	–	(890 149)	(890 149)				
	Total – Crédit 10	–	461 905 392	72 825 957	36 897 661	571 629 010	481 907 030	89 721 980	–	499 331 449
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	45 772 699	32 131 090	(12 966 898)	64 936 891	64 936 891	–	–	60 656 568
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	786 265	–	–	3 902 381	4 688 646	408 501	377 764	3 902 381	–
(S)	Dépense des recettes provenant des autres ministères pour lesquels le ministre est responsable, conformément au paragraphe 4.2(4) de la *Loi sur le ministère de la Santé*	–	13 412 742	–	(1 794 145)	11 618 597	11 618 597	–	–	10 269 965

Sommaire du portefeuille ministériel – *fin*

(en dollars)

		Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
Crédit	Description	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
(S)	Paiements relatifs à des tests de la COVID-19	–	–	–	477 787	477 787	477 787	–	–	–
(S)	Paiements reliés en application de la *Loi d'exécution de la mise à jour économique et budgétaire de 2021*	–	–	–	78 122 325	78 122 325	78 122 325	–	–	145 976 410
	Total de l'organisme – Budgétaire	**786 265**	**4 216 773 473**	**857 218 015**	**460 153 382**	**5 534 931 135**	**4 428 531 363**	**1 102 497 391**	**3 902 381**	**5 785 777 716**
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**72 212 775**	**10 527 817 685**	**4 118 881 045**	**919 524 001**	**15 638 435 506**	**13 712 646 410**	**1 858 987 363**	**66 801 733**	**12 465 464 791**

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

[1] Conseil du Trésor, crédit 10 – Initiatives pangouvernementales.
Conseil du Trésor, crédit 15 – Rajustements à la rémunération.
Conseil du Trésor, crédit 25 – Report du budget de fonctionnement.
Conseil du Trésor, crédit 30 – Besoins en matière de rémunération.
Conseil du Trésor, crédit 35 – Report du budget des dépenses en capital.

[2] Les montants de l'exercice précédent ont été reclassés afin de se conformer à la présentation de l'exercice courant.

Détail budgétaire par affectation

(en dollars)

Description	Affectations	Dépenses	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs
Ministère de la Santé				
Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement				
Budget de fonctionnement	1 376 846 827	1 332 324 540	44 522 287	–
Solutions innovatrices Canada	518 815	518 815	–	–
Administration du régime canadien de soins dentaires	228 321 506	158 618 683	69 702 823	–
Affectations bloquées				
Transfert/réaffectation	6 646 731	–	6 646 731	–
Réduction	4 086 000	–	4 086 000	–
Autre	59 206 510	–	59 206 510	–
Revenus affectés aux dépenses	(243 538 647)	(243 538 647)	–	–
	1 432 087 742	*1 247 923 391*	*184 164 351*	–
Crédit 5 – Dépenses en capital				
Budget en capital	*33 754 323*	*30 161 227*	*3 593 096*	–
Crédit 10 – Subventions et contributions				
Subventions et contributions	4 969 578 211	4 950 347 198	19 231 013	–
Stratégie canadienne de lutte contre le cancer	47 500 000	47 500 000	–	–
Solutions innovatrices Canada	1 400 000	–	1 400 000	–
Affectations bloquées				
Report	17 720 000	–	17 720 000	–
Réduction	469 000 000	–	469 000 000	–
	5 505 198 211	*4 997 847 198*	*507 351 013*	–
Montants législatifs	566 473 809	566 361 403	–	112 406
	7 537 514 085	6 842 293 219	695 108 460	112 406
Agence canadienne d'inspection des aliments				
Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement, subventions et contributions				
Budget de fonctionnement	764 030 880	746 452 148	17 578 732	–
Subventions et contributions	1 218 281	1 218 281	–	–
Solutions innovatrices Canada	1 700 000	1 329 052	370 948	–
Affectations bloquées				
Réduction	3 013 000	–	3 013 000	–
	769 962 161	*748 999 481*	*20 962 680*	–
Crédit 5 – Dépenses en capital				
Budget en capital	63 696 687	56 974 216	6 722 471	–
Affectations bloquées				
Transfert/réaffectation	963 098	–	963 098	–
	64 659 785	*56 974 216*	*7 685 569*	–
Montants législatifs	336 134 735	273 347 789	–	62 786 946
	1 170 756 681	1 079 321 486	28 648 249	62 786 946

Détail budgétaire par affectation – *fin*

(en dollars)

Description	Affectations	Dépenses	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs
Instituts de recherche en santé du Canada				
Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement				
Budget de fonctionnement	80 145 267	79 891 020	254 247	–
Affectations bloquées				
Report	1 030 341	–	1 030 341	–
Transfert/réaffectation	795 220	–	795 220	–
Réduction	999 000	–	999 000	–
	82 969 828	*79 891 020*	*3 078 808*	–
Crédit 5 – Subventions				
Subventions	1 258 943 085	1 258 382 393	560 692	–
Affectations bloquées				
Report	24 536 798	–	24 536 798	–
	1 283 479 883	*1 258 382 393*	*25 097 490*	–
Montants législatifs	10 182 784	10 182 784	–	–
	1 376 632 495	1 348 456 197	28 176 298	–
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement	12 750 463	12 156 025	594 438	–
Audiences d'intérêt public	4 463 361	500 834	3 962 527	–
	17 213 824	*12 656 859*	*4 556 965*	–
Montants législatifs	1 387 286	1 387 286	–	–
	18 601 110	14 044 145	4 556 965	–
Agence de la santé publique du Canada				
Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement				
Budget de fonctionnement	3 545 912 481	3 159 564 276	386 348 205	–
Éclosion de la maladie à virus Ebola	2 368 078	733 191	1 634 887	–
Initiatives publicitaires	2 500 000	2 500 000	–	–
Medicom	37 200 000	24 875 179	12 324 821	–
Solutions innovatrices Canada	650 000	305 264	344 736	–
Approvisionnement de masques N95 de marque 3M	25 679 250	19 808 164	5 871 086	–
Groupe de travail sur l'immunité face à la COVID-19	12 995 670	3 526 792	9 468 878	–
Entretien pour l'entreposage et la Réserve nationale stratégique d'urgence	75 143 357	75 143 357	–	–
Laboratoire national de microbiologie – Laboratoire pour contre-mesures médicales	21 247 814	15 166 401	6 081 413	–
Préparation à la pandémie de grippe	127 693 000	101 250 996	26 442 004	–
Vaccins pédiatriques contre la COVID-19	369 000 000	368 999 974	26	–
Affectations bloquées				
Report	49 077 161	–	49 077 161	–
Transfert/réaffectation	1 462 725	–	1 462 725	–
Réduction	482 039 438	–	482 039 438	–
Revenus affectés aux dépenses	(893 282)	(893 282)	–	–
	4 752 075 692	*3 770 980 312*	*981 095 380*	–

Crédit 5 – Dépenses en capital				
Budget en capital	41 852 187	18 707 754	23 144 433	–
Laboratoire national de microbiologie - Laboratoire pour contre-mesures médicales	9 000 000	842 166	8 157 834	–
Entretien pour l'entreposage et la Réserve nationale stratégique d'urgence	530 000	530 000	–	–
	51 382 187	*20 079 920*	*31 302 267*	–
Crédit 10 – Subventions et contributions				
Subventions et contributions	470 755 382	448 202 367	22 553 015	–
Groupe de travail sur l'immunité face à la COVID-19	52 000 000	33 204 663	18 795 337	–
Solutions innovatrices Canada	650 000	500 000	150 000	–
Affectations bloquées				
Report	48 223 628	–	48 223 628	–
	571 629 010	*481 907 030*	*89 721 980*	–
Montants législatifs	159 844 246	155 564 101	377 764	3 902 381
	5 534 931 135	4 428 531 363	1 102 497 391	3 902 381
Total du portefeuille ministériel	**15 638 435 506**	**13 712 646 410**	**1 858 987 363**	**66 801 733**

Responsabilités essentielles

(en dollars)

Description	Budgétaire										Non budgétaire	
	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Total budgétaire			
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
Ministère de la Santé												
Systèmes de soins de santé	424 289 403	268 617 314	–	–	5 607 610 723	5 101 011 134	–	–	6 031 900 126	5 369 628 448	–	–
Protection et promotion de la santé	1 015 896 562	1 000 031 454	20 976 735	17 818 921	144 136 145	143 384 721	215 351 429	215 351 429	965 658 013	945 883 667	–	–
Services internes	555 365 576	542 626 016	12 777 588	12 342 306	–	–	28 187 218	28 187 218	539 955 946	526 781 104	–	–
Total partiel	1 995 551 541	1 811 274 784	33 754 323	30 161 227	5 751 746 868	5 244 395 855	243 538 647	243 538 647	7 537 514 085	6 842 293 219	–	–
Revenus affectés aux dépenses	(243 538 647)	(243 538 647)	–	–	–	–	(243 538 647)	(243 538 647)	–	–	–	–
Total du ministère	**1 752 012 894**	**1 567 736 137**	**33 754 323**	**30 161 227**	**5 751 746 868**	**5 244 395 855**	**–**	**–**	**7 537 514 085**	**6 842 293 219**	**–**	**–**
Agence canadienne d'inspection des aliments												
Salubrité des aliments et végétaux et animaux sains	773 887 454	723 104 667	49 182 366	41 496 798	112 728 953	112 728 953	–	–	935 798 773	877 330 418	–	–
Services internes	219 480 489	186 513 649	15 477 419	15 477 419	–	–	–	–	234 957 908	201 991 068	–	–
Total de l'organisme	**993 367 943**	**909 618 316**	**64 659 785**	**56 974 217**	**112 728 953**	**112 728 953**	**–**	**–**	**1 170 756 681**	**1 079 321 486**	**–**	**–**
Instituts de recherche en santé du Canada												
Financement de la recherche et de la formation en santé	45 179 164	43 099 698	–	–	1 283 479 883	1 258 382 393	–	–	1 328 659 047	1 301 482 091	–	–
Services internes	47 973 448	46 974 106	–	–	–	–	–	–	47 973 448	46 974 106	–	–
Total de l'organisme	**93 152 612**	**90 073 804**	**–**	**–**	**1 283 479 883**	**1 258 382 393**	**–**	**–**	**1 376 632 495**	**1 348 456 197**	**–**	**–**
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés												
Réglementer les prix des médicaments brevetés	14 568 438	10 223 542	–	–	–	–	–	–	14 568 438	10 223 542	–	–
Services internes	4 032 672	3 820 603	–	–	–	–	–	–	4 032 672	3 820 603	–	–
Total de l'organisme	**18 601 110**	**14 044 145**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**18 601 110**	**14 044 145**	**–**	**–**

Agence de la santé publique du Canada												
Prévention et contrôle des maladies infectieuses	4 029 881 386	3 161 670 751	40 233 437	13 122 382	263 498 294	225 123 032	–	–	4 333 613 117	3 399 916 165	–	–
Promotion de la santé et prévention de maladies chroniques	132 601 198	114 797 637	–	–	385 004 375	333 675 053	–	–	517 605 573	448 472 690	–	–
Sécurité sanitaire	434 691 070	340 066 465	8 368 750	6 046 769	1 248 666	1 231 270	893 282	893 282	443 415 204	346 451 222	–	–
Services internes	237 517 241	232 780 517	2 780 000	910 769	–	–	–	–	240 297 241	233 691 286	–	–
Total partiel	4 834 690 895	3 849 315 370	51 382 187	20 079 920	649 751 335	560 029 355	893 282	893 282	5 534 931 135	4 428 531 363	–	–
Revenus affectés aux dépenses	(893 282)	(893 282)	–	–	–	–	(893 282)	(893 282)	–	–	–	–
Total de l'organisme	**4 833 797 613**	**3 848 422 088**	**51 382 187**	**20 079 920**	**649 751 335**	**560 029 355**	**–**	**–**	**5 534 931 135**	**4 428 531 363**	**–**	**–**
Total du portefeuille ministériel	**7 690 932 172**	**6 429 894 490**	**149 796 295**	**107 215 364**	**7 797 707 039**	**7 175 536 556**	**–**	**–**	**15 638 435 506**	**13 712 646 410**	**–**	**–**

Paiements de transfert

(en dollars)

Description	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Ministère de la Santé									
Subventions									
Fonds d'investissement-santé pour les territoires	–	–	35 000 000	–	35 000 000	35 000 000	–	–	27 000 000
Solutions innovatrices Canada	–	–	–	1 400 000	1 400 000	–	1 400 000	–	1 964 970
Total – Subventions	**–**	**–**	**35 000 000**	**1 400 000**	**36 400 000**	**35 000 000**	**1 400 000**	**–**	**28 964 970**
Contributions									
Programme de la stratégie nationale sur les médicaments pour le traitement des maladies rares	–	468 774 452	–	–	468 774 452	–	468 774 452	–	–
Programme sur l'usage et les dépendances aux substances	–	136 634 149	5 314 982	29 556	141 978 687	141 978 687	–	–	145 289 504
Contribution à l'Institut canadien d'information sur la santé	–	107 724 479	20 000 000	3 560 000	131 284 479	127 683 979	3 600 500	–	99 014 979
Programme des politiques et des stratégies en matière de soins de santé	–	99 445 773	–	(6 130 313)	93 315 460	79 561 505	13 753 955	–	51 411 494
Contribution au Partenariat canadien contre le cancer	–	47 500 000	–	–	47 500 000	47 500 000	–	–	47 429 007
Contribution à l'Agence canadienne des médicaments et des technologies de la santé	–	37 802 678	–	926 000	38 728 678	38 728 678	–	–	28 467 897
Programme de contribution pour les langues officielles en santé	–	37 400 000	1 599 999	–	38 999 999	38 999 998	1	–	37 585 000
Contribution au financement pour améliorer la qualité des soins de santé et la sécurité des patients	–	24 600 000	–	500 000	25 100 000	25 100 000	–	–	25 100 000
Programme du fonds canadien de recherche sur le cerveau	–	23 359 164	–	–	23 359 164	23 359 164	–	–	20 282 787
Programme d'organes, de tissus et de sang	–	17 763 000	–	255 000	18 018 000	18 018 000	–	–	19 652 000
Programme de contribution de la Commission de la santé mentale du Canada	–	14 250 000	–	–	14 250 000	14 250 000	–	–	14 250 000
Programme de contributions aux survivants de la thalidomide	–	12 934 195	5 274 050	–	18 208 245	18 208 245	–	–	12 610 282
Programme d'amélioration de l'accès abordable aux médicaments sur ordonnance	–	10 700 000	–	–	10 700 000	–	10 700 000	–	10 700 000
Programme de lutte contre le racisme et la discrimination dans les systèmes de santé du Canada	–	9 300 000	1 579 276	1 463 013	12 342 289	12 077 485	264 804	–	3 643 346
Contribution à Inforoute Santé du Canada	–	8 770 000	75 500 000	(551 000)	83 719 000	75 663 123	8 055 877	–	38 508 646
Programme de contributions à la recherche en santé environnementale	–	538 580	–	50 000	588 580	588 580	–	–	–
Programme de contribution pour l'engagement et la sensibilisation dans le cadre du Plan de gestion des produits chimiques	–	468 000	–	–	468 000	468 000	–	–	468 000
Programme de contribution à la sensibilisation au radon	–	350 000	–	–	350 000	349 454	546	–	249 976
Programme de contribution au renforcement des capacités d'adaptation en matière de santé et changements climatiques	–	–	2 380 434	(1 579 556)	800 878	–	800 878	–	–
Éléments non requis pour l'exercice en cours	–	–	–	–	–	–	–	–	22 393 560
Total – Contributions	**–**	**1 058 314 470**	**111 648 741**	**(1 477 300)**	**1 168 485 911**	**662 534 898**	**505 951 013**	**–**	**577 056 478**

Autres paiements de transfert									
Paiements aux provinces et aux territoires aux fins des soins à domicile et de la santé mentale	–	1 800 310 000	–	2 300	1 800 312 300	1 800 312 300	–	–	1 200 296 173
Contributions aux provinces et aux territoires pour les priorités de santé partagées	–	–	2 500 000 000	–	2 500 000 000	2 500 000 000	–	–	–
(S) Paiements pour les prestations dentaires en vertu de la *Loi sur la prestation dentaire*	–	–	339 100 000	(92 551 343)	246 548 657	246 548 657	–	–	156 907 140
Total du ministère	**–**	**2 858 624 470**	**2 985 748 741**	**(92 626 343)**	**5 751 746 868**	**5 244 395 855**	**507 351 013**	**–**	**1 963 224 761**
Agence canadienne d'inspection des aliments									
Subventions									
Subventions au programme Solutions innovatrices Canada	**–**	**400 000**	**850 000**	**–**	**1 250 000**	**1 250 000**	**–**	**–**	**850 000**
Contributions									
Contributions à l'appui du Programme d'aide fédéral	–	600 000	285 000	333 281	1 218 281	1 218 281	–	–	568 542
(S) Paiements d'indemnisation conformes aux exigences prévues par les règlements pris en application de la *Loi sur la santé des animaux* et de la *Loi sur la protection des végétaux* et autorisés en vertu de la *Loi sur l'Agence canadienne d'inspection des aliments* (L.C. (1997), ch. 6)	–	12 500 000	–	97 760 672	110 260 672	110 260 672	–	–	119 382 097
Total – Contributions	**–**	**13 100 000**	**285 000**	**98 093 953**	**111 478 953**	**111 478 953**	**–**	**–**	**119 950 639**
Total de l'organisme	**–**	**13 500 000**	**1 135 000**	**98 093 953**	**112 728 953**	**112 728 953**	**–**	**–**	**120 800 639**
Instituts de recherche en santé du Canada									
Subventions									
Subventions pour les projets de recherche et le soutien du personnel	–	1 149 345 057	2	7 306 688	1 156 651 747	1 131 599 604	25 052 143	–	1 139 511 929
Fonds d'excellence en recherche Apogée Canada	–	47 227 134	–	–	47 227 134	47 227 128	6	–	38 748 944
Bourses d'études supérieures du Canada	–	39 047 500	–	–	39 047 500	39 031 334	16 166	–	36 226 076
Subventions d'appui aux instituts	–	15 781 200	–	486 041	16 267 241	16 267 241	–	–	15 872 158
Bourses d'études supérieures du Canada Vanier	–	8 350 000	–	–	8 350 000	8 320 834	29 166	–	8 320 833
Chaires d'excellence en recherche du Canada	–	5 800 000	5 794 000	–	11 594 000	11 593 991	9	–	4 200 000
Chaires de recherche Canada 150	–	2 700 000	–	–	2 700 000	2 700 000	–	–	2 700 000
Programme d'innovation dans les collèges et la communauté	–	1 555 416	–	(360 290)	1 195 126	1 195 126	–	–	1 634 927
Réseaux de centres d'excellence dirigés par les entreprises	–	447 135	–	–	447 135	447 135	–	–	1 496 334
Éléments non requis pour l'exercice en cours	–	–	–	–	–	–	–	–	9 708 040
Total de l'organisme	**–**	**1 270 253 442**	**5 794 002**	**7 432 439**	**1 283 479 883**	**1 258 382 393**	**25 097 490**	**–**	**1 258 419 241**
Agence de la santé publique du Canada									
Subventions									
Subventions à des personnes et à des organisations visant à soutenir l'infrastructure de santé publique	–	63 588 000	–	(29 324 097)	34 263 903	10 242 664	24 021 239	–	10 455 952
Subventions à des personnes et à des organismes pour appuyer des projets de promotion de la santé dans les domaines de renforcement des capacités communautaires, de stimulation du développement et de la transmission des connaissances, et de l'établissement de partenariats et collaboration intersectorielle	–	62 475 520	14 900 000	(25 950 000)	51 425 520	20 809 604	30 615 916	–	21 041 953
Subvention aux personnes et aux organismes à l'appui de la surveillance d'immunisation	–	12 435 000	–	(12 435 000)	–	–	–	–	–
Défi prévention du diabète	–	4 935 000	–	–	4 935 000	700 000	4 235 000	–	–

Paiements de transfert – *fin*

(en dollars)

Description	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Subventions à des organismes internationaux sans but lucratif admissibles pour soutenir des projets ou programmes en matière de santé	–	2 347 119	1	1 772 604	4 119 724	3 367 604	752 120	–	3 006 816
Subventions à des étudiants diplômés, à des étudiants au niveau postdoctoral et à des établissements d'enseignement postsecondaire pour augmenter les compétences et capacités professionnelles afin de renforcer le domaine de la santé publique	–	460 000	–	(333 333)	126 667	10 000	116 667	–	–
Subvention au programme Solutions innovatrices Canada	–	–	–	650 000	650 000	500 000	150 000	–	450 000
Total – Subventions	**–**	**146 240 639**	**14 900 001**	**(65 619 826)**	**95 520 814**	**35 629 872**	**59 890 942**	**–**	**34 954 721**
Contributions									
Contributions à des personnes et à des organisations pour appuyer des projets de promotion de la santé dans les domaines du renforcement des capacités communautaires, de la stimulation du développement et de la transmission des connaissances, et de l'établissement de partenariats et de collaborations intersectorielles	–	133 609 521	43 250 000	53 431 598	230 291 119	228 992 063	1 299 056	–	201 729 178
Contributions à des organismes à but non lucratif afin d'appuyer le développement et la prestation de services continus de prévention et d'intervention précoce qui visent à diminuer les problèmes de santé et de développement de jeunes enfants vulnérables au Canada	–	83 978 000	–	–	83 978 000	83 606 603	371 397	–	83 088 065
Contributions aux organisations et aux institutions autochtones sans but lucratif locales ou régionales constituées en société, en vue d'élaborer des programmes d'intervention précoce familles	–	60 887 232	256 800	1 209 851	62 353 883	48 159 330	14 194 553	–	52 990 576
Programme pancanadien de soutien aux victimes d'une vaccination	–	19 000 000	14 419 156	–	33 419 156	23 409 506	10 009 650	–	14 200 000
Centre pour le vieillissement et l'innovation en santé du cerveau	–	11 000 000	–	–	11 000 000	11 000 000	–	–	8 000 000
Contributions à des personnes et à des organisations visant à soutenir l'infrastructure de santé publique	–	5 000 000	–	47 876 038	52 876 038	49 362 467	3 513 571	–	71 753 627
Contributions à la Société canadienne du sang et/ou à d'autres organismes de transfusion et/ou de transplantation désignés, à l'appui d'activités de surveillance des effets indésirables	–	2 190 000	–	–	2 190 000	1 747 189	442 811	–	1 736 256
Éléments non requis pour l'exercice en cours	–	–	–	–	–	–	–	–	30 879 026
Total—Contributions	**–**	**315 664 753**	**57 925 956**	**102 517 487**	**476 108 196**	**446 277 158**	**29 831 038**	**–**	**464 376 728**

Autres paiements de transfert									
(S) Paiements pour preuve de vaccination en vertu de la *Loi d'exécution de la mise à jour économique et budgétaire de 2021*	**–**	**–**	**–**	**78 122 325**	**78 122 325**	**78 122 325**	**–**	**–**	**145 976 410**
Total de l'organisme	**–**	**461 905 392**	**72 825 957**	**115 019 986**	**649 751 335**	**560 029 355**	**89 721 980**	**–**	**645 307 859**
Total du portefeuille ministériel	**–**	**4 604 283 304**	**3 065 503 700**	**127 920 035**	**7 797 707 039**	**7 175 536 556**	**622 170 483**	**–**	**3 987 752 500**

(S) Paiement de transfert législatif.

Détail des montants disponibles pour être dépensés

(en dollars)

Description	Autorisations disponibles pour emploi au cours de l'exercice	Autorisations employées au cours de l'exercice	Autorisations employées dans l'exercice précédent
Ministère de la Santé			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Protection et promotion de la santé	215 351 429	215 351 429	188 409 737
Services internes	28 187 218	28 187 218	24 566 601
Total du ministère – Budgétaire	**243 538 647**	**243 538 647**	**212 976 338**
Agence de la santé publique du Canada			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Sécurité sanitaire	893 282	893 282	900 615
Total de l'organisme – Budgétaire	**893 282**	**893 282**	**900 615**
Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**244 431 929**	**244 431 929**	**213 876 953**

Revenus

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Ministère de la Santé		
Autres revenus		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Recouvrement d'autres paiements	–	25 353
Recouvrements des achats de biens et de services	4 414 720	40 910 070
Recouvrements des paiements de transfert	3 712 432	654 441
Recouvrement de trop-payés de salaire, débiteurs transférés d'autres ministères	356 397	130 816
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	9 560 065	7 529 644
	18 043 614	49 250 324
Ventes de biens et de services		
Droits et privilèges		
Revenus provenant de la vente de médicaments	45 453 327	36 351 913
Matériel médical	11 916 480	11 004 501
Réglementation de la lutte antiparasitaire	9 125 717	8 203 646
Revenus provenant de la vente de cannabis	57 041 583	60 802 120
	123 537 107	*116 362 180*
Location et utilisation de biens publics	*900*	*900*
Services de nature réglementaire		
Revenus provenant de la vente de médicaments	103 808 067	82 525 234
Matériel médical	19 154 559	19 697 961
Réglementation de la lutte antiparasitaire	5 156 487	5 903 163
Revenus provenant de la vente de cannabis	3 813 074	4 184 989
Revenus reportés	5 216 404	13 576 865
Divers	156 677	(3 276 692)
	137 305 268	*122 611 520*
Services de nature non réglementaire		
Service de dosimétrie	7 087 539	6 834 568
Programme d'aide aux employés	27 447 392	29 577 051
Revenus provenant de la vente de médicaments	1 056 325	1 027 320
Services aux autres ministères	173 877 149	199 573 650
Revenus reportés	6 883 592	(15 406)
Divers	88 941	47 410
	216 440 938	*237 044 593*
Autres frais et droits		
Revenus provenant d'amendes	617 094	750 731
Services aux autres ministères	4 999 577	4 422 249
Divers	38 474 164	33 809 543
	44 090 835	*38 982 523*
	521 375 048	515 001 716
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	162 406	622 722

Revenus – *suite*

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Revenus divers		
Produits de la vente de biens immobiliers	–	250 000
Intérêts sur débiteurs en souffrance	2 199 430	1 098 504
Location et utilisation de biens publics	62 950	53 082
Divers	212 967	654 559
	2 475 347	2 056 145
Total du ministère	**542 056 415**	**566 930 907**
Agence canadienne d'inspection des aliments		
Autres revenus		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	4 372 090	2 843 374
Ventes de biens et de services		
Droits et privilèges	*58 367*	*15 370*
Location et utilisation de biens publics	*1 397*	–
Services de nature réglementaire	*53 299 417*	*50 701 310*
Autres frais et droits		
Autres frais et droits	1 397 724	1 562 716
Revenus reportés	(453 410)	89 372
	944 314	*1 652 088*
	54 303 495	52 368 768
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	569 645	307 515
Revenus divers		
Produit de l'aliénation des biens immobiliers (Intérêts et pénalités)	52 870	68 147
Divers	8 064	375 155
	60 934	443 302
Total de l'organisme	**59 306 164**	**55 962 959**
Instituts de recherche en santé du Canada		
Autres revenus		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Recouvrements de subventions et bourses d'exercices antérieurs	4 988 500	6 508 787
Recouvrements de dépenses de fonctionnement d'exercices antérieurs	38 297	117 694
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	–	66 257
	5 026 797	6 692 738
Revenus divers	3 290	3 468
Total de l'organisme	**5 030 087**	**6 696 206**
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés		
Autres revenus		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	67 839	61 433
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	12 742	21 790
Recouvrement de trop-payés de salaire, débiteurs transférés d'autres ministères	54	561
	80 635	83 784
Ventes de biens et de services		
Autres frais et droits		
Engagements de conformité volontaire	651 693	9 214 570
Divers	–	22 018 977
	651 693	31 233 547
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	23	231
Revenus divers		
Montants adjugés par une cour	12 000	–
Total de l'organisme	**744 351**	**31 317 562**
Agence de la santé publique du Canada		
Autres revenus		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Recouvrements des achats de biens et de services	1 804 963	9 533 768
Recouvrements des paiements de transfert	8 869 167	4 659 367
Recouvrement de trop-payés de salaire, débiteurs transférés d'autres ministères	169 066	54 970
Remboursement de paiements relatifs aux événements de santé publique d'intérêt national et l'allocation de soutien du revenu	30 169 173	–
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	24 136 912	12 655 245
	65 149 281	26 903 350
Ventes de biens et de services		
Droits et privilèges		
Redevances	*1 207 231*	*1 884 009*
Location et utilisation de biens publics	*22 946*	*21 990*
Services de nature réglementaire		
Revenus reportés	–	*(700)*
Services de nature non réglementaire		
Autres services de nature non réglementaire	952 122	955 053
Services aux autres ministères	13 828 031	13 219 947
Revenus reportés	1 176	–
Divers	–	5
	14 781 329	*14 175 005*
Autres frais et droits	*181 203*	*179 824*
	16 192 709	16 260 128

Revenus – *fin*

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	3 902 381	786 265
Revenus divers		
Dons à l'État	88 216	–
Intérêts provenant de comptes débiteurs échus	15 228	7 488
Divers	11 710	2 656
	115 154	10 144
Total de l'organisme	**85 359 525**	**43 959 887**
Sommaire du portefeuille ministériel		
Autres revenus		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	92 672 417	85 773 570
Ventes de biens et de services	592 522 945	614 864 159
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	4 634 455	1 716 733
Revenus divers	2 666 725	2 513 059
Total du portefeuille ministériel	**692 496 542**	**704 867 521**

Section 27

Comptes publics du Canada
2023-2024

Sécurité publique, Institutions démocratiques et Affaires intergouvernementales

Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile
Agence des services frontaliers du Canada
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes
Service canadien du renseignement de sécurité
Commission civile d'examen et de traitement des plaintes relatives à la Gendarmerie royale du Canada
Service correctionnel du Canada
Commission des débats des chefs
Bureau du directeur général des élections
Commissariat aux langues officielles
Bureau de l'enquêteur correctionnel du Canada
Commission des libérations conditionnelles du Canada
Gendarmerie royale du Canada
Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada

Table des matières

	Page
Description des responsabilités essentielles	486
Sommaire du portefeuille ministériel	493
Détail budgétaire par affectation	500
Responsabilités essentielles	504
Paiements de transfert	507
Détail des montants disponibles pour être dépensés	510
Revenus	511

Description des responsabilités essentielles

Services internes

Les Services internes comprennent les groupes d'activités et de ressources connexes que le gouvernement fédéral considère comme étant des services à l'appui de programmes ou nécessaires pour permettre à une organisation de s'acquitter de ses obligations générales. Les Services internes désignent les activités et ressources des dix services distincts qui soutiennent l'exécution des programmes au sein de l'organisation, peu importe le modèle de prestation des Services internes utilisé. Ces services sont : Services de gestion des acquisitions, Services de communication, Services de gestion financière, Services de gestion des ressources humaines, Services de gestion de l'information, Services de technologie de l'information, Services juridiques, Services de gestion du matériel, Services de gestion et de surveillance, Services de gestion des biens immobiliers.

Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile

Gestion des urgences

Sécurité publique s'emploie à renforcer la gestion des urgences à l'échelle nationale pour aider aux mesures de prévention, d'atténuation, de préparation, d'intervention et de rétablissement en cas d'incidents de toutes sortes. Sécurité publique fournit des ressources et de l'expertise aux collectivités canadiennes dans leurs efforts de préparation aux urgences, d'atténuation et de rétablissement en cas de catastrophe.

Sécurité communautaire

À l'échelle nationale, Sécurité publique assume la coordination pour aider les collectivités canadiennes et les intervenants à réprimer le crime et à renforcer la résilience communautaire partout au pays, à promouvoir la sécurité des collectivités et des institutions canadiennes, à améliorer l'intégrité des frontières du Canada, et à appuyer la prestation des services de police dans les collectivités autochtones.

Sécurité nationale

Sécurité publique élabore des politiques, des mesures législatives et des programmes qui appuieront la capacité du gouvernement du Canada à réagir à une gamme de menaces à la sécurité nationale visant ses citoyens, ses infrastructures essentielles et ses cybersystèmes, et fait progresser les efforts nationaux de lutte contre le terrorisme.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Agence des services frontaliers du Canada

Gestion de la frontière

L'Agence des services frontaliers du Canada évalue le risque et gère la libre circulation des personnes et des marchandises admissibles qui entrent au Canada, passent par le pays et en sortent.

Exécution de la loi frontalière

L'Agence des services frontaliers du Canada contribue à la sécurité du Canada en appuyant le système d'immigration et de réfugiés lors de la détermination de la recevabilité d'une personne au Canada, en prenant les mesures appropriées liée à l'immigration lorsque cela est nécessaire et en soutenant la poursuite des personnes qui enfreignent nos lois.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes

Services aux conférences intergouvernementales

Le Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes assure la continuité des services de planification et d'archivage et offre du soutien administratif impartial en ce qui a trait aux conférences fédérales-provinciales-territoriales et provinciales-territoriales entre premiers ministres, ministres et sous-ministres, et ce, partout au Canada.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Service canadien du renseignement de sécurité

Sécurité et renseignement

Le Service canadien du renseignement de sécurité mène des activités de renseignement dans le but d'assurer la protection des intérêts liés à la sécurité et à la prospérité du Canada, au pays et à l'étranger, et la sécurité des Canadiens. Pour ce faire, il recueille, analyse et fait état des informations liées à la menace, conformément aux lois et aux instructions du ministre. Les renseignements et les conseils que le Service canadien du renseignement de sécurité fournit au gouvernement du Canada et à ses partenaires éclairent la prise de décisions concernant les politiques et les programmes, les enquêtes liées à la sécurité nationale, les activités de filtrage de sécurité pour le gouvernement et relatives aux demandes d'immigration, et la défense du Canada. Lorsque le Service canadien du renseignement de sécurité a des motifs raisonnables de croire qu'une menace pèse sur la sécurité du Canada, il peut également prendre des mesures pour réduire la menace.

Description des responsabilités essentielles – *suite*

Commission civile d'examen et de traitement des plaintes relatives à la Gendarmerie royale du Canada

Examen indépendant de la Gendarmerie royale du Canada

Le rôle fondamental de la Commission civile d'examen et de traitement des plaintes consiste à fournir une surveillance civile de la conduite des membres de la Gendarmerie royale du Canada dans l'exercice de leurs fonctions, afin de garantir que la Gendarmerie royale du Canada est redevable au public. La Commission civile d'examen et de traitement des plaintes s'assure que les plaintes déposées par le public concernant la conduite des membres de la Gendarmerie royale du Canada sont examinées de manière équitable et objective. Ses conclusions et ses recommandations permettent de relever et de corriger des problèmes liés aux services de police qui découlent de la conduite de membres de la Gendarmerie royale du Canada ou de lacunes dans les politiques et les méthodes de l'organisme. En outre, la Commission civile d'examen et de traitement des plaintes examine des activités précises de la Gendarmerie royale du Canada, fournit des rapports aux provinces qui utilisent les services de police de la Gendarmerie royale du Canada à forfait, effectue des recherches, mène des activités de sensibilisation et d'information auprès du public, et fournit des observateurs indépendants aux fins d'enquêtes sur des incidents graves impliquant des membres de la Gendarmerie royale du Canada.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Service correctionnel du Canada

Prise en charge et garde

Le Service correctionnel du Canada s'assure de la sécurité et du traitement humain des détenus, et répond à leurs besoins quotidiens, comme l'alimentation, les vêtements, le logement, les services de santé mentale et les soins de santé. Cela comprend aussi les mesures de sécurité en établissement, comme la répression des drogues, et les mesures de contrôle appropriées pour prévenir les incidents.

Interventions correctionnelles

Le Service correctionnel du Canada réalise des activités d'évaluation et des interventions de programme pour aider les délinquants sous responsabilité fédérale à se réadapter et faciliter leur réinsertion sociale à titre de citoyens respectueux des lois. Le Service correctionnel du Canada mobilise aussi les citoyens canadiens pour en faire des partenaires dans la réalisation de son mandat correctionnel et offre des services aux victimes d'actes criminels.

Surveillance dans la collectivité

Le Service correctionnel du Canada surveille les délinquants dans la collectivité et fournit une structure et des services pour appuyer leur réinsertion sécuritaire et réussie dans la collectivité. Il offre des possibilités de logement, des services de santé dans la collectivité et des partenariats avec des organismes communautaires. Le Service correctionnel du Canada s'occupe des délinquants faisant l'objet d'une libération conditionnelle, d'une libération d'office et d'une ordonnance de surveillance de longue durée.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Commission des débats des chefs

Organiser les débats des chefs pour les élections générales fédérales

Afin de s'acquitter de sa responsabilité essentielle consistant à organiser les débats des chefs, la Commission appliquera les critères requis pour confirmer la participation des chefs des partis admissibles aux débats des chefs lors des élections générales, négociera les exigences relatives à la diffusion avec les diffuseurs, s'assurera que les Canadiens aient accès aux débats diffusés et mènera des activités de communication auprès des Canadiens afin qu'ils sachent quand, où et comment accéder aux débats.

Bureau du directeur général des élections

Administration électorale

Élections Canada conduit les élections générales, les élections partielles et les référendums fédéraux, s'y prépare et en fait rapport conformément au cadre législatif, tout en informant les électeurs, les électeurs votant pour la première fois et les futurs électeurs pour favoriser la participation des Canadiens à un processus électoral inclusif.

Surveillance régulatoire

Au sein du Bureau du directeur général des élections, deux organisations distinctes veillent à l'intégrité du processus électoral : Élections Canada et le Bureau du commissaire aux élections fédérales. Élections Canada administre le régime de financement politique, établit des politiques et formule des avis et des lignes directrices pour faciliter l'administration des élections conformément à la *Loi électorale du Canada*, et surveille la conformité des entités politiques aux exigences de la *Loi en matière de financement politique*. Le Bureau du commissaire aux élections fédérales veille au respect et à l'exécution de la *Loi électorale du Canada* et de la *Loi référendaire*.

Révision des limites des circonscriptions électorales

Élections Canada offre des services financiers et administratifs aux commissions provinciales indépendantes pour soutenir la révision des limites des circonscriptions fédérales et permettre aux commissions de remplir leurs obligations prévues par la *Loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales.*

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Commissariat aux langues officielles

Protection des droits liés aux langues officielles

Prendre les mesures nécessaires, dont le traitement des plaintes, les vérifications et les interventions, pour faire respecter la *Loi sur les langues officielles* et les droits linguistiques canadiens.

Description des responsabilités essentielles – *suite*

Avancement du français et de l'anglais dans la société canadienne

Susciter un intérêt accru pour les enjeux liés à l'avancement de l'égalité du français et de l'anglais dans les institutions fédérales et la société canadienne, tout en appuyant le développement et la vitalité des communautés de langue officielle en situation minoritaire.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Bureau de l'enquêteur correctionnel du Canada

Surveillance indépendante des services correctionnels fédéraux

Le Bureau de l'enquêteur correctionnel mène des enquêtes sur les plaintes individuelles visant le Service correctionnel du Canada de la part des délinquants en institution fédérale ou sous supervision et effectue des examens systémiques d'enjeux qui touchent un nombre important de délinquants en institution fédérale. Le Bureau de l'enquêteur correctionnel effectue des examens de toutes les enquêtes du Service correctionnel du Canada dans les cas de décès en établissement et de blessures graves afin de déterminer si le Service correctionnel du Canada a agi conformément aux lois et aux politiques et examine tous les incidents de recours à la force. Les enquêtes du Bureau de l'enquêteur correctionnel visent à assurer que la pratique correctionnelle fédérale est sécuritaire, humaine et respectueuse de la loi afin de veiller à ce que les décisions et pratiques soient respectueuses des droits de la personne, conformes à la loi et aux politiques et sont justes.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Commission des libérations conditionnelles du Canada

Décisions relatives à la mise en liberté sous condition

La mise en liberté sous condition est fondée sur le principe et soutenue par la recherche selon lequel la sécurité de la collectivité est assurée par la mise en liberté graduelle et en temps opportun, supervisée des délinquants au sein de la collectivité. Divers éléments contribuent au processus de mise en liberté, notamment la qualité des décisions en matière de liberté sous condition fondées sur le risque de récidive, l'efficacité des programmes et des traitements, et la surveillance efficace dans la collectivité. Dans le cadre de cette responsabilité essentielle, la Commission des libérations conditionnelles du Canada fournit des renseignements à jour et exacts aux commissaires pour les aider à prendre des décisions, et crée des formations et des politiques qui constituent des outils essentiels pour l'évaluation du risque et la prise de décisions qui sont conformes à la loi.

Décisions relatives à la suspension du casier/au pardon et à la radiation et recommandations concernant la clémence

Une suspension du casier/un pardon vise à appuyer la réinsertion sociale sûre et durable d'une personne. C'est une action administrative dont l'objet est d'effacer la honte rattachée au fait d'avoir un casier judiciaire aux personnes condamnées d'une infraction à une loi fédérale, qui ont purgé leur peine, ayant satisfait aux critères de la *Loi sur le casier judiciaire* et se conduisent en citoyens respectueux des lois depuis un nombre d'années déterminées. Les suspensions du casier/les pardons peuvent être révoqués ou cesser d'avoir effet si une nouvelle infraction est commise ou si une personne n'est plus de bonne conduite. Dans le cadre de cette responsabilité essentielle, la Commission des libérations conditionnelles du

Canada vérifie l'admissibilité des demandes, réunit les renseignements nécessaires pour la prise de décisions des commissaires et élabore des politiques qui orientent les processus décisionnels.

De plus, en vertu de la *Loi sur la radiation*, la Commission des libérations conditionnelles du Canada ordonnera la radiation des dossiers judiciaires admissibles qui constituerait aujourd'hui des infractions légales. Les personnes reconnues coupables d'une infraction énumérée dans l'annexe de la *Loi sur la radiation* peuvent demander une ordonnance de radiation, de même que les personnes autorisées dans le cas d'une personne décédée. La différence entre une suspension de casier/un pardon et une radiation est que dans le cas d'une suspension de casier/un pardon, le casier judiciaire est tenu séparément des autres dossiers, alors qu'une radiation détruirait complètement le casier. La Commission des libérations conditionnelles du Canada est aussi responsable d'évaluer les demandes et de fournir des recommandations en vertu de la Prérogative royale de clémence (c.-à-d. clémence) ainsi qu'à donner des avis au ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile sur le bien-fondé de chaque cas.

Application transparente et responsable du processus de mise en liberté sous condition

Cette responsabilité essentielle permet de s'assurer que la Commission des libérations conditionnelles du Canada exerce ses activités de manière transparente et responsable, conformément aux dispositions de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*. Elle inclut le fait de travailler avec les victimes d'actes criminels, les délinquants et le public, en leur fournissant de l'information à propos de nos politiques et de nos programmes, notamment l'accès au Registre des décisions de la Commission des libérations conditionnelles du Canada, ainsi qu'à offrir de l'aide aux personnes qui assistent aux audiences à titre d'observateurs. La responsabilité essentielle inclut également le fait d'encourager la participation des citoyens, d'améliorer l'éducation et la sensibilisation du public, de mener des enquêtes sur des incidents survenus dans la collectivité (c.-à-d. lorsqu'il y a une nouvelle infraction), de surveiller le rendement de la Commission des libérations conditionnelles du Canada et de rendre compte des résultats liés au processus de mise en liberté sous condition.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Gendarmerie royale du Canada

Services de police contractuels et autochtones

Dans le cadre des ententes de services de police, la Gendarmerie royale du Canada fournit des services de police pour répondre aux besoins des provinces (à l'exception de l'Ontario et du Québec) et des territoires, ainsi qu'aux besoins des municipalités et des collectivités autochtones, notamment par l'intermédiaire du Programme des services de police des Premières Nations. Ces services englobent l'administration générale de la justice, soit le maintien de la paix, la prévention de la criminalité et l'accomplissement de toutes les tâches énoncées en vertu des lois du Canada ou des lois des provinces et des territoires respectifs.

Services de police fédérale

La Police fédérale s'attaque aux menaces criminelles les plus graves et les plus complexes pour la sécurité des Canadiens ainsi que pour les intérêts du Canada, notamment pour les institutions démocratiques, l'intégrité économique et les infrastructures matérielles et cybernétiques. Dans le cadre des Services de police fédérale, la Gendarmerie royale du Canada prévient et détecte les crimes liés à la sécurité nationale, la cybercriminalité, le crime organisé transnational et les crimes graves, y compris les crimes financiers, et mène des enquêtes sur ces crimes. De plus, elle applique les lois fédérales, mène des activités policières internationales et veille à l'intégrité des frontières du Canada et à la sécurité des grands événements pilotés par le gouvernement, des représentants désignés et des dignitaires.

Description des responsabilités essentielles – *fin*

Services de police spécialisés

À l'externe, la Gendarmerie royale du Canada fournit à tous les organismes canadiens d'application de la loi des services techniques et spécialisés, notamment une formation avancée concernant l'application de la loi, des dépôts nationaux de données criminelles; l'accès à la réglementation et la délivrance des permis touchant les armes à feu; des outils et des services d'enquête entre autres dans les domaines des sciences judiciaires, de l'identification, des armes à feu et de l'exploitation des enfants. À l'interne, un éventail de services techniques sont fournis pour faire avancer les opérations de la Gendarmerie royale du Canada, telles que la collecte de preuves numériques, la prestation d'outils de technologie de l'information policière et la mise en œuvre des normes de sécurité touchant le personnel et le Ministère.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada

Examen indépendant de questions d'emploi concernant la Gendarmerie royale du Canada

Effectuer des examens et formuler des conclusions et des recommandations en toute indépendance et impartialité en vue de décisions définitives sur des appels interjetés contre des décisions rendues à la Gendarmerie royale du Canada concernant des plaintes de harcèlement, des cas de déontologie, des licenciements ou des rétrogradations ainsi que des cessations de versement de la solde et des indemnités.

Sommaire du portefeuille ministériel

(en dollars)

		Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
Crédit	Description	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile									
1	Dépenses de fonctionnement	–	204 526 475	–	–	204 526 475				
1b	Dépenses de fonctionnement	–	–	20 901 540	–	20 901 540				
1c	Dépenses de fonctionnement	–	–	16 418 570	–	16 418 570				
	Virement du :									
	crédit 5	–	–	–	1 141 765	1 141 765				
	CT, crédit 10[1]	–	–	–	1 767	1 767				
	CT, crédit 15[1]	–	–	–	18 241 803	18 241 803				
	CT, crédit 25[1]	–	–	–	4 648 981	4 648 981				
	CT, crédit 30[1]	–	–	–	2 166 718	2 166 718				
	Virement au :									
	crédit 1 (Service canadien du renseignement de sécurité)	–	–	–	(227 922)	(227 922)				
	crédit 1 (Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement)	–	–	–	(500 000)	(500 000)				
	crédit 1 (Secrétariat du Conseil du Trésor)	–	–	–	(25 000)	(25 000)				
	Total – Crédit 1	–	204 526 475	37 320 110	25 448 112	267 294 697	244 522 548	22 772 149	–	245 135 365
5	Subventions et contributions	–	2 421 776 944	–	–	2 421 776 944				
5b	Subventions et contributions	–	–	155 157 532	–	155 157 532				
5c	Subventions et contributions	–	–	203 638 708	–	203 638 708				
	Virement au :									
	crédit 1	–	–	–	(1 141 765)	(1 141 765)				
	crédit 1 (Gendarmerie royale du Canada)	–	–	–	(73 016 864)	(73 016 864)				
	Total – Crédit 5	–	2 421 776 944	358 796 240	(74 158 629)	2 706 414 555	1 212 784 586	1 493 629 969	–	3 045 103 138
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	20 444 116	4 906 357	1 371 713	26 722 186	26 722 186	–	–	21 242 528
(S)	Ministre de la Sécurité publique – Traitement et allocation pour automobile (*Loi sur les traitements* et *Loi sur le Parlement du Canada*)	–	94 700	–	355	95 055	95 055	–	–	92 400
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	6 755	–	–	17 776	24 531	–	6 755	17 776	–
	Total du ministère – Budgétaire	**6 755**	**2 646 842 235**	**401 022 707**	**(47 320 673)**	**3 000 551 024**	**1 484 124 375**	**1 516 408 873**	**17 776**	**3 311 573 431**
	Agence des services frontaliers du Canada									
1	Dépenses de fonctionnement	96 012 714	2 307 628 892	–	–	2 403 641 606				
1b	Dépenses de fonctionnement	–	–	23 051 792	–	23 051 792				
1c	Dépenses de fonctionnement	–	–	45 175 498	–	45 175 498				
	Virement du :									
	crédit 1 (Agence du revenu du Canada)	–	–	–	988 421	988 421				
	crédit 1 (Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration)	–	–	–	2 236 650	2 236 650				
	crédit 1 (Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement)	–	–	–	4 522	4 522				
	crédit 1 (Gendarmerie royale du Canada)	–	–	–	1 700 000	1 700 000				
	crédit 1 (Services partagés Canada)	–	–	–	5 008 289	5 008 289				

Sommaire du portefeuille ministériel – *suite*

(en dollars)

		Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
Crédit	Description	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	CT, crédit 10[1]	–	–	–	17 517	17 517				
	CT, crédit 15[1]	–	–	–	61 486 087	61 486 087				
	CT, crédit 30[1]	–	–	–	20 665 849	20 665 849				
	Virement au :									
	crédit 1 (Service canadien du renseignement de sécurité)	–	–	–	(205 276)	(205 276)				
	crédit 1 (Secrétariat du Conseil du Trésor)	–	–	–	(10 000)	(10 000)				
	crédit 5	–	–	–	(30 028 917)	(30 028 917)				
	crédit 10 (Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord)	–	–	–	(1 250 135)	(1 250 135)				
	Total – Crédit 1	96 012 714	2 307 628 892	68 227 290	60 613 007	2 532 481 903	2 303 413 749	108 311 118	120 757 036	2 182 831 319
5	Dépenses en capital	51 144 232	182 507 859	–	–	233 652 091				
5c	Dépenses en capital	–	–	138 666	–	138 666				
	Virement du :									
	crédit 1	–	–	–	30 028 917	30 028 917				
	crédit 5 (Ministère de la Défense nationale)	–	–	–	495 000	495 000				
	crédit 5 (Services partagés Canada)	–	–	–	2 210 622	2 210 622				
	Total – Crédit 5	51 144 232	182 507 859	138 666	32 734 539	266 525 296	127 867 879	100 791 469	37 865 948	170 423 612
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	227 731 646	12 411 768	21 407 131	261 550 545	261 550 545	–	–	240 612 039
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	499 398	–	–	1 047 402	1 546 800	1 047 918	–	498 882	672 329
(S)	Remboursements de montants portés aux revenus d'exercices antérieurs	–	–	–	31 061	31 061	31 061	–	–	3 153
	Total de l'organisme – Budgétaire	**147 656 344**	**2 717 868 397**	**80 777 724**	**115 833 140**	**3 062 135 605**	**2 693 911 152**	**209 102 587**	**159 121 866**	**2 594 542 452**
	Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes [2]									
1b	Dépenses du programme	–	–	1 428 839	–	1 428 839				
	Virement du :									
	CT, crédit 15[1]	–	–	–	335 911	335 911				
	CT, crédit 25[1]	–	–	–	200 296	200 296				
	CT, crédit 30[1]	–	–	–	7 500	7 500				
	Reclassé d'Infrastructure et Collectivités (crédit 1) aux fins de présentation	–	–	–	5 638 744	5 638 744				
	Total – Crédit 1	–	–	1 428 839	6 182 451	7 611 290	7 346 651	264 639	–	5 870 746
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	–	173 950	402 067	576 017	576 017	–	–	429 073
	Total de l'organisme – Budgétaire	**–**	**–**	**1 602 789**	**6 584 518**	**8 187 307**	**7 922 668**	**264 639**	**–**	**6 299 819**
	Service canadien du renseignement de sécurité									
1	Dépenses du programme	–	604 300 921	–	–	604 300 921				
1b	Dépenses du programme	–	–	32 964 572	–	32 964 572				
1c	Dépenses du programme	–	–	1 130 325	–	1 130 325				

	Virement du :									
	crédit 1 (Agence des services frontaliers du Canada)	–	–	–	205 276	205 276				
	crédit 1 (Agence du revenu du Canada)	–	–	–	90 228	90 228				
	crédit 1 (Centre de la sécurité des télécommunications)	–	–	–	298 410	298 410				
	crédit 1 (Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration)	–	–	–	64 800	64 800				
	crédit 1 (Ministère des Finances)	–	–	–	133 533	133 533				
	crédit 1 (Ministère des Pêches et des Océans)	–	–	–	64 800	64 800				
	crédit 1 (Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement)	–	–	–	266 268	266 268				
	crédit 1 (Ministère de la Défense nationale)	–	–	–	222 814	222 814				
	crédit 1 (Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile)	–	–	–	227 922	227 922				
	crédit 1 (Ministère des Transports)	–	–	–	165 104	165 104				
	crédit 1 (Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada)	–	–	–	128 110	128 110				
	crédit 1 (Gendarmerie royale du Canada)	–	–	–	110 100	110 100				
	CT, crédit 15[1]	–	–	–	4 760 752	4 760 752				
	CT, crédit 25[1]	–	–	–	24 760 843	24 760 843				
	CT, crédit 30[1]	–	–	–	111 344 853	111 344 853				
	Virement au :									
	crédit 1 (Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement)	–	–	–	(3 230 511)	(3 230 511)				
	crédit 1 (Gendarmerie royale du Canada)	–	–	–	(698 600)	(698 600)				
	crédit 1 (Secrétariat du Conseil du Trésor)	–	–	–	(10 000)	(10 000)				
	Total – Crédit 1	–	604 300 921	34 094 897	138 904 702	777 300 520	770 301 653	6 998 867	–	620 073 823
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	58 483 951	247 123	(857 953)	57 873 121	57 873 121	–	–	52 045 961
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	232 653	–	–	947 103	1 179 756	234 824	–	944 932	327 092
	Total de l'organisme – Budgétaire	**232 653**	**662 784 872**	**34 342 020**	**138 993 852**	**836 353 397**	**828 409 598**	**6 998 867**	**944 932**	**672 446 876**
	Commission civile d'examen et de traitement des plaintes relatives à la Gendarmerie royale du Canada									
1	Dépenses du programme	–	14 133 193	–	–	14 133 193				
	Virement du :									
	CT, crédit 15[1]	–	–	–	770 228	770 228				
	CT, crédit 25[1]	–	–	–	468 231	468 231				
	Total – Crédit 1	–	14 133 193	–	1 238 459	15 371 652	14 127 254	1 244 398	–	11 192 826
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	1 573 860	–	93 419	1 667 279	1 667 279	–	–	1 286 835
	Total de l'organisme – Budgétaire	**–**	**15 707 053**	**–**	**1 331 878**	**17 038 931**	**15 794 533**	**1 244 398**	**–**	**12 479 661**
	Service correctionnel du Canada									
1	Dépenses de fonctionnement, subventions et contributions	–	2 594 051 090	–	–	2 594 051 090				
1b	Dépenses de fonctionnement, subventions et contributions	–	–	278 433 286	–	278 433 286				
1c	Dépenses de fonctionnement, subventions et contributions	–	–	23 974 123	–	23 974 123				
	Virement du :									
	crédit 5	–	–	–	1 752 617	1 752 617				
	CT, crédit 10[1]	–	–	–	49 938	49 938				
	CT, crédit 15[1]	–	–	–	135 199 535	135 199 535				
	CT, crédit 25[1]	–	–	–	93 018 607	93 018 607				
	CT, crédit 30[1]	–	–	–	1 539 473	1 539 473				

Sommaire du portefeuille ministériel – *suite*

(en dollars)

		Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
Crédit	Description	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Virement au :									
	crédit 1 (Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire)	–	–	–	(107 634)	(107 634)				
	crédit 1 (Gendarmerie royale du Canada)	–	–	–	(217 200)	(217 200)				
	crédit 1 (Secrétariat du Conseil du Trésor)	–	–	–	(30 000)	(30 000)				
	Total – Crédit 1	–	2 594 051 090	302 407 409	231 205 336	3 127 663 835	2 839 012 158	288 651 677	–	2 574 170 748
5	Dépenses en capital	–	197 572 246	–	–	197 572 246				
5b	Dépenses en capital	–	–	12 154 826	–	12 154 826				
5c	Dépenses en capital	–	–	10 595 696	–	10 595 696				
	Virement du CT, crédit 35[1]	–	–	–	50 475 643	50 475 643				
	Virement au crédit 1	–	–	–	(1 752 617)	(1 752 617)				
	Total – Crédit 5	–	197 572 246	22 750 522	48 723 026	269 045 794	256 362 934	12 682 860	–	199 357 363
10c	Fonds renouvelable CORCAN	–	–	1	–	1	–	1	–	–
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	263 268 236	14 039 518	150 441	277 458 195	277 458 195	–	–	250 112 318
(S)	Fonds renouvelable CORCAN (*Loi de crédits nº 4 de 1991-1992*)	22 531 911	(1 835 604)	–	1 835 604	22 531 911				
	Diminution de l'autorisation de prélèvement	–	–	–	(3 000 000)	(3 000 000)				
	Total – Fonds renouvelable CORCAN	22 531 911	(1 835 604)	–	(1 164 396)	19 531 911	(2 137 903)	–	21 669 814	(9 307 193)
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	2 319 261	–	–	2 085 692	4 404 953	4 264 440	–	140 513	1 089 436
(S)	Remboursements de montants portés aux revenus d'exercices antérieurs	–	–	–	1 994	1 994	1 994	–	–	14 141
	Total budgétaire	24 851 172	3 053 055 968	339 197 450	281 002 093	3 698 106 683	3 374 961 818	301 334 538	21 810 327	3 015 436 813
L14b	Prêts à des personnes sous surveillance obligatoire et aux libérés conditionnels en vertu du Compte des prêts aux libérés conditionnels, *Loi nº 3 de 1982-1983 portant affectation de crédits*. Limite 50 000 $ (Net)	44 859	–	–	–	44 859	(80)	–	44 939	100
	Total de l'organisme – Budgétaire	**24 851 172**	**3 053 055 968**	**339 197 450**	**281 002 093**	**3 698 106 683**	**3 374 961 818**	**301 334 538**	**21 810 327**	**3 015 436 813**
	Total de l'organisme – Non budgétaire	**44 859**	**–**	**–**	**–**	**44 859**	**(80)**	**–**	**44 939**	**100**
	Commission des débats des chefs [2]									
	Virement du :									
	CT, crédit 15[1]	–	–	–	66 881	66 881				
	CT, crédit 25[1]	–	–	–	21 078	21 078				
	Reclassé d'Infrastructure et Collectivités (crédit 1) aux fins de présentation	–	–	–	3 363 347	3 363 347				
	Total – Crédit 1	–	–	–	3 451 306	3 451 306	594 813	2 856 493	–	647 549
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	–	–	48 834	48 834	48 834	–	–	51 815
	Total de l'organisme – Budgétaire	**–**	**–**	**–**	**3 500 140**	**3 500 140**	**643 647**	**2 856 493**	**–**	**699 364**

	Bureau du directeur général des élections [2]									
	Virement du :									
	CT, crédit 15[1]	–	–	–	15 124 165	15 124 165				
	CT, crédit 25[1]	–	–	–	2 380 290	2 380 290				
	Reclassé d'Infrastructure et Collectivités (crédit 1) aux fins de présentation	–	–	–	49 722 365	49 722 365				
	Total – Crédit 1	–	–	–	67 226 820	67 226 820	64 783 882	2 442 938	–	52 199 617
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	–	–	17 410 148	17 410 148	17 410 148	–	–	13 352 508
(S)	Dépenses électorales (*Loi électorale du Canada* et *Loi référendaire*)	–	–	–	165 418 133	165 418 133	165 418 133	–	–	137 827 272
(S)	Traitement du directeur général des élections (*Loi électorale du Canada*)	–	–	–	382 406	382 406	382 406	–	–	372 371
(S)	Dépenses en vertu de la *Loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales*	–	–	–	1 069 675	1 069 675	1 069 675	–	–	9 378 025
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	–	–	–	2 248	2 248	2 248	–	–	3 476
	Crédits non requis pour l'exercice en cours	–	–	–	–	–	–	–	–	105
	Total de l'organisme – Budgétaire	**–**	**–**	**–**	**251 509 430**	**251 509 430**	**249 066 492**	**2 442 938**	**–**	**213 133 374**
	Commissariat aux langues officielles [2]									
	Virement du :									
	CT, crédit 15[1]	–	–	–	2 384 954	2 384 954				
	CT, crédit 25[1]	–	–	–	995 228	995 228				
	Reclassé d'Infrastructure et Collectivités (crédit 1) aux fins de présentation	–	–	–	20 199 364	20 199 364				
	Total – Crédit 1	–	–	–	23 579 546	23 579 546	22 264 196	1 315 350	–	19 999 668
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	–	–	2 821 387	2 821 387	2 821 387	–	–	2 433 254
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	–	–	–	587	587	–	587	–	–
	Total de l'organisme – Budgétaire	**–**	**–**	**–**	**26 401 520**	**26 401 520**	**25 085 583**	**1 315 937**	**–**	**22 432 922**
	Bureau de l'enquêteur correctionnel du Canada									
1	Dépenses du programme	–	4 957 474	–	–	4 957 474				
1b	Dépenses du programme	–	–	906 724	–	906 724				
	Virement du :									
	CT, crédit 15[1]	–	–	–	522 907	522 907				
	CT, crédit 25[1]	–	–	–	244 047	244 047				
	CT, crédit 30[1]	–	–	–	36 248	36 248				
	Total – Crédit 1	–	4 957 474	906 724	803 202	6 667 400	5 202 972	1 464 428	–	5 188 105
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	617 131	144 015	(151 369)	609 777	609 777	–	–	573 609
	Total de l'organisme – Budgétaire	**–**	**5 574 605**	**1 050 739**	**651 833**	**7 277 177**	**5 812 749**	**1 464 428**	**–**	**5 761 714**
	Commission des libérations conditionnelles du Canada									
1	Dépenses du programme	–	62 909 681	–	–	62 909 681				
	Virement du :									
	CT, crédit 15[1]	–	–	–	7 059 441	7 059 441				
	CT, crédit 25[1]	–	–	–	2 976 435	2 976 435				
	CT, crédit 30[1]	–	–	–	107 028	107 028				
	Total – Crédit 1	–	62 909 681	–	10 142 904	73 052 585	69 016 729	4 035 856	–	61 362 981

Sommaire du portefeuille ministériel – *fin*

(en dollars)

		Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
Crédit	Description	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	7 408 510	–	997 192	8 405 702	8 405 702	–	–	7 384 514
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	24 065	–	–	587	24 652	24 652	–	–	24 065
(S)	Remboursements de montants portés aux revenus d'exercices antérieurs	–	–	–	1 158	1 158	1 158	–	–	658
	Crédits non requis pour l'exercice en cours	–	–	–	–	–	–	–	–	4 260
	Total de l'organisme – Budgétaire	**24 065**	**70 318 191**	**–**	**11 141 841**	**81 484 097**	**77 448 241**	**4 035 856**	**–**	**68 776 478**
	Gendarmerie royale du Canada									
1	Dépenses de fonctionnement	–	3 109 941 360	–	–	3 109 941 360				
1a	Dépenses de fonctionnement	–	–	20 203 377	–	20 203 377				
1b	Dépenses de fonctionnement	–	–	12 053 828	–	12 053 828				
1c	Dépenses de fonctionnement	–	–	171 916 340	–	171 916 340				
	Virement du :									
	crédit 1 (Service canadien du renseignement de sécurité)	–	–	–	698 600	698 600				
	crédit 1 (Service correctionnel du Canada)	–	–	–	217 200	217 200				
	crédit 1 (Ministère des Pêches et des Océans)	–	–	–	51 000	51 000				
	crédit 1 (Secrétariat du Conseil du Trésor)	–	–	–	100 000	100 000				
	crédit 5 (Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile)	–	–	–	73 016 864	73 016 864				
	CT, crédit 10[1]	–	–	–	511 244	511 244				
	CT, crédit 15[1]	–	–	–	162 543 644	162 543 644				
	CT, crédit 25[1]	–	–	–	89 756 578	89 756 578				
	CT, crédit 30[1]	–	–	–	47 898 656	47 898 656				
	Virement au :									
	crédit 1 (Agence des services frontaliers du Canada)	–	–	–	(1 700 000)	(1 700 000)				
	crédit 1 (Service canadien du renseignement de sécurité)	–	–	–	(110 100)	(110 100)				
	crédit 1 (Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement)	–	–	–	(590 046)	(590 046)				
	crédit 1 (Secrétariat du Conseil du Trésor)	–	–	–	(15 000)	(15 000)				
	crédit 5	–	–	–	(949 400)	(949 400)				
	Total – Crédit 1	–	3 109 941 360	204 173 545	371 429 240	3 685 544 145	3 535 468 119	150 076 026	–	3 267 126 325
5	Dépenses en capital	–	284 004 352	–	–	284 004 352				
5a	Dépenses en capital	–	–	86 250	–	86 250				
5b	Dépenses en capital	–	–	21 620 991	–	21 620 991				
5c	Dépenses en capital	–	–	69 910 266	–	69 910 266				
	Virement du :									
	crédit 1	–	–	–	949 400	949 400				
	crédit 5 (Ministère de la Défense nationale)	–	–	–	406 301	406 301				
	CT, crédit 35[1]	–	–	–	75 671 260	75 671 260				
	Total – Crédit 5	–	284 004 352	91 617 507	77 026 961	452 648 820	327 098 197	125 550 623	–	288 234 933

10	Subventions et contributions	–	201 445 483	–	–	201 445 483				
10a	Subventions et contributions	–	–	459 295 000	–	459 295 000				
10b	Subventions et contributions	–	–	80 724 133	–	80 724 133				
10c	Subventions et contributions	–	–	19 505 000	–	19 505 000				
	Total – Crédit 10	–	201 445 483	559 524 133	–	760 969 616	706 255 215	54 714 401	–	527 235 621
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	83 532 881	8 311 195	45 803 552	137 647 628	137 647 628	–	–	106 513 206
(S)	Pensions et autres prestations des employés – Membres de la Gendarmerie royale du Canada	–	482 695 485	10 309 393	(59 317 078)	433 687 800	433 687 800	–	–	1 614 560 617
(S)	Pensions aux termes de la *Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada* (L.R.C. (1970), ch. R-10)	–	5 000 000	–	(2 328 150)	2 671 850	2 671 850	–	–	3 511 604
(S)	Remboursements de montants portés aux revenus d'exercices antérieurs	–	–	–	64 540	64 540	64 540	–	–	26 357
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	395 889	–	–	763 388	1 159 277	405 161	–	754 116	230 418
	Total de l'organisme – Budgétaire	**395 889**	**4 166 619 561**	**873 935 773**	**433 442 453**	**5 474 393 676**	**5 143 298 510**	**330 341 050**	**754 116**	**5 807 439 081**
	Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada									
1	Dépenses du programme	–	5 814 400	–	–	5 814 400				
	Virement du CT, crédit 15[1]	–	–	–	130 053	130 053				
	Total – Crédit 1	–	5 814 400	–	130 053	5 944 453	4 822 186	1 122 267	–	4 398 975
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	651 521	–	(101 334)	550 187	550 187	–	–	478 645
	Total de l'organisme – Budgétaire	**–**	**6 465 921**	**–**	**28 719**	**6 494 640**	**5 372 373**	**1 122 267**	**–**	**4 877 620**
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**173 166 878**	**13 345 236 803**	**1 731 929 202**	**1 223 100 744**	**16 473 433 627**	**13 911 851 739**	**2 378 932 871**	**182 649 017**	**15 735 899 605**
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	**44 859**	**–**	**–**	**–**	**44 859**	**(80)**	**–**	**44 939**	**100**

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).

[1] Conseil du Trésor, crédit 10 – Initiatives pangouvernementales.
Conseil du Trésor, crédit 15 – Rajustements à la rémunération.
Conseil du Trésor, crédit 25 – Report du budget de fonctionnement.
Conseil du Trésor, crédit 30 – Besoins en matière de rémunération.
Conseil du Trésor, crédit 35 – Report du budget des dépenses en capital.

[2] Le décret C.P. 2023-0766 a nommé le ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile à titre de ministre responsable du Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes, à compter du 26 juillet 2023. Avant ce transfert, des dépenses non législatives d'environ 1 735 743 $ ont été approuvées par le ministre de l'Infrastructure et des Collectivités.
Le décret C.P. 2023-0768 a nommé le ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile à titre de ministre responsable de la Commission des débats des chefs, à compter du 26 juillet 2023. Avant ce transfert, des dépenses non législatives d'environ 109 179 $ ont été approuvées par le ministre de l'Infrastructure et des Collectivités.
Le décret C.P. 2023-0767 a nommé le ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile à titre de ministre responsable du Bureau du directeur général des élections, à compter du 26 juillet 2023. Avant ce transfert, des dépenses non législatives d'environ 16 261 035 $ ont été approuvées par le ministre de l'Infrastructure et des Collectivités.
Le décret C.P. 2023-1062 a nommé le ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile à titre de ministre responsable du Commissariat aux langues officielles, à compter du 27 octobre 2023. Avant ce transfert, des dépenses non législatives d'environ 11 549 447 $ ont été approuvées par le ministre de l'Infrastructure et des Collectivités.

Détail budgétaire par affectation

(en dollars)

Description	Affectations	Dépenses	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs
Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile				
Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement				
Budget de fonctionnement	229 172 082	225 451 608	3 720 474	–
Budget en capital	7 942 056	7 423 946	518 110	–
Programme d'indemnisation pour les armes à feu	12 549 991	10 325 546	2 224 445	–
Projet pilote de l'Équipe d'action, de coordination et d'exécution pour la lutte contre le recyclage des produits de la criminalité	4 675 035	3 827 420	847 615	–
Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés	381 627	346 224	35 403	–
Affectations bloquées				
Report	10 871 788	–	10 871 788	–
Transfert/réaffectation	1 422 863	–	1 422 863	–
Réduction	1 631 451	–	1 631 451	–
Autre	1 500 000	–	1 500 000	–
Revenus affectés aux dépenses	(2 852 196)	(2 852 196)	–	–
	267 294 697	*244 522 548*	*22 772 149*	–
Crédit 5 – Subventions et contributions				
Subventions et contributions	1 147 213 556	1 106 530 385	40 683 171	–
Mesures d'urgence de la Croix-Rouge canadienne	5 584 288	5 584 288	–	–
Programme des installations policières pour les Premières Nations et les Inuits	100 669 913	100 669 913	–	–
Affectations bloquées				
Report	1 452 946 798	–	1 452 946 798	–
	2 706 414 555	*1 212 784 586*	*1 493 629 969*	–
Montants législatifs	26 841 772	26 817 241	6 755	17 776
	3 000 551 024	1 484 124 375	1 516 408 873	17 776
Agence des services frontaliers du Canada				
Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement				
Budget de fonctionnement	2 247 036 956	2 154 792 929	–	92 244 027
Gestion des cotisations et des recettes de l'Agence des services frontaliers du Canada	64 060 209	58 831 916	–	5 228 293
Fonds continus du Manifeste électronique	79 965 186	76 452 167	–	3 513 019
Centre d'expertise sur la fraude commerciale et le recyclage des produits criminels de nature commerciale de l'Agence des services frontaliers du Canada	7 731 830	7 731 830	–	–
Projet de poste frontalier terrestre	445 829	445 829	–	–
Solutions innovatrices Canada	861 698	861 698	–	–
Initiative de modernisation des programmes pour les voyageurs	49 572 492	33 249 856	–	16 322 636
Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés	3 419 642	3 419 642	–	–
Affectations bloquées				
Report	57 897 118	–	57 897 118	–
Transfert/réaffectation	35 486 000	–	35 486 000	–
Réduction	14 113 000	–	14 113 000	–
Autre	4 264 061	–	815 000	3 449 061
Revenus affectés aux dépenses	(32 372 118)	(32 372 118)	–	–
	2 532 481 903	*2 303 413 749*	*108 311 118*	*120 757 036*

Crédit 5 – Dépenses en capital				
Budget en capital	105 418 485	79 808 519	–	25 609 966
Gestion des cotisations et des recettes de l'Agence des services frontaliers du Canada	34 679 011	34 679 011	–	–
Projet de postes frontaliers terrestres	22 882 333	11 961 423	–	10 920 910
Initiative de modernisation des programmes pour les voyageurs	1 998 998	1 418 926	–	580 072
Affectations bloquées				
Report	98 586 402	–	98 586 402	–
Transfert/réaffectation	671 725	–	671 725	–
Autre	2 288 342	–	1 533 342	755 000
	266 525 296	*127 867 879*	*100 791 469*	*37 865 948*
Montants législatifs	263 128 406	262 629 524	–	498 882
	3 062 135 605	2 693 911 152	209 102 587	159 121 866
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement	7 611 290	7 346 651	264 639	–
Montants législatifs	576 017	576 017	–	–
	8 187 307	7 922 668	264 639	–
Service canadien du renseignement de sécurité				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement	725 037 917	726 052 096	(1 014 179)	–
Budget en capital	47 080 029	39 230 905	7 849 124	–
Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés	5 018 652	5 018 652	–	–
Affectations bloquées				
Transfert/réaffectation	163 922	–	163 922	–
	777 300 520	*770 301 653*	*6 998 867*	–
Montants législatifs	59 052 877	58 107 945	–	944 932
	836 353 397	828 409 598	6 998 867	944 932
Commission civile d'examen et de traitement des plaintes relatives à la Gendarmerie royale du Canada				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement	15 371 652	14 127 254	1 244 398	–
Montants législatifs	1 667 279	1 667 279	–	–
	17 038 931	15 794 533	1 244 398	–
Service correctionnel du Canada				
Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement, subventions et contributions				
Budget de fonctionnement	2 838 062 005	2 797 399 845	40 662 160	–
Subventions et contributions	5 666 137	5 620 108	46 029	–
Recours collectifs	69 438 159	39 251 236	30 186 923	–
Solutions innovatrices Canada	1 400 000	658 743	741 257	–
Affectations bloquées				
Report	207 444 002	–	207 444 002	–
Transfert/réaffectation	654 932	–	654 932	–
Réduction	8 942 000	–	8 942 000	–
Revenus affectés aux dépenses	(3 943 400)	(3 917 774)	(25 626)	–
	3 127 663 835	*2 839 012 158*	*288 651 677*	–
Crédit 5 – Dépenses en capital				
Budget en capital	265 839 407	256 362 934	9 476 473	–
Affectations bloquées				
Transfert/réaffectation	3 206 387	–	3 206 387	–
	269 045 794	*256 362 934*	*12 682 860*	–

Détail budgétaire par affectation – *fin*

(en dollars)

Description	Affectations	Dépenses	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs
Crédit 10 – Fonds renouvelable de CORCAN				
Fonds renouvelable CORCAN	*1*	–	*1*	–
Montants législatifs	301 397 053	279 586 726	–	21 810 327
	3 698 106 683	3 374 961 818	301 334 538	21 810 327
Commission des débats des chefs				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement	623 783	594 813	28 970	–
Affectations bloquées				
Transfert/réaffectation	16 371	–	16 371	–
Autre	2 811 152	–	2 811 152	–
	3 451 306	*594 813*	*2 856 493*	–
Montants législatifs	48 834	48 834	–	–
	3 500 140	643 647	2 856 493	–
Bureau du directeur général des élections				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement	67 226 820	64 783 882	2 442 938	–
Montants législatifs	184 282 610	184 282 610	–	–
	251 509 430	249 066 492	2 442 938	–
Commissariat aux langues officielles				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement	23 399 183	22 264 196	1 134 987	–
Affectations bloquées				
Transfert/réaffectation	180 363	–	180 363	–
	23 579 546	*22 264 196*	*1 315 350*	–
Montants législatifs	2 821 974	2 821 387	587	–
	26 401 520	25 085 583	1 315 937	–
Bureau de l'enquêteur correctionnel du Canada				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement	6 667 400	5 202 972	1 464 428	–
Montants législatifs	609 777	609 777	–	–
	7 277 177	5 812 749	1 464 428	–
Commission des libérations conditionnelles du Canada				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement	71 504 727	69 173 489	2 331 238	–
Affectations bloquées				
Report	1 384 858	–	1 384 858	–
Réduction	493 000	–	493 000	–
Revenus affectés aux dépenses	(330 000)	(156 760)	(173 240)	–
	73 052 585	*69 016 729*	*4 035 856*	–
Montants législatifs	8 431 512	8 431 512	–	–
	81 484 097	77 448 241	4 035 856	–

Gendarmerie royale du Canada				
Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement				
Budget de fonctionnement	2 233 398 812	2 177 701 459	55 697 353	–
Dépenses directes des services de police contractuels	3 271 233 569	3 271 233 569	–	–
Opérations internationales de maintien et de soutien de la paix	22 630 442	21 277 986	1 352 456	–
Rétablissement de l'efficacité de la police fédérale	153 500 000	153 500 000	–	–
Ententes sur les analyses biologiques	15 715 154	15 715 154	–	–
Renouvellement des systèmes radio – Nouveau-Brunswick	1 165 800	1 165 800	–	–
Service de police contre la cybercriminalité	20 771 410	17 577 213	3 194 197	–
Systèmes radio – Ontario – Québec – Région de la capitale nationale	5 810 052	5 369 634	440 418	–
Solutions innovatrices Canada	1 800 000	1 255 302	544 698	–
Programme de rachat d'armes à feu	3 536 145	3 517 484	18 661	–
Programme d'indemnisation pour les armes à feu	5 040 611	2 769 720	2 270 891	–
Affectations bloquées				
Report	35 856 711	–	35 856 711	–
Transfert/réaffectation	17 400	–	17 400	–
Réduction	22 733 000	–	22 733 000	–
Autre	29 737 462	–	29 737 462	–
Revenus affectés aux dépenses	(2 137 402 423)	(2 135 615 202)	(1 787 221)	–
	3 685 544 145	*3 535 468 119*	*150 076 026*	–
Crédit 5 – Dépenses en capital				
Budget en capital	175 413 550	94 319 665	81 093 885	–
Rétablissement de l'efficacité de la police fédérale	2 938 000	2 938 000	–	–
Dépenses directes des services de police contractuels	229 315 416	214 936 285	14 379 131	–
Service de police contre la cybercriminalité	943 785	250 307	693 478	–
Systèmes radio – Ontario – Québec – Région de la capitale nationale	13 393 647	13 734 729	(341 082)	–
Programme d'indemnisation pour les armes à feu	919 211	919 211	–	–
Affectations bloquées				
Report	28 472 066	–	28 472 066	–
Transfert/réaffectation	1 253 145	–	1 253 145	–
	452 648 820	*327 098 197*	*125 550 623*	–
Crédit 10 – Subventions et contributions				
Subventions et contributions	723 535 950	706 255 215	17 280 735	–
Affectations bloquées				
Report	37 433 666	–	37 433 666	–
	760 969 616	*706 255 215*	*54 714 401*	–
Montants législatifs	575 231 095	574 476 979	–	754 116
	5 474 393 676	5 143 298 510	330 341 050	754 116
Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement	5 944 453	4 822 186	1 122 267	–
Montants législatifs	550 187	550 187	–	–
	6 494 640	5 372 373	1 122 267	–
Total du portefeuille ministériel	**16 473 433 627**	**13 911 851 739**	**2 378 932 871**	**182 649 017**

Responsabilités essentielles

(en dollars)

	Budgétaire											
	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Total budgétaire		Non budgétaire	
Description	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisation disponibles pour emploi	Autorisatio employées au cours de l'exercice
Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile												
Gestion des urgences	76 969 043	65 472 238	–	–	1 789 813 267	457 603 692	–	–	1 866 782 310	523 075 930	–	–
Sécurité communautaire	94 712 619	86 389 182	–	–	914 615 868	753 206 724	–	–	1 009 328 487	839 595 906	–	–
Sécurité nationale	33 245 307	32 084 497	–	–	1 985 420	1 974 170	–	–	35 230 727	34 058 667	–	–
Services internes	92 061 696	90 246 068	–	–	–	–	2 852 196	2 852 196	89 209 500	87 393 872	–	–
Total partiel	296 988 665	274 191 985	–	–	2 706 414 555	1 212 784 586	2 852 196	2 852 196	3 000 551 024	1 484 124 375	–	–
Revenus affectés aux dépenses	(2 852 196)	(2 852 196)	–	–	–	–	(2 852 196)	(2 852 196)	–	–	–	–
Total du ministère	**294 136 469**	**271 339 789**	**–**	**–**	**2 706 414 555**	**1 212 784 586**	**–**	**–**	**3 000 551 024**	**1 484 124 375**	**–**	**–**
Agence des services frontaliers du Canada												
Gestion de la frontière	1 807 056 775	1 659 203 420	226 881 278	113 073 457	–	–	32 372 118	32 372 118	2 001 565 935	1 739 904 759	–	–
Exécution de la loi frontalière	455 367 038	381 298 133	9 109 232	238 258	–	–	–	–	464 476 270	381 536 391	–	–
Services internes	565 558 614	557 913 838	30 534 786	14 556 164	–	–	–	–	596 093 400	572 470 002	–	–
Total partiel	2 827 982 427	2 598 415 391	266 525 296	127 867 879	–	–	32 372 118	32 372 118	3 062 135 605	2 693 911 152	–	–
Revenus affectés aux dépenses	(32 372 118)	(32 372 118)	–	–	–	–	(32 372 118)	(32 372 118)	–	–	–	–
Total de l'organisme	**2 795 610 309**	**2 566 043 273**	**266 525 296**	**127 867 879**	**–**	**–**	**–**	**–**	**3 062 135 605**	**2 693 911 152**	**–**	**–**
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes												
Services aux conférences intergouvernementales	5 790 179	5 741 708	–	–	–	–	–	–	5 790 179	5 741 708	–	–
Services internes	2 397 128	2 180 960	–	–	–	–	–	–	2 397 128	2 180 960	–	–
Total de l'organisme	**8 187 307**	**7 922 668**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**8 187 307**	**7 922 668**	**–**	**–**
Service canadien du renseignement de sécurité												
Sécurité et renseignement	836 353 397	828 409 598	–	–	–	–	–	–	836 353 397	828 409 598	–	–
Total de l'organisme	**836 353 397**	**828 409 598**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**836 353 397**	**828 409 598**	**–**	**–**
Commission civile d'examen et de traitement des plaintes relatives à la Gendarmerie royale du Canada												
Examen indépendant de la Gendarmerie royale du Canada	11 279 901	10 669 829	–	–	–	–	–	–	11 279 901	10 669 829	–	–
Services internes	5 759 030	5 124 704	–	–	–	–	–	–	5 759 030	5 124 704	–	–
Total de l'organisme	**17 038 931**	**15 794 533**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**17 038 931**	**15 794 533**	**–**	**–**

Service correctionnel du Canada												
Prise en charge et garde	2 185 139 247	1 892 173 369	227 487 607	226 239 068	786 937	786 937	–	–	2 413 413 791	2 119 199 374	–	–
Interventions correctionnelles	688 523 361	686 262 195	8 342 302	8 342 302	264 628	218 598	113 809 344	127 947 037	583 320 947	566 876 058	44 859	(80)
Surveillance dans la collectivité	202 241 340	202 241 340	5 832 622	2 000 000	4 614 572	4 614 573	–	–	212 688 534	208 855 913	–	–
Services internes	465 243 548	464 166 683	27 383 263	19 781 564	–	–	3 943 400	3 917 774	488 683 411	480 030 473	–	–
Total partiel	3 541 147 496	3 244 843 587	269 045 794	256 362 934	5 666 137	5 620 108	117 752 744	131 864 811	3 698 106 683	3 374 961 818	44 859	(80)
Revenus affectés aux dépenses	(117 752 744)	(131 864 811)	–	–	–	–	(117 752 744)	(131 864 811)	–	–	–	–
Total de l'organisme	**3 423 394 752**	**3 112 978 776**	**269 045 794**	**256 362 934**	**5 666 137**	**5 620 108**	**–**	**–**	**3 698 106 683**	**3 374 961 818**	**44 859**	**(80)**
Commission des débats des chefs												
Organiser les débats des chefs pour les élections générales fédérales	3 500 140	643 647	–	–	–	–	–	–	3 500 140	643 647	–	–
Total de l'organisme	**3 500 140**	**643 647**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**3 500 140**	**643 647**	**–**	**–**
Bureau du directeur général des élections												
Administration électorale	145 129 677	144 091 585	–	–	–	–	–	–	145 129 677	144 091 585	–	–
Surveillance régulatoire	27 301 553	26 765 166	–	–	2 273 970	2 273 970	–	–	29 575 523	29 039 136	–	–
Révision des limites des circonscriptions électorales	1 324 098	1 324 097	–	–	–	–	–	–	1 324 098	1 324 097	–	–
Services internes	75 480 132	74 611 674	–	–	–	–	–	–	75 480 132	74 611 674	–	–
Total de l'organisme	**249 235 460**	**246 792 522**	**–**	**–**	**2 273 970**	**2 273 970**	**–**	**–**	**251 509 430**	**249 066 492**	**–**	**–**
Commissariat aux langues officielles												
Protection des droits liés aux langues officielles	9 240 532	8 582 140	–	–	–	–	–	–	9 240 532	8 582 140	–	–
Avancement du français et de l'anglais dans la société canadienne	8 712 502	7 687 040	–	–	–	–	–	–	8 712 502	7 687 040	–	–
Services internes	8 448 486	8 816 403	–	–	–	–	–	–	8 448 486	8 816 403	–	–
Total de l'organisme	**26 401 520**	**25 085 583**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**26 401 520**	**25 085 583**	**–**	**–**
Bureau de l'enquêteur correctionnel du Canada												
Surveillance indépendante des services correctionnels fédéraux	5 796 143	4 287 083	–	–	–	–	–	–	5 796 143	4 287 083	–	–
Services internes	1 481 034	1 525 666	–	–	–	–	–	–	1 481 034	1 525 666	–	–
Total de l'organisme	**7 277 177**	**5 812 749**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**7 277 177**	**5 812 749**	**–**	**–**

Responsabilités essentielles – *fin*

(en dollars)

	Budgétaire											
	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Total budgétaire		Non budgétaire	
Description	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisation disponibles pour emploi	Autorisatio employées au cours de l'exercice
Commission des libérations conditionnelles du Canada												
Décisions relatives à la mise en liberté sous condition	48 437 767	47 411 728	–	–	–	–	–	–	48 437 767	47 411 728	–	–
Décisions relatives à la suspension du casier/au pardon et à la radiation et recommandations concernant la clémence	12 643 301	9 814 398	–	–	–	–	–	–	12 643 301	9 814 398	–	–
Application transparente et responsable du processus de mise en liberté sous condition	5 716 601	5 663 027	–	–	–	–	–	–	5 716 601	5 663 027	–	–
Services internes	15 016 428	14 715 848	–	–	–	–	330 000	156 760	14 686 428	14 559 088	–	–
Total partiel	81 814 097	77 605 001	–	–	–	–	330 000	156 760	81 484 097	77 448 241	–	–
Revenus affectés aux dépenses	(330 000)	(156 760)	–	–	–	–	(330 000)	(156 760)	–	–	–	–
Total de l'organisme	**81 484 097**	**77 448 241**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**81 484 097**	**77 448 241**	**–**	**–**
Gendarmerie royale du Canada												
Services de police contractuels et autochtones	3 892 324 947	3 777 448 298	230 468 328	222 340 604	507 981 794	495 445 249	2 091 314 707	2 091 314 708	2 539 460 362	2 403 919 443	–	–
Services de police fédérale	1 038 522 648	1 018 581 161	14 267 052	22 479 999	123 936 007	120 945 505	2 000 000	272 562	1 174 725 707	1 161 734 103	–	–
Services de police spécialisés	680 049 443	646 786 228	61 426 346	50 681 086	131 723 665	92 536 311	28 176 154	31 392 993	845 023 300	758 610 632	–	–
Services internes	784 608 775	800 072 763	146 487 094	31 596 508	–	–	15 911 562	12 634 939	915 184 307	819 034 332	–	–
Total partiel	6 395 505 813	6 242 888 450	452 648 820	327 098 197	763 641 466	708 927 065	2 137 402 423	2 135 615 202	5 474 393 676	5 143 298 510	–	–
Revenus affectés aux dépenses	(2 137 402 423)	(2 135 615 202)	–	–	–	–	(2 137 402 423)	(2 135 615 202)	–	–	–	–
Total de l'organisme	**4 258 103 390**	**4 107 273 248**	**452 648 820**	**327 098 197**	**763 641 466**	**708 927 065**	**–**	**–**	**5 474 393 676**	**5 143 298 510**	**–**	**–**
Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada												
Examen indépendant de questions d'emploi concernant la Gendarmerie royale du Canada	4 618 775	3 941 764	–	–	–	–	–	–	4 618 775	3 941 764	–	–
Services internes	1 875 865	1 430 609	–	–	–	–	–	–	1 875 865	1 430 609	–	–
Total de l'organisme	**6 494 640**	**5 372 373**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**6 494 640**	**5 372 373**	**–**	**–**
Total du portefeuille ministériel	**12 007 217 589**	**11 270 917 000**	**988 219 910**	**711 329 010**	**3 477 996 128**	**1 929 605 729**	**–**	**–**	**16 473 433 627**	**13 911 851 739**	**44 859**	**(80)**

Paiements de transfert

(en dollars)

Description	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile									
Subventions									
Programme de subvention commémoratif pour les premiers répondants	–	77 100 000	–	–	77 100 000	46 500 000	30 600 000	–	41 700 000
Fonds pour la résilience communautaire		3 500 000	–	(2 165 932)	1 334 068	1 100 835	233 233	–	119 929
Programme de recherche et de sauvetage en milieu urbain à l'aide d'équipement lourd	–	3 100 000	–	(304 946)	2 795 054	2 795 054	–	–	2 932 250
Subventions pour les organismes bénévoles nationaux	–	1 796 144	–	–	1 796 144	1 796 144	–	–	1 796 144
Subventions pour soutenir l'Initiative pour des communautés plus sûres	–	1 760 000	–	(134 068)	1 625 932	951 282	674 650	–	699 857
Subventions aux partenaires provinciaux pour le Système national de repérage afin de repérer et de surveiller les délinquants violents à risque élevé qui mettent en péril la sécurité publique	–	1 000 000	–	–	1 000 000	891 961	108 039	–	891 961
Programme de coopération en matière de cybersécurité	–	1 000 000	–	(704 900)	295 100	295 100	–	–	301 100
Total – Subventions	**–**	**89 256 144**	**–**	**(3 309 846)**	**85 946 298**	**54 330 376**	**31 615 922**	**–**	**48 441 241**
Contributions									
Contributions versées aux provinces à titre d'aide financière en cas de catastrophes naturelles	–	1 724 947 562	–	–	1 724 947 562	408 944 423	1 316 003 139	–	2 423 638 161
Paiements aux provinces, aux territoires, aux municipalités, ainsi qu'aux conseils de bande, aux représentants officiels des Autochtones vivant dans les réserves, aux collectivités autochtones établies sur les terres de la Couronne et aux groupes inuits conformément au Programme de services de police des Premières Nations	–	331 566 830	8 000 000	(74 129 105)	265 437 725	217 624 356	47 813 369	–	178 500 462
Fonds pour bâtir des communautés sécuritaires	–	85 013 827	–	(1 675 430)	83 338 397	66 388 708	16 949 689	–	15 728 172
Contributions pour soutenir l'Initiative pour des communautés plus sûres	–	49 582 899	–	5 779 172	55 362 071	49 590 814	5 771 257	–	34 206 927
Modalités de financement pour les installations policières des Premières Nations et des Inuits	–	44 350 000	17 481 647	–	61 831 647	19 365 611	42 466 036	–	32 554 416
Programme de contribution pour combattre les crimes graves et le crime organisé	–	31 457 697	2 643 004	(764 824)	33 335 877	24 650 491	8 685 386	–	19 449 184
Contributions pour appuyer les efforts urgents de secours de la Croix-Rouge canadienne liés à la COVID-19, aux inondations et aux feux de forêt	–	16 287 309	5 598 208	–	21 885 517	8 464 267	13 421 250	–	27 567 365
Programme de contributions pour les analyses biologiques	–	12 145 107	–	171 500	12 316 607	12 316 607	–	–	12 175 837
Programme de contributions à l'amélioration de la sécurité des collectivités autochtones	–	8 910 000	–	(5 000 000)	3 910 000	1 980 029	1 929 971	–	1 401 142
Programme de contributions à l'appui du Fonds des nouvelles initiatives de recherche et de sauvetage	–	7 386 000	–	(49 260)	7 336 740	6 701 215	635 525	–	8 226 254

Paiements de transfert – *suite*

(en dollars)

Description	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Fonds pour la résilience communautaire	–	7 071 969	–	3 937 040	11 009 009	10 557 582	451 427	–	4 608 034
Contributions pour les organismes bénévoles nationaux	–	5 000 000	–	3 027	5 003 027	4 685 216	317 811	–	2 174 286
Programme de contribution pour les coûts extraordinaires des services de police de la capitale nationale	–	3 000 000	–	–	3 000 000	3 000 000	–	–	86 600 000
Programme de contribution visant à combattre l'exploitation sexuelle des enfants et la traite de personnes	–	2 035 600	–	1 158 300	3 193 900	3 107 000	86 900	–	3 307 000
Paiements aux provinces, aux territoires et aux organismes publics et privés pour appuyer des activités complémentaires à celles du ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile	–	1 362 000	500 000	3 509 083	5 371 083	5 258 030	113 053	–	5 567 155
Programme de coopération en matière de cybersécurité	–	1 000 000	–	690 320	1 690 320	1 679 070	11 250	–	2 634 774
Programme de contribution de l'Association canadienne des volontaires en recherche et sauvetage	–	714 000	–	104 050	818 050	818 050	–	–	800 000
Association internationale des pompiers, Canada	–	500 000	–	–	500 000	500 000	–	–	500 000
Programme de contribution au Secrétariat de COSPAS-SARSAT	–	190 000	–	82 000	272 000	272 000	–	–	476 000
Appuyer une main-d'œuvre humanitaire pour répondre à la COVID-19 et à d'autres urgences de grande envergure	–	–	35 000 000	(5 054 619)	29 945 381	27 809 362	2 136 019	–	52 071 605
Fonds d'action contre la violence liée aux armes à feu et aux gangs	–	–	80 121 881	–	80 121 881	77 323 440	2 798 441	–	74 065 297
Cadre sur les coûts de la sécurité dans le cadre des événements internationaux d'envergure	–	–	59 451 500	77 000	59 528 500	57 105 512	2 422 988	–	–
Contribution pour le projet de nouveau centre pénitentiaire pour adultes à Terre-Neuve-et-Labrador	–	–	150 000 000	–	150 000 000	150 000 000	–	–	–
Indemnisation des accidents du travail	–	–	–	312 963	312 963	312 427	536	–	422 084
Éléments non requis pour l'exercice en cours	–	–	–	–	–	–	–	–	9 987 742
Total – Contributions	**–**	**2 332 520 800**	**358 796 240**	**(70 848 783)**	**2 620 468 257**	**1 158 454 210**	**1 462 014 047**	**–**	**2 996 661 897**
Total du ministère	**–**	**2 421 776 944**	**358 796 240**	**(74 158 629)**	**2 706 414 555**	**1 212 784 586**	**1 493 629 969**	**–**	**3 045 103 138**
Service correctionnel du Canada									
Subventions									
Subvention à l'Université de la Saskatchewan pour le Centre de recherche judiciaire	**–**	**120 000**	**–**	**–**	**120 000**	**120 000**	**–**	**–**	**120 000**
Contributions									
Programme de contributions pour la réinsertion des délinquants autochtones	**–**	900 000	**–**	**–**	900 000	853 971	46 029	**–**	148 101
Programme national de contributions pour les infrastructures du Service correctionnel du Canada	**–**	**–**	**–**	4 646 137	4 646 137	4 646 137	**–**	**–**	4 693 834
Total – Contributions	**–**	**900 000**	**–**	**4 646 137**	**5 546 137**	**5 500 108**	**46 029**	**–**	**4 841 935**
Total de l'organisme	**–**	**1 020 000**	**–**	**4 646 137**	**5 666 137**	**5 620 108**	**46 029**	**–**	**4 961 935**

Bureau du directeur général des élections									
Autres paiements de transfert									
(S) Allocations aux vérificateurs des associations de circonscription	–	–	–	868 233	868 233	868 233	–	–	1 468 397
(S) Remboursement des dépenses électorales des candidats concernant la 44e élection générale, versé au bénéficiaire désigné	–	–	–	443 709	443 709	443 709	–	–	779 136
(S) Remboursement des dépenses électorales aux candidats et versement d'allocations aux vérificateurs des candidats concernant les élections partielles de l'année en cours	–	–	–	149 975	149 975	149 975	–	–	348 918
(S) Paiement des subventions aux vérificateurs des candidats à l'investiture et à la direction pour la 44e élection générale	–	–	–	25 874	25 874	25 874	–	–	63 144
(S) Remboursement des dépenses électorales aux candidats et versement d'allocations aux vérificateurs d'autres élections générales et élections partielles	–	–	–	786 179	786 179	786 179	–	–	–
Éléments non requis pour l'exercice en cours	–	–	–	–	–	–	–	–	4 690 719
Total de l'organisme	**–**	**–**	**–**	**2 273 970**	**2 273 970**	**2 273 970**	**–**	**–**	**7 350 314**
Gendarmerie royale du Canada									
Subventions									
Indemnisation des membres de la Gendarmerie royale du Canada pour les blessures reçues dans l'exercice de leurs fonctions (L.R.C. (1985), ch. R-11)	–	176 900 000	478 500 000	–	655 400 000	639 834 205	15 565 795	–	523 620 448
Plan de prestations des survivants de la GRC	–	2 586 483	300 000	–	2 886 483	2 629 010	257 473	–	2 610 676
Subvention pour promouvoir l'application de la loi par le biais de la prévention du crime, la formation et les relations publiques	–	1 375 000	–	–	1 375 000	943 878	431 122	–	916 239
(S) Pensions aux termes de la *Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada* (L.R.C. (1970), ch. R-10)	–	5 000 000	–	(2 328 150)	2 671 850	2 671 850	–	–	3 511 604
Total – Subventions	**–**	**185 861 483**	**478 800 000**	**(2 328 150)**	**662 333 333**	**646 078 943**	**16 254 390**	**–**	**530 658 967**
Contributions									
Contributions aux provinces, aux territoires et aux communautés autochtones et/ou à d'autres communautés ou organismes (sans but lucratif)	**–**	**20 584 000**	**80 724 133**	**–**	**101 308 133**	**62 848 122**	**38 460 011**	**–**	**88 258**
Total de l'organisme	**–**	**206 445 483**	**559 524 133**	**(2 328 150)**	**763 641 466**	**708 927 065**	**54 714 401**	**–**	**530 747 225**
Total du portefeuille ministériel	**–**	**2 629 242 427**	**918 320 373**	**(69 566 672)**	**3 477 996 128**	**1 929 605 729**	**1 548 390 399**	**–**	**3 588 162 612**

(S) Paiement de transfert législatif.

Détail des montants disponibles pour être dépensés

(en dollars)

Description	Autorisations disponibles pour emploi au cours de l'exercice	Autorisations employées au cours de l'exercice	Autorisations employées dans l'exercice précédent
Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Services internes			
Services de soutien internes fournis à d'autres ministères	2 852 196	2 852 196	2 543 375
Total de l'organisme – Budgétaire	**2 852 196**	**2 852 196**	**2 543 375**
Agence des services frontaliers du Canada			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Gestion de la frontière	32 372 118	32 372 118	27 098 270
Total de l'organisme – Budgétaire	**32 372 118**	**32 372 118**	**27 098 270**
Service correctionnel du Canada			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Interventions correctionnelles			
CORCAN (organisme de service spécial)	113 809 344	127 947 037	114 235 248
Services internes			
Services de gestion de l'information autorisés en vertu de de l'article 29.2 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*	3 943 400	3 917 774	4 333 483
Total budgétaire	117 752 744	131 864 811	118 568 731
Non budgétaires (rentrées disponibles pour être dépensées)			
Interventions correctionnelles			
Compte des prêts aux libérés conditionnels	–	100	–
Total de l'organisme – Budgétaire	**117 752 744**	**131 864 811**	**118 568 731**
Total de l'organisme – Non budgétaire	**–**	**100**	**–**
Commission des libérations conditionnelles du Canada			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Décisions relatives à la suspension du casier/au pardon et à la radiation et recommandations concernant la clémence			
Frais de service	–	–	655 283
Services internes			
Services de soutien pour l'acquisition	330 000	156 760	–
Total de l'organisme – Budgétaire	**330 000**	**156 760**	**655 283**

Description	Autorisations disponibles pour emploi au cours de l'exercice	Autorisations employées au cours de l'exercice	Autorisations employées dans l'exercice précédent
Gendarmerie royale du Canada			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Services de police contractuels et autochtones	2 091 314 707	2 091 314 708	1 977 977 454
Services de police fédérale	2 000 000	272 562	293 840
Services de police spécialisés	28 176 154	31 392 993	29 090 174
Services internes	15 911 562	12 634 939	11 687 336
Total de l'organisme – Budgétaire	**2 137 402 423**	**2 135 615 202**	**2 019 048 804**
Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**2 290 709 481**	**2 302 861 087**	**2 167 914 463**
Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	**–**	**100**	**–**

Revenus

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile		
Autres revenus		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	6 660 058	8 366 857
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	40 199 657	9 025 514
	46 859 715	17 392 371
Ventes de biens et de services		
Services de nature non réglementaire		
Revenu disponible	2 852 196	2 543 375
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	17 776	6 755
Revenus divers	677 449	467 484
Total du ministère	**50 407 136**	**20 409 985**
Agence des services frontaliers du Canada		
Revenus fiscaux		
Taxe sur les produits et services (TPS)/Taxe de vente harmonisée (TVH)	32 840 998 728	32 637 619 571
Décret de remise de la taxe gouvernementale	(34 397 067)	(26 069 504)
	32 806 601 661	32 611 550 067
Taxe d'accise – Carburant moteur – Essence	76 069 657	89 009 349
Droits de douane à l'importation	5 571 190 163	6 057 224 413
Droits d'accise		
Spiritueux	288 890	408 510
Bière	69 480 301	86 048 171
Cigarettes	988 314 556	1 091 634 929
Cigares	36 872 859	44 511 441
Tabac naturel canadien en feuilles	77 967 400	83 719 557
Produits de vapotage	246 032 168	37 845 979
	1 418 956 174	1 344 168 587
Autres taxes et droits d'accise – Taxes à la fabrication		
Automobiles	3 689 154	4 358 181
Climatiseurs pour automobiles	24 954 131	22 183 673
Vins	4 150 957	4 357 433
Taxe de luxe	2 621 044	9 230 920
Divers	949 849	15 970 719
	36 365 135	56 100 926
Total des revenus fiscaux	**39 909 182 790**	**40 158 053 342**
Autres revenus		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	4 411 393	6 688 990
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	119 553	153 050
	4 530 946	6 842 040
Ventes de biens et de services		
Droits et privilèges	256 153	389 355
Services de nature réglementaire	24 236 414	20 473 743
Services de nature non réglementaire	10 777 306	8 482 067
Autres frais et droits	14 383	15 765
	35 284 256	29 360 930
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	1 047 402	1 017 996
Revenus divers		
Intérêts et pénalités	178 065 646	66 112 670
Autres revenus divers		
Amendes imposées par le tribunal	188 588	399 055
Saisies	7 559 087	7 094 896
Divers	2 334 875	2 813 279
	188 148 196	76 419 900
Total des autres revenus	**229 010 800**	**113 640 866**
Total de l'organisme	**40 138 193 590**	**40 271 694 208**
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes		
Autres revenus		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	8 724	10 942
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	10 739	12 153
	19 463	23 095
Revenus divers		
Contributions des gouvernements provinciaux	393 173	1 521 200
Total de l'organisme	**412 636**	**1 544 295**
Service canadien du renseignement de sécurité		
Autres revenus		
Revenus de placements		
Autres comptes		
Intérêts des dépôts bancaires	14 437	7 856

Revenus – *suite*

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	331 338	1 202 405
Ajustement des créditeurs d'exercice précédents	223 181	2 127 999
Recouvrement de trop-payés de salaire, débiteurs transférés d'autres ministères et organismes	2 710	18 063
	557 229	3 348 467
Ventes de biens et de services		
Services de nature réglementaire	936 405	852 860
Autres frais et droits	2 513 957	2 329 641
	3 450 362	3 182 501
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	947 103	232 653
Revenus divers	39 652	10 073
Total de l'organisme	**5 008 783**	**6 781 550**
Commission civile d'examen et de traitement des plaintes relatives à la Gendarmerie royale du Canada		
Autres revenus		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	56 508	12 370
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	25 167	12 732
Total de l'organisme	**81 675**	**25 102**
Service correctionnel du Canada		
Autres revenus		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	11 657 189	7 334 121
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	736 336	2 918 432
	12 393 525	10 252 553
Ventes de biens et de services		
Location et utilisation de biens publics		
Locations	*1 397 450*	*523 688*
Services de nature non réglementaire		
Services psychiatriques – Contrat	1 810 820	801 707
Entretien des détenus – Contrat (accords fédéraux-provinciaux)	974 712	974 712
Vente CORCAN – Frais de formation	41 217 594	35 726 010
	44 003 126	*37 502 429*[1]
Ventes de biens et de produits d'information		
Vente CORCAN – Vente de produits manufacturés	*86 093 617*	*78 332 958*
Autres frais et droits		
Frais d'accès à l'information	905	605
Revenus reportés	18 286	(125 203)
Services fournis aux autres ministères aux termes de l'article 29.2 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*	4 544 367	*4 917 853*
	4 563 558	*4 793* 255[1]
	136 057 751	121 152 330
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	2 085 692	2 319 261
Revenus divers		
Amendes et confiscations	211 638	193 640
Intérêts provenant de comptes débiteurs échus	–	5
Commandes téléphoniques	910	54
Réclamations de l'État	986	3 537
Produits d'autres montants adjugés par une cour	617 068	57 852
Divers	25 010	101 895
	855 612	356 983
Total de l'organisme	**151 392 580**	**134 081 127**
Commission des débats des chefs		
Autres revenus		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	9 086	102 734[1]
Total de l'organisme	**9 086**	**102 734**
Bureau du directeur général des élections		
Autres revenus		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	231 826	219 892
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	393	113
Recouvrement de trop-payés	15 321	11 354
	247 540	231 359
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	2 248	3 476
Revenus divers		
Excédent des dépenses électorales des candidats	11 526	31 328
Dons anonymes aux candidats / partis politiques	37 757	54 061
Remboursement de contributions excédentaires	49 551	11 842
Revenus provenant d'amendes	10 350	11 535
Intérêts et pénalités		
Intérêts sur les débiteurs en souffrance	3 047	625
Divers	28 036	21 803
	140 267	131 194
Total de l'organisme	**390 055**	**366 029**

Revenus – *suite*

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Commissariat aux langues officielles		
Autres revenus		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	34 630	39 818
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	498	6 359
Recouvrement de trop-payés de salaire, débiteurs transférés d'autres ministères	14 240	1 476
	49 368	47 653
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	–	587
Total de l'organisme	**49 368**	**48 240**
Bureau de l'enquêteur correctionnel du Canada		
Autres revenus		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	29 384	51 429
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	29 267	407
Total de l'organisme	**58 651**	**51 836**
Commission des libérations conditionnelles du Canada		
Autres revenus		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	158 583	98 812
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	3 237	12 514
	161 820	111 326
Ventes de biens et de services		
Services de nature réglementaire		
Recettes générées pour services visant le traitement des demandes de suspension du casier	690 600	655 283
Autres frais et droits		
Services de soutien pour l'acquisition	156 760	–
	847 360	655 283
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	587	24 065
Revenus divers		
Accès à l'information	10	10
Total de l'organisme	**1 009 777**	**790 684**

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Gendarmerie royale du Canada		
Autres revenus		
Revenus de placements		
Autres comptes		
Prêts et avances à des personnes affectées à l'étranger – Intérêt	4 807	12 161
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	16 279 859	7 090 269
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	6 486 514	61 432 956
	22 766 373	68 523 225
Ventes de biens et de services		
Services de nature réglementaire		
Droits applicables aux armes à feu	38 158 978	32 817 354
Dactylogrammes	4 874 933	4 618 748
Accès à l'information	3 102	25 490
Revenus reportés	(3 212 333)	2 499 664
	39 824 680	*39 961 256*
Services de nature non réglementaire		
Services de police – municipal	1 103 738 412	1 013 327 210
Services de police – provincial	1 976 782 282	1 770 729 860[1]
Services de police – autochtone	62 727 992	57 665 549
Services de protection parlementaire	272 562	460 507
Analyses biologiques	18 475 969	17 765 865
Location de bâtiments résidentiels	12 036 081	11 935 184
Ventes d'autres biens	296 657	226 412[1]
Formation policière	14 778 391	13 497 499[1]
Revenus reportés	2 628 703	9 356 323
Divers	13 094 672	12 016 524[1]
	3 204 831 721	*2 906 980 933*
Autres frais et droits		
Divers	*2 729 465*	*1 287 316*
	3 247 385 866	2 948 229 505
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	763 388	398 925
Revenus divers		
Produit de l'aliénation des biens immobiliers	2 160 590	3 116 500
Intérêts sur débiteurs en souffrance	291 154	188 248[1]
Divers	1 432 008	303 251[1]
	3 883 752	3 607 999
Total de l'organisme	**3 274 804 186**	**3 020 771 815**

Revenus – *fin*

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada		
Autres revenus		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	–	12
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	–	45 037
Total de l'organisme	**–**	**45 049**
Sommaire du portefeuille ministériel		
Revenus fiscaux	39 909 182 790	40 158 053 342
Autres revenus		
Revenus de placements	19 244	20 017
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	87 735 391	106 996 810
Ventes de biens et de services	3 425 877 791	3 105 123 924
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	4 864 196	4 003 718
Revenus divers	194 138 111	82 514 843
Total des autres revenus	3 712 634 733	3 298 659 312
Total du portefeuille ministériel	**43 621 817 523**	**43 456 712 654**

[1] Les montants de l'exercice précédent ont été reclassés afin de se conformer à la présentation de l'exercice courant.

Section 28

Comptes publics du Canada
2023-2024

Services aux Autochtones

Ministère des Services aux Autochtones

Agence fédérale de développement économique pour le Nord de l'Ontario

Table des matières

Page

Description des responsabilités essentielles 516
Sommaire du portefeuille ministériel 517
Détail budgétaire par affectation 520
Responsabilités essentielles 522
Paiements de transfert 523
Détail des montants disponibles pour être dépensés 526
Revenus 526

Description des responsabilités essentielles

Services internes

Les Services internes comprennent les groupes d'activités et de ressources connexes que le gouvernement fédéral considère comme étant des services à l'appui de programmes ou nécessaires pour permettre à une organisation de s'acquitter de ses obligations générales. Les Services internes désignent les activités et ressources des dix services distincts qui soutiennent l'exécution des programmes au sein de l'organisation, peu importe le modèle de prestation des Services internes utilisé. Ces services sont : Services de gestion des acquisitions, Services de communication, Services de gestion financière, Services de gestion des ressources humaines, Services de gestion de l'information, Services de technologie de l'information, Services juridiques, Services de gestion du matériel, Services de gestion et de surveillance, Services de gestion des biens immobiliers.

Ministère des Services aux Autochtones

Bien-être et autodétermination des Autochtones

Les services de bien-être soutiennent les personnes, les enfants et les familles des Premières Nations, des Inuit et des Métis tout au long de leur vie, de l'enfance à la vieillesse. Ces services s'appuient sur les déterminants sociaux de la santé et visent à remplir le mandat du Ministère, qui est de combler les écarts socio-économiques grâce à des services comprenant la santé physique et mentale adaptée à la culture, la sécurité et le bien-être social, et l'éducation. Le bien-être communautaire fait partie d'un continuum qui englobe l'environnement et le territoire. Ces services agissent ensemble pour créer des infrastructures et des environnements durables et assurer une prospérité économique. Le soutien à la capacité de gouvernance fait progresser l'autodétermination et crée des occasions de transfert de services. Dans le cadre des partenariats avec les peuples autochtones, le transfert de services touche tous les domaines de services afin de soutenir l'autodétermination des Autochtones, conformément au mandat du Ministère.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Agence fédérale de développement économique pour le Nord de l'Ontario

Développement économique du Nord de l'Ontario

L'Agence fédérale de développement économique pour le Nord de l'Ontario favorise une économie novatrice, diversifiée et inclusive dans le Nord de l'Ontario en investissant dans la croissance régionale, notamment la commercialisation et l'adoption de technologies, ainsi que la diversification des collectivités.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Sommaire du portefeuille ministériel

(en dollars)

		Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
Crédit	Description	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Ministère des Services aux Autochtones									
1	Dépenses de fonctionnement	–	23 462 199 484	–	–	23 462 199 484				
1a	Dépenses de fonctionnement	–	–	3 523 252 938	–	3 523 252 938				
1b	Dépenses de fonctionnement	–	–	399 821 108	–	399 821 108				
1c	Dépenses de fonctionnement	–	–	119 764 036	–	119 764 036				
	Virement du :									
	crédit 10	–	–	–	15 000 000	15 000 000				
	CT, crédit 10[1]	–	–	–	11 600	11 600				
	CT, crédit 15[1]	–	–	–	82 875 517	82 875 517				
	CT, crédit 25[1]	–	–	–	106 993 646	106 993 646				
	CT, crédit 30[1]	–	–	–	23 828 229	23 828 229				
	Virement au :									
	crédit 1 (Ministère de la Santé)	–	–	–	(543 892)	(543 892)				
	crédit 1 (Ministère des Ressources naturelles)	–	–	–	(3 900 000)	(3 900 000)				
	crédit 1 (Secrétariat du Conseil du Trésor)	–	–	–	(25 000)	(25 000)				
	crédit 10	–	–	–	(112 221 619)	(112 221 619)				
	Total – Crédit 1	–	23 462 199 484	4 042 838 082	112 018 481	27 617 056 047	26 693 617 338	923 438 709	–	4 748 340 722
5	Dépenses en capital	–	6 102 934	–	–	6 102 934				
5a	Dépenses en capital	–	–	160 000	–	160 000				
5b	Dépenses en capital	–	–	3 528 588	–	3 528 588				
	Virement du CT, crédit 35[1]	–	–	–	1 030 979	1 030 979				
	Total – Crédit 5	–	6 102 934	3 688 588	1 030 979	10 822 501	8 282 630	2 539 871	–	3 474 448
10	Subventions et contributions	–	15 990 911 482	–	–	15 990 911 482				
10a	Subventions et contributions	–	–	1 349 597 800	–	1 349 597 800				
10b	Subventions et contributions	–	–	581 833 069	–	581 833 069				
10c	Subventions et contributions	–	–	1 919 246 153	–	1 919 246 153				
	Virement du :									
	crédit 1	–	–	–	112 221 619	112 221 619				
	crédit 1 (Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement)	–	–	–	60 000	60 000				
	crédit 1 (Ministère de la Défense nationale)	–	–	–	1 000 000	1 000 000				
	crédit 1 (Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux)	–	–	–	6 124 593	6 124 593				
	crédit 1 (Ministère des Transports)	–	–	–	3 500 000	3 500 000				
	crédit 1 (Agence de la santé publique du Canada)	–	–	–	6 200 000	6 200 000				
	crédit 5 (Ministère du Patrimoine canadien)	–	–	–	370 000	370 000				
	crédit 5 (Ministère de l'Emploi et du Développement social)	–	–	–	3 332 300	3 332 300				
	crédit 5 (Ministère de la Défense nationale)	–	–	–	579 086	579 086				
	CT, crédit 5[1]	–	–	–	119 200 000	119 200 000				

Sommaire du portefeuille ministériel – *fin*

(en dollars)

		Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
Crédit	Description	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Virement au :									
	crédit 1	–	–	–	(15 000 000)	(15 000 000)				
	crédit 5 (Instituts de recherche en santé du Canada)	–	–	–	(425 000)	(425 000)				
	crédit 10 (Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord)	–	–	–	(37 794 065)	(37 794 065)				
	Total – Crédit 10	–	15 990 911 482	3 850 677 022	199 368 533	20 040 957 037	19 619 163 626	421 793 411	–	17 672 587 165
15c	Autorisation d'augmenter les garanties d'emprunt ministérielles	–	–	1	–	1	–	1	–	–
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	111 685 218	8 194 986	(1 012 477)	118 867 727	118 867 727	–	–	95 370 740
(S)	Ministre des Services aux Autochtones – Traitement et allocation pour automobile (*Loi sur les traitements* et *Loi sur le Parlement du Canada*)	–	94 700	–	100	94 800	94 800	–	–	92 400
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	385 201	–	–	885 356	1 270 557	825 669	–	444 888	1 389 902
(S)	Contributions relatives au Fonds pour le développement des collectivités du Canada (*Loi sur le soutien de la croissance, de l'économie et de l'emploi au Canada*)	–	32 382 668	–	(1)	32 382 667	32 382 667	–	–	31 033 390
(S)	Obligations relatives aux garanties de prêts accordés aux Indiens pour le logement et le développement économique (*Loi sur les Indiens*)	–	2 000 000	–	(2 000 000)	–	–	–	–	–
(S)	Paiement sur le Trésor en vertu de prêts garantis émis du Compte d'expansion économique des Indiens (limite autorisée 60 000 000 $). Changement de responsabilité du portefeuille ministériel (Affaires indiennes et du Nord canadien)	32 490 796	–	–	–	32 490 796	–	–	32 490 796	–
(S)	Montants adjugés par une cour (*Loi sur la responsabilité civile de l'État et le contentieux administratif*)	–	–	–	299 135	299 135	299 135	–	–	821 700
(S)	Remboursements de montants portés aux revenus d'exercices antérieurs	–	–	–	392 728	392 728	392 728	–	–	1 390
(S)	Rentes versées aux Indiens – Paiements en vertu de traités (*Loi sur les Indiens*)	–	2 100 000	–	1 215 291	3 315 291	3 315 291	–	–	3 250 421
	Total budgétaire	32 875 997	39 607 476 486	7 905 398 679	312 198 125	47 857 949 287	46 477 241 611	1 347 771 992	32 935 684	22 556 362 278
L20	Prêts et garanties de prêts en vertu du Compte d'expansion économique des Indiens. Tel que modifié par le crédit 7b de la *Loi de crédits n^o^ 4 pour 1996-1997*. Limite de 48 550 835 $ (Net).	48 517 156	–	–	–	48 517 156	–	–	48 517 156	–
	Total du ministère – Budgétaire	**32 875 997**	**39 607 476 486**	**7 905 398 679**	**312 198 125**	**47 857 949 287**	**46 477 241 611**	**1 347 771 992**	**32 935 684**	**22 556 362 278**
	Total du ministère – Non budgétaire	**48 517 156**	**–**	**–**	**–**	**48 517 156**	**–**	**–**	**48 517 156**	**–**

	Agence fédérale de développement économique pour le Nord de l'Ontario									
1	Dépenses de fonctionnement	–	16 267 547	–	–	16 267 547				
1b	Dépenses de fonctionnement	–	–	183 922	–	183 922				
	Virement du :									
	crédit 1 (Ministère de l'Industrie)	–	–	–	464 093	464 093				
	CT, crédit 25[1]	–	–	–	629 044	629 044				
	Virement au crédit 1 (Secrétariat du Conseil du Trésor)	–	–	–	(241 667)	(241 667)				
	Total – Crédit 1	–	16 267 547	183 922	851 470	17 302 939	13 830 633	3 472 306	–	12 955 734
5	Subventions et contributions	–	52 733 192	–	–	52 733 192				
5b	Subventions et contributions	–	–	5 134 230	–	5 134 230				
	Total – Crédit 5	–	52 733 192	5 134 230	–	57 867 422	56 474 878	1 392 544	–	117 737 927
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	2 032 194	45 527	(606 853)	1 470 868	1 470 868	–	–	1 384 205
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	1 260	–	–	–	1 260	–	1 260	–	–
	Total de l'organisme – Budgétaire	**1 260**	**71 032 933**	**5 363 679**	**244 617**	**76 642 489**	**71 776 379**	**4 864 850**	**–**	**132 077 866**
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**32 877 257**	**39 678 509 419**	**7 910 762 358**	**312 442 742**	**47 934 591 776**	**46 549 017 990**	**1 352 636 842**	**32 935 684**	**22 688 440 144**
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	**48 517 156**	**–**	**–**	**–**	**48 517 156**	**–**	**–**	**48 517 156**	**–**

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.
(S) Autorisation législative.
(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).
[1] Conseil du Trésor, crédit 10 – Initiatives pangouvernementales.
Conseil du Trésor, crédit 15 – Rajustements à la rémunération.
Conseil du Trésor, crédit 25 – Report du budget de fonctionnement.
Conseil du Trésor, crédit 30 – Besoins en matière de rénumération.
Conseil du Trésor, crédit 35 – Report du budget des dépenses en capital.

Détail budgétaire par affectation

(en dollars)

Description	Affectations	Dépenses	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs
Ministère des Services aux Autochtones				
Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement				
Budget de fonctionnement	4 618 307 115	4 616 966 349	1 340 766	–
Services de santé non assurés	1 724 178 977	1 724 178 977	–	–
Soutien en santé de résolution des pensionnats indiens	43 444 061	43 444 061	–	–
Principe de Jordan et Inuits	303 330 814	303 330 814	–	–
Solutions innovatrices Canada	520 470	520 000	470	–
Indemnisation pour les enfants et les familles des Premières Nations	20 000 000 000	20 000 000 000	–	–
Coûts administratifs et frais juridiques relatifs à l'indemnisation pour les enfants et les familles des Premières Nations	60 214 763	60 214 763	–	–
Infrastructure et sites pour remédier aux séquelles des pensionnats	4 506	4 506	–	–
Affectations bloquées				
Report	805 001 848	–	805 001 848	–
Transfert/réaffectation	1 437 390	–	1 437 390	–
Réduction	116 999 000	–	116 999 000	–
Revenus affectés aux dépenses	(56 382 897)	(55 042 132)	(1 340 765)	–
	27 617 056 047	*26 693 617 338*	*923 438 709*	–
Crédit 5 – Dépenses en capital				
Budget en capital	10 353 288	8 282 630	2 070 658	–
Affectations bloquées				
Report	469 213	–	469 213	–
	10 822 501	*8 282 630*	*2 539 871*	–
Crédit 10 – Subventions et contributions				
Subventions et contributions	16 967 452 730	16 967 338 576	114 154	–
Services de santé non assurés	434 401 752	429 115 950	5 285 802	–
Programme d'assistance de gestion des urgences	509 190 338	509 190 338	–	–
Programme de soutien en santé – résolution des questions des pensionnats indiens	48 000 000	47 990 114	9 886	–
Principe de Jordan et Inuits	1 513 107 567	1 513 107 567	–	–
Les marchés de l'État, y compris les baux immobiliers, dans la région du Nunavut	1 125 942	1 125 891	51	–
Frais de déplacement pour raisons médicales au Nunavut	95 000 000	95 000 000	–	–
Infrastructure et sites pour remédier aux séquelles des pensionnats	20 240 000	20 240 000	–	–
Soutien à l'entente de règlement pour les enfants et familles	11 855 190	11 855 190	–	–
Frais de déplacement pour raisons médicales aux Territoires du Nord-Ouest	24 200 000	24 200 000	–	–
Affectations bloquées				
Report	367 683 518	–	367 683 518	–
Réduction	48 700 000	–	48 700 000	–
	20 040 957 037	*19 619 163 626*	*421 793 411*	–
Crédit 15 – Autorisation d'augmenter les garanties d'emprunt ministérielles				–
Garanties d'emprunt ministérielles	*1*	–	*1*	–
Montants législatifs	189 113 701	156 178 017	–	32 935 684
	47 857 949 287	46 477 241 611	1 347 771 992	32 935 684

Agence fédérale de développement économique pour le Nord de l'Ontario				
Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement				
Budget de fonctionnement	17 299 939	13 830 633	3 469 306	–
Affectations bloquées				
Réduction	3 000	–	3 000	–
	17 302 939	*13 830 633*	*3 472 306*	–
Crédit 5 – Subventions et contributions				
Subventions et contributions	*57 867 422*	*56 474 878*	*1 392 544*	–
Montants législatifs	1 472 128	1 470 868	1 260	–
	76 642 489	71 776 379	4 866 110	–
Total du portefeuille ministériel	**47 934 591 776**	**46 549 017 990**	**1 352 638 102**	**32 935 684**

Responsabilités essentielles

(en dollars)

	Budgétaire											
	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Total budgétaire		Non budgétaire	
Description	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
Ministère des Services aux Autochtones												
Bien-être et autodétermination des Autochtones	27 425 596 691	26 486 119 493	5 509 817	5 029 188	20 076 654 995	19 654 861 584	5 980 005	5 980 005	47 501 781 498	46 140 030 260	48 517 156	–
Services internes	401 257 997	383 020 036	5 312 684	3 253 442	–	–	50 402 892	49 062 127	356 167 789	337 211 351	–	–
Total partiel	27 826 854 688	26 869 139 529	10 822 501	8 282 630	20 076 654 995	19 654 861 584	56 382 897	55 042 132	47 857 949 287	46 477 241 611	48 517 156	–
Revenus affectés aux dépenses	(56 382 897)	(55 042 132)	–	–	–	–	(56 382 897)	(55 042 132)	–	–	–	–
Total du ministère	**27 770 471 791**	**26 814 097 397**	**10 822 501**	**8 282 630**	**20 076 654 995**	**19 654 861 584**	**–**	**–**	**47 857 949 287**	**46 477 241 611**	**48 517 156**	**–**
Agence fédérale de développement économique pour le Nord de l'Ontario												
Développement économique du Nord de l'Ontario	13 747 634	8 426 643	–	–	57 867 422	56 474 878	–	–	71 615 056	64 901 521	–	–
Services internes	5 027 433	6 874 858	–	–	–	–	–	–	5 027 433	6 874 858	–	–
Total de l'organisme	**18 775 067**	**15 301 501**	**–**	**–**	**57 867 422**	**56 474 878**	**–**	**–**	**76 642 489**	**71 776 379**	**–**	**–**
Total du portefeuille ministériel	**27 789 246 858**	**26 829 398 898**	**10 822 501**	**8 282 630**	**20 134 522 417**	**19 711 336 462**	**–**	**–**	**47 934 591 776**	**46 549 017 990**	**48 517 156**	**–**

Paiements de transfert

(en dollars)

Description	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Ministère des Services aux Autochtones									
Subventions									
Subvention à l'appui de la nouvelle relation financière avec les Premières Nations régies par la *Loi sur les Indiens*	–	1 648 666 867	29 963 889	(320 387 050)	1 358 243 706	1 358 243 706	–	–	1 108 145 193
Subventions pour appuyer les ententes de coordination des services à l'enfance et à la famille et les arrangements fiscaux connexes	–	431 187 145	18 626 856	28 473 528	478 287 529	199 493 575	278 793 954	–	127 884 553
Subvention pour le financement du soutien des bandes	–	187 741 578	9 250 316	(17 490 606)	179 501 288	179 501 288	–	–	169 422 902
Subvention pour la mise en œuvre de l'accord-cadre de la Gestion des terres des Premières Nations	–	50 642 752	2 500 000	(13 301 911)	39 840 841	39 840 841	–	–	31 207 389
Subventions visant à fournir un soutien au revenu aux personnes qui habitent dans les réserves indiennes et aux Indiens inscrits du territoire du Yukon	–	20 000 000	–	(9 793 808)	10 206 192	10 206 192	–	–	9 268 438
Subventions pour les règlements des revendications de l'Opération retour au foyer	–	13 817 311	–	(13 817 311)	–	–	–	–	–
Subvention à la bande indienne de Miawpukek pour appuyer des programmes désignés	–	12 458 612	–	–	12 458 612	12 458 612	–	–	12 214 325
Subventions pour appuyer la Stratégie d'éducation postsecondaire des Premières Nations	–	977 000	–	(458 188)	518 812	518 812	–	–	425 000
Subventions aux bandes indiennes de la Colombie-Britannique tenant lieu d'une rente par habitant	–	300 000	–	–	300 000	300 000	–	–	300 000
Subventions pour favoriser l'essor du régime d'éducation primaire et secondaire des Premières Nations	–	150 000	–	(150 000)	–	–	–	–	–
Subventions visant à accroître la participation des jeunes Inuits et des Premières Nations aux possibilités en éducation et sur le marché du travail	–	45 000	–	(10 000)	35 000	35 000	–	–	30 000
(S) Rentes versées aux Indiens – Paiements en vertu de traités (*Loi sur les Indiens*)	–	2 100 000	–	1 215 291	3 315 291	3 315 291	–	–	3 250 421
Total – Subventions	**–**	**2 368 086 265**	**60 341 061**	**(345 720 055)**	**2 082 707 271**	**1 803 913 317**	**278 793 954**	**–**	**1 462 148 221**
Contributions									
Contributions pour appuyer la construction et l'entretien des infrastructures communautaires	–	2 900 715 638	214 998 260	214 590 366	3 330 304 264	3 312 582 756	17 721 508	–	3 228 463 767
Contributions pour favoriser l'essor du régime d'éducation primaire et secondaire des Premières Nations	–	2 465 100 841	161 400 000	(68 915 885)	2 557 584 956	2 555 002 456	2 582 500	–	2 388 377 648
Contributions aux soins de santé primaires des Premières Nations et des Inuits	–	2 111 399 223	750 182 435	242 847 386	3 104 429 044	3 029 524 348	74 904 696	–	2 371 749 723
Contributions visant à offrir des services de protection et de prévention aux enfants, aux jeunes, aux jeunes adultes, aux familles et aux communautés	–	1 701 093 623	1 669 911 160	200 723 887	3 571 728 670	3 571 728 670	–	–	2 753 369 429

Paiements de transfert – *fin*

(en dollars)

Description	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Contributions visant à fournir un soutien au revenu aux personnes qui habitent dans les réserves indiennes et aux Indiens inscrits du territoire du Yukon	–	1 309 022 967	3 443 199	86 145 276	1 398 611 442	1 398 611 442	–	–	1 441 142 564
Contributions au soutien à l'infrastructure de la santé des Premières Nations et des Inuits	–	885 750 488	319 440 700	57 006 393	1 262 197 581	1 220 333 152	41 864 429	–	1 197 655 889
Contributions aux prestations supplémentaires en santé des Premières Nations et des Inuits	–	384 297 452	65 104 300	(15 000 000)	434 401 752	429 115 950	5 285 802	–	394 238 714
Contributions visant à appuyer les Initiatives de bien-être communautaire et en matière de compétence à l'intention des enfants et des familles	–	370 734 261	–	(369 840 367)	893 894	893 894	–	–	360 524 608
Contributions pour appuyer la gestion des terres et le développement économique	–	309 741 310	28 749 712	(43 553 354)	294 937 668	294 297 146	640 522	–	276 108 964
Contributions pour appuyer la Stratégie d'éducation postsecondaire des Premières Nations	–	308 695 447	–	48 391 442	357 086 889	357 086 889	–	–	434 801 952
Contributions pour appuyer la gestion des urgences dans le cadre des activités dans les réserves	–	204 157 822	372 458 556	9 681 459	586 297 837	586 297 837	–	–	486 310 959
Contributions à l'appui des Programmes urbains pour les peuples autochtones	–	180 689 910	122 354 270	16 026 909	319 071 089	319 071 089	–	–	259 793 599
Contributions pour améliorer la sûreté et la sécurité des femmes, des enfants, des familles et des personnes bispirituelles, lesbiennes, gaies, bisexuelles, transgenres, queers, intersexuées, androgynes et autochtones	–	135 249 859	–	(13 996 248)	121 253 611	121 253 611	–	–	105 683 086
Contributions visant à accroître la participation des jeunes Inuits et des Premières Nations aux possibilités en éducation et sur le marché du travail	–	77 062 000	–	763 460	77 825 460	77 825 460	–	–	92 806 932
Contributions pour appuyer les gouvernements et les institutions autochtones, et pour bâtir une gouvernance solide	–	76 234 850	67 001 629	58 776 068	202 012 547	202 012 547	–	–	–
Contributions à l'initiative des Voies pour la sécurité des communautés autochtones	–	50 098 465	8 000 000	3 035 045	61 133 510	61 133 510	–	–	30 056 932
Contributions pour appuyer la Stratégie d'éducation postsecondaire de la Nation métisse	–	39 765 968	–	–	39 765 968	39 765 968	–	–	47 009 816
Contributions pour appuyer les transferts de services et transformation	–	33 858 042	–	88 569 337	122 427 379	122 427 379	–	–	13 200 991
Contributions versées aux Premières Nations pour la gestion des sites contaminés	–	33 793 404	7 291 740	22 539 699	63 624 843	63 624 843	–	–	53 863 025
Contributions pour appuyer l'Initiative sur les partenariats stratégiques pour le développement économique des Autochtones	–	24 698 542	–	4 721 916	29 420 458	29 420 458	–	–	47 780 306
Contributions pour appuyer la Stratégie d'éducation postsecondaire des Inuits	–	9 825 958	–	1 200 000	11 025 958	11 025 958	–	–	11 950 820

Contributions au titre des consultations et de l'élaboration des politiques	–	7 627 600	–	1 168 543	8 796 143	8 796 143	–	–	9 016 293
Contributions aux bandes indiennes pour l'administration de l'inscription	–	5 311 547	–	1 422 547	6 734 094	6 734 094	–	–	7 730 531
(S) Contributions relatives au Fonds pour le développement des collectivités du Canada (*Loi sur le soutien de la croissance de l'économie et de l'emploi au Canada*)	–	32 382 668	–	(1)	32 382 667	32 382 667	–	–	31 033 390
Éléments non requis pour l'exercice en cours	–	–	–	–	–	–	–	–	202 052 817
Total – Contributions	**–**	**13 657 307 885**	**3 790 335 961**	**546 303 878**	**17 993 947 724**	**17 850 948 267**	**142 999 457**	**–**	**16 244 722 755**
Total du ministère	**–**	**16 025 394 150**	**3 850 677 022**	**200 583 823**	**20 076 654 995**	**19 654 861 584**	**421 793 411**	**–**	**17 706 870 976**
Agence fédérale de développement économique pour le Nord de l'Ontario									
Subventions									
Subventions en vertu du programme de développement du Nord de l'Ontario	**–**	**1 000 000**	**–**	**–**	**1 000 000**	**–**	**1 000 000**	**–**	**–**
Contributions									
Contributions en vertu du programme de développement du Nord de l'Ontario	–	24 440 000	1 000 000	–	25 440 000	24 918 333	521 667	–	67 066 949
Contributions au titre du programme de Croissance économique régionale par l'innovation	–	18 133 184	4 134 230	–	22 267 414	22 354 639	(87 225)	–	41 394 313
Contributions au titre du programme de développement des collectivités	–	8 360 008	–	–	8 360 008	8 401 906	(41 898)	–	8 447 089
Contributions en vertu de l'Initiative de développement économique – Langues officielles	–	800 000	–	–	800 000	800 000	–	–	829 576
Total – Contributions	**–**	**51 733 192**	**5 134 230**	**–**	**56 867 422**	**56 474 878**	**392 544**	**–**	**117 737 927**
Total de l'organisme	**–**	**52 733 192**	**5 134 230**	**–**	**57 867 422**	**56 474 878**	**1 392 544**	**–**	**117 737 927**
Total du portefeuille ministériel	**–**	**16 078 127 342**	**3 855 811 252**	**200 583 823**	**20 134 522 417**	**19 711 336 462**	**423 185 955**	**–**	**17 824 608 903**

(S) Paiement de transfert législatif.

Détail des montants disponibles pour être dépensés

(en dollars)

Description	Autorisations disponibles pour emploi au cours de l'exercice	Autorisations employées au cours de l'exercice	Autorisations employées dans l'exercice précédent
Ministère des Services aux Autochtones			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Bien-être et autodétermination des Autochtones	5 980 005	5 980 005	–
Services et prestations aux individus	–	–	6 335 709
Services internes	50 402 892	49 062 127	42 108 891
Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**56 382 897**	**55 042 132**	**48 444 600**

Revenus

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Ministère des Services aux Autochtones		
Autres revenus		
Revenus de placements[1]		
Prêts, placements et avances		
Programme de prêts garantis pour le développement économique des Indiens	23 182	17 771
Programme de prêts garantis pour le logement sur les réserves	73 199	91 718
	96 381	109 489
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Remboursements de frais de fonctionnement et d'entretien	12 085 606	9 175 491
Remboursements de paiements de transfert	15 708 175	21 815 910
Remboursement de paiements relatifs aux événements de santé publique d'intérêt national et l'allocation de soutien du revenu	45 080	8 117
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent		
Paiements de transfert	16 634 060	6 085 594
Fonctionnement et entretien	2 689 572	12 519 330
	47 162 493	49 604 442
Vente de biens et de services		
Droits et privilèges		
Droits de permis	–	*870*
Services de nature non réglementaire		
Revenus reportés	(917 738)	917 737
Services de santé	1 255 563	79 759
Services d'hospitalisation	5 872 912	6 008 245
Autres frais et droits	33 975	6 050
	6 244 712	*7 011 791*
Autres frais et droits		
Divers	*49 062 127*	*42 108 891*
	55 306 839	49 121 552
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	885 356	385 202
Revenus divers		
Intérêts sur débiteurs en souffrance	456 971	513 902
Contributions remboursables	14 314 821	46 836 918
Divers	7 551 493	5 846 104
	22 323 285	53 196 924
Total du ministère	**125 774 354**	**152 417 609**

Revenus – *fin*

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Agence fédérale de développement économique pour le Nord de l'Ontario		
Autres revenus		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	1 306 888	498 391
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	726 910	25 217
	2 033 798	523 608
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	–	1 260
Revenus divers		
Prêts	12 220 901	2 984 754
Paiements de transfert éventuellement recouvrables	308 704	64 893
	12 529 605	3 049 647
Total de l'organisme	**14 563 403**	**3 574 515**
Sommaire du portefeuille ministériel		
Autres revenus		
Revenus de placements	96 381	109 489
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	49 196 291	50 128 050
Ventes de biens et de services	55 306 839	49 121 552
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	885 356	386 462
Revenus divers	34 852 890	56 246 571
Total du portefeuille ministériel	**140 337 757**	**155 992 124**

[1] Intérêt sauf indication contraire.

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

Section 29

Comptes publics du Canada
2023-2024

Services publics et Approvisionnement

Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux

Société canadienne des postes

Commission de la capitale nationale

Services partagés Canada

Table des matières

	Page
Description des responsabilités essentielles	530
Sommaire du portefeuille ministériel	532
Détail budgétaire par affectation	536
Responsabilités essentielles	538
Paiements de transfert	539
Détail des montants disponibles pour être dépensés	540
Revenus	540

Description des responsabilités essentielles

Services internes

Les Services internes comprennent les groupes d'activités et de ressources connexes que le gouvernement fédéral considère comme étant des services à l'appui de programmes ou nécessaires pour permettre à une organisation de s'acquitter de ses obligations générales. Les Services internes désignent les activités et ressources des dix services distincts qui soutiennent l'exécution des programmes au sein de l'organisation, peu importe le modèle de prestation des Services internes utilisé. Ces services sont : Services de gestion des acquisitions, Services de communication, Services de gestion financière, Services de gestion des ressources humaines, Services de gestion de l'information, Services de technologie de l'information, Services juridiques, Services de gestion du matériel, Services de gestion et de surveillance, Services de gestion des biens immobiliers.

Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux

Biens et infrastructure

Services publics et Approvisionnement Canada fournit des locaux à bureaux aux fonctionnaires fédéraux et aux parlementaires; construit, entretient et gère les biens fédéraux et d'autres ouvrages publics, comme les ponts et les barrages; et fournit des services connexes aux organisations fédérales.

Paiements et comptabilité

Services publics et Approvisionnement Canada perçoit les recettes et émet les paiements, tient les comptes financiers du Canada, produit les rapports financiers et gère les services de paye et de pension du gouvernement du Canada.

Achat de biens et de services

Services publics et Approvisionnement Canada achète des biens et des services pour le compte du gouvernement du Canada.

Soutien à l'échelle du gouvernement

Services publics et Approvisionnement Canada fournit des services administratifs et des outils aux organisations fédérales qui leur permettent d'offrir des programmes et des services aux Canadiens.

Ombudsman de l'approvisionnement

Le Bureau de l'ombudsman de l'approvisionnement mène ses activités sans aucun lien de dépendance avec les autres organisations fédérales. En vertu de la loi, il doit examiner les pratiques d'approvisionnement des organisations fédérales ainsi que les plaintes des fournisseurs canadiens, et fournir des services de règlement des différends.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Société canadienne des postes

La Société a pour mission de créer et d'exploiter un service postal comportant le relevage, la transmission et la distribution de messages, renseignements, fonds ou marchandises, dans le régime intérieur et dans le régime international et de veiller à l'autofinancement de son exploitation dans des conditions de normes de service adaptées aux besoins de la population du Canada et comparables pour des collectivités de même importance.

Commission de la capitale nationale

Établir des plans d'aménagement, de conservation et d'embellissement de la région de la capitale du Canada et concourir à la réalisation de ces trois buts afin de doter le siège du gouvernement du Canada d'un cachet et d'un caractère dignes de son importance nationale.

Services partagés Canada

Opérations communes de technologie de l'information (TI) du gouvernement du Canada

En utilisant une approche à l'échelle du gouvernement, Services partagés Canada offre des opérations de TI, une infrastructure de TI ainsi que des services de communication et de technologie en milieu de travail fiables et sécurisés, qui soutiennent et permettent l'exécution de programmes à l'échelle du gouvernement et de services numériques pour la fonction publique.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Sommaire du portefeuille ministériel

(en dollars)

Crédit	Description	Provenance des autorisations: Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Utilisation des autorisations: Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux									
1	Dépenses de fonctionnement	–	2 633 766 246	–	–	2 633 766 246				
1a	Dépenses de fonctionnement	–	–	391 170 931	–	391 170 931				
1b	Dépenses de fonctionnement	–	–	63 293 770	–	63 293 770				
1c	Dépenses de fonctionnement	–	–	36 215 793	–	36 215 793				
	Virement du :									
	crédit 1 (Conseil national de recherches du Canada)	–	–	–	1 506 379	1 506 379				
	crédit 1 (Secrétariat du Conseil du Trésor)	–	–	–	1 530 500	1 530 500				
	CT, crédit 10[1]	–	–	–	45 239	45 239				
	CT, crédit 15[1]	–	–	–	138 808 500	138 808 500				
	CT, crédit 25[1]	–	–	–	59 557 044	59 557 044				
	Virement au :									
	crédit 1 (Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement)	–	–	–	(221 307)	(221 307)				
	crédit 1 (Services partagés Canada)	–	–	–	(656 448)	(656 448)				
	crédit 1 (Secrétariat du Conseil du Trésor)	–	–	–	(1 671 300)	(1 671 300)				
	crédit 10 (Ministère des Services aux Autochtones)	–	–	–	(6 124 593)	(6 124 593)				
	Affectations réputées du crédit 1 (Services partagés Canada) [2]	–	–	–	8 084 848	8 084 848				
	Total – Crédit 1	–	2 633 766 246	490 680 494	200 858 862	3 325 305 602	3 205 612 954	119 692 648	–	2 852 865 460
5	Dépenses en capital	–	1 559 955 319	–	–	1 559 955 319				
5b	Dépenses en capital	–	–	175 073 435	–	175 073 435				
5c	Dépenses en capital	–	–	200 000 000	–	200 000 000				
	Virement au crédit 5 (Agence canadienne d'inspection des aliments)	–	–	–	(10 000 000)	(10 000 000)				
	Total – Crédit 5	–	1 559 955 319	375 073 435	(10 000 000)	1 925 028 754	1 890 075 465	34 953 289	–	1 525 205 756
10b	Fonds renouvelable des Services optionnels	–	–	1	–	1	–	1	–	–
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	130 405 815	79 928 478	(13 061 523)	197 272 770	197 272 770	–	–	165 196 368
(S)	Ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux (Ministre des Services publics et de l'Approvisionnement) – Traitement et allocation pour automobile (*Loi sur les traitements* et *Loi sur le Parlement du Canada*)	–	94 700	–	355	95 055	95 055	–	–	92 400
(S)	Fonds renouvelable des Services optionnels (*Loi sur les fonds renouvelables*)	38 602 955	(185 084)	–	185 084	38 602 955				
	Augmentation de l'autorisation de prélèvement	–	–	–	10 000 000	10 000 000				
	Total—Fonds renouvelable des services optionnels	38 602 955	(185 084)	–	10 185 084	48 602 955	(7 710 407)	–	56 313 362	(22 178 976)

(S)	Fonds renouvelable du Bureau de la traduction (*Loi de crédits n° 4 pour 1994-1995*)	31 340 153	8 068 695	–	(8 068 695)	31 340 153	6 597 387	–	24 742 766	(2 091 624)
(S)	Fonds renouvelable des Services immobiliers (*Loi sur les fonds renouvelables*)	266 910 028	3 500 000	30 100 000	(33 600 000)	266 910 028	31 964 957	–	234 945 071	(15 221 103)
(S)	Fonds renouvelable de la production de défense (*Loi sur la production de défense*)	100 000 000	–	–	–	100 000 000	–	–	100 000 000	–
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	140 072	–	–	829 189	969 261	75 516	64 556	829 189	662 558
(S)	Paiement en remplacement d'impôts fonciers versés aux municipalités et à d'autres autorités taxatrices en vertu de la *Loi sur les paiements versés en remplacement d'impôts*									
	Paiement en remplacement d'impôts fonciers versés aux municipalités et à d'autres autorités taxatrices	–	–	–	624 024 394	624 024 394	624 024 394	–	–	557 325 806
	Recouvrements des ministères responsables	–	–	–	(572 731 632)	(572 731 632)	(572 731 632)	–	–	(612 065 895)
	Total – Paiement en remplacement d'impôts fonciers versés aux municipalités et à d'autres autorités taxatrices	–	–	–	51 292 762	51 292 762	51 292 762	–	–	(54 740 089)
(S)	Droits des agences de recouvrement en vertu de l'article 17.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*	–	–	–	4 202	4 202	4 202	–	–	–
(S)	Pertes sur opérations de change	–	–	–	724	724	724	–	–	298
	Total budgétaire	436 993 208	4 335 605 691	975 782 408	198 440 960	5 946 822 267	5 375 281 385	154 710 494	416 830 388	4 449 791 048
L10	Caisses d'avance fixe, avances à justifier et avances recouvrables. Limite 50 000 000 $ (Net)	16 864 283	–	–	–	16 864 283	(11 740 246)	–	28 604 529	(236 578)
(S)	(L) *Loi sur l'administration des biens saisis de 1993*, article 12, paragraphes 1, 2, 3 et 4. Limite 50 000 000 $ (Net)	80 669 039	–	–	–	80 669 039	(488 882)	–	81 157 921	4 517 939
	Total non budgétaire	97 533 322	–	–	–	97 533 322	(12 229 128)	–	109 762 450	4 281 361
	Total du ministère – Budgétaire	**436 993 208**	**4 335 605 691**	**975 782 408**	**198 440 960**	**5 946 822 267**	**5 375 281 385**	**154 710 494**	**416 830 388**	**4 449 791 048**
	Total du ministère – Non budgétaire	**97 533 322**	**–**	**–**	**–**	**97 533 322**	**(12 229 128)**	**–**	**109 762 450**	**4 281 361**
	Société canadienne des postes									
1	Paiements à la Société à des fins spéciales	–	22 210 000	–	–	22 210 000	22 210 000	–	–	22 210 000
(S)	(L) Prêts à la Société en vertu de la *Loi sur la Société canadienne des postes*, articles 28, 29 et 30. Limite globale 500 000 000 $ (Net)	500 000 000	–	–	–	500 000 000	–	–	500 000 000	–
	Total de l'organisme – Budgétaire	**–**	**22 210 000**	**–**	**–**	**22 210 000**	**22 210 000**	**–**	**–**	**22 210 000**
	Total de l'organisme – Non budgétaire	**500 000 000**	**–**	**–**	**–**	**500 000 000**	**–**	**–**	**500 000 000**	**–**
	Commission de la capitale nationale									
1	Paiements à la Commission pour les dépenses de fonctionnement	–	69 725 156	–	–	69 725 156				
	Virement du :									
	crédit 1 (Ministère des Ressources naturelles)	–	–	–	250 000	250 000				
	CT, crédit 15[1]	–	–	–	805 603	805 603				
	CT, crédit 30[1]	–	–	–	1 081 221	1 081 221				
	Total – Crédit 1	–	69 725 156	–	2 136 824	71 861 980	71 861 980	–	–	82 887 383
5	Paiements à la Commission pour les dépenses en capital	–	25 040 049	–	–	25 040 049	25 040 049	–	–	111 341 049
	Total de l'organisme – Budgétaire	**–**	**94 765 205**	**–**	**2 136 824**	**96 902 029**	**96 902 029**	**–**	**–**	**194 228 432**

Sommaire du portefeuille ministériel – *fin*

(en dollars)

		Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
Crédit	Description	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Services partagés Canada									
1	Dépenses de fonctionnement	–	2 199 108 970	–	–	2 199 108 970				
1b	Dépenses de fonctionnement	–	–	48 527 737	–	48 527 737				
1c	Dépenses de fonctionnement	–	–	62 821 171	–	62 821 171				
	Virement du :									
	crédit 1 (Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration)	–	–	–	324 252	324 252				
	crédit 1 (Ministère de l'Emploi et du Développement social)	–	–	–	726 572	726 572				
	crédit 1 (Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux)	–	–	–	656 448	656 448				
	CT, crédit 10[1]	–	–	–	4 707	4 707				
	CT, crédit 15[1]	–	–	–	101 494 560	101 494 560				
	CT, crédit 25[1]	–	–	–	141 133 728	141 133 728				
	Virement au :									
	crédit 1 (Agence des services frontaliers du Canada)	–	–	–	(1 846 284)	(1 846 284)				
	crédit 1 (Centre de la sécurité des télécommunications)	–	–	–	(561 713)	(561 713)				
	crédit 1 (Ministère des Pêches et des Océans)	–	–	–	(5 008 289)	(5 008 289)				
	crédit 1 (Secrétariat du Conseil du Trésor)	–	–	–	(4 800 341)	(4 800 341)				
	crédit 5	–	–	–	(25 000 000)	(25 000 000)				
	Affectations réputées au crédit 1 (Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux)[2]	–	–	–	(8 084 848)	(8 084 848)				
	Total – Crédit 1	–	2 199 108 970	111 348 908	199 038 792	2 509 496 670	2 350 224 038	159 272 632	–	2 166 826 879
5	Dépenses en capital	–	269 680 471	–	–	269 680 471				
5b	Dépenses en capital	–	–	5,992,000	–	5,992,000				
	Virement du :									
	crédit 1	–	–	–	25,000,000	25,000,000				
	CT, crédit 35[1]	–	–	–	37,687,125	37,687,125				
	Virement au :									
	crédit 5 (Agence des services frontaliers du Canada)	–	–	–	(2 210 622)	(2 210 622)				
	crédit 5 (Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration)	–	–	–	(5 383 042)	(5 383 042)				
	Total – Crédit 5	–	269 680 471	5 992 000	55 093 461	330 765 932	283 630 220	47 135 712	–	244 316 917

(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	123 179 982	6 508 636	22 938 181	152 626 799	152 626 799	–	–	122 503 296
(S)	Pensions et autres prestations des employés – Membres de la Gendarmerie royale du Canada.....	–	–	–	4 271 275	4 271 275	4 271 275	–	–	4 400 935
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	–	–	–	36 264	36 264	36 264	–	–	52 866
	Total de l'organisme – Budgétaire	**–**	**2 591 969 423**	**123 849 544**	**281 377 973**	**2 997 196 940**	**2 790 788 596**	**206 408 344**	**–**	**2 538 100 893**
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**436 993 208**	**7 044 550 319**	**1 099 631 952**	**481 955 757**	**9 063 131 236**	**8 285 182 010**	**361 118 838**	**416 830 388**	**7 204 330 373**
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	**597 533 322**	**–**	**–**	**–**	**597 533 322**	**(12 229 128)**	**–**	**609 762 450**	**4 281 361**

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).

[1] Conseil du Trésor, crédit 10 – Initiatives pangouvernementales.
Conseil du Trésor, crédit 15 – Rajustements à la rémunération.
Conseil du Trésor, crédit 25 – Report du budget de fonctionnement.
Conseil du Trésor, crédit 30 – Besoins en matière de rémunération.
Conseil du Trésor, crédit 35 – Report du budget des dépenses en capital.

[2] En vertu du décret C.P. 2023-1140, sur recommandation du premier ministre et en vertu de l'alinéa 2a) de la *Loi sur les restructurations et les transferts d'attributions dans l'administration publique*, Son Excellence la Gouverneure générale en conseil transfère de Services partagés Canada au ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux la responsabilité à l'égard du secteur de l'administration publique fédérale au sein de Services partagés Canada connu sous le nom d'initiative liée au système de ressources humaines et de paye de la prochaine génération.

Détail budgétaire par affectation

(en dollars)

Description	Affectations	Dépenses	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs
Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux				
Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement				
Budget de fonctionnement	1 408 798 087	1 359 932 767	48 865 320	–
Fonction d'administration de rémunération centrale et du receveur général	131 657 270	130 442 089	1 215 181	–
Services immobiliers	2 554 493 265	2 554 493 265	–	–
Services linguistiques	53 921 816	53 921 816	–	–
Initiatives publicitaires	1 000 000	301 337	698 663	–
Opérations du Cap-Breton	21 475 029	20 877 918	597 111	–
Après-mise en œuvre du système de paye	436 742 988	436 742 988	–	–
Planification préalable pour les projets de dépenses en capital, réaménagements et projets spécifiques non amortissables	128 094 574	128 094 574	–	–
Solution d'achats électroniques	20 183 514	8 167 302	12 016 212	–
Solutions innovatrices Canada	8 800 001	3 243 282	5 556 719	–
Affectations bloquées				
Report	25 643 484	–	25 643 484	–
Transfert/réaffectation	4 342 535	–	4 342 535	–
Réduction	21 847 250	–	21 847 250	–
Autre	7 670	–	7 670	–
Revenus affectés aux dépenses	(1 491 701 881)	(1 490 604 384)	(1 097 497)	–
	3 325 305 602	*3 205 612 954*	*119 692 648*	–
Crédit 5 – Dépenses en capital				
Budget en capital	1 528 539 743	1 515 983 146	12 556 597	–
Biens immobiliers – Contrat de location-acquisition	145 646 322	144 997 409	648 913	–
Biens immobiliers – Réaménagement / aménagement	185 589 696	185 589 696	–	–
Après-mise en œuvre du système de paye	43 505 214	43 505 214	–	–
Affectations bloquées				
Transfert/réaffectation	4 094 029	–	4 094 029	–
Réduction	17 653 750	–	17 653 750	–
	1 925 028 754	*1 890 075 465*	*34 953 289*	–
Crédit 10 – Fonds renouvelable des Services optionnels				
Fonds renouvelable des Services optionnels	*1*	–	*1*	–
Montants législatifs	696 487 910	279 592 966	64 556	416 830 388
	5 946 822 267	5 375 281 385	154 710 494	416 830 388
Société canadienne des postes				
Crédit 1 – Paiements à la Société à des fins spéciales				
Paiements à la Société d'État	22 210 000	22 210 000	–	–
Commission de la capitale nationale				
Crédit 1 – Paiements à la Commission pour les dépenses de fonctionnement				
Paiements à la Société d'État	71 861 980	71 861 980	–	–
Crédit 5 – Paiements à la Commission pour les dépenses en capital				
Paiements à la Société d'État	25 040 049	25 040 049	–	–
	96 902 029	96 902 029	–	–

Services partagés Canada				
Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement				
Budget de fonctionnement	3 273 548 119	3 196 960 018	76 588 101	–
Communications mobiles sécurisées	969 010	–	969 010	–
Solutions innovatrices Canada	11 051 636	4 421 643	6 629 993	–
Affectations bloquées				
Report	39 217 282	–	39 217 282	–
Transfert/réaffectation	19 854 246	–	19 854 246	–
Réduction	16 014 000	–	16 014 000	–
Revenus affectés aux dépenses	(851 157 623)	(851 157 623)	–	–
	2 509 496 670	*2 350 224 038*	*159 272 632*	–
Crédit 5 – Dépenses en capital				
Budget en capital	360 775 038	332 908 473	27 866 565	–
Affectations bloquées				
Report	29 989 050	–	29 989 050	–
Transfert/réaffectation	1 844	–	1 844	–
Revenus affectés aux dépenses	(60 000 000)	(49 278 253)	(10 721 747)	–
	330 765 932	*283 630 220*	*47 135 712*	–
Montants législatifs	156 934 338	156 934 338	–	–
	2 997 196 940	2 790 788 596	206 408 344	–
Total du portefeuille ministériel	**9 063 131 236**	**8 285 182 010**	**361 118 838**	**416 830 388**

Responsabilités essentielles

(en dollars)

	Budgétaire											
	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Total budgétaire		Non budgétaire	
Description	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux												
Biens et infrastructure	5 401 542 836	5 294 301 766	1 833 074 492	1 804 991 560	–	–	3 205 834 424	3 341 313 550	4 028 782 904	3 757 979 776	–	–
Paiements et comptabilité	980 146 694	933 315 218	51 037 634	48 306 321	51 292 762	51 292 762	197 125 811	196 417 398	885 351 279	836 496 903	–	–
Achat de biens et de services	534 669 807	370 479 295	–	–	–	–	162 578 712	173 636 355	372 091 095	196 842 940	–	–
Soutien à l'échelle du gouvernement	540 051 689	523 118 343	7 361 302	6 780 556	–	–	348 069 972	354 996 262	199 343 019	174 902 637	–	–
Ombudsman de l'approvisionnement	5 147 441	4 697 286	–	–	–	–	–	–	5 147 441	4 697 286	–	–
Services internes	496 194 504	448 008 116	33 555 326	29 997 028	–	–	73 643 301	73 643 301	456 106 529	404 361 843	–	–
Caisse d'avance fixe, avances à justifier et avances recouvrables	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	16 864 283	(11 740 246)
Administration des biens saisis	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	80 669 039	(488 882)
Total partiel	7 957 752 971	7 573 920 024	1 925 028 754	1 890 075 465	51 292 762	51 292 762	3 987 252 220	4 140 006 866	5 946 822 267	5 375 281 385	97 533 322	(12 229 128)
Revenus affectés aux dépenses	(3 987 252 220)	(4 140 006 866)	–	–	–	–	(3 987 252 220)	(4 140 006 866)	–	–	–	–
Total du ministère	**3 970 500 751**	**3 433 913 158**	**1 925 028 754**	**1 890 075 465**	**51 292 762**	**51 292 762**	**–**	**–**	**5 946 822 267**	**5 375 281 385**	**97 533 322**	**(12 229 128)**
Société canadienne des postes	**22 210 000**	**22 210 000**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**22 210 000**	**22 210 000**	**500 000 000**	**–**
Commission de la capitale nationale	**71 861 980**	**71 861 980**	**25 040 049**	**25 040 049**	**–**	**–**	**–**	**–**	**96 902 029**	**96 902 029**	**–**	**–**
Services partagés Canada												
Opérations communes de technologie de l'information (TI) du gouvernement du Canada	3 175 308 629	3 016 035 997	384 862 223	328 405 325	–	–	911 157 623	900 435 876	2 649 013 229	2 444 005 446	–	–
Services internes	342 280 002	342 280 002	5 903 709	4 503 148	–	–	–	–	348 183 711	346 783 150	–	–
Total partiel	3 517 588 631	3 358 315 999	390 765 932	332 908 473	–	–	911 157 623	900 435 876	2 997 196 940	2 790 788 596	–	–
Revenus affectés aux dépenses	(851 157 623)	(851 157 623)	(60 000 000)	(49 278 253)	–	–	(911 157 623)	(900 435 876)	–	–	–	–
Total de l'organisme	**2 666 431 008**	**2 507 158 376**	**330 765 932**	**283 630 220**	**–**	**–**	**–**	**–**	**2 997 196 940**	**2 790 788 596**	**–**	**–**
Total du portefeuille ministériel	**6 731 003 739**	**6 035 143 514**	**2 280 834 735**	**2 198 745 734**	**51 292 762**	**51 292 762**	**–**	**–**	**9 063 131 236**	**8 285 182 010**	**597 533 322**	**(12 229 128)**

Paiements de transfert

(en dollars)

Description	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux									
Subventions									
(S) Paiement en remplacement d'impôts fonciers versés aux municipalités et à d'autres autorités taxatrices	–	–	–	624 024 394	624 024 394	624 024 394	–	–	557 325 806
(S) Recouvrements de paiement en remplacement d'impôts fonciers des ministères responsables	–	–	–	(572 731 632)	(572 731 632)	(572 731 632)	–	–	(612 065 895)
Total du ministère	**–**	**–**	**–**	**51 292 762**	**51 292 762**	**51 292 762**	**–**	**–**	**(54 740 089)**

(S) Paiement de transfert législatif.

Détail des montants disponibles pour être dépensés

(en dollars)

Description	Autorisations disponibles pour emploi au cours de l'exercice	Autorisations employées au cours de l'exercice	Autorisations employées dans l'exercice précédent
Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Biens et infrastructure	3 205 834 424	3 341 313 550	3 123 478 801
Paiements et comptabilité	197 125 811	196 417 398	163 021 429
Achat de biens et de services	162 578 712	173 636 355	423 033 837
Soutien à l'échelle du gouvernement	348 069 972	354 996 262	340 527 657
Services internes	73 643 301	73 643 301	71 970 872
Total budgétaire	**3 987 252 220**	**4 140 006 866**	**4 122 032 596**
Non budgétaires (rentrées disponibles pour être dépensées)			
Recouvrement – Caisse d'avance fixe	16 864 283	11 740 246	236 578
Administration des biens saisis	–	34 420 313	30 358 170
Total non budgétaire	**16 864 283**	**46 160 559**	**30 594 748**
Total du ministère – Budgétaire	**3 987 252 220**	**4 140 006 866**	**4 122 032 596**
Total du ministère – Non budgétaire	**16 864 283**	**46 160 559**	**30 594 748**
Services partagés Canada			
Opérations communes de technologie de l'information (TI) du gouvernement du Canada	911 157 623	900 435 876	893 597 902
Total de l'organisme – Budgétaire	**911 157 623**	**900 435 876**	**893 597 902**
Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**4 898 409 843**	**5 040 442 742**	**5 015 630 498**
Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	**16 864 283**	**46 160 559**	**30 594 748**

Revenus

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux		
Autres revenus		
Revenus de placements		
Prêts, placements et avances		
Société immobilière du Canada limitée – Dividendes	10 000 000	10 000 000
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	40 035 225	31 390 550
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	13 709 023	18 150 365
Recouvrement de trop-payés de salaire, débiteurs transférés d'autres ministères	271 595	170 879
	54 015 843	49 711 794
Ventes de biens et de services		
Location et utilisation de biens publics		
Location et utilisation de biens publics	846 807 207	867 085 140
Revenus reportés	141 194	(127 934)
	846 948 401	*866 957 206*
Services de nature réglementaire		
Revenus provenant de cales sèches	10 727 820	10 203 758
Divers	197 385 370	164 879 189
	208 113 190	*175 082 947*
Services de nature non réglementaire		
Locations, licences, permis, services d'approvisionnement et de traduction	619 658 405	839 581 239
Autres revenus	453 776	1 370 730
	620 112 181	*840 951 969*
Ventes de biens et de produits d'information		
Publications	2 267 330	2 757 704
Autres revenus provenant des services non réglementaires	225 329 403	220 445 757
Ventes d'autres produits	1 868 339 796	1 640 795 804
	2 095 936 529	*1 863 999 265*
Autres frais et droits		
Autres frais et droits	355 410 427	348 416 612
Services fournis aux autres ministères aux termes de l'article 29.2 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*	16 624 806	16 624 806
	372 035 233	*365 041 418*
	4 143 145 534	4 112 032 805
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	829 189	508 036

Revenus – *fin*

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Revenus divers		
Dons à l'État	10 300	1 784
Produits de l'aliénation des biens immobiliers	9 920 450	36 343 365
Gains sur les opérations de change	–	285
Intérêts sur débiteurs en souffrance	447 459	722 780
Divers	124 250 526	124 021 013
	134 628 735	161 089 227
Total du ministère	**4 342 619 301**	**4 333 341 862**
Direction des opérations de la paye et de la gestion des services		
Autres revenus		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Paye en arrérages	24 725 585	22 504 131
Total de la direction	**24 725 585**	**22 504 131**
Services partagés Canada		
Autres revenus		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	8 926 530	3 149 270
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	3 503 364	4 383 841
	12 429 894	7 533 111
Ventes de biens et de services		
Services de nature non réglementaire		
Services de nature non réglementaire	904 159 307	891 720 945
Ventes de biens et de produits d'information	22 336	12 441
	904 181 643	891 733 386
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	36 264	52 866
Revenus divers		
Intérêts et pénalités	3 905	1 344
Autres revenus divers	41 120 537	40 149 097
	41 124 442	40 150 441
Total de l'organisme	**957 772 243**	**939 469 804**
Sommaire du portefeuille ministériel		
Autres revenus		
Revenus de placements	10 000 000	10 000 000
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	91 171 322	79 749 036
Ventes de biens et de services	5 047 327 177	5 003 766 191
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	865 453	560 902
Revenus divers	175 753 177	201 239 668
Total du portefeuille ministériel	**5 325 117 129**	**5 295 315 797**

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

Section 30

Comptes publics du Canada
2023-2024

Transports

Ministère des Transports

Administration canadienne de la sûreté du transport aérien

Office des transports du Canada

Marine Atlantique S.C.C.

La Société des ponts fédéraux Limitée

VIA HFR - VIA TGF Inc.

VIA Rail Canada Inc.

Table des matières

Page

Description des responsabilités essentielles 544
Sommaire du portefeuille ministériel 546
Détail budgétaire par affectation 549
Responsabilités essentielles 551
Paiements de transfert 552
Détail des montants disponibles pour être dépensés 554
Revenus 554

Description des responsabilités essentielles

Services internes

Les Services internes comprennent les groupes d'activités et de ressources connexes que le gouvernement fédéral considère comme étant des services à l'appui de programmes ou nécessaires pour permettre à une organisation de s'acquitter de ses obligations générales. Les Services internes désignent les activités et ressources des dix services distincts qui soutiennent l'exécution des programmes au sein de l'organisation, peu importe le modèle de prestation des Services internes utilisé. Ces services sont : Services de gestion des acquisitions, Services de communication, Services de gestion financière, Services de gestion des ressources humaines, Services de gestion de l'information, Services de technologie de l'information, Services juridiques, Services de gestion du matériel, Services de gestion et de surveillance, Services de gestion des biens immobiliers.

Ministère des Transports

Réseau de transport efficace

Appuie le transport efficace des produits vers les marchés grâce à des investissements dans les corridors commerciaux du Canada; adopte et met en œuvre des règles et des politiques pour s'assurer que les passagers aériens canadiens et les expéditeurs ont accès à suffisamment d'options et à un meilleur service; et gère les biens de transport de manière à en garantir la valeur pour les Canadiens.

Réseau de transport écologique et novateur

Faire progresser le programme environnemental lié au secteur des transports du gouvernement du Canada par la réduction des émissions atmosphériques nocives; protéger les milieux océanique et marin du Canada par la réduction des répercussions du transport maritime; confirmer un engagement envers l'innovation dans le secteur des transports.

Réseau de transport sûr et sécuritaire

Veiller à ce que le réseau de transport canadien soit sûr et sécuritaire au moyen des lois, des règlements, des politiques et des activités de surveillance.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Administration canadienne de la sûreté du transport aérien

L'Administration canadienne de la sûreté du transport aérien est responsable de prendre des mesures en vue de fournir un contrôle efficace et efficient des personnes – ainsi que des biens en leur possession ou sous leur contrôle, ou des effets personnels ou des bagages qu'elles confient à une compagnie aérienne en vue de leur transport – qui ont accès, par des points de contrôle, à un aéronef ou à une zone réglementée. De plus, la *Loi sur l'Administration canadienne de la sûreté du transport aérien* stipule que la prestation des services de contrôle doit être uniforme et se faire dans l'intérêt du public. L'Administration canadienne de la sûreté du transport aérien a le mandat d'assurer la sûreté dans les quatre secteurs suivants de la sûreté du transport aérien : Contrôle préembarquement, Contrôle des bagages enregistrés, Contrôle des non-passagers, Carte d'identité pour les zones réglementées. De plus, aux termes d'une entente conclue avec Transports Canada en 2010, l'Administration canadienne de la sûreté du transport aérien est autorisée à effectuer le contrôle du fret dans 49 petits aéroports, lorsque la capacité existe.

Office des transports du Canada

Des services indépendants de réglementation et de règlement des différends pour les fournisseurs et les utilisateurs de services de transport

Fixer et mettre en application des règles liées à l'économie, à l'accessibilité et à la protection des voyageurs aériens dans le cadre du système de transport national; régler les différends entre les fournisseurs et les utilisateurs de services de transport au moyen de la facilitation, de la médiation, de l'arbitrage et du processus formel de règlement des différends, et fournir des renseignements aux intervenants et aux Canadiens en général sur le système de transport et sur leurs droits et leurs responsabilités en matière de transport.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Marine Atlantique S.C.C.

Fournir un service de traversier sûr, écologique et de qualité entre l'île de Terre-Neuve et la province de la Nouvelle-Écosse de manière fiable, courtoise et rentable.

La Société des ponts fédéraux Limitée

Gestion de ponts internationaux

Surveiller les intérêts canadiens à l'égard de l'administration des ponts suivants en tant qu'entreprise : le pont international de Sault Ste. Marie, le pont international des Mille-Îles, le pont Blue Water et le pont international de la voie maritime. Administrer les ponts internationaux en assumant une excellente gestion, en adoptant les meilleures pratiques à l'égard du portefeuille de ponts, en optimisant les processus et en établissements de solides partenariats avec les intervenants. Assurer la sûreté et la sécurité des voies internationales commerciales et faciliter le transport efficace des personnes et des biens.

VIA HFR - VIA TGF Inc.

VIA TGF

Élaborer et mettre en œuvre le projet de train à grande fréquence (TGF), qui propose de construire un réseau interurbain de services ferroviaires voyageurs de plus de 1 000 kilomètres sur des voies essentiellement réservées reliant les centres urbains majeurs de Québec, Trois-Rivières, Montréal, Ottawa, Peterborough et Toronto.

VIA Rail Canada Inc.

Offrir un service de transport ferroviaire voyageur national sécuritaire, sûr, efficace, fiable et respectueux de l'environnement, et qui répond aux besoins des voyageurs du Canada.

Sommaire du portefeuille ministériel

(en dollars)

		Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
Crédit	Description	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Ministère des Transports									
1	Dépenses de fonctionnement	–	1 019 788 928	–	–	1 019 788 928				
1b	Dépenses de fonctionnement	–	–	124 893 005	–	124 893 005				
1c	Dépenses de fonctionnement	–	–	18 359 503	–	18 359 503				
	Virement du :									
	CT, crédit 10[1]	–	–	–	710 565	710 565				
	CT, crédit 15[1]	–	–	–	81 168 384	81 168 384				
	CT, crédit 25[1]	–	–	–	32 246 702	32 246 702				
	CT, crédit 30[1]	–	–	–	6 241 591	6 241 591				
	Virement au :									
	crédit 1 (Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord)	–	–	–	(6 000 000)	(6 000 000)				
	crédit 1 (Agence canadienne de développement économique du Nord)	–	–	–	(25 000)	(25 000)				
	crédit 1 (Service canadien du renseignement de sécurité)	–	–	–	(165 104)	(165 104)				
	crédit 1 (Conseil national de recherches du Canada)	–	–	–	(928 800)	(928 800)				
	crédit 1 (VIA HFR - VIA TGF Inc.)	–	–	–	(8 000 000)	(8 000 000)				
	crédit 1 (Secrétariat du Conseil du Trésor)	–	–	–	(10 000)	(10 000)				
	crédit 10	–	–	–	(4 688 053)	(4 688 053)				
	crédit 10 (Ministère des Services aux Autochtones)	–	–	–	(3 500 000)	(3 500 000)				
	Total – Crédit 1	–	1 019 788 928	143 252 508	97 050 285	1 260 091 721	1 025 759 857	234 331 864	–	857 710 962
5	Dépenses en capital	–	165 973 915	–	–	165 973 915				
5b	Dépenses en capital	–	–	83 323 314	–	83 323 314				
5c	Dépenses en capital	–	–	2 156 158	–	2 156 158				
	Virement du :									
	crédit 5 (Secrétariat du Conseil du Trésor)	–	–	–	33 600	33 600				
	CT, crédit 35[1]	–	–	–	36 581 667	36 581 667				
	Total – Crédit 5	–	165 973 915	85 479 472	36 615 267	288 068 654	163 900 002	124 168 652	–	100 986 121
10	Subventions et contributions	–	2 178 360 403	–	–	2 178 360 403				
10b	Subventions et contributions	–	–	271 891 744	–	271 891 744				
10c	Subventions et contributions	–	–	2 880 000	–	2 880 000				
	Virement du crédit 1	–	–	–	4 688 053	4 688 053				
	Virement au crédit 10 (Ministère des Pêches et des Océans)	–	–	–	(250 000)	(250 000)				
	Total – Crédit 10	–	2 178 360 403	274 771 744	4 438 053	2 457 570 200	1 572 423 661	885 146 539	–	1 062 618 063

(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	95 178 374	17 496 374	(2 307 020)	110 367 728	110 367 728	–	–	92 507 297
(S)	Ministre des Transports – Traitement et allocation pour automobile (*Loi sur les traitements* et *Loi sur le Parlement du Canada*)	–	94 700	–	100	94 800	94 800	–	–	92 400
(S)	Paiement de subvention pour l'ouvrage de franchissement du détroit de Northumberland selon la *Loi sur l'ouvrage de franchissement du détroit de Northumberland* (L.C. (1993), ch. 43)	–	75 617 690	–	1 561 272	77 178 962	77 178 962	–	–	72 865 776
(S)	Paiements versés conformément aux ententes de la Voie maritime du Saint-Laurent conclues dans le cadre de la *Loi maritime du Canada* (L.C. (1998), ch. 10)	–	74 623 000	–	(12 625 218)	61 997 782	61 997 782	–	–	73 767 597
(S)	Versements à la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada à l'égard de l'abolition des péages sur le pont Victoria à Montréal, et pour la réfection de la voie de circulation du pont (crédit 107, *Loi des subsides n° 5 de 1963*, L.C. (1963), ch. 42)	–	3 300 000	–	–	3 300 000	3 300 000	–	–	3 300 000
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	3 816 030	–	–	6 739 556	10 555 586	3 816 030	–	6 739 556	15 802 268
(S)	Remboursements de montants portés aux revenus d'exercices antérieurs	–	–	–	405 151	405 151	405 151	–	–	–
	Total du ministère – Budgétaire	**3 816 030**	**3 612 937 010**	**521 000 098**	**131 877 446**	**4 269 630 584**	**3 019 243 973**	**1 243 647 055**	**6 739 556**	**2 279 650 484**
	Administration canadienne de la sûreté du transport aérien									
1	Paiements à l'Administration pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	–	561 429 271	–	–	561 429 271				
1a	Paiements à l'Administration pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	–	–	468 300 000	–	468 300 000				
1b	Paiements à l'Administration pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	–	–	44 785 772	–	44 785 772				
	Total de l'organisme – Budgétaire	**–**	**561 429 271**	**513 085 772**	**–**	**1 074 515 043**	**971 162 874**	**103 352 169**	**–**	**865 964 449**
	Office des transports du Canada									
1	Dépenses du programme	–	27 756 954	–	–	27 756 954				
1a	Dépenses du programme	–	–	16 710 766	–	16 710 766				
	Virement du :									
	CT, crédit 15[1]	–	–	–	4 046 793	4 046 793				
	CT, crédit 25[1]	–	–	–	1 082 194	1 082 194				
	Total – Crédit 1	–	27 756 954	16 710 766	5 128 987	49 596 707	49 211 579	385 128	–	36 683 294
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	3 630 850	3 906 792	(1 473 566)	6 064 076	6 064 076	–	–	4 447 023
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	–	–	–	69	69	69	–	–	–
	Total de l'organisme – Budgétaire	**–**	**31 387 804**	**20 617 558**	**3 655 490**	**55 660 852**	**55 275 724**	**385 128**	**–**	**41 130 317**
	Marine Atlantique S.C.C.									
1	Paiements à la Société	–	189 617 507	–	–	189 617 507				
1b	Paiements à la Société	–	–	21 688 000	–	21 688 000				
	Total de l'organisme – Budgétaire	**–**	**189 617 507**	**21 688 000**	**–**	**211 305 507**	**191 685 507**	**19 620 000**	**–**	**132 120 769**

Sommaire du portefeuille ministériel – *fin*

(en dollars)

		Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
Crédit	Description	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	La Société des ponts fédéraux Limitée									
1	Paiements à la Société	–	7 381 000	–	–	7 381 000				
	Total de l'organisme – Budgétaire	**–**	**7 381 000**	**–**	**–**	**7 381 000**	**7 044 809**	**336 191**	**–**	**4 423 000**
	VIA HFR - VIA TGF Inc. [2]									
1	Paiements à la société pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	–	43 670 000	–	–	43 670 000				
	Virement du crédit 1 (Ministère des Transports)	–	–	–	8 000 000	8 000 000				
	Total de l'organisme – Budgétaire	**–**	**43 670 000**	**–**	**8 000 000**	**51 670 000**	**49 503 355**	**2 166 645**	**–**	**–**
	VIA Rail Canada Inc.									
1	Paiements à la Société	–	1 233 649 830	–	–	1 233 649 830				
1b	Paiements à la Société	–	–	247 111 189	–	247 111 189				
	Virement du crédit 1 (Ministère des Transports)	–	–	–	1 750 000	1 750 000				
	Total de l'organisme – Budgétaire	**–**	**1 233 649 830**	**247 111 189**	**1 750 000**	**1 482 511 019**	**803 950 034**	**678 560 985**	**–**	**689 627 801**
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**3 816 030**	**5 680 072 422**	**1 323 502 617**	**145 282 936**	**7 152 674 005**	**5 097 866 276**	**2 048 068 173**	**6 739 556**	**4 012 916 820**

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

[1] Conseil du Trésor, crédit 10 – Initiatives pangouvernementales.
Conseil du Trésor, crédit 15 – Rajustements à la rémunération.
Conseil du Trésor, crédit 25 – Report du budget de fonctionnement.
Conseil du Trésor, crédit 30 – Besoins en matière de rémunération.
Conseil du Trésor, crédit 35 – Report du budget des dépenses en capital.

[2] En vertu des décrets C.P. 2022-0759, 2022-0760 et 2022-0761, sur recommandation du ministre des Transports, Son Excellence la Gouverneure générale en conseil a autorisé la création de VIA HFR - VIA TGF Inc., une filiale détenue à cent pour cent par VIA Rail Canada Inc.

Détail budgétaire par affectation

(en dollars)

Description	Affectations	Dépenses	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs
Ministère des Transports				
Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement				
Budget de fonctionnement	1 066 498 041	1 067 369 727	(871 686)	–
Train à grande fréquence	89 414 666	56 624 173	32 790 493	–
Affectations bloquées				
Report	190 705 989	–	190 705 989	–
Transfert/réaffectation	595 746	–	595 746	–
Réduction	6 582 000	–	6 582 000	–
Autre	4 529 322	–	4 529 322	–
Revenus affectés aux dépenses	(98 234 043)	(98 234 043)	–	–
	1 260 091 721	*1 025 759 857*	*234 331 864*	–
Crédit 5 – Dépenses en capital				
Budget en capital	218 569 921	163 900 002	54 669 919	–
Affectations bloquées				
Report	69 472 220	–	69 472 220	–
Transfert/réaffectation	26 513	–	26 513	–
	288 068 654	*163 900 002*	*124 168 652*	–
Crédit 10 – Subventions et contributions				
Subventions et contributions	1 571 161 961	1 571 123 661	38 300	–
Solutions innovatrices Canada	1 300 000	1 300 000	–	–
Affectations bloquées				
Report	659 108 239	–	659 108 239	–
Réduction	226 000 000	–	226 000 000	–
	2 457 570 200	*1 572 423 661*	*885 146 539*	–
Montants législatifs	263 900 009	257 160 453	–	6 739 556
	4 269 630 584	3 019 243 973	1 243 647 055	6 739 556
Administration canadienne de la sûreté du transport aérien				
Crédit 1 – Paiements à l'Administration pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital				
Paiements à la Société d'État	968 475 601	936 306 675	32 168 926	–
Budget en capital	106 039 442	34 856 199	71 183 243	–
	1 074 515 043	971 162 874	103 352 169	–
Office des transports du Canada				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement	49 381 498	49 211 579	169 919	–
Affectations bloquées				
Réduction	165 000	–	165 000	–
Autre	50 209	–	50 209	–
	49 596 707	*49 211 579*	*385 128*	–
Montants législatifs	6 064 145	6 064 145	–	–
	55 660 852	55 275 724	385 128	–

Détail budgétaire par affectation – *fin*

(en dollars)

Description	Affectations	Dépenses	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs
Marine Atlantique S.C.C.				
Crédit 1 – Paiements à la Société				
Paiements à la Société d'État	146 730 818	127 710 818	19 020 000	–
Budget en capital	64 574 689	63 974 689	600 000	–
	211 305 507	191 685 507	19 620 000	–
La Société des ponts fédéraux Limitée				
Crédit 1 – Paiements à la Société				
Paiements à la Société d'État	1 427 000	1 090 809	336 191	–
Budget en capital	5 954 000	5 954 000	–	–
	7 381 000	7 044 809	336 191	–
VIA HFR - VIA TGF Inc.				
Crédit 1 – Paiements à la société pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital				
Paiements à la Société d'État	51 670 000	49 503 355	2 166 645	–
VIA Rail Canada Inc.				
Crédit 1 – Paiements à la Société				
Paiements à la Société d'État	415 831 400	388 285 804	27 545 596	–
Budget en capital	1 066 679 619	415 664 230	651 015 389	–
	1 482 511 019	803 950 034	678 560 985	–
Total du portefeuille ministériel	**7 152 674 005**	**5 097 866 276**	**2 048 068 173**	**6 739 556**

Responsabilités essentielles

(en dollars)

	Budgétaire											
	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Total budgétaire		Non budgétaire	
Description	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
Ministère des Transports												
Réseau de transport efficace	491 299 565	264 209 321	176 882 727	83 481 736	1 536 377 803	868 724 907	22 142 470	22 142 470	2 182 417 625	1 194 273 494	–	–
Réseau de transport écologique et novateur	211 777 882	206 281 745	40 175 909	34 703 829	926 338 758	729 039 953	666 213	666 213	1 177 626 336	969 359 314	–	–
Réseau de transport sûr et sécuritaire	549 749 920	549 749 918	57 672 553	32 403 486	75 332 601	55 137 763	74 897 661	74 897 661	607 857 413	562 393 506	–	–
Services internes	288 919 444	280 434 407	13 337 465	13 310 951	–	–	527 699	527 699	301 729 210	293 217 659	–	–
Total partiel	1 541 746 811	1 300 675 391	288 068 654	163 900 002	2 538 049 162	1 652 902 623	98 234 043	98 234 043	4 269 630 584	3 019 243 973	–	–
Revenus affectés aux dépenses	(98 234 043)	(98 234 043)	–	–	–	–	(98 234 043)	(98 234 043)	–	–	–	–
Total du ministère	**1 443 512 768**	**1 202 441 348**	**288 068 654**	**163 900 002**	**2 538 049 162**	**1 652 902 623**	**–**	**–**	**4 269 630 584**	**3 019 243 973**	**–**	**–**
Administration canadienne de la sûreté du transport aérien	**1 074 515 043**	**971 162 874**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**1 074 515 043**	**971 162 874**	**–**	**–**
Office des transports du Canada												
Des services indépendants de réglementation et de règlement des différends pour les fournisseurs et les utilisateurs de services de transport	37 734 022	38 592 596	–	–	–	–	–	–	37 734 022	38 592 596	–	–
Services internes	17 926 830	16 683 128	–	–	–	–	–	–	17 926 830	16 683 128	–	–
Total de l'organisme	**55 660 852**	**55 275 724**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**55 660 852**	**55 275 724**	**–**	**–**
Marine Atlantique S.C.C.	**211 305 507**	**191 685 507**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**211 305 507**	**191 685 507**	**–**	**–**
La Société des ponts fédéraux Limitée												
Gestion de ponts internationaux	**7 381 000**	**7 044 809**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**7 381 000**	**7 044 809**	**–**	**–**
VIA HFR - VIA TGF Inc.	**51 670 000**	**49 503 355**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**51 670 000**	**49 503 355**	**–**	**–**
VIA Rail Canada Inc.	**1 482 511 019**	**803 950 034**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**1 482 511 019**	**803 950 034**	**–**	**–**
Total du portefeuille ministériel	**4 326 556 189**	**3 281 063 651**	**288 068 654**	**163 900 002**	**2 538 049 162**	**1 652 902 623**	**–**	**–**	**7 152 674 005**	**5 097 866 276**	**–**	**–**

Paiements de transfert

(en dollars)

Description	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Ministère des Transports									
Subventions									
Programme d'incitatifs pour l'utilisation de véhicules zéro émission	–	635 016 170	207 786 831	–	842 803 001	692 802 870	150 000 131	–	269 784 720
Subvention à la province de la Colombie-Britannique à l'égard de la prestation de services de traversier et de cabotage pour marchandises et voyageurs	–	35 478 300	–	159 352	35 637 652	35 637 652	–	–	33 344 267
Programme visant à favoriser la réconciliation avec les peuples autochtones	–	10 259 800	500 000	250 000	11 009 800	3 359 057	7 650 743	–	2 020 333
Programme pour la protection des côtes et voies navigables à travers le Canada	–	1 950 000	–	(573 358)	1 376 642	1 375 362	1 280	–	517 964
Fonds de commémoration pour les victimes de la tragédie d'Ethiopian Airlines	–	1 000 000	–	(267 809)	732 191	732 191	–	–	479 525
Subvention pour Solutions innovatrices Canada	–	866 046	–	1 083 954	1 950 000	1 950 000	–	–	–
Programme d'amélioration de la sécurité ferroviaire	–	700 000	1 145 000	(250 002)	1 594 998	355 000	1 239 998	–	155 000
Subventions à l'appui des transports propres	–	557 300	–	90 650	647 950	647 950	–	–	850 808
Subvention au Programme de développement coopératif de la sécurité opérationnelle et de maintien de la navigabilité de l'Organisation de l'aviation civile internationale	–	130 000	–	–	130 000	129 539	461	–	92 324
Programme des corridors maritimes verts	–	–	2 500 000	(792 120)	1 707 880	1 707 880	–	–	–
Éléments non requis pour l'exercice en cours	–	–	–	–	–	–	–	–	775 692
Total – Subventions	**–**	**685 957 616**	**211 931 831**	**(299 333)**	**897 590 114**	**738 697 501**	**158 892 613**	**–**	**308 020 633**
Contributions									
Fonds national des corridors commerciaux	–	1 019 354 853	–	18 454 572	1 037 809 425	467 380 049	570 429 376	–	219 257 054
Programme des infrastructures essentielles des aéroports	–	191 079 143	–	(4 551 203)	186 527 940	150 891 260	35 636 680	–	263 217 326
Programme d'aide aux immobilisations aéroportuaires	–	64 877 822	–	(2 772 114)	62 105 708	43 400 354	18 705 354	–	120 767 029
Programme pour la protection des côtes et voies navigables à travers le Canada	–	64 130 607	–	(9 756 445)	54 374 162	19 615 976	34 758 186	–	18 754 803
Programme de contributions aux services de traversier	–	41 755 272	18 172 877	–	59 928 149	52 690 925	7 237 224	–	52 864 399
Programme d'amélioration de la sécurité ferroviaire	–	39 520 000	21 987 036	(2 083 954)	59 423 082	41 749 497	17 673 585	–	18 767 964
Fonds pour les portes d'entrée et les passages frontaliers	–	23 900 000	–	–	23 900 000	–	23 900 000	–	–
Programme ferroviaire voyageur dans les collectivités éloignées	–	18 250 000	–	2 235 536	20 485 536	20 485 535	1	–	17 190 439
Contributions aux provinces pour défrayer le coût des améliorations des systèmes routiers dans le but d'augmenter leur efficacité globale et de promouvoir la sécurité, tout en encourageant, d'un point de vue régional et économique, le développement industriel et le tourisme : Entente pour le développement du réseau routier de l'Outaouais	–	8 627 528	–	405 532	9 033 060	583 505	8 449 555	–	1 488 503
Programme de paiements de transfert pour la sécurité routière	–	4 442 681	12 000 000	(2)	16 442 679	15 198 028	1 244 651	–	19 981 342

Importants travaux de réhabilitation du pont Victoria	–	4 381 571	–	(421 114)	3 960 457	1 236 853	2 723 604	–	8 321 344
Contributions à l'appui des transports propres	–	3 650 000	–	–	3 650 000	166 017	3 483 983	–	150 000
Programme de lutte contre les perturbations causées par le trafic	–	3 150 000	380 000	(255 729)	3 274 271	3 274 271	–	–	2 658 371
Programme pour l'exploitation et l'entretien des aéroports	–	1 600 000	–	1 488 793	3 088 793	3 088 792	1	–	2 329 951
Contribution à l'appui de la sécurité nautique	–	1 225 000	–	323 359	1 548 359	1 548 358	1	–	2 455 046
Programme de réfection des bandes d'atterrissage de la côte du Labrador	–	1 000 000	–	260 000	1 260 000	1 260 000	–	–	1 360 000
Programme visant à favoriser la réconciliation avec les peuples autochtones	–	650 000	300 000	664 534	1 614 534	210 051	1 404 483	–	2 530 356
Association des transports du Canada	–	425 310	–	(74 555)	350 755	350 755	–	–	308 376
Allocations aux anciens employés des services des chemins de fer, des navires à vapeur et des télécommunications de Terre-Neuve mutés aux Chemins de fer nationaux du Canada	–	259 000	–	(198 920)	60 080	60 080	–	–	70 294
Versements aux autres gouvernements ou organismes internationaux pour l'exploitation et l'entretien des aéroports, des installations de navigation aérienne et des voies aériennes	–	100 000	–	(1)	99 999	63 858	36 141	–	–
Programme de bourses pour le Groupe de recherches sur les transports au Canada	–	24 000	–	–	24 000	24 000	–	–	24 000
Projet de la voie de contournement ferroviaire de Lac-Mégantic	–	–	10 000 000	–	10 000 000	9 428 899	571 101	–	–
Fonds de commémoration pour les victimes de la tragédie d'Ethiopian Airlines	–	–	–	969 097	969 097	969 097	–	–	500 000
Fonds pour le Programme de transfert des installations portuaires	–	–	–	50 000	50 000	50 000	–	–	60 000
(S) Paiement de subvention pour l'ouvrage de franchissement du détroit de Northumberland selon la *Loi sur l'ouvrage de franchissement du détroit de Northumberland* (L.C. (1993), ch. 43)	–	75 617 690	–	1 561 272	77 178 962	77 178 962	–	–	72 865 776
(S) Versements à la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada à l'égard de l'abolition des péages sur le pont Victoria à Montréal, et pour la réfection de la voie de circulation du pont (crédit 107, *Loi des subsides n° 5 de 1963*)	–	3 300 000	–	–	3 300 000	3 300 000	–	–	3 300 000
Éléments non requis pour l'exercice en cours	–	–	–	–	–	–	–	–	1 540 833
Total – Contributions	**–**	**1 571 320 477**	**62 839 913**	**6 298 658**	**1 640 459 048**	**914 205 122**	**726 253 926**	**–**	**830 763 206**
Total du portefeuille ministériel	**–**	**2 257 278 093**	**274 771 744**	**5 999 325**	**2 538 049 162**	**1 652 902 623**	**885 146 539**	**–**	**1 138 783 839**

(S) Paiement de transfert législatif.

Détail des montants disponibles pour être dépensés

(en dollars)

Description	Autorisations disponibles pour emploi au cours de l'exercice	Autorisations employées au cours de l'exercice	Autorisations employées dans l'exercice précédent
Ministère des Transports			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Réseau de transport efficace			
Revenus provenant des prévisions fournies par les services aériens	284	284	37 948
Revenus des aéroports provenant des frais d'utilisation et des contrats de service	8 370 509	8 370 509	7 042 341
Revenus des ports publics provenant des frais d'utilisation et des permis d'utilisation de quais	6 504 327	6 504 327	5 497 116
Inspections et certifications	284	284	28 768
Revenus provenant de locations et concessions	7 089 703	7 089 703	6 130 974
Produit des ventes et de la formation	157 494	157 494	147 244
Divers	19 869	19 869	20 612
	22 142 470	22 142 470	18 905 003
Réseau de transport écologique et novateur			
Revenus provenant de locations et concessions	33 636	33 636	31 634
Frais d'utilisation en vertu des divers règlements de la sûreté maritime	–	–	62 975
Revenus de location – Centre d'essais pour véhicules automobiles	632 577	632 577	622 273
	666 213	666 213	716 882
Réseau de transport sûr et sécuritaire			
Frais d'utilisation en vertu du Règlement de l'aviation canadien	7 707 645	7 707 645	5 909 215
Entretien des aéronefs et services de vol	47 832 680	47 832 680	49 419 329
Frais d'utilisation en vertu des divers règlements de la sûreté maritime	11 763 214	11 763 214	9 936 226
Inspections et certifications	1 735 102	1 735 102	1 643 806
Revenus provenant de locations et concessions	2 937 380	2 937 380	174 471
Produit des ventes et de la formation	524 775	524 775	642 008
Revenus provenant du Programme du registraire des véhicules importés	890 446	890 446	925 481
Divers	1 506 419	1 506 419	1 083 340
	74 897 661	74 897 661	69 733 876
Services internes			
Revenus provenant de locations et concessions	527 492	527 492	224 099
Produit des ventes et de la formation	15	15	661
Divers	192	192	59
	527 699	527 699	224 819
Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**98 234 043**	**98 234 043**	**89 580 580**

Revenus

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Ministère des Transports		
Autres revenus		
Revenus de placements[1]		
Prêts, placements et avances		
Administration portuaire de Belledune	173 915	178 502
Administration portuaire de Halifax	2 569 445	2 261 870
Administration portuaire de Hamilton-Oshawa	2 024 401	1 820 777
Administration portuaire de Montréal	4 832 125	4 739 523
Administration portuaire de Nanaimo	313 128	228 987
Administration portuaire de Port Alberni	106 108	97 913
Administration portuaire de Prince Rupert	3 373 317	3 233 849
Administration portuaire de Québec	2 991 901	2 383 378
Administration portuaire du Saguenay	126 282	112 520
Administration portuaire de Saint John	1 204 823	1 049 591
Administration portuaire de Sept-Îles	1 426 291	1 098 883
Administration portuaire de St John's	194 331	166 854
Administration portuaire de Thunder Bay	91 133	81 777
Administration portuaire de Toronto	3 525 533	3 215 300
Administration portuaire de Trois-Rivières	455 089	385 072
Administration portuaire Vancouver Fraser	9 207 911	8 123 641
Administration portuaire de Windsor	46 187	45 770
	32 661 920	29 224 207
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Northumberland Ferries Limited	390 154	481 794
Traversier C.T.M.A	720 114	212 439
Administration portuaire de Hamilton-Oshawa	–	4 400 000
Divers	3 036 803	2 445 050
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent		
Administration canadienne de la sûreté du transport aérien	499 999	1 354 870
Divers	2 960 209	4 526 718
	7 607 279	13 420 871
Ventes de biens et de services		
Location et utilisation de biens publics		
Revenus reportés – Frais d'utilisation imposés en vertu des règlements établis par le Conseil du Trésor ou le gouverneur en conseil conformément à l'article 19 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*	207 468	26 230
Revenus reportés – Administrations aéroportuaires – Paiements de loyer	588 451	2 043 471
Corporation de Gestion de la Voie Maritime du Saint-Laurent	6 311 649	8 638 851[2]

Revenus – *fin*

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Location à bail de wagons-trémies – Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada	795 012	1 936 132
Frais d'utilisation imposés et perçus en vertu de diverses lois et pouvant être dépensés de nouveau	1 791 367	1 398 457[2]
Location à bail de wagons-trémies – Chemin de fer Canadien Pacifique Limitée	134 393	728 844
Frais d'utilisation imposés et perçus en vertu de diverses lois et pouvant être dépensés de nouveau	634 865	622 591[2]
Frais d'utilisation imposés en vertu des règlements établis par le Conseil du Trésor ou le gouverneur en conseil conformément à l'article 19 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*	8 760 938	5 501 935
Administrations aéroportuaires – Paiements de loyer	494 772 932	419 199 393
	513 997 075	*440 095 904*[2]
Services de nature réglementaire		
Frais d'utilisation imposés en vertu des lois propres à des programmes des ministères – Frais d'utilisation imposés	*23 421 626*	*18 788 444*
Services de nature non réglementaire		
Frais d'utilisation imposés en vertu des lois habilitantes des ministères – Frais d'utilisation imposés en vertu des lois propres à des programmes des ministères – Frais d'utilisation imposés	15 035 750	14 349 547
Frais d'utilisation imposés en vertu des règlements établis par le Conseil du Trésor ou le gouverneur en conseil conformément à l'article 19 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*	171 595	169 319
Frais d'utilisation imposés en vertu de contrats	47 880 920	49 621 573
	63 088 265	*64 140 439*
Ventes de biens et de produits d'information		
Frais d'utilisation imposés en vertu des lois habilitantes des ministères – Frais d'utilisation imposés en vertu des lois propres à des programmes des ministères	40 247	53 388
Frais d'utilisation imposés en vertu des règlements établis par le Conseil du Trésor ou le gouverneur en conseil conformément à l'article 19 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*	668 541	802 583
	708 788	*855 971*
Autres frais et droits		
Frais d'utilisation imposés en vertu des règlements établis par le Conseil du Trésor ou le gouverneur en conseil conformément à l'article 19 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*	–	35
Revenus pour les règlements des dommages aux Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada	2 772 366	2 915 979
Revenus pour les règlements des dommages aux Chemin de fer Canadien Pacifique Limitée	645 522	95 267
Frais d'utilisation imposés en vertu de contrats – opérations de change	(22)	(16)
Revenus indirects générés par les services des aéronefs	26 767	32 880
	3 444 633	*3 044 145*
	604 660 387	526 924 903
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	6 739 556	3 816 030
Revenus divers		
Amendes, pénalités et produits d'autres montants adjugés par une cour	2 464 948	2 056 111
Produits de cession des ventes de biens immobiliers	556 994	3 591 441
Produit de vente de société d'État	9 269	58 278
Divers	6 821 510	6 321 853
	9 852 721	12 027 683
Total du ministère	**661 521 863**	**585 413 694**
Office des transports du Canada		
Autres revenus		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	32 700	33 420
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	2 622	3 360
	35 322	36 780
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	69	–
Revenus divers		
Divers	993 470	323 315
Total de l'organisme	**1 028 861**	**360 095**
Sommaire du portefeuille ministériel		
Autres revenus		
Revenus de placements	32 661 920	29 224 207
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	7 642 601	13 457 651
Ventes de biens et de services	604 660 387	526 924 903
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	6 739 625	3 816 030
Revenus divers	10 846 191	12 350 998
Total du portefeuille ministériel	**662 550 724**	**585 773 789**

[1] Intérêt sauf indication contraire.

[2] Les montants de l'exercice précédent ont été reclassés afin de se conformer à la présentation de l'exercice courant.

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

Section 31

Comptes publics du Canada
2023-2024

Index

	Page	
	Français	*Anglais*
A		
Administration canadienne de la sûreté du transport aérien	543	491
Administration du pipe-line du Nord	437	389
Affaires mondiales	133	247
Agence canadienne d'évaluation d'impact	267	205
Agence canadienne d'inspection des aliments	465	265
Agence canadienne de développement économique du Nord	241	427
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	151	181
Agence de développement économique du Pacifique Canada	213	435
Agence de la consommation en matière financière du Canada	289	219
Agence de la santé publique du Canada	465	265
Agence de promotion économique du Canada atlantique	159	137
Agence des services frontaliers du Canada	485	449
Agence du revenu du Canada	455	379
Agence fédérale de développement économique pour le Nord de l'Ontario	515	293
Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario	331	319
Agence Parcs Canada	267	205
Agence spatiale canadienne	331	319
Agriculture et Agroalimentaire	167	125
Anciens Combattants	181	519
Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice	56	54
Autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits	105	99
Autorisations disponibles des exercices antérieurs	119	112
Autorisations permanentes accordées/abrogées au cours de l'exercice	126	119
Autorisations relatives à la dépense des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	128	121
Autorité du pont Windsor-Détroit	317	307
B		
Bibliothèque du Parlement	377	413
Bibliothèque et Archives du Canada	391	145
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports	213	435
Bureau de l'enquêteur correctionnel du Canada	485	449
Bureau de l'infrastructure du Canada	317	307
Bureau du commissaire à la magistrature fédérale	357	345
Bureau du commissaire aux conflits d'intérêts et à l'éthique	377	413
Bureau du commissaire au renseignement	213	435
Bureau du Conseil privé	213	435
Bureau du conseiller sénatorial en éthique	377	413
Bureau du directeur des poursuites pénales	357	345
Bureau du directeur général des élections	485	449
Bureau du directeur parlementaire du budget	377	413
Bureau du secrétaire du gouverneur général	191	405
Bureau du surintendant des institutions financières	289	219
Bureau du vérificateur général	289	219

	Page	
	Français	*Anglais*
C		
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail	251	189
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada	289	219
Centre de la sécurité des télécommunications	227	365
Centre de recherches pour le développement international	133	247
Chambre des communes	377	413
Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada	485	449
Comité externe d'examen des griefs militaires	227	365
Commissariat à l'intégrité du secteur public	199	505
Commissariat au lobbying	199	505
Commissariat aux langues officielles	485	449
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada	357	345
Commission canadienne de sûreté nucléaire	437	389
Commission canadienne des droits de la personne	357	345
Commission canadienne des grains	167	125
Commission canadienne du lait	167	125
Commission canadienne du tourisme	331	319
Commission civile d'examen et de traitement des plaintes relatives à la Gendarmerie royale du Canada	485	449
Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire	227	365
Commission de l'immigration et du statut de réfugié	307	283
Commission de la capitale nationale	529	479
Commission de la fonction publique	213	435
Commission des champs de bataille nationaux	391	145
Commission des débats des chefs	485	449
Commission des libérations conditionnelles du Canada	485	449
Commission du droit d'auteur	331	319
Commission du droit du Canada	357	345
Commission mixte internationale (section canadienne)	133	247
Conseil canadien des normes	331	319
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés	465	265
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	391	145
Conseil de recherches en sciences humaines	331	319
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	331	319
Conseil des Arts du Canada	391	145
Conseil du Trésor	199	505
Conseil national de recherches du Canada	331	319
Conseil privé	213	435
Corporation commerciale canadienne	133	247
D		
Défense nationale	227	365
Dépenses ministérielles par article courant	21	21
Dépenses ministérielles par catégorie	12	12
Développement économique des Prairies et du Nord canadien	241	427

	Page	
	Français	*Anglais*
D – *fin*		
Description des responsabilités essentielles – Se référer à la section ministérielle appropriée		
Détail budgétaire par affectation – Se référer à la section ministérielle appropriée		
Détail des autres paiements de transfert par portefeuille ministériel	20	20
Détail des montants disponibles pour être dépensés – Se référer à la section ministérielle appropriée		
E		
École de la fonction publique du Canada	199	505
Emploi et Développement de la main-d'œuvre	251	189
Énergie atomique du Canada, Limitée	437	389
Environnement et Changement climatique	267	205
État consolidé des revenus et charges	11	11
Exportation et développement Canada (Compte du Canada)	133	247
F		
Femmes, Égalité des genres et Jeunesse	281	529
Financement agricole Canada	167	125
Finances	289	219
Fondation canadienne des relations raciales	391	145
G		
Gendarmerie royale du Canada	485	449
I		
Immigration, Réfugiés et Citoyenneté	307	283
Infrastructure et Collectivités	317	307
Innovation, Sciences et Industrie	331	319
Instituts de recherche en santé du Canada	465	265
Investir au Canada	133	247
J		
Justice	357	345
M		
Marine Atlantique S.C.C.	543	491
Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire	167	125
Ministère de l'Emploi et du Développement social	251	189
Ministère de l'Environnement	267	205

	Page	
	Français	*Anglais*
M – *fin*		
Ministère de l'Industrie	331	319
Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration	307	283
Ministère de la Défense nationale	227	365
Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	241	427
Ministère de la Justice	357	345
Ministère de la Santé	465	265
Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile	485	449
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement	133	247
Ministère des Anciens Combattants	181	519
Ministère des Femmes et de l'Égalité des genres	281	529
Ministère des Finances	289	219
Ministère des Pêches et des Océans	415	237
Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord	425	169
Ministère des Ressources naturelles	437	389
Ministère des Services aux Autochtones	515	293
Ministère des Transports	543	491
Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux	529	479
Ministère du Patrimoine canadien	391	145
Monnaie royale canadienne	289	219
Musée canadien de l'histoire	391	145
Musée canadien de l'immigration du Quai 21	391	145
Musée canadien de la nature	391	145
Musée canadien des droits de la personne	391	145
Musée des beaux-arts du Canada	391	145
Musée national des sciences et de la technologie	391	145
O		
Office de commercialisation du poisson d'eau douce	415	237
Office des transports du Canada	543	491
Office national du film	391	145
Organisation canadienne d'élaboration de normes d'accessibilité	251	189
P		
Paiements de transfert – Se référer à la section ministérielle appropriée		
Parlement	377	413
Patrimoine canadien	391	145
Pêches, Océans et Garde côtière canadienne	415	237
Ponts Jacques-Cartier et Champlain Inc., Les	317	307
Provenance et utilisation des autorisations budgétaires par portefeuille ministériel	42	41
Provenance et utilisation des autorisations non budgétaires par portefeuille ministériel	48	47
Provenance et utilisation des autorisations par genre (votées et législatives)	50	49

	Page	
	Français	*Anglais*
R		
Rapprochement des dépenses externes par article courant avec les charges	30	29
Récapitulation des charges externes par catégorie	18	18
Récapitulation des revenus externes par provenance	36	35
Régie canadienne de l'énergie	437	389
Registraire de la Cour suprême du Canada	357	345
Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord	425	169
Responsabilités essentielles – Se référer à la section ministérielle appropriée		
Ressources naturelles	437	389
Revenu national	455	379
Revenus – Se référer à la section ministérielle appropriée		
Revenus ministériels	31	30
S		
Santé	465	265
Secrétariat de l'Office de surveillance des activités en matière de sécurité nationale et de renseignement	213	435
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes	485	449
Secrétariat du Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement	377	413
Secrétariat du Conseil du Trésor	199	505
Sécurité publique, Institutions démocratiques et Affaires intergouvernementales	485	449
Sénat	377	413
Service administratif des tribunaux judiciaires	357	345
Service canadien d'appui aux tribunaux administratifs	357	345
Service canadien du renseignement de sécurité	485	449
Service correctionnel du Canada	485	449
Service de protection parlementaire	377	413
Services aux Autochtones	515	293
Services partagés Canada	529	479
Services publics et Approvisionnement	529	479
Société canadienne d'hypothèques et de logement	317	307
Société canadienne des postes	529	479
Société d'assurance-dépôts du Canada	289	219
Société des ponts fédéraux Limitée, La	543	491
Société du Centre national des Arts	391	145
Société Radio-Canada	391	145
Sommaire du portefeuille ministériel – Se référer à la section ministérielle appropriée		
Station canadienne de recherche dans l'Extrême-Arctique	425	169
Statistique Canada	331	319
T		
Tableaux sommaires et appendices	9	9
Téléfilm Canada	391	145
Transports	543	491
Tribunal des anciens combattants (révision et appel)	181	519
V		
Ventes de biens et de services	38	37
VIA HFR - VIA TGF Inc.	543	491
VIA Rail Canada Inc.	543	491